



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24e Législature — 4e session

Vol. 1 - Séances du 16 novembre 1955 au 20 janvier 1956

1955-1956

Texte établi par Mathieu Rompré

Orateurs : les honorables Alexandre Taché et Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

24e Législature - 4e session

Vol. 1 - Séances du 16 novembre 1955 au 20 janvier 1956

1955-1956



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

24^e Législature — 4^e session

Vol. 1 - Séances du 16 novembre 1955 au 20 janvier 1956

1955-1956

Texte établi par Mathieu Rompré

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Mathieu Rompré Maria Buttazzoni Frédéric Lemieux Martin Pelletier
Introduction:	Marc-André Robert
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23911-5
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1955 et en 1956

Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la polarisation du monde se poursuit. Plusieurs grandes conférences internationales se tiennent en 1955, dont deux plus marquantes. Le 14 mai, les huit pays d'Europe de l'Est, dont l'URSS, la Pologne et la République démocratique d'Allemagne (RDA), se réunissent à Varsovie pour signer un traité d'alliance. Le Pacte de Varsovie se veut une réponse au traité de l'Atlantique Nord (OTAN), signé par les pays de l'Ouest, le 4 avril 1949. Le 21 juillet a aussi lieu la Conférence des « Quatre Grands » à Genève, réunissant les États-Unis, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne. C'est la première conférence au sommet depuis celles de Yalta en février 1945 et de Potsdam en juillet et août de la même année. Les puissances y discutent notamment de la réunification de l'Allemagne et des relations Est-Ouest.

Au niveau social, l'événement le plus marquant de cette année, en Amérique du moins, est certainement l'incident Rosa Parks, à Montgomery dans l'État de l'Alabama, qui devient vite un symbole pour la lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis. Le 1^{er} décembre 1955, Rosa Parks, une couturière afro-américaine, refuse de céder sa place à un Blanc alors qu'elle prenait place sur un siège à l'avant d'un autobus. Condamnée à payer une amende pour ce geste, Rosa Parks fait appel de ce jugement. L'incident provoque bientôt un large mouvement de mobilisation au sein de la communauté noire, présidé par le pasteur Martin Luther King. Le 13 novembre 1956, la Cour suprême déclare finalement anticonstitutionnelle la ségrégation dans les transports publics d'Alabama et donne raison à Rosa Parks. Les lois ségrégationnistes américaines seront par la suite abolies en 1964 par le *Civil Rights Act*.

L'année 1955 correspond aussi aux décès de deux personnalités importantes. Le célèbre physicien Albert Einstein est victime d'une rupture d'anévrisme au cerveau le 18 avril, et meurt dans sa demeure à Princeton au New Jersey. L'acteur James Dean, connu pour ses rôles dans *East of Eden* et *Rebel Without a Cause*, décède, le 30 septembre, au volant de sa voiture Ford Sedan en Californie, immortalisant du coup la légende d'une jeunesse indomptée.

Au Canada, l'économie domine la scène politique fédérale. Deux conférences intergouvernementales retiennent l'attention. Convoquées par le premier ministre libéral Louis Saint-Laurent, ces rencontres fédérales-provinciales s'amorcent respectivement les 26 avril et 3 octobre. On y discute de règlement fiscal, sans toutefois parvenir à une entente. Deux commissions royales d'enquête sont également mises sur pied : la commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (commission Gordon) d'abord, qui voit le jour le 17 juin, est chargée d'enquêter sur l'acquisition des ressources et des entreprises canadiennes par les compagnies étrangères; et la commission royale d'enquête sur la radio et la télévision (commission Fowler), créée le 2 décembre, laquelle doit se pencher sur les problèmes de financement du réseau canadien de radiodiffusion et télévision. On note aussi l'acceptation, par Duplessis, du plan fédéral de pensions aux invalides, le 28 mars, ainsi que l'adoption, par la Chambre des communes, de la loi sur l'assurance-chômage, le 2 octobre.

Au Québec, l'année 1955 est marquée par la fameuse émeute du Forum qui éclate le 17 mars à Montréal, à la suite de la suspension du hockeyeur et joueur étoile du Canadien, Maurice Richard. Peu de temps avant les séries de fin de saison, Richard est suspendu pour avoir asséné un coup de poing au juge de lignes Cliff Thompson, lors du match opposant le Canadien aux Red Wings de Détroit, le 13 mars. Cette révolte du public contre une pénalité jugée exagérée et injuste prendra valeur de symbole pour tout le Canada français.

Le domaine de la peinture et des arts monopolise la scène culturelle provinciale. On note l'exposition « Espace 55 », en février, au Musée des beaux-arts de Montréal, qui constitue une fenêtre pour la peinture plasticienne, mettant en vedette les œuvres de Paul-Émile Borduas, de Louis Hémon et de Jean-Paul Mousseau¹. Au même moment, le 10 février, un groupe de peintres, dont Jauran et Louis Belzile, signent un manifeste « plasticien » et exposent à la galerie L'Échourie. L'Actuelle, première galerie d'art non figuratif, ouvre également ses portes la même année. Dans le domaine du cinéma, deux films de l'abbé Maurice Proulx² paraissent au cours de l'année : *Waconichi*, documentaire touristique traitant de la pêche dans le Grand Nord québécois, et *Vers la compétence*, film offrant un regard sur les institutions d'enseignement professionnel et

technique au Québec³. En Chambre, Duplessis fera d'ailleurs l'éloge de l'abbé Proulx et de son travail. (15 février)

C'est dans ce contexte que s'ouvre, le 16 novembre 1955, la 4^e session de la 24^e Législature à Québec. On note une assistance record à la première séance. Le *Nouvelliste* rapporte que 700 invités se sont présentés pour assister aux cérémonies d'ouverture et qu'environ 500 personnes ont pu prendre place sur le parquet de la Chambre et dans les tribunes⁴.

Cette première séance est également très brève; les députés ne siègent qu'une quinzaine de minutes. Calixte Dumas, de *L'Action catholique*, se demande « si ce n'est pas le calme avant la tempête, car toutes les sessions qui précèdent des élections générales sont généralement orageuses⁵ ».

Les parlementaires

Depuis la prorogation des Chambres le 22 février 1955, deux députés unionistes sont décédés, ce qui a forcé la tenue d'élections complémentaires en juillet 1955. Les unionistes Ernest-Joseph Chartier, député de Saint-Hyacinthe, et Paul Provençal, député de Montréal-Laurier, sont remplacés respectivement par Jacques Bousquet et Arsène Gagné, deux autres unionistes. Le libéral John Richard Hyde est aussi élu, dans Westmount-Saint-Georges, pour remplacer George Carlyle Marler, qui avait démissionné le 30 juin 1954, rejoignant le Cabinet fédéral de Louis Saint-Laurent à titre de ministre des Transports. Contrairement à son prédécesseur, Hyde est relégué à l'arrière-ban.

En tant que premier ministre, Duplessis a le privilège d'assigner un siège à chaque député en début de session. Selon le député René Chaloult, « [il] rapproche de lui les ministres qui lui paraissent les plus dignes [et si] un mandataire lui déplai[t], il l'éloign[e] et le re[ègue] parfois au fond de la Chambre, parmi les *back-benchers*⁶ ». C'est une fonction à laquelle il accorde beaucoup d'importance. Lors de la rentrée parlementaire, Duplessis nargue ainsi l'opposition, feignant la surprise de voir le député Hyde au fond de la Chambre, alors que Marler occupait une place dans les premiers rangs. (16 novembre)

À l'ouverture de la session, sur le parquet de l'Assemblée, on compte 68 unionistes, 23 libéraux et un indépendant, Frank Hanley, député de Montréal-Sainte-Anne, qui appuie constamment l'Union nationale. Un seul siège est vacant à la suite de la démission, le 17 mai 1955, de Gaston Ledoux, député libéral de Shefford. Arrêté puis accusé de recel une semaine après sa démission, Ledoux est condamné à deux mois de prison, le 23 août 1955. Des 92 sièges à l'Assemblée législative, 91 sont ainsi occupés. Sauf qu'au cours de la session, le 10 décembre 1955, le député unioniste de Roberval, Antoine Marcotte, décédera.

Alexandre Taché occupe de nouveau la fonction d'Orateur, mais seulement pendant la première moitié de la session. Il démissionne le 15 décembre 1955, après avoir été nommé juge à la Cour de magistrat des districts de Hull, Terrebonne et Pontiac. Il est alors remplacé par Maurice Tellier, qui agissait déjà comme Orateur suppléant depuis 1945. C'est Daniel Johnson, député de Bagot, qui est nommé Orateur suppléant.

Le cabinet demeure inchangé et comprend 20 ministres, dont Paul Sauvé au Bien-être social et à la Jeunesse, Onésime Gagnon aux Finances, Antonio Talbot à la Voirie, et Laurent Barré à l'Agriculture.

Au Conseil législatif, à la suite du décès, le 6 octobre 1955, de Pamphile-Réal Du Tremblay, conseiller d'allégeance libérale de la division de Sorel, le gouvernement nomme Jean Barrette, rédacteur sportif, pour lui succéder. Selon l'historien Robert Rumilly, « Barrette n'a aucune aptitude au discours public [...]. Grand ami de Maurice Duplessis, il l'accompagne aux séries mondiales de baseball à New York. [...] Mais surtout, il est le fils de J.-A. Barrette, l'ancien député de Berthier, et cette nomination, de la part de Duplessis, est un nouveau trait de fidélité⁷ ». Ce dernier occupera ses fonctions jusqu'à l'abolition du Conseil législatif en 1968. Sur un total de 24 membres à la « Chambre haute », on dénombre donc 13 libéraux et 11 unionistes.

Duplessis et l'Union nationale : l'assurance de la majorité

Avec l'attitude que nous tenons, nous continuons l'œuvre des grands chefs libéraux. Nos revendications sont l'écho de celles des grands chefs politiques d'autrefois, bleus ou rouges, tandis que le chef de l'opposition se fait l'écho de ceux qui s'opposent au fédéralisme et favorisent le gouvernement unitaire. Tous les premiers ministres libéraux de la province, jusqu'à M. Godbout, ont été des autonomistes. Tradition au-dessus des intérêts de parti! Nous voulons faire respecter nos droits dans la paix, dans la concorde. (22 novembre)

Ces paroles du premier ministre Duplessis résument bien l'attitude de l'Union nationale. L'autonomie provinciale demeure la principale préoccupation de son gouvernement. En marge des deux conférences fédérales-provinciales tenues en avril et en octobre 1955, Duplessis assouplit toutefois ses positions face à Ottawa. Le chef de l'Union nationale entend maintenant collaborer avec le gouvernement Saint-Laurent. Dans ses mémoires, en novembre et décembre 1955, le conseiller législatif Hector Laferté écrit :

Évidemment, les difficultés se sont aplanies depuis que Saint-Laurent a défendu la politique de l'Ungava, a accédé aux demandes de Duplessis et n'a fait aucun éloge de Lapalme, dont il n'a même pas prononcé le nom lors du congrès des libéraux. [...] Évidemment la collaboration entre le premier ministre Saint-Laurent et le premier ministre Duplessis, que la chose paraisse vraisemblable ou non, ne semble pas faire de doute. Autrefois, Duplessis tombait à bras raccourcis sur les autorités centrales et aujourd'hui il y a entre les deux premiers ministres un rapprochement assez prononcé⁸.

Au cours de la présente session, l'autonomie provinciale en est une d'ouverture. Dans son bref discours clôturant la session le 23 février 1956, au lendemain de la publication de précisions quant à la nouvelle formule fédérale de partage des impôts, le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux souligne à nouveau « l'espoir que les problèmes constitutionnels à l'ordre du jour reçoivent une solution qui assure le respect intégral des prérogatives et des droits provinciaux et fédéraux ». (23 février) Ce souhait est formulé au moment où il est question d'une nouvelle conférence fédérale-provinciale en mars de la présente année. Mais, comme le souligne Dostaler O'Leary dans *La Patrie* du 24 février :

[II] nous semble qu'une nouvelle conférence intergouvernementale ne peut qu'aboutir à un échec. On ne craint pas de dire, dans les cercles politiques de la capitale provinciale, que l'intransigeance que paraît manifester maintenant Ottawa après les bonnes dispositions qu'il montra en octobre, risque de recréer le climat de guerre froide qui existait l'an dernier. M. Duplessis a clairement indiqué que les positions du Québec n'avaient pas changé. Québec demeure sur ses positions fédéralistes contre tous ceux qui auraient tendance à redonner une impulsion nouvelle au mouvement centralisateur. À la lueur de ces faits, on est donc autorisé à penser que le problème de l'autonomie demeure entier et qu'il sera encore une fois le grand argument électoral de l'Union nationale⁹.

Lapalme et le Parti libéral : le long règne de l'opposition

Cette session préélectorale est décisive pour les libéraux, et surtout pour leur chef. Georges-Émile Lapalme, à la tête du Parti libéral depuis le 20 mai 1950, n'avait pas réussi à mener les siens au pouvoir lors des élections générales de 1952. Comme les libéraux sont confinés dans les « froides régions » de l'opposition depuis bientôt dix ans, l'impatience se fait sentir en vue des élections prochaines en 1956. Lapalme y joue sa carrière de chef libéral; il le sait.

Minoritaires, les libéraux sont également affaiblis par un manque d'appui de la part du Parti libéral fédéral. Lors du congrès de la nouvelle Fédération libérale provinciale, qui a eu lieu les 4 et 5 novembre 1955 à Montréal, le premier ministre Saint-Laurent, « qui semblait craindre

de se compromettre, [...] n'a pas soufflé un mot de politique et n'a pas du tout demandé aux délégués d'appuyer notre chef M. Lapalme », écrit Hector Laferté dans ses mémoires¹⁰.

Isolé par ses collègues fédéraux, Lapalme doit composer avec plusieurs problèmes à l'intérieur même de son parti : un manque de fonds, un manque de personnel et de locaux. « La caisse est vide, le parti a des dettes, » rappelle l'historien Jean-Guy Genest¹¹. Le Parti libéral est ni plus ni moins dans une période de transition, ce qui n'aide en rien son chef. Malgré tout, Lapalme essaie de maintenir la cohésion dans son parti. L'expulsion du Conseiller législatif Raoul-Ovide Grothé des rangs libéraux, le 14 février 1956, après que ce dernier eut voté en faveur d'une loi de l'Union nationale, le démontre bien. Lapalme entend réformer son parti par l'intérieur. Il entend également affirmer l'autonomie des libéraux provinciaux par rapport au Parti libéral fédéral.

La création de la Fédération libérale provinciale du Québec en 1955 montre tout l'effort de modernisation déployé par le Parti libéral de Lapalme à cette époque. Cette nouvelle organisation a pour but « d'allier les objectifs démocratiques à ceux d'une plus grande autonomie du parti provincial et aux nécessités d'une lutte électorale », souligne le politologue Robert Boily¹². Les libéraux regroupent ainsi leurs diverses associations régionales, convertissent les travailleurs d'élection en militants et démocratisent le financement de leur parti en créant une carte de membre qui officialise l'adhésion des membres. La Fédération « est la fierté du parti et de Lapalme. Le Parti libéral constitue désormais une organisation démocratique, il n'est plus le lieu du patronage et de la clandestinité en raison des liens organiques qui sont maintenant établis entre la base et la direction¹³ ».

Pour la présente session, le Parti libéral axe son programme sur une gestion stricte de l'État, sur la justice sociale, et entend continuer à critiquer la politique des octrois discrétionnaires de Duplessis et de l'Union nationale.

Le discours du trône

Le lieutenant-gouverneur Gaspard Fauteux¹⁴ prononce l'habituel discours inaugural de la session. Le cérémonial et le faste des temps de paix se déroulent en conformité avec la tradition britannique. *La Tribune* écrit que « le discours du trône n'exposait aucun geste spécifique de la part du gouvernement provincial¹⁵ ». Par rapport à l'année précédente, on ne dénote aucun changement majeur dans le plan du gouvernement, ni aucune mesure particulière.

Le lieutenant-gouverneur rappelle les bienfaits de l'Office du crédit agricole depuis 1937 ainsi que ceux de l'électrification rurale. Le gouvernement entend tirer profit des réalisations dans ces domaines. Duplessis adopte ni plus ni moins la bonne vieille méthode préélectorale qui a fait le succès de l'Union nationale depuis 1944. La voirie, les corporations municipales et scolaires, la vente de certains produits agricoles ainsi que le réseau des hôpitaux demeurent les principaux centres d'intérêt du gouvernement pour la présente session.

Le seul fait saillant du discours concerne l'attention que le gouvernement entend porter aux relations fiscales fédérales-provinciales, que l'on dit être « la grande question de l'heure ». Fidèle à la rhétorique de son chef, le nouveau député unioniste de Saint-Hyacinthe, Jacques Bousquet, ne manque pas de souligner l'importance de cette question lors de sa première allocution en Chambre :

[À] un moment critique de notre histoire le premier ministre actuel de la province [...] a su non seulement sauver le Québec des malheurs irréparables d'une centralisation dangereuse, mais il a aussi contribué à sauvegarder le véritable fédéralisme dans le Canada tout entier. Est-il besoin de rappeler, de nouveau, les arguments historiques constitutionnels et, surtout, les arguments de bon sens qui rendent inattaquable la position de la province de Québec? En 1867, lorsque les deux grandes races se sont entendues pour créer un pays de nouveau, on n'a pas voulu que l'une écrase l'autre, et ce n'est certes pas pour que les provinces disparaissent. Les Pères de la Confédération ont voulu au contraire confier au gouvernement central les pouvoirs qui lui étaient nécessaires pour représenter le Canada naissant dans le concert des nations et pour administrer l'ensemble du

pays, mais ils ont laissé aux provinces tout ce dont elles avaient besoin pour le bien commun des citoyens. (17 novembre)

L'adresse en réponse au discours du trône se déroule pendant les huit séances qui suivent. Comme à l'habitude, les députés libéraux critiquent le discours et les mesures du gouvernement. Ils accusent l'Union nationale de trafiquer certains chiffres, notamment au sujet de la dette provinciale et du nombre de nouvelles industries établies au Québec depuis la dernière année. Ils critiquent également le développement économique du gouvernement, alors que le taux de chômage est élevé, et suggèrent plus de coopération avec Ottawa.

Le 29 novembre, le discours du trône est subitement adopté, dans un climat de tourmente et d'agitation générale. Henri Dutil, dans *Le Soleil*, décrit la scène :

C'est alors que se produit la surprise de la journée. Le député de Lévis [Raynold Bélanger] s'étant assis, applaudi par les députés libéraux, on se surveillait des deux côtés de la Chambre pour voir qui se lèverait pour continuer le débat. La rumeur voulait que MM. René Hamel, du côté libéral, et l'hon. Antoine Rivard, du côté ministériel, se livrent un duel oratoire. Mais rien ne se produisit. Le président de la Chambre, M. Maurice Tellier, (...) ne voyant rien venir, se leva pour demander si la motion en discussion était adoptée. Personne ne disant mot, le président prononça les mots fatidiques: "Adoptée-Carried" mettant fin officiellement au débat sur l'adresse¹⁶.

Les finances publiques

Le ministre des Finances, Onésime Gagnon, se targue de rompre avec la tradition. Le dépôt des comptes publics pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1955 se fait dès la rentrée parlementaire, le 16 novembre 1955. Sous les applaudissements des ministériels, Gagnon déclare qu'il s'agit là d'un « geste sans précédent. Jamais les comptes publics n'ont été déposés le premier jour de la session. Sous les administrations antérieures, nous les avions des semaines et même des mois après l'ouverture de la session¹⁷ ».

La lecture du discours sur le budget se fait le 3 février 1956. Gagnon rappelle d'abord l'importance des relations intergouvernementales pour son gouvernement :

[Les] années 1955 et 1956, je l'espère, marqueront un tournant décisif dans l'histoire des relations financières entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États et des provinces du continent nord-américain. [...] Lors des conférences fédérales-provinciales d'avril et d'octobre 1955, il a été définitivement admis que le régime actuel des accords financiers n'était pas satisfaisant pour les provinces. Le premier ministre du Canada [Louis Saint-Laurent] a manifesté le désir de revenir à un système plus conforme à l'esprit et à la lettre de l'Acte de 1867. [...] Aujourd'hui, même si notre province conserve l'amour et le respect de ses traditions, même si elle reste toujours attachée à ses origines françaises, elle évolue profondément pour devenir dans la Confédération canadienne une entité économique et industrielle de toute première importance.

Cette intervention est tout à propos, puisqu'à ce moment la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay) est sur le point de déposer son rapport¹⁸.

Pour l'année budgétaire se terminant le 31 mars 1956, Gagnon présente un état provisoire des revenus ordinaires de l'ordre de 389 millions de dollars, et des dépenses ordinaires de l'ordre de 306 millions de dollars. Ces revenus dépassent de 50 millions de dollars les prévisions annoncées dans le précédent budget. Considérant les dépenses d'immobilisation, le surplus budgétaire présenté est de 75 000 \$.

Pour l'année fiscale 1956-1957, les revenus ordinaires estimés sont à plus de 374 millions de dollars et les dépenses ordinaires projetées, à plus de 317 millions de dollars. En soustrayant les dépenses d'immobilisation, le surplus escompté est d'un peu plus de 165 000 \$. Les secteurs de dépenses les plus importants demeurent les mêmes que l'année précédente, soit

la Voirie (19 % du budget), la Santé (19 %), l'Instruction publique (17 %) et le Bien-être social et la Jeunesse (11 %). Cependant, on note une baisse significative du budget attribué à la Voirie, lequel passe de 25 % à 19 % du montant total. Comme le budget de l'année 1954-1955 était préélectoral, on suppose que Duplessis et Gagnon avaient augmenté, dans le précédent budget, le financement de la Voirie en vue de s'attirer des votes pour les élections attendues en 1956. Les autres secteurs varient légèrement, mais demeurent stables.

La réponse des députés libéraux au discours du budget est brève. *La Presse* note que « [le] débat de cette année a été, au fait, l'un des plus courts jamais vus. Seulement huit membres de la Chambre y ont pris part¹⁹ », ce que *L'Événement* confirme à son tour²⁰. Le chef de l'opposition Georges-Émile Lapalme insiste sur les écarts budgétaires de l'Union nationale et condamne le financement du gouvernement à même la caisse d'Hydro-Québec pour un montant de 25 millions de dollars. (7 février) Émilien Lafrance, député de Richmond, suggère la création d'organismes permanents pour collaborer à l'élaboration d'une politique économique, comme un Conseil d'orientation économique et un ministère des Affaires familiales. (14 février) À la fin de son discours, il exprime l'impatience et la lassitude des libéraux :

Le gouvernement est assoiffé de louanges et de compliments; c'est la caractéristique d'un régime qui n'a plus l'âme en paix. On comprend ainsi l'intransigeance d'un gouvernement qui ne peut plus tolérer ni accepter aucune critique ni aucune suggestion. On ne comprend pas que la vérité est comme le médicament qui déplaît au goût, mais qui est salubre pour la santé. Je crois que le gouvernement actuel a besoin d'une bonne cure d'humilité. Nous aurons l'occasion, dans quelque temps, de la lui donner. C'est le premier ministre actuel qui a déjà dit que le gouvernement qui demeurait au pouvoir plus de 10 ans était un gouvernement corrompu.

Les débats et les faits saillants de la session

Les travaux parlementaires se déroulent dans une ambiance tendue. Les députés libéraux, dans l'opposition depuis 1944, assiègent le gouvernement, espérant s'attirer la faveur populaire. Les plus virulents, René Hamel, Émilien Lafrance et Raynold Bélanger, y vont de quelques passes d'armes vigoureuses et échangent de rudes coups avec les députés de la droite. Les nombreux « points d'ordre » soulevés par Duplessis et ses ministres attisent l'ardeur des débats. Les députés libéraux en appellent constamment des décisions du président, mais en vain. Fort de sa majorité et de l'appui inconditionnel de l'Orateur (Taché, puis Tellier à partir du 15 décembre), Duplessis contrôle entièrement le déroulement des travaux de la Chambre.

Un total de 209 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative au cours de la session. De ce nombre, 193 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur, ce qui lui fait dire, lors de son allocution de clôture, que la session a été « particulièrement remarquable par la qualité et la quantité des lois qui ont été adoptées ». (23 février)

Relations fédérales-provinciales et commission Tremblay

La question du règlement fiscal et des relations fédérales-provinciales entre Ottawa et Québec n'est pas chose nouvelle pour l'Union nationale. Depuis le dépôt du rapport de la commission royale d'enquête des relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois) en 1940, la position de Duplessis est on ne peut plus claire. Il condamne les visées centralisatrices d'Ottawa, revendiquant l'application du fédéralisme tel que prescrit dans la Constitution. Le rapport de la commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (commission Massey) en 1951, qui suggère le financement des universités par Ottawa, vient mettre le feu aux poudres. Duplessis critique de nouveau l'intrusion progressive du fédéral dans les champs de compétence provinciale. Dès 1952, au nom de l'autonomie provinciale, il refuse les subventions d'Ottawa. L'opinion publique est en désaccord, la tension monte. En réaction, Duplessis met sur pied, en janvier 1953, la commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (commission Tremblay) pour étudier la question des relations fiscales fédérales-provinciales. Et, comme la commission doit déposer son rapport en février 1956, cela donne lieu à plusieurs débats.

À l'ouverture de la session, on remarque que la position du gouvernement à cet égard est plus ouverte qu'avant :

Le gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale. (Discours du trône, 16 novembre)

Cette attitude de collaboration n'est, selon Lapalme, rien de plus qu'une façade. Il recommande plutôt la création d'un secrétariat des provinces²¹, afin d'homogénéiser les positions provinciales :

Les différents points de vue exprimés lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, tenue à Ottawa le mois dernier, indiquent la nécessité de rencontrer toutes les provinces avant de s'asseoir de nouveau avec les autorités fédérales. L'an dernier, j'ai parlé d'un secrétariat permanent des provinces. Et voilà que, cette année, on parle de créer un conseil des provinces. Il serait utile d'avoir un secrétariat permanent des provinces pour permettre aux provinces de trouver leurs points d'entente et leurs points de désaccord sur des sujets comme les taxes. Un tel organisme renforcerait le point de vue des provinces au moment de négocier avec les autorités fédérales. Il y a nécessité d'une telle entente entre les provinces, car étant donné qu'il est vrai que les 10 provinces peuvent ne pas être d'accord sur tous les sujets, il doit y avoir des points de vue communs sur lesquels les premiers ministres provinciaux peuvent s'entendre. (22 novembre)

Les libéraux fustigent le gouvernement de ne pas prendre l'argent offert par Ottawa, en dépit d'un règlement. Pour le député libéral Émilien Lafrance, il est clair que l'attitude de Duplessis ne sert pas la province :

Si jamais un jour la question est réglée et qu'un règlement définitif de la question fiscale est conclu, la province de Québec commencera à zéro, alors que la province voisine aura bénéficié de montants énormes qui lui auront permis de solidifier son économie. Les autres provinces continueront ainsi leur route avec les millions accumulés auparavant. Le premier ministre a retardé expressément un règlement des problèmes fiscaux entre le fédéral et le provincial pour faciliter ses propres ambitions politiques. (23 novembre)

Le rapport de la commission Tremblay est déposé quelques jours avant la prorogation des Chambres, le 15 février 1956, mais Duplessis « en retarde la diffusion pendant plusieurs mois. Certains chapitres, notamment sur les relations avec les municipalités et les commissions scolaires, ne lui plairaient pas », explique le politologue Gérard Boismenu²².

La question de l'assurance-santé vient également jeter de l'huile sur le feu, dans les relations fédérales-provinciales. En octobre 1955, Duplessis refuse le programme fédéral d'hospitalisation, prétextant encore l'ingérence d'Ottawa. Dès le début de la session, les libéraux accusent le gouvernement de faire de la politique sur le dos des malades. Selon eux, le régime d'assistance publique en vigueur au Québec n'aide que les indigents et n'est pas suffisant. Sans refuser l'idée d'un tel programme d'assurance-santé, Duplessis se dit « prêt à accepter les suggestions les meilleures, à la condition que les droits de la province soient sauvegardés » (23 novembre). Mais cette réponse, Duplessis la sort maintes et maintes fois pour lui éviter de se confondre, ce qui a pour effet d'exaspérer les libéraux :

M. Montpetit (Maisonnette): J'accepte la parole du premier ministre. Mais n'a-t-il pas vu, tout aussi bien que nous, des centaines de gens se plaindre de recevoir des comptes d'hôpitaux de \$500, et même davantage, qu'ils ne pouvaient payer? Nombreux sont les gens incapables de payer leurs notes d'hôpital, notamment les ouvriers. Les familles au Québec sont, en général, plus

nombreuses qu'ailleurs et leurs charges sont d'autant plus lourdes. L'ouvrier moyen est incapable de payer ses frais d'hospitalisation dans de nombreux cas et s'endette pour des années à venir. C'est pourquoi la population de cette province demande, à grands cris, que nous adoptions un système d'assurance-santé. Si le gouvernement actuel s'y refuse, le Parti libéral le lui accordera, une fois au pouvoir. (24 novembre)

L'autonomie provinciale demeure le prétexte par excellence de Duplessis pour justifier la position de son parti sur la question des relations fédérales-provinciales. Les libéraux décrient toutefois ce qui leur semble n'être que des paroles vides sans action concrète.

Le prix du bois de pulpe et l'Office provincial des marchés agricoles

Le 2 février 1956, dans le cadre du discours sur le budget, le député de Frontenac, Gérard Noël, présente une motion de blâme. Il « regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires, eu égard aux moyens dont il dispose, pour assurer un meilleur prix de vente aux cultivateurs et aux colons qui coupent du bois de pulpe, et pour protéger aussi les intérêts des petits expéditeurs de bois de pulpe ». (2 février) Tandis que le prix du papier journal augmente, il souhaite que le gouvernement adopte une loi pour fixer le prix de la corde de bois et assurer un revenu décent aux cultivateurs et aux colons. Duplessis accuse le député Noël de faire de la « politicaillerie » et de ne pas connaître le sujet :

Le député de Frontenac paraît ignorer que dans la province de Québec, la coupe du bois se fait dans une proportion de plus des deux tiers sur les terres de la couronne. Le député a dit que les compagnies ont trop de limites. Ces limites, elles ont été cédées par ses amis de l'ancien régime. C'est certain que les cultivateurs ne reçoivent pas ce qu'ils devraient recevoir, mais le gouvernement n'a pas de contrôle sur le domaine privé. Le mal réside dans cette combine entre les compagnies et les intermédiaires. Si nous fixons des prix, qu'est-ce qui va forcer les compagnies à acheter? (2 février)

Duplessis essaie de détourner la discussion arguant que c'est plutôt une motion de non-confiance et qu'il ne peut, logiquement, voter contre son propre gouvernement. La motion est naturellement rejetée. Le gouvernement règle cependant la question en adoptant, le 16 février, le bill 44 établissant un office provincial pour aider à la vente des produits agricoles. En créant l'office des marchés agricoles, Duplessis et l'Union nationale font d'une pierre deux coups. Ils s'attirent d'abord l'appui des cultivateurs et des colons en mettant en place une mesure démocratique qui permet à ces derniers de discuter et de régler, entre eux, les questions concernant le prix de vente des produits agricoles, mais ils s'évitent aussi d'avoir à intervenir à nouveau sur la question.

Pour les libéraux, c'est l'occasion de blâmer le retard du gouvernement dans ce dossier; et de condamner aussi l'inaction de l'Union nationale alors qu'une loi similaire avait déjà été adoptée, en 1948, sans être appliquée.

Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills

À plusieurs reprises, Duplessis avait demandé aux compagnies de papier journal de « servir » les journaux de la province en leur offrant un tarif préférentiel. En 1955, Elliot Little, président de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, défie le gouvernement deux fois plutôt qu'une en haussant ses prix. Il n'en faut pas plus pour provoquer Duplessis. Il présente d'abord, le 13 décembre 1955, le bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province. Cette loi prévoit la création d'une régie du papier journal. Le discours que livre Duplessis, en deuxième lecture, se veut punitif²³ :

Il s'agit d'une législation extraordinaire rendue nécessaire par l'incompréhension extraordinaire et l'entêtement irréfléchi de certains magnats de l'industrie du

papier journal. Il n'y a pas de doute, et je l'ai dit souvent, le meilleur contrôle, c'est le contrôle de soi-même et le contrôle de l'État ne doit avoir lieu que lorsqu'il est devenu nécessaire d'appliquer certains principes fondamentaux essentiels. Il n'y a pas de doute que le système par excellence est celui de l'entreprise privée, système dans lequel le gouvernement actuel a toujours cru; mais, d'autre part, il s'agit ici d'une industrie particulière et un des bons moyens de sauvegarder l'industrie libre, l'entreprise privée, c'est de faire comprendre leur devoir à ceux qui ne veulent pas le comprendre. (25 janvier)

Lapalme conteste le projet de loi, prétextant la liberté de presse. Il soutient que la loi ne profitera qu'aux producteurs de papier journal et non à la population québécoise. Il suggère au gouvernement d'agir plutôt à la source du problème, sur les forêts et la coupe du bois. Le député de Lévis, Raynold Bélanger, va plus loin :

Ce bill révèle aussi l'esprit de dictature du régime. Il constitue une entrave au commerce. Il donne au gouvernement le pouvoir de tout régir, mais pas au bénéfice de la province, qui n'en retirera pas un sou. La mesure viole aussi la liberté de la presse. Partout où l'on a voulu contrôler les journaux, on a employé comme premier moyen la répartition du papier. C'est ce qu'on a fait en Argentine, en Russie, en Allemagne. (25 janvier)

La loi est adoptée le 26 janvier. Duplessis ne s'arrête pas là. Le 10 janvier 1956, il présente en Chambre le bill 37 concernant les contribuables municipaux et scolaires de la cité de Québec et Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited. Avec ce projet de loi, il double l'évaluation municipale de la compagnie Anglo-Canadian Pulp, la faisant passer de 3,5 millions à 7 millions de dollars, afin d'augmenter ses taxes municipales et scolaires. Duplessis est sans équivoque; il entend faire de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills et de son président Elliot Little un exemple pour quiconque souhaiterait défier son gouvernement.

De choses et d'autres...

En 1955, la ville de Nicolet subit deux catastrophes majeures : le 21 mars, un violent incendie ravage la municipalité, détruisant 35 établissements commerciaux et jetant 75 familles à la rue; huit mois plus tard, elle est à nouveau dévastée par un important glissement de terrain. Duplessis et Lapalme offrent leurs sympathies aux sinistrés et promettent d'agir rapidement pour offrir l'aide de l'État. Le 6 décembre, Duplessis présente le bill 26 intitulé « Loi pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955 ». L'Assemblée l'adopte unanimement le 14 décembre.

La décision du Canadien national (CN) d'utiliser le nom Queen Elizabeth pour son nouvel hôtel, en l'honneur de la reine Elizabeth II, soulève un mouvement de contestation populaire, parmi lequel on compte la Ligue d'action nationale et son président François-Albert Angers²⁴ ainsi que l'ancien député provincial René Chaloult²⁵. Les tenants du mouvement tentent de faire plier la direction pour qu'elle adopte plutôt le nom Château-Maisonnette, en l'honneur de fondateur de Montréal. Cette contestation populaire a des échos en Chambre. Le 29 novembre 1955, Yvon Dupuis, député libéral de Montréal-Sainte-Marie, présente une motion recommandant justement au CN le nom Château-Maisonnette pour son nouvel hôtel :

En présentant une motion à cet effet, je répons à un vœu quasi-unanime de la population. [...] Montréal, métropole du Canada, est la 3^e ville française du monde. À ce titre, il importe de lui conserver son caractère français. Le tourisme, par exemple, a tout à gagner à maintenir cette atmosphère française. Il importe de donner aux Américains qui viennent chez nous ce qu'ils désirent, c'est-à-dire quelque chose de différent. (29 novembre)

Duplessis s'oppose à cette motion. Comme la décision a été prise par un organisme relevant de l'autorité fédérale, selon Rumilly, « Duplessis se garde bien de pratiquer, sur le

terrain fédéral, l'ingérence qu'il reproche au gouvernement d'Ottawa sur le terrain provincial²⁶ ». La motion de Dupuis est en conséquence rejetée.

Un mot sur les bills 30 et 42 : le gouvernement octroi des montants pour le financement et le développement des universités québécoises. L'Université Laval et l'Université de Sherbrooke reçoivent respectivement 1 500 000 \$ et 750 000 \$ pour la construction de deux écoles des sciences. De part et d'autre de la Chambre, les partis reconnaissent l'importance de ces mesures pour assurer la formation de nouveaux ingénieurs. L'Union nationale avait déjà octroyé un montant de six millions de dollars pour la construction d'une nouvelle école polytechnique sur le terrain de l'Université de Montréal, en 1954. Les deux bills sont adoptés à l'unanimité.

Notons enfin qu'une loi modifiant le titre des députés de l'Assemblée législative est présentée par Duplessis. Adoptée le 29 novembre, cette loi prévoit le remplacement de l'acronyme M.A.L. (membre de l'Assemblée législative) par M.P.P. (membre du Parlement provincial) dans le titre des députés. Selon Duplessis, « d'abord, M.A.L. peut se dire « Mal » et cela ne convient certainement pas à la situation. Ensuite, la Législature de Québec est un véritable Parlement, avec un Sénat et une Chambre des communes, habiletés à faire des lois ». (17 novembre) Selon le politologue Louis Massicotte, cette initiative est significative dans un contexte d'affirmation de l'autonomie provinciale²⁷. Ce titre change encore en 1968 pour M.P.Q. (membre du Parlement québécois), puis à nouveau en 1971 pour M.A.N. (membre de l'Assemblée nationale). En 1982, la loi sur l'Assemblée nationale remplace l'ancienne loi sur la Législature et élimine, du coup, l'article concernant la désignation des députés²⁸.

Faits divers, faits cocasses...

À la deuxième séance de la session, un page dépose sur le pupitre du premier ministre Duplessis une gerbe de roses rouges. Celle-ci symbolise la gratitude des électeurs du comté de Montréal-Laurier envers le chef du gouvernement, qui avait bien voulu désigner leur nouveau député pour seconder l'adresse au discours du trône. Le député en question, Arsène Gagné, venait tout juste de terminer son discours.

Duplessis détache alors une rose de la gerbe qui se trouve devant lui et la fait parvenir au chef de l'opposition, Georges-Émile Lapalme, lui envoyant, au passage, un de ses habituels jeux de mots. Lapalme s'en défend bien, mais la réplique de l'Orateur Taché provoque l'hilarité générale des parlementaires :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) : J'envoie une de ces roses rouges au chef de l'opposition. Elle lui rappellera les jours anciens et dira à son parti qu'il doit se contenter d'une rose rouge et de "la palme".

M. Lapalme (Montréal-Outremont) : Je dois faire remarquer au premier ministre qu'il n'y a pas de roses bleues.

M. l'Orateur : Je ne veux pas vous interrompre, mais je me permets d'intervenir, car il ne faudrait pas que cet échange dégénère et que la guerre des Deux-Roses reprenne à ce sta[d]e de la session. (17 novembre)

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1955-1956

Richard Daignault, du *Herald*, de *La Presse*, de la *Gazette* et de *La Presse canadienne*, co-vice-président de la Tribune pour la session de novembre 1954 à février 1955, est élu président en 1955. Wilbur Arkinson, de la *Gazette*, est quant à lui réélu co-vice-président pour un deuxième mandat. Jacques Monnier, de *La Presse* et de *La Presse canadienne*, complète la vice-présidence. Henri Dutil, du *Soleil* et de *L'Événement-Journal*, est réélu secrétaire-trésorier pour un 10^e mandat.

Les autres membres connus de la « Galerie de presse » sont : Dostaler O'Leary, de *La Patrie*; Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Pierre Laporte et Marcel Thivierge, du *Devoir*; Charles-Eugène Pelletier, du *Droit*; Maurice Bernier, du *Montréal-Matin*; Vincent Prince, de *La Presse*; Bill Bantey, du *Herald*; Cyrille Guay, de *La Tribune*; René Lagacé, du *Quebec Chronicle*; Jean-Jacques Saint-Onge, du *Nouvelliste*; Fernand Renaud, du *Montreal Star*; Jacques Trépanier, de *La Patrie*; Bernard Massicotte, du *Progrès du Saguenay*; Mark-Edmond Thivierge, de la *United Press International*; et Adalbert Trudel, du *Quebec Chronicle*, *Record* et du *Toronto Telegraph*.

Les hebdomadaires et autres documents d'archives

En plus des grands titres connus, la reconstitution des débats pour la session 1955-1956 s'appuie parfois sur des informations trouvées dans les chroniques parlementaires des journaux et hebdomadaires suivants : le *Joliette Journal*, *L'Avenir du Nord*, *L'Éclaireur*, *L'Étoile du Nord*, *La Bonne Parole*, *La Frontière*, *La Gazette des Campagnes*, *La Parole*, *La Réforme*, *La Terre de Chez Nous*, *La Tribune de Lévis*, *La Victoire de Deux-Montagnes*, *La Voix de l'Est*, *La Voix de Shawinigan*, *La Voix des Bois-Francs*, *La Voix des Milles-Iles*, *L'Action populaire*, *L'Avant-poste gaspésien*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Clairon maskoutain*, *Le Courrier de Berthier*, *Le Courrier de Montmagny*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Dorchester*, *Le Guide*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple* (Montmagny), *Le Progrès de l'Islet*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Richelieu*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Réveil*, *Le Salaberry*, *L'Écho de Lotbinière*, *L'Écho de Louiseville et du comté de Maskinongé*, *L'Écho des Laurentides*, *L'Écho du Nord*, *L'Étoile du Lac*, *L'Union des Cantons de l'Est*, le *Shawinigan Standard*, le *Sherbrooke Daily Record* et le *Stanstead Journal*.

Les comptes rendus des débats²⁹

Dans leurs comptes rendus, les chroniqueurs parlementaires se font un devoir de ne pas laisser paraître l'allégeance politique des journaux pour lesquels ils travaillent. Même pour les éditoriaux et les articles, ils font preuve d'une surprenante neutralité en 1955-1956. Pierre Laporte, du *Devoir*, reconnu pour ses critiques à l'attention de Duplessis et du gouvernement de l'Union nationale, adopte, lui aussi, une certaine impartialité. À tout le moins dose-t-il davantage ses propos, bien que, çà et là, on trouve des marques d'intention dans ses éditoriaux :

Il est compréhensible qu'à la veille des élections l'Union nationale veuille endormir encore la classe agricole en défendant de colorer la margarine. Mais un jour les cultivateurs cesseront de croire à M. Duplessis. Et ils auront raison. Car, comme dit le proverbe, on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps³⁰.

Pour certains débats, les courriéristes parlementaires font des résumés, surtout lorsque les débats durent plusieurs heures. Comme pour la séance du 22 février 1956, *Le Soleil* rapporte qu'« il a fallu trois heures de discours pour disposer de cette législation...³¹ », alors que le compte rendu du débat est un peu mince. Autre exemple, lors de la séance du 19 janvier 1956, le compte rendu rapporte que le député libéral de Lévis, Raynold Bélanger, « fait des observations », mais sans en dire davantage. Ou encore, à la séance du 2 février 1956, les chroniqueurs soulignent seulement que le chef de l'opposition « pose des questions ». Ces omissions surviennent généralement dans le cadre de débats sur des questions de moindre

importance. Il arrive également que les chroniqueurs n'arrivent tout simplement pas à suivre la vitesse à laquelle les débats se déroulent quand la Chambre est agitée ou que plusieurs députés s'expriment en même temps.

Débat autour du *hansard*

Le 10 janvier 1956, Georges-Émile Lapalme demande au gouvernement que soit instauré un journal des débats officiel, comme c'est le cas au Parlement fédéral. Selon Lapalme, les journaux ne rapportent pas l'intégralité des discours à l'Assemblée :

Actuellement, nous devons nous référer aux journaux pour citer des débats antérieurs; nous n'avons rien d'officiel. Certaines choses sont peu rapportées parce que les journalistes y attachent peu d'importance, parce que le débat a été très court, ou pour toute autre raison. Il est donc impossible de nous référer à ces journaux pour nous documenter sur ce qu'un député a pu dire. Les Parlements les plus importants du monde ont un *Hansard* ou, quelle que soit l'appellation que l'on donne à ce document, un compte rendu sténographique de leurs débats. Pourquoi n'aurions-nous pas le même service ici? (10 janvier)

Il soutient que l'implantation d'un journal officiel des débats accorderait plus de crédibilité aux propos des députés. L'importance est telle pour lui qu'il en fera même un point de son programme électoral pour les élections de 1956³². De son côté, Duplessis s'y oppose toujours, prétextant des coûts d'implantation trop élevés. Il essaie même de s'en défilier par quelques sarcasmes visant à piquer l'opposition :

Je ne voudrais pas, avec un *Hansard*, faire de la peine à l'opposition en rapportant des discours comme celui du chef de l'opposition, qui déclarait que le débat sur le discours du trône c'était une perte de temps, ou comme celui du député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui déclarait que le Parti libéral tient les gens qu'il contrôle dans la pauvreté. On avouera que je veux ménager l'opposition! (10 janvier)

Au surplus, Duplessis affirme que les documents de l'Assemblée législative fournissent des renseignements suffisants et qu'il n'y a donc aucune raison de dépenser ainsi l'argent de l'État. Les lois, les procès-verbaux et les votes en Chambre, dit-il, sont déjà publiés. Et pour Duplessis, « [l]a parole n'a pas l'importance d'une loi, d'un vote ». (10 janvier)

Fait ironique, on constate que le compte rendu de ce débat n'est pas complet. Le *Montréal-Matin* du 11 janvier 1956 rapporte qu'il aurait duré plus d'une heure et qu'il a été « ponctué de plusieurs points d'ordre que le nouveau vice-président de la Chambre, M. Daniel Johnson (Bagot) a tranchés³³ ». Le *Devoir* du même jour ajoute que « les députés ministériels et ceux de l'opposition se sont dit des choses assez désagréables. Commencé sur un ton sérieux, le débat a fini par des personnalités, des points d'ordre, presque du chahut³⁴ »! Comme quoi cette revendication d'un journal des débats était à propos.

Le débat sur la question se poursuivra entre unionistes et libéraux jusqu'au début des années 1960. Ce n'est qu'en 1963 que le gouvernement Lesage fera les premiers tests pour que les débats en Chambre soient sténographiés; la session de 1964 devient la première à faire l'objet d'un compte rendu officiel³⁵.

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

- ¹. Voir : Laurier Lacroix, « Gilles Corbeil, un passeur tranquille », *Les Cahiers des Dix*, no 63 (2009), p. 217-256.
- ². Maurice Proulx (1902-1988) est prêtre, agronome et cinéaste, pionnier du cinéma documentaire québécois. Entre 1934 et 1968, il réalise et produit près d'une cinquantaine de documentaires pour le compte des gouvernements Godbout et Duplessis.
- ³. Pour plus d'information sur Maurice Proulx et son œuvre cinématographique, voir : Marc-André Robert, *La société rurale québécoise dans l'après-guerre : un pont entre tradition et modernité. Le cinéma de l'abbé Maurice Proulx comme témoignage historique, 1946-1959*, mémoire (histoire), Université de Sherbrooke, 2009, 100 p., et Marc-André Robert, « L'abbé Maurice Proulx : pionnier du film documentaire québécois. Portrait d'un cinéaste militant... opportuniste! », *Séquences*, 2009.
- ⁴. *Le Nouvelliste*, 17 novembre 1955, p. 1.
- ⁵. Calixte Dumas, « La première séance de l'Assemblée législative n'a duré que 15 minutes », *L'Action catholique*, 17 novembre 1955, p. 3.
- ⁶. René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 183.
- ⁷. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, p. 545.
- ⁸. Hector Laferté, *Derrière le trône : mémoires d'un parlementaire québécois, 1936-1958*, Sillery (Québec), Septentrion, 1998, p. 411.
- ⁹. Dostaler O'Leary, « Nos parlementaires à l'action », *La Patrie*, 24 février 1956, p. 12.
- ¹⁰. H. Laferté, *Derrière le trône...*, p. 409.
- ¹¹. Jean-Guy Genest, « Lapalme, chef du Parti libéral », dans Jean-François Léonard, (dir.), *Georges-Émile Lapalme*, Montréal, PUQ, 1988, p. 194.
- ¹². Robert Boily, « La transformation du Parti libéral du Québec sous Georges-Émile Lapalme », dans J.-F. Léonard, (dir.), *Georges-Émile Lapalme...*, p. 224.
- ¹³. Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, *Idéologies au Canada français, 1940-1976*. Tome 3 : *Les partis politiques, l'Église, Sainte-Foy* (Québec), Presses de l'Université Laval, 1981, p. 195.
- ¹⁴. Gaspard Fautoux a occupé les fonctions de lieutenant-gouverneur de la province de Québec du 3 octobre 1950 au 14 février 1958.
- ¹⁵. « \$75 millions pour la construction de routes et de ponts », *La Tribune*, 17 novembre 1955, p. 14.
- ¹⁶. Henri Dutil, « M. R. Bélanger suggère la formation d'un ministère des Ressources naturelles », *Le Soleil*, 30 novembre 1955, p. 16.
- ¹⁷. Calixte Dumas, « La première séance de l'Assemblée législative n'a duré que 15 minutes », *L'Action catholique*, 17 novembre 1955, p. 3.
- ¹⁸. Le rapport de la commission Tremblay est déposé le 15 février 1956, mais Duplessis en retarde la diffusion pendant quelques mois.
- ¹⁹. *La Presse*, 15 février 1956, p. 60.
- ²⁰. *L'Événement*, 15 février 1956, p. 1.
- ²¹. Cette idée de Georges-Émile Lapalme en 1956 préfigure la création en 2003-2004 du Conseil de la Fédération (Canada) initié par le premier ministre du Québec, Jean Charest.
- ²². Gérard Boismenu, « Politique constitutionnelle et fédéralisme canadien : la vision de la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 1, automne 2007, p. 24.
- ²³. En 1935, le gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau avait adopté le bill 32 pour assurer la protection des ressources forestières de la province, et ce, afin de punir les compagnies St. Lawrence Paper et McLaren, parce qu'elles avaient vendu leur papier trop cher.
- ²⁴. François-Albert Angers (1909-2003) est un économiste et fervent nationaliste. Il a dirigé la revue *L'Action nationale* de 1959 à 1963, la Ligue d'action nationale de 1955 à 1985, et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal entre 1969 et 1973.
- ²⁵. René Chaloult est élu député de l'Union nationale dans Kamouraska en 1936, député libéral de Lotbinière en 1939, et député indépendant de Québec en 1944 et 1948.
- ²⁶. R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 550.
- ²⁷. Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Sillery (Québec), PUL, 2009, p. 31.
- ²⁸. Gaston Deschênes et Gary Levy, « Désignation des parlementaires fédéraux et provinciaux », *Revue parlementaire canadienne*, été 1983, p. 27.
- ²⁹. Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Galichan, « Le Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296.
- ³⁰. Pierre Laporte, « Blocs-Notes : Encore la margarine », *Le Devoir*, 22 février 1956, p. 4.
- ³¹. *Le Soleil*, 23 février 1956, p. 3.
- ³². Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec*. Tome 2 : *1931-1966*, Ottawa, Léméac, 1971, p. 372.
- ³³. *Montréal-Matin*, 11 janvier 1956, p. 5.
- ³⁴. *Le Devoir*, 11 janvier 1956, p. 1.
- ³⁵. Jocelyn Saint-Pierre, « La reconstitution des débats de l'Assemblée législative du Québec, une entreprise gigantesque de rattrapage historique », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no 3, printemps 2003, p. 14.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montréal-Matin, Le
Montreal Star, The
Nouvelliste, Le
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le
Temps, Le
Tribune de Sherbrooke, La

Journaux complémentaires

Action, L'
Argenteuil, L'
Avant-poste gaspésien L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon Maskoutain, Le
Clarté, La
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho abitibien, L'
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Louiseville, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile du lac, L'
Étoile du Nord, L'
Feuille d'érable, La
Frontière, La

Gazette des campagnes, La
Guide, Le
Herald, The
Homme libre, L'
Joliette-Journal
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nicolétain, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Coaticook, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Réforme, La
Régional, Le
Réveil, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Lévis, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Victoire de Deux-Montagnes, La
Voix de l'Est, La
Voix de Shawinigan, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Ministre des Finances à l'Assemblée législative de Québec, 3 février 1956.* [s.l.]: 1956. 47 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1955-1956, Québec 1955-1956.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1955-1956, Québec 1955-1956.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1955-1956.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1955-1956, Vol. XCI*, Québec, 1956, ix, 497, xlii, xxxvi p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 4-5 Élisabeth II, Québec, Imprimeur de la reine, Québec, 1956, 934, xxiii p.

Rapports des comités généraux, 4^e session, 1955-1956.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xvii
Bibliographie.....	xxi
Table des matières.....	xxv
L'Exécutif en 1955-1956.....	xxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxi
Par ordre de circonscription	xxxiii
Débats	
1 Séance du mercredi 16 novembre 1955	1
2 Séance du jeudi 17 novembre 1955	9
3 Séance du mardi 22 novembre 1955	23
4 Séance du mercredi 23 novembre 1955	39
5 Séance du jeudi 24 novembre 1955	61
6 Séance du vendredi 25 novembre 1955.....	79
7 Séance du mardi 29 novembre 1955	95
8 Séance du mercredi 30 novembre 1955	121
9 Séance du jeudi 1 ^{er} décembre 1955	135
10 Séance du vendredi 2 décembre 1955	159
11 Séance du mardi 6 décembre 1955.....	167
12 Séance du mercredi 7 décembre 1955.....	189
13 Séance du mardi 13 décembre 1955.....	201
14 Séance du mercredi 14 décembre 1955.....	215
15 Séance du jeudi 15 décembre 1955	231
16 Séance du vendredi 16 décembre 1955	241
17 Séance du mardi 10 janvier 1956	247

18 Séance du mercredi 11 janvier 1956	265
19 Séance du jeudi 12 janvier 1956	283
20 Séance du mardi 17 janvier 1956	293
21 Séance du mercredi 18 janvier 1956	315
22 Séance du jeudi 19 janvier 1956	329
23 Séance du vendredi 20 janvier 1956	349
24 Séance du mardi 24 janvier 1956	367
25 Séance du mercredi 25 janvier 1956	381
26 Séance du jeudi 26 janvier 1956	393
27 Séance du vendredi 27 janvier 1956	411
28 Séance du mardi 31 janvier 1956	417
29 Séance du mercredi 1 ^{er} février 1956	435
30 Séance du jeudi 2 février 1956	445
31 Séance du vendredi 3 février 1956	463
32 Séance du mardi 7 février 1956	495
33 Séance du mercredi 8 février 1956	527
34 Séance du jeudi 9 février 1956	529
35 Séance du vendredi 10 février 1956	541
36 Séance du mardi 14 février 1956	551
37 Séance du mercredi 15 février 1956	567
38 Séance du jeudi 16 février 1956	581
39 Séance du vendredi 17 février 1956	597
40 Séance du lundi 20 février 1956	609
41 Séance du mardi 21 février 1956	635
42 Séance du mercredi 22 février 1956	655
43 Séance du jeudi 23 février 1956	677

Index des participants	685
Index des sujets	719
Index des bills publics et privés	747

L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif
1955-1956

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Yves Prévost, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Finances

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable William McOvat Cottingham, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général et ministre des Transports et des Communications

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre d'État

L'honorable Tancrede Labbé, ministre d'État

L'honorable Wilfrid Labbé, ministre d'État

L'honorable Arthur Leclerc, ministre d'État

L'honorable Jacques Miquelon, ministre d'État

Orateurs

L'honorable Alexandre Taché

L'honorable Maurice Tellier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRIÈRE, Omer	UN	Laval
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉDARD, Jean-Jacques	L	Québec
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Raynold	L	Lévis
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BOUSQUET, Jacques	UN	Saint-Hyacinthe
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALIFOUR, Rosaire	UN	Portneuf
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CLOUTIER, Maurice	UN	Québec-Centre
CÔTÉ, Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
COURNOYER, Gérard	L	Richelieu
COUTURIER, Alphonse	UN	Gaspé-Nord
DALLAIRE, Guy	UN	Rouyn-Noranda
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUPUIS, Yvon	L	Montréal-Sainte-Marie
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FOX, Charles James Warwick	UN	Brome
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNÉ, Arsène	UN	Montréal-Laurier
GAGNÉ, Roméo	UN	Rivière-du-Loup
GAGNON, Clovis	UN	Matapédia
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOULET, Paul-Oliva	L	Témiscamingue
HAMEL, René	L	Saint-Maurice
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
HYDE, John Richard	L	Westmount-Saint-Georges
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancred	UN	Mégantic

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LAFRANCE, Émilien	L	Richmond
LALONDE, Philippe	L	Montréal-Saint-Henri
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPALME, Georges-Émile	L	Montréal-Outremont
LAVALLÉE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LEMIEUX, Gérard	L	Wolfe
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARQUIS, Joseph-Antonin	L	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
MONTPETIT, Alcide	L	Maisonneuve
NOËL, Gérard	L	Frontenac
NOËL, Jean-Paul	L	Montréal-Jeanne-Mance
OUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PINARD, Bernard	L	Drummond
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POIRIER, Alphée	UN	Bellechasse
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
RAYMOND, Joseph-Antoine	UN	Témiscouata
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHE, John Redmond	UN	Chambly
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
ROY, Camille	UN	Nicolet
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SAVARD, Jules	L	Québec-Ouest
SOMERVILLE, Henry Alister Darby	UN	Huntingdon
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Poirier, Alphée
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Fox, Charles James Warwick
CHAMBLY	UN	Roche, John Redmond
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Pinard, Bernard
FRONTENAC	L	Noël, Gérard
GASPÉ-NORD	UN	Couturier, Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Somerville, Henry Alister Darby
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Barrière, Omer
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	L	Bélanger, Raynold
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	L	Montpetit, Alcide
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Gagnon, Clovis
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Noël, Jean-Paul
MONTRÉAL-LAURIER	UN	Gagné, Arsène

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTRÉAL-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	L	Earl, Paul
MONTRÉAL-OUTREMONT	L	Lapalme, Georges-Émile
MONTRÉAL-SAINT-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTRÉAL-SAINT-MARIE	L	Dupuis, Yvon
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Lalonde, Philippe
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTRÉAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Roy, Camille
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Chalifour, Rosaire
QUÉBEC	L	Bédard, Jean-Jacques
QUÉBEC-CENTRE	UN	Cloutier, Maurice
QUÉBEC-EST	L	Marquis, Joseph-Antoinin
QUÉBEC-OUEST	L	Savard, Jules
RICHELIEU	L	Cournoyer, Gérard
RICHMOND	L	Lafrance, Émilien
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	UN	Gagné, Roméo
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	UN	Dallaire, Guy
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	UN	Bousquet, Jacques
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	L	Hamel, René
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	L	Goulet, Paul-Oliva
TÉMISCOUATA	UN	Raymond, Joseph-Antoine
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Hyde, John Richard
WOLFE	L	Lemieux, Gérard
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 16 novembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 22 février 1955, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la quatrième session de la vingt-quatrième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés¹ se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée².

Des députés ministériels applaudissent.

Brefs d'élection:

**Districts électoraux
de
Saint-Hyacinthe,
Montréal-Laurier et
Westmount-Saint-Georges**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, j'ai adressé au président général des élections des mandats lui enjoignant d'émettre des nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Saint-Hyacinthe, de Montréal-Laurier et de Westmount-Saint-Georges.

Vacances dans les districts électoraux:

**Districts électoraux de Saint-Hyacinthe
et de Montréal-Laurier**

CABINET DU PREMIER MINISTRE
PROVINCE DE QUÉBEC

Québec, le 9 mai 1955

L'honorable Alexandre Taché, c.r.
Orateur de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur l'Orateur,

Nous, soussignés, Maurice L. Duplessis, député de l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Trois-Rivières et premier ministre de la province, et Onésime Gagnon, député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Matane et ministre des Finances de la province, vous notifions que les sièges de députés à l'Assemblée législative de Québec pour les districts électoraux de Saint-Hyacinthe et de Montréal-Laurier sont devenus vacants par le décès de M. Ernest-J. Chartier, député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Saint-Hyacinthe jusqu'à son décès, et par le décès de M. Paul Provençal, député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Laurier jusqu'à son décès.

Le présent avis vous est transmis en vertu de l'article 34, du chapitre 4, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941. Veuillez donc s'il vous plaît agir en conséquence.

Maurice L. Duplessis
Onésime Gagnon

**District électoral
de Westmount-Saint-Georges**

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je donne par les présentes ma démission de député du collège électoral de Westmount-Saint-Georges à l'Assemblée législative de Québec.

Signé à Montréal, le 30 juin 1954.

G. C. Marler

En présence des soussignés:

H. B. McLean

E. C. Common

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections les certificats d'élection suivants:

District électoral de Montréal-Laurier

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 22 juillet 1955

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze mai mil neuf cent cinquante-cinq (1955), et adressé à monsieur R.-Eugène Tanguay, comptable, domicilié à 6998, rue Boyer, Montréal, monsieur Arsène Gagné, imprimeur, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Laurier, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur J.-Paul Omer Provençal, décédé.

François Drouin, c.r.,
Président général des élections

District électoral de Saint-Hyacinthe

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 22 juillet 1955

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze mai mil neuf cent cinquante-cinq, et adressé à monsieur Richard Bousquet, shérif,

domicilié à 2275, rue Lamothe, Saint-Hyacinthe, monsieur Pierre-Jacques-François Bousquet, avocat, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Saint-Hyacinthe, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Joseph-Ernest-Irénée Chartier, décédé.

François Drouin, c.r.,
Président général des élections

District électoral de Westmount-Saint-Georges

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS

Québec, le 22 juillet 1955

À Monsieur l'Orateur,
Assemblée législative de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze mai mil neuf cent cinquante-cinq, et adressé à monsieur Edwin Lawrence Murphy, avocat, domicilié à 1804, rue Topper, app. 6, Montréal, monsieur John Richard Hyde, avocat, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Westmount-Saint-Georges, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable monsieur George Carlyle Marler, démissionnaire.

François Drouin, c.r.,
Président général des élections

Présentation de nouveaux députés:

Député de Montréal-Laurier

Le nouveau député de Montréal-Laurier, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Arsène Gagné, député du collège électoral de

Montréal-Laurier. M. Gagné a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Gagné (Montréal-Laurier) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements à droite)

Député de Saint-Hyacinthe

Le nouveau député de Saint-Hyacinthe, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Rouville (l'honorable M. Barré), se rend au bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Pierre-Jacques-François Bousquet, député du collège électoral de Saint-Hyacinthe. M. Bousquet a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

(Applaudissements à droite)

Député de Westmount-Saint-Georges

Le nouveau député de Westmount-Saint-Georges, accompagné du représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme) et du représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), se rend au bureau de la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. John Richard Hyde, député du collège électoral de Westmount-Saint-Georges. M. Hyde a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur invite le nouveau député à prendre séance.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) s'avance et présente ses respects à l'Orateur, puis se rend à son siège.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) note³ que le nouveau député de Westmount, qui doit renforcer l'Opposition, a été relégué au rang des "back benchers".

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône⁴

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'aube de la quatrième session de la vingt-quatrième législature que nous inaugurons aujourd'hui, la province de Québec bénéficie d'un progrès et d'une prospérité extraordinaires. Continuant son rôle séculaire de pionnière, notre province, par des initiatives heureuses et multiples dans tous les domaines, coopère largement au bien-être et au développement du pays.

Le Québec jouit, à l'heure actuelle, d'une excellente situation économique et sociale, qui est le résultat, en bonne partie, de l'heureuse orientation que le gouvernement a su donner à sa législation et à son administration. Les solutions qu'il apporte aux divers problèmes, s'offrant à son attention, révèlent un plan d'ensemble bien défini, conforme aux exigences profondes et aux meilleurs intérêts de la province.

Dans ce plan d'ensemble, le gouvernement a toujours considéré qu'une agriculture prospère est

essentielle à la province et favorise le bien-être de toutes les classes de la société. Aussi, continuera-t-il d'adopter les mesures nécessaires à ces fins.

Il est particulièrement fier de l'œuvre accomplie par l'Office du crédit agricole du Québec qui, depuis le commencement de ses activités, en 1937, jusqu'au 31 octobre 1955, a prêté \$126,203,995 à 46,936 emprunteurs. Ces prêts ont non seulement permis à 25,803 cultivateurs de se maintenir sur leurs terres et à 21,133 jeunes agriculteurs de s'établir, mais ils ont constitué une force de stabilisation de toute la vie rurale, en créant un climat d'optimisme et de confiance et en fortifiant les finances des organismes ruraux, entre autres les fabriques et les corporations scolaires et municipales. C'est le désir du gouvernement de demander à la Législature l'autorisation de multiplier les bénéfices du crédit agricole.

L'électrification rurale a complété les bienfaits du prêt agricole. Elle a augmenté de plus de \$60,000,000 la valeur des fermes du Québec, et elle a fait passer de moins de vingt pour cent, qu'il était à la fin de 1944, à quatre-vingt-sept pour cent, en 1955, le nombre des propriétés rurales électrifiées. Le gouvernement vous proposera d'augmenter les subsides destinés à l'électrification rurale.

La mécanisation des fermes, le drainage des terres, la construction, l'amélioration et l'entretien de la voirie rurale, en toutes saisons, font partie d'une politique agricole instaurée par le gouvernement actuel, politique qu'il entend compléter et qui contribue puissamment à rendre la vie à la campagne plus facile et plus agréable, ainsi qu'à maintenir un juste équilibre entre la ville et la campagne.

Afin de faciliter et de stabiliser davantage la vie rurale, le gouvernement vous demandera l'autorisation de porter à \$850,000 par année sa contribution à la protection contre l'incendie, et d'adopter une loi pour aider à la construction d'aqueducs et de systèmes d'égouts municipaux.

Le gouvernement porte une attention particulière au règlement des problèmes qui découlent de la vente des produits agricoles. Suivant sa politique, il multipliera les bienfaits de l'enseignement agricole.

Le gouvernement est profondément convaincu que la colonisation est un complément logique de l'agriculture, dont elle étend le domaine, et, en conséquence, il fera tout en son pouvoir pour en assurer le succès.

C'est en tenant compte d'une base rurale essentielle à notre province que le gouvernement active son développement industriel phénoménal. Il le fait en coopérant au progrès de toutes les régions

de la province, en encourageant la petite industrie en particulier et en permettant à l'initiative privée de recevoir une juste rémunération pour son travail et sa contribution au bien public.

Depuis une dizaine d'années, nous sommes témoins d'une mise en valeur prodigieuse de nos ressources naturelles. La province occupe le premier rang au Canada dans le développement des ressources forestières et hydrauliques. Son essor minier est gigantesque. De vastes régions qui, hier, étaient inoccupées et improductives, bourdonnent aujourd'hui d'activité et procurent à la classe ouvrière, aux techniciens, à la jeunesse en particulier, des emplois rémunérateurs et de brillantes opportunités. C'est conforme à la politique et aux réalisations du gouvernement de coopérer, de façon juste et pratique, à la mise en valeur de nos ressources naturelles et d'assurer, d'une façon durable, le progrès et l'avenir de toute la province.

L'agriculture, l'industrie, le commerce et le tourisme, comme d'ailleurs la population de la province en général, sont grandement favorisés par des voies modernes de communication qui, semblables aux artères du corps humain, font circuler la vie à travers notre immense territoire. Le gouvernement poursuivra la construction, l'amélioration et l'entretien du réseau routier à la charge de la province, et qui, à l'heure actuelle, s'étend sur plus de 26,000 milles, soit une distance plus grande que la circonférence du globe à l'équateur. Les subsides nécessaires à ces fins vous seront demandés.

Les pêcheries, pêcheries maritimes, pêcheries intérieures et sportives, contribuent à la richesse de la province, au développement du tourisme et à de saines récréations. Le gouvernement s'emploiera davantage, si possible, à favoriser leur progrès.

Le gouvernement est intimement convaincu que le bien-être et le progrès de la province doivent être fondés sur une politique saine en matières éducationnelles. Dans ce domaine vital, - que la Constitution réserve exclusivement aux provinces, à notre province spécialement - nous, du Québec, avons raison de nous glorifier de notre remarquable système éducationnel, que nous entendons conserver jalousement, parce qu'il tient compte des valeurs religieuses et morales et qu'il respecte les droits de tous. Le gouvernement vous recommandera l'adoption de mesures opportunes pour continuer, et améliorer s'il y a lieu, les initiatives qu'il a prises à ce sujet. L'aide à l'éducation, à tous ses paliers, - élémentaire, spécialisé, secondaire et universitaire - est une des meilleures formes de législation sociale et l'une des plus excellentes méthodes d'assurer

l'établissement durable de notre jeunesse. Seront multipliées, entre autres, les facilités de l'enseignement spécialisé, qui est intimement lié au développement industriel actuel et qui a pris un essor considérable dans la province depuis l'institution du ministère de la Jeunesse, en 1946.

Une des plus fécondes manifestations de véritable sécurité sociale et de saine législation sociale réside dans la protection et l'amélioration de la santé publique. Dans cet autre domaine vital, le gouvernement a opéré des réformes considérables et pris d'heureuses initiatives, avec la coopération du corps médical et des institutions hospitalières qui nous sont propres et précieuses. Depuis 1945, plus de 100 nouveaux hôpitaux et *sanatoria* ont été construits ou agrandis à travers notre immense province, et près de 16,000 nouveaux lits ont été mis à la disposition des malades. Grâce à cette heureuse décentralisation de l'hospitalisation, les malades peuvent trouver plus rapidement et près de chez eux les soins médicaux dont ils ont besoin. Le gouvernement est désireux de multiplier ces initiatives salutaires et de mettre en application les méthodes qui s'avèreront les meilleures et les plus progressives pour sauvegarder la santé publique, mais sans compromettre nos droits essentiels.

Ces réalisations éminemment sociales profitent beaucoup à la classe agricole et à la classe ouvrière. D'ailleurs, le gouvernement désire ardemment sauvegarder les droits de toutes les classes de la société, mais il estime nécessaire de ne pas oublier qu'aux droits correspondent toujours des obligations, et que l'action de l'État ne peut jamais remplacer avantageusement le sens de la responsabilité personnelle qui demeure un gage de succès insurpassable.

Le gouvernement attache beaucoup d'importance aux problèmes financiers des corporations municipales et scolaires, qui émanent de la juridiction provinciale. C'est sa constante volonté et son intime désir d'obtenir une répartition juste et adéquate des sources de revenus publics, proportionnellement aux obligations et aux droits de chaque autorité gouvernementale. Le gouvernement continuera, en autant que raisonnablement possible dans les circonstances, à alléger le fardeau financier des corporations municipales et des corporations scolaires.

Mais il ne faut jamais oublier que la grande question de l'heure est sans aucun doute le problème constitutionnel, en particulier le problème des relations fiscales fédérales-provinciales. Parce que les principes que nous invoquons sont fondamentaux et que leur mise en application est essentielle, nous

croyons à propos de réitérer, à ce sujet, les déclarations que contenait le discours du trône, l'an dernier:

"Les remarquables progrès dont bénéficient notre immense province et, spécialement, de grandes régions autrefois peu favorisées, progrès qui s'avèrent grandissants, nécessitent des dépenses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la Constitution canadienne reconnaît aux provinces, à la province de Québec en particulier.

"Le gouvernement reconnaît les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs, mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés.

"Dans l'opinion définitive du gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et sauvegardés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel, un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale.

"C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité du pays, dans le respect des droits et des prérogatives de tous et chacun. Le gouvernement formule l'espoir que les pourparlers actuellement en cours, entre les autorités provinciales de Québec et les autorités fédérales, soient couronnés d'un entier succès auquel la Législature sera appelée à coopérer."

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence et vous voudrez bien voter les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En outre de la législation annoncée précédemment et des bills privés, plusieurs lois d'intérêt public vous seront soumises, entre autres, pour améliorer de nouveau la loi des accidents du travail, pour faciliter davantage la construction d'habitations familiales, pour assurer le progrès et le développement de la région de Baie-Comeau, en particulier, et de la province en général, pour coopérer au règlement des problèmes financiers de la Vieille Capitale, pour collaborer à l'établissement et à l'administration d'une salle de concert à Montréal,

pour assurer plus encore la mise en valeur de notre domaine forestier, pour faciliter les activités de la Régie des transports, de la Régie des services publics, de la Régie de l'électricité, de la Commission municipale de Québec, pour modifier la législation des tribunaux de nature provinciale, pour amender le Code de procédure civile, pour amender le Code municipal, pour coopérer au règlement des problèmes qui proviennent de la pollution des eaux, pour prolonger l'application de la loi favorisant la conciliation entre locataires et propriétaires.

Je prie la divine Providence de bénir vos travaux et de continuer à répandre sur la province Ses grâces les plus abondantes.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité des relations industrielles;
8. un comité du Code municipal;
9. un comité des bills privés en général;
10. un comité des bills publics en général;
11. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

12. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon (Matane), Élie, Leclerc, et MM. Bellemare, Dupré, Johnston (Pontiac), Kirkland, Langlais, Lapalme et Ross forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:

Comptes publics, 1954-1955

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics* de la province de Québec, pour l'exercice clos le 31 mars 1955. (Document de la session no 3)

(Applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est un geste sans précédent dans les annales historiques de la Législature québécoise. Jamais auparavant les *Comptes publics* n'ont été déposés le premier jour de la session. Sous les administrations antérieures, nous les avions des semaines et même des mois après l'ouverture de la session.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45⁵.

NOTES

1. *La Tribune* du 17 novembre 1955, à la page 14, nous apprend qu'un siège est vacant à cause de la

démission, l'été précédent, du député libéral de Shefford, Gaston Ledoux, condamné à trois mois de prison pour recel.

2. Selon *L'Action catholique* du 17 novembre 1955, à la page 3, le premier ministre fait son entrée en Chambre à 4 h 30.

3. Le *Montréal-Matin* du 17 novembre 1955, à la page 11, précise "note avec sarcasme".

4. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 3, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. De plus, aucun quotidien ne mentionne ni ne fait référence à cette possible exemption. Conformément aux *Journaux de l'Assemblée législative*, il est fort probable que l'Orateur ait repris la lecture du discours du trône. Toutefois, seule la lecture à l'Assemblée législative n'est retenue dans le présent contexte, afin d'éviter une répétition du texte qui ne comporte aucun élément nouveau.

5. Selon *Le Nouvelliste* du 17 novembre 1955, à la page 1, 19 projets de loi ont été déposés.

Séance du jeudi 17 novembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Blanka Richter Gyulai, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Cloutier);
- de Trinity Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à aliéner les biens-fonds de son église (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Giffard, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cloutier);
- des commissaires d'école pour la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe d'éducation (M. Gagnon, Matapédia);
- de la corporation municipale du village de Causapscal, demandant l'adoption d'une loi autorisant à imposer une taxe municipale (M. Gagnon, Matapédia);
- de Thomas Toth, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique du droit (M. Johnson);
- de Israel Feincheider, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste (M. Johnson);
- de Redmond Langan et autres, héritiers de la succession de feu James McCready, demandant l'adoption d'une loi pour qu'instruction soit donnée aux exécuteurs de cette succession de liquider et distribuer une partie du capital (M. Johnson);
- de Raymond S. Lette, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Johnson);
- de Bernard Gariépy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires de la Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy (M. Cournoyer);
- de Paul-A. Péloquin demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation

annuelle à chacun des commissaires de la Commission scolaire pour la cité de Sorel (M. Cournoyer);

- de la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Poulin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- de Gaspard Collet, demandant l'adoption d'une loi, afin de déclarer que les dispositions contenues dans un acte de vente ne sont pas sujets aux restrictions édictées par ces dispositions (M. Thibeault);

- de Michel Koplewicz-Capelle, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à lui remettre sa licence pour l'exercice de la profession dentaire (M. Thibeault);

- de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement (M. Thibeault);

- de monseigneur Origène Grenier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Cimetière Saint-Joseph de Victoriaville (M. Lavallée);

- des commissaires d'école pour la municipalité de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Lavallée);

- de Jacques-Antoine-Joseph-André Gélinas, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Gélinas-Desaulniers (M. Bellemare);

- des commissaires d'école pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pinard);

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la corporation du village de Pont-Rouge, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente (M. Chalifour);

- de Reginald Culmer Harvey-Jellie, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Reginald Culmer Harvey (M. Roche);

- des commissaires d'école pour la municipalité de la paroisse de Plessisville demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Bernatchez);

- de la Commission scolaire pour la municipalité de Trois-Pistoles, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Gagné, Rivière-du-Loup).

Rapports du comité spécial:**Composition
des comités permanents****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Bertrand.

Les honorables MM. Beaulieu, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé (Arthabaska), Miquelon; MM. Bernatchez, Boudreau, Bousquet, Courmoyer, Desjardins, Earl, Gagnon (Matapédia), Hébert, Johnson, Johnston, Kirkland, Laberge, Lapalme, Lavallée, Marquis, Noël (Frontenac), Plourde, Poirier, Poulin, Ross, Roy, Savard, Thuot.

Nombre des membres: 29.

Quorum: 14.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, Duplessis, Élie, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Leclerc, Prévost, Rivard, Sauvé; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bousquet, Caron, Chartrand, Cloutier, Courmoyer, Dallaire, Desjardins, Dupré, Dupuis, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Lemieux, Marcotte, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Plourde, Poulin, Riendeau, Roche, Rochon, Ross, Roy, Savard, Somerville, Thibeault.

Nombre des membres: 57.

Quorum: 18.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Roche.

Les honorables MM. Beaulieu, Gagnon (Matane), Paquette, Pouliot; MM. Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Chartrand, Cloutier, Couturier, Dubé, Ducharme, Gagné (Montréal-Laurier), Jolicoeur, Lalonde, Lemieux, Lesage, Marcotte, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-

Mance), Ouellet, Plourde, Poirier, Raymond, Rochon, Roy, Savard, Somerville.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 12.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: L'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Cottingham, Élie, Gagnon (Matane), Labbé (Mégantic), Lorrain, Miquelon, Rivard, Sauvé, Talbot; MM. Bellemare, Bertrand, Blanchard, Bousquet, Cloutier, Courmoyer, Dallaire, Dupuis, Earl, Fox, Hamel, Jeannotte, Johnson, Langlais, Lapalme, Lesage, Marquis, Noël (Frontenac), Pinard, Poulin, Roche, Ross.

Nombre des membres: 32.

Quorum: 14.

Comité permanent des relations industrielles:

Président: L'honorable M. Barrette.

Les honorables MM. Duplessis, Élie, Leclerc; MM. Bélanger, Bellemare, Boudreau, Hamel, Lafrance, Lapalme, Montpetit, Poulin, Roy, Thibeault.

Nombre des membres: 14.

Quorum: 6.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Johnson.

Les honorables MM. Barrette, Bourque, Cottingham, Duplessis, Élie, Labbé (Mégantic), Leclerc, Miquelon; MM. Bédard, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Dallaire, Desjardins, Dubé, Gérin, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lavallée, Marcotte, Marquis, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Roche, Savard, Somerville.

Nombre des membres: 27.

Quorum: 14.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: L'honorable M. Élie.

Les honorables MM. Barré, Bégin, Cottingham, Duplessis, Labbé (Arthabaska), Leclerc, Miquelon; MM. Bédard, Bélanger, Bernatchez, Chalifour, Chartrand, Dallaire, Desjardins, Dubé, Dupré, French, Goulet, Jolicoeur, Laberge, Lafrance, Langlais, Lapalme, Lavallée, Lemieux, Lesage, Marcotte, Noël (Frontenac), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roy.

Nombre des membres: 36.

Quorum: 18.

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

MM. Auger, Bélanger, Bernatchez, Boudreau, Dubé, Fox, Goulet, Jeannotte, Lalonde, Lavallée, Lesage, Lizotte, Poirier, Poulin, Raymond, Roche, Ross, Thibeault.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 6.

Comité permanent du Code municipal:

Président: L'honorable M. Prévost.

Les honorables MM. Cottingham, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Paquette; MM. Bélanger, Bernatchez, Bertrand, Caron, Chartrand, Desjardins, Dubé, Dupré, French, Gagnon (Matapédia), Hamel, Hébert, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Kirkland, Lafrance, Lavallée, Lesage, Pinard, Plourde, Raymond, Riendeau, Rochon, Ross.

Nombre des membres: 30.

Quorum: 12.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Johnston.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Labbé (Mégantic); MM. Barrière, Boudreau, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Couturier, Desjardins, Dupré, Dupuis, Earl, Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hébert, Laberge, Lalonde, Lesage, Marcotte, Marquis, Montpetit, Plourde, Roche, Somerville, Thuot.

Nombre des membres: 28.

Quorum: 10.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de
l'électrification rurale**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 modifiant la loi de l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Centres médicaux
de diagnostic**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
accidents du travail**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 modifiant la loi des accidents du travail.

Ce projet de loi doit bénéficier aux ouvriers. Le texte législatif stipule que l'indemnité sera payée aux victimes des accidents du travail s'ils sont immobilisés plus de cinq jours: jusqu'ici, la législation mentionnait sept jours.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
prévention des incendies**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Titre des membres de
l'Assemblée législative**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 concernant le titre des membres de l'Assemblée législative de Québec.

Les mots "Membre de l'Assemblée Législative" ne conviennent pas à la situation. D'abord, M.A.L. peut se dire "MAL" et cela ne convient certainement pas à la situation. Ensuite, la Législature de Québec est un véritable Parlement,

avec un Sénat et une Chambre des communes, habilités à faire des lois. La province de Québec a un Parlement qui a tous les attributs fiscaux et constitutionnels nécessaires, et il importe, je crois, de changer la désignation de ceux qui en font partie.

Il s'agit tout simplement de revenir à l'ancien titre: "M.P.P.", membre du Parlement provincial, qui reflétera mieux le caractère de la députation. La nouvelle abréviation peut être utilisée autant en français qu'en anglais. Le terme "membres du parlement provincial" aura l'exclusivité de l'abréviation M.P.P.

Une voix ministérielle: Il s'agit là d'une nouvelle affirmation des droits de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du droit d'expropriation par certains hôpitaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Réseau routier

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 concernant le réseau routier de la province.

Il faut souligner l'importance d'une bonne voirie, des grandes routes aussi bien que des routes rurales, pour l'économie de la province. Les routes sont comme les artères qui conduisent le sang dans un organisme; elles sont essentielles à un pays ou une province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Juridiction en matière d'assistance publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 relatif à la juridiction des juges en matière d'assistance publique.

Le bill no 11 stipule que toute demande de certificat judiciaire pour tenir lieu de certificat des autorités municipales, lorsque celles-ci refusent d'en donner un pour l'admission d'un indigent dans une institution et pour sa prise en charge par l'assistance publique, sera entendue par un juge municipal ou, lorsqu'il n'y a pas de cour municipale, par un juge de district, siégeant dans la circonscription de l'indigent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des accidents du travail

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pollution des eaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 concernant la pollution des eaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le problème en question n'est pas particulier au Québec. Autrefois, on ne s'en est pas occupé. Beaucoup de villes ont poussé comme des champignons sur les rives de nos lacs ou rivières, qui ne se sont guères soucies de garder nos eaux dans un état satisfaisant. Il en est résulté que plusieurs municipalités se sont installées sur le bord de lacs et de rivières insalubres. Cette situation est dangereuse, notamment au point de vue de l'hygiène.

Avec M. Frost¹, déclare-t-il, j'ai entretenu M. Winters², durant la conférence d'Ottawa³, de la question de cours d'eau malsains qui traversent l'Ontario et le Québec (Rivière Ottawa). On s'est alors entendu sur le fait que le problème devait être traité par des experts. Il y a lieu d'aviser aux remèdes à prendre. Afin de résoudre ce problème urgent, nous voulons former un comité composé d'experts pour rechercher le moyen le plus efficace d'empêcher le mal de se répéter.

Un comité composé de cinq hommes sera créé, pour étudier le problème de la pollution des eaux interprovinciales, entre le Québec et l'Ontario. L'enquête couvrira aussi les eaux entre le Québec et le Nouveau-Brunswick. La pollution des eaux de la rivière Outaouais et du Lac Saint-Louis, près de Montréal, pose de graves problèmes. Les experts recueilleront des données pour trouver des façons et des moyens pour surmonter et d'éliminer les dangers que représente la pollution pour la population.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jugements en matière de pétition de droit

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 concernant l'exécution, en certains cas, des jugements en matière de pétition de droit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Ce bill, affectant \$10,000,000 à l'aide aux municipalités qui veulent poser des égouts et des canalisations de distribution d'eau, sera pour les municipalités dont la population ne dépasse pas 7,000 âmes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts.

Adopté.

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi de l'électrification rurale.

Adopté.

Loi des conditions de l'habitation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

Adopté.

Problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

Adopté.

Centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

Adopté.

Loi de la prévention des incendies

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

Réseau routier

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 concernant le réseau routier de la province.

Adopté.

Conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 18 concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Adopté.

Loi de la petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

Adopté.

Commission des accidents du travail

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité.

Adopté.

Pollution des eaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 concernant la pollution des eaux.

Adopté.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Adopté.

Jugements en matière de pétition de droit

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 concernant l'exécution, en certains cas, des jugements en matière de pétition de droit.

Adopté.

Services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté.

Loi de l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 22 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté⁴.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gagné), que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) présente ses félicitations à l'Orateur de la Chambre. L'Orateur, note-t-il avec plaisir, est né à Saint-Hyacinthe et a fait une bonne partie de ses études au Séminaire de l'endroit.

Au début de mon premier discours en cette Chambre, je veux évoquer avec émotion et admiration la mémoire de mon prédécesseur, feu Ernest-J. Chartier⁵. Il a laissé, à Saint-Hyacinthe comme à Québec, le souvenir d'un gentilhomme, d'un homme de bien, d'un député dévoué à ses électeurs et à la chose publique. Élu le 8 août 1944 pour représenter Saint-Hyacinthe, il avait alors enlevé aux libéraux un comté qu'ils détenaient depuis 1908.

Malgré la maladie qu'il subit pendant les dernières années, il ne cessa jamais de s'intéresser à tous les problèmes de ses électeurs, et il est sans doute symbolique que, quelques jours avant sa mort, il ait présidé à l'inauguration d'une nouvelle école dans son comté. Ce qu'il a fait pour l'éducation, il l'a aussi fait pour la santé, l'agriculture, l'industrie, et aucune activité ne lui fut étrangère. À son épouse et à toute sa famille, je renouvelle l'expression de mes condoléances les plus sincères.

Je suis fier d'avoir été l'un des principaux collaborateurs de l'ancien représentant de Saint-Hyacinthe dans cette Chambre; je m'efforcerai d'être son digne successeur et de mériter ainsi la confiance que m'ont manifestée les électeurs⁶ avec la plus forte majorité qu'ait jamais connue un député de Saint-

Hyacinthe à Québec, soit 4,779 voix. C'est une heureuse chose que cette circonscription ait, à la veille des importantes délibérations d'Ottawa, voulu approuver catégoriquement la politique du premier ministre.

Permettez-moi aussi de souligner que, dans les 114 bureaux de votation du comté, cinq seulement ont donné une majorité de quelques voix à mon adversaire, soit quatre dans la ville de Saint-Hyacinthe et un à l'extérieur. Je ne rappelle pas ces chiffres par simple vantardise, mais je sais que les résultats du 6 juillet dernier témoignent surtout de la confiance qu'accorde au premier ministre, à son gouvernement et à sa politique, un des comtés les plus représentatifs de la province.

On a pu aussi noter que les cinq visites du chef de l'opposition (M. Lapalme) dans le comté m'avaient grandement aidé et ce n'est certes pas par hasard que la majorité du candidat de l'Union nationale a augmenté considérablement là où le député d'Outremont (M. Lapalme) avait porté la parole. Dans la seule ville de Saint-Hyacinthe où il est venu parler deux fois, la majorité de l'Union nationale est passée de 711, en 1952, à 2,840, en 1955. À Sainte-Madeleine, Saint-Denis et Saint-Jude, les trois autres paroisses du comté qu'il a visitées, la majorité a augmenté dans une semblable proportion.

Je tiens à rendre un hommage bien sincère et presque filial à l'honorable premier ministre (M. Duplessis), et à le remercier d'être venu, en dépit de ses lourdes occupations, m'aider de sa présence et de sa parole dans le comté de Saint-Hyacinthe.

Tout député est fier de son comté, mais je crois que j'ai des raisons spéciales d'être orgueilleux du mien. Le comté de Saint-Hyacinthe est situé dans une des régions les plus belles et les plus riches de la province. Il est à la fois industriel et agricole. Il compte plusieurs petites industries, et son industrie laitière est réputée dans le Canada tout entier. C'est l'agriculture qui, depuis deux siècles, a sauvé les Canadiens français et leur a permis de perpétuer de saines traditions familiales.

Le gouvernement actuel, plus que tout autre, a compris que, sans l'agriculture, la prospérité de la province serait factice, et il a voulu garantir par des mesures concrètes une juste récompense au travail des habitants de nos fermes. Le comté a vu s'écrire plusieurs belles pages de notre histoire.

Ces dernières années, grâce à l'aide du gouvernement provincial, il a connu un développement considérable, sans que ne soit brisé l'équilibre qui doit toujours régner dans notre province entre l'agriculture et l'industrie.

À une époque où la province de Québec soutient avec fermeté et dignité la lutte pour son autonomie, on ne peut oublier que Saint-Hyacinthe a été représenté par un homme qui, à la fin du siècle, a incarné, comme le premier ministre d'aujourd'hui, les sentiments autonomistes de sa province. C'est en effet à Saint-Hyacinthe que l'honorable Honoré Mercier a fait ses premières années, et il a longtemps représenté le comté de Saint-Hyacinthe à Québec.

Dans un discours qu'il prononçait spécifiquement sur l'autonomie des provinces, à l'Assemblée législative, le 7 avril 1884, M. Mercier, après avoir dénoncé la politique fédérale de centralisation, demandait à tous les hommes de cœur, à tous ceux qui étaient dévoués à la province, de la mettre au-dessus du parti, d'oublier les luttes du passé et de "se réunir pour sauver l'existence de la province de Québec". C'est le langage qu'a tenu à maintes reprises le premier ministre actuel de la province.

Il est bon qu'un des derniers venus en cette Chambre rappelle les mérites et le dévouement du premier ministre de la province. Depuis plus d'un quart de siècle, le premier ministre a consacré sa vie à la chose publique. Avec intelligence, méthode et honnêteté, il a abordé tous les problèmes pour leur apporter des solutions. Les années nous prouvent combien le premier ministre travaille d'après un plan d'ensemble qui correspond aux exigences les plus profondes et au caractère traditionnel de la province de Québec. Nous l'en remercions et nous souhaitons qu'il demeure longtemps au poste qu'il occupe avec tant de compétence et de succès.

Pour bien comprendre les événements, il faut parfois les voir d'assez loin, mais déjà, on s'aperçoit qu'à un moment critique de notre histoire le premier ministre actuel de la province, appuyé par l'immense majorité de la population, a su non seulement sauver le Québec des malheurs irréparables d'une centralisation dangereuse, mais il a aussi contribué à sauvegarder le véritable fédéralisme dans le Canada tout entier. Est-il besoin de rappeler, de nouveau, les arguments historiques constitutionnels et, surtout, les arguments de bon sens qui rendent inattaquable la position de la province de Québec?

En 1867, lorsque les deux grandes races se sont entendues pour créer un pays nouveau, on n'a pas voulu que l'une écrase l'autre, et ce n'est certes pas pour que les provinces disparaissent. Les Pères de la Confédération ont voulu au contraire confier au gouvernement central les pouvoirs qui lui étaient nécessaires pour représenter le Canada naissant dans le concert des nations et pour administrer l'ensemble

du pays, mais ils ont laissé aux provinces tout ce dont elles avaient besoin pour le bien commun des citoyens.

Comme un gouvernement ne peut fonctionner sans revenus, ils ont logiquement abandonné aux provinces tous les revenus nécessaires à leur activité. Ils n'ont certes pas voulu que le gouvernement central perçoive des revenus pour les distribuer ensuite aux provinces, car ils auraient alors préconisé une politique dangereuse et immorale.

Je ne veux pas ici faire de la partisanerie politique, et c'est pourquoi je me contente de ne citer que les témoignages de deux anciens premiers ministres libéraux du Canada, sir Wilfrid Laurier et le très honorable Mackenzie King. Le premier déclarait en effet, en 1887: "C'est un principe tout à fait faux que celui d'après lequel un gouvernement perçoit les revenus et un autre les dépense". Quarante ans plus tard, l'honorable Mackenzie King déclarait aux Communes, et cela à deux reprises, en 1929 et 1930, que c'est un système vicieux que celui qui consistait à faire percevoir par un gouvernement ce que d'autres gouvernements doivent dépenser. C'est exactement la prétention de la province de Québec, et son gouvernement actuel a toujours soutenu la même politique.

L'Union nationale a toujours montré de l'esprit de suite à ce point de vue. En effet, ce qu'il faut surtout admirer dans la politique autonomiste du premier ministre de la province, c'est sa logique et son esprit de suite. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, en 1936, d'innombrables déclarations, mais surtout trois documents en font foi, documents qui méritent d'être regardés comme des textes historiques importants.

C'est tout d'abord le mémoire que Me Emery Beaulieu, éminent avocat de la province de Québec, présenta le 12 mai 1938, au nom du gouvernement de Québec, à la commission Rowell-Sirois: "Cette province a toujours été prête et est encore prête à collaborer avec les autorités fédérales et provinciales, pour procurer une plus grande somme de bien-être à la population du pays; mais elle ne peut pas consentir à sacrifier ses prérogatives de province autonome, même si elle y est invitée, sous le prétexte de travailler au bien commun.

"Ce n'est pas du gouvernement central que découlent les pouvoirs des provinces; c'est au contraire de l'accord des volontés des provinces qu'est né le gouvernement central".

Sept ans plus tard, nous retrouvons les mêmes idées, mais plus développées dans le mémoire que présenta, le 25 avril 1946 à la

conférence fédérale-provinciale⁷, l'honorable député de Trois-Rivières, en sa qualité de premier ministre de la province de Québec. Enfin, M. l'Orateur, nous nous souvenons tous de l'historique discours que le premier ministre a prononcé à Ottawa, au début d'octobre dernier et dont je veux citer ici la conclusion. "En définitive, disait le premier ministre, la province de Québec désire coopérer amicalement au succès de la Conférence dans le respect des droits essentiels de tous et chacun. Elle est intimement convaincue qu'elle rend un service signalé au pays tout entier et qu'elle fait écho aux sentiments des fondateurs de la Confédération et des plus illustres Canadiens, en réclamant la sauvegarde du gouvernement responsable et le respect intégral du fédéralisme canadien."

C'est pourquoi l'autonomie réelle et effective est, surtout pour la province de Québec, non seulement un droit mais une nécessité vitale. La province est justifiée de soutenir une politique autonomiste, et il semble que l'attitude de la province de Québec est de mieux en mieux comprise maintenant à travers tout le Canada. Les autres provinces du Canada comprennent mieux le point de vue du Québec sur le dossier de la taxation fédérale-provinciale. Si la province avait accepté plus tôt les propositions d'imposition, elle aurait été prise dans le piège de la centralisation du fédéral. La meilleure compréhension du point de vue du Québec, qui s'est produite au cours des dernières années, va aider les autorités fédérales et provinciales à trouver une solution équitable à ce problème frustrant. Aussi à la suite de la récente conférence⁸, on peut espérer qu'une solution sera trouvée, qui ne violera en rien les principes auxquels les citoyens du Québec sont si sincèrement attachés et qui sera une mesure de protection pour les droits et privilèges exclusifs de la province.

Tout en menant le combat pour l'autonomie du peuple canadien-français au sein de la Confédération, le gouvernement de l'Union nationale réussit à placer notre province au premier rang. Dans tous les domaines, Québec excelle. Notre province a, plus que jamais, besoin de tous ses revenus pour profiter du développement gigantesque qu'elle connaît dans tous les domaines, depuis quelques années, et pour développer davantage les nouvelles régions du Québec qui s'ouvrent et apportent du travail et de nouvelles sources de revenu à la population de la province. Elle a particulièrement besoin de ses revenus, pour continuer à promouvoir la cause sacrée de l'éducation et de l'instruction à tous les paliers. Dans la province, nous avons notre

propre système d'éducation, un système conçu pour répondre à nos propres besoins et où l'enseignement religieux joue un rôle important. Nous voulons conserver ce système et l'améliorer. Pour arriver à cette fin, nous avons besoin d'argent. Le Québec est une province essentiellement catholique et canadienne-française; personne ne peut blâmer les résidents du Québec de vouloir que les choses ne changent pas.

Il (M. Bousquet) parle des œuvres d'éducation accomplies par l'Union nationale à travers la province⁹. L'enseignement technique, dit-il, est très important, à cause du développement que connaît notre province. Dans mon comté, rappelle-t-il, il existe plusieurs de ces écoles et le gouvernement y a dépensé des sommes considérables. Les écoles spécialisées de la province ont contribué beaucoup en fournissant des travailleurs solidement formés pour répondre aux besoins des industries en constante croissance du Québec. À propos de l'enseignement universitaire, Mgr Alphonse-Marie Parent, recteur de l'Université Laval, a rendu le témoignage suivant: "Je ne crains pas de dire que c'est au premier ministre de notre province que nous devons en grande partie les énormes progrès qu'a réalisés notre Université depuis quelques années et qu'on admire sincèrement à l'étranger comme au Canada."

Il (M. Bousquet) résume ensuite ce que l'Union nationale a fait depuis 12 ans pour la santé, la classe agricole, l'enseignement spécialisé, le développement industriel et l'exploitation des ressources naturelles de la province.

Il conseille aux jeunes d'étudier, de travailler pour bénéficier des avantages extraordinaires que la Providence a placés dans notre province et que le gouvernement met en valeur.

Un juste équilibre entre l'agriculture, richesse traditionnelle de la province, et l'industrie, remplie de promesses, est nécessaire. Telle semble être l'orientation générale de la politique du gouvernement actuel. C'est une politique de bon sens et de prudence. L'objectif du gouvernement est de s'efforcer d'atteindre un équilibre entre les domaines agricole et industriel. Cette politique est conforme au passé et tient compte des besoins futurs de la province.

(Longs applaudissements)

M. Gagné (Montréal-Laurier) salue ses collègues de l'Assemblée législative, puis remercie ses électeurs d'avoir doublé la majorité précédemment accordée à l'Union nationale. Siéger

dans cette enceinte, y représenter la volonté du peuple, prendre part à l'étude et à l'adoption des lois et au vote des crédits est un honneur insigne, déclare-t-il.

Depuis que le premier ministre est au pouvoir, le gouvernement actuel s'est toujours inspiré du constant souci de respecter les meilleures traditions du passé pour établir le présent et l'avenir sur des bases solides, en mettant en application une politique de relèvement, d'élan et d'idéal, une politique pratique, agissante et productive.

L'Union nationale fêtera, l'an prochain, le vingtième anniversaire de sa première accession au pouvoir. Son travail a été si efficace, ses fruits si abondants, qu'il n'y a certes aucun doute dans notre esprit au sujet de l'appréciation que sauront donner les contribuables du Québec à l'œuvre gigantesque accomplie, en si peu d'années, par le parti politique qui célébrera par un nouveau triomphe retentissant, si toutefois il y avait appel au peuple, l'important anniversaire de sa première victoire.

Le groupement que dirige le premier ministre est né d'un besoin impérieux douloureusement ressenti par la province de Québec. L'Union nationale a fondu en un tout distinct les meilleurs éléments libéraux et conservateurs, les nationalistes et les indépendants. L'Union nationale a pleinement justifié les espoirs qu'on fondait sur elle. Elle a sauvé le Québec, l'a transformé et revivifié. La province n'est plus la même qu'en 1936.

Depuis le début de l'ère nouvelle qui a donné à Québec ses plus beaux jours ensoleillés, un changement radical s'est opéré. Québec n'est plus une terre qui meurt, mais une terre qui vit intensément en préparant de beaux lendemains dont profiteront les générations à venir.

Il reproche aux libéraux de faire mine de ne pas croire au progrès sensationnel, à l'immense progrès du Québec depuis 10 ans, depuis le retour providentiel de l'Union nationale au pouvoir. Ce développement économique phénoménal de la province a profité à tout le monde. Le revenu personnel a plus que doublé avec les productions manufacturières. La production minière a triplé. La puissance électrique a augmenté de 53 % et notre réseau d'autoroutes et de ponts est au moins 10 fois plus important qu'auparavant. Au lieu de comprendre les intérêts de notre population et d'essayer de trouver une solution à nos problèmes, l'opposition critique gratuitement et essaie de dénigrer les réalisations du gouvernement. Le progrès du Québec, même s'il décourage et démoralise les libéraux, est indéniable et irréfutable.

Ce progrès est le fait le plus remarquable au Canada depuis 50 ans, et si sir Wilfrid Laurier a prédit un jour que le siècle actuel serait celui du Canada, le premier ministre a prédit, lui, que la seconde partie de ce siècle sera celle de la province de Québec.

Les journaux sont remplis de nouvelles qui constatent le progrès phénoménal du Québec et ses éclatantes promesses d'avenir. Pas une semaine ne se passe sans qu'on n'annonce l'établissement chez nous d'une industrie importante. Selon lui, la croissance économique est en grande partie attribuable à la prévoyance du gouvernement actuel. Cette croissance nous permet d'espérer que nos enfants et les générations à venir auront des jours meilleurs. Le Québec a connu une croissance économique paisible, harmonieuse et dans un esprit de coopération. Tout cela n'est-il pas de nature à nous animer de contentement? C'est tout à l'honneur du gouvernement d'avoir fait marcher de pair le progrès de la province et l'amélioration graduelle de ses conditions de vie.

Il cite quelques-unes des œuvres du gouvernement. Nous avons été dotés, dit-il, d'un drapeau qui symbolise notre foi, nos traditions, nos aspirations et notre idéal. Une loi du cadenas nous protège contre le communisme, nos écoles confessionnelles sont maintenues et des mesures de moralité publique et de respect du dimanche sont appliquées quand c'est nécessaire. L'autorité religieuse marche la main dans la main avec l'autorité civile pour le plus grand bien de nos populations.

Il cite la construction de nombreux hôpitaux modernes et de sanas, pour la protection de la santé du corps de notre population. Des millions, dit-il, ont été consacrés à lutter contre la tuberculose et autres maladies contagieuses. Les unités sanitaires ont été multipliées et une politique d'hygiène industrielle a été mise sur pied.

Des lois éminemment sociales ont été proposées et adoptées par le gouvernement dans les domaines suivants: pensions de vieillesse, allocations aux mères nécessiteuses et à leurs enfants, aux veuves et aux orphelins, pensions aux aveugles et aux invalides.

Les chiffres démontrent que 370 nouvelles écoles sont, en moyenne, construites chaque année et que, grâce aux octrois du gouvernement, la jeunesse de chez nous peut fréquenter au-delà de 11,300 nouvelles classes depuis 1945 seulement. Le gouvernement a consacré \$100,000,000 à soulager les commissions scolaires; il a établi des écoles spécialisées pour la jeunesse et un système de

bourses dont profitent les fils d'ouvriers. Le système d'éducation du Québec est conçu pour former les jeunes qui pourront occuper des postes importants demain. Par le passé, les industries du Québec devaient se tourner vers l'Ontario ou les États-Unis pour obtenir de la main-d'œuvre qualifiée. Maintenant, grâce au programme adopté par le gouvernement actuel, ces postes sont aujourd'hui occupés par de jeunes québécois qui peuvent obtenir des salaires comparables à ceux payés ailleurs.

L'agriculture est aussi à l'honneur, \$130,000,000 ont été consacrés au crédit agricole et on achève l'électrification rurale.

L'Union nationale n'a pas été moins généreuse pour les travailleurs en accordant notamment le libre droit d'association, de meilleures conditions de travail, des augmentations de salaires, des compensations aux accidentés, etc.

Le bon travail d'équipe était directement responsable de la politique éclairée qui a contribué à ce progrès, et l'équipe avait à sa tête un grand homme capable de mettre de côté toute considération d'affiliation politique afin de défendre les droits sacrés de la province.

Le premier ministre est l'homme de l'heure, le gardien fidèle de nos libertés et privilèges, il est conscient de ses grandes responsabilités. Grâce aux efforts du premier ministre, le Québec n'est plus seul dans la lutte pour les droits de la province¹⁰.

(Un page dépose sur le pupitre du premier ministre une gerbe de roses rouges.)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le discours de M. Bousquet place ce dernier à la hauteur des grands députés de Saint-Hyacinthe, notamment Mercier, Bourassa et Chartier. Quant aux électeurs de Laurier qui m'envoient cette magnifique gerbe de roses rouges, je les remercie de leur délicate attention. Ils ont sans doute voulu démontrer qu'ils sont satisfaits de leur député et qu'ils éprouvent de l'orgueil à son endroit. Le député de Laurier a parlé avec une connaissance exacte des affaires politiques de la province et avec une appréciation exacte des qualités du premier ministre.

(Se penchant alors, M. Duplessis détache une rose de la gerbe qui se trouve devant lui, et la fait parvenir à M. Lapalme.)

J'envoie une des ces roses rouges au chef de l'opposition. Elle lui rappellera les jours anciens et dira à son parti qu'il doit se contenter d'une rose rouge et de "la palme".

(Rires)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je dois faire remarquer au premier ministre qu'il n'y a pas de roses bleues.

M. l'Orateur: Je ne veux pas vous interrompre, mais je me permets d'intervenir, car il ne faudrait pas que cet échange dégénère et que la guerre des Deux-Roses reprenne à ce stage de la session.

(Hilarité générale)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il n'a nullement l'intention de provoquer une nouvelle Guerre des Deux Roses. Vous avez raison, M. l'Orateur. Nous sommes assez au courant de la situation pour ne pas vouloir abuser de la faiblesse de l'adversaire. Comme l'histoire nous l'apprend, l'opposition s'est toujours un peu trop préoccupée de la couleur et pas assez de la substance.

Il félicite également le député de Hull (M. Taché) d'occuper le fauteuil présidentiel pour un douzième terme. Jamais un Orateur n'a présidé si longtemps et avec autant de compétence les délibérations de l'Assemblée législative. C'est un fait sans précédent, qui indique bien le prestige exceptionnel dont vous jouissez. Vous avez montré un esprit de constante impartialité qui désappointe l'opposition mais qui fait l'honneur de cette Chambre. Je tiens également à associer à ces éloges le souvenir et les mérites de vos bons parents. Ils doivent être bien heureux du succès de leur fils et de votre carrière. Je souhaite qu'elle soit longue et toujours brillante comme aujourd'hui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 17 novembre 1955		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
3.	Conseil exécutif:			
	Comité de secours aux sinistrés de Nicolet..... (A. C. no 291, du 23 mars 1955)	\$25,000.00	\$25,000.00
1.	Procureur général:			
	Poursuites judiciaires: (matières civiles)..... (A. C. no 1038, du 28 septembre 1955)	60,000.00	41,613.10	18,386.90
2.	Terres et Forêts:			
	Protection des forêts: (extinction d'incendies forestiers)..... (A. C. no 1039, du 28 septembre 1955)	551,000.00	215,737.99	335,262.01
		\$636,000.00	\$282,351.09	\$353,648.91

Département des Finances, Bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
J.-A. Vézina

Québec, le 17 novembre 1955

(Document de la session no 4)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se
trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée vers 4 h 30.

NOTES

1. Leslie M. Frost, premier ministre (conservateur)
de l'Ontario de 1949 à 1961.

2. Robert Henry Winters, ministre (libéral) fédéral
des Travaux publics de 1953 à 1957.

3. Référence à la Conférence fédérale-provinciale
tenue à Ottawa, du 3 au 6 octobre 1955.

4. Selon le *Montréal-Matin* du 18 novembre 1955, à
la page 2, "La présentation de dix-neuf projets de loi
ministériels, au feuilleton de la Chambre, a donné
lieu à un échange de bons mots entre l'opposition et
le gouvernement".

5. Député de Saint-Hyacinthe depuis 1944, décédé
en fonction le 22 septembre 1954.

6. M. Bousquet a été élu le 6 juillet 1955.

7. Référence à une rencontre fédérale-provinciale
qui s'est déroulée à Ottawa du 25 au 27 avril 1955,

qui constituait une réunion préparatoire à la Conférence fédérale-provinciale tenue du 3 au 6 octobre de la même année, à Ottawa (voir note 3).

8. Voir note 7.

9. *Le Soleil* du 18 novembre 1955, à la page 3, précise que M. Bousquet a "(...) consacré une importante partie de son discours aux œuvres d'éducation accomplies par l'Union nationale (...)"

10. "Immédiatement après le discours de M. Arsène Gagné, qui venait de seconder l'adresse en réponse au discours du trône, un page est venu déposer sur le pupitre du premier ministre une gerbe de roses rouges symbolisant la gratitude des électeurs de Montréal-Laurier envers le chef du gouvernement qui avait bien voulu désigner leur nouveau député pour seconder l'adresse", selon *La Presse* du 18 novembre 1955, à la page 49. *L'Action catholique* du 18 novembre 1955, à la page 3, précise "qu'un groupe de quelque 250 électeurs de Montréal-Laurier, venus à Québec pour assister aux débuts de leur nouveau député, en Chambre, et lui faire une réception au Café, hier soir, ont fait déposer un gerbe de roses rouges sur le bureau du premier ministre."

Séance du mardi 22 novembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Rose-Anna Bélanger, en religion mère Sainte-Angèle, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de constituer en corporation l'Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule (M. Cloutier);
- de la compagnie Québec-Autobus, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à se fusionner avec la compagnie de Chemin de fer d'éclairage et de force motrice de Québec (M. Cloutier);
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de la Chambre de commerce de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de Joseph-Claude Vézina, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Paradis (M. Cloutier);
- de Michel Boissinot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire (M. Cloutier);
- de la corporation du village de Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- de Mark Farrell et Henri Toussaint, demandant l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de la succession de feu John Skillman O'Meara (M. Cloutier);
- de St. Lawrence Cement Co., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Château- d'Eau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cloutier);
- de F.-C. Dillon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Corporation des maîtres-opérateurs thermiques de la province de Québec (M. Cloutier);

- des Ursulines de Québec et le monastère des Ursulines de Méridi, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'article 541 de la loi 19 George VI (M. Cloutier);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à fixer les taxes municipales (M. Gérin);

- de la corporation municipale de la ville de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- de la corporation de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de Beauharnois Light Heat and Power Company, demandant l'adoption d'une loi tendant à valider un acte de vente (M. Hébert);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tellier);

- de Luc Prud'homme et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire confirmer un droit de vente, une propriété immobilière (M. Tellier);

- des syndics de la paroisse du Christ-Roi de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Tellier);

- de la cité de Grand'Mère demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- de la ville de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- du révérend père Paul Gay, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau (M. Desjardins);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Jeannotte);

- de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poirier);

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi destinée à modifier les dispositions relatives à la nomination de ses membres (M. Ross).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Blanka Richter Gyulai, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Cloutier);
- de Trinity Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à aliéner les biens-fonds de son église (M. Cloutier);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Giffard, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cloutier);
- des commissaires d'école pour la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe d'éducation (M. Gagnon, Matapédia);
- de la corporation municipale du village de Causapsca, demandant l'adoption d'une loi autorisant à imposer une taxe municipale (M. Gagnon, Matapédia);
- de Thomas Toth, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique du droit (M. Johnson);
- de Israel Feinchnneider, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste (M. Johnson);
- de Redmond Langan et autres, héritiers de la succession de feu James McCreedy, demandant l'adoption d'une loi pour qu'instruction soit donnée aux exécuteurs de cette succession de liquider et distribuer une partie du capital (M. Johnson);
- de Raymond S. Lette, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec (M. Johnson);
- de Bernard Gariépy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires de la Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy (M. Cournoyer);
- de Paul-A. Péloquin demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires de la Commission scolaire pour la cité de Sorel (M. Cournoyer);
- de la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Poulin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- de Gaspard Collet, demandant l'adoption d'une loi, afin de déclarer que les dispositions contenues dans un acte de vente ne sont pas sujets aux restrictions édictées par ces dispositions (M. Thibeault);

- de Michel Koplewicz-Capelle, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à lui remettre sa licence pour l'exercice de la profession dentaire (M. Thibeault);

- de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement (M. Thibeault);

- de monseigneur Origène Grenier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Cimetière Saint-Joseph de Victoriaville (M. Lavallée);

- des commissaires d'école pour la municipalité de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Lavallée);

- de Jacques-Antoine-Joseph-André Gélinas, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Gélinas-Desaulniers (M. Bellemare);

- des commissaires d'école pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Pinard);

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la corporation du village de Pont-Rouge, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente (M. Chalifour);

- de Reginald Culmer Harvey-Jellie, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Reginald Culmer Harvey (M. Roche);

- des commissaires d'école pour la municipalité de la paroisse de Plessisville demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Bernatchez);

- de la Commission scolaire pour la municipalité de Trois-Pistoles, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente (M. Gagné, Rivière-du-Loup).

Messages du lieutenant-gouverneur:

Imprimeur de la Reine

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fautoux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine; indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 16 novembre 1955
(Document de la session no 5)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 17 novembre 1955, sur la motion proposée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il est opportun, au commencement d'une session, de suivre la tradition qui veut, avant de s'engager dans la bataille politique, d'offrir des souhaits l'Orateur de la Chambre. Vous-même êtes en train d'établir une tradition comme Orateur de l'Assemblée législative¹. À ce titre, vous siégez à un niveau plus élevé que les députés, et j'ose espérer que lorsque vous serez appelé à vivre la politique, vous resterez à la même altitude. Je félicite également le proposeur et le secondateur de l'adresse, et j'espère que ce ne sera pas leur dernier discours de la session.

Il note avec satisfaction la venue du nouveau député de Westmount (M. Hyde), qui, dit-il, suit les traces de son père et représente un comté qui eut déjà comme député mon prédécesseur au poste de chef de l'opposition. M. Marler. Je n'ai pas de doute qu'il se créera, comme M. Marler, une réputation de gentilhomme, de travailleur et de parlementaire. Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) sera sans doute l'objet des remarques du premier ministre, tout comme je l'ai été moi-même. Si cela se produit, ce sera sans doute parce que le nouveau député a fait perdre le dépôt au candidat de l'Union nationale.

Il est rare qu'une session commence sans qu'on ait à déplorer un certain nombre de faits, notamment la mort d'un conseiller législatif, ou un désastre dans une municipalité de la province. J'offre mes condoléances à la famille de feu l'honorable Pamphile-Réal Du Tremblay². M. Du Tremblay a été à la tête d'une entreprise qui est devenue une institution dans la province de Québec. J'ai déjà fait tenir mes sympathies personnelles à la famille éprouvée, mais je veux aujourd'hui les réitérer, en l'assurant que les députés de ce côté-ci de la Chambre s'associent à son grand deuil.

Je déplore le malheur qui a frappé la ville de Nicolet et j'offre mes condoléances à la population de cette ville. Mon parti sera heureux de seconder toute mesure législative qui pourrait être soumise à la Chambre en vue de lui venir en aide. La population éprouvée trouvera dans tous les députés de l'Assemblée législative une collaboration efficace si jamais l'occasion s'en présente.

La tenue de deux conférences fédérales-provinciales, au mois d'avril et en octobre, figure au nombre des événements importants survenus depuis la dernière session, rappelle-t-il. Il annonce qu'il en parlera plus longuement plus loin dans son discours. Un autre événement important de l'année, poursuit-il, fut la publication du rapport des finances provinciales par le ministre des Finances. Nous avons alors constaté que le chiffre des dépenses a dépassé de \$21,300,000 le montant des recettes.

Il y a eu d'autres événements importants depuis un an: le congrès libéral provincial et le congrès du Parti conservateur fédéral. Ce sont deux choses dont il faut tenir compte. Quant à la grande prospérité dont se vante l'Union nationale, pour Montréal, cette prospérité s'est traduite par une augmentation des taux d'autobus et d'électricité.

À la lecture du discours du trône, on constate que le gouvernement n'est certainement pas en danger de mourir d'une crise de modestie. Et quand

on regarde de plus près ce document officiel, on constate que le gouvernement n'a attaché aucune importance aux demandes de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) qui réclame des conventions collectives et un office des marchés pour les cultivateurs. On ne parle pas non plus des prix qui tombent, de l'entrée de la margarine, dans le Québec au rythme de 8,000,000 de livres par année, ni des engrais chimiques dont les cultivateurs ont tant besoin.

On n'y parle pas non plus de la consolidation des vieilles paroisses qui est le problème numéro 1 de la colonisation chez nous. On ne parle pas des remèdes à apporter à la situation des pêcheries et on fait la sourde oreille à ceux qui réclament des octrois statutaires pour les commissions scolaires et les municipalités. Dans ce domaine des octrois, le gouvernement préfère le système des octrois discrétionnaires qui ont atteint maintenant des proportions jamais atteintes jusqu'ici.

Le discours du trône ne parle pas de la politique ouvrière du gouvernement. J'espérais qu'on parlerait du chômage. Dans le domaine des relations fédérales-provinciales, le gouvernement du Québec a eu recours à la loi du moindre effort. On est allé jusqu'à répéter mot à mot, dans le discours du trône, ce qu'on y avait mis l'an dernier à ce sujet. Relativement aux conférences fédérales-provinciales, les gouvernements des provinces se sont trouvés en présence des représentants du fédéral avec des propositions disparates. La même chose s'est produite en avril et octobre. L'an dernier, je signalais cette anomalie; elle s'est produite de nouveau cette année.

Les différents points de vue exprimés lors de la dernière conférence fédérale-provinciale, tenue à Ottawa le mois dernier, indiquent la nécessité de rencontrer toutes les provinces avant de s'asseoir de nouveau avec les autorités fédérales. L'an dernier, j'ai parlé d'un secrétariat permanent des provinces. Et voilà que, cette année, on parle de créer un conseil des provinces. Il serait utile d'avoir un secrétariat permanent des provinces pour permettre aux provinces de trouver leurs points d'entente et leurs points de désaccord sur des sujets comme les taxes. Un tel organisme renforcerait le point de vue des provinces au moment de négocier avec les autorités fédérales. Il y a nécessité d'une telle entente entre les provinces, car étant donné qu'il est vrai que les 10 provinces peuvent ne pas être d'accord sur tous les sujets, il doit y avoir des points de vue communs sur lesquels les premiers ministres provinciaux peuvent s'entendre. Au lieu de cela, les premiers ministres sont arrivés à Ottawa avec des propositions

différentes, en face du gouvernement fédéral qui s'était préparé et qui savait où il allait.

C'est nécessaire, tout comme fut nécessaire la création du conseil des municipalités pour la défense de leurs intérêts, tout comme aux États-Unis on a cru bon de former le conseil des États pour faire face au gouvernement de Washington. Je ne vois pas pourquoi les provinces ne feraient pas la même chose. Des journaux, tels *L'Action catholique* du 2 novembre 1955 et *La Patrie* du 5 novembre, se sont montrés favorables à la création d'un conseil des provinces. D'ailleurs il y a déjà eu de telles rencontres préliminaires entre les provinces avant des conférences fédérales-provinciales et Ottawa n'a pas interprété la chose comme une insulte.

Ce problème de l'entente ou de la mésentente avec Ottawa a ses répercussions dernières sur le peuple. Des organismes sérieux ont évalué ce que l'absence d'entente a coûté à la population du Québec. L'Institut des comptables agréés de la province de Québec, par exemple, a soutenu que le refus du Québec d'accepter les ententes a signifié pour notre province, de 1947 à 1953, une perte totale de \$164,000,000. Je ne sais pas si ces chiffres sont exacts, mais j'ai lu récemment que la province de Québec payait \$25,000,000 par an pour les contributions que le gouvernement fédéral verse aux autres provinces conformément à la convention en matière de location des domaines fiscaux.

De son côté, la section québécoise de l'Association des manufacturiers canadiens a établi à \$47,000,000 les montants d'argent que la province de Québec a perdu en 1952-1953, par suite de son refus de participer aux ententes.

Je ne dis pas que le gouvernement de Québec a eu tort ou raison de s'opposer au régime accepté par les autres provinces, mais j'affirme que si, un jour, Québec finit par s'entendre avec le fédéral, il devrait alors demander à être remboursé des millions de dollars qu'il a perdus au cours des années où le régime de location des domaines fiscaux a prévalu. Je ne vois pas pourquoi le Québec n'approcherait pas le gouvernement fédéral pour lui demander que les millions de dollars que nous avons versés dans les coffres du fédéral soient retournés à la province.

À propos de l'attitude du Québec à la dernière conférence, nous n'avons jamais reçu de rapport officiel du gouvernement du Québec en regard de ce qui a émané de ces conférences. Tout ce que j'ai vu, c'est un rapport des discours d'ouverture du premier ministre du Canada et des premiers ministres des 10 provinces. Les remarques faites par le premier ministre du Québec étaient vagues et ne

présentaient aucune suggestion constructive que les conférenciers auraient pu étudier et même accepter. Le premier ministre a bien parlé de la nécessité de délimiter les pouvoirs fiscaux. Il n'a pas dit comment cela pouvait se faire.

Le mémoire de la Chambre de commerce devrait servir de base pour les prochaines discussions entre Ottawa et Québec. Je ne sais pas quand se tiendra la prochaine conférence fédérale-provinciale, mais j'espère qu'elle permettra d'en arriver à un *modus vivendi* au moins pour une période déterminée, un *modus vivendi* qui ne ferait plus perdre d'argent au peuple de la province.

Le premier ministre, commentant les discours qu'il a faits ici et là à travers la province au cours de l'été et de l'automne, m'a accusé de passer mon temps à lancer des insultes et à dénigrer les miens. Or, ce que j'ai répété à peu près partout, c'est ce que j'avais dit ici dans cette Chambre, à la dernière session, sur le discours du budget, ce qui n'a été réfuté par aucun ministre du gouvernement.

Il est vrai que j'ai lu, sans en signaler la provenance, des passages du *Catéchisme électoral* publié par l'Union nationale en 1936⁵. Ces passages pouvaient constituer un portrait assez fidèle du gouvernement d'aujourd'hui. Mais je ne crois pas que c'est insulter les gens que de leur lire de la littérature de l'Union nationale. De plus, si c'est dénigrer sa province que de signaler ses malaises, je n'y comprends plus rien. Nous ne dénigrons point notre province, mais nous nous plaignons de son gouvernement. Je crois que celui qui dénigre sa province est plutôt celui qui voit des communistes partout, qui voit leur œuvre dans le creusage du tunnel des Plaines d'Abraham, dans l'installation d'un poste de radio clandestin et de mitrailleuses en Abitibi, dans l'ébauche d'un prétendu plan pour faire sauter l'hôtel de ville de Montréal. On m'accuse encore de dire ailleurs des choses que je n'ose dire en cette Chambre. Et bien, si on me laisse procéder, je dirai ici ce que j'ai dit ailleurs.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) m'a lancé un défi. Il a prétendu que je citais des chiffres erronés. Il a pourtant eu l'occasion de me répondre en Chambre, car ce n'est pas la première fois que je parle du nombre de nouvelles industries. C'était le temps, alors, de sortir ses chiffres, de nous dire combien il y a, en réalité, de nouvelles industries dans la province.

Je veux, aujourd'hui, jeter un regard sur le monde industriel parce que la montée industrielle est le grand événement de notre monde contemporain, surtout sur notre continent américain, puisque

presque les trois-quarts de la population de ce continent en sont solidaires. Je vais citer des chiffres au ministre: qu'il se rassure, je ne lui parlerai pas de ses cuisiniers qui ont remporté les derniers prix aux expositions internationales et qui ont coûté à la province l'équivalent de quelques milliers de tonnes de minerai de fer.

En juillet 1946, au Cap-de-la-Madeleine, le ministre du Commerce et de l'Industrie proclamait que, depuis 1944, plus de 2,000 industries s'étaient établies dans la province. Six mois plus tard, le 11 janvier 1947, sa liste de nouvelles industries passait à 2,500.

À la session de 1947, un député avait demandé au ministre de produire cette liste; le ministre refusa à la surprise générale. Le 5 mars 1948, dans le compte rendu du *Devoir* du lendemain, le ministre déclarait: "Les statistiques les mieux contrôlées montrent que plus de 5,000 industries ont été établies au Québec depuis 1945". En juillet de la même année, il n'y avait plus que 2,703 industries. Est-ce qu'en quatre mois 2,297 industries s'étaient évaporées?

Dans le *Monetary Times* de janvier 1950, on annonce 4,800 nouvelles industries: il y a donc une diminution: Comme on peut s'en rendre compte, les chiffres sont complexes et contradictoires à la fois. Le ministre du Commerce et de l'Industrie fait danser les chiffres. Mais ce n'est pas fini; à Matane, le 10 septembre 1950, c'est, cette fois, le ministre des Finances qui vient à la rescousse. Il proclame 6,000 nouvelles industries. Le premier ministre qui trouvait sans doute qu'il exagérait est entré en scène. Il a dégonflé son ministre des Finances, du moins ses déclarations. Dans une conférence de presse, le 4 novembre 1950, il disait: depuis 1945 un total de 4,500 nouvelles industries se sont établies au Québec; il redonnait le même chiffre de 4,500, 15 jours plus tard à Ville Jacques-Cartier.

Pourtant, le 5 mars 1948, deux ans et huit mois auparavant, le ministre du Commerce mentionnait 5,000 nouvelles industries en disant qu'il se basait sur les statistiques les mieux contrôlées. Le premier ministre, lui, a ramené ces chiffres à 4,000. N'a-t-on pas le droit de dire, à la lumière de tous ces chiffres, que des industries fichent le camp de la province de Québec?

Le 5 janvier 1951, la *Gazette* de Montréal publiait un supplément consacré à un demi-siècle de progrès. On remontait cette fois à 1900. On reconnaissait 4,500 industries en 1900 et en donnait 12,000 pour 1950; en un demi-siècle il n'y eut donc qu'un accroissement de 7,500. Selon le ministre des

Finances, il y en aurait eu 6,000, de plus de 1945 à 1950, et 5,000, selon le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Passons maintenant à 1952; dans une annonce publiée dans *L'Action catholique* en mai 1952, on affichait 4,235 industries nouvelles. En mars 1955, le *Monetary Times* annonçait 4,600 industries nouvelles depuis la fin de la guerre, selon toujours les statistiques les mieux contrôlées du ministre du Commerce et de l'Industrie. Le ministre devrait s'écouter parler à la lueur de ses textes antérieurs. Il savait ou il ne savait pas combien d'industries nouvelles nous avons dans la province. S'il le savait, il s'est livré à la fantaisie; s'il ne le savait pas, il ne devait pas citer de chiffres.

Le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard), puis le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau), le 16 mars 1955, ont cité le chiffre de 5,000 nouvelles industries. Où trouver la vérité dans tous ces chiffres contradictoires?

Le 23 novembre 1950, *L'Événement-Journal* publiait un communiqué émanant du ministère fédéral du Commerce. On y disait que 449 nouvelles industries s'étaient installées dans le Québec depuis la fin de la guerre. On dira que ce sont des statistiques fédérales. Mais voici l'*Annuaire statistique de la province de Québec*, publié sous l'autorité du ministre au Commerce. On y trouve le nombre total des manufactures dans le Québec pour chaque année de 1900 à 1952. Pendant cette période de plus d'un demi-siècle, le nombre est passé de 4,845 à 12,024. Soit une augmentation de 7,179 depuis 1900. Et de 1945 à 1952, l'augmentation a été de 1,986. Ce sont des chiffres officiels que le ministre du Commerce devrait connaître puisqu'ils sont publiés sous son autorité. Pourtant, c'est lui qui prétendait qu'il y avait eu 5,000 industries nouvelles de 1945 à 1948. L'*Annuaire du Canada* et le *Business Year Book* donnent des chiffres semblables à ceux de l'*Annuaire statistique*.

En 1954, le ministère du Commerce a publié quatre brochures donnant la liste des manufactures établies dans la province de Québec en 1954. Si l'on fait le total, on en arrive à un chiffre de 10,895 manufactures. Est-ce à dire que, de 1952 à 1954, il y a eu diminution de 1,129? Ce total de 10,895 manufactures comprend 686 sociétés coopératives, beurreries, fromageries et laiteries. Il comprend aussi 1,012 boulangeries et pâtisseries. Je comprends qu'il y a de grandes boulangeries qui constituent véritablement des industries. Mais la liste en mentionne aussi de si petites qu'on n'en trouve la trace nulle part.

Voilà comment s'écrit l'histoire des 6,000 industries nouvelles de la province de Québec, ces industries que tant de chômeurs cherchent en vain à localiser.

Dans son récent discours, le ministre du Commerce a dit qu'il y avait eu 1,600 industries nouvelles dans les trois dernières années. Ses propres statistiques le contredisent au moins pour deux années sur trois. Il ne révèle pas ses sources et dit n'avoir pas donné de chiffres à Ottawa. Je ne crains pas de lui citer mes sources à moi.

Où trouver, par exemple, le nombre des industries britanniques récemment établies au Canada, sinon chez les Anglais eux-mêmes, puisque le ministre du Commerce ne veut pas donner de chiffres à Ottawa et que ses propres sources sont brouillées? D'après le British Trade Center, 164 industries se sont établies au Canada en 1954-1955, dont 116 en Ontario, 28 dans le Québec et 20 dans les autres provinces. J'ai ici les 164 noms que je puis citer à la Chambre.

Combien y a-t-il d'industries américaines établies dans le Québec et au Canada? Il n'y a pas moyen d'avoir des renseignements dans le Québec et à Ottawa; mais d'après le *Business Year Book*, 1954-1955, je constate qu'en 1953, il s'est établi en Ontario 81 de ces industries, au Québec, 21, dans les autres provinces, 2, soit un total de 104 au Canada, et qu'en 1954, il s'en est établi 75 en Ontario, 0 au Québec, 1 dans les autres provinces, soit un total de 76.

Combien de compagnies ont-elles déménagé leur bureau-chef en dehors de la province? D'après la *Gazette Officielle*, 32 en 1952; 32 en 1953; 28 en 1954; 24 en 1955. Et ce ne sont pas de petites compagnies. L'industrie qui faisait vivre toute une ville va être transportée à Pembroke; je parle de Berthierville. Est-ce ma faute si le tableau est si sombre malgré les vantardises de l'Union nationale?

D'après l'*Annuaire statistique du Canada*, on constate que la valeur de la production *per capita* est plus faible au Québec qu'en Ontario, en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique: Québec, \$862; Ontario, \$1,146; Colombie-Britannique, \$1,094; Alberta, \$1,148; Saskatchewan, \$1,190. Nous sommes au cinquième rang.

Et les faillites commerciales? La *Presse* de samedi est remplie d'annonces de faillites. En 1953, il y a eu 1,657 faillites au Canada dont 1,221 dans la province de Québec. Ce ne sont pas des chiffres que nous inventons, mais des chiffres publiés dans les livres officiels et dans les grandes publications financières.

Avant, nous disait le ministre, nous n'avions pas d'écoles; mais, d'après l'*Annuaire statistique du*

Québec (1954) il y avait, en 1937-1938, 9,027 écoles dans la province, 9,320 en 1944-1945, et 9,522 en 1951-1952. Il n'y avait pas d'écoles? Où donc se sont-ils fait instruire? Ce n'est pas dénigrer la province que de dire cela?

Le ministre a parlé aussi de la prospérité. Si nous sommes si prospères et si plusieurs industries se sont établies au Québec depuis 1944, comment se fait-il qu'un tiers du taux de chômage du pays soit au Québec en 1954? Certes, en juillet dernier, aux États-Unis, on signalait que l'embauchage avait atteint son point le plus élevé. Mais *Le Soleil* du 19 octobre 1955 soulignait qu'à Québec on comptait plus de chômeurs le mois précédent qu'en septembre 1954; et on a pu lire dans *L'Événement*: "le chômage toujours plus prononcé dans notre district". Et la *Terre de Chez Nous* a noté que, depuis 1948, le nombre des sans-travail de la région a augmenté de façon inquiétante.

À la conférence fédérale-provinciale, on a étalé des chiffres qui font du Québec une province pauvre. Le gouvernement fédéral a parlé de donner \$41,000,000 au Québec. Or les représentants de plusieurs provinces jetèrent les hauts cris. On analysa les chiffres et ils démontrèrent que l'offre d'Ottawa n'était pas motivée par un souci de favoritisme. On s'était basé sur le rendement *per capita* de l'impôt indiquant le revenu des gens. En Ontario et en Colombie-Britannique, il était de \$31.78 par tête, au Québec de \$22.28.

Le fédéral offrait une compensation de \$9.50 par personne, ce qui faisait en tout \$41,000,000 pour le Québec. Pour l'instant, il s'impose de constater que nous sommes passés du deuxième au troisième rang. Le Québec passe au rang des provinces pauvres. C'est ce que personne ne peut digérer à Ottawa puisque nous possédons des richesses naturelles extraordinaires.

D'après les remarques d'un conseil d'arbitrage, le salaire des menuisiers de Toronto est en moyenne de \$9.62 de plus que le salaire de ceux de Montréal. Il y aurait bien d'autres exemples à citer.

Notre province s'appauvrit à cause des taxes qui ont doublé comparativement aux autres provinces, et d'après une déclaration faite par le sous-ministre de la Santé à Montréal, l'hôpital ne peut profiter à 80 % de la population. Les mères nécessiteuses reçoivent \$44 au Québec et \$110 en Ontario.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas plus exact que le reste.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les taxes municipales ont doublé depuis quelques années. Les taxes scolaires augmentent. Depuis trois ans, la province a des déficits. Ce n'est pas moi qui fais ce tableau, mais le gouvernement qui s'en charge.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a affirmé à Saint-Sauveur que les citoyens de l'Ontario paient \$86 en taxes et ceux du Québec \$63. J'ai fait le calcul et j'ai trouvé en divisant le produit des taxes par la population, \$75.04 pour l'Ontario et \$74.13 au Québec, mais en éliminant tout ce qui n'est pas purement impôt, j'en suis arrivé à \$52.64 *per capita* pour le Québec et à \$49.88 *per capita* pour l'Ontario en 1954-1955.

Il ne suffit pas de dire que, dans 10 ans, nous serons en avant au point de vue industriel: pour l'instant il s'impose de constater que nous sommes passés du deuxième au troisième rang.

Avec la richesse de nos ressources naturelles nous n'avons aucune raison d'être passés au quatrième rang dans l'économie canadienne. Nous déplorons ce recul, nous le déplorons avec toute la population du Québec, et quand on nous dit que nous dénigrons notre province, c'est élever un écran de fumée pour cacher la vérité. Je n'ai jamais prétendu qu'il ne vient pas d'industries dans la province de Québec, mais je proteste contre cette politique qui fait qu'en arrivant à nos frontières elles passent presque toutes en Ontario plutôt que de rester ici. Et parmi celles qui restent, il y en a qui doivent nécessairement le faire, car elles utilisent une matière première qui est chez nous. D'autres s'établissent ici grâce à une vieille loi libérale qui défend d'exporter l'électricité. Pour utiliser notre énergie électrique, les industries doivent s'installer dans la province. Une des manières de reprendre notre véritable place dans l'économie canadienne serait de bien utiliser nos ressources naturelles.

Pourquoi a-t-on déclaré qu'il serait impossible de créer chez nous une industrie sidérurgique? Nous avons la matière première, nous avons la main-d'œuvre et nous avons l'électricité. On est mal venu de venir ensuite déclarer qu'il est impossible d'opérer la jonction de ces trois éléments.

Un ministre a prétendu récemment que les richesses de l'Ungava étaient connues depuis 50 ans et que les financiers n'avaient jamais songé à les exploiter parce qu'ils n'avaient pas confiance au gouvernement libéral. Deux semaines plus tard, le même ministre déclarait que ces ressources étaient restées inexploitées parce que les Américains n'avaient pas besoin de ce minerai. Il a fallu que les

États-Unis, à la suite de deux guerres, craignent de manquer de minerai pour qu'ils lancent sur les routes du monde leurs experts à la recherche de nouveaux approvisionnements. Jusque-là, les États-Unis avaient exploité les mines du Minnesota, la Messabi surtout, avec laquelle cet État américain a fait fortune.

Devant la rareté du minerai outre-frontière on a commencé à exploiter le fer du Québec. Si les compagnies sortent de l'Ungava 10,000,000 de tonnes de fer par année, nous en tirons une royauté de \$100,000, ce qui signifie une royauté de 1 cent la tonne, ce qui est ridicule. Et aux gens qui diront que n'eussent été ces concessions les Américains auraient dédaigné notre minerai, je réponds que le Venezuela retire \$3,000,000 par année de son minerai de fer et qu'il trouve encore cela insuffisant.

Et qu'on n'aille pas prétendre que les Américains ont dépensé de larges sommes pour construire un chemin de fer; ils ont dépensé autant d'argent pour canaliser un fleuve au Venezuela, pour aller chercher un minerai qu'ils devaient ensuite transporter par mer, avec tous les dangers que cela signifie en cas de guerre.

Nos amis d'en face trouveront peut-être odieuses ces comparaisons entre le Québec et le Venezuela. Et pourquoi aller aussi loin chercher nos comparaisons? Juste à côté de l'Ungava québécois, la province de Terre-Neuve, pour le même minerai que notre province, exploité par les mêmes gens, reçoit 45 cents la tonne.

Est-il surprenant devant cette mauvaise exploitation de nos ressources que le trésorier en ait tiré 9.13 % de son revenu en 1953 et seulement 8.55 % en 1954? Nous croyons encore à la sainteté des contrats, même s'ils ne nous paraissent pas bons, et nous respectons ceux qui ont été signés, mais nous ne sommes pas prêts à approuver tout ce qui a été fait.

Nous sommes contre la politique qui est responsable de l'établissement des industries en Ontario, plutôt que dans Québec. Nous sommes contre la transformation de nos ressources naturelles à l'étranger. Voyons, par exemple, ce que le fer rapporte présentement à Québec et ce qu'il rapporte ailleurs. Notre minerai de fer rapporte 1 cent la tonne, alors que celui du Venezuela rapporte 70 cents. L'Iron Ore a dépensé des millions pour aller chercher la matière première dans l'Ungava, mais on a dû faire des travaux de l'envergure de ceux de la canalisation du Saint-Laurent pour aller chercher le fer du Venezuela.

Il y a quelques années, ceux qui réclamaient, avec l'opposition, une industrie sidérurgique dans la

province de Québec n'étaient pas nombreux. Aujourd'hui, par suite de l'attitude prise par le premier ministre, nos demandes sont appuyées un peu de toutes parts.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a parlé, à Saint-Sauveur, d'une crise de l'acier; son sous-ministre, le 28 septembre, a parlé du danger d'une pénurie d'acier. Au Canada, nous sommes à court de 10,000,000 de tonnes d'acier par an. Voilà pourquoi tant de gens réclament l'établissement chez nous d'une industrie sidérurgique. Ces jours derniers, au congrès conservateur de Trois-Rivières, M. Drew a déclaré qu'il est temps que nous transformions sur place nos ressources naturelles, qui vont aux étrangers.

M. René Chaloult, M. Georges Hees, président de la Fédération nationale du Parti conservateur, l'honorable Hugh John Flemming, premier ministre du Nouveau-Brunswick, et M. Hall, vice-président de l'Université Western, ont fait des déclarations dans le même sens, ainsi que plusieurs journaux bien connus, des chimistes, des chefs ouvriers, etc. Même la *Gazette* qui n'avait pas de mots pour nous qualifier en 1951, semble aujourd'hui nous donner raison.

Et voilà qu'un ministre vient de réclamer à son tour ce que nous prêchons depuis des années. D'après un compte-rendu de *Montréal-Matin*, en date du 26 septembre 1955, le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) aurait déclaré que le jour n'est pas loin où nous verrons s'élever des hauts fourneaux. En parlant de la sorte, n'a-t-il pas craint de se faire traiter d'utopiste par le premier ministre?

Son Éminence Mgr Napoléon-Alexandre Labrie, évêque de Hauterive, a dit que si l'on dépense des centaines de millions pour envoyer le fer aux États-Unis, on pourrait bien dépenser des dizaines de millions pour que le minerai de fer soit transformé chez nous.

Quant à l'argument que nous n'avons pas l'argent nécessaire pour établir au Québec une industrie sidérurgique, la Brazilian Traction a englouti \$600,000,000 à \$700,000,000 de capitaux canadiens pour développer et supporter la puissance économique du Brésil. Pourquoi ne pourrions-nous pas transformer le fer chez nous?

En 1943, le premier ministre prétendait qu'après la guerre, nous aurions des millions de chevaux-vapeur inutilisés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai souvent répondu à cette prétention erronée. Je n'ai fait que citer un expert fédéral.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au début du siècle, les Américains sont venus chez nous pour mettre en valeur nos ressources forestières. On voulait transformer le bois de pulpe et papier. Si les libéraux du temps s'étaient contentés de vendre le bois, que serait-il arrivé? Si nous avions permis que des lambeaux de patrimoine national passent devant Québec pour aller aux États-Unis, nous n'aurions pas aujourd'hui les villes où fleurit l'industrie de la pulpe et du papier. Nous n'aurions pas aujourd'hui les villes du Lac-Saint-Jean. Baie-Comeau n'a pas été fondée du temps de l'Union nationale. Toutes les villes qui bénéficient de l'industrie du papier peuvent être comptées parmi les œuvres libérales.

On a voulu que les ouvriers de chez nous travaillent le bois coupé chez nous et retirent les plus hauts salaires payés dans l'industrie. Pourquoi ne pas mettre tous ensemble l'épaule à la roue pour que ce qui est un projet, dans l'industrie du fer, devienne une réalité? Pourquoi ne pas faire en sorte que la province de Québec se maintienne au premier rang à l'industrie lourde, tout particulièrement la métallurgie?

Le langage que je tiens en Chambre, c'est le langage que j'ai tenu un peu partout dans la province. Le chef du gouvernement et ses ministres vont sans doute me répondre en parlant des bâtisses construites par l'Union nationale. Mais la construction de ces bâtisses n'empêche pas le fer d'aller aux États-Unis et les cultivateurs de réclamer en vain des conventions collectives.

Ce qu'il faut, c'est un changement de politique. Établissons chez nous une industrie sidérurgique, et notre province est assurée de se hisser et de se maintenir à la tête de la Confédération⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) présente à son tour ses hommages à l'Orateur. Il rappelle le souvenir de l'honorable Pamphile Du Tremblay. Je connaissais l'honorable Du Tremblay depuis de longues années et sa disparition cause un très grand vide au Conseil législatif. Il était né à Sainte-Anne de la Pérade, localité située non loin de Trois-Rivières et, de ce fait, j'en ai éprouvé un deuil particulier.

Tous ceux qui ont connu M. Du Tremblay estimaient ses hautes qualités qui étaient remarquables et ils ont été peinés d'apprendre son décès. Je réitère à la famille éprouvée de M. Du Tremblay mes sympathies et condoléances les plus sincères de même que celles du gouvernement et de la province.

La ville de Nicolet vient d'être frappée d'un deuxième malheur en l'espace de quelques mois puisqu'à la fin mars, elle a été éprouvée par un incendie qui a détruit une de ses parties importantes, en ravageant son quartier commercial. Voilà qu'un autre cataclysme est venu s'ajouter au premier. À titre de premier ministre, j'ai fait parvenir aux autorités de Nicolet un télégramme où je fais écho aux sentiments de douleur ressentis dans toute la province. Nous allons répéter ce que nous avons fait lors de la conflagration du printemps dernier.

On attend d'ici quelques jours les rapports des ingénieurs provinciaux qui sont allés enquêter sur le désastre de Nicolet, et aussitôt que nous aurons obtenu les renseignements nécessaires de la part des experts que nous y avons délégués, et que le gouvernement sera parfaitement au courant de la situation, nous nous empresserons de soumettre à la Chambre une législation appropriée comme nous l'avons fait dans le cas de Cabano, de Rimouski et des autres endroits qui ont été éprouvés par des cataclysmes. Nicolet recevra un traitement aussi généreux que celui qu'elle a reçu à l'occasion de la conflagration du printemps dernier.

Le discours du trône affirme des réalisations progressives dans la province de Québec. Quand on en parle, il faut tenir compte, pour fins de comparaisons, de l'état de choses qui existait avant les initiatives nouvelles. Il renferme dans ses grandes lignes la politique et les réalisations de l'Union nationale. Tout le monde l'admet, sauf ceux qui ne veulent point voir. Ce qu'on n'admet pas, c'est que le chef de l'opposition actuel soit à l'égal des grands chefs libéraux. Il n'est pas juste de comparer le chef de l'opposition actuelle aux grands chefs libéraux qui l'ont précédé.

Il est étonnant, dit-il, de voir le successeur de ceux qui ont donné nos ressources naturelles aux étrangers venir s'attaquer à la politique de conservation de ces mêmes ressources que pratique le gouvernement actuel. Si je voulais retourner bien loin en arrière, je montrerais comment le chef de l'opposition est le successeur des régimes libéraux qui ont dilapidé nos ressources naturelles, cédé à vil prix nos limites forestières et les pouvoirs d'eau de la province de Québec.

Ces libéraux, héritiers d'un régime qui a vendu les limites de la province de Québec, sont bien mal venus pour parler de nos ressources naturelles. Ce n'est pas mon intention de remonter longtemps en arrière, jusqu'au déluge, mais je veux relater les événements qui se sont produits depuis que nous avons pris le pouvoir en 1944.

Au moment où nous avons pris le pouvoir, les cultivateurs ne pouvaient pas avoir de crédit. Le régime antérieur avait saboté la loi de 1936 et l'Union nationale a dû rétablir les facilités de crédit et baisser le taux d'intérêt. Nous avons rétabli les facilités de crédit en même temps que des réformes qui ont entraîné un progrès considérable. Le régime libéral avait également saboté les lois de pension aux vieux et aux vieilles, aux mères nécessiteuses, aux aveugles: l'Union nationale a remédié à la situation et augmenté les pensions.

Nous sommes venus au secours des commissions scolaires. Nous avons rétabli les choses pour nos commissions scolaires qui étaient aux portes de la banqueroute et n'avaient pas d'argent pour payer des salaires raisonnables, améliorer ou bâtir des écoles et payer leurs dettes. Le gouvernement actuel est allé au plus pressé: il a commencé par assumer le paiement des dettes scolaires. Puis nous avons bâti 2,786 écoles nouvelles dans la province, augmentant ainsi le nombre de classes de 10,315. Cela, c'est du progrès, c'est de la législation sociale. Si l'opposition voulait s'ouvrir les yeux, elle constaterait que Québec est au premier rang dans bien des domaines et particulièrement dans celui de l'éducation. Le chef de l'opposition, au lieu de se livrer à un dénigrement systématique, devrait le reconnaître et admettre que le Québec est au premier rang dans le domaine de l'éducation.

Nous avons un système où les valeurs morales sont à leur place, où les minorités sont respectées. Nous sommes la seule province où les droits des minorités sont respectés. Des centaines de millions ont été consacrés pour instituer ce système merveilleux et en assurer le progrès. Cela, c'est de la législation éminemment sociale. Alors que l'ancien gouvernement ne donnait que \$2,800,000 par année de primes aux instituteurs, nous donnons \$11,400,000 par année aux commissions scolaires pour leur permettre de payer des meilleurs salaires.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, les conditions ouvrières étaient injustes. Nous avons réussi à faire augmenter d'un milliard par année les salaires. Il n'y a pas un État américain, pas une province au Canada où l'augmentation des salaires a été aussi considérable.

Sous l'administration Godbout, la province de Québec avait le triste honneur d'être la première pour la mortalité par la tuberculose. En l'espace de 10 ans, l'Union nationale a complètement transformé la situation; le gouvernement a construit ou agrandi 102 hôpitaux et sanatoriums, et aujourd'hui, le

nombre de lits s'en trouve augmenté de 16,000. La province de Québec est première en ce qui concerne le retrait de la tuberculose. Ce sont des œuvres dont nous sommes fiers.

Lorsque nous avons pris le pouvoir, la population du Saguenay était dans la misère, celle de la Gaspésie était dans une situation de détresse et celle des comtés du nord-ouest de la province dans des conditions insolubles. Les cultivateurs étaient privés d'électricité. On avait peur de leur donner la lumière artificielle.

En 10 ans, l'Union nationale a pris la situation agricole en main et a remédié à la situation: de moins de 20 % qu'était le pourcentage des fermes électrifiées en 1944, il est passé aujourd'hui à plus de 87 %, et le Québec dépasse encore sur ce point l'Ontario.

Notre politique de mécanisation et de drainage a donné à nos cultivateurs des milliers d'acres autrefois inutilisées. La voirie rurale a plus avancé que dans aucune autre province de la Confédération. Que dire de la région de Péribonka et de Mingan où le gouvernement a fait entrer dans le domaine public des milliers de milles carrés? Que dire de l'Ungava où, pendant des siècles, il ne se faisait rien pour faire bénéficier la province des richesses immenses enfouies dans ce coin de sous-sol? Parce que nous avons eu le courage et la vision d'assurer son développement, on dirait que l'opposition est jalouse.

Le chef de l'opposition dit qu'il y a un nombre considérable de capitaux canadiens qui auraient pu être investis. Mais que faisaient-ils avant l'Union nationale? Il est connu qu'il y avait du fer dans l'Ungava avant l'avènement de l'Union nationale. Il y en a toujours eu. Nous, après des mois de recherches, nous avons réussi à avoir un groupe d'industriels du Québec et des États-Unis qui sont venus ouvrir l'Ungava à l'activité et à la prospérité. Aujourd'hui on vient critiquer cela. Ce n'est pas avec un discours comme celui de Victoriaville, où il approuvait les méthodes de l'Iran⁵, que le chef de l'opposition va aider sa province. Ce n'est pas la démagogie et en excitant des appétits, ce n'est pas en menaçant le Québec du sort infligé à l'Iran avec les puits de pétrole, qu'on aidera la province.

J'ai attendu six mois avant de présenter la loi de 1946 (concernant l'Ungava)⁶. Et avant de la soumettre, j'ai consulté les autorités, entre autres le sous-ministre des Mines, M. Dufresne. Elle a été étudiée sous tous ses angles. J'estime encore aujourd'hui que c'est la loi la plus pratique qui fût possible dans les circonstances. Grâce à cette loi, un

chemin de fer de 362 milles a été construit au coût de \$150,000,000 qui ouvre tout le Nouveau-Québec, d'une superficie de 310,000 milles carrés, au progrès, à la civilisation et au développement industriel qui fournira de bons emplois aux Québécois.

Le contrat pour la mise en valeur de la région a été longuement étudié et ses clauses ont été scrutées par des experts: en l'occurrence, c'est le meilleur contrat que l'on pouvait établir. La compagnie Iron Ore a donné des millions en salaires; elle a dépensé d'autres millions pour faire de Sept-Îles un grand terminus fluvial. Elle a mis au monde une partie immense de la province de Québec.

Au sujet de l'Ungava, M. Louis Saint-Laurent, le chef du Parti libéral fédéral, affirmait qu'il ne se plaignait pas des dispositions prises pour assurer le développement de cette région. M. Saint-Laurent ajoutait: "Certains de mes amis ont reproché à l'administration provinciale le marché conclu. Pour ma part, je crois qu'il faut la féliciter pour avoir conclu ces ententes".

Ceci, comme le disait le chef de l'opposition après le congrès libéral, est pour sceller l'unité du grand Parti libéral. Je donne mes sources de renseignements: cette déclaration est consignée dans le *Hansard* du 26 février 1951, qui n'a pas rapporté souvent les discours de député de Montréal-Outremont (M. Lapalme) au temps où celui-ci siégeait aux Communes.

M. Saint-Laurent, après une visite qu'il faisait en Ungava en 1954, en compagnie de M. Lionel Chevrier, déclarait dans une interview: "Pour ma part je considère l'exploitation des mines de fer par l'Iron Ore comme l'une des plus grandes entreprises jamais vues et comme le plus bel exemple de ce que le Canada fait pour la paix dans le monde". Est-ce que par hasard le chef de l'opposition s'opposerait à la paix dans le monde?

(Rires des deux côtés de la Chambre)

Après avoir assisté à tant de réunions de premiers ministres et de ministres des Affaires étrangères, M. Saint-Laurent doit savoir ce qu'il faut pour assurer la paix.

Nous n'avons jamais été contre la création d'une industrie de sidérurgie au Québec. Au contraire, nous sommes en faveur du capital qu'une telle industrie rapporterait à la province. Mais cela ne peut provenir de la génération spontanée; je n'ai pas confiance en la génération spontanée. Pour l'opposition, ce sont des usines verbales, mais pour nous ce sont des usines réelles que nous voulons. Il ne faut pas oublier qu'il faudra au moins \$150,000,000 pour établir cette industrie.

Mais ce n'est pas tout d'avoir du minerai et des usines. Il faut vendre le fer. Et si on allait saboter la loi et imposer d'autres conditions que celles qui sont la base du contrat, les Américains empêcheraient sûrement notre fer d'entrer aux États-Unis. Ce ne sera pas eux qui seront disposés à l'acheter si on rompt le contrat actuellement en vigueur. Ce contrat est sujet à révision tous les 10 ans.

On ne peut pas fabriquer toutes les sortes de fer au Canada, et certains alliages sont le secret des Américains. Le Canada n'a pas les industries sidérurgiques nécessaires à la fabrication d'un certain acier dont nous avons besoin. Je ne suis pas en principe opposé à l'établissement d'une telle industrie, mais je ne pense pas le moment venu. Quand le besoin d'une industrie s'est fait sentir, le gouvernement a aidé à sa fondation.

Au sujet du papier, le chef de l'opposition ne doit pas oublier que c'est à la demande des Tellier, des Bourassa, des Sauvé et autres oppositionnistes du temps, que le gouvernement libéral a imposé l'embargo sur les expéditions de bois à l'étranger. C'était plus facile parce que les Américains n'avaient presque plus de bois. Mais ils ont du fer en quantité et il leur serait facile de se passer du fer de la province de Québec.

Le peuple a déjà, à deux reprises, approuvé notre loi de 1946 et la politique du gouvernement au sujet de l'Ungava, et il fera de même la prochaine fois. Nos adversaires en ont parlé en 1948 et ils sont revenus huit; ils en ont parlé en 1952 et on sait ce qui leur est arrivé. Ils en parleront encore et on devine d'avance le résultat. L'année prochaine, personne ne s'y opposera dans cette Chambre.

Comme tout le monde, je désire une industrie sidérurgique pour le Québec. Le gouvernement, le premier ministre et le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) font des démarches à ce sujet, mais il ne faut rien précipiter, ni casser les vitres. Il faut marcher au rythme des besoins.

Le chef de l'opposition a changé d'attitude au sujet de l'Ungava et des contrats. Il y a quelques années seulement, à Victoriaville, lors de sa déclaration iranienne, il voulait faire de l'Ungava l'Iran du Québec.

Il avait menacé d'annuler les contrats si son parti gagnait les élections. Il semble qu'il ait reçu de meilleurs conseils depuis le temps, car maintenant, à cause des pressions de ses amis, il proclame qu'il croit à la sainteté des contrats et il nous dit qu'il respecterait ces contrats même s'ils n'étaient pas à son goût.

Lors du récent congrès libéral, on n'aurait pas dû laver son linge sale en famille. Ce n'est pas raisonnable. C'était amusant de lire que le Parti libéral du Québec menaçait les libéraux du fédéral en retirant son appui si Ottawa ne les appuyait pas. Les libéraux du Québec ne croyaient pas en la politique suivie par certains Québécois qui ont voté pour le Parti libéral aux élections fédérales, mais qui ont voté pour le parti de l'Union nationale aux élections provinciales. Et ils ne croient pas en certains libéraux d'Ottawa qui collaborent avec l'Union nationale.

En d'autres termes, les libéraux du Québec disaient à leurs cousins d'Ottawa: "Si vous ne nous donnez pas votre appui, nous ne vous appuierons pas lors des élections fédérales". Ceci résumait à peu près leur attitude. Ce que je trouve amusant, c'est que les libéraux du Québec, qui ne peuvent pas se faire élire dans leur propre province, disent aux libéraux d'Ottawa, qui semblent être capables d'être élus par eux-mêmes dans leur pays, qu'ils ne vont pas les appuyer ou les aider à se faire élire. Ça me semble un peu mélangeant. Les oppositionnistes essaient de s'accrocher aux libéraux d'Ottawa pour tenter de se faire élire. Ce n'est pas juste pour les fédéraux. Les fédéraux sont intelligents: comment voulez-vous qu'ils puissent souhaiter la victoire de l'opposition?

Avant 1944, les chemins étaient négligés. Aujourd'hui, nous avons une voirie qui fait l'orgueil du pays, une voirie tellement parfaite qu'aux dires d'Ottawa, il n'y a rien à y ajouter pour rencontrer les plans de la route Trans-Canada.

En 1944, les corporations municipales et scolaires étaient dans une situation difficile. Il y a encore des problèmes à l'heure actuelle, mais nous avons fait beaucoup pour améliorer la situation. Le gouvernement a pris à sa charge le soin des aliénés. Il a assumé les dettes scolaires, ce qui représente \$60,000,000 rien que pour Montréal. Il a libéré les municipalités d'une contribution de \$100,000 pour l'entretien des écoles techniques.

Nous avons aujourd'hui 51 écoles spécialisées, dont plusieurs comptent parmi les plus belles et les mieux organisées au monde. Dans tous les champs d'activité, nous pouvons nous rendre le témoignage que la province de Québec a prospéré, grandi. Il me semble qu'au lieu de passer deux heures à se demander s'il y avait 2,000 ou 4,000 industries nouvelles, le chef de l'opposition aurait pu consacrer quelques minutes à l'étude des grands problèmes de l'heure.

Je pense en particulier au problème qui existe présentement dans l'industrie de la pulpe et du papier. Cette industrie est basée sur la forêt. Or, la

forêt appartient au peuple du Québec. Les industries n'en sont que les locataires. Ils ont droit à des profits raisonnables, mais ils n'ont pas le droit de poser des actes répréhensibles susceptibles de dénaturer la situation. Les propriétaires de journaux de la province de Québec ne doivent pas être traités sur le même pied que les propriétaires de journaux d'ailleurs; ils doivent être traités mieux que les consommateurs américains.

La presse représente une forme indispensable de la liberté bien comprise. Elle joue, sur un autre plan, un rôle aussi important que celui de l'industrie papetière. Il n'est pas raisonnable que les gens de chez nous ne bénéficient pas d'un traitement particulier, à titre de copropriétaires de la forêt. Les prix qu'exigent les compagnies à l'extérieur du Québec ne concernent que ces compagnies et, à cet égard, on n'entend pas intervenir. Mais les journaux du Québec doivent être traités comme les copropriétaires des forêts de la province. C'est le dernier avertissement amical que je donne.

Il n'est pas raisonnable non plus que l'on pousse l'adoration du veau d'or jusqu'au point d'encourager les gens à sacrifier la journée du dimanche. Le dimanche doit être respecté⁷. Le gouvernement entend faire respecter le dimanche et il prendra tous les moyens à sa disposition dans ce but, car le repos du dimanche est essentiel. C'est la journée du Seigneur, la journée de la famille, la journée du repos. Autant je suis en faveur d'un travail constant, raisonnable et suivi au cours de la semaine, autant je suis en faveur du repos dominical. Il est nécessaire à l'âme, au maintien des traditions et répond en même temps aux nécessités de la conservation de nos forêts. Je demande aux industriels de réaliser que dans la province de Québec, nous avons certaines traditions auxquelles nous tenons et que nous entendons faire respecter, et des droits que nous voulons conserver.

Parlant pour la province de Québec, je demande qu'on respecte ici sans arrière-pensée la loi du dimanche et qu'on respecte les propriétaires de journaux, qui sont les copropriétaires de la forêt. J'espère que ce nouvel appel que je fais sera entendu. Je regretterais d'être obligé de demander à cette Chambre l'adoption d'une loi qui ne serait pas recommandable en principe, mais qui deviendrait nécessaire si le contrôle de soi-même ne suffisait pas. Nous regretterions infiniment d'être obligés d'inviter la Chambre à imposer des régies, mais il faudra en venir là si le contrôle personnel n'est pas exercé. Nous avons assez de contrôles, actuellement. Aux industriels de se montrer raisonnables et de

comprendre les exigences de la situation. C'est facile pour eux. Je n'en dirai pas plus aujourd'hui. La session va durer encore quelque temps et si c'est nécessaire, nous prendrons les moyens qui s'imposent. Ça, c'est plus pratique que les déclarations du chef de l'opposition.

En 1944, le développement minier de la province de Québec était retardé. Aujourd'hui, notre production minière se chiffre à près de \$300,000,000. Le minerai de titane de Havre-Saint-Pierre est transformé dans des hauts-fourneaux à Sorel. Le minerai de cuivre de la Gaspésie est également concentré, fondu et travaillé dans notre province. Quand c'est pratique de le faire, on le fait. Et quand ce sera pratique, on le fera aussi pour le fer de l'Ungava.

Toutes ces améliorations ont coûté de l'argent. Nous avons consacré des centaines de millions à l'éducation, des centaines de millions à la santé publique, à la voirie, à la législation sociale, à la construction des logements à bon marché, etc. Ces œuvres-là, il suffit de s'ouvrir les yeux pour les voir. Mais il n'y a pas de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir.

Et malgré toutes ces améliorations, la situation financière de la province est parmi les meilleures. D'après l'auditeur de la province qui est un fonctionnaire indépendant que seule la majorité des deux Chambres peut démettre de ses fonctions, d'après l'auditeur de la province, notre dette, loin d'avoir augmenté comme le prétend l'opposition, a diminué de \$22,585,552.

Et nous avons consacré une somme de \$462,408,960 pour des travaux qui demeurent, qui sont un actif pour la province, mais que l'opposition persiste à vouloir regarder comme un déficit. Les dépenses en immobilisation dans le monde entier constituent un actif; l'opposition ne veut pas voir cela. Mais je vais encore citer des chiffres, puisque le chef de l'opposition aime cela. Et moi aussi je cite mes sources. D'après le *Bulletin de la Banque de Montréal* de septembre 1955, la dette consolidée nette des provinces par tête d'habitant, s'établit comme suit:

Québec	\$ 85
Alberta.....	\$ 99
Colombie-Canadienne.....	\$131
Île-du-Prince-Édouard.....	\$170
Ontario	\$180
Manitoba.....	\$180
Saskatchewan.....	\$210
Nouvelle-Écosse	\$270
Nouveau-Brunswick	\$300

La dette du Québec est donc deux fois moindre que celle de l'Ontario.

Quant aux dépenses par tête telles qu'établies par le Bureau fédéral de la statistique, elles sont:

Manitoba.....	\$ 57.73
Île-du-Prince-Édouard	\$ 67.61
Québec	\$ 72.85
Nouvelle-Écosse	\$ 77.30
Ontario	\$ 78.46
Terre-Neuve.....	\$ 85.64
Nouveau-Brunswick	\$ 89.20
Saskatchewan.....	\$ 99.63
Alberta	\$117.91
Colombie-Canadienne	\$139.66

Les dépenses du Québec par tête sont donc de plus de \$12 inférieures à la moyenne générale du Canada et de près de \$6 à celles de l'Ontario.

Toutes ces questions sont importantes. Mais le problème primordial, la question essentielle, est la question constitutionnelle. Le chef de l'opposition n'en a parlé qu'occasionnellement, comme pour s'en débarrasser. Il a préféré citer de longues statistiques. Pour lui, la question constitutionnelle c'est un rassemblement des provinces. Il oublie que lorsque l'on veut conclure une entente avec quelqu'un, on ne commence pas par travailler dans son dos. Pour nous, nous pensons que le premier problème à régler est celui des droits fiscaux de la province de Québec.

Le chef de l'opposition a prétendu que je demeurais dans le vague. Pourtant, en 1950, le premier ministre fédéral et les premiers ministres provinciaux ont félicité le gouvernement de la province de Québec pour la façon dont il s'est présenté devant la conférence de Québec.

Il est clair que la position de la province de Québec n'a pas varié. Le soleil s'est toujours levé à l'Est, couché à l'Ouest. Les points cardinaux ne changent pas. Il y a des vérités fondamentales qui ne changent pas. La Confédération a été formée pour régler un problème séculaire.

Les 60,000 Canadiens de 1760, sans contact avec la mère patrie, n'ont pas lâché. Et si aujourd'hui nous avons des écoles, c'est grâce à ces héros qui se sont battus et qui ont réclamé. Après la révolution de 1837-1838, il y eu l'Acte d'Union avec un gouvernement responsable, pour mettre de côté le régime des gouverneurs anglais, un gouvernement responsable du peuple par le peuple avec et le droit de contrôler les dépenses, et le droit de percevoir l'impôt! Car le droit de percevoir, de taxer est un droit essentiel des gouvernements responsables.

Nous l'avons toujours réclamé. On nous accuse de ne pas avoir de politique constructive. Mais la question en jeu dépasse de beaucoup les intérêts de l'opposition et du gouvernement, elle est à la hauteur des cimes, des intérêts de la race et de la province. Un gouvernement responsable a coûté trop cher, trop d'héroïsme pour que nous l'abandonnions.

Le chef de l'opposition a prétendu, comme une kyrielle de fédéralistes, que la province de Québec a perdu des millions en refusant de céder ses droits. La province de Québec n'a pas perdu un sou. Si vous dites que Québec a été privé de millions et de millions de dollars parce que nous avons refusé de participer aux ententes, vous seriez près de la vérité. Il y a une grande différence entre perdre quelque chose et être privé de quelque chose.

Il est vrai que l'on a demandé au Québec de faire certains sacrifices, en raison de son refus de participer aux ententes fiscales. Mais il s'agit de petits sacrifices s'ils nous permettent de continuer de parler notre langue, de pratiquer notre religion et d'éduquer nos enfants selon nos traditions et nos coutumes. Nous sommes heureux et fiers des sacrifices de nos pères pour garder notre foi, pour parler français, pour être maîtres chez nous. Le droit d'être maîtres chez nous vaut bien des centaines de millions. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a appris que le culte du veau d'or faisait perdre la manne, le droit à la vie et la garantie de survivance.

Nous avons suggéré une répartition des sources de revenus afin que les corporations municipales et scolaires, les provinces, le fédéral aient leur part. S'il n'est pas possible d'en venir à une répartition définitive à l'heure actuelle, qu'on trouve au moins un moyen de décider quelque chose quant au pouvoir fiscal. Ce n'est pas une faveur que nous demandons, mais justice. Lorsque deux personnes ont droit d'aller puiser de l'eau à une source, une source de revenu, l'une d'elles n'a pas le droit d'en bloquer le chemin.

En avril et octobre, l'atmosphère a semblé meilleure: il a semblé y avoir plus de compréhension, de bonne volonté et nous nous en réjouissons⁸!

On a fait des calculs, des illustrations. Il a été question d'un montant de \$41,000,000 pour le Québec. Ce n'est pas exact. MM. Saint-Laurent et Harris ont présenté leur cause franchement. Mais parler de \$41,000,000, ce n'est pas exact, car il faut tenir compte de certains revenus qui existent déjà maintenant.

Nous ne vendrons jamais la clé de la maison. Nous ne céderons pas l'air pur et les vastes horizons de la province de Québec pour une tente d'oxygène.

Nous n'accepterons jamais la tutelle et la curatelle. Jamais nous n'abandonnerons nos droits. Nous voulons conserver l'exercice de nos propres affaires.

Les provinces qui ont le plus besoin d'aide sont les Provinces maritimes, pour des raisons géographiques et démographiques. La province de Québec est prête à coopérer pour régler leur problème qui est sérieux. Il appartient aux provinces de leur faire des cadeaux avec leur butin, non Ottawa avec le butin des provinces; il n'appartient pas au gouvernement fédéral de donner ce qui appartient aux autres.

S'il n'est pas possible actuellement de conclure un arrangement définitif concernant le partage des pouvoirs fiscaux entre Ottawa et les provinces, qu'on en arrive à un arrangement pratique pour venir en aide aux municipalités. D'autant plus que l'industrialisation de la province, qui entraîne de nouvelles charges pour les corps publics locaux, accroît les recettes d'Ottawa!

La province de Québec se développe. Ainsi il va y avoir une nouvelle industrie de \$130,000,000, avec des capitaux anglais. De tels développements coûtent cher aux municipalités et à la population de la province, mais ils en bénéficient à Ottawa. L'essor industriel du Québec augmente les revenus d'Ottawa qui perçoit déjà 76 ou 77 cents par dollar payé en impôt. Ce n'est pas juste. À l'heure actuelle, je suis convaincu que l'indépendance de la Législature du Québec auprès du fédéral est indispensable à l'autonomie de la province.

Je crois qu'il y a de la bonne volonté de l'autre côté. Avec l'attitude que nous tenons, nous continuons l'œuvre des grands chefs libéraux. Nos revendications sont l'écho de celles des grands chefs politiques d'autrefois, bleus ou rouges, tandis que le chef de l'opposition se fait l'écho de ceux qui s'opposent au fédéralisme et favorisent le gouvernement unitaire. Tous les premiers ministres libéraux de la province, jusqu'à M. Godbout, ont été des autonomistes. Tradition au-dessus des intérêts de parti! Nous voulons faire respecter nos droits dans la paix, dans la concorde.

En 1950, le Parlement de Québec a donné force légale à un ordre en conseil dotant la province d'un drapeau⁹. Ce drapeau ce n'est pas le symbole de la discorde, de provocations, c'est le témoignage de notre reconnaissance envers nos ancêtres dont la carrière héroïque a répandu sur notre continent les bienfaits de la chrétienté, c'est l'affirmation du fait français et catholique sur cette terre canadienne. Ce fait français et catholique qui enrichit la culture anglo-saxonne. Notre drapeau, c'est l'irrévocable détermination de grandir tout en respectant les droits

de tous. Et jamais au grand jamais nous ne le remplacerons par le drapeau blanc de l'abdication, de la trahison et du reniement¹⁰.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté.

Dépôt de documents:

Ministre de l'Agriculture, Rapport 1954-1955

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1955. (Document de la session no 6)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 7 heures.

NOTES

1. M. Alexandre Taché commence à ce moment sa douzième session comme Orateur de l'Assemblée législative, ce qui est un record, selon le *Montréal-Matin* du 23 novembre 1955, à la page 5.

2. Pamphile R. Du Tremblay, sénateur et membre du Conseil législatif, décédé le 6 octobre 1955. Il était propriétaire du journal *La Presse*.

3. M. Lapalme fait référence au *Catéchisme des électeurs, d'après l'œuvre de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J. B. Thivierge et fils, 1935, 128 p. Les troupes du Parti conservateur et de L'Action libérale nationale, alliées à l'occasion de la campagne électorale de 1935 (et non celle de 1936, comme l'affirme M. Lapalme), avaient fait imprimer, en vue

de cette campagne, ce "catéchisme" à l'attention des électeurs, qui s'inspirait, comme son titre l'indique, du catéchisme de Gérin-Lajoie qui fut longtemps utilisé dans les écoles du Québec. Ce document présentait, sous forme de questions et réponses à apprendre par cœur, une critique virulente du régime libéral ainsi que le programme défendu par les représentants de la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale. Ces deux partis fusionnèrent *de facto* en 1936 pour devenir l'Union nationale; c'est sans doute ce qui amène M. Lapalme à attribuer, 20 ans plus tard, le *Catéchisme* à l'Union nationale.

4. Selon *L'Action catholique* du 23 novembre 1955, à la page 1, "Le chef de l'opposition a d'abord parlé pendant deux heures et demie". D'après *Le Devoir* du 23 novembre 1955, à la page 3, il a parlé "pendant près de trois heures".

5. M. Duplessis fait ici allusion à une déclaration faite par M. Lapalme dans un discours à Victoriaville, le 26 août 1951. Parlant des ressources naturelles, M. Lapalme avait fait une comparaison entre la situation du Québec et celle de l'Iran, qui venait à cette époque de nationaliser son industrie pétrolière. Pour plus de détails sur la nature exacte de cette déclaration et son contexte, on pourra consulter les *Mémoires* de Georges-Émile Lapalme, Ottawa, Éditions Leméac, 1970, Tome II: *Le vent de l'oubli*, p. 98-99.

6. M. Duplessis fait référence à la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec, 10 George VI, 1946, chapitre 42.

7. *La Patrie* du 23 novembre 1955, à la page 1, précise que le premier ministre fait allusion aux plaintes qui lui ont été faites selon lesquelles certaines compagnies font travailler leurs ouvriers le dimanche.

8. M. Duplessis fait ici allusion aux conférences fédérales-provinciales tenues du 25 au 27 avril et du 3 au 6 octobre 1955. Voir la séance du 17 novembre 1955, note 7.

9. Le premier ministre fait référence à la loi concernant le drapeau officiel de la province, 14 George VI, 1950, chapitre 3.

10. D'après *L'Action catholique* du 23 novembre 1955, à la page 1, M. Duplessis a parlé pendant une heure.

Séance du mercredi 23 novembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de H. J. O'Connell Limited et Mont-Gabriel Resort Limited, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de ville de Mont-Gabriel (M. Blanchard);

- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);

- de la Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice (Saint-Jean), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);

- des légataires universels des successions de feu Lactance Bouthillette et de feu Dina Trahan et Julien Gervais, demandant l'adoption d'une loi déclarant Julien Gervais propriétaire absolu de certains immeubles (M. Johnson);

- de Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- de Roméo Asselin et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de La Mutuelle-Vie de l'U.C.C. ou La Mutuelle-Vie de l'Union catholique des cultivateurs (M. Johnson);

- de dame Mélanie Desjardins, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à faire donation d'un certain immeuble (M. Caron);

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Félix-de-Valois, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Caron);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec (M. Chartrand);

- de la corporation de la paroisse de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartrand);

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de Gendron Beauchemin et autres, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament olographe de dame Berthe Beauchemin (M. Jeannotte);

- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Brandon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale (M. Lavallée);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);

- du révérend père Marcel Duguay, O.M.I., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation civile l'Institut des missionnaires Oblats de Marie-Immaculée (M. Dallaire);

- de la ville de Bourlamaque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);

- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de la ville de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bousquet);

- de Tunnel Champlain inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice la constituant en corporation sous le nom de la ville d'Anjou (M. Barrière);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Rose-Anna Bélanger, en religion mère Sainte-Angèle, demandant l'adoption d'une loi

à l'effet de constituer en corporation l'Union canadienne des Moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule (M. Cloutier);

- de la compagnie Québec-Autobus, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à se fusionner avec la compagnie de Chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (M. Cloutier);

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);

- de la Chambre de commerce de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);

- de Joseph-Claude Vézina, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Paradis (M. Cloutier);

- de Michel Boissinot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire (M. Cloutier);

- de la corporation du village de Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);

- de Mark Farrell et Henri Toussaint, demandant l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de la succession de feu John Skillman O'Meara (M. Cloutier);

- de St. Lawrence Cement Co., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier);

- des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Château-d'Eau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Cloutier);

- de F.-C. Dillon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Corporation des maîtres-opérateurs thermiques de la province de Québec (M. Cloutier);

- des Ursulines de Québec et le monastère des Ursulines de Mérici, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'article 541 de la loi 19 George VI (M. Cloutier);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à fixer les taxes municipales (M. Gérin);

- de la corporation municipale de la ville de Hauteville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- de la corporation de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ouellet);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hébert);

- de Beauharnois Light Heat and Power Company, demandant l'adoption d'une loi tendant à valider un acte de vente (M. Hébert);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tellier);

- de Luc Prud'homme et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire confirmer un droit de vente, une propriété immobilière (M. Tellier);

- des syndics de la paroisse du Christ-Roi de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Tellier);

- de la cité de Grand'Mère demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Ducharme);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- de la ville de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desjardins);

- du révérend père Paul Gay, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau (M. Desjardins);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Jeannotte);

- de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poirier);

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi destinée à modifier les dispositions relatives à la nomination de ses membres (M. Ross).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Blanka Richter Gyulai, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à la profession d'avocat dans la province de Québec;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Giffard, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente;

- de Israel Feinchnider, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste;

- de Redmond Langan et autres, héritiers de la succession de feu James McCready, demandant l'adoption d'une loi pour qu'instruction soit donnée aux exécuteurs de cette succession de liquider et distribuer une partie du capital;

- de Raymond S. Lette, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- de Bernard Gariépy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires de la Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy;

- de Paul-A. Péloquin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation annuelle à chacun des commissaires de la Commission scolaire de Sorel;

- de Gaspard Collet, demandant l'adoption d'une loi afin de déclarer que les dispositions contenues dans un acte de vente, ne sont pas sujettes aux restrictions édictées par ces dispositions;

- de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement;

- de monseigneur Origène Grenier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Reginald Culmer Harvey-Jellie, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Reginald Culmer Harvey;

- de la commission scolaire pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente.

Projets de loi:

Commission scolaire de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Banque de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 ratifiant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Raymond S. Lette

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond S. Lette à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, et fixant les conditions de cette admission.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 constituant en corporation le Cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Reginald Culmer Harvey-Jellie

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 changeant le nom de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Giffard

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant les

commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Blanka Richter Gyulai

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Blanka Richter Gyulai à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Drummondville

M. Pinard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Trois-Pistoles

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant la commission scolaire de Trois-Pistoles, numéro 1, village.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège des chirurgiens dentistes

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Israel Feinchnneider à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Mont-Joli

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Propriété de Gaspard Collet

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125

concernant le titre de propriété d'un emplacement ayant appartenu à Gaspard Collet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Sorel

M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Sorel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy

M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession James McCready

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 concernant la succession de James McCready.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Il s'agit de continuer de mettre en pratique la politique et les principes de décentralisation entreprise par le gouvernement au sujet des tribunaux judiciaires.

Il arrive que, dans le même district judiciaire, il y ait deux juges résidants, qui relèvent du juge en chef. Il s'agit de déterminer lequel des deux va faire les rôles.

La loi permettra au juge en chef de désigner celui qui devra se charger du rôle. La loi a pour résultat de donner au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de mettre de l'ordre dans cet état de choses.

On désignera le juge qui agira un peu comme le vicaire forain². Nous voulons faire de l'ordre et coordonner le travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Problèmes d'hospitalisation

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

Ce bill est pour autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à fixer les délais dans lesquels le comité chargé de l'étude des problèmes de l'hospitalisation fera son rapport au ministère de la Santé. Il s'agit de prolonger les délais, compte tenu de l'ampleur et de la complexité des problèmes soumis à l'étude de ce comité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 22 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet), dont elle a été saisie jeudi le 17 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) présente ses hommages au nouveau conseiller législatif (l'honorable Jean Barrette) et à l'honorable George Marler, qui a quitté la politique provinciale pour devenir ministre fédéral des Transports. Il fait appel à ce dernier et au vice-président des Chemins de fers nationaux, (M. Wilfrid Gagnon) pour qu'ils donnent gain de cause à ceux qui font actuellement campagne pour que le nouvel hôtel en construction à Montréal

porte le nom de Château Maisonneuve au lieu de Queen Elizabeth.

Le problème du château Maisonneuve intéresse non seulement Montréal, mais toute la province et leurs représentants à Québec et à Ottawa. Il n'est que juste, dit-il, que l'on utilise le nom du fondateur de la cité de Montréal pour le grand hôtel que l'on est en voie d'ériger dans la métropole, au lieu de celui de "Queen Elizabeth". C'est la bonne chose à faire.

Il est normal que la population veuille honorer le fondateur de Montréal, une des plus belles figures de l'histoire du Canada, dont la mémoire n'est perpétuée que par un petit monument et le nom d'une vague rue de Montréal.

Il insiste en particulier sur deux points: il n'est pas question de dispute raciale dans ce débat, non plus qu'on puisse prétendre qu'on songe à porter atteinte au prestige de la royauté dans la métropole. Le peuple de Montréal, dit-il, est d'une loyauté bien connue envers la couronne. L'hommage qu'on doit à nos souverains est bien caractérisé par le nom de deux hôtels, le Queen's et le Windsor, et par le nom d'un célèbre théâtre, le Her Majesty's.

D'ailleurs, la meilleure preuve que la royauté n'est pas en cause, c'est qu'une grande revue de Toronto, *McClean's Magazine*, n'a pas hésité à se prononcer vigoureusement en faveur du Château Maisonneuve. Elle a écrit que ce serait une erreur que de donner le nom de Reine Elizabeth au futur hôtel. L'Association des hôteliers canadiens, réunie en congrès à Halifax, a fait de même, et la revue qu'elle publie à Toronto a fait écho à cette décision.

Je ne vois pas pourquoi on s'objecterait à ce nom, d'autant plus que la famille royale britannique a déjà été honorée plusieurs fois, à Montréal. Je crois que la décision déjà prise par le président du chemin de fer national, M. Donald Gordon, est contre les meilleurs intérêts de Montréal, en particulier, et de la province, en général.

Je suis certain de me faire le porte-parole de la population non seulement de Montréal, mais de toute la province de Québec, car une pétition signée par plus de 200,000 personnes a été déposée à Ottawa, au Parlement, de même que 500 résolutions de conseils municipaux. C'est le vœu non équivoque de la majorité que le nouvel hôtel perpétue le souvenir du glorieux fondateur de Ville-Marie. En faisant cette demande, je sais que j'ai l'appui de la majorité de la population.

Partout, on nous conseille de conserver le caractère français de la province, de développer l'artisanat, de présenter à nos visiteurs des menus

français. Le nom du nouvel hôtel du Canadien National (C.N.) est une occasion unique de respecter l'avis des experts en tourisme. Il serait préférable de donner un nom français au nouvel hôtel de Montréal, car ceci profiterait à l'industrie touristique. Les Américains, qui forment la majorité des gens qui visitent notre province, ne viennent pas ici pour retrouver des noms anglais comme dans leur propre pays. Ils veulent quelque chose de différent, quelque chose qui donne une couleur locale.

M. Marler connaît bien les sentiments de la province de Québec, car il a passé plusieurs années de sa carrière politique à Québec. Il a pu connaître à fond sa mentalité et il n'hésitera pas à se rendre à la demande de milliers de gens qui réclament le nom Château Maisonneuve. Il devrait accueillir favorablement les requêtes qui lui ont été présentées en ce sens. Et, vu que le président des Chemins de fer nationaux fait la sourde oreille aux réclamations de centaines de milliers de signataires de la pétition, le vice-président, M. Wilfrid Gagnon, pourra user de son influence pour rendre justice aux Canadiens français.

On ne peut que se féliciter du progrès que le gouvernement a fait réaliser à la province dans le domaine de l'éducation et de la santé. Il remercie tout particulièrement le gouvernement pour sa politique de santé. Seize mille nouveaux lits sont à la disposition des malades de la province, dit-il, et le St. Mary's Hospital a reçu récemment un octroi de \$1,000,000.

Il (M. Hanley) constate avec satisfaction que le gouvernement s'apprête à dépenser \$75,000,000 pour la voirie provinciale. Dans cette somme, dit-il, il y aura sûrement des crédits pour améliorer l'entrée et la sortie des grandes villes, comme Montréal et Québec, de même qu'une route qui permettra un développement complet des Laurentides, le coin le plus pittoresque de l'Amérique du Nord.

La population québécoise n'aura pas d'objection à des routes à péage, notamment dans les régions touristiques, car seuls les usagers de ces routes les paieront. Ainsi, on éviterait d'imposer un fardeau financier inutile aux citoyens qui ne vont pas se récréer dans ces lieux de villégiature, dans ces pittoresques montagnes.

Il prend position contre le monopole de Radio-Canada dans le domaine de la télévision; il réclame un plus grand nombre de stations émettrices de télévision, notamment à Montréal.

Le transport en commun à Montréal est dans un état critique. Les associations ouvrières sont opposées à une augmentation des taux de la Commission. Il suggère que le gouvernement crée

sans délai un organisme métropolitain, qui aurait le pouvoir d'assurer le paiement des déficits de la Commission de transport de Montréal. Il n'est pas juste que les usagers du tramway soient forcés de payer ces déficits, dit-il, car la grande responsable de cet état de choses, c'est la congestion de la circulation à Montréal. Actuellement, on élimine graduellement les tramways au profit de l'autobus. C'est excellent pour la circulation, car les automobilistes peuvent utiliser plus facilement les rues où circulent des autobus. La circulation automobile sur les routes où les tramways ont été remplacés a augmenté de 50 %. Mais ce changement est très coûteux.

Il approuve les dépenses faites pour le crédit agricole, l'électrification rurale. Il souligne spécialement l'augmentation de \$6,000,000 à \$8,000,000 des crédits consacrés à la création de centres de diagnostic. J'ai visité, dit-il, le centre Leahy, à Boston, et j'ai pu constater tout le bien qu'en tirent les gens.

Il approuve aussi la prolongation, dans les villes qui le veulent, du contrôle des loyers. Je veux aussi mener à terme un projet d'habitations à prix modique dans le comté de Sainte-Anne.

J'ai promis à mes électeurs de Montréal, qu'au cours du débat actuel, j'attirerais l'attention du gouvernement sur la nécessité de surveiller très étroitement les plages publiques de la province. Le nombre de noyades a augmenté considérablement et on constate qu'il n'y a pas assez de sauveteurs professionnels, que les endroits dangereux ne sont pas suffisamment indiqués. J'avais promis à mes électeurs de soulever la question au Parlement. Je suis convaincu que le gouvernement donnera immédiatement suite à ma demande.

Il remercie en son nom et au nom des paroissiens de Saint-Jean, paroisse de son comté, le surintendant de l'Instruction publique qui a approuvé la construction de l'école Saint-Jean; école de 16 classes, dont quatre seront ouvertes aux élèves de langue anglaise. Le surintendant de l'Instruction publique, dit-il, a donné l'assurance que des soumissions seront demandées dès 1956 et que la construction de l'immeuble ne tardera pas.

En octobre, il a assisté à la séance d'ouverture de la conférence intergouvernementale d'Ottawa. Il a écouté les discours de tous les premiers ministres, et il regrette que si peu de députés aient jugé à propos de faire comme lui. Il est convaincu que les demandes faites par le premier ministre de la province de Québec étaient les plus raisonnables et qu'elles sauvegardaient efficacement les idéaux et les traditions du Québec.

J'appuie entièrement, dit-il, l'attitude adoptée par le premier ministre à la conférence. Les demandes et les remarques du premier ministre ont été du plus grand intérêt au point de vue pratique. J'ai apprécié également la dignité de M. Louis Saint-Laurent pendant la séance inaugurale de la conférence et j'ai aussi noté les propos du premier ministre Saint-Laurent sur la nécessité de créer de bonnes relations entre gouvernements. Je l'en félicite très sincèrement.

L'attitude du chef du gouvernement du Québec est excellente en ce qui a trait à la lutte contre la centralisation, surtout quand on se souvient de réflexions faites par Sir Wilfrid Laurier, Mackenzie King, Ernest Lapointe et Woodrow Wilson sur ce problème.

Il est en faveur de l'autonomie fiscale. Il demande à ses auditeurs de ne pas perdre de vue que les ressources naturelles des provinces sont exploitées sans l'aide financière du gouvernement fédéral, qui en tire quand même un revenu sous forme de taxes. L'Ontario, dit-il, a accepté une modification substantielle dans les relations fiscales à Ottawa. À la suite de la province de Québec qui avait lancée l'idée, elle a réclamé 15 % de l'impôt fédéral sur le revenu. Le gouvernement fédéral devrait évacuer entièrement le champ de l'impôt sur les successions. Ottawa s'était introduit dans ce champ d'imposition à la faveur de la guerre et devrait maintenant s'en retirer, puisque l'état de guerre a cessé.

Dans certains milieux, on a reproché au premier ministre de n'avoir pas conclu d'entente avec Ottawa au sujet des habitations à bon marché. M. Frost a dit que l'Ontario avait signé un accord non parce que justice lui était rendue, mais parce que c'était ce qu'on pouvait obtenir de mieux dans les circonstances. J'approuve néanmoins le gouvernement du Québec qui, pour faire respecter les droits de notre province, a refusé de signer quelque chose d'injuste.

Il approuve ce que le gouvernement a fait dans et pour l'Ungava. Je ne vois aucune raison, dit-il, pour nous opposer à ce qu'une partie de nos ressources naturelles prenne la route des États-Unis, si nous sommes assurés de leur protection.

M. Lafrance (Richmond): Je connais de nombreuses personnes qui espèrent que le gouvernement présentera au cours de la session, contre les revues immorales, une mesure de répression de la plus haute importance pour la survivance de nos institutions familiales, religieuses

et nationales. Lors de la dernière session, des déclarations faites par le premier ministre et le solliciteur général laissaient entendre qu'un bill serait présenté relativement à la solution de ce très grave et épineux problème.

Le 21 août dernier, *Le Soleil* déclarait que "le gouvernement se proposait de faire respecter la morale". "Il étudie sérieusement et attentivement, disait ce journal, les moyens de faire respecter la morale tant dans le domaine des journaux que celui des théâtres et de la télévision". "Le gouvernement n'a aucunement l'intention d'entraver la liberté légitime de publication, de dire le premier ministre dans sa conférence de presse, hier, mais de là à laisser confondre liberté et licence, il y a une marge".

Le 23 août 1954, dans *L'Action catholique* de Québec, sous la signature de M. Louis-Philippe Roy, on pouvait lire ceci: "L'honorable premier ministre vient de réaffirmer son intention de débarrasser la province de la publicité dégoûtante et malsaine dont la population s'est plainte en ces derniers temps. L'enquête annoncée récemment par l'honorable Antoine Rivard se poursuit et elle aura certainement des suites. D'ailleurs des mesures ont déjà été prises pour prévenir les abus scandaleux que nous avons dénoncés ici."

Et enfin, le 12 octobre dernier, à la veille de l'ouverture de la session, *Le Soleil* de Québec déclarait que "le gouvernement Duplessis amenderait la loi de la censure provinciale, pour permettre au Bureau de censure des films et des périodiques de mieux surveiller les petits journaux hebdomadaires qui sont publiés et qui comptent sur l'immoralité et les sensations malsaines pour attirer l'attention des acheteurs. C'est sur le cas de ces journaux que l'on étudie maintenant en haut lieu, continue le journal, et il se peut que l'on décide d'agir dès la prochaine session, en amendement la loi de censure pour l'étendre à ces journaux et la rendre plus sévère".

On se demande, en certains milieux, pourquoi le gouvernement n'a pas donné suite à ces déclarations et aux bonnes intentions qu'il avait manifestées. Est-ce parce qu'il considère la loi actuelle suffisante pour réprimer les abus de ces journaux? Alors comment se fait-il que ces journaux et revues continuent leur publicité dégoûtante et malsaine au vu et au su de toute la population?

Et, si le gouvernement considère la loi actuelle insuffisante, comme il l'a laissé entendre, pourquoi ne l'a-t-il pas modifiée? Ou la loi actuelle est bonne, alors qu'on l'applique rigoureusement, ou elle ne l'est pas, alors qu'est-ce qu'on attend pour la changer? Voilà la réflexion que se font les honnêtes gens.

Je regrette sincèrement que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de présenter au cours de cette session une mesure à cet effet. Car, il n'y a pas à se le cacher, le problème a pris de telles proportions qu'il serait quasi criminel de ne pas prendre immédiatement toutes les mesures les plus sévères pour mettre fin à cette véritable épidémie de jaunisme qui sévit dans la province à l'heure actuelle et qui a des conséquences sociales des plus funestes à tous points de vue. Je considère que, dans les circonstances, l'incurie du gouvernement serait synonyme de complicité. Si aucune action n'est entreprise, ce serait un acte de lâcheté.

On me permettra de rappeler ici le sévère avertissement qu'adressait l'évêque du Québec, en 1939, dans un mandement mémorable sur le problème alcoolique: "Est-il besoin de rappeler ici que quiconque est constitué en autorité porte la responsabilité non seulement du mal qu'il fait ou fait faire, mais aussi de tout le bien qu'il ne fait pas ou empêche de faire et de tout le mal qu'il n'empêche pas quand il le peut et le doit."

Voilà des directives qui devraient faire réfléchir tous ceux qui ont des responsabilités publiques qui les obligent à débarrasser la province de ces revues immorales. N'est-ce pas en effet un devoir de conscience pour tout homme public qui se dit chrétien d'employer tous les moyens qui sont à sa disposition pour éliminer ce danger qui nous menace? Je me demande parfois si on réalise vraiment la gravité de la situation. Je préfère supposer qu'on est trop débordé par d'autres problèmes, plutôt que de croire qu'on refuse de faire son devoir dans ce domaine.

Faudra-t-il une seconde enquête Caron pour ouvrir les yeux de certaines gens? Ou bien attendra-t-on un second meurtre Trudeau, de ce bambin de cinq ans qui a été assassiné et dépecé de la façon la plus révoltante, pour que ceux qui ont des charges publiques comprennent enfin leurs graves responsabilités?

Et ici, pour tranquilliser certains esprits susceptibles, je tiens à dire que je n'entends pas tenir le gouvernement actuel entièrement responsable de cet état de choses, car tous, qui que nous soyons, quelle que soit notre situation sociale, tous nous avons notre grosse part de responsabilités. Et c'est en étant bien conscient de mes responsabilités que j'ai décidé de me lever comme représentant du peuple en cette Chambre, au même titre que tout autre député, pour réclamer de la part du gouvernement une action immédiate et énergique, afin de nettoyer nos kiosques de journaux de toute cette pourriture qui est en train

d'abrutir et de corrompre toute une génération de jeunes. Nous sommes tous responsables de la situation actuelle, directement ou indirectement, mais c'est le gouvernement du Québec qui doit prendre les mesures nécessaires. En de telles circonstances, M. l'Orateur, le silence m'apparaîtrait comme une lâcheté, voire même comme une complicité.

Le sujet que je traite en ce moment intéresse au plus haut point tous les membres de cette Chambre, quelles que soient leurs allégeances politiques ou religieuses. Tous, nous sommes directement intéressés puisqu'il s'agit du bonheur même de nos enfants ou de nos petits-enfants. Aussi j'ai conscience aujourd'hui de me faire l'interprète de tous les honnêtes gens qui sont révoltés devant cette vague d'immoralité, et en particulier des parents qui tremblent pour l'avenir de leurs enfants.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de mes paroles: les parents ne demandent pas au gouvernement d'élever leurs enfants, mais de les aider, par une saine législation, à faire de leurs enfants des citoyens qui, demain, feront honneur à la société.

Je le répète, M. l'Orateur, le problème des lectures malsaines a atteint chez nous comme partout ailleurs un point de saturation qu'on ne peut plus tolérer. Malgré certaines mesures législatives, malgré certaines initiatives d'organismes de moralité publique, malgré les nombreuses dénonciations de l'autorité religieuse et civile, malgré les interventions de certaines associations, la situation ne s'est pas améliorée; je serais plutôt porté à croire qu'elle s'aggrave sans cesse, de jour en jour.

Les livres et revues obscènes peuvent être vus dans les débits de journaux partout dans la province. Actuellement, il y a un nombre considérable de journaux jaunes en vente dans la province de Québec. Ceux qui ont des yeux pour voir restent effarés à la vue de cet étalage scandaleux et de plus en plus audacieux de récits scabreux et d'illustrés pornographiques que l'on voit dans la plupart de nos endroits publics.

Le gouvernement provincial avait promis de prendre des mesures pour obtenir une amélioration de la situation, mais rien d'efficace n'a encore été fait.

Il y a encore chez nous, heureusement, un certain nombre de nos tenanciers, qui, comme l'honorable député de Québec-Est (M. Marquis)³, ont le courage de leurs convictions en refusant l'entrée de cette mauvaise littérature, mais ceux qui l'acceptent sont encore trop nombreux. Je suis allé hier soir dans un de ces endroits, un des magasins les

plus achalandés de Québec, fréquenté par les personnes les plus respectables, et j'en suis sorti dégoûté et révolté. On y trouve les revues les plus immorales, et en particulier plusieurs des revues qui sont interdites par le bureau de censure provincial.

Devant cet étalage grotesque des passions les plus basses, on a des haut-le-cœur: scènes d'horreur et de crimes, "comics" de brutalité et de sadisme, romans orduriers qui provoquent les appétits sexuels, photos de nudités, traités d'initiation à l'amour bestial, etc., etc. C'est à faire dresser les cheveux sur la tête. Quand on se trouve en face d'un bazar aussi indécent, on ne peut s'empêcher de se demander combien d'actes immoraux, de bêtises de toutes sortes, et peut-être d'actes criminels seront provoqués par la lecture de cette littérature bestiale...

Oh! Je sais que l'on sera tenté de m'accuser de vouloir dramatiser les faits en exagérant la situation. Aussi, je pourrais ici apporter une multitude de témoignages venant de diverses autorités religieuses et civiles pour démontrer la relation étroite qui existe entre cette littérature et la délinquance juvénile. Mais je me limiterai à quelques déclarations venant de divers milieux.

"On se plaint de l'augmentation de la criminalité juvénile, déclarait Mgr Valois; les bonnes gens en sont effarés, et ils ont raison, c'est alarmant. Il ne suffit plus, à mon avis, de lever les bras au ciel et de se plaindre des maux existants. Il faut aller aux causes et les supprimer pour guérir le mal. Une des principales n'est-elle pas sûrement cette provocation incessante à la sensualité faite à notre jeunesse par tous ces illustrés? À l'âge de l'éveil des passions, on met devant les yeux avides de nos jeunes des images les invitant au mal et aux liaisons criminelles. Sollicités ainsi, ils succombent vite à la tentation. Inévitablement, l'alcoolisme aidant, ces couples unis pour quelques semaines passeront par tous les stades de l'immoralité. La femme exigera un luxe et des plaisirs que le jeune homme ne pourra lui procurer qu'en se livrant au vol, parfois même au meurtre."

Voilà un témoignage non équivoque: "Une des principales causes est cette provocation incessante à la sensualité faite à notre jeunesse par ces illustrés, qui invitent aux liaisons criminelles."

Le chef de l'escouade de moralité juvénile de Montréal, M. O.-A. Pelletier, déclare de son côté: "Plusieurs des "comics" illustrant le crime, en vente dans nos kiosques, sont de caractère sadique et cruel, et constituent définitivement une mauvaise influence sur nos enfants."

Le juge en chef McPherson, de Winnipeg, disait récemment, après avoir imposé une amende à

un individu qui avait vendu des "crime-comics", que "la prison ou le pénitencier pour les premiers responsables de cet état de choses serait non seulement plus juste et approprié, mais aussi beaucoup plus efficace".

L'évêque de Trois-Rivières, Mgr Pelletier, disait: "Partout, dans le monde, on s'alarme à bon droit de cette vague de littérature malsaine qui nous envahit de plus en plus. Des feuilles de plus en plus nombreuses, magazines, illustrées, romans, annonces, photos, etc., affichent l'indécence des scènes d'horreur, le sadisme, provoquant l'appétit sexuel, vantant des personnages répréhensibles, louent sans broncher des actes que répudie la plus élémentaire pudeur. Une telle pornographie est répandue partout chez nous. Gavés de ce poison, les jeunes finissent par croire qu'il n'y a plus rien de mal, que l'on peut passer outre à toute loi. Avec un esprit devenu frondeur et un cœur endurci, ils prennent la voie du crime et de l'immoralité".

Ces quelques témoignages suffiront sans doute à démontrer les effets pernicieux des mauvaises lectures sur les jeunes. Et dire, M. l'Orateur, que l'on tolère chez nous cette semence de l'immoralité et de criminalité au grand jour; que ces revues sont à la portée de tous, jeunes et adolescents, depuis plusieurs années, sans qu'elles ne paraissent émouvoir les honnêtes gens.

Quand Mauriac disait que les honnêtes gens n'avaient pas l'indignation facile, je me demande s'il ne pensait pas à nous au Québec, qui sommes reconnus pour notre grande tolérance dans divers domaines. Mais il serait injuste de prétendre que personne n'a dénoncé ce commerce malhonnête, car plusieurs membres de cette Chambre l'ont déjà fait, en particulier l'honorable chef de l'opposition et l'honorable premier ministre, et c'est tout à l'honneur de cette Législature.

L'autorité religieuse en particulier n'a pas craint d'élever la voix; je me bornerai en ce moment à citer la voix la plus autorisée et la plus éloquente, celle de Son Éminence le cardinal Léger: "Une société qui présente ce poison virulent à l'enfance est en train de perdition..."

"Laissera-t-on un maniaque répandre des germes bactériologiques dans les restaurants, ou bien mettre le feu à nos demeures? Et vous permettez à des profiteurs de salir l'âme des enfants et de fournir à des adolescents les armes avec lesquelles ils vous frapperont demain. Une nation qui permet à ses enfants de sombrer dans la boue des comiques et des magazines contamine la source de sa vie et signe son propre arrêt de mort."

"Les vrais corrupteurs de la jeunesse, déclarait-il ces jours derniers, ne seront jamais connus. Ils contrôlent en grande partie les moyens de propagande, tels que le cinéma, la presse, les revues, les ondes, et ils déversent ainsi dans l'âme de l'enfance et de la jeunesse le philtre des passions. À quoi servirait d'élaborer des plans d'équipement ou d'investissement, si nous ne savions pas protéger la première richesse du pays, l'enfant? Il ne suffit pas de protéger l'enfance contre les embûches d'une société égoïste et féroce, mais il faut à tout prix défendre l'âme de nos enfants contre tous les pourrisseurs, quels qu'ils soient. Ce cri d'angoisse, ajoute Son Éminence, qui ressemble à un S.O.S. lancé par un capitaine d'un navire en détresse, n'est pas d'un homme d'Église. C'est un député de l'Assemblée nationale de la IV^e République française qui le faisait entendre à la tribune de la Chambre, le 21 janvier 1949." Et enfin, cette autre parole célèbre de notre cardinal: "La première qualité de l'urbanisme, c'est la propreté morale."

Que l'on se rappelle ce très grave avertissement de Son Éminence: "Une nation qui permet à ses enfants de sombrer dans la boue des comiques et des magazines contamine la source de sa vie et signe son propre arrêt de mort". Voilà des paroles que je n'oserais pas commenter et qui devraient suffire pour galvaniser ceux qui croient encore dans les valeurs morales.

Je sais que certaines mesures ont été prises chez nous, mais que l'on ne se fasse pas d'illusions: ce n'est pas avec des demi-mesures, et encore moins avec des déclarations platoniques que l'on enrayera ce véritable fléau moderne. Il faudra recourir aux grands moyens, aux moyens les plus radicaux, car l'ingéniosité et l'audace des vendeurs n'ont pas de limites.

De grâce, M. l'Orateur, que l'on ne vienne pas nous rabattre les oreilles avec cette fameuse "liberté de presse", car il ne faut pas confondre liberté et licence comme disait le cardinal Villeneuve. Je ne crois pas que l'on puisse, dans un État qui se dit chrétien, laisser entière liberté aux agents du mal. Comme le disait si bien le doyen de l'Université de Washington: "Il faut avoir perdu tout sens des réalités pour prétendre que la généralité des hommes a assez d'intelligence et de jugement pour lire n'importe quoi sans être induit en erreur."

La vente du poison n'est-elle pas régie par le gouvernement? N'y a-t-il pas des inspecteurs pour assurer la propreté des aliments? Combien plus importante est cette mesure quand il s'agit d'hygiène morale! D'autres nous diront peut-être: Que faites-

vous du gagne-pain de ces gens? Sachons bien qu'il ne s'agit pas ici d'intérêts privés, ni de commerce, mais de moralité. D'ailleurs, je refuse de croire que des gens soient obligés de se vautrer dans la boue et la fange pour gagner leur vie.

Donc, je le répète, le temps est venu de recourir aux grands moyens, et sachons bien que demain il sera trop tard. Nous avons malheureusement bien trop tardé à prendre nos responsabilités dans ce domaine.

Je voudrais, avant de parler des devoirs de cette Chambre, rappeler que tous, qui que nous soyons, nous sommes tous plus ou moins responsables de la présence chez nous de ces publications malsaines. Soit par notre apathie ou notre négligence, nous avons favorisé ce commerce. Si chacun de nous avait pris conscience de ses responsabilités, si par exemple nous avions "boycotté" tous les endroits où se vendent ces revues, je crois que la situation serait aujourd'hui bien différente que ce qu'elle est. Si nos corps publics, en particulier nos conseils municipaux, avaient accompli tout leur devoir, nous n'aurions pas à nous plaindre de la présence de ces revues. Soit par ignorance, crainte ou manque d'organisation, nos municipalités n'ont pas recouru aux pouvoirs qui leur ont été octroyés par les lois actuelles.

Ici on me permettra de féliciter les villes de Montréal et de Sherbrooke qui sont en train de faire un magnifique travail d'épuration dans les limites de leurs villes. Je pense que l'initiative de Montréal sert d'exemple pour toutes les autres municipalités de la province. Et enfin, l'autorité fédérale, sous prétexte de faux principes de liberté ou pour ne pas violer l'autonomie des provinces, n'a pas fait tout son devoir dans ce domaine.

Ici, il faudrait se rappeler ce que disait l'honorable M. Garson, le ministre de la Justice: "Il serait intéressant de savoir combien de fois, dans une ville, l'avocat de la couronne ou la police a porté des accusations aux termes de l'article 207 du Code criminel. Si de telles accusations ont été portées et s'il a été impossible d'obtenir une condamnation, il serait intéressant d'avoir la décision du magistrat ou du juge, afin d'estimer dans quelle mesure, s'il y a lieu, la loi pourrait être considérée comme insuffisante."

En effet, comment peut-on prétendre qu'une loi est insuffisante si on n'a jamais sérieusement tenté de l'appliquer? Alors, pourquoi attendre après Pierre, Jean et Jacques, quand nous avons tous les pouvoirs nécessaires pour nous débarrasser de ces publications obscènes? N'est-ce pas le temps de faire

servir l'autonomie à quelque chose de positif? N'est-ce pas le temps de prendre nos propres responsabilités? Nous nous affichons comme un État chrétien: eh bien, je crois que c'est le temps de prouver notre sincérité. Nous disons faire partie de la seule Législature catholique du pays; pourquoi ne prendrions-nous donc pas des mesures concrètes dans ce domaine?

Si la mission de l'autorité civile est d'assurer le bien commun, qui est d'abord et avant tout le bien moral, nous devons nous efforcer de combattre par tous les moyens possibles les pires ennemis du bien commun, ces corrupteurs et empoisonneurs publics que sont les exploiters des passions humaines les plus basses. Autrefois, c'était reconnu comme étant un délit criminel d'influencer en mal des jeunes, des mineurs; aujourd'hui, il semble que c'est devenu une industrie des plus profitables. Qu'a fait le gouvernement pour corriger cette situation?

En 1950, il faisait adopter une loi prohibant l'impression, la publication et la distribution d'illustrations morales. Quand on voit tout ce qui se vend dans les kiosques de journaux, on se rend compte que cette loi n'a pas eu beaucoup de résultat. Il y aurait lieu ici de se demander pourquoi elle s'est révélée inefficace? Ne serait-ce pas parce que l'on ne s'est pas donné la peine de l'appliquer? N'a-t-on pas vu ceux qui étaient chargés de l'appliquer se faire les complices de certains propriétaires de revues? Peut-être que certaines personnes ayant l'autorité nécessaire pour la mettre en application n'auraient pas fait leur devoir. Si, d'autre part, on considère la loi actuelle insuffisante, comme l'ont prétendu le premier ministre et le solliciteur général, qu'est-ce qu'on attend pour la changer? Pourquoi le gouvernement ne profiterait-il pas de cette session pour l'amender? Je le répète, ou la loi actuelle est bonne, alors qu'on l'applique, ou bien elle est insuffisante, alors qu'on la change au plus tôt. Il n'y a pas d'autre issue, et ça presse!

Le premier ministre a déjà parlé des félicitations qu'il aurait reçues des mouvements d'action catholique. Eh bien, il ne faudrait pas se méprendre sur ce sujet. On a félicité le gouvernement d'avoir passé cette loi en 1950, mais je serais bien curieux de connaître le nombre de félicitations qu'il a reçues depuis pour l'observance de cette loi... Car toutes nos associations réclament à cor et à cri le respect de la loi actuelle, et aussi des mesures plus rigoureuses contre les vendeurs de ces revues immorales. Je crois que nous avons le droit de savoir ce que se propose de faire le gouvernement. Entend-il prendre les dispositions nécessaires pour

faire respecter la loi? Ou bien se propose-t-il, comme on l'a laissé entendre, de faire une enquête avant d'amender la loi? Voilà ce que nous sommes en droit de savoir.

En terminant, je tiens à rappeler au gouvernement qu'il ne sert à rien d'essayer de faire tomber ses responsabilités sur les autres. Ottawa a les siennes, et nous, nous avons les nôtres, et je crois qu'il est temps de faire servir les droits et privilèges qui nous sont conférés par l'autonomie à des actes positifs qui protégeront la plus grande de toutes nos richesses, la jeunesse.

Au cours de cette session, le gouvernement présentera un projet de loi pour créer une commission qui aura pour mission d'étudier le problème de la pollution des eaux; ne devrait-il pas attacher autant d'importance au problème, autrement plus grave et urgent, de la pollution des esprits par cette pourriture que l'on voit étalée partout en nommant une commission d'urbanisme moral ou d'hygiène morale pour s'occuper de la littérature obscène? Cette suggestion, je la soumets bien humblement, non pas au nom de l'opposition, mais de toutes les honnêtes gens du Québec, et en particulier au nom des parents de cette province qui réclament depuis déjà longtemps une action immédiate et énergique de la part de ses gouvernants.

Dans le discours du trône, le gouvernement se contente de dire: "Je suis fier de moi. Tout va bien. La population du Québec est la plus heureuse, grâce à la politique de l'Union nationale". Est-ce bien vrai? Pour l'établir, il faut faire certaines comparaisons. J'espère qu'on ne s'accusera pas de dénigrer ma province. Ce n'est pas du dénigrement que nous faisons; ce sont des accusations que nous portons. Je ne suis pas partisan de la politique de l'autruche qui se cache la tête pour ne pas voir le danger. Or, à l'heure actuelle, les statistiques démontrent que la province de Québec, qui était au premier rang dans presque tous les domaines, est maintenant à la queue de la Confédération dans plusieurs, notamment la législation sociale.

Ce que le premier ministre a dit l'autre jour sur l'autonomie, c'était très beau. Mais on ne doit pas juger un homme par ses paroles, mais par ses actes. Une autonomie sans législation favorisant les aspirations de notre peuple, c'est une autonomie stérile. Le gouvernement dit qu'il a bâti des écoles; mais il s'en construit dans les autres provinces. Le système scolaire que le premier ministre vante, ce sont les libéraux qui l'ont organisé. Des hôpitaux, on en érige aussi ailleurs. Nos routes? Celles de l'Ontario sont plus belles. Et, pour ce qui est de la

législation sociale, nous sommes à la queue de la Confédération. Qu'on veuille faire servir l'autonomie à combattre la centralisation, très bien. Mais je n'approuve pas la façon négative dont on s'en sert.

La minorité anglaise du Québec ne nous menace pas. Les autorités du Québec dénoncent tel ou tel péril, mais dans la province, nous avons d'autres ennemis, dit-il. Les ennemis intérieurs du Québec sont plus sournois et plus dangereux que les ennemis de l'extérieur. Je me propose de vous les faire connaître. D'abord, il y a l'alcool. Le grand ennemi des Canadiens français, ce n'est pas les communistes, ni les Canadiens anglais, mais l'alcool. Celui qui se dit catholique et français et qui tolère qu'il coule à flots est un menteur.

Notre deuxième ennemi, ce sont les revues immorales. Viennent en troisième lieu les violateurs de la loi du dimanche; il n'y a pas une province au Canada où cette loi soit violée plus qu'au Québec. Nous battons le record des accidents du dimanche parce que, dans la province, on peut boire le dimanche. Notre quatrième ennemi? Ceux qui vendent nos ressources naturelles pour un plat de lentilles: nous sommes en train de devenir les valets de Washington, notre politique est dictée par les trusts étrangers. À quoi sert l'autonomie législative, fiscale, si nous n'avons pas l'autonomie économique? Cinquième ennemi: ceux qui exploitent pour des fins politiques l'autonomie provinciale. Le premier ministre dit: "faites l'union sacrée; votez pour nous".

M. Marcotte (Roberval): Ça va se faire aussi.

M. Lafrance (Richmond): Pour le premier ministre, il n'y a que les votes qui comptent. Plutôt que d'exploiter ce que j'ai de plus sacré pour me faire élire, je préférerais me faire battre.

Je ne veux pas agiter le drapeau et le goupillon. Quand on le fait, c'est du racisme, de l'électoratisme.

L'Union nationale prétend que ses administrés sont les plus heureux de la Confédération. Ce n'est certainement pas le cas des cultivateurs. Bien que le gouvernement prétende que les cultivateurs et les ouvriers du Québec jouissent d'une grande prospérité, leur condition de vie est inférieure à celle qui existe dans les autres provinces. En 1953, les revenus des fermiers ont diminué de \$43,000,000 et, bien que les chiffres officiels n'aient pas encore été publiés, on sait pertinemment que la

perte de revenus a été encore plus grande l'an dernier. En 1935, la valeur des fermes du Québec était à peu près égale à celle des fermes de l'Ontario mais, depuis, la situation s'est détériorée sérieusement. Cette valeur n'est plus dans le Québec que de \$72 l'acre, alors qu'elle est de \$92 en Ontario.

Le gouvernement parle beaucoup de son crédit agricole, mais le crédit agricole fédéral n'en est pas moins plus employé dans le Québec que le crédit agricole provincial. Par exemple, en 1952, le fédéral a prêté davantage aux cultivateurs de notre province que le gouvernement du Québec lui-même. Il y eut, cette année-là, 6,049 prêts fédéraux pour un montant global de \$7,128,160 contre 2,251 prêts provinciaux au montant de \$7,023,050.

En réalité, le gouvernement du Québec consacre d'ailleurs une plus petite portion de ses revenus à l'assistance aux cultivateurs que le gouvernement libéral au cours des années de guerre. La part du budget provincial consacrée à l'agriculture n'est aujourd'hui que de 5.36 % alors qu'elle était de 8.9 % au temps des libéraux. Le gouvernement aime à se vanter de sa législation agricole. Celle-ci n'est qu'une législation de façade.

La politique de soutien des prix du fédéral a aidé grandement les cultivateurs de chez nous et contribué à sauver l'agriculture dans la province, souligne-t-il. Mais l'aide aux fils de cultivateurs n'a pas été augmentée depuis des années et trop d'agriculteurs sont dans l'obligation d'hypothéquer leurs terres. Les fermiers du Québec font face à une crise; dans mon comté, 400 fermes ont été abandonnées.

Il aborde la question des lois ouvrières.

M. l'Orateur signifie au député de Richmond (M. Lafrance) que son temps est à peu près écoulé.

M. Lafrance (Richmond) critique les bills 19 et 20⁴ et les bas salaires payés aux fonctionnaires de la province. Les salariés, dit-il, s'en souviendront lorsque viendront les élections générales.

M. Savard (Québec-Ouest) adresse les compliments d'usage à l'Orateur de la Chambre. Il félicite aussi les proposeur et second de l'adresse, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet) et le député de Montréal-Laurier (M. Gagné). La pondération du député de Laurier en Chambre, dit-il, devrait être imitée par ses électeurs en temps d'élections.

Je m'en voudrais, puisqu'on a parlé hier des décorations décernées à certains ministres, de ne pas souligner le titre de "père honoraire" ou "père *honoris causa*" qui a échu à l'un d'eux⁵. Voilà notre premier ministre devenu "père *Honoris causa*"! C'est beau, mais peut-être est-ce le présage d'une retraite prochaine? Généralement, ces titres sont accordés pour des raisons spéciales ou à certaines conditions. À la Trappe, on exige le silence, la pauvreté, le détachement des biens de ce monde, l'obéissance. Je ne sache pas que le premier ministre ait rempli ces conditions. Peut-être alors est-ce un programme qu'on lui trace?

Avant de nous quitter, il devrait, lui "père honoraire", tâcher d'inculquer ces vertus à ses députés. Pour ce qui est du silence, seuls ceux qui entourent le titulaire l'observent depuis longtemps, et avant que ce même titulaire ne prononce ses vœux perpétuels et qu'il prenne sa retraite, j'espère qu'il convaincra ses partisans de se désintéresser un peu des biens de ce monde, afin de donner à la province une administration plus économique. J'espère aussi qu'il convaincra tous les députés de l'Union nationale, au chapitre des vœux d'obéissance, d'obéir aux règlements de la Chambre.

Je veux traiter de certains problèmes intéressant plus spécialement la ville de Québec et mon comté, dit-il, mais auparavant, je veux relever certaines observations faites par le premier ministre dans son premier discours de la session. Le premier ministre a déclaré qu'il était heureux de constater que les relations entre le fédéral et le provincial sont moins tendues et que l'atmosphère semble plus favorable à la solution des problèmes fiscaux.

La tension durait depuis 10 ans, par suite de l'attitude du premier ministre du Québec qui ne cessait de dénoncer le gouvernement central sans jamais ne rien proposer. Ce n'est que dernièrement que la tension a diminué après un discours de M. Saint-Laurent au Club de Réforme, le 4 septembre, et qui a surpris les autorités provinciales.

Ce discours fit beaucoup de bruit et, quelques jours après, les journaux nous apprirent que le premier ministre du Québec avait communiqué par téléphone avec le chef du gouvernement du Canada pour demander une rencontre entre les deux autorités.

C'est cette rencontre qui a permis de réduire la tension. Le premier ministre est au pouvoir depuis 1945, et l'appel téléphonique du premier ministre de Québec au chef du gouvernement d'Ottawa aurait pu être fait bien avant, dès 1945, ce qui aurait permis de régler bien avant les problèmes qui nous

préoccupent. Je suis heureux de noter qu'il règne maintenant une atmosphère amicale entre les autorités d'Ottawa et de Québec. Il (M. Savard) en donne le crédit au premier ministre.

Dans son discours, le premier ministre a nié que la province de Québec ait perdu des centaines de millions, faute de signer une entente. Le premier ministre a dit que la province n'avait pas perdu ces millions, mais qu'elle en avait été privée. Je ne vois pas beaucoup de différence entre le mot "privé" de revenus et "perte" de revenus. Dans les deux cas, il y a une chose qui est arrivée. Québec a laissé passer à sa portée des sommes formidables qui sont allées aux autres provinces du Canada, des sommes qui auraient pu servir à notre province et n'auraient pas permis à une province voisine d'accumuler un capital qui a déjà permis de prendre de l'avance sur nous.

Si jamais un jour la question est réglée et qu'un règlement définitif de la question fiscale est conclu, la province de Québec commencera à zéro, alors que la province voisine aura bénéficié de montants énormes qui lui auront permis de solidifier son économie. Les autres provinces continueront ainsi leur route avec les millions accumulés auparavant.

Le premier ministre a retardé expressément un règlement des problèmes fiscaux entre le fédéral et le provincial pour faciliter ses propres ambitions politiques. La population croit que le premier ministre ne veut pas régler la question pour la garder comme argument électoral. Le premier ministre perd du temps et il veut que le sujet demeure actuel aussi longtemps qu'il le désire.

Les agissements du premier ministre à la conférence du mois d'octobre prouvent que le gouvernement du Québec ne veut pas obtenir de solution au problème; autrement, la province de Québec aurait présenté un plan concret. Le pacte confédératif n'est pas parfait, mais, de grâce, qu'on essaie de l'améliorer et qu'on cesse d'attaquer le fédéral pour qu'on ne pense pas à l'administration provinciale.

Dans le domaine de l'instruction publique, le premier ministre déclarait hier que nous avons le meilleur système de tout le Canada. Et, drôle de coïncidence, *L'Action catholique* d'hier publiait une nouvelle à l'effet que le Conseil général de la Fédération des instituteurs et des institutrices du diocèse de Québec déplorait la pénurie d'instituteurs et d'institutrices qualifiés dans notre province, et cela, à cause du désintéressement qu'auraient les instituteurs qualifiés de continuer leur carrière, parce que les salaires payés sont insuffisants pour leur

permettre de vivre. Je ne crois pas que le système scolaire de la province de Québec soit le meilleur de tout le Canada, comme l'a dit le premier ministre.

Autrement, comment expliquer le désintéressement des jeunes qui ne veulent plus entrer dans l'enseignement à cause des bas salaires qu'on y paie? Les commissions scolaires, à cause de leurs dettes qui augmentent sans cesse, n'ont pas le moyen de payer des salaires convenables. Le gouvernement peut se vanter de construire des écoles, mais chaque fois qu'une école est construite, les dettes de la commission scolaire augmentent et le taux des taxes doit nécessairement suivre le même cours. Les pères de famille sont aux prises avec des difficultés parce que la gratuité des livres a été abolie, ce qui leur fait déboursier de \$40 à \$50 par enfant à chaque rentrée des classes.

Quant au développement de l'Ungava, le premier ministre a oublié de dire combien de personnes y gagnent leur vie, à 300 milles de toute civilisation, obligés qu'ils sont de tout faire venir de l'extérieur.

À propos de la voirie du Québec, j'admets avec le premier ministre que les municipalités de l'Ontario paient une partie des frais de construction, mais il ne faut pas oublier que le gouvernement ontarien paie chaque année des octrois statutaires aux villes et municipalités.

Comme il n'y a pas dans mon comté et dans la ville de Québec de problèmes d'agriculture et de colonisation, je parlerai maintenant des questions qui intéressent la ville de Québec et particulièrement de la voirie et des travaux publics.

Ceux qui voyagent en automobile ou en autobus, sur le circuit du pont de Québec, savent que le gouvernement provincial a fait faire le tracé d'un réseau routier dont une partie seulement a été exécutée avant la dernière élection, car on sait que nous avons dans Québec une politique de voirie essentiellement électorale, et que le ministre de la Voirie ne reçoit l'autorisation de faire des routes importantes qu'une fois tous les quatre ans, afin de jeter de la poudre aux yeux des électeurs. C'est une politique de négligence et d'opportunisme.

C'est ce qui s'est passé dans la région du pont de Québec, où une partie seulement des routes nécessaires au trafic moderne a été faite. On a laissé de côté l'embranchement qui va du rond-point vers le nord, en direction de la route de Montréal et du centre industriel de Saint-Malo, alors qu'il ne reste à peine qu'un mille de chemin à terminer pour atteindre la route de Montréal. Comme conséquence, les voyageurs qui doivent aller prendre la route no 2,

doivent passer par la Suète avec tous les risques que cela comporte. Le trafic lourd doit passer sur le boulevard Laurier, le chemin Saint-Louis, la Grande-Allée, la rue Holland, l'avenue Belvédère et même la rue d'Auteuil, pour atteindre la basse-ville, avec tous les inconvénients que cela comporte pour les résidents.

On a vu ce printemps les effets de ce trafic lourd sur le boulevard et la Grande-Allée. Toute une section du boulevard a été détruite dans la ville de Sillery, au point que les automobilistes devaient délaissier cette artère pour passer par la rue Saint-Cyrille, dans la ville de Québec, pour ne pas démolir leur voiture. Il en résulte aussi une diminution de la valeur des propriétés le long de ces artères.

Le gouvernement devrait mieux payer les employés civils qui sont les moins rémunérés de toutes les administrations canadiennes. Des centaines d'entre eux n'arrivent pas à boucler leur budget. J'ai soulevé cette question au cours de la dernière session et on a répondu à côté, en disant que les employés sont bien traités, qu'ils ont de l'assurance et des congés payés. Ce n'est pas avec cela qu'ils boucleront leur budget et qu'ils feront honneur à leurs obligations. Les autorités provinciales pourraient faire mieux puisqu'elles ont eu \$1,421,395,867 à dépenser de 1945 à 1954, soit en neuf ans, tout en percevant plus de \$325,000,000 par année.

Chez nous, le grand ennemi à abattre, c'est le taudis dans lequel vit une partie importante de la classe ouvrière. Mais le gouvernement ne collabore pas avec le fédéral pour régler le problème du logement. La collaboration de l'Ontario, d'Ottawa et de Toronto a valu aux ouvriers de Toronto des logis confortables à \$45 par mois.

Le gouvernement provincial, grand propriétaire et grand locataire à Québec, néglige de remplir ses devoirs envers la Vieille Capitale qui manque de revenus. On sait que le gouvernement fédéral paie un fort montant chaque année pour compenser la ville d'Ottawa de la perte de revenus causée par la loi qui défend de taxer les propriétés du gouvernement.

La province d'Ontario paie également à la ville de Toronto une somme considérable dans le même but. On comprend là-bas, dans les provinces où la bonne administration passe avant l'intérêt du parti, que les gouvernements doivent apporter leur part des charges publiques, au même titre que les contribuables ordinaires. Que le gouvernement provincial fasse comme Ottawa et la province d'Ontario.

Le gouvernement fait la sourde oreille et laisse la ville de Québec se débattre dans des difficultés financières causées par le manque de revenus. Pourtant, le gouvernement possède dans notre ville pour près de \$13,000,000 de propriétés et il paie chaque année des loyers dont le total atteint \$300,000. La province de Québec est donc l'un des plus grands propriétaires de la ville de Québec, sa capitale, et ce sont les citoyens ordinaires, petits comme riches, qui doivent supporter la part du fardeau qui reviendrait de droit à la province de Québec et à son gouvernement.

Là où le gouvernement est propriétaire, il ne paie pas de taxe foncière. Là où il est locataire, il ne paie pas de taxe d'affaires. Le citoyen moyen paie environ 4 % de taxes municipales et scolaires annuellement. Si les autorités provinciales devaient payer l'impôt foncier comme de simples propriétaires, il leur faudrait verser chaque année à la ville de Québec une somme de \$525,000, soit environ ce qui est nécessaire au conseil de ville pour boucler son budget.

La ville de Québec serait sauvée, au point de vue financier, si seulement le gouvernement provincial voulait traiter sa capitale comme il traite ses amis politiques. On ne sait pas, dans le public, que la province paie, par exemple, un loyer de \$50,000 par an pour une partie seulement d'un édifice qui est évalué par la ville à \$116,000. Il demande donc au gouvernement de mieux payer les employés civils, de faire l'impossible pour les loger convenablement, avec tous les autres salariés de la province, de faire davantage pour la construction d'habitations et la suppression des taudis. Qu'il augmente, dit-il, les salaires des employés civils pour qu'ils puissent faire face à leurs obligations et qu'il collabore avec les autres autorités pour favoriser la construction de nombreux logements, dans une ville qui se développe sans cesse. Il faudrait construire un autre édifice parlementaire, tout à fait moderne, sur la Grande-Allée, pour loger des bureaux administratifs.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Poulin (Beauce) précise qu'il veut relever certaines déclarations de l'opposition libérale. Les

électeurs du Québec ont le droit de connaître la vérité vraie et je me fais un devoir de la leur dire. À entendre le député de Richmond (M. Lafrance), il ne s'est rien fait. Il a déclaré que, dans le Québec, il n'y a pas plus d'écoles que dans le temps des libéraux, qu'il n'y a pas d'hôpitaux, pas de chemins, pas de ponts, pas d'octrois aux fils de cultivateurs, que le crédit agricole du fédéral est meilleur que le provincial, que dans l'Ontario c'est mieux que dans le Québec, etc., etc.

M. Lafrance (Richmond) proteste contre cette assertion et soutient que le député de Beauce (M. Poulin) fausse ses paroles. J'ai dit, déclare-t-il, que le gouvernement fédéral avait prêté davantage.

M. Poulin (Beauce): La politique d'Ottawa consiste à prêter principalement aux agriculteurs importants, alors que les petits fermiers ne sont pas capables d'obtenir un prêt du fédéral. La politique du gouvernement provincial a permis de porter secours à des milliers de fermiers qui, autrement, auraient été forcés de quitter leur ferme.

Il est peut-être vrai que les revenus de l'Ontario sont un peu plus élevés que dans le Québec, mais ce qu'a oublié de dire le député libéral de Richmond, c'est que, dans l'Ontario, les contribuables, les cultivateurs paient quatre fois plus de taxes que dans le Québec. Dans l'Ontario, l'électrification rurale est moins avancée qu'ici. Dans le Québec, grâce à la loi passée par le gouvernement de l'Union nationale, presque toutes les fermes sont maintenant électrifiées. Dans mon comté de Beauce, tous les rangs de toutes les paroisses sont électrifiés.

En plus, dans l'Ontario ce sont les citoyens et les cultivateurs qui sont obligés de payer pour l'entretien de leurs chemins, tandis que, dans le Québec, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui le fait. Je demanderais à l'opposition de s'ouvrir les yeux. Toutes les personnes de bonne foi sont obligées d'admettre que les améliorations faites par l'Union nationale crèvent les yeux, comparativement à ce que faisait le Parti libéral alors qu'il était au pouvoir. Je sais qu'un grand nombre de libéraux savent ce qui se passe, mais la consigne a été donnée de ne rien voir.

La question éducative est très importante et le gouvernement y a apporté une attention spéciale. L'Union nationale a construit, depuis son avènement au pouvoir, en 1944, 2,700 nouvelles écoles, pour chacune desquelles le gouvernement a accordé de très généreuses subventions. De ce fait, les commissions scolaires ont été dotées de plus de

10,000 classes nouvelles. Le gouvernement a aidé les municipalités, les universités; il a construit de nombreuses écoles techniques et il a accordé un nombre incalculable de bourses d'études.

Le gouvernement de l'Union nationale accorde en plus de très nombreuses bourses, et ce, sans aucune considération politique, contrairement à ce qui se passait du temps des libéraux. Dans ce temps-là, il n'y avait que quelques bourses d'accordées et encore, pour les obtenir, il fallait être libéral; c'est comme cela que ça se passait du temps de ces bons libéraux, et ceci, je pourrai le prouver n'importe quand, car j'en ai moi-même souffert dans ma propre famille. Les institutrices gagnaient autrefois de \$125 à \$150 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): \$75 et \$80.

M. Poulin (Beauce): Maintenant elles gagnent généralement au moins \$1,000. Tous les gens de bonne foi savent aussi que le gouvernement de l'Union nationale a payé, en 1946 et 1947, toutes les dettes des commissions scolaires, au coût d'au-delà de \$100,000,000. C'est l'honorable chef de l'opposition, qui a déclaré hier que les écoles existaient avant l'Union nationale, c'est vrai; mais ce qui est vrai aussi, c'est que presque toutes les écoles tombaient en ruines du temps des libéraux.

Présentement, dans la Beauce, on a construit un magnifique séminaire classique à Saint-Georges de Beauce, grâce à une subvention de plusieurs cents mille dollars accordée par le gouvernement de l'Union nationale. En plus d'un séminaire, et seulement depuis que je suis représentant de la Beauce, pour lequel le gouvernement a été généreux, 10 collèges ont été construits, 12 couvents, trois écoles de garçons, quatre couvents agrandis et 67^e écoles de rang ont été construites, grâce aux subventions généreuses accordées par le gouvernement.

Tout le monde sait qu'actuellement, le fédéral retire \$0.77 dans la piastre de toutes les taxes perçues dans la province, laissant seulement \$0.23 dans la piastre aux gouvernements provincial, municipal et scolaire. Je vous le demande, M. l'Orateur, le gouvernement peut-il faire davantage avec de si faibles revenus? À ceux qui voudraient se faire passer pour les grands défenseurs du peuple, je leur demande de demander à leurs amis d'Ottawa de laisser plus de revenus à Québec, afin que notre gouvernement puisse aider encore davantage aux commissions scolaires et dans tous les autres domaines. Un ancien libéral m'a dit que les libéraux

ne voulaient pas encourager l'instruction dans le peuple et construire des écoles, parce qu'il était plus facile de conduire des ignorants. Ceci est tout simplement honteux et dégradant. Je demande au premier ministre et au gouvernement de faire encore davantage, si possible, pour pousser l'éducation.

Je suis de ceux qui ont travaillé pour le prêt agricole. Le prêt provincial a sauvé énormément de cultivateurs de la province de Québec. Qui a doté la province du crédit agricole? Toujours l'Union nationale. Vous, messieurs les libéraux, vous avez toujours été contre le crédit agricole du Québec. Tous les cultivateurs s'en rappellent; vous étiez pour le prêt fédéral qui ne prêtait qu'aux riches et aux cultivateurs qui pouvaient facilement s'en passer.

Qui a donné l'électrification rurale à notre classe agricole? Toujours le gouvernement de l'Union nationale. Tous les rangs de toutes les paroisses de la Beauce sont depuis longtemps électrifiés.

Qui a passé une loi pour empêcher l'entrée dans la province de la margarine, aidant ainsi considérablement notre industrie laitière? Encore l'Union nationale. Vous autres, messieurs les libéraux, vous avez tous voté pour la margarine.

Qui a amélioré la voirie municipale? Toujours l'Union nationale. Qui accorde des subventions pour l'emploi de bulldozers sur les fermes? Encore l'Union nationale.

Qui s'occupe de façon particulière du drainage des terres? Qui aide encore davantage par l'octroi de \$300 accordé aux fils de cultivateurs? Toujours le même gouvernement.

Je remercie le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) d'avoir si bien aidé nos cultivateurs. Il aide la classe agricole dans tous les domaines et par tous les moyens possibles. Je sais que le gouvernement aide beaucoup aux cultivateurs, mais je demande à l'honorable premier ministre, à l'honorable ministre de l'Agriculture et à tous les autres ministres de faire encore davantage, si c'est possible, pour la classe agricole.

Il (M. Poulin) demande à l'opposition d'intervenir auprès de leurs amis d'Ottawa pour que le gouvernement fédéral continue à aider les cultivateurs du Québec dans l'échange des seaux à sève d'érable. Autrefois, les cultivateurs qui voulaient échanger leurs seaux à sève payaient 33⅓ %. Aujourd'hui, le gouvernement provincial paie encore 33⅓ %, mais le gouvernement fédéral ne veut plus payer sa part, de sorte que le cultivateur est obligé de payer 66⅔ %. Mais comment se fait-il donc que le gouvernement fédéral a accordé encore

cette année \$10,000,000 aux producteurs de blé de l'Ouest et ne veut même pas aider les cultivateurs du Québec dans l'échange de leurs seaux à sève?

Depuis que je suis député de Beauce, le gouvernement de l'Union nationale a consenti à faire quatre échanges de terrains dans la Beauce avec les compagnies; ces lots ont été donnés et se donnent encore seulement à des bons colons, aux fils de cultivateurs, ce qui, de ce fait, a empêché un grand nombre d'aller s'expatrier au loin et donner l'avantage de s'établir près de chez eux.

Le département de la Colonisation, grâce à son distingué ministre, a fait énormément pour améliorer la voirie municipale et tous les chemins de colonisation. Le même département accorde de généreux octrois pour le défrichement, le labour, la construction de maisons et granges-étables et que sais-je encore. Enfin, le département de la Colonisation accorde des primes à nos valeureux colons qui ont droit à notre soutien, et le gouvernement les aide de mille façons, en particulier par de généreux octrois qui ne s'accordaient pas du temps de nos amis d'en face.

Contrairement à ce qui se faisait du temps des libéraux, le gouvernement de l'Union nationale n'a rien négligé pour aider notre classe ouvrière. Cependant, comme il s'agit d'une question très délicate, je laisse à d'autres, mieux qualifiés que moi, le soin de traiter cette délicate question. Qu'il me suffise cependant de vous dire que, depuis l'avènement au pouvoir de l'Union nationale, nos ouvriers du Québec ont obtenu \$1,000,000,000 d'augmentations de salaires par année.

Qui a contribué à la construction d'une centaine d'hôpitaux et sanatoriums, si ce n'est le gouvernement de l'Union nationale. Au-delà de 16,000 nouveaux lits d'hôpitaux ont été mis à la disposition des malades, et le département continue. Qui a déchargé nos municipalités de la trop lourde charge des aliénés? Qui a baissé de 33 % à 15 % la contribution des municipalités rurales aux frais de l'assistance publique? Toujours l'Union nationale. Qui a pris totalement à sa charge les sanatoriums et les soins à donner aux tuberculeux? Toujours l'Union nationale.

Seulement dans la Beauce, un hôpital a été agrandi, celui de Beauceville, et un hôpital neuf a été construit à Saint-Georges de Beauce, grâce encore à l'aide très généreuse accordée par le même gouvernement. Je me dois de remercier bien sincèrement l'honorable premier ministre et l'honorable ministre de la Santé pour ces importantes améliorations apportées à mon comté.

Les libéraux essaient de poser aujourd'hui en apôtres sociaux, mais qui donc a donné le premier chèque de pension à nos vieux et à nos vieilles du Québec? Toujours l'Union nationale. Tout le monde se rappelle que le gouvernement libéral a toujours refusé de donner des pensions à nos vieux et à nos vieilles, en disant qu'il ne voulait pas les gaspiller. Qui donc a donné les allocations aux mères nécessiteuses, encore le même gouvernement. Qui donc, à la dernière session, a accordé une pension à nos pauvres infirmes? Ce n'est certes pas le Parti libéral car il s'est toujours montré contre ces pensions.

En prenant le pouvoir en 1936, le gouvernement de l'Union nationale, tout le monde s'en rappelle, a accordé les pensions aux vieux et aux mères nécessiteuses et, en 1939, lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir, aussitôt ils se sont empressés de réduire considérablement ces pensions qui n'étaient pourtant que de \$30 par mois. C'est encore l'Union nationale qui, en reprenant le pouvoir en 1944, s'est empressée de les augmenter.

D'après les libéraux, l'Union nationale n'aurait qu'une politique électorale de voirie. Ils ne feront certainement pas croire ces choses à mes électeurs de Beauce, car ils savent tous qu'après les élections, comme avant, c'est toujours la même politique progressive, et je demande de nouveau aux libéraux de s'ouvrir les yeux, car dans la voirie, sous l'Union nationale, il s'est fait presque des miracles, tellement les routes ont été considérablement améliorées.

Les cultivateurs savent tous dans quel état était la voirie municipale lorsque le Parti libéral a été chassé du pouvoir, parce que le Parti libéral ne voulait pas s'en occuper. Ils savent aussi que des subventions généreuses sont maintenant accordées pour entretien des chemins d'hiver, même à la campagne⁷, chose qui ne se faisait pas du temps des libéraux.

Bref, la voirie a été tellement transformée et améliorée, depuis l'avènement au pouvoir de l'Union nationale, que les gens qui ne sont pas revenus dans le comté depuis quelques années ont de la difficulté à se reconnaître tellement la voirie est transformée. Nos routes ont été améliorées à tel point que les étrangers ont peine à s'y reconnaître. Les libéraux ne faisaient des chemins qu'à la veille des élections, et encore, mesquinaient-ils sur la dépense.

Que dire maintenant des ponts? Tout le monde se rappelle encore quelle était la situation des municipalités au temps des libéraux, car ces municipalités ne recevaient pas d'aide du Parti

libéral. Aujourd'hui ce n'est pas du tout la même chose, parce que presque tous les ponts sont refaits à 100 % aux frais du gouvernement de l'Union nationale.

Je m'aperçois que le temps passe et je ne veux pas être plus long. Je voudrais cependant profiter de l'occasion pour remercier bien sincèrement l'honorable premier ministre, le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Voirie et tous les autres ministres pour les grands biens qu'ils ont faits à la population du Québec et plus particulièrement aux électeurs de mon beau comté de Beauce que j'ai l'honneur de représenter. Je demande cependant à l'honorable premier ministre et à tous ses ministres, si c'est possible, de faire encore davantage pour la classe agricole et pour toutes les autres classes de la société.

En terminant, je veux assurer le premier ministre que la très grande majorité de mes électeurs ont les yeux tournés vers lui, et je suis convaincu que tous demandent à la divine Providence de lui conserver la santé, afin qu'il puisse continuer à les défendre, à les protéger et à les aider comme il le fait si généreusement depuis plusieurs années. Dans toute la province comme dans la Beauce, la population a mis toute sa confiance dans le gouvernement actuel. Je puis en dernier lieu l'assurer, de la part de mes électeurs, que, l'an prochain, il sera de nouveau réélu avec une plus grande majorité.

M. Ross (Montréal-Verdun) offre ses félicitations et fait les compliments d'usage. Il parlera, annonce-t-il, de questions fiscales, de législation sociale, de problèmes municipaux et, enfin, entrera dans le domaine juridique.

Il demande la suppression de la taxe sur les repas à 60 sous. Avec les coûts élevés de la vie de nos jours, un repas à 60 sous, dit-il, est loin d'être un luxe, et cette taxe frappe aujourd'hui à peu près tout le monde. La Chambre de commerce, dans son mémoire à la commission Tremblay, en demande la révision.

Il veut aussi la suppression de la taxe sur l'huile à chauffage. Le gouvernement a déjà, dit-il, supprimé la taxe sur le bois de chauffage et le charbon; aujourd'hui que l'on se chauffe de plus en plus à l'huile, la suppression de cette taxe, qui affecte particulièrement les familles nombreuses et les classes moyennes laborieuses, s'impose à son tour. Pour les mêmes raisons, il demande que l'on enlève également la taxe sur les médicaments brevetés. Ce n'est pas un luxe, dit-il, que de se soigner. Depuis 10 ans, rappelle-t-il, il demande ces réformes et se

déclare heureux de voir que le Parti libéral en a inscrit quelques-unes à son programme. J'espère, dit-il, que le gouvernement voudra lui aussi les prendre en considération.

Il demande ensuite que le gouvernement affecte une partie équitable de l'impôt sur l'essence aux municipalités. Les autorités provinciales vont récolter plus de \$59,000,000 sur la taxe de 13 cents le gallon, appliquée sur l'essence, cette année. Les grandes municipalités comme Montréal peuvent utiliser ces sources de revenus supplémentaires pour entretenir les routes dans les limites de la ville. Les coûts de ces travaux ne devraient pas seulement être assumés par les municipalités, parce que tout le monde jouit des avantages qu'entraînent ces améliorations. Les municipalités entretiennent de nombreuses rues qui ne sont pas seulement pour leurs contribuables, mais dont profite tout le monde. Le mémoire de la Chambre de commerce présenté à la commission Tremblay l'a également demandé.

Nous avons déjà les pensions de vieillesse, l'assistance aux mères nécessiteuses, la pension aux aveugles et les allocations aux invalides. Il demande que le gouvernement institue les allocations de maternité, que ces allocations soient prénatales et qu'une fois l'enfant né, le gouvernement continue à s'occuper de la nouvelle mère. Ces allocations, dit-il, existent dans l'Alberta.

Il demande au gouvernement de supprimer la pétition de droit qui force celui qui veut poursuivre le gouvernement à lui en demander la permission. Il demande également l'institution d'un tribunal des relations familiales ou domestiques. Actuellement, dit-il, aucun tribunal ne peut remplir cet office. Plus de 50 % des causes devant les cours municipales sont de caractère familial.

M. Marquis (Québec-Est) rend hommage à l'Orateur selon l'usage et lui souhaite un siège plus stable que celui qu'il occupe actuellement⁸. Il félicite le proposeur et le second de l'adresse, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet) et le député de Montréal-Laurier (M. Gagné), pour leur panégyrique de l'Union nationale. Ils ont hyperbolisé, dit-il, les qualités de leur parti tout en passant sous silence les erreurs de l'Union nationale. Il félicite aussi le nouveau député de Westmount (M. Hyde) pour avoir conservé à la province le dépôt de son adversaire, diminuant d'autant le déficit du gouvernement pour l'année courante⁹.

L'argument de l'Union nationale est qu'il n'y avait rien dans la province avant l'Union nationale. Cet argument ne tient pas, dit-il, parce que le chef de

l'opposition a démontré par des chiffres qu'il y avait autant d'écoles sous les libéraux que depuis l'arrivée du gouvernement actuel et les salaires des institutrices se comparaient aussi proportionnellement à ceux d'aujourd'hui. Sous le gouvernement conservateur de M. Flynn¹⁰, le salaire des institutrices n'était que de \$60 par année.

La loi défendant la vente et la fabrication de la margarine dans la province n'est qu'une loi de façade. On trouve de la margarine partout dans les paroisses, ce qui faisait dire récemment à un certain M. Carlyle qu'il se vend 8,000,000 de livres de cette denrée dans le Québec chaque année. Il s'en vend partout.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Même dans les pharmacies?

M. Marquis (Québec-Est): Peut-être, mais pas chez nous¹¹. Les libéraux ont voté contre la loi de la margarine parce qu'elle n'est pas applicable ni appliquée.

La tournée politique du chef de l'opposition dans le Québec a prouvé qu'il y a quelque chose de changé et que le peuple sort de sa léthargie parce que le chloroforme publicitaire de l'Union nationale n'agit plus sur lui. Après le réveil urbain de 1952, on constate le réveil rural. Le peuple réalise dans quelle situation l'Union nationale l'a placé. La province de Québec n'occupe plus la place qu'elle devrait occuper. Le revenu des pêcheries diminue; la valeur des terres y diminue également, comparativement à l'Ontario.

Comment se fait-il, si nous avons tellement, que notre province soit au rang des provinces pauvres? Onze ans d'administration d'Union nationale nous ont valu: des salaires inférieurs, une taxation plus élevée, une industrialisation au ralenti, une agriculture qui périclité avec une colonisation qui ne colonise pas, une législation ouvrière inadéquate. À une époque de prospérité inconnue jusqu'ici en Amérique du Nord, la province de Québec n'occupe pas la place qu'elle devrait avoir dans la Confédération.

J'approuve ce journal qui a déclaré que le discours du trône n'est que vantardise et sabotage. Vantardise de dire que nous avons 12,000 industries nouvelles, que la dette réelle du Québec est de \$285,000,000 alors qu'on devrait mentionner \$587,000,000. Sabotage que d'avoir administré la province de façon à faire fuir vers l'Ontario les bureaux-chefs et des industries entières. En ajoutant le dernier déficit de \$21,000,000, la dette provinciale est de \$608,000,000.

Comment se fait-il qu'avec les établissements industriels nouveaux dont parle le gouvernement, notre province compte plus de chômeurs que toute autre province proportionnellement à la population? Je considère qu'il doit être possible aux autorités provinciales de coopérer avec Ottawa pour améliorer la situation.

Dans la ville de Québec, le chômage est considérable. Quelles industries nouvelles avons-nous dans la ville de Québec pour absorber les milliers de bras qui demandent du travail? La principale industrie du comté est l'Anglo-Canadian Pulp qui existait avant l'Union nationale; elle date de 1927. Il ne reste que deux gros employeurs à Québec, soit le gouvernement et la Commission des liqueurs qui paient des salaires trop bas, inférieurs à tous ceux de l'industrie et du commerce. Il serait facile de les augmenter en faisant disparaître des listes de paie les parasites qui y sont inscrits.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) déclarait récemment que les plus hauts salaires payés chez nous le sont dans l'amiante, l'aluminium et le papier. Ce sont trois industries qui ont été établies sous les régimes libéraux. Le ministre a dit, ce soir-là, qu'actuellement, sous certains rapports, la province d'Ontario était en avant du Québec, mais que, dans 10 ans, Québec aura dépassé sa voisine. J'admets ce point de vue, car dans 10 ans, ça fera neuf ans que l'Union nationale aura perdu le pouvoir.

À la fin de la dernière session, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) disait que si les salaires sont plus bas dans le Québec, c'est parce que l'Ontario a de l'industrie lourde. Mais à qui la faute si nous n'en avons pas dans le Québec? À l'Union nationale qui est au pouvoir depuis 11 ans.

La province de Québec si riche en cerveaux, en ouvriers, en richesses naturelles, qu'elle doit être considérée comme une province pauvre après l'offre de \$40,000,000 du fédéral, offre faite dans des conditions semblables à celles qui ont marqué les propositions aux provinces pauvres.

Le peuple réalise cette situation aujourd'hui. C'est pourquoi nous assistons à ce réveil de l'opinion populaire. Notre population n'acceptera pas, en 1956, le même cataplasme électoral, quelque doré qu'il pourrait être. Elle réclame des lois sociales que l'Union nationale ne veut pas lui donner.

Il (M. Marquis) recommande que la province de Québec participe au projet national d'assurance-santé. La population de la province a réellement besoin d'un tel projet. C'est un fait reconnu que

l'hospitalisation n'est pas accessible à la majorité de la population de chez nous. Nous devons nous souvenir que, même en ces temps de prospérité, 80 % de nos gens sont incapables de payer leurs notes d'hôpital. Le premier ministre a dit pourtant que l'assurance-santé n'était pas nécessaire et que l'assistance publique était suffisante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que, dans la province de Québec, nous avons un système particulier, des prérogatives que nous tenons à garder. Comme il est dit dans le discours du trône, nous sommes prêts à accepter les suggestions les meilleures à la condition que les droits de la province soient sauvegardés.

M. Marquis (Québec-Est): L'assistance publique, c'est une aide aux indigents. Elle n'a pas profité à un grand nombre de Québécois. Je me refuse à croire que 80 % de notre population soit composée d'indigents. Il est pénible de constater que c'est chez nous, dans la province la plus riche, qu'on dit la plus prospère, qu'il y a le plus grand nombre d'assistés. Pourtant, prospérité et indigence s'excluent.

Aujourd'hui il faut payer \$10, \$12, \$15 par journée passée à l'hôpital. Peu de gens de la classe moyenne peuvent le faire. Un problème se pose. En Ontario, on l'a étudié. Au Québec, depuis 10 ans, on a dormi sous l'effet du chloroforme de l'Union nationale.

Il réclame la gratuité des manuels scolaires que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a qualifiée, dit-il, d'épouvantable. Il cite les rapports parus dans les journaux où l'on mentionnait que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) disait qu'il considérait que la distribution gratuite de livres d'école était une grave erreur. Je trouve beaucoup moins épouvantable de fournir des livres aux enfants pour s'instruire que de les payer pour des travaux de voirie qu'ils ne peuvent accomplir. Je n'accepte pas ce principe "qui paie, conduit" dans l'instruction publique de la province. Que le choix des livres soit laissé au comité de l'instruction et que la province paie les factures.

Il seconde le député de Québec-Ouest (M. Savard) au sujet de ce qu'il a dit à propos des employés civils, des chômeurs, de la construction d'habitations. Il émet le vœu que le gouvernement provincial ne refuse pas toujours toutes les offres raisonnables du fédéral.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska)¹²: Je veux prendre la défense des cultivateurs qui n'aiment pas à se faire traiter d'inférieurs à ceux des autres

provinces, comme ils l'ont été par les députés de l'opposition.

Les libéraux ne veulent voir rien de substantiel dans le discours du trône, parce que cela leur rappelle trop les œuvres de l'Union nationale. Pourtant, des prêts se totalisant à \$126,000,000 pour les cultivateurs, c'est quelque chose. Le placement de 22,000 fils de cultivateurs, c'est une œuvre grande et belle. Cela ne se voit pas en Europe.

Les libéraux ont mauvaise grâce de demander que le montant des prêts aux cultivateurs soit augmenté, après avoir tant critiqué le prêt agricole provincial et l'avoir saboté de 1939 à 1944. Dans mon comté, les cultivateurs n'ont pas reçu, jusqu'en 1944, le quart de ce qu'ils ont obtenu depuis. Le député de Richmond (M. Lafrance) prétend que les cultivateurs ne sont pas heureux. Peut-être parce qu'ils l'ont comme député, mais pas autrement. Les cultivateurs qui sont les moins heureux dans la province, ce sont ceux qui sont représentés, en Chambre, par certains députés de l'opposition, entre autres le député de Richmond.

Les produits de la ferme se vendent aussi bien dans Québec que partout ailleurs et même mieux. D'ailleurs, dans toutes les élections partielles, les comtés ruraux ont donné à l'Union nationale d'imposantes majorités. Ces élections ont prouvé que le gouvernement possède encore la confiance de la province et que les cultivateurs, en particulier, sont satisfaits.

Les cultivateurs sont fiers des écoles d'agriculture qui leur ont été données pour former une élite rurale; ils sont fiers de l'électrification rurale qu'ils ont obtenue de l'Union nationale, des magnifiques écoles de village et de rang construites depuis 10 ans et dans lesquelles les enfants trouvent tout le confort moderne. Aucun cultivateur, aucun fils de cultivateur ne se sent humilié d'être cultivateur. Aucune femme de cultivateur ne se sent humiliée d'être de la campagne. Les campagnes, grâce à l'Union nationale, ont maintenant tout le confort des villes.

Des millions ont été dépensés pour la voirie rurale et pour les ponts sans que les municipalités n'aient un sou à payer, alors qu'autrefois, elles devaient aller quémander la pitance que leur donnait le gouvernement.

L'Union nationale n'a pas été fondée avec des restants de partis, mais avec les meilleurs éléments de tous les partis. L'Union nationale rend justice à tout le monde. Et les rouges les plus aveugles sont obligés d'admettre les œuvres de l'Union nationale.

Les libéraux, encore une fois, prétendent qu'il n'y a rien de substantiel dans le discours du trône. Prévoir des centaines de mille piastres pour la construction d'aqueducs et d'égoûts et la protection contre le feu, c'est pourtant quelque chose.

Pour ma part, je suis satisfait de ce qui a été fait dans mon comté. Mes électeurs le sont également et attendent avec impatience le moment de le prouver.

Il y a des péchés de jeunesse assez humiliants à accuser, mais je suis prêt à en accuser un devant la Chambre. Je m'accuse d'avoir été libéral et je le regrette. Ce qui me console, c'est de ne plus l'être aujourd'hui. Autrement, je sentirais en moi-même ce que les libéraux sentent en eux-mêmes.

(Rires et applaudissements à droite)

Les libéraux prétendent que le budget est augmenté parce qu'il va y avoir des élections. C'était l'un de leurs petits trucs à eux, de dépenser à la veille des élections, puis de tout arrêter le lendemain. Mais il n'y a pas de truc avec l'Union nationale. Car le budget augmente chaque année, alors qu'il n'y a des élections que tous les quatre ans.

Ces gens-là ont voulu ruiner l'industrie laitière en faisant entrer la margarine dans la province. Et voilà qu'ils se promènent en disant aux cultivateurs qu'ils sont à plaindre, qu'ils sont pauvres, que leurs revenus sont à la baisse. Ce ne sont sûrement pas eux qui sont en mesure de leur venir en aide, mais bien le gouvernement actuel et son chef, dont l'amour sincère de la classe agricole ne fait aucun doute.

Si l'agriculture était vraiment malade, serait-ce un moyen de la remonter? On ne guérit pas un malade en passant son temps à lui dire qu'il maigrit, qu'il est pâle, qu'il va mourir.

Les cultivateurs sont en bonne santé. Et, s'il est une chose qu'ils n'aiment pas, c'est bien de se faire dire qu'ils sont inférieurs à ceux des autres provinces. Ils espèrent bien pouvoir profiter longtemps de l'expérience du premier ministre, de son cœur, de ses générosités. Il n'y a aucun doute que le premier ministre reviendra au pouvoir avec une majorité encore plus importante aux prochaines élections.

Les libéraux ont tendance à dépeindre le Québec comme une province arriérée, ce qui humilie beaucoup les Québécois. Si les libéraux continuent de promouvoir une telle politique, ils se retrouveront sans l'appui du public aux prochaines élections.

Les libéraux cherchent aussi à empoisonner les ouvriers, à leur faire croire qu'ils sont persécutés, alors qu'ils n'ont jamais été mieux traités

qu'actuellement. Mais tout cela tire à sa fin. Ceux qui ont refusé le prêt agricole, qui ont refusé les mesures sociales et qui ont vendu les intérêts de la province à Ottawa ne reviendront pas nombreux après les prochaines élections.

(Rires à gauche)

Vous pouvez rire maintenant, mais vous allez être moins nombreux à rire après les prochaines élections, pour la simple raison que vous serez moins nombreux à siéger.

(Applaudissements à droite)

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Raymond), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 24 novembre 1956, à la page 1, signale que le chef de l'opposition, M. Georges Lapalme, est absent; "il avait dû quitter précipitamment Québec au début de l'après-midi par suite de la maladie grave de son beau-père, M. Langlois, hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Montréal." Le député de député de Jacques-Cartier (M. Kirkland) a donc assumé la fonction de chef de l'opposition au cours de la séance. Les journaux signalent également que, ce jour-là, la capitale était frappée par une tempête de neige qui a considérablement ralenti la circulation.

2. En droit canonique, le vicaire forain est un prêtre diocésain de rang supérieur désigné par l'évêque, qui lui délègue des responsabilités locales. L'expression évoque un esprit de décentralisation de l'administration.

3. Joseph-Antonin Marquis, député libéral de Québec-Est, était propriétaire d'une pharmacie à Québec.

4. Le député de Richmond fait ici référence à deux lois adoptées en 1938 soit, dans l'ordre, la loi modifiant la loi relative aux salaires des ouvriers, 2 George VI, 1938, chapitre 52, et la loi modifiant la loi des salaires raisonnables, 2 George VI, 1938, chapitre 53.

5. *La Presse* du 24 novembre 1955, à la page 28, nous apprend que le premier ministre Duplessis, alors qu'il visitait la Trappe de Mistassini dans le cadre d'un voyage dans le comté de Roberval en octobre 1955, a été reçu par le père supérieur "qui le gratifia avec quelque humour de l'épithète de père honoraire".

6. *Le Soleil* du 26 novembre 1955, à la page 12, écrit 57 écoles de rang.

7. D'après *Le Devoir* du 26 novembre 1955, à la page 1, M. Poulin aurait dit: "J'admets que le gouvernement devrait faire plus pour la voirie".

8. Le député de Québec-Est fait allusion aux rumeurs voulant que M. Alexandre Taché quitte la politique pour accéder à la magistrature.

9. M. Hyde a été élu député de Westmount-Saint-Georges dans une élection partielle, mais la majorité libérale a diminué au regard de celles obtenues traditionnellement par M. Marler.

10. Edmund James Flynn, premier ministre conservateur du Québec de 1896 à 1897.

11. Voir note 2.

12. D'après *Le Devoir* du 25 novembre 1955, à la page 5, "M. Wilfrid Labbé, ministre d'État dans le cabinet Duplessis, député d'un comté agricole, s'est affirmé hier comme un des meilleurs orateurs de l'Assemblée législative. Plein de ressources, tour à tour sarcastique, sérieux, badin, énergique, il a décrit avec enthousiasme la situation du cultivateur de la province de Québec (...)".

Séance du jeudi 24 novembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisée à payer une pension viagère à M. Pierre-Antoine Avila Dufresne (M. Roche);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Roche);

- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);

- de Me Eugène Poirier, exécuteur testamentaire de la succession de feu Joseph-Aimée Massue, demandant l'adoption d'une loi clarifiant certains termes du testament (M. Roche);

- de Milton Weinstein, demandant l'adoption d'une loi ajoutant à son nom celui de Winston (M. Roche);

- de la ville de La Sarre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lesage);

- de la ville de Chapais, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisée à se porter acquéreur d'un système de distribution d'électricité, la propriété de Opemiska Copper Mines (Québec) Limited (M. Lesage);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Bellemare);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de John Wickenden et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Corporation du pont de Trois-Rivières (M. Bellemare);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de Samuel Berenbaum et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Jewish Convalescent Centre (M. Thibeault);

- de Bright Solveig Nordstrom, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de l'art dentaire (M. Thibeault);

- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Poulin);

- de la corporation municipale de Bernierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- de la corporation des missionnaires du Sacré-Cœur, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Boudreau).

- de Les Services de santé du Québec, demandant l'adoption d'une loi la transformant en société de secours mutuels (M. Boudreau);

- de dame Régina Sauriol et autres, demandant l'adoption d'une loi relative au testament de feu J.-Ulysse Sainte-Marie (M. Boudreau);

- de la Fédération de l'industrie de la construction de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);

- de dame Aldéa Thibeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant les fiduciaires de la succession de feu Paul-Émile Bourret à augmenter le montant de la pension payable à la pétitionnaire (M. Johnson);

- de dame Grace Hastings, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu docteur R. C. Hastings (M. Cloutier);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);

- de la ville de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);

- de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);

- de la ville de Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);

- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- des syndics de la paroisse de Saint-Joseph de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);
- de The Engineers Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi annulant le capital-actions émis par le club (M. Johnson).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de H. J. O'Connell Limited et Mont-Gabriel Resort Limited, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de ville de Mont-Gabriel (M. Blanchard);
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice (Saint-Jean), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- des légataires universels des successions de feu Lactance Bouthillette et de feu Dina Trahan et Julien Gervais, demandant l'adoption d'une loi déclarant Julien Gervais propriétaire absolu de certains immeubles (M. Johnson);
- de Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);
- de Roméo Asselin et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de La Mutuelle-Vie de l'U.C.C. ou La Mutuelle-Vie de l'Union catholique des cultivateurs (M. Johnson);
- de dame Mélanie Desjardins, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à faire donation d'un certain immeuble (M. Caron);
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Félix-de-Valois, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Caron);
- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec inc., demandant l'adoption d'une

loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec (M. Chartrand);

- de la corporation de la paroisse de l'Assomption, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Chartrand);
- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de Gendron Beauchemin et autres, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament olographe de dame Berthe Beauchemin (M. Jeannotte);
- de la corporation municipale de Saint-Gabriel-de-Brandon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale (M. Lavallée);
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);
- du révérend père Marcel Duguay, O.M.I., demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation civile l'Institut des missionnaires Oblats de Marie-Immaculée (M. Dallaire);
- de la ville de Bourlamaque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dallaire);
- de la cité d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de la ville de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bousquet);
- de Tunnel Champlain inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Langlais);
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice la constituant en corporation sous le nom de la ville d'Anjou (M. Barrière);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Trinity Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à aliéner les biens-fonds de son église;
- de Thomas Toth, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit;
- de la corporation du village Sainte-Marie de Beauce, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente;
- de Michel Koplewicz-Capelle, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à lui remettre sa licence pour l'exercice de la profession dentaire;
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de la corporation municipale du village de Causapsca, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pont-Rouge et la corporation du village de Pont-Rouge, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à imposer une taxe de vente;
- des syndics de la paroisse du Christ-Roi de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- du révérend père Paul Gay, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- de Joseph-Claude Vézina, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Paradis.

Projets de loi:

Commission scolaire du Très-Saint-Sacrement

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 modifiant la

charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joseph Claude Vézina

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 changeant le nom de Joseph Claude Vézina en celui de Joseph Claude Paradis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Paroisse du Christ-Roi

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse du Christ-Roi, dans le diocèse de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pont-Rouge

M. Chalifour (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 concernant la corporation du village de Pont-Rouge et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Marie

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Trinity Church, Quebec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 concernant Trinity Church, Quebec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Michel Koplewicz-Capelle

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Koplewicz-Capelle au nombre de ses membres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Plessisville**

M. Bernatchez (Lothinière) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente
à Causapsal**

M. Gagnon (Matapédia) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 autorisant la corporation municipale du village de Causapsal à imposer une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Thomas Toth

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Toth à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Victoriaville**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Banque de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 ratifiant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Cimetière de Saint-Joseph
de Victoriaville**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation le Cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Propriété
de Gaspard Collet**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant le titre de propriété d'un emplacement ayant appartenu à Gaspard Collet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire
de Sorel**

M. Cournoyer (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire de
Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy**

M. Cournoyer (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
James McCready**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant la succession de James McCready soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Raymond S. Lette

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond S. Lette à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec et fixant les conditions de cette admission soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Reginald Culmer Harvey-Jellie

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 changeant le nom de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Giffard**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Giffard soit maintenant lu une deuxième fois.

Un des articles de ce bill vise à allouer annuellement une somme de \$1,200 au président et une somme de \$600 à chacun des commissaires pour leurs dépenses. La loi aura un effet rétroactif au 1^{er} juillet 1955.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Blanka Richter Gyulai

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Blanka Richter Gyulai à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire de
Drummondville**

M. Pinard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité

de Drummondville, comté de Drummond, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire de
Trois-Pistoles**

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Collège des
chirurgiens dentistes**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Israel Feinchnneider à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Mont-Joli**

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 23 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet), dont elle a été saisie mardi le 17 novembre dernier: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Johnson (Bagot): Le Parti libéral a développé un complexe d'infériorité et les Canadiens français en ont beaucoup souffert. Sous les administrations du Parti libéral, ce complexe d'infériorité a atteint des proportions si importantes que certains parents canadiens-français envoient leurs enfants à des écoles et des universités anglaises parce qu'ils pensent qu'ils doivent être anglophones pour avancer dans la vie. Pour la première fois de leur histoire, les Canadiens français sont enfin en train de perdre ce complexe d'infériorité, grâce à l'élan que leur ont donné l'Union nationale et son chef.

L'opposition essaie constamment de montrer que le Québec est inférieur à l'Ontario. Les statistiques indiquent que le Québec a surpassé l'Ontario dans plusieurs domaines.

Le *Tax memo No 7, August 1955*, un document émanant de la Canadian Tax Foundation, organisme formé par l'Association du Barreau canadien et l'Association des comptables agréés, nous apprend que les provinces, qui percevaient encore 20 % des revenus de tous les gouvernements du Canada en 1949, n'en percevaient plus que 16 % en 1955. D'où il faut conclure que le gouvernement fédéral continue d'accaparer les sources de revenus. Le gouvernement de Québec est pleinement justifié de réclamer la rétrocession de ces revenus comme condition essentielle au règlement du problème constitutionnel.

À la page frontispice de cette publication, on peut lire ce qui suit: "La part provinciale des revenus et des dépenses du gouvernement du Canada a connu un déclin depuis 1949. Les revenus provinciaux sont descendus de 20 % du total pour 1949 à un estimé de 16 % pour 1955, tandis que les dépenses, qui représentaient 25 % en 1949, sont estimées seulement à 22 % pour 1955." C'est la preuve que le gouvernement central, auquel sont inféodés les oppositionnistes, continue de s'accaparer de plus en plus la part du lion dans les revenus. Mais il va trouver sur son chemin un homme du calibre de notre premier ministre.

La province de Québec retire 69.4 % de ses revenus de la taxation, tandis que l'Ontario, si on tient compte des sommes perçues en vertu de

l'entente fédérale-provinciale, en tire une proportion de 81.3 %. Quelle est alors la province la moins taxée?

À ceux qui prétendent que la province d'Ontario est en excellente posture financière, je leur rappellerai le cri d'alarme lancé par le ministre des Finances de cette province, M. Dana Porter, le 21 novembre dernier dans un discours. Il disait alors: "À moins que la province ne reçoive une plus large part des revenus, actuellement le monopole du gouvernement fédéral, elle devra recourir à autre chose."

Le *Tax memo No 7* démontre que l'Ontario doit consacrer au service de sa dette 8.5 % de son budget, et le Québec 6.9 % seulement, soit 23 % de plus pour l'Ontario. C'est dire que la dette de l'Ontario est beaucoup plus élevée que celle du Québec.

Les deux provinces consacrent 19 % de leur budget à l'éducation. Le bien-être social et la santé reçoivent 18.2 % du budget de l'Ontario comparativement à 23.8 % dans le Québec, soit 30 % de plus dans notre province. Pourtant, toujours d'après la même publication, l'Ontario dépenserait, cette année, \$99 par tête alors que le Québec dépenserait \$74. Les députés de l'opposition auraient intérêt à lire cette publication, car ils y apprendraient, entre autres choses, que seules les provinces de Québec et du Manitoba ne prévoient pas de déficit pour l'année courante.

Toutes ces statistiques sont à l'avantage de notre province. Les libéraux vantent le gouvernement conservateur de l'Ontario. Or, cette semaine même, M. Farquhar Oliver, chef libéral de l'Ontario, a accusé le gouvernement Frost² de manquer à son devoir en négligeant de venir en aide aux municipalités qui sont écrasées, d'après lui, sous le poids des dépenses pour l'éducation, la santé et l'hospitalisation.

De fait, des millions de dollars de dépenses pour l'éducation, la santé, l'hospitalisation et la voirie sont à la charge des municipalités en Ontario, tandis que, dans le Québec, ces dépenses sont à la charge du gouvernement.

S'il est vrai que le revenu est plus élevé en Ontario, ce que je ne suis pas prêt à admettre, il faudrait peut-être en chercher l'explication dans les remarques du député de Saint-Maurice (M. Hamel), dont le *Nouvelliste* du 17 juin 1949 rapporte les paroles suivantes: "Plus une province se donne aux libéraux, plus son revenu est bas." Le Québec exemplifie bien cette affirmation et le député de Saint-Maurice avait probablement raison. "J'ai

combattu le communisme, en me tenant près de mon peuple, en ne trahissant pas sa confiance, bien mieux qu'en appuyant un parti (le Parti libéral) dont les trahisons et les mensonges sèment la méfiance et l'anarchie." La longue suite de régimes libéraux dans la province expliquerait donc bien des choses.

(Rires des députés ministériels)

Or, les libéraux ne cessent de nous citer l'Ontario comme modèle et, depuis 55 ans, l'Ontario n'a connu que neuf années de régime libéral. L'Alberta, dont on vante la prospérité, n'a pas connu de régimes libéraux depuis au moins 20 ans. On se plaît aussi, en bien des milieux, à considérer les Provinces maritimes comme les plus pauvres. Or, ce sont celles qui, selon les termes du député de Saint-Maurice, se sont données aux libéraux le plus longtemps, avec exception pour le Nouveau-Brunswick qui, depuis deux ans, semble s'être engagé sur la voie de la prospérité avec un gouvernement conservateur. Heureusement, un bon nombre de provinces du Canada n'ont pas réélu le Parti libéral et elles sont présentement prospères sous un autre gouvernement.

Ne serait-il pas permis de conclure que la cause de notre infériorité, si elle existe en certains domaines, est due précisément aux libéraux avec qui nos adversaires viennent de sceller une unité de pensée et de doctrine? L'unité et la continuité dans les pensées, la doctrine et l'organisation ont été proclamées avec éclat lors du congrès libéral.

Les anciens régimes libéraux ont manqué de prévision au point que, dans notre province, qui fournit la main-d'œuvre à l'industrie du textile non seulement au pays mais en Nouvelle-Angleterre, ils n'ont même pas songé, en 40 ans de régime, à établir en notre province une école des textiles et à préparer notre jeunesse à prendre sa place dans l'industrie.

Cette expansion économique, dont on parle tant du côté libéral, ne serait-elle pas plus avancée si les administrations antérieures avaient songé à préparer notre jeunesse pour qu'elle prenne sa place, la première, dans l'industrialisation de notre province?

Sous l'Union nationale, on ne veut pas de complexe d'infériorité; le premier ministre le fait disparaître rapidement. Le gouvernement ne fait pas de comparaisons et travaille sans relâche à donner au Québec un progrès économique que les étrangers reconnaissent.

Les membres de l'opposition ne sont pas les seuls à représenter des comtés ouvriers. Il y a de ce côté-ci autant de représentants des ouvriers que de l'autre côté. Les députés de l'Union nationale ont remporté des majorités dans la plupart des cités et

dans la plus grande proportion des villes de la province. Dans toutes les villes de la province, même les centres ouvriers, sauf trois ou quatre, l'Union nationale a la majorité.

Il est nécessaire de vous rappeler que les ouvriers ont confiance en l'Union nationale. Ils viennent de plus en plus à l'Union nationale, car ils croient de moins en moins à la légende électorale des libéraux selon laquelle le Parti libéral les favoriserait davantage que l'Union nationale. Et, pour démontrer que l'Union nationale a la confiance des ouvriers, y a-t-il meilleur exemple que cette ville typiquement ouvrière qui, depuis 30 ans sans interruption, donne des majorités de plus en plus fortes au chef du gouvernement?

Les ouvriers se tournent de plus en plus vers l'Union nationale parce qu'ils savent que c'est là que se trouvent leurs véritables amis, ceux qui leur fournissent la chance de s'instruire. Ils savent aussi que c'est l'Union nationale qui leur a fourni le moyen de s'organiser et qui a contribué à augmenter leurs salaires. L'Union nationale, c'est aussi ouvrier que le Parti libéral et moins gréviste.

Le gouvernement a donné la possibilité aux jeunes de devenir autre chose que des manœuvres. Les 80 % de la population sont à moins de 15 milles maintenant d'écoles spécialisées. L'Union nationale a construit des écoles. Le grand effort des libéraux a été de dire aux gens de fréquenter les écoles qui étaient alors de véritables taudis: ils se sont contentés de passer une loi de fréquentation scolaire obligatoire alors que la fréquentation scolaire était au Québec plus grande qu'en Ontario. Ils reprochaient au clergé de ne pas préparer la jeunesse; c'était une manière de cacher leur manque de prévoyance. L'Union nationale a payé les dettes des commissions et a construit des écoles.

Il est évident que l'Union nationale n'a pas inventé les hôpitaux, mais avant elle, dans la province, il fallait parfois faire 800 milles pour être hospitalisé.

Ce n'est pas aux gens du comté de Bagot que les libéraux arriveront à faire croire qu'il n'y a pas eu de progrès dans la province de Québec. Vingt pour cent des fermes avaient l'électricité en 1945 dans ce comté; c'est 100 % maintenant. Il y a eu des travaux de drainage, de voirie. On ne peut nous faire croire que le prêt agricole provincial ne prête pas, ce prêt agricole qui, en quatre ans, a prêté plus que le prêt agricole fédéral dans tout le Canada.

Il (M. Johnson) souligne l'œuvre du gouvernement dans le domaine de la santé publique, du traitement et l'hospitalisation gratuite des tuberculeux.

Les ouvriers et les agriculteurs, dit-il, se rendent compte aussi que le premier ministre de la province a débarrassé la population du Québec de son complexe d'infériorité et que le Québec n'est plus en état d'infériorité économique.

N'eût été la clairvoyance du premier ministre au sujet de l'Ungava, nous aurions manqué le bateau et les 300,000 milles carrés du Nouveau-Québec seraient encore improductifs. L'histoire attestera que, sans sa prévoyance et son esprit de décision, cette entreprise ne se serait pas réalisée. Je prédis que, si l'on additionne tous les avantages découlant de l'exploitation des gisements de l'Ungava et des travaux, dans 10 ans entre 1948 et 1958, date de l'expiration des ententes; taxes de vente, nouveau chemin de fer, royautés, etc., la province de Québec aura retiré de l'entreprise plus que n'importe quel pays du monde a retiré de toute autre exploitation du même genre. Pour ce qui est d'une raffinerie pour le minerai, il y en aura une quand cela sera possible. Pas un homme sérieux en cette province ne peut accuser le premier ministre de n'avoir pas en vue l'intérêt de la province!

Les libéraux ont une drôle de manière d'aimer leur province; cette manière est négative. Ils veulent faire des gens du Québec un peuple d'assujettis au gouvernement, une population dépendant, en tout, du gouvernement. Ils veulent donner de la margarine aux ouvriers, mais nous ne croyons pas que ce soit suffisant pour eux. Nous, nous désirons payer les ouvriers pour qu'ils aient toujours le moyen d'acheter du beurre pour leur femme et leurs enfants.

L'opposition suggère également de verser des primes de maternité à la population. Ce que nous voulons de ce côté-ci de la Chambre, ce sont des ouvriers ayant les moyens de se payer leur maternité. Nous continuons à dire qu'il est préférable d'offrir de meilleurs salaires pour couvrir les frais liés aux accouchements. Donnez-nous encore quelques années et les ouvriers ne sauront que faire de ces pitances que les libéraux veulent leur donner. Le gouvernement veut que chaque citoyen de la province soit capable de se tenir la tête haute avec dignité, au lieu de dépendre de l'aide publique du gouvernement.

L'autonomie n'est pas un problème nouveau. Tous les premiers ministres qui aimaient leur province ont défendu autrefois cette autonomie. Mais, au temps des libéraux, on s'en est servi pour maintenir les gens dans la pauvreté; nous nous en servons pour la prospérité du Québec qui s'industrialise.

On reproche souvent aux Canadiens français le défaut de se dénigrer les uns les autres de leur vivant, puis de glorifier les morts. Le changement, dans la province, c'est qu'on est assez intelligent pour apprécier et remercier le premier ministre de son vivant. Dans notre beau et grand pays, ce n'est plus une infériorité que de parler français et d'être catholique. Le premier ministre veut nous débarrasser du complexe d'infériorité économique dont nous avons été trop longtemps affligés. Sous son administration, autonomie veut dire prospérité.

(Applaudissements à droite)

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Je prends part à ce débat parce que je représente une circonscription qui est une des plus peuplées, parce que c'est une des circonscriptions les plus taxées dans la province de Québec et que je veux vous faire connaître les sentiments de mes électeurs.

Ces dernières années, nous avons entendu l'Union nationale se proclamer la championne de l'autonomie, spécialement avant les élections. Or, nous du Parti libéral, nous sommes autant pour l'autonomie de la province et nous serions les premiers à combattre pour elle si la nécessité s'en faisait sentir. Pour l'instant, le gouvernement de l'Union nationale se cache derrière un imaginaire nuage d'autonomie. C'est notamment le cas quand il traite avec le fédéral et qu'il est question de la route transcanadienne.

En 1950, les autorités fédérales convoquèrent une conférence intergouvernementale pour discuter la façon de construire une route qui traverserait le Canada du Pacifique à l'Atlantique. Cette artère rendrait accessible de nouveaux territoires et activerait le tourisme; elle serait utile à la Défense nationale en cas de guerre; bref, elle rendrait service à tous les Canadiens.

Ottawa est prêt à rembourser 50 % des dépenses. Mais le gouvernement actuel du Québec a trouvé bon de refuser l'offre. Je n'en vois pas la raison. Certes, une condition était posée; il aurait fallu demander des soumissions publiques et on exigeait qu'un représentant du ministère des Travaux publics d'Ottawa assiste à l'ouverture de ces soumissions. La seule raison visible que je puisse trouver au refus de signer me semble la nécessité de demander des soumissions. Québec a refusé de signer, parce que l'Union nationale tient à accorder des contrats à ses amis sans s'occuper de la loi provinciale exigeant des soumissions. Aucune industrie importante utilisant du capital privé ne pourrait survivre si son argent était géré de la sorte.

On a terminé 176 milles sur 672 en Colombie-Britannique; 196 sur 292 en Alberta; 305 sur 414 en Saskatchewan; 153 sur 305 au Manitoba, 450 sur 1,412 en Ontario; 60 sur 388 au Nouveau-Brunswick; 13 sur 310 en Nouvelle-Écosse; 52 sur 74 dans l'Île du Prince-Édouard; 0 sur 610 à Terre-Neuve; et 6 sur 83 dans les parcs nationaux. La longueur prévue de la route est de 4,993 milles, dont 413 au Québec, et elle est terminée sur une distance de 1,311 milles. Jusqu'à présent, Ottawa a remboursé aux provinces \$70,810,000 et il s'est engagé à payer en tout \$216,108,000.

Nous payons présentement notre part de ces \$200,000,000 qui sont déjà engagés pour la route transcanadienne, et nous allons aussi devoir payer notre part du grand millage qui n'a pas encore été engagé. Pas un dollar de cette immense somme d'argent ne sera utilisé pour la possible portion du Québec de ce grand projet, car l'Union nationale n'a pas l'esprit de coopération.

La date du 31 mars 1961 est fixée pour la fin des travaux. Cela laisse encore la possibilité à notre province de profiter de l'opportunité qui lui est offerte de se joindre à nos provinces sœurs dans ce grand projet. Il est encore temps de démontrer un esprit de coopération. Les contribuables du Québec paient au gouvernement fédéral des impôts qui servent à défrayer les dépenses entraînées par la construction de la route transcanadienne dans toutes les autres provinces. Il serait donc logique qu'ils bénéficient des largesses d'Ottawa auxquelles ils contribuent.

La province de Québec paie, comme toutes les autres, pour financer la route transcanadienne, mais n'en retire rien, car le gouvernement, pour ne pas être forcé d'accorder des contrats sans soumissions, a refusé de participer avec Ottawa à la construction de cette route.

Je (M. Earl) représente les gens les plus taxés de la province de Québec, le district de Montréal ayant payé en impôts sur le revenu l'an dernier \$21,439,999, sur un total de \$25,223,454, soit 85 %. En terminant, je demande au gouvernement de Québec d'accepter l'offre d'Ottawa, au sujet de la route transcanadienne.

M. Bédard (Québec): Est-ce que l'éducation reçoit réellement un traitement de choix dans la province? Voyons un peu quelle est la situation.

Selon la Canadian Teachers Federation, la population dans chaque province, en 1954, est de 5,046,000 en Ontario et de 4,388,000 au Québec³. En ce qui regarde la proportion de la population

fréquentant les écoles primaires et élémentaires, notre province, avec son grand nombre d'enfants, se place au neuvième rang parmi les provinces canadiennes: Terre-Neuve, 22.9 %; Nouvelle-Écosse, 21.3 %; Nouveau-Brunswick, 20.8 %; Île du Prince-Édouard, 18.3 %; Saskatchewan et Alberta, 18.9 %; Ontario, 17.9 %; Manitoba, 17.3 %; Québec, 16.8 %. Pour ce qui est des enfants de cinq à 19 ans qui vont à l'école, le Québec n'occupe que la dixième place: Nouvelle-Écosse, 75.4 %; Saskatchewan, 74.6 %; Ontario, 73.9 %; Alberta, 71.3 %; Terre-Neuve, 70.2 %; Colombie-Britannique, 69.7 %; Nouveau-Brunswick, 69.6 %; Manitoba, 67.9 %; Île-du-Prince-Édouard, 66.1 %; Québec, 61.8 %.

Le Québec a consacré 20.64 % de son budget à l'enseignement en 1949, ce qui lui valait la première place, mais en 1950 il est passé au quatrième rang avec 19.72 %. En 1954, il est passé au sixième rang avec 18.42 %. Bien loin d'être choyée par le gouvernement de la province de Québec, l'éducation fait figure de parent pauvre si on la compare à celle des autres provinces.

Le premier ministre a dit qu'en Ontario c'étaient les municipalités qui payaient pour l'éducation et, au Québec, le gouvernement. Or, les autorités provinciales ontariennes font plus que le gouvernement québécois pour l'enseignement. D'après les statistiques, le gouvernement ontarien paie 34.08 % et celui du Québec, 32.56 %.

Selon un mémoire de la corporation des commissions scolaires, la situation scolaire dans notre province est regrettable et anormale. Il y a malheureusement trop peu de professeurs nouveaux et un trop grand nombre de professeurs qui quittent la profession, faute de salaire adéquat. Le ministre des Mines (l'honorable M. Cottingham) a lui-même déclaré en octobre, à Sainte-Agathe, dans un congrès de commissaires d'écoles protestantes, qu'au point de vue scolaire, nous sommes en face de sombres perspectives.

Le gouvernement prive les commissions scolaires de leur autonomie. Le malaise dont les commissions scolaires se plaignent réside dans le fait de la politique d'octrois éducationnels exercée par l'Union nationale. Dans leur mémoire, les commissaires d'écoles se plaignent des octrois discrétionnaires. D'après les derniers *Comptes publics*, sur un budget de \$41,000,000, un montant de \$38,000,000 a été dépensé sous forme d'octrois discrétionnaires.

La politique de construction des écoles est loin d'être la plus économique et on pourrait économiser \$1,000,000 en ce domaine. Dans le

domaine de l'éducation, ceux qui ont des droits, ce sont les parents, les enfants et la population. Ceux qui ont des devoirs, ce sont les autorités gouvernementales. Il est temps de procéder à un assainissement dans les finances.

Il devrait y avoir plus de coopération entre le fédéral, le provincial, les municipalités et les commissions scolaires. Au lieu de toujours chercher chicane à Ottawa, on devrait chercher un terrain d'entente. Il était sage de racheter les dettes des commissions scolaires, en 1946, et il serait sage de les racheter en 1955. Mais, lorsque le gouvernement a présenté sa loi en 1946, celle-ci devait définitivement régler le problème des dettes scolaires. Le but, prétendait-il, était de sortir les commissions scolaires du gouffre et de prévenir le creusement d'un autre gouffre. En 79 ans, les commissions scolaires s'étaient endettées de \$90,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas exact.

M. Bédard (Québec): Je ne puis dire si c'est exact, car le gouvernement ne nous a jamais fourni de chiffres précis. Le gouvernement n'a pas payé les dettes des commissions scolaires. Il les a assumées. Ces dettes ne sont pas encore payées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas exact.

M. Bédard (Québec): Ce qui est exact, c'est que le gouvernement a passé une loi, en 1946, pour régler définitivement le problème des dettes scolaires. Or, d'après les statistiques, les dettes parties de zéro en 1946 étaient montées à \$161,500,000 en 1954. Sous tous les gouvernements avant 1946, les dettes s'étaient chiffrées à \$90,000,000. De 1946 à 1954 seulement, elles se sont élevées à \$161,000,000. L'actif des commissions scolaires, ce sont les écoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On n'a pas le droit de dire que l'actif est constitué des bâtisses. Il y a aussi le terrain et le mobilier.

M. Bédard (Québec): L'actif, c'est le cadeau. Le passif, c'est la taxe. Chaque année, on vient au Parlement pour remercier le gouvernement d'avoir donné des écoles et demander une taxe pour les payer.

Il serait temps de généraliser la taxe de 1 % dans toute la province, pour les commissions

scolaires, ce qui leur éviterait des dépenses pour les projets de loi. Si la taxe était généralisée, elle rapporterait \$6,000,000 par an aux commissions rurales, et l'on épargnerait à celles-ci les frais résultant de demandes au Parlement. En assainissant les finances, on pourrait économiser un autre million.

En 1946, une loi a été passée pour autoriser le gouvernement à payer les salaires des instituteurs et des institutrices jusqu'à concurrence de 75 %. Si le gouvernement avait mis cet article en application, il n'y aurait pas de problème scolaire à l'heure actuelle. Il y a 20 ans, le revenu total de la province était de \$40,000,000. Il est aujourd'hui de \$340,000,000, soit huit fois plus. Si, avec huit fois plus d'argent, on n'est pas capable de régler le problème scolaire, il faudra s'en prendre à la façon dont le gouvernement dépense l'argent.

Il parle des revenus de la Commission des liqueurs. En appliquant à l'éducation une partie de l'argent qui ne sert trop souvent qu'à abrutir les adultes, dit-il, on pourrait faciliter le règlement du problème scolaire.

Il aborde la question des dernières élections partielles. D'après le rapport des élections de 1952, dit-il, le gouvernement avait recueilli un total de 27,449 votes dans Saint-Hyacinthe, Westmount-Saint-Georges et Laurier, alors que dans les mêmes comtés, aux élections partielles, il n'a recueilli que 24,420 votes, soit une diminution de 3,000 votes depuis 1952⁴.

M. l'Orateur avertit le député de Québec (M. Bédard) que son temps est expiré⁵.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande au gouvernement d'insister auprès des commissions scolaires de la province pour que, chaque jour, les instituteurs et institutrices rappellent aux écoliers l'impérieuse nécessité de la prudence sur les routes et dans les rues. Les professeurs devraient enseigner à leurs élèves comment traverser les intersections. Trop de jeunes enfants se rendent à l'école sans savoir ce que signifient les panneaux de signalisation et à quels règlements ils doivent obéir. Il est évident, dit-il, que certains parents, imprudents eux-mêmes, ne sauraient enseigner la prudence à leurs enfants. Plus ils sont jeunes, plus cela est important, car c'est entre les âges de six et de 10 ans que se prennent le plus facilement les habitudes de prudence.

Je tiens à féliciter le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) des mesures sévères qu'il a édictées pour la circulation sur nos routes.

Il (M. Rochon) fait une série de suggestions et de remarques relatives à l'administration de la loi des véhicules automobiles dans la province. Notre loi, dit-il, prévoit une vitesse maximum pour les automobiles et les camions. Elle devrait aussi comporter une vitesse minimum, car il est inadmissible que des gens circulent à 15 ou 20 milles à l'heure, empêchant les automobilistes de se rendre à destination dans un temps raisonnable. Ils deviennent un véritable danger public⁶.

Le gouvernement devrait être plus sévère dans l'observance de la limite de vitesse de 45 milles à l'heure pour les autobus et les camions. La loi est tournée en ridicule au nord de Montréal. Beaucoup d'automobilistes se font dépasser par des autobus et des camions qui roulent à une vitesse d'environ 65 milles à l'heure.

Le même type d'abus peut être observé dans les villages où la limite de vitesse est à 30 milles à l'heure.

Les zones de 30 milles à l'heure ne sont pas respectées dans les villages et le gouvernement devrait établir des zones de vitesse décroissante entre 50 et 30 milles à l'heure, car il est impossible de passer brusquement d'une vitesse à l'autre. Sur la route, on tombe souvent d'une zone où la vitesse permise est de 50 milles à l'heure dans une zone où la vitesse ne doit pas dépasser 30 milles.

Le gouvernement, à la suggestion même de l'Association des camionneurs, devrait défendre aux camions de se suivre à la file indienne. On devrait exiger, pour faciliter la circulation, qu'une distance d'au moins 200 pieds soit toujours libre entre deux camions ou autobus.

On se plaint parfois de la sévérité de certains villages envers les touristes américains. Il ne faudrait pas, malgré tout le respect que j'ai pour eux, que les Américains croient que leur permis étranger leur donne droit de traverser nos villages à 50 ou 60 milles à l'heure simplement parce qu'ils sont Américains. Quand nous allons aux États-Unis et que nous violons les lois de la circulation, nous payons les pots cassés. Que les Américains fassent de même.

La police de la route devrait être plus nombreuse, et ses fonctions devraient se limiter strictement à faire respecter les lois de la circulation. J'aimerais faire remarquer au ministre des Transports que certains officiers de circulation sont parfois appelés à faire des enquêtes sur des noyades, des meurtres ou sur d'autres cas qui ne sont pas de leur compétence. Cela n'est pas normal et devrait cesser. Ces officiers devraient seulement être responsables de faire respecter le Code de la route.

La police paraît avoir peur de faire des arrestations dans les cas de conduite en état d'ivresse. On semble craindre que les causes ne soient renvoyées devant les tribunaux et que les policiers ne soient tenus responsables pour des arrestations sans motif. Le gouvernement devrait accorder à ces hommes toute la protection nécessaire. La loi devrait être plus sévère envers les conducteurs en état d'ébriété.

Il suggère aussi au gouvernement d'établir l'obligation pour les automobilistes d'installer des fusées après un accident, l'assurance de responsabilité personnelle et l'interdiction pour les écoles qui apprennent aux gens à conduire une automobile de le faire le dimanche.

Je suis, dit-il, très favorable aux routes à péage. Je parle en mon nom personnel et dans l'intérêt public, et non au nom de mon parti, au cas où des opinions ne concorderaient pas avec les miennes. Les routes à péage existent partout aux États-Unis et personne ne semble s'y objecter. Des voies appropriées aux besoins de la circulation, dans les grands centres, coûteraient jusqu'à \$200,000,000 et \$300,000,000. Pas un gouvernement n'est capable de financer les grandes routes modernes, car elles coûtent trop cher.

Ce sont les usagers de ces routes qui doivent en payer la plus grande partie, à l'exemple de ce qui se fait dans les grands centres des États-Unis. Je suis certain que le Royal Automobile Club, dont je suis membre, n'aimera pas cette suggestion, car il y voit une nouvelle taxe. Mais il faut quand même se rendre à la réalité et faire ce que les États-Unis, qui sont plus riches que nous, n'ont pu éviter.

Il suggère une autoroute entre Montréal et Québec et une autre entre Montréal et les Laurentides, avec des embranchements qui conduiraient vers l'est, l'ouest et le centre de la métropole. Quant au problème de la circulation à Montréal, seul un métro pourra le régler.

Le ministre des Transports et des Communications (l'honorable M. Rivard) a déjà réalisé, dit-il, plusieurs de mes suggestions des autres années. J'espère qu'il en prendra encore quelques-unes en considération, cette année, parmi celles que je viens de faire.

Je veux également rendre hommage au premier ministre qui a toujours accueilli mes suggestions avec bienveillance. Si on me reproche de reconnaître ce fait, je répondrai que ce n'est pas à moi de juger le premier ministre sur sa politique générale, mais au peuple. Il faut rendre à César ce qui appartient à César.

M. Blanchard (Terrebonne) note qu'il en est à sa douzième session. Les figures changent du côté libéral, dit-il, mais les méthodes de l'opposition restent les mêmes. Elle reproche au gouvernement de trop dépenser et, du même coup, demande de réduire les taxes. On croirait que les libéraux se dirigent vers les créditistes dont la doctrine est de ne rien charger aux contribuables et de tout leur donner.

Il faut jouer à l'aveugle pour se refuser à voir que, depuis 1944, la province a littéralement été transformée. Depuis cette époque, les lois de l'Union nationale ont transformé la province de Québec, notamment celle du crédit agricole qui a sauvé l'agriculture, au point que les premiers emprunteurs se sont libérés de leurs dettes et sont devenus à leur tour des prêteurs d'argent. Le crédit agricole provincial a prêté plus que celui du fédéral, soit \$126,000,000 depuis le début.

Les libéraux ont saboté le crédit agricole quand ils ont repris le pouvoir en 1939, mais les cultivateurs ont cessé d'emprunter et ils ont attendu que l'Union nationale revienne en 1944 pour tout rétablir dans l'ordre. Cette loi a rendu des services énormes à toute la population. Au nom de la population de mon comté, je remercie le premier ministre et le gouvernement de cette loi du crédit agricole et de tous les octrois qui ont été accordés à la population pour la construction des hôpitaux et des écoles.

Lorsque j'ai été élu, le comté était représenté depuis 30 ans par le secrétaire provincial (l'honorable Athanase David) et toutes les écoles étaient en ruine. Depuis, le gouvernement a aidé les commissions scolaires à construire 75 écoles neuves et j'espère, avec l'augmentation graduelle de la population, que je pourrai me vanter un jour d'avoir 100 écoles dans mon comté.

Le gouvernement a aidé à construire des hôpitaux; il a donné au comté une école des arts et métiers, il a construit de nombreux ponts. Il remercie les divers ministres qui ont contribué à ces améliorations, notamment le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté), le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain). Il loue principalement ce dernier d'avoir amélioré les édifices du parlement, surtout d'avoir sorti de la cave cette boutique de menuiserie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On a sorti les machines et on a envoyé les scies dans l'opposition.

M. Blanchard (Terrebonne) réclame une amélioration à la circulation, pour conserver au comté de Terrebonne le flot de touristes qui le visite chaque année. Il rappelle que le gouvernement a nommé un comité pour étudier un projet d'autostrade vers le nord. Qu'on construise, dit-il, une autostrade ou un autre genre de route, ou encore qu'on apporte simplement des améliorations aux routes existantes, il faut faire quelque chose.

Les critiques de l'opposition sont mal venues en face des progrès qui sont le lot du Québec sous l'Union nationale. La province va de l'avant suivant le plan d'ensemble établi par le premier ministre, et je n'ai pas de doute qu'elle atteindra les plus hauts sommets.

M. Montpetit (Maisonneuve) se plaint du manque de prévoyance du gouvernement en ce qui regarde l'exploitation de nos ressources naturelles.

Nos ouvriers, dit-il, avaient l'espoir qu'avec l'exploitation de nos mines de fer, notre main-d'œuvre n'aurait même pas suffi à rencontrer la demande d'emploi et que la question du chômage, par le fait même, aurait été résolue. Et c'est ce qui serait arrivé si on avait pris les dispositions voulues pour exiger que notre minerai de fer soit travaillé chez nous.

Quand on voit des gens venir nous demander des lettres de recommandation pour aller travailler dans l'Ontario, alors qu'on aurait pu leur procurer ce travail chez nous, avec un peu plus de prévoyance, force nous est de conclure qu'on n'a pas pris les moyens nécessaires pour faire face à la situation et s'attirer les faveurs de la classe ouvrière de cette province.

À propos de l'assurance-santé, le premier ministre a déclaré, dans une déclaration faite récemment à Dolbeau, que l'assistance publique était suffisante. Il a refusé de reconnaître le besoin d'un système d'assurance-santé dans notre province. Il demande au gouvernement de collaborer avec le fédéral dans l'établissement d'un régime d'assurance-santé. Il espère que Québec ne sera pas la dernière province du Canada à suivre le reste du pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit. J'ai dit que nous avons, ici, un système particulier, des prérogatives que nous voulons garder. J'ai ajouté que les contributions de l'assistance publique avaient été considérablement augmentées. Nous sommes prêts à faire des améliorations, à condition que les droits de la province soient sauvegardés.

M. Montpetit (Maisonneuve): J'accepte la parole du premier ministre. Mais n'a-t-il pas vu, tout aussi bien que nous, des centaines de gens se plaindre de recevoir des comptes d'hôpitaux de \$500, et même davantage, qu'ils ne pouvaient payer? Nombreux sont les gens incapables de payer leurs notes d'hôpital, notamment les ouvriers.

Les familles au Québec sont, en général, plus nombreuses qu'ailleurs et leurs charges sont d'autant plus lourdes. L'ouvrier moyen est incapable de payer ses frais d'hospitalisation dans de nombreux cas et s'endette pour des années à venir. C'est pourquoi la population de cette province demande, à grands cris, que nous adoptions un système d'assurance-santé. Si le gouvernement actuel s'y refuse, le Parti libéral le lui accordera, une fois au pouvoir.

M. Pinard (Drummond)⁷ offre les félicitations d'usage aux nouveaux venus à l'Assemblée législative. L'Union nationale, avec ses méthodes fantaisistes, dit-il, a laissé de côté les revendications populaires. Elle a moussé la popularité d'un régime, mais elle a fardé la vérité. Pourquoi ne pas mousser plutôt les véritables problèmes? Pourquoi ne pas faire une revue sérieuse de la politique? Pourquoi ne pas laisser savoir quelles sont les véritables aspirations du peuple?

Le député de Bagot (M. Johnson) a fait un discours à l'emporte-pièce, mais je lui reproche d'avoir aussi fardé les problèmes, de n'avoir pas dit toute la vérité. Le député devrait peut-être passer plus de temps dans son comté. On veut masquer la situation économique de la province de Québec en faisant appel aux préjugés de 1867. Le problème canadien-français n'est plus un problème de survivance, mais un problème d'expansion économique. Nos écoles, notre langue, notre religion, nous les avons. Discuter de politique ne doit pas se borner à parler de cela. Il faut donner suite aux revendications populaires, mousser l'expansion économique en faisant valoir les principes de la Constitution de 1867.

Il faut activer notre essor industriel, exploiter nos ressources naturelles, car le sous-sol québécois contient d'immenses richesses. En 1955, on se demande vraiment si les Canadiens français vont sortir de leur infériorité économique. Ils demandent à leur gouvernement une politique éclairée.

Qu'on ne cherche pas à faire croire à la population du Québec que, depuis 1936, il n'y a eu qu'un gouvernement qui ait administré au bénéfice des citoyens. Le chef de l'opposition, lors de son discours de mardi, a su présenter le problème tel qu'il est. Car il s'agit pour nous d'exploiter nos richesses naturelles.

Il esquisse brièvement un tableau du chômage au Canada. Pourtant, dit-il, malgré les appels pressants des libéraux, le gouvernement actuel n'a absolument rien fait. On fait des vœux et l'on se tait. Qu'est-ce que l'on a fait lorsque l'opposition demandait des travaux publics? On vient de faire une promesse: \$75,000,000 dans un budget spécial de la voirie. Je crois qu'il sera trop tard, car le sort de l'Union nationale en sera jeté. On fait de grandes déclarations, mais on ne met rien en œuvre pour soulager les grandes misères du peuple.

Il s'agit de se mettre à la place de la jeunesse pour s'apercevoir que la vision est embrouillée et que l'avenir n'est pas aussi rose que le prétendent les députés de l'Union nationale. Cela s'explique par l'exode de notre meilleure élite vers les États-Unis où les institutions sont capables d'offrir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

L'autonomie ne doit pas se limiter à des discours. Je crois que le chef de l'opposition a mis bravement le doigt sur les "bobos" dont nous souffrons en cette province. Il faudrait que l'Union nationale explique sa position au point de vue politique. Son premier intérêt est de se faire élire en 1956. On va tenter d'acheter le vote de la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et dit au député de Drummond (M. Pinard) qu'il n'a pas le droit de faire de telles assertions. C'est faux, dit-il, et injuste pour les électeurs.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) fait remarquer que le député de Drummond n'a pas mentionné le mot "Union nationale", mais tout simplement "on".

M. Pinard (Drummond): Lorsque le Parti libéral prendra le pouvoir, il ne s'occupera pas seulement de faire venir dans la province des industries secondaires, mais encore des aciéries. Il y a place chez nous pour une industrie secondaire, afin de donner de l'ouvrage. La responsabilité du chômage retombe sur le gouvernement et l'Union nationale devrait suivre l'exemple de l'Ontario dans ce domaine.

Il cite des statistiques sur l'exploitation des ressources naturelles dans diverses provinces canadiennes. Par exemple, dit-il, pour une production globale de \$976,000,000 dans les forêts et les mines de l'Ontario, en 1953, cette province a retiré \$22,572,000. L'Alberta a retiré \$63,512,000 pour une production globale de \$252,000,000. C'est trois fois ce qu'a retiré la province de Québec de l'exploitation de ses forêts et de ses mines.

Je ne dis pas cela pour dénigrer ma province, mais je le dis pour que l'Union nationale voie clair et qu'elle change de ligne de conduite. En 1953, le Québec n'a retiré que \$5,000,000 d'une production globale de \$251,000,000 dans ses mines diverses. Ainsi, notre province vient au second rang pour la production minière, mais au cinquième pour les revenus qu'elle en tire. Nous sommes au premier rang pour la production forestière, mais au troisième pour ce qu'en perçoit le Trésor public.

Le gouvernement de Québec devrait avoir un vaste programme de travaux publics pour remédier au chômage. Actuellement il marque le pas mais, en 1956, à l'occasion des élections, il pensera aux chômeurs afin d'obtenir leur vote. Mais il sera trop tard, car le sort de l'Union nationale est déjà scellé.

Le gouvernement emploie la taxe du chômage à d'autres fins que celles fixées dans la loi. Cette taxe, de 1945 à 1954, a rapporté \$14,000,000 au gouvernement. Le produit de cette taxe doit être affecté exclusivement à secourir les chômeurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas conforme aux faits. Cette taxe a été proposée par le premier ministre Taschereau pour payer les emprunts faits pour le chômage. Ce que nous en retirons ne paie même pas l'intérêt.

M. Pinard (Drummond): Le premier ministre m'a donné une réponse semblable l'an dernier et il a même affirmé que la loi avait été abolie. Cela ne lui donne pas raison quand même.

J'aurais voulu que le gouvernement fasse une déclaration et annonce un programme après la conférence fédérale-provinciale sur le chômage. Pourtant, le chômeur trouve que cela presse. Qu'on fasse le tour des comtés et on verra que je dis la vérité.

L'agriculture et l'industrie laitière sont en péril à cause de la concurrence ruineuse de la margarine et autres succédanés du beurre. La consommation du beurre diminue et celle de la margarine augmente au Canada. M. Gérard Filion, du *Devoir* déclarait récemment qu'il se vend 100,000,000 de livres de margarine au Canada, dont 8,000,000 de livres dans la province de Québec. Le *Québec laitier* se plaignait récemment de la concurrence des "spreads" qui se vendent 29 cents la livre.

Tout cela révèle que la politique du gouvernement au sujet de la margarine n'est pas efficace, car la loi n'est pas appliquée. Qu'on nous prouve le contraire; ce serait facile de publier le nombre de poursuites prises en vertu de cette loi et

des arrêtés ministériels qui ont suivi. Les dénégations du gouvernement n'empêchent pas les gens de constater qu'il se vend de la margarine partout.

Dès l'an prochain, après les élections, le Parti libéral appliquera son programme pour aider les agriculteurs. Il promet des conventions collectives pour la vente des produits agricoles. Le gouvernement libéral donnera des octrois pour aider les cultivateurs à se procurer des grains de semence et l'octroi aux jeunes cultivateurs sera porté à \$500. Le total du prêt agricole sera également porté de \$8,000 à \$10,000. Les libéraux adopteraient une législation qui augmenterait les prêts agricoles pour les faire passer de \$300 à \$500 et qui établirait des méthodes visant à améliorer la mise en marché des produits agricoles, s'ils étaient élus aux prochaines élections provinciales.

L'honorable M. Prévost (Montmorency)

rend hommage à l'Orateur et le félicite pour son prestige et le brio avec lequel il s'acquitte de ses fonctions. Il félicite également le proposeur et le second de l'Adresse, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet) et le député de Montréal-Laurier (M. Gagné).

La seule préoccupation des libéraux semble être la comparaison entre le Québec et l'Ontario, visant à démontrer que le Québec tire de l'arrière. Malgré les allégations des libéraux, la situation du Québec est aussi bonne, sinon meilleure, que celle de l'Ontario.

Le chef de l'opposition a passé une heure à souligner ce qu'il nommait les contradictions des ministres au sujet du nombre des industries nouvelles et à prouver que nous avons exagéré. Le chef de l'opposition se demandait s'il y a eu 2,000, 4,000 ou 6,000 industries nouvelles, et en venait à la conclusion que ce n'est pas 5,000 nouvelles industries qu'il y a dans la province. Je suis allé aux renseignements et j'ai vérifié. Ma réponse prendra quelques minutes seulement: dans l'*Annuaire statistique du Canada* pour 1954, à la page 686, j'ai lu ceci: le Québec fournit 30 % de la valeur des fabrications et possède les éléments qui ont contribué au progrès de l'industrie manufacturière et permis à plus de 4,000 nouvelles usines de s'installer depuis les cinq dernières années. Or, la préface de l'*Annuaire* date du 18 janvier 1954. Si nous ajoutons les nouvelles industries de 1954 et de 1955, et si nous prenons 10 ans au lieu de cinq ans, est-ce qu'on n'arriverait pas à un total de plus de 5,000? J'imagine que cela peut régler la question qu'a soulevée pendant une heure le chef de l'opposition.

Et ce n'est pas tout. Si l'on veut jeter un coup d'œil sur le nombre des employeurs d'après l'*Annuaire* fédéral de 1954, on constate qu'en 1950, il y avait au Québec 11,670 établissements industriels employant 390,000 personnes et payant \$851,000,000 en salaires; et en Ontario 12,809 établissements employant 566,000 personnes et payant \$1,142,000,000 en salaires. Un petit calcul permet de voir que le salaire moyen était en Ontario de \$2,018 et au Québec de \$2,181. Je me base sur les chiffres de l'*Annuaire* de 1954; je divise le total des salaires payés dans chacune des provinces par le nombre de salariés au travail dans chacune de ces mêmes provinces.

D'autre part, d'après la Commission des accidents du travail, le nombre des employeurs de la province de Québec était de 11,314, en 1954 et de 18,853 en 1955, soit 7,539 de plus qu'il y a 10 ans. Il y a donc eu augmentation de 66.6 % depuis 10 ans. Et il est à remarquer que tous les employeurs ne sont pas assujettis à la loi des accidents du travail. De plus, les gens viennent nous dire que les conditions ne sont pas bonnes dans la province.

Si l'on se réfère ensuite au service des corporations⁸, on voit que les compagnies actives qui paient leurs cotisations dans la province étaient au nombre de 13,528, en 1946; en 1955, il y en a 22,817, c'est-à-dire 9,289 de plus, soit encore 70 % de plus qu'il y a neuf ans. Quand on fait des comparaisons, il ne faut pas avoir d'œillères.

D'après le *Labor Force*⁹, la main-d'œuvre du Québec comprenait 881,000 personnes, en 1945, dont 640,000 hommes et 237,000 femmes; en 1955, elle comprend 940,000 hommes et 320,000 femmes, soit un total de 1,266,000 travailleurs. L'embauchage a donc augmenté de 43 % en 10 ans. C'est 400 % plus que le nombre de travailleurs que le chef de l'opposition a trouvé lorsqu'il a cité ses propres statistiques. Des statistiques sélectionnées au hasard et qui représentent seulement une partie de la situation ont été utilisées par le chef de l'opposition pour prouver notre infériorité par rapport à l'Ontario. Ceci est injuste.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage là-dessus. Tout cela prouve que le Québec est prospère. Le discours du trône n'exagère en rien les progrès réalisés dans la province de Québec, ces dernières années, sous l'Union nationale.

Dans la deuxième partie de son discours, le chef de l'opposition a parlé du développement de l'Ungava. Il a fait une comparaison avec les puits d'huile de l'Alberta. Le chef de l'opposition a dit que l'Alberta perçoit des redevances plus élevées. C'est

un bel exemple des mauvaises comparaisons entre le Québec et d'autres provinces. Le chef de l'opposition a comparé des choses qui ne peuvent pas être comparées. Cette comparaison ne tient pas compte de facteurs importants. Le chef de l'opposition oublie qu'il est beaucoup plus facile et moins coûteux d'organiser ce qui est nécessaire à l'exploitation des puits d'huile que d'organiser ce qu'il faut à l'exploitation du minerai de fer.

Les conditions d'exploitation sont infiniment différentes au Québec et en Alberta. Ces puits sont situés beaucoup plus près des centres habités que le fer de l'Ungava. L'extraction de l'huile est moins coûteuse que celle du fer. Le transport du minerai coûte plus cher que celui de l'huile. Le traitement de l'huile est moins coûteux que le traitement du minerai qui renferme plus de déchets. Le chef de l'opposition a dit qu'avec \$10,000,000 on peut organiser une industrie sidérurgique dans la province de Québec. Il a fait éclater de rire tous ceux qui s'y connaissent en la matière, car suivant eux, une telle industrie nécessiterait une mise de fonds initiale de \$100,000,000 à \$150,000,000.

Si la province de Québec avait eu la même politique que l'Alberta et avait voulu agir comme elle, jamais son minerai de fer n'aurait été exploité et l'Ungava ne serait pas encore mis en valeur. La région serait restée improductive comme au temps des régimes libéraux. C'est probablement pourquoi l'Ungava est resté si longtemps un territoire désert.

Le député de Québec-Est (M. Marquis) affirme que la valeur des terres est moindre au Québec qu'en Ontario. Cela peut paraître vrai au premier abord. Mais il ne faut pas perdre de vue que, d'après les renseignements officiels, l'évaluation des biens-fonds, sur laquelle on se base pour l'impôt foncier, ne se fait pas de la même manière au Québec et en Ontario. Dans le Montréal métropolitain, elle correspond au 60 % ou 65 % de la valeur réelle; à Hull, au Cap-de-la-Madeleine, à 50 %; or, à Toronto et dans bien d'autres villes de l'Ontario, elle semble correspondre à 100 % de leur valeur réelle. Ce n'est pas le cas au Québec. L'évaluation est plus proche de la valeur réelle en Ontario. Ce qui compte, à toutes fins pratiques, ce n'est pas l'évaluation, mais les taxes payées.

On ne peut pas dire que les impôts municipaux et scolaires sont plus lourds au Québec. Dans 20 municipalités du Québec, prises au hasard, les taxes foncières, municipales et scolaires ne dépassent pas 4 % de la valeur des biens-fonds, alors que ces taxes dans la majorité des centres ontariens dépassent les 5 % et atteignent même dans certains cas 7 %.

Il est injuste de citer des statistiques partielles comme, par exemple, de dire que les terres de la province de Québec sont évaluées à \$77 l'acre, alors que celles de l'Ontario le seraient à \$98. Pour juger une situation équitablement, il faut citer des statistiques globales, qui donnent une idée de l'ensemble de la situation. C'est ce que je vais faire. Pour l'année 1953, l'ensemble des taxes foncières municipales en Ontario ont été de \$129,000,000, alors que, dans le Québec, le total a été de \$63,000,000. Cela veut dire que nos contribuables ont payé 50 % moins de taxes foncières municipales que ceux de l'Ontario.

Pour l'ensemble de toutes les taxes municipales, le total en Ontario a été de \$160,000,000, comparativement à \$108,000,000 dans le Québec, ou 32 % de moins chez nous. Les taxes scolaires se sont chiffrées par \$112,000,000 en Ontario, en 1953, contre seulement \$64,000,000 dans Québec, soit 74 % de moins ici.

Enfin, si on fait le total de toutes les taxes municipales et scolaires, les chiffres sont les suivants: Ontario, \$283,000,000, Québec, \$173,000,000, c'est-à-dire 60 % de moins dans la province de Québec.

Est-ce que cela ne dépeint pas mieux la situation que l'évaluation des terres? Est-ce que cela ne prouve pas que la situation est heureuse dans le Québec, que notre province est prospère?

Le député de Richmond (M. Lafrance) s'est montré préoccupé de l'avenir de la jeunesse. Il s'est demandé, avec une angoisse simulée, ce que ferait demain la jeunesse de la province de Québec. L'opposition veut faire croire que la jeunesse de la province s'inquiète sous le régime actuel. Cette jeunesse, elle avait raison de s'inquiéter quand elle était à la merci d'un gouvernement libéral; mais, aujourd'hui, elle est pleine de confiance parce qu'elle est mieux préparée à affronter l'avenir. Elle n'a jamais eu autant de promesses d'avenir avec le nombre croissant d'écoles techniques, d'écoles spécialisées, et avec les avantages innombrables qui lui sont présentés à tous les paliers de l'enseignement.

Prenons, par exemple, nos écoles d'apprentissage. Elles ont été préparées par l'actuel ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), qui a ainsi assuré un brillant avenir à la jeunesse québécoise. Le ministre du Travail est un homme qui comprend les ouvriers et qui a voulu travailler pour eux.

Dans le seul domaine de la plomberie et du chauffage, il y avait, en 1953, 3,096 apprentis dans le

Québec, comparativement à seulement 493 en Alberta, la deuxième province du Canada dans ce domaine. Dans les autres métiers de la construction, c'est la même chose.

Que fera la jeunesse? La première nécessité, c'est de la bien instruire. En 1944, la meilleure année du régime libéral, le gouvernement n'a dépensé que \$10,916,000 pour l'éducation. En 1954, le gouvernement actuel a consacré \$50,000,000 à cette fin importante entre toutes.

Il faut aussi garder la santé à notre jeunesse si on veut que demain elle joue son rôle. En 1944, les libéraux ont dépensé \$5,000,000 pour la santé, alors que l'Union nationale a dépensé, cette année, \$52,000,000 pour les hôpitaux et la santé en général.

Le climat social est excellent sous l'Union nationale. En 1953, il y a eu 85 grèves, affectant 26,000 personnes en Ontario, comparativement à 20 grèves seulement, affectant 10,000 personnes dans le Québec.

N'est-il pas juste alors de déclarer que le climat social de la province de Québec est sain? Et que certains chefs ouvriers sont conscients de leurs responsabilités? Rappelons aussi que 70 % des contrats de travail, affectant plus de 75 % des ouvriers de la province, furent négociés et signés à l'amiable. Des 697 qui ont dû aller à la conciliation, 443 ont été signés à la satisfaction des deux parties¹⁰. Sur 100 arbitrages, 62 ont donné lieu à des sentences unanimes. Sur 1,524 conventions de travail, seulement 6 % ont été signées à la suite d'arbitrages. C'est la conséquence d'un climat social juste, et quand le gouvernement actuel déclare qu'il y a eu progrès dans tous les domaines, il dit la vérité pure et simple.

Quant à ceux qui disent que la loi prohibant la margarine n'a donné aucun résultat pratique, les statistiques établissent que la production du lait était plus forte en 1952 qu'en 1949 dans la province de Québec, alors que nous nous trouvons en face d'une situation inverse dans l'Ontario. Même chose au chapitre de la production du beurre.

Dans l'Ontario, un peu plus de 1/10 du territoire est organisé en municipalités alors qu'il y en a plus du tiers dans Québec; dans notre province, il y a 1,682 municipalités contre 962 en Ontario. On peut ainsi s'expliquer une foule de choses. En 1944, il y avait 69 municipalités en tutelle; en 1954, il n'y en avait plus que 38, soit une diminution de 45 %, preuve que la situation est meilleure. Et les municipalités non réorganisées ont disparu; la dernière, celle de Québec-Ouest, a été à son tour réorganisée par un récent décret ministériel.

On parlait des fermes, dans l'opposition; dans l'Ontario, sur 149,000 fermes, il y en a 8,852 en location et 15,909 en location partielle et propriété; dans le Québec, où nous avons presque autant de fermes qu'en Ontario, soit 134,336, il n'y a que 2,566 fermes en location et 3,791 en location partielle et propriété, soit environ 23,000 pour l'Ontario contre un peu plus de 6,000 pour le Québec. Ces statistiques établissent tout de même que les propriétaires sont plus nombreux dans le Québec.

Pour ce qui est du confort et du bien-être dans les logements, selon l'*Annuaire statistique du Canada*, 1954, le Québec arrive en tête avec 99.5 % de logements avec l'eau courante; pour les logements avec chasse d'eau, la situation est la même, soit 81.6 %.

Comme il est donc facile d'interpréter les statistiques. On pourrait, dans un autre domaine, souligner que, dans Québec, 90.1 % des accusés ont été condamnés contre 78.8 % en Ontario; est-ce dire que la justice est mieux administrée ici? Nullement. De même, il y a 39.4 % de jeunes délinquants en Ontario contre 21 % dans Québec. Les gens de l'opposition en concluront-ils que notre province est meilleure que l'Ontario? Ce serait enfantin.

J'ai entendu, il y a un instant, le député de Drummond (M. Pinard), je pense, parler d'autonomie stérile. Alors pour lui, c'est de l'autonomie stérile que de résister aux empiètements du gouvernement central et que d'essayer de récupérer ce que le gouvernement libéral en 1941 a abandonné à Ottawa sur simple lettre. Autonomie stérile, que de vouloir reprendre nos prérogatives constitutionnelles? Les libéraux sont mal venus de taxer le gouvernement actuel de pratiquer une politique d'autonomie stérile.

Le chef de l'opposition a parlé deux fois de l'autonomie et ce fut pour en rire. Tout ce qu'il a trouvé à dire sur les relations fédérales-provinciales, cette question vitale et primordiale, c'est de proposer la création d'un secrétariat permanent des provinces à Ottawa. Mais le Québec n'a pas besoin de ce secrétariat pour savoir ce qu'il a à dire et surtout à faire. Il est heureux que Québec ait en ce moment historique un homme tel que le premier ministre actuel. Avec lui, le Québec ne discutera pas pour savoir s'il doit conserver ses droits et prérogatives, il agira.

Car il s'agit de savoir si nous devons disparaître comme Législature ou être maintenus; revenir à la saine conception du fédéralisme ou tendre vers l'État unitaire. Je frémis à la pensée qu'un autre homme que l'actuel premier ministre, en qui le peuple canadien-français reconnaît le

champion de ses droits, eût pu diriger les destinées du Québec en ces moments historiques que nous vivons. Sous la direction du grand champion actuel de nos droits, le peuple du Québec sait qu'il n'a rien à craindre, que ses droits ne seront pas abandonnés sur simple lettre. Son passé est garant de l'avenir. Le peuple du Québec, habitué à juger les hommes, saura choisir entre ceux qui font des discours, vraiment stériles ceux-là, et ceux qui agissent.

M. Dubé (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Lavolette (M. Ducharme), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement en signe de deuil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹¹:

Je viens d'apprendre avec regrets la mort du père de Mme Lapalme, M. Léonidas Langlois, décédé à l'âge de 78 ans. Sa mort suit de près le décès de son épouse. Tous conviendront que nos parents nous sont de plus en plus chers à mesure que passent les années et je sais que ce nouveau deuil doit être très cruel pour Mme Lapalme.

Il n'y a pas de meilleure consolation que de se réfugier dans la foi que le chef de l'opposition et son épouse possèdent à un haut degré. Je n'ai pas eu, comme eux, l'avantage de conserver mes parents. Mon père et ma mère sont décédés à un âge relativement jeune.

Je me fais l'écho de mes sentiments personnels et de ceux des membres du gouvernement en offrant au chef de l'opposition, à madame Lapalme, et aux membres de leur famille l'assurance que leur deuil est partagé unanimement par tous les membres de cette Chambre. Je propose, par respect pour la mémoire de M. Langlois, que la séance soit maintenant levée en signe de deuil.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) seconde la motion du premier ministre et offre à M. et Mme Lapalme les condoléances des députés libéraux à l'Assemblée législative.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 25 novembre 1955, à la page 5, nous apprend que "En l'absence de M. Georges Lapalme, toujours retenu à Montréal, Me Lionel Ross, député de Verdun, agit comme chef parlementaire de l'opposition. Il est secondé dans son travail par le Dr C. A. Kirkland, whip en chef du parti et député de Jacques-Cartier."
2. Leslie Frost, premier ministre conservateur de l'Ontario de 1949 à 1961.
3. Pour vérifier et compléter ces données sur la population, on pourra se référer au document *Population annuelle 1921-1966. Révision des estimations annuelles de la population par sexe et par groupe d'âge, Canada et provinces*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, Division du recensement, juin 1968.
4. Les journaux donnent des chiffres manifestement erronés en rapportant ce passage des propos du député; ces chiffres ont été corrigés à l'aide du *Rapport sur les élections* pour les années 1952 et 1956.
5. *L'Action catholique* du 25 novembre 1955, à la page 10, écrit: "Comme M. Bédard avait déjà parlé pendant une heure et que l'Orateur l'avait averti que son temps était expiré, il doit reprendre son siège, sans autre développement." À l'époque, le temps de parole des députés est limité à une heure.
6. D'après le *Montréal-Matin* du vendredi 25 novembre 1955, à la page 5, "M. Rochon a oublié toute partisanerie politique pour faire diverses suggestions au gouvernement, dans le langage pittoresque qui le caractérise."
7. Selon *La Tribune* du 25 novembre 1955, à la page 9, "M. Pinaré a parlé pendant une heure (...)".
8. Le ministre fait sans doute allusion à la Division des compagnies, un organisme fédéral chargé d'appliquer la loi sur les compagnies.
9. Revue mensuelle publiée par le Bureau fédéral de la statistique.
10. À ce sujet, *Le Soleil* du 25 novembre 1955, à la page 11, donne plutôt le chiffre de 44 sur 697.
11. "Comme la séance de la Chambre allait être suspendue jusqu'à 8 heures, quelques minutes avant 6 heures, ce soir, le premier ministre a fait écho à la nouvelle de la mort de M. Léonidas Langlois, beau-père du chef de l'opposition (...)", selon le *Montréal-Matin* du 25 novembre 1955, à la page 4. *L'Action catholique* du 25 novembre 1955, à la page 11, nous apprend que "M. Georges Lapalme, chef de l'opposition provinciale, vient d'être éprouvé par la mort de son beau-père, M. Léonidas Langlois, décédé à Montréal, hier après-midi, à l'âge de 78 ans."

Séance du vendredi 25 novembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Thibeault);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- de la Corporation de Gaz naturel du Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de transport, de vente et de distribution dans la province (M. Roche);
- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisée à payer une pension viagère à M. Pierre-Antoine-Avila Dufresne (M. Roche);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Roche);
- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- de Me Eugène Poirier, exécuteur testamentaire de la succession de feu Joseph-Aimée Massue, demandant l'adoption d'une loi clarifiant certains termes du testament (M. Roche);

- de Milton Weinstein, demandant l'adoption d'une loi ajoutant à son nom celui de Winston (M. Roche);

- de la ville de La Sarre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lesage);

- de la ville de Chapais, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisée à se porter acquéreur d'un système de distribution d'électricité, la propriété de Opemiska Copper Mines (Québec) Limited (M. Lesage);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Bellemare);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de John Wickenden et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Corporation du pont de Trois-Rivières (M. Bellemare);

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de Samuel Berenbaum et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Jewish Convalescent Centre (M. Thibeault);

- de Bright Solveig Nordstrom, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de l'art dentaire (M. Thibeault);

- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Poulin);

- de la corporation municipale de Bernierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Poulin);

- de la corporation des missionnaires du Sacré-Cœur, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Boudreau);

- de Les Services de santé du Québec, demandant l'adoption d'une loi la transformant en société de secours mutuels (M. Boudreau);

- de dame Régina Sauriol et autres, demandant l'adoption d'une loi relative au testament de feu J.-Ulysse Sainte-Marie (M. Boudreau);

- de la Fédération de l'industrie de la construction de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boudreau);

- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);
- de dame Aldéa Thibeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant les fiduciaires de la succession de feu Paul-Émile Bourret à augmenter le montant de la pension payable à la pétitionnaire (M. Johnson);
- de dame Grace Hastings, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu docteur R. C. Hastings (M. Cloutier);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jeannotte);
- de la ville de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lavallée);
- de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);
- de la ville de Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de la ville de Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laberge);
- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- des syndics de la paroisse de Saint-Joseph de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Johnson);
- de The Engineers Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi annulant le capital-actions émis par le club (M. Johnson).

Projets de loi:

Commission scolaire du Très-Saint-Sacrement

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pont-Rouge

M. Chalifour (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 concernant la corporation du village de Pont-Rouge et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Joseph Claude Vézina

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 changeant le nom de Joseph Claude Vézina en celui de Joseph Claude Paradis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse du Christ-Roi

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse du Christ-Roi, dans le diocèse de Joliette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Marie

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la charte de la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Trinity Church, Quebec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant

Trinity Church, Quebec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Michel Koplewicz-Capelle

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Koplewicz-Capelle au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Plessisville

M. Bernatchez (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe de vente à Causapsal

M. Gagnon (Matapédia) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 autorisant la corporation municipale du village de Causapsal à imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Thomas Toth

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Toth à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 24 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant

de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet) dont elle a été saisie jeudi le 17 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Noël (Frontenac): Mon comté, sans être des plus populeux, est tout de même très étendu. Il a 78 milles de longueur, et c'est un fait dont il faut tenir compte pour apprécier les problèmes qui confrontent cette population.

La grande voirie se résume à trois routes, 24, 28 et 34, et le problème qu'elles posent, à cause de leur mauvais état, est aussi aigu. Ça cahote joliment dans mon comté. Je ne comprends pas pourquoi mon prédécesseur, qui était membre du gouvernement, n'a pas réglé ce problème.

Pourtant, la bonne voirie est la porte d'entrée du tourisme et l'artère du progrès. Le premier ministre, quand il vient dans le comté de Frontenac, voyage en avion la plupart du temps. Il devrait se laisser cahoter sur la route 24 pour se rendre compte de l'état dans lequel elle se trouve. Cette route 24 n'est même pas comparable à une bonne route de campagne.

Je ne réclame pas pour moi, mais pour la population de mon comté. Cette population ne comprend pas que le gouvernement garde les travaux de voirie pour les élections, en 1956. Maintenant que nous approchons des élections, je sais que dès la fonte des neiges, les comtés, et plus spécialement Frontenac, vont être envahis par les ingénieurs et qu'on va poser des piquets; nous verrons une véritable épidémie de projets d'amélioration des routes. Les entrepreneurs vont encore une fois tourner nos routes rurales sens dessus dessous pour entreprendre la réparation des routes en raison des élections qui s'en viennent. Ce qui prouve que nous avons une voirie pré-électorale. Le gouvernement n'entreprend de rares travaux qu'avant les élections. Je crains que le programme spécial de voirie et de travaux publics, pour lequel le gouvernement veut se faire autoriser à dépenser \$75,000,000, ne soit qu'un programme pré-électoral.

J'admets que la route 28 a été un peu améliorée, mais il y manque toujours une sortie sur la ville de Mégantic, la principale agglomération de mon comté. Si je suis député de Mégantic actuellement, c'est dû au fait que le gouvernement n'a pas appliqué dans Frontenac une politique réaliste.

Il y a encore beaucoup trop de routes de campagne qui sont impraticables au printemps. Il y a de ces routes dans toutes les paroisses de Frontenac et quand le gouvernement affirme qu'il favorise la voirie rurale, cela fait sourire les gens.

À cause de cela, l'amour que le cultivateur avait pour le gouvernement est à la baisse. Je vis dans mon comté, et je ne me contente pas de le regarder de loin comme le député de Bagot qui vit à Montréal. Je connais mes gens et je suis en contact avec ceux des comtés avoisinants, et j'affirme de nouveau que l'Union nationale perd la confiance du peuple, parce qu'elle ne comprend pas le problème des classes rurales. Pour ma part, je ne comprends pas que les orateurs ministériels proclament que tout va bien dans la campagne.

Il y a un problème très important de travaux publics dans mon comté. Il faudrait reconstruire au moins 13 ponts dont le grand pont de Saint-Ludger, qui a 150 pieds de longueur et qui menace ruine. Mon prédécesseur l'avait promis en 1948 et en 1952, mais rien n'a été fait. Le maire de Saint-Ludger a fait plusieurs voyages à Québec pour obtenir que le gouvernement reconstruise ce pont. Mais rien ne s'est produit. Pour ma part, je ne l'ai pas promis en 1952 parce que je savais que nous ne prendrions pas le pouvoir, mais cette année je le promets, et le Parti libéral reconstruira le pont de Saint-Ludger dès l'an prochain. C'est le désir de la population de la région.

Ce pont est une menace pour la circulation routière et son état a attiré l'attention de certains journaux, mais le gouvernement préfère attendre les élections provinciales avant de faire quelque chose pour améliorer la situation. Néanmoins, un accident tragique peut arriver n'importe quand. La voirie réclamerait également de fortes et nombreuses améliorations. C'est à cause de toute cette négligence que l'administration actuelle sera balayée dans les campagnes, l'an prochain.

Le gouvernement affirme sans cesse que tout va bien en agriculture. Ce qui est vrai, c'est que le marasme existe à la campagne. Il faudrait donner un peu de rougeur à la classe agricole du Québec. Sans la politique de soutien des prix agricoles du gouvernement d'Ottawa, l'agriculture québécoise passerait par l'une des pires crises de son histoire. Je me base sur les affirmations de gens qui connaissent

leur affaire, notamment M. J.-B. Lemoine, de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), qui a dit en octobre que le gouvernement de Québec n'a pas apporté de solutions aux problèmes de base de l'agriculture².

Le problème du beurre est excessivement important. La situation pourrait être pire s'il n'y avait pas la subvention du gouvernement sur l'industrie du beurre. Rien ne sert de se voiler la face. En ce moment, la plupart des cultivateurs sont partis pour les chantiers pour aller y chercher l'argent nécessaire pour faire vivre leur famille. Tout cela se passe au Québec, en 1955, alors que la prospérité est générale au Canada.

La conséquence de cet état de choses désastreux est l'exode des familles rurales vers les États-Unis. Dans la région où je demeure, 1,300 familles ont quitté le sol québécois. J'ai obtenu ces chiffres du consulat américain. C'est un désastre. Ces gens ne partent pas par plaisir, mais en raison de leur situation financière difficile. Ils quittent la terre paternelle et leur maison ancestrale avec des larmes dans les yeux.

Il (M. Noël) cite des statistiques pour démontrer que le nombre des établissements où l'on vend des légumes, des conserves et des viandes est moins élevé en 1955 qu'en 1954. Les mêmes statistiques, dit-il, établissent que la valeur globale de ces produits a aussi diminué. Donc, diminution des revenus pour le cultivateur.

Il cite aussi des statistiques pour faire voir que, de 1951 à 1954, les productions de blé, d'avoine, d'orge ont diminué. Nous sommes en face, dit-il, d'une diminution générale des cultures de base, alors que le nombre d'acres cultivables est demeuré stable au cours des dernières années.

Prenons maintenant le marché du bétail et des volailles. Nous sommes en face d'une autre diminution générale. Même dans le domaine des bleuets, la production a été considérablement plus faible en 1955 qu'en 1954. Le gouvernement prétend avoir fait tout son possible pour développer l'industrie laitière. Malheureusement, nous sommes forcés d'admettre qu'il n'a pas atteint son but. Il a passé une loi pour défendre la fabrication et la vente de la margarine. Nous avons voté contre parce que nous avions la conviction qu'une pareille loi était inapplicable et ne serait pas appliquée. Actuellement, il se vend de la margarine partout. Si le premier ministre veut faire avec moi une tournée des magasins de la ville comme de la campagne, je vais lui montrer que la margarine peut être achetée dans presque tous les magasins d'alimentation et qu'il n'est pas difficile de s'en procurer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des "spreads", mais pas de la margarine. Une différence doit être faite entre la margarine et les "spreads".

M. Noël (Frontenac): Des "spreads" et de la margarine, c'est la même chose. Peu importe leur apparence, cela demeure de la margarine. Et je ne suis pas le seul à affirmer une pareille chose. L'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et tous les consommateurs savent qu'il se vend de la margarine partout. La loi qui a été présentée n'est pas efficace et n'est pas respectée. Elle n'a pas rendu service au cultivateur. La loi qui a rendu service au cultivateur, c'est la loi du soutien des prix, et c'est malheureusement quelque chose d'artificiel. C'est une loi qui procure une vie artificielle, et l'on se demande pendant combien de temps l'on va vivre de cette vie artificielle.

Le gouvernement n'a rien fait d'efficace pour régler le problème de l'industrie laitière. Il n'a pas de programme, pas de politique définie, et les cultivateurs doivent se contenter d'une vie artificielle que leur procure Ottawa. La province devrait faire sa part en resserrant son interdiction sur la margarine et les "spreads" et en rétablissant les anciennes primes sur la fabrication du fromage. Certaines actions devraient être prises pour encourager la vente de produits fromagers du Québec. Quand donc le gouvernement aura-t-il une politique pour assurer au cultivateur les revenus auxquels il est en droit de s'attendre?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Que nos amis de la gauche demandent à Ottawa de défendre la fabrication de la margarine!

M. Noël (Frontenac): Que ceux qui ont enlevé les barrières prennent leurs responsabilités. C'est le gouvernement qui a le problème en main et il n'a apporté aucun remède. Personne ne le prend au sérieux quand il nous reproche d'avoir voté contre la loi concernant la margarine. Il sait fort bien que cette loi est inapplicable et inefficace.

Actuellement, les cultivateurs qui vendent du bois aux compagnies ne reçoivent que \$10 à \$12 la corde de bois qu'ils coupent et qu'ils vendent aux grandes compagnies. C'est un non-sens. D'après l'U.C.C., un boisé de 25 acres devrait rapporter annuellement \$500 à son propriétaire, ce qui l'aiderait à améliorer la partie de sa ferme qui est en culture. Cela ne semble peut-être pas beaucoup d'argent de nos jours, quand nous parlons de millions

et de milliards, mais ceci représente une somme importante pour le cultivateur. Or, pour obtenir \$500 aujourd'hui, il faut 50 cordes. C'est la ruine du boisé à brève échéance.

Avec une corde de bois, on fait 1.18 tonne de papier. On me dit que le coût de fabrication d'une tonne de papier est d'environ \$25. Or, le papier se vend au-delà de \$125 la tonne; entre \$135 et \$150 la tonne sur le marché américain. Je pense qu'il y a une marge assez importante qui leur permettrait d'augmenter leurs prix aux fermiers sans nuire à leurs profits. Les rapports des compagnies de pâtes et papiers, qui ont été publiés dans le journal, indiquent qu'ils ont fait des profits importants sur leurs opérations. Il me semble qu'on pourrait donner au cultivateur plus de \$10 la corde. D'après certains calculs, les papeteries pourraient donner jusqu'à \$35 par corde. Ce serait un prix raisonnable pour le bois du cultivateur.

Les cultivateurs sont sûrement victimes d'un injuste traitement. Le premier ministre est intervenu en faveur des propriétaires de journaux et je ne l'en blâme pas. Mais je dis que le problème du cultivateur est infiniment plus important que celui des propriétaires de journaux, qui sont souvent des millionnaires. Les cultivateurs ont plus besoin de l'aide du gouvernement, car ils sont réellement exploités et ils n'ont pas les moyens de se défendre contre les compagnies de papier journal et les propriétaires de journaux.

Je partage le point de vue du premier ministre; je ne suis pas en faveur d'un contrôle, à moins que les autres moyens ne nous permettent pas d'arriver à nos fins, mais je pense que quelque chose peut être fait pour forcer les compagnies à payer un prix plus élevé aux fermiers. Laissons le gouvernement mener une enquête afin de déterminer quel prix les compagnies devraient payer aux fermiers. Chose curieuse, vers 1920, le bois s'est déjà vendu \$25 la corde, et le prix du papier n'était pas la moitié de ce qu'il est aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les salaires n'étaient pas les mêmes. Il est certain que les cultivateurs ne reçoivent pas un prix suffisant pour leur bois, et j'en ai déjà parlé. Mais il est difficile d'obliger les compagnies à payer plus. Le problème est assez complexe; il y a deux difficultés. Il y a d'abord l'intermédiaire, l'agent des compagnies. Il obtient plus d'argent que l'agriculteur qui produit du bois de pulpe. Ce n'est pas le fabricant de papier qui achète le bois des cultivateurs. Nous devons nous rappeler et prendre en considération que les intermédiaires qui concluent les affaires entre les

cultivateurs et les compagnies prennent aussi leur part de profits; les intermédiaires font de bons profits avec ces transactions.

Le bois passe par plusieurs mains, ce qui est un premier problème. Le second, c'est qu'on ne peut pas forcer les compagnies à acheter du bois si elles n'en veulent pas et vous ne pouvez pas les forcer à acheter du cultivateur. Comment le gouvernement peut inciter les compagnies à acheter leur bois à pâtes des cultivateurs si elles ne veulent pas acheter d'eux? Supposons que nous prenons des mesures pour augmenter les prix, les compagnies pourraient très bien dire qu'elles n'ont pas besoin du bois du cultivateur et celui-ci serait dans une position encore pire qu'avant.

M. Noël (Frontenac): Les compagnies peuvent avoir une perspective indépendante sur ce sujet, parce qu'elles ont d'importantes concessions forestières où elles peuvent obtenir leur bois à peu de frais. L'intermédiaire est un parasite de l'industrie de la pulpe. La plupart des compagnies coupent du bois sur le domaine de la couronne. Je ne suis pas en faveur de mesures de réglementation; bien entendu, elles sont d'encombrantes laisses. Mais, est-ce que le gouvernement, qui est propriétaire des limites, ne pourrait pas obliger les compagnies à acheter la production des cultivateurs après avoir fixé un prix minimum?

Je pense que le gouvernement devrait adopter une loi qui forcerait les compagnies à acheter leur bois des cultivateurs avant de couper du bois sur les terres de la couronne et d'utiliser les limites de la couronne. C'est un problème vital chez nous. Il est nécessaire que le gouvernement fasse quelque chose pour aider la population rurale qui diminue au Québec en raison d'un manque de revenu. L'agriculture a absolument besoin du revenu d'appoint que lui procure la vente du bois.

Il (M. Noël) réclame la création d'un office des marchés et l'institution d'un système de conventions collectives. Québec est l'une des deux seules provinces à n'avoir pas d'office des marchés agricoles, dit-il. À l'exception du Québec, presque toutes les autres provinces du Canada ont un bureau des marchés agricoles. Le résultat, c'est que nous sommes envahis par les produits des autres provinces. On ne peut pas élever de barrières, mais on peut au moins s'organiser pour rencontrer la concurrence.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)¹: Je m'exprime d'abord en français parce qu'il convient de commencer mon premier discours dans la langue de

la majorité, par respect pour cette Assemblée historique et vénérable⁴. J'espère que l'Union nationale me permettra de poursuivre en anglais. J'aimerais souligner, à ce propos, que, s'il fallait en croire un député ministériel qui a parlé avant moi, les droits de la langue anglaise auraient été reconnus par l'Union nationale, comme si les textes des traités qui en garantissent l'usage seraient autrement lettre morte. Les droits de la langue de la minorité dans la province de Québec sont reconnus par la Constitution et par les traités.

Il rend hommage à son prédécesseur au poste de représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), et rappelle la mémoire de son père qui siégea autrefois en cette même Chambre⁵. J'ai l'intention, dit-il, de combattre le totalitarisme. Je me suis fait élire pour dénoncer et combattre la loi provinciale d'impôt sur le revenu dont j'entends, en temps opportun, démontrer la complète inutilité. Pour le faire, j'invoquerai les propres statistiques du gouvernement et suggérerai les économies normales qui pourraient être réalisées dans l'administration des affaires publiques, notamment par les demandes de soumissions. Si le gouvernement avait voulu pratiquer une politique de sage économie, il n'aurait pas eu besoin de créer un impôt sur le revenu des particuliers.

Je me suis fait élire également pour dénoncer le système inique des contrats sans soumissions que le présent régime exploite si abondamment. Je n'ai eu besoin, dit-il, pour me faire élire, que de faire connaître mon opposition à la politique de l'Union nationale et mon adhésion aux principes libéraux proclamés par le chef de l'opposition, dont je loue les grandes qualités de chef et le dévouement sans borne aux intérêts de sa province.

Qu'est-ce que nous offre le présent gouvernement? De l'autonomie. De l'autonomie pour quoi? De l'autonomie pour qui? Est-ce que le gouvernement actuel a déjà dit d'une manière catégorique ce qu'il veut pour assurer cette fameuse autonomie? Non! Il est contre ceci! Il est contre cela! Il est en faveur de quoi? Qu'il nous le dise simplement. Tout le concept de l'autonomie, tel que prêché jusqu'à présent par l'Union nationale, est simplement une autonomie négative, qui n'est qu'un écran de fumée pour voiler ses insuffisances et derrière lequel le gouvernement cache ses fautes. Une autonomie qui sert de couverture, de masque, à l'autonomie personnelle du premier ministre lui-même. Ce dernier devrait donner un peu plus de considération et respecter un peu plus les droits personnels et l'autonomie des citoyens de la province.

À titre d'avocat pratiquant, une des choses qui m'ont le plus frappé, c'est que quatre des principales causes concernant les libertés individuelles à se rendre jusqu'en Cour suprême au cours des dernières années avaient toutes leur origine dans la province de Québec. Elles avaient toutes aussi pour leur point de départ des lois de l'Union nationale visant à restreindre les libertés individuelles. Je suggère, M. l'Orateur, que les lois mais aussi le gouvernement lui-même soient changés.

À propos des relations fédérales-provinciales, lors du discours du trône, le gouvernement reconnaît le problème fiscal comme étant le problème de l'heure, mais il adopte une politique de simple expectative et n'a jamais rien proposé de concret et de positif pour corriger la situation actuelle. Qu'a-t-il fait pour apporter une solution à ce grave problème?

Quelles mesures précises a-t-il suggérées pour améliorer la situation? Il préfère critiquer, rejeter et détruire toutes les suggestions constructives qui peuvent lui être présentées par les autres. Lorsque des arguments raisonnables ne peuvent pas être trouvés pour en venir à cette fin, on entend encore le cri perpétuel de l'autonomie; c'est le même cri qui est utilisé pour couvrir la multitude de lacunes.

Je veux aussi poser à la Chambre une série de questions que j'ai posées au cours de l'élection complémentaire de Westmount et qui n'ont pas reçu encore de réponses. Pourquoi la province de Québec doit-elle être la plus taxée de toutes les provinces? Pourquoi le coût de la vie doit-il y être plus élevé que dans toute autre province? Pourquoi payer ici 18 taxes alors qu'on n'en trouve tout au plus que 11 dans les autres provinces? Pourquoi les taxes sont-elles plus élevées dans Québec sur les autos, les permis, l'essence, les cigarettes, les repas, etc.? Pourquoi les industries démenagent-elles leurs bureaux-chefs en dehors du Québec? Pourquoi le gouvernement se refuse-t-il à demander des soumissions publiques pour ses contrats? Pourquoi lui faut-il \$55,000,000 de dactylographes, de machines à additionner et de papeterie dans une période d'à peine neuf ans? Pourquoi, enfin, le gouvernement s'objecte-t-il au contrôle par l'Assemblée législative des millions qu'il verse en octrois discrétionnaires de toutes sortes?

J'ai répété ces questions à la Chambre et je crois que c'est le moment pour le gouvernement de nous fournir de bonnes réponses et des explications pour chacune d'elles. Il s'agit de questions pour lesquelles la population de Westmount-Saint-Georges aimerait avoir des réponses, et je n'ai aucun doute

sur le fait que les électeurs de la province sont aussi intéressés par ces réponses.

J'ai écouté les orateurs du gouvernement parler avec une régularité monotone des pertes d'argent de l'administration de l'Union nationale. On pourrait croire qu'ils fournissent de l'argent de leur propre poche. Je suggère que l'efficacité de toute administration soit mesurée par l'usage et l'économie dont elle fait preuve dans ses dépenses et non pas par l'importance du montant dépensé. Un gouvernement qui dépense \$1,000,000, pour un pont, une route ou un édifice qui aurait pu coûter \$750,000 seulement, n'est pas un bon gouvernement. Il ne fait pas de bonnes affaires et on devrait l'arrêter. Les orateurs de la droite, qui se plaisent à remercier le premier ministre pour tout ce qui se fait dans la province, devraient aussi exprimer leur gratitude envers les contribuables de Montréal qui contribuent largement, par leurs taxes, à ces "largesses" du premier ministre.

Le débat est suspendu.

À midi, la Chambre suspend ses travaux⁶.

Reprise de la séance à 3 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet) dont elle a été saisie jeudi le 17 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Goulet (Témiscamingue): Il est faux de dire que les industries ne viendront pas dans le Québec si nous ne leur faisons pas de concessions comme dans l'Ungava.

L'expansion industrielle a provoqué un triste exode vers les villes et le gouvernement n'a rien fait pour limiter les dégâts. En 1944, les libéraux, grands amis des cultivateurs, ont consacré 8.92 % de leur budget à la classe agricole, alors que l'Union nationale a ramené ce pourcentage à 5.5 %. Si le gouvernement a vraiment à cœur l'intérêt de la classe agricole, pourquoi ne rétablit-il pas les subventions à l'industrie laitière? Pourquoi ne donne-t-il pas aux cultivateurs la convention collective agricole?

Le crédit agricole a certainement rendu des services aux cultivateurs, mais, dans certaines régions de la province, on s'en est servi pour faire de la politique sur le dos des cultivateurs. Des gens qui avaient été rejetés par l'Office du crédit agricole, parce qu'ils n'étaient pas de la bonne couleur, ont obtenu facilement le prêt fédéral.

Le gouvernement devrait fixer des prix minima pour la vente du bois aux compagnies de pulpe. Des cultivateurs se sont fait rouler par ces compagnies en acceptant des prix de famine pour leur bois. Un aspect étonnant de ce problème est que plus le prix du papier journal augmente, moins le cultivateur reçoit. En 1951, lorsque le prix du papier journal était à \$101.48, le bois de pâte était à \$15 la corde. De 1950 à 1955, le prix de la tonne de pulpe a monté régulièrement de \$105 à un record de \$131 dans certains cas, cette année, alors que le prix de la corde de bois diminuait de \$14.50 à \$13.50⁷. La même corde de bois, parfois à quelques milles de la frontière du Québec, se vend \$5 de plus. C'est anormal. Le gouvernement devrait établir un prix minimum basé sur le prix de vente du papier journal...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Fixer un prix sur la base d'un autre prix ne fonctionnera pas.

M. Goulet (Témiscamingue): Dans ce cas-ci, une autre formule pourrait fonctionner. Mais j'insiste qu'un prix minimum doit être établi. C'est ce qui est fait en Ontario et il n'y a aucune raison pour que ça ne fonctionne pas ici.

Le gouvernement néglige les colons et la colonisation, et il manque d'équité quand il s'en occupe. Dans le petit comté de Dorchester, où il n'y a que 400 colons, le ministère de la Colonisation a dépensé en cinq ans la somme de \$1,694,341.07, de 1949 à 1954, en subventions aux colons dans le besoin, les projets de colonisation et les routes de colonisation alors que, dans mon comté, celui de Témiscamingue, où il y a 1,000 colons, il n'a dépensé

que \$372,124.19. Autrement dit, Témiscamingue, qui a 600 colons de plus que Dorchester, a reçu \$1,322,216.88 de moins. Dorchester, on s'en souvient, c'est le comté du ministre! Va-t-on prétendre que c'est là dépenser l'argent des contribuables équitablement? La colonisation est négligée et les comtés d'opposition sont mal traités par la plupart des ministres. L'année dernière, lorsque j'ai révélé ces faits au ministre de la Colonisation, il m'a dit que c'était une bonne publicité pour lui et qu'il était certain d'être élu pour les 20 prochaines années.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Témiscamingue (M. Goulet) n'a pas le droit de faire une telle inférence.

M. Goulet (Témiscamingue): Je ne voulais pas dire que le ministre avait acheté les votes de ses électeurs...

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): C'est ce que tout le monde a conclu.

M. l'Orateur demande au député de Témiscamingue de retirer ses paroles.

M. Goulet (Témiscamingue) retire ses paroles.

M. Bertrand (Missisquoi)⁸ félicite les nouveaux députés ainsi que l'Orateur (l'honorable M. Taché), déclarant que sa carrière brillante d'Orateur est inégalée. Vous montrez, dit-il, une grande dignité dans l'exercice de vos fonctions et une maîtrise de vous-même que maintes personnes auraient intérêt à imiter dans la province.

Quant au premier ministre, toujours vigilant, alerte et ponctuel, il est pour la jeunesse un magnifique exemple de travail, d'ardeur, d'enthousiasme et d'énergie. À l'ouverture de chaque session, on sent chez lui comme un regain de vie parce qu'il aime la lutte et c'est dans la bataille qu'il se grandit. Il n'a jamais craint le combat. Il est pour nous non seulement le chef politique, mais encore plus le chef incontesté des Canadiens français et de la province de Québec. Au nom de l'électorat de Missisquoi, je lui souhaite une santé florissante.

Je félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet) et le député de Montréal-Laurier (M. Gagné). Je salue également le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) parce que, des deux côtés de cette

Chambre, il y a une amitié qui dépasse la partisanerie politique.

Le député de Westmount-Saint-Georges a déclaré qu'il espérait qu'on ne lui enlèverait pas le droit de parler anglais. Il n'en saurait être question. Le député n'a pas à craindre qu'on lui enlève le droit de parler anglais. Il est clair que le droit de parler anglais dans la province, dans le pays, n'a pas été accordé par l'Union nationale; il résulte du traité de 1760. Ce sont les droits du français au Canada qui seraient restés lettre morte si nous n'avions pas eu pour les revendiquer des chefs comme les La Fontaine, les Cartier, les Mercier et les Duplessis. Sans eux, nos droits n'auraient pas été sauvegardés et nous n'aurions pu les exercer comme nous le faisons aujourd'hui; nous aurions perdu ce droit et les autres.

Nous nous en souvenons; le peuple de la province s'en est souvenu et s'en souviendra à l'occasion. La province de Québec est fière du traitement qu'elle accorde aux minorités. Oh non! Il n'y aura jamais de Maillardville⁹ pour les Canadiens anglais dans la province de Québec comme pour les Canadiens français de la Colombie-Britannique. Nous sommes trop fiers du traitement dont jouit la minorité anglo-saxonne du Québec, pour vouloir y renoncer, et nous sommes trop fiers de cette tradition de "fair-play" accordé aux Anglo-Saxons pour ne pas la continuer.

(Longs applaudissements à droite)

L'Union nationale n'a jamais fait de politique raciale; tout ce qu'elle fait, c'est revendiquer des droits imprescriptibles, dont celui d'être maîtres chez nous dans la province de Québec et de nous gouverner selon nos aspirations et nos traditions. C'est cela l'autonomie et pas autre chose.

J'aimerais faire observer à mon nouveau collègue que l'élément anglais vote pour l'Union nationale, par exemple dans les comtés de Brome, Compton, Huntingdon. C'est là la preuve que le gouvernement actuel représente bien tous les éléments. Et c'est avec fierté que le Québec peut se vanter d'être la seule province où la liberté soit pleinement respectée et où toutes les minorités sont traitées avec justice. L'élément anglo-saxon du Québec accorde en majorité sa confiance à l'Union nationale parce qu'il sait ce qu'il lui doit, pour la santé et l'éducation en particulier. M. Cyril James, principal de l'Université McGill, a accueilli le chef du gouvernement provincial actuel comme un des plus grands premiers ministres qui aient travaillé dans la province à la cause de l'éducation.

Pour montrer que l'agriculture était en mauvaise posture, le député de Frontenac (M. Noël)

a dit que le nombre des chevaux avait diminué. C'est qu'on assiste à une motorisation et que les tracteurs remplacent les chevaux à la ferme. L'agriculture est florissante dans la province.

La preuve, c'est que les cultivateurs peuvent s'acheter des tracteurs et que le "garagiste critique" de l'agriculture¹⁰ peut leur en vendre pour remplacer les chevaux qu'un ancien premier ministre libéral de la province¹¹ voulait donner à manger à la population.

Le député de Frontenac (M. Noël) s'est plaint des ponts et des routes dans son comté. Ce n'est pas au ministère des Travaux publics que le député de Frontenac apprendra que les gouvernements libéraux ont laissé les ponts et les routes se détériorer pendant des années. D'ailleurs, quand la loi autorisant \$75,000,000 de travaux de voirie sera présentée, tous les députés libéraux voteront contre!

Le député de Témiscamingue (M. Goulet) a déclaré qu'un certain Adrien Gagnon, de Fabre (Témiscamingue), s'était adressé au prêt agricole provincial, en vain à cause de ses convictions politiques, et que, par la suite, il avait dû s'adresser au prêt agricole canadien. J'ai pris mes renseignements tout à l'heure. J'ai vérifié cette affirmation auprès des deux offices et l'ai trouvée fausse.

Je me suis d'abord adressé à l'Office provincial du crédit agricole. Les faits sont que M. Adrien Gagnon a fait une demande et un dépôt de \$5 le 27 mai 1948; une recommandation a été faite le 26 septembre 1949 pour que le régisseur accède à la demande. Le même mois, les régisseurs ont autorisé un prêt de \$3,000. Mais, le 16 décembre 1949, M. Gagnon a retiré sa demande. Le 20 décembre 1949, on lui a remboursé les \$5.

J'ai également procédé à une vérification au secrétariat du Prêt agricole canadien où il a adressé une demande semblable. On me dit que la demande de M. Gagnon a été refusée¹².

Une voix ministérielle: Encore pris!

M. Bertrand (Missisquoi): C'est la seconde fois que le député de Témiscamingue nous arrive avec des cas inventés comme celui-là. Je croyais que la leçon que lui a servie le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) lui servirait.

Le premier ministre a débarrassé la province de l'esprit du parti, du "Family compact" que tout le monde déplorait avant son avènement. C'est ce qui fait mal au cœur des libéraux.

Lors du congrès libéral provincial, on s'est imaginé que, parce qu'il y avait 2,000 personnes chauffées à blanc dans un hôtel, prises d'un enthousiasme subit au cours d'un banquet, toute la province était là. L'opposition semble croire que le Parti libéral jouit dans la province de la confiance populaire. Mais, à Saint-Eustache, cet été, à l'occasion du 25^e anniversaire de l'entrée dans la vie politique du premier ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), une foule de 10,000 personnes l'a fêté et a rendu hommage à la mémoire de son père qui a joué un grand rôle dans la politique canadienne ainsi que dans l'histoire de cette province, et au premier ministre.

Les élections complémentaires tenues depuis les élections générales prouvent que l'Union nationale garde toujours la faveur populaire. Il est clair que, depuis 1952, l'Union nationale n'a perdu aucun comté et a vu les majorités en sa faveur augmenter, alors que la majorité en faveur du Parti libéral a diminué dans deux circonscriptions. Aux dernières élections partielles, et par rapport aux résultats de 1952, la majorité libérale a diminué de 4,209 voix dans Outremont et de 3,679 voix dans Westmount.

Par contre, l'Union nationale a recueilli 4,908 voix de plus dans Matapédia, 2,588 dans Portneuf, 879 dans Compton, 1,788 dans Laurier, 2,850 dans Saint-Hyacinthe. Ces chiffres démontrent que, partout, l'Union nationale conserve la confiance populaire. Les majorités de l'Union nationale ont augmenté substantiellement dans tous les comtés qu'elle détenait, tandis que les votes libéraux ont diminué dans les comtés qu'ils ont réussi à garder.

Les membres de l'opposition parlent souvent de la doctrine libérale. De quoi veulent-ils parler au juste? Est-ce en vertu de cette doctrine qu'on refusait les pensions aux vieillards, le crédit agricole et l'électrification rurale? La vérité, c'est qu'il n'existe pas de doctrine libérale. Il y a eu dans ce parti de grands hommes, des hommes de panache, tels Laurier, Cardin et David, qui se sont imposés par leur beau verbe. Mais, au Canada, ce sont les hommes bien plus que les doctrines qui font les groupements politiques. Le citoyen a mis plutôt sa confiance en l'Union nationale, parce qu'elle représente pour lui une doctrine qui respecte les fondements sur lesquels repose notre autonomie législative et politique.

La province de Québec connaît depuis près de 15 ans un véritable mouvement national, qui répond à nos aspirations religieuses et patriotiques. L'histoire politique de la province enregistrera les noms de deux hommes qui ont concrétisé dans un

mouvement national l'idée d'autonomie. Le premier fut Honoré Mercier, dont le règne fut éphémère, mais dont les actes restent encore au premier plan. Le second, c'est le premier ministre actuel qui évite les erreurs du premier et donne à la province, depuis près de 15 ans, le mouvement national que l'on attendait.

Et aujourd'hui, toute la population se groupe autour du premier ministre actuel parce qu'il incarne bien ses aspirations et parce qu'il a su, à l'exemple de Mercier, mais de façon plus durable que lui, former un véritable mouvement national pour la défense de l'autonomie politique du Québec. À en juger par les mémoires présentés à la commission Tremblay, l'unanimité est à peu près complète, dans tous les groupements et associations de la province du Québec, pour appuyer l'attitude fière et ferme qu'a prise le premier ministre sur la question constitutionnelle.

Dans un discours prononcé aux Communes, le 21 mai 1947, le député actuel de Saint-Maurice (M. Hamel) disait: "Je ne suis pas un partisan de l'Union nationale, mais je ne puis m'empêcher d'approuver l'attitude de la province de Québec dans son refus de sacrifier sur cette équivoque son autonomie dans cet important secteur du domaine fiscal. On ne saurait cacher au peuple l'importance, pour le présent et pour l'avenir, des présentes discussions financières entre le gouvernement fédéral et les provinces." Le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) prétendait aussi que le fait pour le pouvoir central de vouloir tout s'accaparer réduisait les provinces au rang de vassales d'Ottawa.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'ai pas changé d'idée.

M. Bertrand (Missisquoi): Comme le député de Saint-Maurice a changé! Ce matin, quand le député de Montréal-Westmount (M. Hyde) disait: "What is autonomy?", que faisait le député de Saint-Maurice? Il riait et applaudissait. Quand le député de Westmount-Saint-Georges affirmait qu'il n'y avait pas de problème d'autonomie et que le député de Saint-Maurice applaudissait avec joie, ce dernier ne trahissait-il pas alors les idées qu'il professait autrefois? Le Parti libéral est obligé de compter sur des gens qui renient leur passé politique pour tenter de redorer son blason.

Mieux vaut comparer deux régimes que comparer deux provinces comme le font trop souvent les libéraux. Prenons le secteur des bourses de l'Aide à la jeunesse. En 1940, on en a accordé 60; et, en

1955-1956, 9,500, soit une augmentation de 15,733 %. En 1940, le montant des bourses était de \$9,000; en 1955-1956, il est de \$1,548,110, soit une augmentation de 17,200 %. Il faut souligner les progrès de l'enseignement, principalement de l'enseignement technique, ainsi que la multiplicité des bourses accordées par le ministère de la Jeunesse.

Le nombre des chevaux-vapeur harnachés dans le Québec a doublé depuis 1945, ce qui est une autre preuve de notre développement industriel. Notre province est au tout premier rang de la Confédération en ce domaine. Il faut également souligner les progrès réalisés au Québec pour la mise en valeur de la houille blanche. Le département des Ressources hydrauliques fait exécuter ses travaux par des ingénieurs de la province de Québec. J'en profite pour inviter la jeunesse à se diriger de plus en plus vers les carrières du génie et les carrières scientifiques.

Notre province est aussi la mieux organisée et la plus développée du Canada pour la sylviculture. Il rend hommage à l'œuvre accomplie par le premier ministre et le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) dans le domaine des terres et forêts.

(Applaudissements)

M. Cournoyer (Richelieu): Le chef de l'opposition a prononcé un discours remarquable et remarqué. Aucune de ses allégations n'a été relevée par les députés ministériels. Personne n'a contredit les statistiques qu'il avait puisées dans l'*Annuaire statistique* de la province. Peut-être même verrons-nous le premier ministre mettre à l'index cet annuaire si compromettant pour son administration.

Les ministériels ont parlé tant et plus de nos relations avec les députés fédéraux. Mais n'est-ce pas un honneur pour la province de Québec d'avoir un de ses fils comme premier ministre du Canada? Et, puisqu'on parle de ces choses, a-t-on oublié les romances, les ballades d'amour du congrès de Sherbrooke, en 1932¹³? À ce moment-là le premier ministre et son ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) étaient en courbettes devant M. Richard Bedford Bennett¹⁴. Le chef de l'Union nationale jurait même, comme en font foi les journaux de l'époque, de servir toute sa vie le conservatisme et la doctrine du parti conservateur.

On a dit que certains députés avaient honte aujourd'hui de certaines déclarations qu'ils avaient faites dans le passé. Mais que dire alors de celle que faisait le premier ministre actuel alors qu'il s'avancait, le goupillon à la main, pour bénir le pont

de Trois-Rivières? Il disait que ce pont large, fort, solide, était le symbole de l'Union nationale. Mais, quelques mois plus tard, ce pont devenait la plus grande immobilisation de la province au fond d'une rivière! Et ce qui étonne, c'est que ce pont, détruit, immergé, apparaît toujours à l'actif de la province pour une somme de \$3,000,000.

Un ministre a déclaré dans cette Chambre que l'Union nationale gagnait les élections qu'elle voulait gagner. C'est là une déclaration très courtoise pour M. Bernard Couvrette et le Dr Griffith, candidats de l'Union nationale battus ces dernières années.

On a parlé de majorités accrues, d'élections gagnées haut la main. Je crois que le gouvernement n'a pas raison d'être fier des résultats électoraux avec les moyens qu'il emploie. Aux dernières élections, on a eu recours à des tactiques dégradantes, dignes des plus célèbres dictatures d'Europe. On a tout employé: la force, la violence, les enlèvements, la détention. On a fait servir l'argent du peuple à des fins électorales.

La voirie est devenue dans la province le plus grand agent électoral depuis la Confédération. En 1948, ce ministère s'était fait voter des crédits de \$24,000,000 et il a dépensé \$65,000,000. En 1952, une autre "année du mercredi"¹⁵, il a dépensé \$87,000,000 alors qu'entre ces deux années les budgets ont été de \$40,000,000 et de \$50,000,000. Et on viendra ensuite prétendre qu'on ne fait pas de la voirie électorale!

On n'a pas à se vanter des succès des récentes élections partielles, car le besoin électoral est devenu la loi; il n'y a pas de travaux, légaux ou illégaux, qu'on n'ait pas faits pour acheter les consciences. On a même, au mépris de la loi, financé un système d'égout dans une paroisse! Ailleurs, on a immobilisé tout un rang en disant aux cultivateurs que s'ils voulaient une route, ils devraient le dire le jour du vote. Les grands dictateurs avaient eux aussi de grandes majorités dans leurs élections. L'un d'entre eux a finalement dépassé les bornes... et il a été chassé de son pays¹⁶.

Le gouvernement dépense 51.7 % de son budget en octrois, arbitrairement, à la discrétion du premier ministre. Une somme de \$154,000,000 a été distribuée par le gouvernement en octrois, soit plus de la moitié du dernier exercice fiscal. Ce système est mauvais. Il est injuste. Des comtés sont privés des octrois et des faveurs auxquels ils auraient droit comme les autres, alors que d'autres reçoivent beaucoup. À peu près tous les comtés de l'opposition sont mal traités. Il n'y en a pas un qui l'a été plus que

le comté de Richelieu. Avons-nous le droit de nous demander si nous sommes réellement en démocratie?

Dans le département de la Voirie, il se passe des choses fantastiques dans Richelieu. Pas un pouce de chemin n'a été fait par l'Union nationale, sauf quelques rechargements. Si c'est cela la démocratie, j'en suis profondément déçu. Je suis profondément déçu de l'attitude du gouvernement qui ne demande jamais une soumission. C'est un système qui encourage la malhonnêteté.

(Il exhibe un chèque de \$150) On en est rendu à retirer les chèques directement pour faire déborder la caisse électorale. Un chèque de \$150, venant des fonds publics, a été remis à la veille de l'élection partielle du 6 juillet à un électeur de Saint-Élie, dans le comté de Saint-Hyacinthe, pour acheter son vote. Ce citoyen a reçu un salaire.

Ce chèque, dit-il, sur lequel on lit "pour services rendus", porte la signature de l'auditeur de la province, M. J.-A. Vézina, et a été remis à un homme qui n'a jamais fait cinq minutes d'ouvrage au service de la province, pas même une seconde. Ce cas n'est pas le seul¹⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement révélera comment le député de Verchères (M. Dupré) a payé ou a fait payer certaines dépenses liées à l'élection partielle de Saint-Hyacinthe.

M. Cournoyer (Richelieu): Jamais beaucoup de réponses ne sont faites à l'opposition lorsque celle-ci soutient que la province rétrograde. On ne prend pas la part qui nous revient dans le développement du pays. Le parti au pouvoir appuie trop sur les termes de "catholique" et "canadien-français". Pourquoi ce besoin de recourir à ce pharisaïsme?

M. l'Orateur rappelle le député de Richelieu (M. Cournoyer) à l'ordre.

M. Cournoyer (Richelieu): On a parlé de l'augmentation du papier journal. Lorsque le premier ministre fait de grandes déclarations de principe, ce sont nos richesses naturelles qui s'en vont vers les États-Unis. Lorsqu'une industrie s'installe au Québec, c'est le premier ministre qui l'annonce dans les journaux!

En matière d'éducation, le gouvernement fait de grandes déclarations affirmant que l'Union nationale a bâti toutes les écoles et les paie. Après coup, on constate que les écoles ont coûté plus cher

et que les taxes doublent. Au point de vue agricole, on en est toujours à la politique du fanal et à la poésie de la traite des vaches. Le Québec a prêté \$126,000,000 aux agriculteurs, tandis que le fédéral donnait \$200,000,000 en allocations familiales. Nous avons les ouvriers les plus mal payés au Québec.

Des lois inopérantes ont été adoptées d'année en année par l'Union nationale. C'est un vrai musée, dit-il, et il cite plusieurs de ces lois comme des allocations familiales, de la stabilité industrielle du Québec, de la meilleure répartition des taxes, de la radio provinciale, de la cour de révision provinciale, sans compter les nombreuses lois concernant la réouverture des usines de Chicoutimi.

Tout cela nous donne une idée de la façon dont le gouvernement organise sa propagande pour endormir les gens. Il y a un nombre imposant de commissions qui siègent depuis des années sans n'avoir jamais présenté de rapports sur leur travail. Il y a quelque chose qui ne marche pas, puisque le gouvernement est obligé d'employer des méthodes aussi ronflantes. Le gouvernement met de la propagande électorale dans la bouche du représentant de la reine lorsque ce dernier lit le discours du trône.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le discours du trône fait vibrer des notes de prospérité, mais après 11 ans, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas réussi à abolir ou diminuer une seule taxe. Il réfère au *Petit catéchisme* de l'Union nationale, au chapitre des taxes. Le *Petit catéchisme* a été ignoré, dit-il¹⁸. Le premier ministre a promis d'abolir la taxe de vente, mais ne l'a pas abolie. Au lieu d'abolir les taxes, on les augmente. On impose des taxes vexatoires, telle la taxe sur les repas.

Dans le discours du trône, il n'est question ni d'abolir ni de diminuer les taxes. On dit que Québec n'est pas une province comme les autres. Certainement. C'est la plus taxée de la Confédération. Le contribuable montréalais, tout particulièrement, est très lourdement taxé. Comme représentant d'un des comtés les plus peuplés de Montréal, je demande le dégrèvement des taxes payées par le contribuable de la métropole. Chaque année, le contribuable montréalais est obligé d'aller s'agenouiller devant le gouvernement pour demander son pain quotidien.

Le gouvernement devrait accorder un subside de \$15 par tête à chaque Montréalais. D'après son statut juridique, Montréal n'a pas le droit d'avoir des déficits. Pour en arriver à un pareil résultat, il faudrait un subside statutaire de \$15 par tête. Vous allez me dire que c'est une trouvaille! L'idée n'est

pas aussi irréaliste qu'elle ne le semble. Dans l'État de New York, un subside analogue est prévu. Quand on trouve quelque chose de bien chez nos voisins, il est bon de le signaler.

Cela peut paraître renversant, mais il n'en est pas moins vrai que le premier ministre semble trouver que l'autonomie est un cheval démodé. Il veut le remplacer par celui de la coopération. Le peuple se rend compte que nous avons à faire face à une autre supercherie politique.

Je m'objecte au fait que la ville de Montréal soit obligée de percevoir la taxe scolaire et n'a pas le privilège de distribuer l'argent pour ses propres fins, alors qu'on a souvent répété, à l'Assemblée législative, ceci: "L'argent doit être employé par le gouvernement qui perçoit." L'autonomie de la Commission scolaire de Montréal serait mieux préservée si elle percevait elle-même ses taxes.

Depuis 1952, on a parlé trop rarement des problèmes de la métropole. Pourtant, il viendra un jour où Montréal aura son mot à dire dans l'administration de la province.

L'inertie de l'Union nationale est la cause de la hausse des billets de tramway à Montréal. Quand les billets valaient 8 cents et qu'il était question d'augmenter le prix, poursuit-il, un homme a dit: "Je réglerai ça." Mais le prix fut porté à 10 cents. Ce même homme a déclaré dernièrement, alors qu'il était question de hausse: "Je réglerai ça", mais le prix sera de deux billets pour 25 cents à partir du 1^{er} décembre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela n'a aucun rapport avec le présent débat sur l'adresse au discours du trône.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre veut-il dire qu'il réglera le problème?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces déclarations. Je n'ai jamais dit ça. La Commission du tramway de Montréal est un corps indépendant du gouvernement provincial, qui administre un actif municipal de la cité de Montréal. Le problème relève de la Commission des transports, qui est la propriété de la ville de Montréal, et il est de la responsabilité de la ville de Montréal.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Au cours du débat sur l'adresse, j'ai le droit de parler de tout ce qui concerne le confort des citoyens de la province et de toutes les municipalités.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël).

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) proteste.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre soulevé par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), en conformité avec le paragraphe 2 de l'article 759 du Règlement. Le point d'ordre est fondé.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bousquet, Chalifour, Cloutier, Couturier, Dallaire, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Jolicoeur, Langlais, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Prévost, Raymond, Rivard, Roy, Sauvé, Talbot, Tellier, 39.

Contre: MM. Bédard, Dupré, Hamel, Lafrance, Lemieux, Marquis, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, 9¹⁹.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue²⁰.

Le débat se poursuit sur l'adresse.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Alors qu'on parle de nos richesses hydroélectriques, savez-vous que, sous l'Union nationale, on continue à hausser les taux de l'électricité, et plus particulièrement dans la ville de Montréal? Cette dernière a vu son taux d'électricité augmenter, il n'y a pas si longtemps.

Cette hausse est due à l'imprévoyance et au gaspillage de l'administration actuelle. L'augmentation a été autorisée par un organisme tel que la Commission des transports, qui relève de l'autorité du gouvernement provincial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas vrai. Le député est supposé connaître cela. C'est élémentaire.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le gouvernement s'entête à ne pas intervenir pour que les consommateurs de Montréal paient moins cher pour leur électricité. À quoi sert une commission comme Hydro-Québec si nous payons davantage pour l'électricité? Là-dessus, nous avons à déplorer l'attitude passive du gouvernement.

En ce moment, nous assistons à une construction qui fera du Canada une grande force. Je veux parler de la canalisation du Saint-Laurent. Le gouvernement de l'Union nationale, tel qu'il le fait dans d'autres domaines, se contente d'une attitude passive. Que fait-il pour développer nos pouvoirs hydroélectriques?

Le gouvernement n'a pas profité des travaux de canalisation du Saint-Laurent pour développer le courant électrique du canal Lachine en construisant une centrale comme le proposait au départ le gouvernement fédéral. Le harnachement des forces hydrauliques du canal de Lachine s'impose. L'honorable George Marler, ministre des Transports d'Ottawa, a condamné dans un discours l'attitude négative du gouvernement de Québec à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre pour nier cette affirmation. M. Marler, dit-il, m'a fait dire par son secrétaire qu'il n'a jamais dit cela et qu'il m'envoyait une copie de son discours.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) condamne de nouveau ce qu'il appelle l'attitude négative du gouvernement, et il veut citer un journal dans lequel on rapporte que M. Marler aurait fait la déclaration rapportée plus haut.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie une deuxième fois.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Par la faute du gouvernement, la ville de Montréal en viendra à payer l'électricité plus cher qu'en Ontario.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'électricité coûte plus cher en Ontario actuellement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) nie l'affirmation du premier ministre. Je promets d'y revenir, parce que le temps de l'ajournement est arrivé.

Il propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), que le débat soit de nouveau ajourné²¹.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures²².

NOTES

1. "Le débat sur l'adresse a repris avec entrain au début de la séance de onze heures et s'est continué dans l'après-midi, contrairement à l'attente de nombreux députés", selon *L'Action catholique* du 26 novembre 1956, à la page 3.

2. D'après *L'Événement* du 26 novembre 1955, à la page 1, "Il s'appuie sur des articles parus dans la *Terre de Chez Nous* et sur une déclaration de M. J.-B. Lemoine de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.)."

3. *L'Action catholique* du 26 novembre 1956, à la page 3, note que "M. Hyde (...) a fait un bon début à l'Assemblée Législative. Il s'exprime bien en français et ne semble pas impressionné par le climat de la Chambre".

4. Selon *L'Action catholique* du 26 novembre 1955, à la page 14, "(...) il poursuit dans la langue anglaise".

5. George Gordon Hyde (1884-1946), père de Richard Hyde, fut député libéral de Westmount-Saint-Georges de 1935 à 1942 avant d'être nommé conseiller législatif pour la division de Victoria.

6. Les sources ne sont pas claires quant au moment de la suspension, mais il semble que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) ait été le dernier orateur de la matinée.

7. D'après le *Quebec Chronicle Telegraph* du 26 novembre 1955, à la page 3, le député aurait parlé d'une baisse jusqu'à \$13 et moins.

8. *L'Action catholique* du 26 novembre 1955, à la page 3, rapporte que M. Bertrand a présenté "un

vigoureux discours qui lui a valu de nombreux et fréquents applaudissements, du côté ministériel (...)."

9. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 26 novembre 1955, à la page 1, explique que le député de Missisquoi fait référence à la ville de Maillardville, en Colombie-Britannique, où la population de langue française a demandé au gouvernement de cette province de subventionner ses écoles (catholiques et françaises). Leur demande fut rejetée et les enfants francophones de Maillardville durent fréquenter les écoles publiques (protestantes et anglophones).

10. En plus d'être critique de l'opposition en matière d'agriculture, M. Arthur Dupré, député de Verchères, était garagiste et concessionnaire automobile.

11. Le député de Missisquoi fait allusion à Joseph-Adélard Godbout, premier ministre (libéral) du Québec, de 1939 à 1944, qui faisait la promotion de la consommation de viande chevaline.

12. *La Presse* du 26 novembre 1955, à la page 55, précise que "Plus tard, au cours du débat, M. Goulet a fait produire par un autre député libéral un document attestant que M. Gagnon avait obtenu un prêt du fédéral."

13. Le député de Richelieu confond sans doute le caucus du Parti conservateur provincial tenu à Montréal le 7 novembre 1932 qui désigne Maurice Duplessis comme chef de l'opposition (suite à la démission de Camillien Houde) et le congrès de ce même parti, tenu à Sherbrooke en octobre 1933, où Duplessis défait Onésime Gagnon pour devenir chef du parti.

14. Chef du Parti conservateur fédéral de 1927 à 1938 et premier ministre du Canada, de 1930 à 1935.

15. Le député de Richelieu fait ici allusion au fait que M. Duplessis tenait toujours les élections un mercredi, ce jour de la semaine étant dédié à Saint Joseph, pour lequel il avait une dévotion particulière.

16. Le député de Richelieu fait probablement allusion au dictateur argentin Juan Peron, chassé de son pays en octobre 1955.

17. *La Presse* du 26 novembre 1955, à la page 55, précise que "M. Cournoyer a parlé également d'un autre chèque semblable, mais ne l'a pas exhibé et n'a pas dit de quel montant il était."

18. Le député de Montréal-Jeanne-Mance fait référence au *Catéchisme des électeurs d'après l'ouvrage de A. Gérin-Lajoie*, Montréal, J.-B. Thivierge & fils éditeurs, s.d., 128 p.

19. D'après *L'Action catholique* du 26 novembre 1955, à la page 3, la décision a plutôt été maintenue par 40 contre 9.

20. "À ce moment, près de la moitié des députés ont quitté la Chambre", selon *L'Action catholique* du 26 novembre 1955, à la page 8. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, précise que: "À ce moment, il était presque 6 heures du soir."

21. Selon *L'Action catholique* du 26 novembre 1955, à la page 8, "(...) la séance est ajournée à mardi prochain, à 3 heures. Il restera quinze minutes au député de Jeanne-Mance pour finir son discours."

22. D'après *Le Soleil* du 26 novembre 1955, à la page 3, la séance a duré cinq heures.

Séance du mardi 29 novembre 1955

Présidence de M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre de l'absence de M. l'Orateur et, sur ce, le président des comités pléniers, M. Maurice Tellier (Montcalm), prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant¹.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs.

Saint-Elzéar

M. Barrière (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de Ville Saint-Elzéar, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de Ville Saint-Elzéar.

Association de diététique du Québec

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de sœur Sainte-Thérèse de la Foi et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Quebec Dietetic Association - l'Association de diététique du Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de sœur Sainte-Thérèse de la Foi et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Quebec Dietetic Association - l'Association de diététique du Québec.

Succession Lussier, Deschamps et Massue

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de Régina Lussier Bousquet, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de Régina Lussier Bousquet, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de

Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Succession Aldéric Brunet

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le député de Laval (M. Barrière), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la succession Aldéric Brunet, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de disposer d'un immeuble, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la succession Aldéric Brunet, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de disposer d'un immeuble.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Thibeault);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Thibeault);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de la Corporation de gaz naturel du Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de transport, de vente et de distribution dans la province (M. Roche);

- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cloutier).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice (Saint-Jean), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Gendron Beauchemin et autres, demandant l'adoption d'une loi interprétant le testament olographe de dame Berthe Beauchemin;

- de Eugène Poirier, exécuteur testamentaire de la succession de feu Joseph-Aimé Massue, demandant l'adoption d'une loi clarifiant certains termes du testament;

- de la ville Saint-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des syndics de la paroisse de Saint-Joseph de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Projets de loi:

Succession Berthe Beauchemin

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111

concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Joseph de Mont-Royal

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de ville Saint-Pierre

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice (Saint-Jean), comté de Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Joseph-Aimé Massue

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Pointe- aux-Trembles

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 concernant la ville de Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Communauté helléno-canadienne de l'Île de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Au nom de mon épouse, au nom des membres de la famille et en mon nom personnel, qu'il me soit permis de remercier le premier ministre et la Chambre pour la motion de condoléances qui a été adoptée jeudi dernier à la suite du décès de mon beau-père, après avoir été secondée par le whip libéral, le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland)². Il s'agit du deuxième deuil qui me frappe en moins d'un mois. La brièveté de mes remarques n'exclut pas la sincérité et je veux réitérer à tous les remerciements de tous les membres de ma famille.

Modifications au Règlement de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les amendements ci-après au Règlement de la Chambre soient adoptés:

a) l'article 93 du Règlement et ses amendements sont abrogés et remplacés par l'article suivant:

"Art. 93. Durant les sessions, à moins qu'elle n'en ait décidé autrement sur une motion annoncée, la Chambre se réunit à trois heures de l'après-midi le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi."

b) Le paragraphe 1 de l'article 100 du Règlement et ses amendements sont abrogés et remplacés par le paragraphe suivant:

"Art. 100. La Chambre s'ajourne à onze heures du soir le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi, à moins qu'elle n'ait, sur une motion annoncée, décidé de s'ajourner à une autre heure déterminée ou à son gré seulement."

c) Le paragraphe 1 de l'article 115 du Règlement et ses amendements sont abrogés et remplacés par le paragraphe suivant:

"Art. 115. 1. À moins que la Chambre n'en ait décidé autrement, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre suivant:

1. Le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi:

a) les questions aux ministres et aux députés;

b) les motions annoncées par le gouvernement;

c) les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement;

d) les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés;

e) les motions annoncées par les députés;

f) les ordres du jour relatifs aux bills privés;

2. Le mercredi:

a) les questions aux ministres et aux députés;

b) les motions annoncées par les députés;

- c) les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés;
- d) les motions annoncées par le gouvernement;
- e) les ordres du jour inscrits au nom du gouvernement;
- f) les ordres du jour relatifs aux bills privés.

Jusqu'ici, la Chambre verte n'a siégé qu'environ trois jours par semaine. Cela pouvait être convenable autrefois lorsque les affaires à discuter étaient moins nombreuses et importantes et que les projets de loi n'étaient pas présentés avec autant de diligence. Mais, aujourd'hui, un tel régime de séances n'a plus sa raison d'être. L'accroissement de travail motive un changement du Règlement.

Le but de la motion est de décider qu'il y aura séances du lundi au vendredi, jusqu'à 11 heures du soir. Cela consacrera l'esprit de travail qui doit régner ici et nous pourrons ainsi procéder plus rondement, avec plus de diligence. Dans toutes les autres Législatures, on siège tous les jours de la semaine sauf le dimanche.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis heureux d'appuyer la motion. Partout ailleurs, à Ottawa notamment où j'ai siégé pendant quelques années, la semaine de travail des députés est plus longue qu'à Québec. Je suis en faveur d'une semaine de travail du lundi au vendredi, même si cela doit comporter plus de travail pour les députés. Mais, en appuyant cette motion, j'ai une remarque à faire pour le public. Je demande au public de collaborer avec les députés et de ne pas leur reprocher de ne pas être à leur bureau quand la Chambre siège. Il ne faudra pas que, dans les comtés, les citoyens trouvent drôle de ne pas voir les députés à leur bureau. Il faudra que le public comprenne que le devoir des députés, durant une session, est d'être au parlement. Les députés devront donc être à leur siège dès le lundi et le public devra collaborer pour leur rendre la tâche moins ardue. En siégeant le lundi, on restreint la période de temps que les députés pouvaient consacrer à recevoir leurs électeurs au cours des sessions.

J'aimerais savoir quelles seront les heures de travail de la semaine prochaine, en raison de la fête de l'Immaculée Conception qui tombe jeudi, en plein milieu de la semaine. Le premier ministre a-t-il l'intention de proposer un ajournement à la semaine suivante ou les députés devront-ils revenir le vendredi à Québec? Si j'étais fixé sur ce point, je pourrais ou accepter ou refuser deux engagements prévus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous verrons le travail qui aura été accompli et je vais tâcher, autant que possible, d'alléger la tâche des députés. Pour ma part, j'ai un engagement annuel à l'Université Laval le jour de l'Immaculée Conception. Je désire accommoder les députés le plus possible. Nous pourrons nous entendre à ce sujet.

La motion est adoptée.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 25 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet), dont elle a été saisie jeudi le 17 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le gouvernement actuel, depuis 15 ans, a l'enviable record de n'avoir aboli aucune taxe et d'en avoir augmenté plusieurs, de sorte que le budget du contribuable s'en trouve considérablement alourdi.

C'est de Montréal que vient le gros des revenus de la province. Soixante-quinze pour cent des revenus de la province proviennent de la région métropolitaine de Montréal, et il serait normal qu'en retour la province verse à la métropole une subvention de \$15 *per capita* comme compensation pour avoir assumé le fardeau fiscal de la province. Le principe de cette contribution n'est pas nouveau, car il a été adopté par l'État de New York, en faveur de la ville de New York.

Les consommateurs d'électricité de Montréal paient plus cher ce produit depuis quelque temps. Le gouvernement ne profite pas de la canalisation du Saint-Laurent pour harnacher les forces hydrauliques des rapides de Lachine.

Il parle en faveur d'un tunnel qui relierait la métropole à la rive sud du Saint-Laurent. À l'âge de l'atome, dit-il, un tunnel peut être plus avantageux qu'un pont, ouvrage vulnérable en temps de guerre.

Depuis 1952, j'ai à plusieurs reprises demandé qu'on modifie la carte électorale de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de critiquer une loi sans en demander le rappel.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'accepte le point de vue du premier ministre et je me contenterai de critiquer l'application de cette loi. J'affirme que certains comtés de Montréal, où il y a 150,000 et 100,000 électeurs, sont trop peuplés par rapport à d'autres comtés de la province. Avec sa population importante, la ville de Montréal n'est certainement pas bien représentée en Chambre. Je ne veux pas que l'on cause des injustices aux comtés ruraux, mais simplement qu'on donne à chacun son dû. Les contribuables de la région métropolitaine sont injustement traités. Ils sont représentés, dans cette Chambre, par 15 députés sur 92. La région métropolitaine de Montréal a une population tellement importante qu'elle devrait être représentée par au moins 25 députés à l'Assemblée législative.

Depuis 15 ans, le nombre des comtés n'a pas bougé à Montréal³, bien que cette ville ait considérablement grossi. Le gouvernement fédéral accorde 20 comtés sur 73 à Montréal, et le provincial ne lui en donne que 15 sur 92; ceci n'est sûrement pas logique d'avoir seulement 15 hommes pour représenter l'Île de Montréal parmi les 92 députés de l'Assemblée législative. C'est une anomalie et une injustice. Ce n'est pas équitable d'avoir si peu de sièges électoraux pour l'Île de Montréal lorsque la majorité de l'argent que le gouvernement du Québec prélève vient de cette région. Un changement est nécessaire.

Présentement, l'Île de Montréal a des comtés où un député de l'Assemblée est appelé à représenter 150,000 électeurs, alors que certains députés des comtés ruraux représentant 9,000 électeurs ont la même représentation dans cette Chambre. Je ne veux pas parler des raisons pour lesquelles le gouvernement hésite à redistribuer la représentation de Montréal, mais il est possible que cette hésitation soit influencée par le fait que l'Île de Montréal compte un nombre assez important de députés libéraux à l'Assemblée depuis les dernières élections. Une telle situation est injuste pour

l'électeur et elle est injuste pour le député de l'Assemblée législative. Lorsqu'un député élu doit interpréter la volonté de quelque 150,000 électeurs, il lui est pratiquement impossible d'accomplir son travail.

Je vais proposer plus tard une motion pour qu'un comité spécial de neuf membres soit nommé pour rédiger un bill portant de 15 à 25 le nombre des comtés dans la région de Montréal⁴.

M. Lemieux (Wolfe) félicite les nouveaux membres de la Chambre, et particulièrement le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) qui a fait perdre son dépôt à son adversaire. Il félicite également le proposeur de l'adresse et le secondaire qui sont entrés dans cette Chambre pendant une session historique, puisque ce sera la dernière de l'Union nationale. Ils ont bien su manier l'encensoir, ajoute-t-il.

Il présente ensuite ses sincères sympathies au chef de l'opposition au nom des amis du Parti libéral et il le félicite pour son magistral discours. Le chef de l'opposition a prouvé, dit-il, que les déclarations de l'Union nationale, fondement de sa propagande, ne correspondent pas à la réalité; il a établi que l'atmosphère est devenue irrespirable au Québec pour le commerce et l'industrie; 150 industries ont dû quitter notre province pour s'installer en Ontario, et les industriels étrangers sont attirés par l'Ontario et non par le Québec.

Le chef de l'opposition a aussi parlé de l'Ungava, et le premier ministre s'est levé pour rappeler une déclaration du premier ministre Saint-Laurent. Le chef de l'opposition n'a jamais prétendu que la mise en valeur de l'Ungava est une mauvaise chose en soi; mais il a déclaré qu'une industrie sidérurgique est nécessaire chez nous. L'extraction de 500,000,000 de tonnes de minerai de fer dans l'Ungava est un travail considérable, mais si les Américains vont les chercher, c'est qu'ils souffrent d'une pénurie de fer; leurs gisements du Minnesota s'épuisent; il leur coûte moins cher d'aller chercher le minerai de l'Ungava. Ils ont un extrême besoin de minerai de fer; le fer est à la base de l'industrie moderne.

Au Venezuela, on a dû exécuter des travaux plus considérables même que ceux de la canalisation du Saint-Laurent pour aller chercher le fer. Autre avantage, les lignes de transport sont moins vulnérables au Canada qu'au Venezuela. Une industrie sidérurgique chez nous ferait naître une foule d'industries secondaires. Le chef de l'opposition a eu doublement raison de réclamer

l'installation chez nous d'une industrie de l'acier. D'autant plus que nous avons chez nous tous les éléments minéraux nécessaires à cette industrie: le carbone et le charbon nécessaires pour l'acier, ainsi que le nickel, le chrome, le tungstène, etc., tous indispensables aux alliages.

Le secondeur de l'adresse, le député de Montréal-Laurier (M. Gagné), a parlé des questions de santé. Il disait que, grâce à l'Union nationale, les maladies contagieuses ont disparu. Mais prenons la variole: rappelons-nous la lutte héroïque qui survint quand le Parti libéral a voulu rendre obligatoire la vaccination antivariolique. Elle était disparue bien avant l'avènement de l'Union nationale. Depuis 23 ans que je pratique la médecine, je n'ai jamais vu un seul cas de variole. Et pourtant, le Parti libéral ne s'est jamais vanté d'avoir fait disparaître cette maladie. En 1933, 1934 et 1935, on avait déjà le sérum antidiphthérique alors que l'Union nationale n'était pas encore née. Et la situation est la même pour la coqueluche, la scarlatine, la rougeole. Le gouvernement s'attribue des mérites qu'il n'a pas, en prétendant avoir débarrassé la province de Québec des maladies contagieuses, alors que l'amélioration est due aux nouveaux médicaments sur le marché.

Le premier ministre a dit que la province de Québec n'était plus au dernier rang parmi toutes les provinces pour ce qui est des méfaits et de la mortalité dus à la tuberculose, mais ce n'est pas l'Union nationale qui a fait entrer Terre-Neuve dans la Confédération; or, c'est grâce à l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération que le Québec n'est plus au dernier rang. Cette mortalité due à la tuberculose a diminué comme ailleurs, ni plus, ni moins. Autrefois, nous n'avions malheureusement pas les armes qui existent contre la tuberculose. Ces armes, ces médicaments nouveaux n'ont pas été inventés par l'Union nationale. Québec a fait des progrès comme on en a réalisés ailleurs, mais ce n'est pas l'Union nationale qui a inventé les médicaments nouveaux qui ont rendu ces progrès possibles. Il est vrai qu'on a construit des sanatoria, mais c'était avec l'argent du peuple, et la première des choses à faire était de protéger le capital humain. C'était le devoir du gouvernement de fournir aux gens les hôpitaux spécialisés nécessaires pour leur permettre de récupérer leur santé.

Est-ce que le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) pourrait me dire si, dans certains cas, des considérations politiques plus que des considérations scientifiques n'ont pas influé sur le choix de la situation de certains établissements et si l'administration de la Santé ne coûte pas plus cher

dans la province de Québec que dans d'autres parties du Canada?

Il est beau d'avoir des sanas mais ce qui est encore plus important, c'est que le dépistage des malades soit bien fait. Il (M. Lemieux) parle de vaccination obligatoire avec le B.C.G. dans les écoles. Depuis six mois, dit-il, à l'unité sanitaire du comté de Wolfe, un appareil pour le dépistage de la tuberculose reste inutilisé.

Dans la loi de l'assistance publique votée par les libéraux, le coût de cette assistance était divisé en trois parties, les municipalités payant le tiers. Mais avec l'augmentation des dettes municipales et le coût des services municipaux, les conseils ne sont plus capables de payer leur part et il était du devoir du gouvernement provincial de leur venir en aide. Mais il ne faut pas se leurrer sur l'efficacité de cette aide, car, sous les régimes libéraux, le taux était de \$2.50 par jour par malade, alors qu'aujourd'hui, le taux atteint les \$11. Si on prend en considération la différence des revenus des municipalités en regard des revenus du gouvernement actuellement, l'aide apportée n'est pas aussi substantielle et efficace qu'on le veut faire croire.

Je comprends pourquoi le premier ministre s'est opposé à l'assurance-santé, lors de la conférence d'Ottawa. C'est probablement parce que le système actuel favorise mieux le patronage politique, même si, de l'avis du sous-ministre de la Santé à Québec, 80 % des gens n'ont pas les moyens d'aller recevoir des soins dans les hôpitaux. L'assurance-santé empêcherait les organisateurs de l'Union nationale, en période électorale, de payer les comptes d'hôpitaux des gens dont ils veulent s'assurer le vote. Il est d'ailleurs facile de comprendre qu'avec le déséquilibre qui existe dans le département provincial de la Santé il soit difficile pour le gouvernement d'arriver à quelque chose de concret. Qu'on ne vienne pas nous dire surtout qu'on veut protéger les institutions particulières de la province de Québec. Ces institutions sont les premières à réclamer l'assurance-santé, que favorisent également les médecins, les hôpitaux, les gardes-malades et tous les citoyens.

Une loi a été votée pour établir des centres de diagnostic dans la province, mais rien n'a encore été dépensé à cette fin, sauf pour deux voyages en Europe du ministre et du sous-ministre de la Santé.

À propos de la voirie, le député d'Arthabaska (l'honorable M. Labbé) déclarait récemment en Chambre qu'il n'y a pas de politique dans l'administration du département et que la voirie n'existait pratiquement pas sous les gouvernements

libéraux. Sous les libéraux, les octrois de voirie étaient payés aux municipalités. Aujourd'hui, on envoie le chèque aux organisateurs de l'Union nationale qui dépensent l'argent à leur guise. La voirie est exploitée à des fins électorales. Le gouvernement ne fait pas de pavages dans le comté de Wolfe parce que le député du comté est libéral. On est même allé jusqu'à laisser non pavé un petit bout de route de 200 pieds de longueur, à cause de cela. Et, quand on se décide à faire quelque chose, on passe devant les propriétés des libéraux sans faire de pavage. Tous les chemins importants dans le comté de Wolfe ont été faits par les libéraux et en longueur et en qualité ces routes l'emportent sur celles de l'Union nationale.

Le gouvernement n'entretient pas les vieux ponts construits il y a longtemps par les gouvernements libéraux et que le trafic lourd actuel démolit lentement. Le pont de la Rivière-au-Canard s'est effondré, et le gouvernement refuse de le reconstruire en disant que ce devoir incombe à la municipalité. Pourtant, dans le comté de Saint-Hyacinthe, le gouvernement a payé au complet la reconstruction de deux ponts sur la rivière Yamaska. Il y a donc deux poids et deux mesures.

Il y a aussi de la politique dans l'administration de l'agriculture. Le grand malaise dont souffre la classe agricole, c'est l'écart trop petit entre le coût de production et le prix de vente. Le cultivateur peut à peine vivre. Il faudrait aussi des conventions collectives et un office des marchés, comme le réclamait l'U.C.C.⁵ dès 1950.

On sait de quelle façon cavalière le président de l'U.C.C. fut alors reçu, mais, par la suite, le gouvernement a formé la commission Héon qui, dès sa nomination, est tombée dans une profonde léthargie. La session est arrivée et nous espérons tous qu'elle consentira à ouvrir ses paupières lourdes de son sommeil de trois ans.

Le gouvernement n'a pas passé de lois pour diminuer le coût de production des cultivateurs et leur trouver des marchés. Le gouvernement ne se préoccupe pas du tout, non plus, des maladies contagieuses qui sont le cauchemar des cultivateurs, l'avortement épizootique et la mammites qui ruinent l'industrie laitière.

La désertion des campagnes par les cultivateurs, qui s'intensifie, est le grand problème de l'heure dans la province de Québec. En cinq ans, le nombre des partants a doublé et le mal s'accroît.

Au point de vue de la colonisation, le gouvernement n'aide pas les colons à rester sur leurs lots pendant que la désertion des campagnes continue

de s'accroître. Aucun encouragement ne leur est donné. On laisse piller les lots boisés des colons par des amis du régime, et il y a des rangs complets où il n'y a plus de colons et où les maisons sont disparues en même temps que la forêt. Les amis du gouvernement se sont enrichis et les colons sont partis. On pourrait citer le cas de 86 lots ainsi pillés sans que le gouvernement ne perçoive les droits de coupe et les autres redevances exigées par la loi.

L'Union nationale a donné un drapeau à la province. On croyait à ce moment que ce drapeau représentait les plus nobles aspirations de notre peuple. Malheureusement, l'Union nationale, après l'avoir hissé sur le parlement, l'a descendu pour en faire la swastika de son régime. On est allé jusqu'à déchirer et profaner notre drapeau pour y intercaler le portrait du premier ministre et des députés de l'Union nationale pour fins publicitaires. Jamais, dans toute l'histoire du monde, un pays ne s'est permis une telle profanation. Pour nous, libéraux, le drapeau provincial représente les plus nobles traditions de notre peuple et, en 1956, le Parti libéral le replacera au grand mat du parlement pour qu'il y flotte au souffle de la liberté.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Dans un article paru dans *Le Soleil*, journal libéral, au lendemain de l'ouverture de la session, un journaliste expérimenté n'a pas craint de rendre hommage au gouvernement de l'Union nationale.

Le député de Québec-Est (M. Marquis) a parlé de la valeur des terres au Québec et en Ontario. Pour répondre au député, je dirai que ses électeurs auraient préféré l'entendre parler de l'assainissement de la rivière Lairet que d'écouter ses comparaisons entre la valeur des terres du Québec et de l'Ontario. Je demande au premier ministre de maintenir sa collaboration et son désir de coopération avec Ottawa, de façon que l'assainissement de la rivière Lairet devienne bientôt une réalité.

Le député de Québec-Est n'a pas fait écho aux demandes de deux échevins de son quartier pour que le gouvernement se charge des réparations et du pavage du boulevard Henri-Bourassa. Au nom des électeurs de Québec-Est, je demande au premier ministre de faire pour le boulevard Henri-Bourassa ce qu'il a fait pour le boulevard Saint-Sacrement.

Relativement aux remarques du député de Québec-Ouest (M. Savard), concernant le prolongement du boulevard Laurier, pour décongestionner la circulation dans la banlieue de Québec, nous avons devancé le député de Québec-Ouest. Il y a assez longtemps que j'étudie la question avec le ministre de

la Voirie (l'honorable M. Talbot). Divers problèmes d'expropriation sont déjà réglés, mais des terrains appartiennent à des successions ou à des compagnies, ce qui rend le règlement plus long et plus difficile et retarde les procédures. Mais je puis assurer mon honorable ami de Québec-Ouest que le projet est déjà en bonne voie de réalisation.

Le député de Québec-Ouest a réclamé la construction d'un autre vaste édifice gouvernemental sur la Grande-Allée, se plaignant que les bureaux du gouvernement étaient dispersés. Je lui ferai remarquer que cette dispersion était un moyen de permettre à la ville de Québec de retirer des taxes plus considérables. Y a-t-il un autre moyen pour permettre à la ville de Québec de retirer du gouvernement des taxes considérables? Le présent gouvernement a aidé Québec plus que tout autre gouvernement provincial ou fédéral. Il a dégagé la cité de l'obligation qu'elle avait de payer \$30,000 par an pour l'École technique. Il lui a accordé un octroi d'un quart de million pour l'aider à boucler son budget. Il est venu à son secours de toutes façons.

L'opposition se préoccupe beaucoup au sujet de ce qui se passe en Ontario. Occupons-nous donc de nos propres affaires. Nous n'avons pas à subventionner leurs institutions, mais les nôtres. Plutôt que de rabaisser la province, il serait préférable de démontrer un peu d'appréciation pour la prospérité qu'elle a apportée dans tellement de domaines et pour son travail visant à améliorer encore plus les conditions de vie.

Grâce aux législations passées par l'Union nationale, personne n'a le droit de rougir d'habiter la province de Québec. La jeunesse qui monte trouvera un climat de sécurité et de salubrité qu'aucune autre province ne connaît. Après 10 ans d'administration, l'Union nationale a fait de notre province la plus belle de la Confédération.

Il (M. Boudreau) vante le développement de nos ressources naturelles et l'essor industriel du Québec sous le présent gouvernement. Les députés de Frontenac (M. Noël) et de Wolfe (M. Lemieux) ont parlé de l'exode des nôtres aux États-Unis. Le député de Beauce (M. Poulin) leur a répondu en disant que cette situation n'existait pas depuis hier.

À Montréal, dit-il, un ancien premier ministre libéral évoquant l'exode des nôtres, l'a attribué à trois causes principales: 1) dans bien des cas, les centres de colonisation ont été mal choisis et les gens se sont découragés; 2) les cultivateurs ne peuvent se faire à l'idée que le confort et même le luxe sont incompatibles avec la vie rurale; 3) le système de

crédit agricole a maintes fois été essayé ailleurs, mais a fait faillite partout.

Le même premier ministre ajoutait: "Nous préférons dire aux cultivateurs: Nous allons vous donner". Et les libéraux n'ont rien donné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qui a dit cela?

M. Boudreau (Saint-Sauveur): M. Alexandre Taschereau.

Dans le domaine de la santé publique, le gouvernement a consacré \$130,000,000 à sa lutte contre la tuberculose et les maladies mentales. Des réalisations très importantes et très heureuses ont également été enregistrées dans le domaine des maladies contagieuses.

Les ouvriers doivent à l'Union nationale les plus importantes lois ouvrières dont ils bénéficient. Une des plus importantes est la loi Barrette, qui augmente les indemnités aux accidentés du travail.

Je félicite le gouvernement de sa loi de l'apprentissage dans laquelle s'affirme la liberté donnée à l'organisation de la classe ouvrière. Cette loi n'a pas d'égale au pays. Après la guerre, l'industrie de la construction avait un vaste programme de travaux à exécuter. Mais elle était paralysée par le manque de main-d'œuvre. Mis au courant de la situation, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) s'appliqua immédiatement à apporter des remèdes, avec autant de rapidité que d'efficacité.

Il convoqua les représentants de l'industrie et ceux des ouvriers de la construction. Une formule fut adoptée et la loi de l'apprentissage fut passée. Un premier centre fut construit à Montréal et il ne tarda pas à devenir insuffisant. On en construisit un autre qui sera le plus vaste et le mieux organisé du monde entier. D'autres centres ont été construits dans plusieurs autres grandes villes de la province.

À propos des résultats, on disait, dans un article de *L'Action catholique* de janvier 1955, que sur les 21,000 apprentis des métiers du bâtiment dans tout le Canada, 14,000 se trouvaient dans la province de Québec. Non seulement nous l'emportons sur l'Ontario, mais sur tout le Canada. En Ontario, il n'y a qu'un centre d'apprentissage pour les métiers de la construction et il est la propriété conjointe du gouvernement fédéral et du gouvernement ontarien. Dans notre province, nous avons six centres d'apprentissage qui sont sous la direction de comités d'apprentissage, formés de patrons et d'ouvriers. La classe ouvrière a été choyée par le gouvernement.

Aujourd'hui, nos ouvriers sont mieux rémunérés. Des bourses sont octroyées à leurs fils, ce qui leur donne accès aux professions libérales. Plusieurs ont embrassé des carrières professionnelles et font honneur à leur province. Je connais personnellement des familles d'ouvriers qui, grâce aux bourses d'études du gouvernement, voient leurs fils briller dans le monde professionnel.

D'ailleurs, le fait que j'aie été réélu par une majorité accrue, en 1952, montre que la classe ouvrière a confiance dans le gouvernement de l'Union nationale.

Je tiens à rendre hommage au gouvernement pour l'aide efficace et généreuse accordée aux municipalités de Québec-Ouest et de Petite-Rivière, dans le comté de Saint-Sauveur. C'est ainsi qu'il a dépensé \$162,000 pour la construction d'une route moderne à Petite-Rivière.

Maintenant, les cultivateurs de l'endroit peuvent venir vendre leurs produits en ville. En 1954, deux coopératives d'habitation ont commencé à construire des maisons familiales. L'an prochain, une paroisse sera organisée. De plus, un nouvel aqueduc puissant dessert toute une zone.

Autrefois, Québec-Ouest avait l'allure d'une parente pauvre; elle ne pouvait pas faire face à ses obligations. Le gouvernement l'a sortie de l'ornière; son crédit a été rétabli. Voilà des œuvres qui resteront mémorables. Québec-Ouest n'est plus une parente pauvre. Sur son territoire, l'emplacement d'une église a été fixé et nous verrons bientôt s'établir à cet endroit une nouvelle paroisse.

J'exprime ma gratitude au premier ministre pour l'honneur qu'il m'a fait en me nommant adjoint parlementaire du ministre de la Voirie. Il a voulu démontrer que la voix de l'ouvrier était écoutée et entendue dans les conseils de la nation, en plus de rendre hommage à la classe ouvrière tout entière.

M. Bélanger (Lévis): L'Union nationale a tort de se fier aux résultats des élections complémentaires de l'été dernier. En 1949, l'Union nationale a gagné une élection partielle dans mon comté avec une majorité de 9,387 voix.

Et, en 1952, bien qu'on ait tout fait pour voler l'élection, le Parti libéral reprenait le comté de Lévis, avec une majorité deux fois plus grande que celle remportée par le premier ministre dans Trois-Rivières en 1931⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire que ses adversaires ont voulu voler l'élection. Qu'il retire ses paroles.

M. Bélanger (Lévis): Je les retire, à la condition que l'Union nationale retire aussi ses tactiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les paroles doivent être retirées sans condition, d'après les règlements.

M. Bélanger (Lévis): Je les retire sans conditions et je remercie le premier ministre de l'affection qu'il me porte.

Passons aux questions agricoles. Il se vend de la margarine partout, à raison de 8,000,000 de livres par année dans le Québec, et la loi de l'Union nationale n'est qu'une fumisterie pour jeter de la poudre aux yeux. Pas un seul député ministériel n'a fait de suggestion pratique et concrète pour améliorer le sort de l'industrie laitière, qui n'a été sauvée que grâce au prix de soutien du beurre établi par Ottawa.

Nos cultivateurs se trouvent dans une situation pénible. Les prix des machines agricoles, des engrais et des grains de semences montent continuellement, mais les prix des produits de la ferme sont toujours instables, de sorte que les cultivateurs doivent investir un capital de la récolte. Le prix du porc a baissé de 20 % en une seule semaine. Actuellement, les caves sont remplies de patates qu'il faut souvent sacrifier à 50 cents le sac.

Il y a un moyen d'améliorer cette situation; une loi de convention collective agricole et de mise en marché, pour donner au cultivateur de chez nous au moins une part de cette stabilité et de cette sécurité auxquelles il a droit. Mais le gouvernement ne bouge pas.

On ne trouve rien non plus pour l'ouvrier dans le discours du trône. Le syndicalisme est battu en brèche. Il y a toujours deux poids et deux mesures. Le gouvernement n'est plus un arbitre impartial dans le monde des relations ouvrières. Il a perdu la confiance des ouvriers à tout jamais.

Dans le Québec, le petit contribuable est plus taxé qu'ailleurs. Il solde à lui seul 57.61 % d'un budget sans précédent de \$335,000,000, alors que la proportion n'est que de 39.9 % en Ontario, de 20 % en Colombie et de 11.38 % en Alberta.

Les successions en ligne directe sont taxées à compter de \$10,000, chez nous, contre \$50,000 en Ontario, de sorte qu'il en coûte plus cher non seulement pour vivre dans Québec, mais même pour y mourir! Le gouvernement se vante de ses œuvres, mais il les fait payer par les petites gens, alors que nous sommes au sixième rang de la Confédération pour les revenus personnels, au cinquième pour les salaires et gages, et au sixième pour les revenus de l'agriculture.

Les petits contribuables sont indûment taxés dans le Québec, parce que le gouvernement actuel ne tire pas de l'exploitation de ses ressources naturelles une part suffisante de ses revenus. Le produit qu'il en a perçu en 1955 ne représentait que 8.55 % de son budget comparativement à 9.5 % pour l'Ontario; 16.5 % pour la Colombie; et 50 % pour l'Alberta. Les forêts rapportent à la Colombie au-delà de 15 % de son budget. Ici, elles rapportent moins de 5 %, bien qu'elles soient beaucoup plus considérables. Sous le régime Taschereau, en 1935, l'exploitation des ressources naturelles représentait 14.45 % du budget. Ce pourcentage est tombé à 14.01 % en 1937, à 13.37 % en 1947, à 9.13 % en 1954 et à 8.55 % en 1955. Les profits du gouvernement dans ce domaine ont continuellement baissé.

Le gouvernement manque de vision dans l'exploitation des ressources naturelles de la province, et la politique de l'Union nationale en la matière a été concrétisée par l'Ungava. Le premier ministre aime à dire qu'une minime partie du Nouveau-Québec a été concédée à l'Iron Ore, mais cette minime partie représente tout de même une étendue qui engloberait les comtés de Lévis, Bellechasse, Montmagny et L'Islet. D'après le *Wall Street Journal*, ce territoire contient assez de minerai pour quatre grandes guerres. On est sûr d'y trouver un milliard de tonnes de minerai de surface contenant une teneur exceptionnelle de 55 % à 65 % de fer, plus un autre milliard de tonnes de minerai de plus faible teneur, mais exploitable.

Il s'agit donc de richesses fabuleuses, et l'Union nationale a donné tout cela pour \$100,000 par année. Avec un contrat comme au Venezuela où la compagnie Bethlehem Steel doit partager ses profits à raison de 50 % avec l'État, une fois terminée la période d'organisation, la province aurait retiré \$15,000,000 à \$30,000,000 par année au lieu de \$100,000, et cela, sans préjudice aux droits de mines et à la taxe de vente dont parle le premier ministre. Selon les termes du contrat entre l'État du Venezuela et la compagnie Bethlehem Steel, le Venezuela permet à la compagnie d'exploiter 50,000,000 de tonnes sur lesquelles aucun droit n'est imposé, mais l'État reçoit la moitié de ce qui reste. Les gisements de l'Ungava rapporteront un profit net de \$3 la tonne, selon le *Wall Street Journal*.

La mise en valeur de l'Ungava semblait porter la promesse de nouveaux emplois pour les Canadiens français; et le premier ministre avait affirmé que l'exploitation rapporterait aux Canadiens français une prospérité sans précédent. Cependant, seulement quatre des 27 employés qui occupent un

poste élevé pour la compagnie de chemin de fer viennent de la province de Québec, trois d'entre eux sont Canadiens français. À Burnt Creek et à Knob Lake, il y a un ingénieur canadien-français et deux contremaîtres canadiens-français. Personne d'autre n'occupe un poste supérieur⁷. Les Canadiens français n'occupent que des postes inférieurs dans le Nouveau-Québec. Ils n'occupent pas les places auxquelles ils ont droit. Il cite la dernière liste électorale avec des noms portant la mention "ouvrier".

M. Bertrand (Missisquoi): Il n'y a rien de dégradant dans cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas exact. L'un des principaux officiers de la compagnie dans l'Ungava est M. Dufresne, fils du sous-ministre des Mines. Il est surintendant et il est là depuis le début avec plusieurs autres Canadiens français qui occupent des postes de commande, des postes-clés.

M. Bélanger (Lévis): La seule langue officielle sur les chantiers de la compagnie est l'anglais. Et l'influence américaine est si forte que même l'heure en vigueur sur le chemin de fer de l'Ungava, sur les trains circulant entre Schefferville et Sept-Îles, est l'heure de Washington. Ça, c'est ce qu'on appelle de l'autonomie! Les seuls ouvriers qui bénéficieront de l'Ungava, ce sont les métallurgistes de Cleveland, de Baltimore et de Pittsburgh, à qui notre minerai assurera du travail pour 100 ans à venir.

C'est le temps d'établir une industrie sidérurgique dans la province, alors qu'il y a pénurie d'acier partout. Sans l'indépendance économique, l'indépendance politique n'est qu'une fumisterie, selon le chanoine Lionel Groulx.

Les libéraux ne sont pas contre les capitaux étrangers pour l'exploitation des ressources naturelles de la province, mais ils croient que la province devrait en retirer plus de profits. Québec reçoit bien peu en retour pour laisser les intérêts américains exploiter les gisements de l'Ungava. Pourquoi faut-il que ce soit toujours les étrangers qui tirent profit de nos ressources? Pourquoi tant des nôtres se contentent-ils de placer leur argent à 4 % sur première hypothèque ou sur obligations? Accueillons le capital étranger dont nous avons besoin, mais en prenant les dispositions nécessaires pour rester maîtres chez nous et pour que nos ressources naturelles profitent dans toute la mesure du possible aux nôtres. Facilitons aux nôtres l'accès aux postes

importants. Ouvrons nos écoles de science à tous ceux qui ont du talent, même s'ils manquent d'argent.

Je suggère que le ministère des Terres et Forêts devienne un ministère des Ressources naturelles, assisté d'un Conseil supérieur des richesses naturelles, indépendant de la politique, et composé de nos meilleurs économistes, financiers et sociologues. Son rôle serait de procéder à un inventaire complet de nos ressources naturelles et de suggérer au gouvernement les meilleurs moyens d'en tirer profit à l'avantage de toute la population.

Comme autre élément d'une politique économique centrée sur les intérêts du Québec, je propose l'institution d'une banque d'investissement par l'intermédiaire de laquelle nos épargnants pourraient participer au développement des ressources naturelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aimerais annoncer à la Chambre qu'une importante usine de concentration de minerai de fer s'établira, le printemps prochain, dans Pontiac. J'ai reçu, cet après-midi, la visite de MM. John Sherwin, de la Pickans-Mather de Cleveland, et H. G. Hilton, vice-président de la Steel Company of Canada, qui m'ont appris que des travaux commenceront en mai prochain, afin de mettre en valeur un riche gisement de minerai de fer. Le développement sera entrepris conjointement par les deux compagnies.

La construction de l'usine donnera de l'emploi à 200 ou 300 personnes, et lorsqu'elle sera terminée, elle emploiera de façon permanente 300 personnes. Cette nouvelle usine exigera une mise de fonds de \$12,000,000 à \$16,000,000. Cette usine sera bâtie à une quarantaine de milles de Hull. C'est l'ancienne mine Bristol qui sera mise en valeur. Pour la desservir, on devra construire un chemin de fer de trois milles qui reliera la vieille mine à la ligne principale du Canadien Pacifique à Wyman. Des arrangements ont déjà été pris à ce sujet⁸.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat suspendu ce jour, sur la motion

proposée par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bousquet), dont elle a été saisie jeudi le 17 novembre courant: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Bélanger (Lévis): Le premier ministre a annoncé à la fin de la séance de l'après-midi, l'installation d'une nouvelle industrie dans le comté de Pontiac. Dans l'intention du premier ministre, cette nouvelle devait être une bombe, et elle a été reçue avec enthousiasme par les ministériels. Mais le premier ministre ne nous a rien appris. On savait cela depuis longtemps, car il avait annoncé déjà cette nouvelle le jour du poisson d'avril 1955. *L'Action catholique*, en date du 2 avril 1955, rapportait une conférence de presse tenue la veille, dans laquelle le premier ministre annonçait la nouvelle. Le premier ministre vieillit. Lui qui ne se souvenait plus de ses déclarations de 1935, le voilà qui oublie ce qui s'est passé il y a neuf mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'en souviens bien. Les industriels dont il s'agit sont venus alors me voir pour obtenir des précisions sur la possibilité de construire un chemin de fer. À ce moment-là, le projet était seulement au stade de la planification. Ils étaient venus me voir et avaient indiqué clairement leur intention de dépenser \$10,000,000 à \$15,000,000 pour établir cette usine si la question du chemin de fer et de l'électricité pouvait se régler. Cette question est maintenant réglée.

M. Bélanger (Lévis): À tout événement, cela nous rappelle la nouvelle que le gouvernement a annoncée pendant neuf ans pour faire croire à la réouverture des usines de Chicoutimi. Il n'est pas surprenant qu'après toutes ces répétitions, le nombre des industries nouvelles soit multiplié par 1,000, qu'on ne s'entende pas sur le nombre exact de ces industries et que le gouvernement fasse à ce sujet des déclarations souvent contradictoires.

C'est un gouvernement libéral qui a fait de l'Ungava une possession québécoise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) veut faire une mise au point.

Des députés de l'opposition font du bruit pour couvrir ses propos.

M. Bélanger (Lévis): Le chef de l'opposition et ses députés n'ont pas été invités à l'inauguration du premier chargement de minerai de fer à Sept-Îles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est M. George Humphrey⁹ qui a fait les invitations. Il a invité le premier ministre, des membres du gouvernement de la province, des journalistes; plus tard, il a aussi invité M. Saint-Laurent, M. Howe et M. Chevrier¹⁰. Il n'a pas pensé au député de Lévis, et pour cause.

M. Bélanger (Lévis): Mais tout cela ne change rien au problème de l'Ungava. La politique de l'Union nationale est une suite de vantardises et les citoyens commencent à s'en rendre compte.

(Applaudissements à droite)

Des voix ministérielles: Adoptée, adoptée!

La motion est mise aux voix.

M. l'Orateur suppléant: La motion en discussion est-elle adoptée¹¹?

M. l'Orateur suppléant: Adoptée! Carried!

L'adresse est adoptée¹².

Projets de loi:

Prêts agricoles

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Adopté en troisième lecture¹³.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 2 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en outre des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, un montant de dix millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec, 1 Édouard VIII (deuxième session), chapitre 3, en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, en tenant compte toutefois des modifications apportées par les lois 1-2 Elisabeth II, chapitre 5, et 2-3 Elisabeth II, chapitre 4, et par les résolutions 2 et 3 ci-après.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservent néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

Adopté.

2. Que l'article 8 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 40, par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 25, par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, et par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau modifié,

a) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe d, le mot "sept" par le mot "huit";

b) en remplaçant, dans la huitième ligne du paragraphe e, le mot "sept" par le mot "huit".

Adopté.

3. Que l'article 20 de ladite loi remplacé par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 5, soit modifié en remplaçant, dans la dixième ligne, le mot "sept" par le mot "huit".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Problèmes constitutionnels

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 4 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu que les importantes questions qui doivent être soumises à l'étude et à la considération de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels nécessitent un travail minutieux et très considérable;

Attendu que la commission a tenu de nombreuses audiences publiques à travers la province;

Attendu que l'étude et l'analyse des multiples mémoires et documents soumis à la Commission, dont quelques-uns tout récemment, entraînent nécessairement un long travail;

Attendu que, pour éviter toute possibilité d'équivoque quant au caractère de cette enquête, la commission a suspendu ses séances durant toute la période de la dernière élection fédérale;

Attendu que la commission, à l'unanimité de ses membres, représente au gouvernement qu'il sera nécessaire de prolonger jusqu'au quinze février 1956 le délai pour faire son rapport au lieutenant-gouverneur en conseil;

En conséquence,

1. Que l'article 3 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 4, modifié par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 24, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du second alinéa, les mots et nombre "le seize octobre 1955" par les mots et nombre "le quinze février 1956".

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura son effet depuis le seize octobre 1955.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Titre des membres de l'Assemblée législative

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 concernant le titre des membres de l'Assemblée législative de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me demande si c'est du bon français d'inscrire des majuscules à tous les mots composant ce titre¹⁴. Les lettres majuscules sont correctes en anglais, mais en français, elles devraient être en minuscules.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut mettre des majuscules partout. À Ottawa, les lettres majuscules sont utilisées pour les lettres MP (membre du Parlement) et je pense que la même pratique devrait être adoptée à Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Adopté. En admettant que ce sont là des fautes de français.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du droit d'expropriation par certains hôpitaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10

modifiant la loi concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux soit maintenant lu une deuxième fois.

On a remplacé, dans l'article 2 de la loi, le mot "et", à la fin de la troisième ligne, par le mot "à". On a fait de même dans le texte anglais. Il s'agit de remédier à une erreur typographique inscrite dans le texte original de la loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Juridiction en matière d'assistance publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle le bill 11 relatif à la juridiction des juges en matière d'assistance publique.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que le bill soit retardé à une autre séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte.

Conciliation entre locataires et propriétaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill prolonge jusqu'au 30 avril 1957 l'application de la loi. Pour prolonger la loi d'un an, il faut faire des articles de concordance.

La motion est adoptée.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 18 concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'application de la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (14-15 George VI, chapitre 20), telle que modifiée par les Statuts subséquents, soit prolongée jusqu'au 30 avril 1957.

Adopté.

2. Que l'article 38 de ladite loi, modifié par l'article 16 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 12, et par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 7, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, le millésime "1956" par le millésime "1957".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Assez, assez! Je trouve que ça fait suffisamment de lois pour maintenant!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas là de lois contentieuses.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je préfère quand même les remettre.

Commission des accidents du travail

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle le bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande un délai au sujet de l'étude de ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte.

Jugements en matière de pétition de droit

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 concernant l'exécution, en certains cas, des jugements en matière de pétition de droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 17 concernant l'exécution, en certains cas, des jugements en matière de pétition de droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 1024 du Code de procédure civile soit remplacé par le suivant:

"1024. Lorsque le gouvernement est condamné, par jugement définitif, à payer au requérant des frais ou une somme quelconque de deniers, une copie certifiée de ce jugement peut être remise au bureau du ministre des Finances de la province. Celui-ci doit alors payer le montant dû à même les deniers mis à sa disposition pour de telles fins; s'il n'en existe pas ou s'ils sont insuffisants, il doit l'acquitter à même le fonds consolidé du revenu de la province."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) proteste contre les procédures trop rapides de la Chambre. Assez! Assez!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce ne sont que des bonnes lois!

Aujourd'hui, en vertu de la loi, nous avons deux juges en chef, l'un est à Québec et l'autre à Montréal. Il n'est pas raisonnable de leur demander trop de travail. Ici, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un juge doyen afin de fixer les rôles. Ce juge serait comme un vicaire forain¹⁵. Vous ne pouvez demander au juge en chef de Montréal de s'occuper de Sherbrooke et à celui de Québec de s'occuper de Trois-Rivières. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

Problèmes d'hospitalisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que l'article 6 de la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation (2-3 Elisabeth II, chapitre 55), remplacé par l'article 1 de la loi 3-4 Elisabeth II, chapitre 21, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"6. Le comité doit faire rapport de ses constatations, de ses conclusions et de ses recommandations et le transmettre, avec la documentation recueillie, au ministre de la Santé dans un délai de deux ans de la sanction de la présente loi."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La Chambre a adopté suffisamment de bills.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que la Chambre rapporte progrès.

Rapport du comité plénier:

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande un délai au sujet de l'étude de ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois à une prochaine séance.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Les membres de cette Commission sont aujourd'hui nommés pour 10 ans. Il n'y a rien dans la loi qui permette de prolonger leur mandat. Toutes les commissions ont une loi pour appliquer ce principe. Si un membre est malade, il faut le remplacer par un commissaire *ad hoc*. Il faut donc une loi pour fixer son salaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) fait remarquer au premier ministre qu'on en a adopté suffisamment pour le moment.

Loi de l'exploitation des forêts

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de difficulté. Nous avons, depuis quelques années, passé une loi en vertu de laquelle des propriétaires de moulins avaient des limites à bois sur l'île d'Anticosti et sur la Côte-Nord, à des centaines de milles de l'usine. La loi actuelle a pour but de permettre de réallouer les limites, afin de faciliter l'ouvrage.

Ainsi, la St. Lawrence, qui avait des limites sur l'île d'Anticosti, s'est vue allouer de nouvelles limites au nord de Dolbeau, où elle a une usine. Les ordres en conseil adoptés dans le passé feront désormais partie intégrante de la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) avant l'adoption définitive du bill, demande d'examiner les dossiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette demande est accordée.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois à une prochaine séance.

Loi des conditions de l'habitation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter aux fins de la présente loi une somme totale de soixante-quinze millions de dollars."

Ce bill a pour effet de porter à \$75,000,000 les crédits votés pour faciliter la construction d'habitations familiales. La loi a été votée pour faire face à la crise du logement. Le gouvernement paie jusqu'à 3 % d'intérêt que devrait payer celui qui veut se bâtir. L'opposition a critiqué autrefois la loi. Pourtant, la valeur des biens-fonds a augmenté de plus de \$200,000,000 grâce à cette loi. Les capitaux engagés par le gouvernement sont de \$58,000,000. Cela correspond à un cadeau d'environ \$2,000 ou \$2,015 fait à chaque nouveau propriétaire. On a construit 25,500 nouveaux logements qui abritent quelque 130,000 personnes. Le déboursé de la province constitue en fait un placement.

Il rappelle l'exemple donné par les ouvriers de Trois-Rivières sous la direction du chanoine L.-J. Chamberland, un Canadien comme les grands Canadiens d'autrefois¹⁶. Quelques centaines de logements, dit-il, ont été construits par des gens qui n'avaient pas peur du travail. La loi a fait énormément de bien. Nous voulons continuer.

M. Dupré (Verchères): Tous les ans, le premier ministre répète les mêmes choses et parle de cette expérience.

Le premier ministre ne cite jamais les mêmes chiffres. Un jour c'est 25,000, un autre jour, c'est 40,000. Le 30 avril, il parle de 26,000 nouveaux logements, le 30 juin de 25,000 nouveaux logements, le 31 juillet de 27,000, le 31 août de 25,000, etc. Où est la vérité? Il y a une même diversité dans le nombre des personnes logées: 135,000 le 30 avril, 130,000 le 30 juin avec 1,000 habitations de plus, 139,000 le 30 septembre, 136,000 le 31 octobre avec

10,000 maisons de plus. Le ministre n'a pas le droit de rire ainsi de la population. La loi a fait du bien en certains cas. Mais ce qui n'est pas juste, c'est que les ouvriers pauvres ne peuvent pas en bénéficier. Le gouvernement n'aide pas ceux qui ont réellement besoin d'aide.

Le gouvernement aurait dû accepter que sa loi s'applique dans les cas de garantie fédérale. Ceux qui ont réellement besoin d'aide ne sont pas capables de bâtir leur maison parce que le gouvernement de l'Union nationale ne coopère pas avec le programme d'habitation du gouvernement fédéral, et il laisse ceux qui empruntent selon ses conditions bénéficier de la loi provinciale. Le déboursé initial actuellement à la charge du futur propriétaire est trop élevé. Actuellement, quand quelqu'un veut bâtir une maison de \$10,000, il lui faut \$4,000 comptant. Pourquoi ne peut-il pas profiter des avantages offerts par les autorités fédérales? C'est pourtant un payeur de taxes comme les autres.

J'ai déjà fait une suggestion au gouvernement provincial, si ce dernier veut aider l'ouvrier pauvre. Dans les petites villes comme Varennes, Belœil, Saint-Hilaire, il existe des caisses populaires. Mais, quand chacune de ces caisses a prêté à quatre ou cinq personnes, elle n'a plus d'argent disponible. J'ai dit au premier ministre: rachetez les prêts des caisses populaires!

Ainsi les caisses pourront prêter et tous les ouvriers pourront ainsi être traités sur un pied d'égalité. Avec ce système, à Belœil, 75 % de plus d'ouvriers pourraient se construire. Si chaque ouvrier avait sa maison, on n'entendrait plus parler de communisme.

La loi actuelle ne règle pas le problème de l'argent qu'il faut payer comptant. Et le problème s'aggrave d'année en année. La maison qui valait de \$5,000 à \$6,000 il y a quelque six ans coûte \$10,000 aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Verchères a parlé comme d'habitude. Il prétend que je me contredis. Les renseignements que j'ai donnés à la presse étaient basés sur les informations de l'Office. Les contradictions n'existent que dans l'imagination du député ou peuvent résulter des erreurs de certains journaux de bonne foi. Le député de Verchères est dans l'opposition. Pour elle, c'est plus facile de promettre. Elle bâtit des maisons verbalement.

Parmi les maisons bâties, il en est qui sont familiales et d'autres, doubles, et les chiffres fournis par l'Office ne tiennent pas toujours compte des

locataires habitant le deuxième logement. Cela peut expliquer certaines différences.

Je reparlerai du chanoine Chamberland et des ouvriers qui se sont bâtis à Trois-Rivières.

Il n'est pas exact de prétendre que les petits salariés ne peuvent bénéficier de la loi. Le gouvernement a des témoignages nombreux du contraire, le témoignage d'ouvriers qui n'avaient pas un sou d'épargne, ou à peu près, et qui, à force de courage et de bonne volonté, sont parvenus à se construire une maison à eux et à profiter de l'aide provinciale.

Il (M. Duplessis) produit une lettre, portant la signature de M. Lucien Hamel. Cette lettre dit que 53 % des membres d'une coopérative de Cap-de-la-Madeleine ont construit leur maison sans posséder d'argent liquide au début des travaux. À Trois-Rivières, à Montréal, à Granby, un peu partout, c'est la même chose.

Une maison, c'est plus qu'un simple assemblage de bois et de brique; c'est le fruit du travail, de joies, de peines, d'inquiétudes. La province fait sa part en mettant un crédit de \$75,000,000 à l'intention de ceux qui veulent réellement se construire; il faut que les futurs propriétaires fassent aussi leur part. Il faut que chacun s'aide.

Quant à remettre 3 % sur l'intérêt de prêts consentis par la Société centrale d'hypothèques et de logements, ce serait faire un cadeau à un millionnaire. Le député de Verchères voudrait que la province de Québec, qui reçoit 13 cents par dollar, fasse cadeau de millions à ceux qui touchent 77 cents par dollar et qui perçoivent un intérêt de 5.5 %. Ça ne tient pas debout. Le crédit urbain signifierait en somme que le gouvernement donnerait une maison à chacun. Mais une maison dans laquelle on n'a pas mis véritablement une partie de son cœur ne constitue pas vraiment un foyer auquel on s'attache. Je conseille à l'opposition de cesser de faire des promesses irréalisables, d'autant plus que l'argent du gouvernement provient des contribuables.

Un grand nombre d'ouvriers ont les moyens de se construire, mais il y aura toujours des gens qui ne veulent pas être propriétaires. Certains ont même revendu leur maison. On a construit 25,000 nouveaux logements pour 130,000 personnes logées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Plutôt que de vanter la loi du gouvernement, le premier ministre devrait fournir certaines explications que le peuple du Québec est en droit de savoir. Comment se fait-il que le pourcentage des chefs de famille propriétaires, de 1941 à 1951, soit passé de 57.6 % à 65.7 % au

Canada (augmentation de 7.9 %) 72.7 % à 78.2 % en Nouvelle-Écosse (augmentation de 5.5 %); 66.9 % à 71.2 % au Nouveau-Brunswick (augmentation de 4.5 %); 64.5 % à 74.1 % en Saskatchewan (augmentation de 9.06 %); 62.7 % à 70.1 % au Manitoba (augmentation de 7.4 %) 59 % à 70 % en Colombie-Britannique (augmentation de 11 %); 58.5 % à 69.6 % en Ontario (augmentation de 13.1 %), alors qu'au Québec le pourcentage a diminué, passant de 53.9 % en 1941 à 48.5 % en 1951 (diminution de 5.4 %) ?

Comment se fait-il qu'il n'ait pas augmenté dans notre province catholique et française avec un gouvernement rempli de surhommes, sous un régime social et national? Il n'y a que dans l'Île-du-Prince-Édouard que le pourcentage a baissé parmi les autres provinces; il n'y a baissé que de 0.4 % et il reste à un honorable 80.6 %. La situation au Québec a besoin d'être expliquée. Elle indique un mal extrêmement dangereux: le charlatanisme politique du gouvernement. Si la proportion de propriétaires de maison diminue dans la province, qui est sensée être dirigée par un groupe de superhommes, alors ces personnes auraient raison de croire qu'on observe un peu de charlatanisme politique. Dans la vie politique, il n'y a pas de mystères; le fait est là: le gouvernement n'a pas été à la hauteur de la situation. C'est la seule explication possible.

À ce point de vue, l'administration provinciale a enregistré un fiasco monumental avec la loi de l'habitation. Ailleurs, dans les autres provinces, on a pris tous les moyens pour bénéficier de l'aide du gouvernement fédéral. Au Québec, on l'a refusée. Le meilleur antidote contre le communisme est encore de donner un logis à chaque ouvrier. Parlons moins du communisme et agissons. Les jours du gouvernement sont comptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les variations politiques du député de Saint-Maurice lui inspirent des attitudes contradictoires. Les méthodes de discussion que le député emploie varient selon les circonstances, selon qu'il a intérêt à organiser ou à désorganiser, suivant les principes qu'il défend ou combat, selon ses intérêts du moment.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de me prêter ces intentions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai rien dit d'offensant pour quelqu'un qui a la conscience claire.

M. le président: Le député de Saint-Maurice se plaint apparemment des deux ou trois dernières phrases du premier ministre. Si j'ai bien compris, le premier ministre parlait de la carrière politique du député ou y faisait allusion, rappelant peut-être le temps où il était indépendant ou le temps où il est devenu organisateur. J'ai été tolérant pour le député de Saint-Maurice et je ne l'ai pas forcé, par exemple, de retirer le mot "charlatanisme" qu'il a appliqué au gouvernement. Cette expression est antiparlementaire. Comme je n'ai pas été sévère, je rejette le point d'ordre du député.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de la décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président: Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) soulève un point d'ordre à l'encontre de certaines paroles prononcées par le premier ministre commentant les variations politiques du député de Saint-Maurice, variations qui "inspirent au député de Saint-Maurice des attitudes contradictoires". Comme il s'agit de la carrière publique du député, je n'ai vu rien de dérogatoire dans les paroles du premier ministre, ajoutant, avec mes excuses à la Chambre, que j'avais été trop tolérant envers le député de Saint-Maurice, notamment lorsqu'il avait employé par exemple le mot "charlatanisme". J'ai rejeté le point d'ordre. Le député de Saint-Maurice en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hebert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 52.

Contre: MM. Bédard, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 19.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité pour l'étude du projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

La discussion se poursuit sur la résolution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas contrôlé les chiffres cités par le député de Saint-Maurice, mais le député a voulu, c'est clair, prouver que le nombre des logis a diminué dans la province de Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai parlé du pourcentage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice s'est attaché surtout à dénigrer la province de Québec et à la faire passer pour pauvre et rétrograde, alors qu'elle est la plus prospère du Canada.

Au député de Verchères (M. Dupré), qui a noté des divergences de chiffres dans mes déclarations, au cours des conférences de presse, je rappelle que tout à l'heure j'ai cité des chiffres de mémoire. Mais, depuis, je me suis procuré le rapport officiel de l'Office du crédit agricole qui administre la loi d'aide à l'habitation. Ce rapport couvre la période jusqu'au 31 octobre 1955.

J'ai dit que l'augmentation de l'évaluation atteignait \$225,000,000. C'est mieux que cela et le chiffre officiel est \$266,102,000. J'ai parlé de 24,000 à 25,000 nouveaux logis; c'est 32,092 qu'il aurait fallu dire. Les déclarations du député de Saint-Maurice ne peuvent faire oublier cela. Avec la façon de discuter employée par le député de Saint-Maurice, 32,092 nouveaux logis, c'est moins. On ne sait pas s'il tient compte du fait que nous avons rendu presque tous les cultivateurs propriétaires de leur maison et de leur terre.

Il (M. Hamel) a parlé du Nouveau-Brunswick - toujours en pourcentage, car il faut distinguer entre la vérité et le pourcentage - pour nous dire que le nombre des logis a augmenté dans cette province de l'Est. Or, tous ceux qui ont assisté à la conférence d'Ottawa ont entendu le premier ministre du Nouveau-Brunswick dire que c'est dans sa province que les salaires des ouvriers sont les plus bas.

Cela détruit l'argumentation du député de Verchères qui proclamait qu'il fallait que l'ouvrier ait de l'argent pour construire un logis. C'est le meilleur argument contre ceux qui prétendent que le petit salarié ne peut devenir propriétaire.

La Colombie-Britannique, dont a fait état le député de Saint-Maurice, est la province la plus riche du Canada, car tous les millionnaires du pays se retirent là-bas, sur la côte du Pacifique, pour finir leurs jours sous le climat enchanteur de cette province. Le député n'est pas bien renseigné.

Le député de Saint-Maurice a parlé de surhommes. Il y a des surhommes, il y a aussi des hommes sûrs non pas dans le sens qu'on peut se fier à leur opinion ni à leur constance politique, mais sûrs comme du vieux lait. La vérité, c'est que le gouvernement a mis \$75,000,000 à la disposition de ceux qui veulent se construire des logis neufs; la vérité c'est que 32,092 nouveaux logis ont été érigés en vertu de notre loi et avec l'aide du gouvernement, et que près de 135,000 personnes ont été logées.

32,092 nouveaux logements, près de 135,000 personnes logées et la valeur de la propriété augmentée de plus de \$266,000,000, ça ne frappe pas l'opposition! Laissons l'opposition à ses tactiques. Le peuple l'a jugée en 1952; il la jugera de nouveau prochainement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Personne ne peut mettre en doute les chiffres que j'ai cités, parce qu'ils sont pris dans le recensement fédéral. Ce n'est pas pour rien que le fédéral et les provinces dépensent des millions et des millions pour le recensement. Ils le font dans le but de permettre de constater de quelle manière évolue le pays au point de vue des conditions sociales.

Le premier ministre, d'ailleurs, n'a pas contredit un seul de mes chiffres. La question du pourcentage est importante car elle permet de constater qu'une province avec 4,000,000 d'habitants a construit le même nombre de logis, 30,000, qu'une autre qui n'a que 1,000,000 d'habitants. Il est clair que l'effort a été plus considérable dans cette dernière.

Rien ne sert de se voiler la face. Il vaut mieux prendre le problème à sa base même. Je suggère au

gouvernement d'inviter l'Office du crédit agricole à entreprendre une étude qui découvrirait les raisons pourquoi dans Québec il n'y a pas pour le logement un élan semblable à celui des autres provinces. La raison principale est que le gouvernement de Québec ne veut pas collaborer à l'application de la loi fédérale du logement, alors que toutes les autres provinces en profitent.

Ce serait bien mieux pour la masse que d'attaquer ceux qui trouvent les faits et suggèrent les moyens de corriger une situation dommageable au peuple. Quel est l'homme qui a à cœur l'intérêt de sa province qui ne se sentira pas ému devant les chiffres que j'ai révélés et qu'on ne peut pas contredire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le fait d'avoir voté \$75,000,000 pour aider l'habitation, le fait que 32,092 nouveaux logis ont été construits en vertu de cette loi provinciale, et le fait que 135,000 personnes sont maintenant logées chez elles qui ne l'étaient pas avant la loi, valent bien mieux que tous les chiffres des recensements.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Quand le gouvernement affirme qu'il met à la disposition des contribuables \$75,000,000 pour l'habitation, il force la vérité. Ce qui est conforme aux faits c'est qu'il consacre à peine 0.6 % de son budget de \$340,000,000 à l'habitation. Il lui reste encore des disponibilités de \$11,362,688.56 et il nous demande de voter encore \$10,000,000. C'est une politique de façade et elle le sera aussi longtemps que le gouvernement n'accordera pas le crédit urbain, car actuellement, il aide ceux qui se construiraient même sans cette aide gouvernementale. Le gouvernement, en refusant d'aider ceux qui en ont vraiment besoin, ceux qui gagnent par exemple entre \$55 et \$60 par semaine, ne fait pas son devoir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous faisons une remise de \$2,094.35 à chaque emprunteur et cela lui facilite son emprunt. Jusqu'ici, nous avons engagé \$58,866,052, dont \$13,903,194 ont été payés.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Cet argent, je le répète, ne profite pas à ceux qui en ont le plus besoin. C'est par le crédit urbain, ou le crédit ouvrier, que nous pourrions aider ceux-là.

M. Bédard (Québec): La situation, loin de s'améliorer, s'est gâtée depuis 1951. Nous construisons moins de logements que l'an dernier; le

nombre de ceux qui sont en construction ou qui ont été terminés a baissé. Selon les statistiques de la construction pour 1954, il y a eu une réduction de 12 % du nombre d'habitations qui ont été construites pendant l'année, alors qu'il y a des augmentations allant de 7 % à 45 % dans les autres provinces. Pour la même année, la construction a commencé avec 237 unités de moins que l'année précédente, alors qu'en Ontario il y a eu une augmentation de 5,828 unités. La loi actuelle a profité tout au plus à 15 % de ceux qui se sont construits.

Le gouvernement devrait s'entendre avec le gouvernement fédéral, car en fait ce n'est pas le prêteur, quel qu'il soit, qui est avantagé, mais l'emprunteur. Plusieurs compagnies d'en dehors du Québec sont avantagées par cette loi.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Les trois discours que je viens d'entendre m'ont laissé une impression pénible. Nous pourrions rire s'il s'agissait d'élucubrations venant d'enfants à l'école primaire, ou encore si c'étaient des propos d'hommes de la rue, qui n'ont aucune responsabilité, mais ils proviennent de gens qui ont prêté serment d'administrer la province au meilleur de leur connaissance! Et ces gens-là ont l'outrecuidance de prétendre qu'ils aspirent à diriger les affaires de la province! Vraiment, c'est extrêmement pénible.

Je voudrais bien les voir au travail! Ils fouillent les statistiques et font des recherches, non pas pour se mettre au courant de la véritable situation de la province de Québec, non pas pour savoir combien de gens ont aujourd'hui une maison qui n'en avaient pas l'an dernier, non pas pour savoir combien de pères de famille peuvent aujourd'hui abriter leurs enfants, mais pour trouver le petit chiffre qui pourrait embêter l'Union nationale. Ils ne cherchent pas à trouver quelque chose de favorable à leur province. Non! Il n'y a pas de danger. Les orateurs de l'opposition vont utiliser tous les moyens possibles pour trouver un fondement à leurs critiques et ils semblent animés par le seul désir de discréditer leur propre province.

Ils ont fouillé les statistiques non pas de 1955, 1954, 1953 ou 1952, mais celles de 1941 à 1951 pour tenter de nous prendre en défaut; dans le coin d'une page, ils s'arrêtaient sur un chiffre qui fait leur affaire pour essayer de faire passer notre province comme la dernière de la Confédération canadienne. Mais ils ont oublié de dire qu'il y a eu dans cette période quatre années "rouges" qui ont pourri toute la décennie! C'est comme cela depuis le début de la session; on voit que, chez eux, c'est un

mot d'ordre, une politique organisée... et le terme est juste puisque tout est orchestré par l'organisateur, le député de Saint-Maurice (M. Hamel), le chef de la clique des chercheurs de puces et de poux. J'écoute les membres de l'opposition depuis presque trois semaines maintenant, et tout ce que j'entends, ce sont des critiques continuelles à propos de la législation du gouvernement.

Ils n'ont pas dit que, dans la province de Québec, il y a la ville de Montréal, la plus grande agglomération humaine du Canada; ils n'ont pas dit que la Société centrale d'hypothèques a surtout construit des conciergeries, faisant ainsi un propriétaire et des centaines de locataires. Non, ce serait dangereux. Ils évitent tout ce qui pourrait apporter un petit crédit à l'Union nationale car il leur faut noircir la province, l'Union nationale et le premier ministre. On leur dit: Attention, vous salissez votre propre province, votre propre nid! Cela ne fait rien, ils aiment mieux un nid qui sent mauvais pourvu qu'ils soient seuls dedans. Je suis attristé par ce débat qui ne peut que nuire à la réputation de la province.

Imaginez-vous qu'en 1953, il s'est construit vingt-six mille et quelques cents logements, et qu'en 1954, il s'en est construit 3,000 de moins. Au lieu d'être heureux qu'il se soit construit 50,000 logements en deux ans, nos amis d'en face sont heureux parce qu'ils ont trouvé une année où il y en a eu 3,000 de moins que l'année précédente; c'est quelque chose qui vaut la peine d'être dénoncé. Quelque chose qui peut aider à ternir la réputation du gouvernement et du premier ministre. Et ils nous expliquent ça comme si ça voulait dire que 3,000 personnes qui ont couché sous un toit en 1953 auraient couché dehors en 1954.

Ce sont ces gens-là qui ont la prétention de prendre le pouvoir. Le meilleur moyen de prendre le pouvoir, c'est de travailler pour la province de Québec et non pas de lui cracher au visage. Pas surprenant que le chef de l'opposition ait l'air triste! Il peut bien avoir l'air triste quand il entend et regarde ses députés. C'est effarant le doute qui doit alors s'emparer de lui. On dirait que ses députés s'acharnent à chaque session à donner des votes et à prendre des attitudes qui n'ont aucun sens.

Le plus drôle, c'est qu'ils vont voter pour la loi après avoir passé une heure et demie à se donner des raisons de voter contre et à les énumérer, que la loi soit bonne ou non. Si elle est bonne, votons en sa faveur. Si elle ne l'est pas, votons contre elle. Mais ne perdons plus de temps en Chambre à formuler des critiques enfantines, pour ensuite voter en faveur de

la mesure. Vous les verrez tout à l'heure voter pour une loi qu'ils auront combattue.

(Applaudissements à droite)

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Quand la gauche intervient en faveur des pères de famille qui vivent dans des taudis, on voit se lever le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (M. Sauvé), député du comté des Deux-Montagnes, un comté rural, un comté riche où il n'y a tout simplement pas de problème de logement. Il n'est pas étonnant que le ministre ait passé à côté de la question, parce que des taudis, il n'y en a pas chez lui. Mais il y en a dans nos comtés de ville. Il n'est pas au courant du problème du logement à Montréal.

L'opposition peut mieux comprendre que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse ce que comporte de tragique le problème de l'habitation. Nous connaissons bien, nous, les plaintes des pères de famille qui vivent entassés dans des logements insalubres.

Et quand nous intercédons pour eux, on nous accuse de dénigrer la province. Sommes-nous des dénigreurs de notre province parce que nous intervenons en faveur des gagne-petit?

La loi de l'Union nationale n'a pas aidé un seul père de famille, gagnant un salaire ordinaire, à se trouver un logis convenable. Le gouvernement ignore les demandes des propriétaires de la ville. Quand le gouvernement, avec raison, donne du crédit aux cultivateurs, pourquoi ne donne-t-il pas aussi du crédit aux ouvriers des villes? Est-ce que les contribuables urbains ne payent pas les deux tiers des taxes?

Pendant que nous avons le courage de montrer la situation telle qu'elle est et de présenter des suggestions, le ministre fait des farces et nous qualifie de chercheurs de puces. C'est pourtant un problème social que devrait comprendre le ministre du Bien-être social.

Le gouvernement manque de justice sociale et les ministériels rient quand l'opposition réclame un crédit urbain. On dit que les libéraux décrient leur province. Pourtant, nous sommes près du peuple, nous. Nous faisons du bureau. Je comprends que le premier ministre n'a pas le temps d'en faire...

L'honorable M. Paquette (Labelle): Quelle bassesse!

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je soulève un point d'ordre. Que le ministre de la Santé retire le mot qu'il vient de prononcer.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) apporte son appui au député de Sainte-Marie et réclame lui aussi le retrait du mot "bassesse".

M. le président se lève¹⁷.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je retire mes paroles, mais non pas sans protester contre l'injure apparente faite au premier ministre de cette province, dont on connaît l'esprit de travail...

Des voix de l'opposition protestent pour réclamer que le ministre ne fasse pas de discours en marge du point d'ordre.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je dis que c'est une indignité et une bassesse de traiter de cette façon un homme qui se dévoue pour sa province et qui consacre 16 heures par jour à son travail.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. le président, je demande une décision sur le point d'ordre et je veux savoir si le mot "bassesse" est parlementaire ou non.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je reconnais que mes paroles ne sont pas parlementaires et je les retire après avoir donné des explications.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Qu'il les retire sans conditions, comme nous autres.

M. le président rappelle au député de Sainte-Marie qu'il a été provocant et lui demande de ne pas rabaisser le débat.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le projet de loi ne répond pas aux besoins du peuple.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau¹⁸.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): les comités commenceront à siéger au cours de l'avant-midi, demain.

Ajournement

M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures¹⁹.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 30 novembre 1955, à la page 1, nous apprend que "L'honorable Alexandre Taché, président de l'Assemblée législative, était retenu à Ottawa par une cause importante devant la Cour de l'Échiquier; c'est le vice-président, Me Maurice Tellier (...) député de Montcalm, qui a occupé le fauteuil au cours de la journée d'hier."

2. Voir la séance du 24 novembre 1955.

3. Le député fait probablement allusion à la loi relative aux districts électoraux de la province (3 George VI chapitre 7, 1939), sanctionnée le 28 avril 1939, qui réduit le nombre de sièges de 90 à 86, en regroupant plusieurs circonscriptions, dont certaines dans la région de Montréal.

4. *Le Devoir* du 30 novembre 1955, à la page 1, précise que cette motion a été inscrite au *Feuilleton* afin d'être étudiée plus tard.

5. Union catholique des cultivateurs.

6. M. Bélanger a été élu avec une majorité de 99 voix, en 1952, dans la circonscription de Lévis, alors que M. Duplessis avait été élu par 41 voix dans Trois-Rivières, en 1931.

7. D'après *La Patrie* du 30 novembre 1955, à la page 15, le député de Lévis aurait dit que " (...) Quatre citoyens du Québec seulement ont obtenu du travail intéressant et trois d'entre eux sont anglophones."

8. D'après *La Patrie* du 30 novembre 1955, à la page 15, M. Raymond Johnston, député du comté de Pontiac où sera construite cette usine, a donné une conférence de presse suite à la suspension de la séance, afin de donner des détails supplémentaires sur le projet.

9. Connu pour avoir été secrétaire au Trésor dans l'administration Eisenhower, George Humphrey a été également président de la compagnie Iron Ore, qui a exploité les gisements de fer du Nouveau-Québec.

10. Louis Saint-Laurent, premier ministre du Canada de 1948 à 1957, Clarence D. Howe, ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce de 1948 à 1957, et Lionel Chevrier, ministre des Transports dans le cabinet Saint-Laurent de 1948 à 1954 et président de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, de 1954 à 1957.

11. *Le Soleil* du 30 novembre 1955, à la page 16, nous explique pourquoi le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône prend fin à ce moment: "C'est alors que se produisit la surprise de la journée. Le député de Lévis s'étant assis, applaudi par les députés libéraux, on se surveillait des deux côtés de la Chambre pour voir qui se leverait pour continuer le débat. (...) Mais rien ne se produisit. Le président de la Chambre, M. Maurice Tellier, (...) ne voyant rien venir, se leva pour demander si la motion en discussion était adoptée. Personne ne disant mot, le président prononça les mots fatidiques: "Adoptée, Carried" mettant fin officiellement au débat sur l'adresse."

12. D'après *L'Action catholique* du 30 novembre 1955, à la page 3, "(...) la Chambre a commencé l'étude de la législation avec une ardeur exceptionnelle. Ce fut, sans contredit, la séance la plus animée, depuis le début de la session. Pour la première fois, la gauche et la droite en sont venues réellement aux prises. Les passes d'armes ont été d'une vigueur à laquelle on ne s'attendait nullement. Le premier ministre, Me René Hamel, député libéral de Saint-Maurice et l'honorable Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, ont échangé de rudes coups".

13. M. Lapalme est manifestement dans l'erreur; voir la séance du 30 novembre 1955, où il s'en explique.

14. Voir la séance du 17 novembre 1955, lors de la première lecture de ce projet de loi.

15. En droit canonique, le vicaire forain est un prêtre diocésain de rang supérieur désigné par l'évêque, qui lui délègue des responsabilités locales. L'expression évoque un esprit de décentralisation de l'administration.

16. À ce propos, *Le Nouvelliste* du 30 novembre 1955, à la page 1, précise que "Une fois de plus, l'exemple de la coopérative Sainte-Marguerite a été soulevé en Chambre par le premier ministre au moment où il présentait le projet de loi sur l'habitation."

17. *Le Soleil* du 30 novembre 1955, à la page 11, précise "Le président se lève mais l'honorable Albiny Paquette est debout également (...)"

18. Selon *L'Action catholique* du 30 novembre 1955, à la page 3, "La principale discussion, une discussion d'environ deux heures, s'est faite sur le projet de loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation". *La Presse* du même jour, à la page 6, précise que "Commencé à 8 h 45, le débat n'était pas encore terminé au moment de l'ajournement à 11 heures."

19. *L'Action catholique* du 30 novembre 1955, à la page 3, nous informe que "Treize projets de loi ont été appelés par le premier ministre. Cinq ont subi leur troisième lecture, quelques-uns ont franchi le stade de la deuxième lecture seulement, et d'autres ont été remis à une séance ultérieure, à la demande du chef de l'opposition qui a protesté à maintes reprises contre l'allure endiablée de la procédure".

Séance du mercredi 30 novembre 1955

Présidence de M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent, et le président des comités pléniers, M. Maurice Tellier, député de Montcalm, prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant¹.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

L'Abord-à-Plouffe

M. Barrière (Laval) propose, appuyé par le représentant de Lavolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs (M. Jeannotte);

- de la municipalité de Saint-Elzéar-de-Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de ville Saint-Elzéar (M. Barrière);

- de sœur Sainte-Thérèse de la Foi et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Quebec Dietetic Association", l'Association de diététique du Québec (M. Roche);

- de Régina Lussier Bousquet, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de Félix et Angélique Deschamps et d'Albert Lussier et Marie-Louise Massue (M. Thibeault);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de la succession Aldéric Brunet, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de disposer d'un immeuble (M. Thibeault).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 102 ratifiant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 128 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Sorel;

- bill 125 concernant le titre de propriété d'un emplacement ayant appartenu à Gaspard Collet;

- bill 129 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy.

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond S. Lette à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, et fixant les conditions de cette admission;

- bill 107 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard;

- bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond;

- bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli;

- bill 106 changeant le nom de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey;

- bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village);

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Blanka Richter Gyulai à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Projets de loi:

Banque de Montréal

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 ratifiant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Sorel

M. Cournoyer (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Sorel.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Cournoyer (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Gaspard Collet

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant le titre de propriété d'un emplacement ayant appartenu à Gaspard Collet.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy

M. Cournoyer (Richelieu) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Cournoyer (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Raymond S. Lette

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond S. Lette à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, et fixant les conditions de cette admission.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Giffard

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Drummondville

M. Pinard (Drummond) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Pinard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Reginald Culmer Harvey-Jellie

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 changeant le nom de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Blanka Richter Gyulai

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Blanka Richter Gyulai à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Trois-Pistoles

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village).

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Gagné (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Mont-Joli

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Jacques Antonio Joseph André Gélinas, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers;

- de la compagnie Québec-Autobus, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à se

fusionner avec la compagnie de Chemin de Fer, d'Éclairage et de Force motrice de Québec;

- de Michel Boissinot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire;

- Mark Farrell et Henri Toussaint, demandant l'adoption d'une loi précisant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de la succession de feu John Skillman O'Meara;

- des Ursulines de Québec et le monastère des Ursulines de Mérici, demandant l'adoption d'une loi modifiant l'article 541 de la loi 19 George V;

- de la ville de Côte-Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jacques A. J. A. Gélinas

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 changeant le nom de Jacques Antonio Joseph André Gélinas en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Beauce

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Michel Boissinot

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Boissinot à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
John Skillman O'Meara**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant la succession de John Skillman O'Meara.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie Québec-Autobus et
Compagnie de chemin de fer,
d'éclairage et de force
motrice de Québec**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 concernant la Compagnie Québec-Autobus et la Compagnie de Chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway Light and Power Company).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Québec, article 541,
Les Ursulines**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant les dames Ursulines

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Berthe Beauchemin

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Joseph de Mont-Royal

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Joseph-Aimé Massue

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Saint-Pierre**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire catholique
de Notre-Dame-Auxiliatrice**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la Commission scolaire catholique de Notre-Dame-Auxiliatrice, comté de Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pointe-aux-Trembles

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant la ville de Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Communauté Helléno-Canadienne
de l'Île de Montréal**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Motions des députés:

Hôtel Reine Elizabeth

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Il n'est pas question de demander l'adoption d'une loi, mais simplement de nous entendre tous sur un vœu à l'adresse des Chemins de fer nationaux du Canada à l'effet de donner un nom français, celui du fondateur de Montréal, à l'hôtel qu'ils construisent

actuellement dans la métropole du Canada. En présentant une motion à cet effet, je réponds à un vœu quasi unanime de la population.

Il est inutile de rappeler tous les articles écrits par les journaux sur ce sujet. Je me contenterai de féliciter la Ligue d'action nationale² pour avoir entrepris cette campagne et pour l'avoir placée au-dessus de toutes considérations de races ou de langues. L'effet de la motion ajoutera un appui à la campagne visant à changer le nom du nouvel hôtel.

Montréal, métropole du Canada, est la troisième ville française du monde. À ce titre, il importe de lui conserver son caractère français. Le tourisme, par exemple, a tout à gagner à maintenir cette atmosphère française. Il importe de donner aux Américains qui viennent chez nous ce qu'ils désirent, c'est-à-dire quelque chose de différent.

Autrement, ils iront ailleurs. Il est juste qu'on prenne les moyens de garder à Montréal son visage français et ce sera un pas dans cette direction de donner un nom français au nouvel hôtel des Chemins de fer nationaux. En conséquence, je demande à la Chambre d'exprimer le vœu à l'unanimité qu'on donne le nom de Maisonneuve au nouvel hôtel.

Tout le monde paraît d'accord dans cette affaire, sauf peut-être quelques rares personnes, et je crois que cette Chambre devrait, sans longues discussions, voter la motion présentement devant elle. Il n'est pas question, dans cette affaire, ni de partisanerie politique, ni de problèmes raciaux, ce qui devrait faciliter les choses.

Nous avons chez nous l'avantage, nous de langue française, de vivre côte à côte avec nos compatriotes de langue anglaise, et la plupart de ces derniers sont d'accord avec nous au sujet de l'hôtel Chomedey de Maisonneuve. La campagne de la Ligue d'action nationale a reçu l'approbation de nombreux corps publics et associations, de journaux et revues, même de langue anglaise. J'espère que la Chambre votera unanimement en faveur de cette motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit lire sa motion pour qu'elle soit légalement devant la Chambre.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël), que cette Chambre exprime le vœu que les administrateurs des Chemins de fer nationaux du Canada désignent sous le nom du fondateur de la ville de Montréal, Chomedey de Maisonneuve, la nouvelle hôtellerie que cette société

est actuellement à faire ériger dans la cité de Montréal.

M. Dubé (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Poulin), que le débat soit maintenant ajourné.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À titre de secondaire de la motion, je réclame le droit d'exprimer mon opinion.

M. l'Orateur suppléant fait remarquer qu'il y a devant la Chambre une motion d'ajournement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a devant la Chambre une motion d'ajournement. Si le député n'est pas satisfait, il votera contre.

M. l'Orateur suppléant: Si le député veut exercer son droit de secondaire, il pourra le faire quand la motion sera rappelée. Pour le moment, la motion d'ajournement est dans l'ordre. Cette motion est-elle adoptée?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande le vote.

M. l'Orateur suppléant: Faites entrer les députés.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, 19.

Ainsi, la motion est adoptée. Le débat est, en conséquence, ajourné.

Projets de loi:**Prêts agricoles**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts soit maintenant lu une troisième fois.

Ce bill a pour but d'affecter de nouvelles sommes à l'Office du crédit agricole. Il autorise l'attribution d'une somme additionnelle de \$10,000,000 pour prêts aux cultivateurs.

On ne peut bien comprendre l'importance du crédit agricole, si l'on oublie quelle était la situation de l'agriculture en 1936, avant l'institution du prêt agricole provincial par le gouvernement de l'Union nationale. Cette situation était terrible et désespérée. Les cultivateurs étaient endettés. Demander des concordats ne servait à rien. L'Union nationale institua le crédit agricole. Il faut se rappeler l'état des finances publiques pour bien comprendre le courage qu'il fallait aux pouvoirs publics pour faire adopter la loi. De 1936 à 1939, le crédit agricole a sauvé de la faillite et de la ruine quantité d'agriculteurs qui ont pu rétablir l'équilibre de leurs finances. La loi du crédit agricole a aussi permis le rétablissement des finances de corps publics tels que municipalités, commissions scolaires, fabriques.

On entend souvent parler aujourd'hui de sécurité sociale, de justice sociale. Mais le crédit agricole a été une œuvre de justice sociale. Avant qu'il existe, à quoi avait-il servi d'entendre, pendant 50 ans, dire que l'agriculture est la mère nourricière du genre humain et la base de l'économie de notre pays, alors qu'on n'assurait pas la sécurité de la classe agricole? Ce prêt a servi à la stabilisation de notre domaine agricole et empêché une désertion plus massive des campagnes.

Sur les \$130,000,000 mis à la disposition de l'Office du crédit agricole jusqu'au 18 novembre 1955, une somme de \$127,199,000 avait été prêtée à 47,208 emprunteurs. C'est dire que le tiers des cultivateurs de la province ont profité de la loi. Les emprunteurs ont remboursé \$38,541,695.08, dont \$16,815,270.22 à l'avance. Contrairement à ce qu'avaient dit les adversaires du gouvernement, le crédit agricole n'a pas été une cause de perte pour la province; il a profité même aux agriculteurs qui n'ont pas emprunté en leur donnant un sentiment de sécurité à la pensée qu'ils avaient derrière eux un organisme capable de les aider au besoin.

Certains vont dire: "Mais nous avions déjà le crédit agricole fédéral!" Ce prêt fédéral n'est pas si extraordinaire. D'après le rapport du crédit agricole fédéral à la date du 31 mars 1952, on constate qu'en 1951-1952, Ottawa n'a prêté que \$370,150 dans la province de Québec, alors que certains ont parlé de \$7,000,000. Les années suivantes, même chose. C'est que le crédit agricole fédéral ne répondait pas aux besoins des cultivateurs du Québec. On voit là l'avantage d'avoir nos organisations à nous dans la province de Québec, des institutions qui nous conviennent, car nous n'avons pas la même mentalité, le même passé, les mêmes problèmes qu'ailleurs au Canada.

Quand un gouvernement libéral a remplacé celui de l'Union nationale, en 1939, on a changé la loi. On prétendait qu'un remboursement s'étendant sur 39 ans était trop long: on a accru le taux de l'intérêt. Mais la loi Godbout n'a prêté que \$10,062,000, alors que la loi Duplessis a prêté plus de \$127,000,000, notamment pour 21,000 cas d'établissement de jeunes sur la terre.

Le crédit agricole ne constitue pas une solution de tous les problèmes. Il a grandement contribué à la stabilité financière du cultivateur, mais il ne doit pas encourager la spéculation. Et c'est pour cette raison qu'il n'est pas bon que le montant du prêt soit fixé trop haut. Il ne faut pas qu'il permette à un cultivateur d'acheter trois, quatre ou cinq terres, afin de les faire exploiter par des engagés. À la campagne, nous devons éviter la répétition de ce qui se passe dans les villes, où il y a beaucoup plus d'employés que d'employeurs. Je ne crois pas que nous devons augmenter démesurément la valeur du prêt maximum, ce qui favoriserait le fusionnement des terres et la formation d'exploitations agricoles trop considérables.

Toutefois, je crois qu'à la suite des résultats obtenus, il faut faire confiance aux cultivateurs. C'est pourquoi, il y a une couple d'années, nous avons porté le prêt maximum de \$6,000 à \$7,000 et que, cette année, nous demandons de porter la limite du prêt de \$7,000 à \$8,000. Je ne pense pas que cela puisse faire de l'inflation.

Les statistiques montrent que les cultivateurs n'ont pas abusé de la situation depuis l'augmentation du prêt maximum il y a deux ans. En 1954, sur 3,022 prêts accordés. Il n'y en a eu que 197 de \$7,000. En 1955, sur 3,528 prêts, il n'y a eu que 233 prêts de \$7,000.

À l'opposition qui me reprochait, l'an dernier, de demander l'ouverture de nouveaux crédits sans en avoir besoin, je répondrai que, sur les \$130,000,000

à la disposition de l'Office, plus de \$127,000,000 sont maintenant dépensés. Si nous n'avions pas fait voter de sommes additionnelles pour l'Office, il se trouverait aujourd'hui à court d'argent. Nous voulons continuer l'œuvre commencée, la rendre de plus en plus féconde. Nous demandons donc à la Chambre de voter les crédits.

M. Lemieux (Wolfe): Jamais l'opposition n'a refusé de voter les crédits demandés par le ministre de l'Agriculture et elle s'est toujours prononcée en faveur du prêt agricole. Nous l'avons critiqué sur certains points, avons demandé l'augmentation de la limite du prêt et l'extension du crédit à l'achat des instruments aratoires.

On a voulu nous laisser croire que le prêt agricole était une invention de l'Union nationale, alors que chacun sait que le premier prêt agricole fut institué en 1927, par Ottawa; il n'est pas une invention de l'Union nationale. En 1936, l'Union nationale a cru bon d'instituer un prêt agricole provincial; c'est une bonne chose. Même si le prêt fédéral a précédé le prêt provincial, la nécessité de celui-ci est admise de tous. Mais, encore une fois, nous croyons que ce n'est pas suffisant.

Le ministre a peut-être raison de souligner que la mentalité du Québec est différente de celle des autres provinces et que nos besoins ne sont pas les mêmes; il est vrai que ces conditions spéciales nécessitent un prêt provincial. Mais je suis contre l'électoratisme que le ministre fait avec la chose. Le gouvernement est malvenu de faire de l'électoratisme avec cette mesure.

Aussi bien dans le cas du prêt provincial que du prêt fédéral, on exige les mêmes garanties hypothécaires, et l'on enquête, avant de prêter, sur la faculté de remboursement de l'emprunteur; il n'y a donc pas de différence. Je suis aussi contre la formation de vastes fermes aux dépens de fermes moyennes; cependant, on verra bientôt l'organisation de fermes collectives, par l'union des intérêts de plusieurs agriculteurs.

Je voterai pour la loi; je suis en faveur de porter le maximum du prêt de \$7,000 à \$8,000; cependant, je regrette qu'à chaque année on fasse avec une question aussi importante que celle du prêt agricole le même électoratisme et qu'on ressorte le même vieux cheval de bataille. Il est regrettable que le gouvernement se serve chaque année du crédit agricole pour sa propagande électorale.

M. Noël (Frontenac): Je vais voter avec plaisir pour cette loi, mais je regrette que le

gouvernement prenne une attitude déclamatoire chaque fois qu'il est question du crédit agricole.

J'ai fait des recherches dans ce domaine pour constater, à mon grand regret, que les conditions qui existaient avant 1936 existent encore aujourd'hui. Maintenant comme autrefois, il y a toujours la désertion des campagnes, parce que le crédit agricole ne stabilise pas la situation agricole dans son ensemble. Le prêt provincial n'a pas donné la sécurité aux familles ni aux fils des cultivateurs.

Le gouvernement devrait donner une meilleure orientation à sa politique agricole et il ne règle rien à répéter sans cesse les mêmes rengaines. C'est beau d'emprunter, mais cela constitue une dette à rembourser. Le cultivateur demande plus que cela; il veut pouvoir améliorer sa terre, bien que le ministre de l'Agriculture ait dit que le prêt agricole n'avait pas ce but.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai jamais dit que le crédit agricole ne pouvait pas aider à l'amélioration des fermes. J'ai dit le contraire.

M. Noël (Frontenac): Je suis heureux de cette mise au point du ministre de l'Agriculture, car elle facilitera la discussion.

Je regrette que le crédit agricole ne prête pas assez. Pas assez pour consolider toutes les dettes des cultivateurs, pas assez pour la mécanisation de terres, pas assez pour améliorer les bâtiments de ferme. Il y a bien le prêt fédéral pour ces améliorations, mais il est à trop court terme et le cultivateur est aux prises avec de brèves échéances qui l'embarrassent.

La limite de \$8,000 n'est pas encore assez élevée, si on tient compte des changements apportés à la valeur des terres depuis 1936. Une terre qui valait \$8,000 alors en vaut \$15,000 aujourd'hui, mais le gouvernement n'a augmenté son prêt que de \$2,000. Il prête donc moins, proportionnellement, en 1955 qu'en 1936. Et avec \$8,000, un cultivateur ne peut pas établir ses fils sur les terres du voisinage.

Il y a 25,000 fermes abandonnées dans la province, preuve que le crédit agricole n'a pas tout réglé. Le gouvernement devrait diriger ses efforts vers la remise en activité de cette vaste étendue de terre improductive, pour faire en sorte qu'elle retrouve son activité. C'est le problème numéro 1 de notre province.

M. Pinard (Drummond): J'admets que le prêt agricole est important pour l'agriculture, mais je crois qu'il n'est pas assez efficace pour remédier aux problèmes actuels. Il ne s'agit pas de vanter le

gouvernement ni de faire croire aux cultivateurs qu'ils sont bien traités quand l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) dit le contraire et demande que l'on fasse quelque chose de constructif. Le prêt agricole fait du bien, mais il n'est pas suffisant et c'est avec raison que l'U.C.C. demande qu'on fasse beaucoup plus. Le crédit agricole provincial devrait être assoupli aux besoins de l'heure, et des prêts devraient être consentis pour moderniser la machinerie, augmenter la qualité des troupeaux et améliorer le rendement des fermes.

Je m'oppose à une déclaration du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui a dit précédemment que la politique du gouvernement a placé la classe agricole québécoise au premier rang du Canada. Si c'était vrai, les cultivateurs resteraient sur la terre. Or, les statistiques démontrent qu'il y a eu un revirement complet depuis 75 ans. Dans le passé, il y avait 67 % de la population à la campagne; aujourd'hui, c'est le contraire: 67 % de la population est urbaine.

Il y a donc un exode qui continue et il y a des raisons à cela. De vieux comtés agricoles, comme Yamaska, Napierville et Nicolet, se vident; ils ne sont plus des comtés essentiellement ruraux comme autrefois. Pour tarir cette saignée, il faut absolument que le gouvernement aide davantage le cultivateur à établir ses fils. Ce qui est plus triste, c'est que le nombre des cultivateurs diminue partout. En 1901, 38.2 % de la population vivait de l'agriculture. En 1951, cette proportion était baissée à 13.03 %. C'est une perte de 25 % que le ministre de l'Agriculture ne peut pas nier.

M. l'Orateur suppléant: Le député sort des cadres de la loi. Il doit rester dans l'ensemble et dans les détails du bill en discussion.

M. Pinard (Drummond): Mais le ministre a parlé de l'efficacité de la loi. Il me semble que...

M. l'Orateur suppléant: Le député cherche les raisons de la désertion des campagnes. Cela ne rentre pas dans le débat actuellement en cours.

M. Pinard (Drummond): Alors, comment s'y prendre pour discuter de la politique générale agricole du gouvernement?

M. l'Orateur suppléant: C'est justement cela. Le député me donne raison. Il ne peut pas, d'après les règlements, faire un débat sur la politique générale en discutant un bill.

M. Pinard (Drummond): Le ministre en fait bien, des généralités, dans son discours!

M. l'Orateur suppléant: Pour la troisième fois, je rappelle le député à l'ordre. S'il continue je serai obligé de le nommer³.

L'honorable M. Barré (Rouville): L'autorité de l'Orateur de la Chambre doit être respectée. Le député n'est pas un novice ici et il devrait respecter mieux les décisions de l'Orateur. Quant à moi, je m'en suis tenu exclusivement au crédit agricole. Le député prend une attitude offensante. Je demande qu'on le rappelle à l'ordre une dernière fois.

M. l'Orateur suppléant demande de nouveau au député de Drummond (M. Pinard) de s'en tenir au projet de loi.

M. Pinard (Drummond): J'ai écouté le ministre de l'Agriculture vanter les bienfaits du crédit agricole. Qu'il me soit permis au moins de différer d'opinion. Cependant, je suis convaincu que le ministre aurait voulu faire plus pour les cultivateurs mais qu'il en a été empêché par certains facteurs. Les cultivateurs veulent que l'ancien président de l'U.C.C.⁴ fasse encore plus et qu'il se souvienne de ses promesses de 1936.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je soulève un point d'ordre. Que le député reste dans les limites que vous lui avez indiquées, M. l'Orateur.

M. Pinard (Drummond): Le prêt agricole ne fournit pas assez d'argent au cultivateur pour améliorer ses bâtiments, ses troupeaux et sa machinerie. Le cultivateur est paralysé et il ne progresse pas. L'une des causes du mal, c'est que l'Office du prêt agricole ne tient pas compte de la valeur réelle des fermes, mais se fie plutôt aux rôles d'évaluation qui sont loin de présenter une image exacte de la réalité, car ils ne tiennent compte que du tiers de la valeur des terres.

Le gouvernement, qui avait refusé l'an dernier la proposition libérale d'augmenter le maximum du prêt à \$8,000, s'y rend cette année pour sauver le parti ministériel de la défaite l'an prochain. On ne peut pas bourrer éternellement les cultivateurs de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande qu'on avertisse le député une dernière fois. Il n'a pas le droit de dire ce qu'il vient de déclarer.

M. l'Orateur suppléant: Cela fait quatre fois que je rappelle le député à l'ordre. S'il continue je le nommerai.

M. Pinard (Drummond): Il y a dans cette Chambre des technicités qui nous empêchent de dire ce que nous voulons.

M. l'Orateur suppléant: Que le député retire immédiatement ses paroles. Il est avocat et il sait que ce ne sont pas des technicalités mais les règlements qui l'empêchent de parler comme il le fait.

M. Pinard (Drummond): M. l'Orateur, je retire mes paroles. Je réclame que le prêt agricole provincial soit suffisant pour consolider les dettes, pour améliorer la machinerie, pour augmenter la qualité des troupeaux et améliorer la production. Si le gouvernement fait cela, il aura rendu un grand service à la classe agricole, et l'agriculture chez nous aura des garanties d'avenir. Nous n'aurons plus alors à déplorer la désertion des campagnes.

M. Bélanger (Lévis): Je suis dans l'obligation pénible de dégonfler un autre ballon de l'Union nationale. Il va sans dire que nous allons voter pour cette loi. Le principe d'augmenter le montant des prêts de \$1,000, nous l'avions à notre programme dès 1952 et, si nous avions été élus, ça ferait au moins deux ans que nous l'aurions appliqué.

Je crois que le ministre de l'Agriculture perd la mémoire; d'après les procès-verbaux de la Chambre, en 1935, l'honorable ministre de la Jeunesse, qui apparemment s'est "sauvé" de la Chambre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire cela. Il ne peut nommer personnellement un membre de cette Chambre.

M. l'Orateur suppléant: L'habitude d'interpeller un membre personnellement est en dehors des règlements. Le député n'a pas le droit d'interpeller un ministre en particulier.

M. Bélanger (Lévis): Le député de Deux-Montagnes et ministre de la Jeunesse actuel (l'honorable M. Sauvé) avait proposé une motion, le 30 janvier 1935, demandant à la Chambre l'établissement d'un crédit agricole sur la base actuelle, et le député de Rouville, l'actuel ministre de

l'Agriculture (M. Barré), avait voté avec les libéraux contre cette motion du député de Deux-Montagnes favorisant un crédit agricole provincial. Je veux démontrer qu'à ce moment-là les esprits n'étaient pas entièrement formés à cela.

À la suite du ministre de la Jeunesse, une autre motion, appelée la motion Gaudet, du député de Nicolet de l'époque⁵, proposait un amendement demandant d'augmenter la contribution du gouvernement à l'intérêt du prêt agricole fédéral. Alors, le député de Rouville, l'actuel ministre de l'Agriculture, apporta un sous-amendement suggérant un prêt agricole comme il en existait un dans l'Ontario. Ce sous-amendement fut retiré et le vote se prit. L'honorable ministre de l'Agriculture vota pour l'amendement Gaudet.

C'est intéressant l'histoire de la Chambre. Le ministre a voté avec les libéraux du temps. Qu'il ne reproche pas aux libéraux ce que lui-même a fait et pensé dans le temps. Vraiment, on serait porté à croire qu'il perd la mémoire quand il vient reprocher aux libéraux une attitude semblable à celle qu'il prenait lui-même en 1935.

M. Bernatchez (Lotbinière): Comme fils de cultivateur et agronome, je suis bien au courant des problèmes aigus auxquels les cultivateurs devaient faire face avant le crédit agricole. Victimes des prêteurs d'argent qui exigeaient de forts intérêts, ils se voyaient souvent dépossédés de leurs terres et obligés de chercher ailleurs des métiers pour lesquels ils n'étaient pas préparés. Non seulement le Parti libéral a refusé le prêt agricole, sous prétexte que les cultivateurs avaient trop de crédit et qu'ils seraient incapables de rencontrer leurs obligations, mais il a même, en 1940, saboté la loi de l'Union nationale en augmentant le taux d'intérêt. Ce refus d'un crédit agricole provincial a été l'une des grandes causes de la défaite du gouvernement Taschereau.

Mais la leçon n'a pas profité au gouvernement Godbout qui a saboté la loi du crédit agricole. Le peuple a jugé ces saboteurs. Les députés qui étaient alors dans l'opposition, et qui se sont opposés à cette manœuvre dirigée contre les cultivateurs, siègent aujourd'hui à droite de l'Orateur. Et où sont-ils, les 40 députés libéraux qui ont appuyé cette mesure de sabotage? Combien en reste-t-il aujourd'hui? Il ne reste en Chambre que le député de Jacques-Cartier (M. Kirkland). Je ne vois guère que lui.

Mais cette seconde leçon n'a pas encore profité aux libéraux. Au lieu de profiter de la leçon, les libéraux d'aujourd'hui démontrent qu'ils

partagent la mentalité des libéraux d'autrefois. Car, chaque fois qu'une loi est présentée pour augmenter les crédits mis à la disposition de l'Office, ils font un long débat, s'acharnant à en retarder l'adoption.

En terminant, je remercie le ministre de l'Agriculture et le premier ministre d'avoir répondu aux besoins de la classe agricole par une mesure qui a rétabli la quiétude, la confiance et la sérénité dans tous les foyers ruraux.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai écouté avec intérêt les discours du ministre de l'Agriculture et celui du député de Lotbinière (M. Bernatchez). Ils ont vanté avec beaucoup de chaleur les bienfaits du crédit agricole. Ils ont dit que ce crédit agricole avait sauvé l'agriculture du marasme. Il aurait empêché la désertion des campagnes. La question qui se pose est celle-ci: Est-il vrai que le crédit agricole a enrayé la désertion des campagnes? Je ne suis pas prêt à l'admettre.

Tous les 10 ans, le gouvernement du Canada et, chaque année, le gouvernement de Québec dépensent des sommes très considérables pour établir des statistiques pouvant renseigner sur la situation économique. Nous avons le devoir de consulter les statistiques. Des statistiques fédérales démontrent que le nombre des fermes occupées est passé de 154,669, en 1941, à 134,336, en 1951, soit une diminution de 20,333. Comment un homme sérieux peut-il affirmer que le prêt agricole a enrayé la désertion des campagnes?

On pourra sans doute me répondre que les fermes se sont agrandies. Pour répondre à cette objection que les fermes ont pu s'agrandir, voyons donc ce qu'était la superficie des terres occupées en 1941 et en 1951. En 1941, la superficie des terres occupées était de 9,062,671 acres. En 1951, elle était de 8,829,968, soit une diminution de 232,703 acres. C'est notre devoir de mettre le public en face de tels faits.

La loi du crédit agricole a deux lacunes principales. Premièrement, elle ne prête pas suffisamment. Même en portant le prêt à \$8,000, il reste encore moins généreux qu'en 1936. Pour prêter avec la même générosité et aller de pair avec le coût de la vie, il faudrait porter la limite à \$11,280. Et nous avons réclamé \$10,000. Je prétends que, malgré le crédit agricole dans Québec n'a pas connu le même élan que dans les autres provinces.

Deuxièmement, le crédit agricole actuel ne permet pas aux cultivateurs de faire face à la situation. Nous allons voter pour la loi, car un petit pain vaut mieux que rien, mais, encore une fois, notre agriculture ne marche pas au même rythme

qu'ailleurs. Comme on le sait, l'industrie laitière et l'élevage constituent ses meilleures sources de revenus. Sous les libéraux, l'industrie laitière...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Cela ne relève pas de la loi.

M. l'Orateur suppléant: Je voudrais d'abord savoir à quoi veut en venir le député avant de me prononcer sur le point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice parle d'industrie laitière contrairement aux règlements.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je veux simplement démontrer que le prêt agricole ne permet pas à un cultivateur de maintenir son troupeau à un niveau raisonnable.

M. l'Orateur suppléant: J'estime que le député de Saint-Maurice en a dit assez pour que je le déclare hors d'ordre. La question du troupeau n'est pas pertinente dans le débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'en reste pas moins vrai que le crédit agricole n'a pas réussi à maintenir certaines cultures extrêmement importantes pour nous. Et je vais donner des exemples. Prenons le tabac...

L'honorable M. Barré (Rouville): Je soumetts que le député est hors d'ordre. Si on lui permet de parler du tabac, il pourra parler de toute la politique agricole du gouvernement. Tout à l'heure, je m'en suis tenu uniquement à la loi du crédit agricole.

M. Hamel (Saint-Maurice): Parlant sur le point d'ordre, je rappellerai que le ministre a parlé des bons effets du crédit agricole. Il a déclaré qu'il avait aidé les corporations municipales et scolaires. Pourquoi ne pourrais-je pas dire en quelle mesure le crédit agricole a aidé les cultivateurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le crédit agricole a été institué pour aider les cultivateurs. C'est pour cela qu'on a parlé d'aide financière.

M. l'Orateur suppléant maintient le point d'ordre du député de Rouville (l'honorable M. Barré).

Hamel (Saint-Maurice): Le crédit agricole n'a pas réussi à donner à l'agriculture de chez nous le même élan qu'ailleurs. Il (M. Hamel) veut ensuite faire des comparaisons entre la valeur des terres dans le Québec et dans l'Ontario.

M. l'Orateur suppléant rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour prendre la parole.

Des voix de l'opposition déclarent que la décision est rendue et que le premier ministre ne peut intervenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer à l'opposition que je ne fais qu'exercer des prérogatives réservées aux ministres de la couronne. J'ai le droit de faire des mises au point. Le député de Saint-Maurice, d'une manière détournée, a recommencé un débat qui a déjà été fait sur l'adresse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Saint-Maurice n'a pas parlé sur l'adresse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ses meilleurs discours sont ceux qu'il ne prononce pas.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ai-je le droit de dire que l'agriculture dans Québec ne se développe pas au même rythme que dans les autres provinces?

M. l'Orateur suppléant: J'ai décidé qu'à ce stade de la discussion, faire des comparaisons sur la valeur des terres n'était pas dans l'esprit de l'article 572 des règlements de la Chambre. Vous pouvez en appeler de ma décision.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour ne pas prolonger le débat, je dirai, en terminant, que dans Québec l'agriculture, malgré le prêt agricole, ne connaît pas le même élan que dans les autres provinces.

M. Dupré (Verchères): Je réclamaï dès 1950 que le maximum du prêt agricole fût porté de \$6,000 à \$10,000 et je n'ai pas changé d'idée. Après de telles revendications, l'Union nationale décidait, enfin, en 1952, de faire un peu mieux. Mais je me demande pourquoi le gouvernement tenait tellement à faire un débat sur cette question, à cette session.

Hier soir, l'opposition était prête à voter la mesure en troisième lecture. Mais le premier ministre tenait à ajourner ce débat. L'opposition ne voulait pas prolonger le débat sur cette question du prêt agricole, mais le gouvernement y tenait absolument, afin de pouvoir vanter les grandeurs de cette loi, une fois de plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si cela a été retardé, ce n'est pas ma faute, mais celle du chef de l'opposition qui a demandé à plusieurs reprises d'ajourner le débat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Hier, j'avais même dit: "Adopté en troisième lecture". Ce n'est qu'après la séance que je me suis rendu compte que la loi n'était pas adoptée en troisième lecture⁶.

M. Dupré (Verchères): C'est le premier ministre qui voulait un débat pour faire un mirage électoral.

M. l'Orateur suppléant: On n'a pas le droit de prêter des intentions au gouvernement. Le député doit retirer ces paroles.

M. Dupré (Verchères): Je les retire, mais j'aimerais savoir pourquoi le premier ministre tenait tellement à ce débat.

Le ministre de l'Agriculture a parlé du prêt fédéral aux cultivateurs. La loi fédérale a gardé beaucoup plus de fils de cultivateurs sur les terres que le prêt provincial. L'Office du prêt fédéral a consenti, en ces deux dernières années, des prêts à 15,277 cultivateurs de chez nous, et le montant global de ces prêts s'élève à \$17,156,873. Je lui rappellerai que, sous l'ancienne administration libérale, le gouvernement provincial remboursait aux cultivateurs 3 %⁷ de l'intérêt de 5 % qu'ils payaient sur ces prêts. C'est l'Union nationale qui a aboli ce remboursement, pour forcer les cultivateurs à revenir au prêt agricole provincial.

À Ottawa, le cultivateur pouvait obtenir jusqu'à \$10,000, alors que le prêt provincial à ce moment-là était plafonné à \$6,000. Donc, s'il lui fallait \$10,000 il ne payait que \$300 d'intérêt, car c'est la province qui payait le reste. Avec le prêt agricole provincial, il obtenait un maximum de \$6,000, à 2.5 %, et devait emprunter, en deuxième hypothèque, les derniers \$4,000, à un taux allant jusqu'à 5 %. En résumé, il payait plus cher qu'avec le prêt fédéral.

Pourquoi le gouvernement a-t-il rejeté la loi fédérale? Parce qu'elle venait d'Ottawa? Je n'ai pas

d'objection, mais au moins qu'il monte son prêt jusqu'à un maximum de \$10,000.

J'ai hésité à croire que le ministre de l'Agriculture ait été en faveur de l'augmentation, même à \$8,000, car il a à maintes reprises dit qu'il aime mieux des petits prêts; il aime mieux prêter par petits paquets de \$3,000, \$4,000 ou \$5,000, plutôt que des gros prêts.

Le premier ministre a déclaré un jour qu'il n'avait jamais lu le *Petit catéchisme* de l'Union nationale, mais il avait dû lire celui du Parti libéral, car il promet aux cultivateurs un crédit maximum de \$10,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est sûrement à l'index!

M. Dupré (Verchères): La loi du prêt fédéral aux agriculteurs, par les services qu'elle a rendus, a gardé beaucoup plus de fils de cultivateurs sur les terres que celle du prêt provincial. Il cite le cas de deux fils de cultivateurs qui sont revenus sur la ferme quand leur père eut décidé de la mécaniser.

Les jeunes gens d'aujourd'hui aiment l'aisance, le travail rendu facile par la mécanisation. Dans le crédit agricole provincial comme on l'applique à l'heure actuelle, il manque un plan pour aider la mécanisation à la constitution de troupeaux de qualité et à l'amélioration des bâtiments. Il ne suffit pas d'aider le cultivateur à s'installer, à s'établir; il faut aussi lui permettre de produire et de vivre. Ce plan manque dans le crédit agricole provincial. Il existe un tel plan à Ottawa, mais je suis, moi aussi, en faveur d'une législation provinciale appropriée à nos besoins.

En vertu du prêt fédéral, dans la province de Québec, 1,040 cultivateurs ont acheté, en 1953 et en 1954, pour \$975,456 d'animaux; 6,715 cultivateurs du Québec ont acheté pour \$7,744,521 d'instruments aratoires. En 1954, 297 d'entre eux ont emprunté \$362,000 pour construction et réparation.

En deux ans, c'est-à-dire en 1953 et en 1954, un total de 91,127 acres de terre ont été défrichées ou remises en culture au Canada en vertu de la loi; au Québec, il y eut seulement six demandes pour un montant global de \$2,100 de prêts concernant 231 arpents de terre seulement. C'est toujours à la suite de la loi fédérale que le gouvernement de la province de Québec agit.

En ce qui a trait à l'amélioration de nos lois agricoles pour les adapter aux conditions nouvelles de l'agriculture, nous sommes toujours en retard sur les autres. Nous attendons toujours que le

gouvernement fédéral agisse, pour nous décider à faire quelque chose. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour que les jeunes ne soient pas placés sur des terres sans leur assurer en partant un revenu suffisant.

Il est bien de leur donner la possession de la terre par le prêt agricole, mais ce n'est pas tout d'assurer aux cultivateurs la possession de leurs fermes: il faut aussi qu'ils ne crèvent pas de faim une fois installés.

Il propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

laisse entendre que la séance reprendra à 8 heures.

(Quelques instants plus tard)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Chambre ne siégera pas dans la soirée à cause d'un caucus de l'Union nationale. Le débat reprendra seulement demain après-midi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis prêt à consentir à la troisième lecture immédiate du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande que le vote soit enregistré.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 69.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 2 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Primes d'assurance automobile

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Avant l'ajournement, j'aimerais annoncer à la Chambre que la réduction de 9 % des primes d'assurance aux automobilistes, annoncée mardi par les grandes compagnies d'assurances du Canada et de la province de Québec, équivaut à une économie de \$2,500,000 pour les citoyens de la province de Québec. Ces renseignements ont été obtenus dans le cours de la journée d'hier par la All Canadian Federation de la section de l'automobile de la Canadian Underwriters Association.

La Canadian Underwriters a fait savoir que, si les pertes matérielles compensées ne justifient pas une réduction de primes de cette envergure, les assureurs sont par contre tellement satisfaits du travail de prévention qui se fait dans Québec et de l'ampleur que prend cette campagne de sécurité qu'ils n'hésitent pas à accorder cette nouvelle réduction⁸.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

défense de la langue et de la culture française, ainsi qu'au maintien des traditions catholiques et canadiennes-françaises.

3. L'Orateur suppléant fait ici référence à l'article 74 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, en vertu duquel un député qui continue à s'éloigner de la question en discussion, après avoir été rappelé à l'ordre à deux reprises, peut être rappelé à l'ordre nominativement (c'est-à-dire en étant désigné par son nom) par l'Orateur.

4. Le ministre de l'Agriculture, Laurent Barré, a été l'un des cofondateurs de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et son premier président, de 1924 à 1926.

5. Alexandre Gaudet (1870-1961), député libéral de Nicolet de 1933 à 1936.

6. Voir la séance du 29 novembre 1955, lors de la deuxième lecture du bill 2.

7. Pour ce passage, certains journaux donnent 2 %.

8. *La Presse* du 1^{er} décembre 1955, à la page 49, précise que le ministre des Transports et Communications dirige depuis deux ans la campagne de sécurité routière dans la province de Québec.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 30 novembre 1955, à la page 1, nous apprend que "L'honorable Alexandre Taché, président de l'Assemblée législative, était retenu à Ottawa par une cause importante devant la Cour de l'Échiquier; c'est le vice-président, Me Maurice Tellier (...) député de Montcalm, qui a occupé le fauteuil en son absence."

2. La Ligue d'action nationale (LAN) est un mouvement nationaliste canadien-français. Fondé en 1913 sous le nom de Ligue des droits du français, il deviendra Ligue d'action française en 1921, Ligue d'action canadienne-française en 1927, puis Ligue d'action nationale en 1933. La LAN se consacre à la

Séance du jeudi 1^{er} décembre 1955

Présidence de M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent, et le président des comités pléniers, M. Maurice Tellier, député de Montcalm, prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant¹.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement;

- bill 121 modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau;

- bill 144 concernant la corporation du village de Pont-Rouge et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse du Christ-Roi, dans le diocèse de Joliette;

- bill 147 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;

- bill 150 concernant Trinity Church-Quebec;

- bill 156 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Koplewicz-Capelle au nombre de ses membres.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 changeant le nom de Joseph Claude Vézina en celui de Joseph Claude Paradis;

- bill 146 concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce;

- bill 172 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Toth à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 162 autorisant la corporation municipale du village de Causapsal à imposer une taxe de vente.

Votre comité recommande de prolonger au 23 décembre courant, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Commission scolaire du
Très-Saint-Sacrement

M. Jeannotte (Vaudreuil-soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Collège apostolique
Saint-Alexandre de la Gatineau

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Paroisse du Christ-Roi

M. Tellier (Montcalm) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse du Christ-Roi, dans le diocèse de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Asbestos

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Trinity Church-Quebec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 concernant Trinity Church-Quebec.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Michel Koplewicz-Capelle

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Koplewicz-Capelle au nombre de ses membres.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Joseph Claude Vézina

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 changeant le nom de Joseph Claude Vézina en celui de Joseph Claude Paradis.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Marie

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Thomas Toth

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Toth à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Causapschal

M. Gagnon (Matapédia) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 autorisant la corporation municipale du village de Causapschal à imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

M. Gagnon (Matapédia) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pont-Rouge

M. Chalifour (Portneuf) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 concernant la corporation du village de Pont-Rouge et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Chalifour (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de St. Lawrence Cement, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Château-d'Eau, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Félix-de-Valois, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Laval, demandant l'adoption d'une loi l'incorporant sous le nom de ville Saint-Elzéar.

Votre comité recommande de prolonger au 23 décembre prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Elzéar

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 constituant en corporation la ville Saint-Elzéar.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

St. Lawrence Cement Co.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 concernant St. Lawrence Cement Co.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire catholique de Château-d'Eau

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 concernant les

commissaires d'écoles de la Commission scolaire catholique de Château-d'Eau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Félix-de-Valois

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Félix-de-Valois et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 224 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Explications sur des faits publiés:

Hôtel Reine Elizabeth

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant de passer aux affaires du jour de la Chambre, j'aimerais dire qu'on a attiré mon attention sur une nouvelle parue dans un journal de Montréal² à l'effet que la motion Dupuis, relativement au nom du nouvel hôtel des Chemins de fer nationaux du Canada, avait été ajournée afin qu'on ne la discute plus au cours de la présente session. La motion n'a pas été enterrée. L'ajournement du débat sur la motion ne l'a pas tuée. Je ne mets pas en doute la bonne foi du journaliste qui a écrit la nouvelle, mais la motion Dupuis est à l'ordre du jour et la discussion sera continuée dès la prochaine occasion.

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des conditions de l'habitation

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), mardi le 29 novembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 9 de la loi 12 George VI, chapitre 6, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, par l'article 2 de la loi 14 15 George VI, chapitre 11, par l'article 2 de la loi 15 16 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 7, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 7, et par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 4, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement peut affecter aux fins de la présente loi une somme totale de soixante-quinze millions de dollars."

M. Lafrance (Richmond): Le gouvernement n'apporte aucune amélioration à la loi actuelle. Il demande tout simplement que \$10,000,000 additionnels soient mis à la disposition de la loi telle qu'adoptée en 1948. Je veux étudier la question en toute objectivité, sans tenter d'en tirer un capital politique, car cela se ferait au détriment des déshérités de la vie.

Il existe chez nous un problème du logement qui dépasse tous les autres en urgence et en gravité, comme l'affirment les coopératives d'habitation dans un mémoire qu'elles ont présenté à la commission Tremblay. C'est le problème social numéro 1. Le logement est de nécessité vitale, car tout le monde a besoin de s'abriter, et il est aussi une nécessité morale, car la famille a besoin de se sentir chez elle. C'est le facteur fondamental de la santé morale d'un peuple. Toutes les campagnes contre le

communisme, le crime, le vice, la délinquance juvénile, l'alcoolisme ou la tuberculose seront inutiles et vaines sans une politique d'assainissement du logement.

Quelle est la situation du logement chez nous? C'est dans le Québec que l'on trouve le plus grand nombre de locataires. C'est ici qu'on trouve le moins de propriétaires, 48 % dans le Québec contre 69 % en Ontario. Dans Montréal, il n'y a que 3.5 % des familles ouvrières qui sont propriétaires d'une maison; 60 % de nos logements ont moins de cinq pièces, contrairement à ce qui se passe dans les autres provinces; 84 % des familles de Montréal vivent dans des logements surpeuplés.

C'est dans le Québec, province des familles nombreuses, où les logements sont le plus exigus. Trente mille cinq cent quatre familles canadiennes ont plus de neuf enfants; les 61 % de ces familles vivent au Québec; et, de plus, 182,370 familles de notre province comptent plus de six personnes. On peut s'imaginer les pénibles conditions dans lesquelles elles vivent. Le Québec, province aux familles nombreuses, est aussi la province aux petits logements.

Sans vouloir entrer dans trop de détails, de très nombreuses familles québécoises vivent dans des taudis. Selon le témoignage de la Société Saint-Jean-Baptiste, dans un rapport soumis à la commission Tremblay, "des centaines de familles du Québec vivent dans des conditions inhumaines et intolérables". Les conditions d'habitation insalubres ont ouvert la porte au communisme.

Que fait le gouvernement pour remédier à cette situation? De 1944 à 1948, il n'a rien fait, en dépit de nombreuses interventions de MM. Laurendeau et Chaloult³ en Chambre, malgré les sollicitations et les pressions de plusieurs associations.

En 1948, le gouvernement a nommé la commission Gingras, qui a coûté \$125,000, qui a étudié pendant cinq ans, pour en arriver à des conclusions absolument fausses. La même année, le gouvernement a adopté une loi provinciale d'habitation. Cette loi, malheureusement, ne prête pas d'argent à ceux qui veulent se construire, en dépit de ce qu'on laisse entendre dans certaines conférences de presse. Jamais un seul sou n'a été prêté en vertu de cette loi pour la construction d'un seul logement. Non seulement elle ne prête rien, cette loi, mais elle ne facilite pas les moyens de se procurer du crédit. Son seul but, c'est de payer une partie de l'intérêt. Le gouvernement, en somme, dit au futur propriétaire: "Trouvez-vous un prêteur reconnu par nous et nous paierons une partie de l'intérêt."

Il serait inexact de prétendre que cette loi n'a pas été utile. Mais ce serait encore plus inexact de prétendre qu'elle a tout réglé. Elle a en fait permis à tous ceux qui avaient assez d'argent pour se construire de bénéficier d'une ristourne, et cela a dû en décider plusieurs à se construire. Mais de là à prétendre que 32,092 logements ont été construits grâce à cette loi, c'est fausser les faits, car ces personnes auraient pu se construire sans cette loi.

Le gouvernement déclare qu'il a "consacré \$75,000,000" au problème de l'habitation, mais la vérité c'est que, jusqu'ici, il n'a déboursé que \$11,000,000, c'est-à-dire à peine \$1,500,000 par année.

Les statistiques démontrent que 61 % de ceux qui ont bénéficié de la loi avaient déjà les \$4,000 nécessaires comme versement initial. Ces gens ne sont certainement pas, pour la majorité d'entre eux, des petits salariés. Et ce seraient eux qui auraient besoin de pouvoir bénéficier de la loi. Le vice de la loi de 1948, c'est qu'elle n'aide pas ceux qui n'ont pas l'argent voulu pour un versement initial sur une maison d'habitation. Donc, cette loi n'a pas aidé ceux qui en avaient le plus besoin, les plus nécessiteux.

La plus grande difficulté pour le futur propriétaire, c'est la mise de fonds initiale. La deuxième, c'est de trouver une compagnie qui consente à prêter. La loi actuelle, qui ne règle aucun de ces deux problèmes, est donc insuffisante et elle ne réussira jamais à résoudre le problème du logement, à remédier à la crise. Elle a permis la construction d'environ 4,500 logements par année, alors qu'il en faudrait 50,000 pour corriger l'écart actuel, qui est de 100,000, et pour répondre aux besoins nouveaux, qui sont de 35,000 nouveaux ménages par année.

Je propose trois solutions: une étude approfondie, et de bonne foi, du problème; une meilleure collaboration avec les autres corps publics et le gouvernement fédéral; le crédit urbain, que personne ne pourra empêcher indéfiniment.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je voudrais rappeler certaines vérités fondamentales. Les gouvernements ne sont pas des manufactures d'argent, ils ne font qu'administrer l'argent provenant des taxes. Un gouvernement consciencieux ne peut se plaire à faire des promesses chimériques et démagogues: il agit en se basant sur les fonds dont il dispose et doit réaliser des réformes en tenant compte des besoins de la province.

De plus, on ne peut oublier qu'en 1948, lorsque la loi a été présentée, l'opposition l'a

combattue avec des prédictions. L'opposition disait: "Il ne se construira pas de maisons; les caisses populaires ne prêteront rien". Pourtant on a construit plus de 32,000 maisons; l'opposition s'est donc trompée 32,000 fois. Cinq cent dix caisses populaires ont prêté \$32,900,000; là encore, l'opposition s'est trompée. Parmi les 135,000 personnes qui habitent les nouveaux logements, il y a 60,000 enfants. C'est quelque chose cela.

Le gouvernement a reçu une foule de lettres de félicitations au sujet de cette loi qui a permis de construire des logements ouvriers. M. Ouimet, gérant de la Société d'administration et de fiducie, a ainsi souligné que, sans la loi, cette société n'aurait pu prêter \$7,800,000 comme elle a fait. M. Paul Garon, président de la Coopérative d'habitation du Sacré-Cœur de Chicoutimi, a lui aussi écrit aux autorités provinciales pour vanter la loi; sans elle, on n'aurait pas vu ériger 47 maisons pour ouvriers sous les auspices de la coopérative; les nouveaux propriétaires n'auraient pas reçu \$94,000 en pur cadeau et, sans cela, ils seraient encore locataires. M. Garon termine en disant: "J'espère profiter longtemps encore de cette loi."

Philippe Boily, au nom de la Coopérative de Jonquière, a exprimé, le 6 juin 1954, sa reconnaissance à l'égard des instigateurs de la loi. Il écrivait: "Le rabais d'intérêt équivaut pour chacun de nos ouvriers à un octroi substantiel." M. Rosaire Gauthier, gérant du Service de l'habitation ouvrière de Drummondville, a envoyé une lettre au gouvernement pour lui faire remarquer que, sans la loi, le Service n'aurait pas construit les 210 maisons qu'il a érigées, et donc, que ces maisons ne profiteraient pas à la catégorie des travailleurs gagnant \$2,000 à \$2,500 par année. Une autre lettre dit que la loi est excellente et que, si elle doit être amendée, elle devrait l'être sur des bases similaires à celles selon lesquelles elle a été conçue.

Il mentionne les félicitations reçues du président de la coopérative de Hull et du président de la coopérative de Granby. Des centaines de maisons, dit-il, ont été construites pour les ouvriers. Mais ceux qui veulent être aidés doivent aussi s'aider, prouver par leur esprit d'économie et leur esprit de travail qu'ils sont sérieux. Le gouvernement n'a pas l'intention de faire de cadeau lorsqu'il aide les ouvriers à bâtir leur propre maison. Ce que vous recevez gratuitement n'est jamais apprécié. Cependant, le gouvernement est toujours prêt à aider ceux qui veulent s'aider eux-mêmes.

Des articles parus dans le plus grand journal libéral de la province, *Le Soleil*, le 29 juillet 1955 et

le 18 décembre 1954, disent que la loi provinciale de l'habitation est profitable pour les ouvriers et que le nombre des maisons construites témoigne hautement de la valeur économique et sociale de la législation. Il lit des extraits de ces éditoriaux. Et on viendra dire après ces témoignages que notre loi n'aide pas les ouvriers, dit-il. L'organe libéral dit le contraire de l'opposition et il est assez franc pour reconnaître le mérite là où se trouve le mérite.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je pensais que le débat allait se terminer là. Puisqu'on semble vouloir le continuer, je vais également exprimer mon avis. Je n'ai cependant pas l'intention de reprendre tous les arguments en faveur d'une législation qui, pour employer les derniers mots du premier ministre, devrait être plus libérale.

En mars 1946, la Chambre s'est prononcée à l'unanimité pour une motion de M. André Laurendeau, à ce moment chef du Bloc populaire, demandant l'institution d'un crédit urbain. Pourquoi le gouvernement a-t-il relégué aux archives la motion Laurendeau? Nous sommes loin du crédit urbain avec la présente loi.

Car la loi présentement en discussion aide beaucoup plus à conserver une maison qu'à en acquérir une. Elle prévoit en effet que le gouvernement remboursera une partie des intérêts de ceux qui emprunteront pour se bâtir, mais elle n'assure pas le fonds initial pour le faire. Le problème de la mise de fonds initiale reste toujours sans solution.

Un homme qui gagne, disons, un salaire de X, et qui ne prévoit pas pouvoir payer les intérêts de la somme qu'il empruntera pour se construire, peut bénéficier de cette loi, à condition d'avoir déjà une mise de fonds. Il faut donc que quelqu'un lui fournisse cette mise de fonds. La plupart des salariés n'ont pas la mise de fonds nécessaire. Combien il s'est construit des maisons sans avoir le capital initial? C'est le capital initial qui est difficile à avoir, et c'est malheureusement le cas de la majorité des salariés.

Sans doute la loi a-t-elle permis la construction d'un certain nombre de maisons; elle assure à ceux qui ont un fonds initial un véritable cadeau. Mais le cadeau prévu par la loi est pour ceux qui ont de l'argent et non pour ceux qui n'en ont pas. Des centaines de milliers de salariés n'en ont pas, et on ne peut leur indiquer où en trouver. C'est toute la différence du monde entre ce qu'est cette loi et ce que serait un véritable crédit à l'habitation. Nous voyons là l'écart entre les deux. On peut s'adresser à

la loi fédérale, mais je trouve que cette loi est elle aussi incomplète.

Nous pouvons, par la présente loi, aider un certain nombre de gens à se construire, mais nous n'apportons aucun secours à des milliers d'autres, des milliers de petits salariés qui auraient besoin de se construire une maison familiale. On ne peut donc réellement dire que cette loi résout la crise de l'habitation.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Je représente un comté où la crise du logement n'existe pas. Mais il est une chose qui me frappe: c'est que la prévoyance est nécessaire. Si je décide un bon matin de partir pour l'Europe avec mon épouse, il faudra que, dans les années antérieures, j'aie mis de côté l'argent nécessaire pour le voyage.

Quand la loi de l'habitation a été passée, l'opposition a prétendu qu'elle ne ferait pas bâtir une seule maison et que les caisses populaires ne prêteraient pas. Une autre prétention pessimiste, comme la plupart des prétentions de l'opposition d'ailleurs, et qui ne s'est pas réalisée.

Les libéraux devraient plutôt encourager les gens à tirer parti de ce que la loi a de bon. Et au lieu de réclamer le crédit urbain, les libéraux devraient inciter les ouvriers à mettre de l'argent de côté s'ils veulent bâtir.

Chez nous, 89 maisons ont été construites en vertu de la loi et les trois quarts de ceux qui les ont construites étaient de petits salariés. Des journaliers de mon comté, payant déjà un loyer, ont pu tout de même se créer une mise de fonds initiale et devenir propriétaires. Ces gens voulaient devenir propriétaires et le sont devenus. Comment se fait-il qu'un ouvrier à petit salaire, et qui paie un loyer, soit capable de se trouver la mise de fonds nécessaire? Simplement parce qu'il s'agit d'un ouvrier qui a la volonté de devenir propriétaire.

Pour être propriétaire, il faut le vouloir. Il en coûte généralement moins cher d'être à loyer que d'être propriétaire. Ensuite, il y a nombre de gens qui préfèrent rester à loyer, car ils aiment mieux pouvoir s'acheter une auto, une télévision, une glacière, des billets de hockey, avoir de l'argent pour se payer des divertissements, que d'être propriétaires.

L'opposition décourage l'ouvrier. Comment un ouvrier qui a l'intention de se construire une maison pourrait-il le faire quand il entend critiquer constamment la loi par les libéraux? Sans doute, la loi peut être meilleure, mais l'expérience et les résultats ont démontré qu'elle est bonne; demandons à la population de s'en servir.

On devrait faire plus de propagande auprès des jeunes. Il faudrait leur prêcher l'économie au lieu de leur dire que le gouvernement doit tout faire. Il faudrait encourager aussi les jeunes à faire plus de dépôts aux caisses populaires. Si les caisses disposaient de montants considérables, elles pourraient prêter davantage.

Il serait préférable de demander aux ouvriers de mettre de l'argent de côté et de se créer une caisse de logement que de passer son temps à leur dire qu'ils sont négligés et maltraités par le gouvernement. Qu'on leur demande d'être sobres, prévoyants, de mettre de l'argent de côté, afin d'être en mesure, dans trois ou cinq ans, d'avoir leur mise de fonds. Il faudrait dire à nos gens, en somme: soyez sobres, économes, et ne vous imaginez pas que le gouvernement doit tout faire à votre place. On n'insiste pas assez sur la prévoyance nécessaire à ceux qui veulent se construire. Une personne qui veut réellement se construire y songe des années à l'avance et s'applique à mettre de l'argent de côté à cet effet.

M. Dupré (Verchères): Il est bien beau de demander à l'ouvrier d'économiser pendant trois ou cinq ans pour se créer une mise de fonds, mais cela ne règle pas le cas de celui qui reste dans une cave ou un taudis. Cet homme ne peut épargner; il est loin de celui qui met de l'argent de côté pour un prochain voyage en Europe! Le premier ministre a dit tout à l'heure que c'est avec l'argent du peuple qu'on fait des cadeaux aux futurs propriétaires. Alors est-il juste que celui qui est riche puisse bénéficier de la loi, quand celui qui est pauvre ne le peut pas?

Je suggère au gouvernement de racheter les prêts des caisses populaires, afin de les mettre en mesure de multiplier les prêts aux futurs propriétaires. Ainsi, une caisse populaire a prêté pour \$60,000 et n'a plus d'argent disponible. Le gouvernement pourrait racheter ces prêts de \$60,000 et la caisse continuerait à prêter. Étant donné les facilités qu'a le gouvernement d'emprunter, cette façon de procéder ne coûterait pas un seul sou à la province. Elle serait pratique et économique.

Je suggère également que le gouvernement prête même s'il y a une deuxième hypothèque. Il arrive, par exemple, qu'un ouvrier puisse se faire avancer de l'argent en deuxième hypothèque, par un parent ou un ami, pour financer la balance du montant que lui coûte sa maison. À l'heure actuelle, celui qui emprunte en deuxième hypothèque perd les bénéfices de la loi. Ceux qui ont de l'argent en banque peuvent bénéficier de la loi, mais les autres, qui paient également des taxes, ne le peuvent pas.

La loi actuelle ne construit pas une seule maison. L'Office met la main dans l'affaire quand la maison est construite. Dans son discours, le député de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) a dit qu'il était immoral que le gouvernement donne tout et que le bénéficiaire ne fasse aucun effort. Ce qui est immoral, c'est que le gouvernement aille chercher de l'argent dans les poches du peuple pour le prêter à des prêteurs. Il est immoral de faire des lois en vertu desquelles on enlève de l'argent à l'homme de la rue pour le donner à d'autres qui ont les moyens de se construire des maisons.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a cité l'autre jour des statistiques pour démontrer qu'il y avait recul dans le Québec en ce qui concerne le logement⁴ de 1941 à 1951. Pour bien éclairer la situation, il faudrait situer ces chiffres dans leur contexte économique et social, ce que je me réserve de faire lors du débat sur le budget.

Pour le moment, je me contenterai de comparer la situation actuelle avec ce qui existait en 1947. Je me baserai uniquement sur les chiffres fournis par l'*Annuaire statistique du Canada*. Dans les trois années qui ont précédé l'adoption de notre loi, soit en 1945, 1946 et 1947, l'*Annuaire statistique du Canada* de 1947, à la page 636, mentionne qu'il s'est construit 13,000 nouveaux logements dans la région métropolitaine de Toronto et 12,000 dans la région métropolitaine de Montréal. Donc, un peu moins à Montréal.

Mais l'*Annuaire du Canada* pour 1955, qui vient de me parvenir, établit une autre comparaison entre les deux mêmes zones pour la période de 1950 à 1953. Voici maintenant les chiffres pour cette période: 1950, 15,826 nouveaux logements pour Montréal contre 9,373 seulement pour Toronto; 1951, 16,316 pour Montréal et 13,026 pour Toronto; 1952, 11,500 pour Montréal et 9,576 pour Toronto; 1953, 17,833 pour Montréal et 9,460 pour Toronto. Si l'on fait l'addition pour les quatre années, on trouve 61,475 nouveaux logements dans la région métropolitaine de Montréal et 41,429 (sic) pour celle de Toronto, soit 20,046 ou 48 % de plus pour Montréal.

Dans une seule année, depuis l'entrée en vigueur des lois provinciales, l'augmentation dans la construction des logements à Montréal a été de 55 % sur Toronto. De 1952 à 1953, il y a eu diminution appréciable à Toronto et augmentation de 53 % à Montréal. Il y a donc tendance à la baisse dans la province voisine, et forte tendance à la hausse dans

la nôtre. Loin de reculer dans le domaine du logement, nous avançons à grands pas, et beaucoup plus vite que l'Ontario.

Cette augmentation dans le Québec est due uniquement au bénéfice des lois provinciales, car les statistiques démontrent que les emprunteurs à petits revenus qui profitent de la loi fédérale diminuent sans cesse, alors que les emprunteurs ayant un revenu supérieur à \$5,000 par année augmentent sans cesse. Cela prouve que la loi fédérale est surtout une loi commerciale, qui n'offre pas d'autres facilités que celle de s'endetter, tandis que la loi provinciale est généreuse et donne à l'ouvrier les avantages dont il a besoin.

Dans le seul village industriel de Beaupré, une centaine de familles ouvrières ont pu se construire des maisons depuis 1948. Ce n'est pas à eux qu'on pourra faire croire que la loi provinciale ne bénéficie pas aux ouvriers. Ça prenait l'Union nationale pour passer une loi aussi libérale. Bref, loin de reculer, dans le Québec, nous avançons. Et je suis sûr que nous aurons l'an prochain des chiffres encore plus révélateurs.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me félicite d'avoir gagné un point: celui d'avoir amené le gouvernement à comprendre que la politique ne doit pas se baser sur des romans mais sur des faits. Le ministre vient de dire qu'il faut tenir compte de l'arrière-plan historique, économique et social. Il n'a pas détruit, toutefois, ma thèse.

La thèse que j'ai soutenue, lors de l'autre séance, se résume à ceci, à savoir que, de 1941 à 1951, le pourcentage des propriétaires dans la province est baissé de 53.9 % à 48.5 %; ceci indique une diminution de 5.4 % sur une période de 10 ans, alors que, dans toutes les autres provinces du pays, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, il augmentait sensiblement. Le ministre ne m'a pas contredit. Les chiffres qu'il vient de citer ne détruisent pas ceux que j'ai mentionnés, mardi soir, sur la baisse du pourcentage de propriétaires. Mes chiffres étaient basés sur les recensements fédéraux qui s'arrêtent à 1951. Mais je suis sûr que, depuis 1951, nous n'avons pas dû regagner de terrain.

Le ministre a comparé les régions métropolitaines de Montréal et de Toronto. La région montréalaise est tout de même passablement plus peuplée. Il aurait aussi dû mentionner que ce qui compte d'abord, ce n'est pas tant le nombre de logements que celui des propriétaires. Il importe d'abord d'augmenter le nombre des petits propriétaires. On peut augmenter les logements tout en ne faisant que multiplier le nombre des locataires.

Notre loi actuelle est bonne, mais elle est insuffisante. Elle ne règle pas le problème fondamental de la mise de fonds que ne peut trouver le petit salarié. Le nombre de nouveaux propriétaires à Montréal est inférieur à celui de Toronto. Il y a moyen de remédier à cette situation pour le petit salarié qui ne peut faire de mise de fonds. On devrait avancer ce montant de la mise de fonds sur une deuxième hypothèque. Si on ne veut pas ouvrir la porte trop grande, qu'on limite l'expérience à des genres de cas spéciaux.

Le gouvernement ontarien a acheté 7,000 terrains à Toronto pour empêcher la spéculation sur les lots, spéculation qui, en certains cas, peut nuire grandement aux futurs propriétaires.

M. Marquis (Québec-Est): Je considère la loi comme nettement insuffisante. Le député de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) parlait tout à l'heure de certaines lubies des propriétaires. Il a dit qu'il n'y avait pas de crise de logement dans son comté et ceci explique très bien sa réflexion.

Dans la ville de Québec, il existe une crise grave du logement. Si un ouvrier réalise qu'il est dans l'obligation de devenir propriétaire, il en est empêché soit par le prix prohibitif de la construction, soit parce que sa famille est trop nombreuse. Beaucoup d'ouvriers voudraient bien se procurer un toit. La pierre d'achoppement, c'est toujours la mise de fonds initiale. Les petits salariés ne peuvent trouver la mise de fonds pour se bâtir en vertu de la loi provinciale.

Je citerai des statistiques pour établir que c'est cette mise de fonds initiale qui manque actuellement. Dans la province de Québec, entre le 1^{er} janvier 1953 et le 1^{er} août 1955, grâce à la loi fédérale, il s'est bâti presque autant de maisons que pendant sept ans en vertu du prêt provincial.

Durant l'année 1953, il s'est fait 4,891 prêts pour un montant de \$58,180,560; en 1954, un total de 7,427 prêts pour une somme de \$85,075,220 et, en 1955, jusqu'au 31 août, 6,123 prêts pour \$76,238,000. Le grand total, pour cette période, se chiffre à 18,461 prêts pour 25,740 nouvelles unités et une somme prêtée de \$219,474,556⁵.

Il parle du nombre de 32,000 logements mentionné par le ministre des Affaires municipales. Dans le seul district de Montréal, dit-il, il s'est bâti, en quatre ans, 60,000 nouveaux logements. C'est grâce à la loi fédérale que ces logements se sont construits. La province devrait intervenir pour soulager le petit propriétaire. Étant donné que le coût de la construction monte, les redevances mensuelles

augmentent. La loi fédérale exige un salaire suffisamment élevé pour pouvoir consacrer 23 % de ce salaire au logement. Il arrive que des salaires ne sont pas assez élevés et que des chefs de famille ne peuvent profiter ni de la loi nationale ni de la loi provinciale. Il faudrait que la population puisse profiter des deux lois à la fois.

Je suis convaincu qu'au fur et à mesure des années, le prêt provincial diminue. Il n'y a plus de relation entre le prêt fédéral et le prêt provincial. Les deux législations sont insuffisantes en elles-mêmes, mais la collaboration entre les deux aiderait énormément plus les ouvriers. Si la province payait 3 % de ristourne sur l'intérêt, l'ouvrier en profiterait.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 9 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Pinard (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "soit" par les suivants:

"renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l'amender de façon à y inclure une disposition décrétant que toutes les personnes empruntant des banques et des compagnies en vertu des dispositions de la loi fédérale sur l'habitation, puissent bénéficier du rabais de 3 % d'intérêt décrété par la loi provinciale pour améliorer les conditions de l'habitation".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cet amendement. De toute évidence, il est hors d'ordre parce qu'il s'agit d'un bill de finance qui ne peut être amendé que par un ministre de la couronne. Il est contraire aux dispositions des articles 155, 483 et 548 du Règlement.

M. l'Orateur suppléant: Seuls les ministres de la couronne ont le droit de proposer des mesures affectant les finances de la province. Les articles 155, 538 et 790 réservent aux ministres de la couronne seulement le droit d'initiative dans le cas de l'amendement actuellement proposé à la Chambre, et je déclare ledit amendement nul et hors d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant et demande le vote

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 56.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

La motion proposant que le bill 9 soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël

(Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 9 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Juridiction en matière d'assistance publique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 relatif à la juridiction des juges en matière d'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de ce bill, toute demande de certificat judiciaire, pour tenir lieu du certificat des autorités municipales, lorsque celles-ci en refusent l'émission, pour fins d'admission d'un indigent dans une institution d'assistance publique, sera entendue par un juge municipal dans les villes qui en ont et devant un juge de district dans les autres endroits.

Auparavant, à cause de la congestion dans les autres cours, on avait confié à la Cour du bien-être social le soin de donner cette certification. Mais ça n'allait pas mieux et, l'an dernier, le gouvernement a donné, par une loi, juridiction aux cours municipales de Montréal et de Québec. La procédure a donné satisfaction. Je crois qu'il faut étendre cette juridiction à toutes les cours municipales, là où elles sont établies.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande de donner juridiction égale aux juges municipaux suppléants.

M. Bélanger (Lévis): J'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur les inconvénients que peut causer cette loi aux juges municipaux appelés à juger des causes dans lesquelles la ville qui les emploie est intéressée.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet organisme comprend deux commissaires, MM. C. De M. Mignault et Paul Lambert, nommés pour 10 ans et dont le mandat expire le 31 octobre. Le bill a pour but d'autoriser leur maintien en fonction après cette expiration.

Un député de l'opposition: Quel est le salaire des commissaires?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le président, M. Mignault, gagne \$11,000 et M. Lambert, \$10,000.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose: 1. Que l'article 5 de la loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 207) soit modifié en y ajoutant, à la fin dudit article, les mots suivants: "Ces membres restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur terme d'office, jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau, à titre temporaire ou à titre définitif, ou jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés".

Adopté.

2. Que les dispositions de la résolution 1 aurent leur effet depuis le 31 octobre 1955.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission des accidents du travail

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de permettre au gouvernement de nommer une personne pour remplacer temporairement un membre de la Commission des accidents du travail et des régies des transports des services publics et de l'électricité, en cas de décès ou d'absence, et de fixer sa rémunération.

Il y a quelque temps, deux membres de la Commission des accidents du travail, MM. Monette et Rocheleau, sont tombés malades; cela a mis la Commission dans l'embarras, car la loi permettait de nommer un remplaçant, mais non de fixer un salaire, ce qui n'était pas logique. Nous avons pensé que la même situation pouvait se reproduire ailleurs et c'est pourquoi le bill se rapporte non seulement à la Commission des accidents du travail, mais à d'autres organismes: Régie des transports, Régie des services publics. Ce bill vise également à nommer un régisseur de plus à la Régie des transports.

M. Gérard Lemay, l'ancien président de la Régie des transports, qui a été nommé juge, avait recommandé la nomination d'un régisseur supplémentaire. Nous allons en garder un à Québec. Les autres, quatre membres, résideront à Montréal où le gros du travail se fait. La Régie a énormément d'ouvrage par suite du développement de la province.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 54 de la loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1941, chapitre 160) soit modifié en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant:

"54. 1. En cas de décès d'un commissaire ou d'incapacité d'agir de sa part par suite de maladie, d'absence de la province ou de quelque autre cause,

le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir temporairement à sa place et peut fixer sa rémunération; la personne ainsi nommée a tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs d'un membre de la Commission."

Adopté.

2. Que l'article 3 de la loi de la Régie des transports (Statuts refondus, 1941, chapitre 16, édicté par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 44, soit de nouveau modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Il est composé de cinq régisseurs, dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement."

Adopté.

3. Que ladite loi de la Régie des transports soit modifiée en y ajoutant, après l'article 3, le suivant:

"3a. En cas de décès d'un régisseur ou d'incapacité d'agir de sa part par suite de maladie, d'absence de la province ou de quelque autre cause, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir temporairement à sa place et peut fixer sa rémunération; la personne ainsi nommée a tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs d'un régisseur."

Adopté.

4. Que la loi des services publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 143) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 3d, édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 47, le suivant:

"3dd. En cas de décès d'un régisseur ou d'incapacité d'agir de sa part par suite de maladie, d'absence de la province ou de quelque autre cause, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir temporairement à sa place et peut fixer sa rémunération; la personne ainsi nommée a tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs d'un régisseur."

Adopté.

5. Que la loi de la Régie provinciale de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A, édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21) soit modifiée en y ajoutant, après l'article 5, le suivant:

"5a. En cas de décès d'un régisseur ou d'incapacité d'agir de sa part par suite de maladie, d'absence de la province ou de quelque autre cause, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir temporairement à sa place et peut fixer sa rémunération; la personne ainsi nommée a

tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs d'un régisseur."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre qui vient d'être adopté, que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 14 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 modifiant la loi concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux;
- bill 12 concernant le titre des membres de l'Assemblée législative de Québec;
- bill 17 concernant l'exécution, en certains cas, des jugements en matière de pétition de droit.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Projets de loi:

Loi de la petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill porte de 900 à 1,400 milles carrés le territoire boisé du domaine de la couronne qui peut être concédé à la petite industrie pour des fins de décentralisation et de stabilisation.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce projet de loi consacre un principe identique à celui du bill 22, prévoyant l'exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, Il s'agit tout simplement ici d'agrandir de 500 milles le territoire réservé à la petite industrie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit d'une loi semblable à celle qui fut passée l'an dernier et en vertu de laquelle le gouvernement demande l'autorisation de faire des concessions discrétionnaires. La raison pour laquelle nous allons voter contre cette loi est la même que l'an dernier. Je ne vois pas de raison pour laquelle je changerais de point de vue cette année. C'est un mauvais principe que d'autoriser le gouvernement à disposer à sa guise de biens qui appartiennent au public.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi, à mon sens, est des plus progressifs et des plus nécessaires. Vous avez à travers la province beaucoup de petites industries qui fonctionnent à même le domaine forestier, car elles s'occupent de la transformation des produits forestiers. Il est évident qu'il est nécessaire de stabiliser les communautés ou agglomérations humaines qui vivent d'une industrie. Si celle-ci cesse de fonctionner, faute de matières premières, vous avez une catastrophe pour un grand nombre de familles.

Dans Rimouski, par exemple, vous avez les industries Dionne, Ludger, Leblanc et Paradis. À Saint-Mathieu de Rimouski, par exemple, la

population vit à même les revenus de l'industrie de M. Dionne. Elles sont basées sur des opérations forestières et ne peuvent fonctionner sans matière première. Autrefois, elles devaient passer par des concessionnaires forestiers et, si elles ne possédaient pas les fonds nécessaires, elles ne pouvaient obtenir de bois. Elles étaient donc à la merci des concessionnaires forestiers. J'ai reçu à mon bureau de nombreuses délégations civiles et religieuses me demandant de leur obtenir des limites forestières.

Nous avons passé une loi générale qui permet maintenant de disposer de concessions après avoir publié un avis dans la *Gazette officielle* et les avoir placées aux enchères. Après cela, c'est le plus riche qui se porte acquéreur et nous ne sommes pas plus avancés qu'avant; ceci a souvent empêché les petites compagnies d'obtenir la matière brute dont elles avaient besoin. Ceci s'applique particulièrement à certaines petites scieries et d'autres industries transformant le bois en produits comme les cadres de fenêtre. Les petites industries à Rimouski et à Amqui et dans le comté de Témiscouata, elles ont parfois de la difficulté à obtenir leur bois à cause des activités des grosses industries de pâtes et papiers. Le but du projet de loi est de protéger les petites industries et d'augmenter la taille des terres boisées disponibles pour leur matière première. Ce n'est rien de plus compliqué que ça. Si l'opposition veut attaquer une loi de cette nature, c'est de ses affaires. Dans le Québec, nous avons comme principe de décentraliser l'industrie.

Mon gouvernement favorise la décentralisation de l'industrie pour encourager les petites industries qui, dans bien des cas, représentent le gagne-pain d'un grand nombre de petites villes du Québec. Nous avons commencé par passer une loi fixant à 600 milles carrés le territoire boisé pour stabiliser la petite industrie. Devant les résultats merveilleux de cette législation, nous avons augmenté le nombre de milles à 900. Cette année, nous le portons à 1,400. La loi dit que personne ne peut obtenir plus de 50 milles carrés. J'ai même reçu des témoignages d'estime des hautes autorités libérales. Elles en ont fait des éloges quasi dithyrambiques. Nous avons la certitude de passer une excellente législation. Je félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) d'avoir eu l'idée géniale de cette loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien y a-t-il de concessionnaires?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Vingt-trois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quelle est leur valeur?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous n'en avons pas loué à moins de \$800 le mille carré. Dans le passé, les moulins à papier ne se servaient pas du bois franc. Aujourd'hui, ils en utilisent dans une proportion de 35 % à 40 % pour leur production. La loi permet au gouvernement de fournir aux industriels le bois franc dont ils ont besoin. Il faut protéger les petits moulins. C'est pour cela que nous faisons une loi pour augmenter le nombre de milles carrés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avez-vous la liste des concessionnaires?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui. Il les nomme.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 13 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 19, modifié par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 40, soit remplacé par le suivant:

"2. La superficie du domaine concédé ne doit pas excéder en totalité 1,400 milles carrés, ni 50 milles carrés par concessionnaire."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 45.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lemieux, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 13 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 13 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 45.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lemieux, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 13 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de
l'exploitation des forêts**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 22 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 12 de la loi 10 George VI, chapitre 25, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 37, par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 18, remplacé par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 33, par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 24, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 23, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"12. Les arrêtés en conseil qui seront adoptés avant le 31 décembre 1959 pour donner effet aux articles 1 et 2 seront réputés faire partie de la présente loi."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 45.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lemieux, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 22 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 45.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lemieux, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 22 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibault, 45.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lapalme, Lemieux, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 22 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pollution des eaux

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 concernant la pollution des eaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de permettre au gouvernement provincial de nommer une commission de cinq membres pour étudier le problème de la pollution des eaux et une somme de \$150,000 est affectée à cette fin.

À cause des développements formidables de notre province, par suite de l'industrialisation rapide et de l'augmentation de la population, ce problème prend une ampleur qui inquiète tous les citoyens. Ce problème existe non seulement à Montréal, où les faubourgs ont poussé comme des champignons, mais aussi aux stations balnéaires et dans les Cantons-de-l'Est et partout où il y a de grandes agglomérations humaines. Il est impérieux d'y trouver une solution. Il existe des secteurs importants de la province où les rivières et les lacs sont contaminés à un point où la baignade est dangereuse. Il y a plusieurs cas de ce type de pollution autour de l'Île de Montréal et de l'Île-Jésus, où la baignade est interdite presque partout, le lac Saint-Louis, la rivière des Outaouais, le Saint-Laurent, près de Cap-Santé et de la plage Foulon à Sillery. Le problème est étendu et, avant

qu'il ne devienne trop gros, le gouvernement voulait faire quelque chose.

Dans bien des cas, le problème est aussi causé par le développement rapide des stations d'été. Certains villages et certaines villes ont soudainement des problèmes d'égout qu'ils ont de la difficulté à régler. Certaines communautés ont même dû retirer l'eau de certaines sources situées trop près d'éléments polluants.

Devant l'amplitude du problème, le gouvernement a cru qu'il fallait nommer une commission d'experts pour suggérer des moyens de remédier à cette situation. Cette commission recherchera les causes du mal et sera en mesure de recommander les moyens de le faire disparaître. C'est une loi d'importance vitale, et j'espère qu'on la votera unanimement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je conviens qu'il faut faire quelque chose sans délai. En plus du principal problème d'hygiène, la situation a d'autres répercussions. L'été dernier, un accident est survenu à Saint-Gabriel-de-Brandon. Cette station d'été bien connue, située au nord de Montréal, est devenue quasiment déserte lorsque les gens ont entendu dire que le lac Maskinongé était pollué. Je ne m'oppose pas à la loi, mais le problème est déjà connu. Pourquoi ne pas le résoudre immédiatement? Il vaudrait mieux nommer un comité de contrôle du mal, puisque ce mal est déjà connu, plutôt qu'un comité d'enquête. Il vaudrait mieux passer à l'action immédiatement.

L'expérience du passé ne me dispose pas trop à nommer une nouvelle commission quand il y en a tant d'autres qui sont nommées et payées et qui ne font jamais rapport au gouvernement. Si cette commission doit prendre autant de temps que les autres, le problème ne se règlera pas. Il est urgent de remédier à la situation actuelle.

Le problème de la pollution des eaux a été étudié déjà dans certaines parties de la province par M. Lucien Piché⁶ qui a présenté un rapport en octobre 1954. Ce seul homme a étudié tout le parcours de la rivière Ottawa jusqu'à Montréal. Il suggère divers moyens de régler le problème. La situation est grave et il faudrait procéder avec rapidité.

Une commission de contrôle est nécessaire. La province a plus besoin d'une commission de contrôle de la pollution des eaux, comme celle de l'Ontario, que d'une simple commission temporaire. La situation exige une attention immédiate, non pas un simple relevé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre de la Santé de son initiative. La suggestion d'une commission de contrôle du chef de l'opposition, dit-il, équivaudrait, si on l'acceptait, à placer la charrue devant les bœufs. Le chef de l'opposition veut aller beaucoup plus vite que les experts ne le croient possible. Avant d'entreprendre des mesures à grande échelle, divers aspects du problème devront être étudiés à fond. C'est une question plus compliquée qu'on ne le croit et il nous faut absolument obtenir l'avis de spécialistes.

Il faut étudier le problème d'abord, puis suggérer des remèdes ensuite. La première chose que doit faire un médecin appelé au chevet d'un malade, c'est de procéder à un diagnostic. Nous voulons donc enquêter par l'entremise d'une commission qui cherchera les causes de la pollution avant de suggérer les remèdes.

Le problème est d'une grande importance. Il ne peut donc pas être question de procéder à la légère. Il est aussi d'une grande complexité, car il est non seulement provincial, mais interprovincial et même international. Il faut d'abord savoir quoi contrôler. Il y a des cours d'eau qui sont du domaine privé, d'autres qui appartiennent au domaine provincial, d'autres encore qui relèvent du domaine fédéral-provincial, d'autres enfin qui sont du domaine interprovincial.

Un exemple est la rivière Ottawa où il y a trois autorités qui sont intéressées: le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario et celui du Québec. Le gouvernement ne veut pas dépasser les limites de son autorité. On ne pourra trouver une solution sans la collaboration des trois gouvernements. Pendant la dernière conférence fédérale-provinciale qui s'est déroulée à Ottawa, j'ai parlé avec le premier ministre Frost de l'Ontario et avec le ministre Winters⁷ des Travaux publics au sujet des problèmes de pollution. Les droits de chaque partie devront être respectés et c'est pour cette raison que le problème doit être résolu par des experts. Tout cela démontre qu'il faut agir avec prudence et tenir compte de tous les droits acquis. Il faut savoir où l'on va, se rendre compte où la pollution prend sa source et comment il est possible de l'arrêter. Nous voulons procéder avec diligence.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) suggère que la commission comprenne un représentant de Montréal, à cause de l'importance du problème de la pollution des eaux dans cette région de la province. Il est grand temps qu'une action concertée soit entreprise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je trouve la suggestion intéressante.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Courmoyer, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Langlais, Lavallée, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 15 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 15 concernant la pollution des eaux.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra affecter à l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Courmoyer, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Langlais, Lavallée, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 15 est, en conséquence, agréée.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 15 concernant la pollution des eaux.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au premier ministre de fixer un délai à la commission pour faire rapport.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mal débiter que de fixer des limites quand on veut étudier un mal de grande envergure. Nous sommes intéressés à procéder avec diligence, mais, d'un autre côté, il ne faut pas décerner aux futurs commissaires un certificat d'incompétence en partant. Quoi qu'il en soit, je consens à fixer un délai d'un an pour la présentation d'un rapport.

J'aimerais toutefois avertir la Chambre que je trouve ce délai trop court à cause de l'importance et de la complexité du problème. Nous reviendrons l'an prochain, s'il le faut, mais je ne voudrais pas qu'on nous accuse de revenir souvent avec nos lois par vantardise. D'ailleurs, l'an prochain, je suis bien convaincu que les neuf dixièmes des députés actuels de l'opposition ne seront plus ici.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que le comité fasse des rapports intérimaires, le plus tôt possible. Il (M. Lapalme) cite le cas de la commission Tremblay⁸ pour prouver que l'opposition n'a pas d'objection à accorder un délai, quand cela a du bon sens.

Les articles 1 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 15 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

MM. Earl (Montréal-Notre-Dame-De-Grâce), et Hyde (Westmount-Saint-Georges) interviennent.

M. Pinard (Drummond): J'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur le fait que de nombreux rapports, faits par des techniciens, ont été

adressés au ministère de la Santé pour lui faire connaître les cas de contamination de l'eau dans les Cantons-de-l'Est, du côté de Drummondville, Richmond, Brompton, Sherbrooke, etc. Un chimiste a constaté que cette contamination est très dangereuse. Les rapports indiquent, par exemple, que si la rivière Saint-François est polluée, c'est que des industries y déversent des déchets. Le ministre de la Santé devrait agir immédiatement.

L'honorable M. Paquette (Labelle): On reçoit au ministère près de 200 rapports du genre tous les mois. On semble oublier qu'il existe un Bureau provincial du génie sanitaire dirigé par l'ingénieur Lafrenière. Il fait un très beau travail, un travail comme il ne s'en faisait pas avant 1944. Cette année-là, la situation était déjà grave. Nous avons augmenté le personnel du bureau. Nous avons réglé des problèmes particuliers extrêmement importants et nous allons continuer. Mais il reste à faire le point en ce qui concerne la situation dans son ensemble. Le cas soumis par le député de Drummond sera étudié très sérieusement.

M. Lemieux (Wolfe): Il est logique que nous demandions des rapports préliminaires pour régler rapidement les problèmes qu'il est possible de résoudre sur le champ.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bédard, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cottingham, Cournoyer, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicœur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lapalme, Langlais, Lavallée, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 71.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 15 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Problèmes d'hospitalisation

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi a pour but de prolonger le mandat de la commission formée pour étudier les problèmes de l'hospitalisation. Nous avons un travail immense à accomplir. Nous avons déjà construit ou agrandi 102 hôpitaux. Nous avons des demandes de partout. On ne peut répondre à toutes; c'est pourquoi il faut les examiner. Le gouvernement ne peut le faire lui-même. De telles questions sont de la compétence d'experts. Nous avons nommé une commission qui doit faire enquête sur tous les cas qu'on nous soumet.

Les problèmes de santé sont à la fois multiples et complexes. Chaque maladie présente des aspects différents. Les unes sont en nette régression. La tuberculose, par exemple, a tellement diminué dans la province que, contrairement à ce qui se passait jadis où il n'y avait pas assez d'hôpitaux, il y a maintenant des chambres libres dans les sanatoriums. L'un des problèmes soumis au comité d'étude consiste à déterminer quelle serait la meilleure façon d'utiliser cet espace. Il faut donc savoir comment procéder, s'il y a lieu de transformer, par exemple, un sanatorium en hôpital général. Il y a aussi les problèmes de contagion, le problème humain: les malades aiment ne pas être trop loin de chez eux. C'est pourquoi il est difficile de fixer des délais.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous savons tout ce que le premier ministre vient de dire. Ce sont les raisons qui ont amené la formation de la commission qu'il nous expose là. Nous avons déjà la loi créant cette commission. Il faudrait un délai; il est nécessaire pour attirer l'attention de la Chambre sur le problème; sans cela, la loi entrera dans les Statuts et l'on n'en parlera plus.

L'honorable M. Paquette (Labelle): La commission fait des rapports très régulièrement. Elle fait des enquêtes partout; elle relève tous les cas particuliers.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'espère que la commission a été créée pour dresser un plan d'ensemble et non pour accumuler les cas particuliers. Il s'agirait en somme de savoir,

puisqu'on ne fixe pas de délai, s'il s'agit d'une commission consultative permanente.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce serait cela en réalité qu'il nous faudrait. Nous avons de multiples problèmes qui exigent l'existence d'une telle commission. Prenons, par exemple, le problème de l'assurance-santé. En Ontario, on l'aborde d'une telle façon, mais cette façon ne doit pas forcément convenir à la province de Québec. Au Québec, nous avons une loi de l'assistance publique; nous avons notre propre système d'hospitalisation. Nous avons besoin de conseillers qui étudient les besoins. Dans les environs de Montréal, par exemple, on demande d'autres hôpitaux. Nous envisageons d'en construire un dans le comté de Jacques-Cartier, dans d'autres endroits aussi. Ces experts pourraient faire enquête sur l'opportunité de telles constructions.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Qu'on mette un délai d'un an dans la loi et nous votons en faveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je pense qu'un an ce n'est pas suffisant. Est-ce que le chef de l'opposition accepterait deux ans?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous sommes d'accord.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La commission n'est pas permanente mais le gouvernement l'est, lui.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois au cours de la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), mardi le 29 novembre courant, et dont le texte se lit comme suit:

Que l'article 6 de la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation (2-3 Elizabeth II,

chapitre 55), remplacé par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 21, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"6. Le comité doit faire rapport de ses constatations, de ses conclusions et de ses recommandations et le transmettre, avec la documentation recueillie, au ministre de la Santé dans un délai de deux ans de la sanction de la présente loi."

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur suppléant au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jacques A. J. A. Gélinas

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 changeant le nom de Jacques Antonio Joseph André Gélinas en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Joseph-de-Beauce

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant les commissaires

d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Michel Boissinot

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Boissinot à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession John Skillman O'Meara

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant la succession de John Skillman O'Meara soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie Québec-Autobus et Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant la Compagnie Québec-Autobus et La Compagnie de Chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway Light and Power Company) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Québec, article 541, Les Ursulines

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant les dames Ursulines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:**Office de l'électrification rurale,
Rapport 1954**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le dixième rapport annuel de l'Office de l'électrification rurale pour la période se terminant le 31 décembre 1954. (Document de la session no 7)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pouvons ajourner à demain matin 11 heures. Si tout va bien, on se séparera demain à 5 heures pour la fin de semaine. D'ailleurs, comme c'est demain le premier vendredi du mois, certains députés veulent accomplir leurs dévotions. Nous allons ajourner immédiatement pour permettre aux députés de se recueillir et de faire un retour sur eux-mêmes.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre commence-t-il à confesser de bonne heure?

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 30 novembre 1955, à la page 1, nous apprend que "L'honorable Alexandre Taché, président de l'Assemblée législative, était retenu à Ottawa par une cause importante devant la Cour de l'Échiquier; c'est le vice-président, Me Maurice Tellier (...) député de Montcalm, qui a occupé le fauteuil en son absence."

2. Le premier ministre fait probablement allusion au journal *Le Devoir* qui avait donné son appui à la campagne pour faire changer le nom du nouvel hôtel du Canadien National en celui de Château Maisonneuve. L'ajournement de la motion Dupuis fait la une de l'édition du 1^{er} décembre 1955 du *Devoir*, avec le sous-titre suivant: "Un ajournement qui signifie un enterrement de première classe."

3. André Laurendeau, intellectuel, auteur et député de Montréal-Laurier pour le Bloc populaire à l'Assemblée Législative de 1944 à 1948, et René Chaloult, député à l'Assemblée Législative pour l'Union nationale dans Kamouraska de 1936 à 1939, pour le Parti libéral dans Lotbinière de 1939 à 1944, et comme indépendant dans le comté de Québec, de 1944 à 1952.

4. Voir la séance du 29 novembre 1955.

5. Le député de Québec-Est fait erreur; d'après les chiffres qu'il cite, le total des prêts serait de 18,441 (au lieu de 18,641) et la somme prêtée serait de \$219,493,780 (au lieu de \$219,474,556).

6. Lucien Piché, chimiste de formation, était à cette époque directeur de l'Institut de chimie de l'Université de Montréal (qui deviendra le Département de chimie en 1958). Il devint plus tard le vice-doyen de la Faculté des sciences de cette même Université.

7. Il s'agit respectivement de Leslie M. Frost (1895-1973), premier ministre (conservateur) de l'Ontario de 1949 à 1961 et de Robert Henry Winters (1910-1969), ministre (libéral) fédéral des Travaux publics de 1953 à 1957.

8. La Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (ou commission Tremblay), présidée par le juge Thomas Tremblay, avait été créée par le gouvernement du Québec en 1953, afin d'étudier le problème de la répartition des impôts entre les divers paliers de gouvernement au Canada.

Séance du vendredi 2 décembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Testament
Cécile Marchildon**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose¹, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition du docteur Paul Marchildon, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Cécile Marchildon, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- du docteur Paul Marchildon, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Cécile Marchildon.

**Propriété
de Léo Dandurand**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Léo Dandurand, demandant l'adoption d'une loi concernant une propriété de Léo Dandurand, promoteur, des cité et district de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Léo Dandurand, demandant l'adoption d'une loi concernant une propriété de Léo Dandurand, promoteur, des cité et district de Montréal.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Mélanie Desjardins, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à faire donation d'un certain immeuble;

- des commissaires d'écoles pour la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la Corporation des missionnaires du Sacré-Cœur, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la Corporation de gaz naturel du Québec, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de transport, de vente et de distribution dans la province;

- de Régina Lussier Bousquet, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

Projets de loi:

**Substitution de
Mélanie Desjardins**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 concernant la substitution de dame Mélanie Desjardins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Missionnaires du Sacré-Cœur

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 211 modifiant la charte des Missionnaires du Sacré-Cœur.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession Lussier,
Deschamps et Massue**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 192 modifiant

la loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Taxe d'éducation à Black Lake

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 216 autorisant les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake à imposer une taxe d'éducation et leur accordant d'autres pouvoirs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Corporation de Gaz Naturel du Québec

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 221 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire catholique de Château-d'Eau

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 concernant les commissaires d'écoles de la Commission scolaire catholique de Château-d'Eau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Elzéar

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 constituant en corporation la ville Saint-Elzéar soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

St. Lawrence Cement Co.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant St. Lawrence Cement Co. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Saint-Félix-de-Valois

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Petite industrie

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi pour stabiliser la petite industrie. (Document de la session no 8)

Projets de loi:

Centres médicaux de diagnostic

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province.

L'honorable M. Paquette (Labelle) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose: Que l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 8, soit remplacé par le suivant:

"4. Le gouvernement peut, au cours des sept prochaines années financières, affecter à l'exécution de la présente loi, à même le fonds consolidé du revenu, de la manière et aux conditions qu'il détermine, des sommes n'excédant pas en totalité huit millions de dollars."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rend hommage aux médecins de campagne. J'estime leur rôle indispensable et quasi apostolique, dit-il. Les médecins de famille sont les membres les plus importants du corps médical. Mais je regrette cependant que, dans certains hôpitaux, surtout parmi les plus importants, le médecin de famille n'ait pas son entrée libre. Il y a trop d'hôpitaux qui ferment leurs portes aux médecins de famille et qui les astreignent à perdre leurs patients lorsqu'ils sont admis. À cause de cet ostracisme, le nombre des médecins de famille diminue, ce qui est un grand mal. On devrait travailler à en augmenter le nombre.

Nous voulons encourager le médecin de famille et faire en sorte que le diagnostic ne coûte pas trop cher. Partout, aujourd'hui, on reconnaît la nécessité d'un bon diagnostic. Il importe d'avoir un bon diagnostic à bon marché. C'est le but de la loi. La loi prolonge de quatre ans le délai pour l'application de la loi et porte les crédits affectés à l'établissement de centres médicaux de diagnostic de \$6,000,000 à \$8,000,000.

Le gouvernement a reçu de nombreuses demandes d'hôpitaux qui veulent avoir un centre de diagnostic, et même de l'Université de Montréal. Il est tout à fait naturel que ces diverses sections de Montréal veulent le centre dans leur propre secteur. La requête de l'Université paraissait devoir régler la situation, car le gouvernement ne peut pas établir ces centres partout. Je crois que l'Université de Montréal serait l'emplacement le plus central et le plus facilement accessible de tous les coins de la ville. Il serait avantageux d'en établir partout, mais il faut procéder graduellement. Au cours de la récente conférence fédérale-provinciale, lorsqu'il fut question de l'assurance-santé, le premier ministre de l'Ontario, M. Leslie Frost, a proposé que l'on commence par l'établissement de centres de diagnostic à travers tout le Canada.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La première loi a été adoptée en 1951, il y a quatre ans de cela et, d'après une réponse du gouvernement au député libéral de Wolfe (M. Lemieux), en janvier 1954, le gouvernement n'avait alors rien fait. La réponse officielle se contentait de dire que les problèmes à étudier étaient nombreux et difficiles. Je présume que la situation est demeurée la même et je crois que les explications que nous donne le premier ministre ne sont pas suffisantes.

On ne doit pas s'attacher à établir ces centres de diagnostic seulement dans les grands centres, car le malade qui demeure à 100 ou 200 milles de Montréal ou de Québec ne sera pas plus avancé. La loi actuelle n'aiderait alors que ceux qui sont assez près de ces villes. Est-ce qu'on ne devrait pas, plutôt, se préoccuper d'installer ces centres dans tous les hôpitaux disséminés à travers la province?

Le coût élevé des examens cliniques dépasse souvent le montant de l'hospitalisation. On devrait s'assurer s'il n'y a pas moyen de rendre gratuits dans les hôpitaux les examens de clinique et de laboratoire. Est-ce que le gouvernement a l'intention de faire gratuitement tous les examens nécessaires? Est-il prêt à envisager la possibilité de rendre gratuits les examens de laboratoire? Pendant des années, le gouvernement était autorisé à dépenser \$6,000,000 et il n'a rien dépensé. Pendant les quatre ans, depuis l'adoption de la loi, qu'est-ce qui a empêché le gouvernement d'agir? Le gouvernement a-t-il des projets concrets? Peut-on savoir ce qu'il a en vue maintenant? Veut-il établir des centres dans divers hôpitaux?

Je ne puis pas croire qu'après quatre ans, le gouvernement n'a pas de plans, surtout après le

travail qu'est supposée avoir fait la commission nommée par le gouvernement pour étudier les problèmes de santé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est plus facile de critiquer que d'agir. C'est moi-même qui ai pensé à cette loi et à l'établissement de centres gratuits, en face de la situation qui était faite aux médecins de famille par certains hôpitaux. Je crois que de tels centres seraient d'une grande utilité pour les médecins généralistes. Malheureusement, cette spécialité médicale disparaît graduellement de la province de Québec.

Personne ne pourra vraiment estimer le service que le médecin généraliste a rendu à la population et sa disparition serait une grave perte. Mais, dès l'adoption de la loi, le gouvernement a reçu une avalanche de demandes et les délégations de protestations ont commencé. Le gouvernement en a reçu entre 75 et 100 à ce sujet.

Inutile de dire que les divergences d'opinion sont nombreuses. Presque toutes les délégations avaient des vues différentes sur la question. On demandait, par exemple, d'établir dans le centre de diagnostic un bureau de recherches scientifiques. Cela avait du bon sens, mais ce n'était pas pratique. D'autres voulaient que ces centres soient situés dans les hôpitaux existants. Il y a aussi la rivalité des hôpitaux. On n'a pas idée des difficultés à surmonter. Rien n'a encore été entrepris jusqu'à maintenant parce que le problème est très complexe.

Un autre problème que le gouvernement doit examiner, c'est celui de savoir s'il doit commencer par les grands centres ou distribuer l'argent partout dans la province. Devons-nous commencer par un centre à l'endroit le plus peuplé? Devons-nous créer des centres plus nombreux qui, sans être complets, sont en mesure de répondre aux principaux besoins, notamment l'examen aux rayons X?

Tout diagnostic médical effectué par des experts dans ces centres sera gratuit. Les médecins de famille pourront suivre leurs patients dans chaque phase de l'examen. La Chambre sera peut-être surprise d'apprendre que j'ai reçu des protestations de certains hôpitaux parce que je suggérais d'établir des centres gratuits de diagnostic. On prétendait que cela compliquerait le problème des hôpitaux, car la gratuité des examens augmenterait le problème financier des hôpitaux.

Commençons donc par l'endroit le plus peuplé. Quand nous aurons acquis un peu d'expérience, nous viendrons à Québec. Le meilleur moyen de procéder est d'établir en premier lieu des

centres à Montréal et Québec. Le gouvernement en augmentera le nombre quand il aura fait l'expérience dans les grandes villes. Le problème n'est pas facile à régler, car le gouvernement entre dans la concurrence gratuite en face de la concurrence rémunérée.

L'Université de Montréal a demandé au gouvernement d'incorporer son centre de diagnostic dans l'hôpital universitaire qu'elle veut construire, pour diminuer le coût de l'édifice.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement a-t-il une idée du coût de ce dernier projet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il en coûterait environ \$2,500,000, selon l'évaluation faite par l'Université. Cette dépense couvrirait les frais de construction et n'inclurait pas ce qu'il en coûterait pour équiper le centre. L'Université aimerait voir le gouvernement se charger de la responsabilité de toute la bâtisse. Ce n'est pas pratique et, à mon avis, il va nécessairement falloir créer un organisme distinct de l'hôpital universitaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement n'est donc pas encore fixé sur le site du centre dans Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui. Un endroit possible serait le campus de l'Université de Montréal au mont Royal. Nous voulons un service distinct de l'hôpital universitaire, mais nous construirons sur le site universitaire. Le centre sera construit sur les terrains de l'Université, mais non dans une bâtisse universitaire. Autrement, nous serions forcés de prendre la responsabilité de la bâtisse et de l'administration.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il serait situé à Outremont. Quand le gouvernement se propose-t-il de bâtir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous construirons quand nous aurons conclu une entente avec l'Université de Montréal. Il y a des Crésus qui sont de pauvres gens. L'Université veut bâtir un hôpital universitaire. C'est son affaire. À mon avis, un tel hôpital est utile, mais ce n'est pas nécessaire, et nous ne sommes pas prêts à assumer le coût d'opération et les déficits qui en découleront, comme nous serions obligés de le faire si notre centre était incorporé à cet hôpital.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre peut-il nous donner une idée du montant des travaux et de la date à laquelle on veut commencer de construire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Les instruments coûtent cher et nous voulons acheter ce qu'il y a de mieux. Nous voulons également obtenir les services des meilleurs experts.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En outre du centre de Montréal, j'aimerais avoir des précisions sur Québec et sur ce qu'on aura ailleurs dans la province, en dehors des deux grands centres. A-t-on idée de la façon dont les millions seront dépensés et sur quoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a à travers la province certaines facilités de diagnostic, notamment en ce qui concerne la tuberculose. Le but est d'abord d'établir un centre à Montréal, ensuite à Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): A-t-on idée de ce que l'on fera à Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous construirons peut-être sur le terrain universitaire. Là encore, il y a des rivalités à régler. À Montréal, nous sommes allés trouver M. Piché, président du sanatorium de Rosemont, et nous avons parlé de l'avantage de situer un centre de diagnostic dans le nord. Je crois qu'à Montréal il serait peut-être bon d'avoir deux centres de diagnostic. Pour commencer, ces centres ne seront pas absolument complets. Nous voulons d'abord diffuser le diagnostic pour qu'il soit pratique et bon marché. Nous espérons qu'avec les \$8,000,000, nous pourrions régler Montréal et Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y aurait-il deux centres à Montréal?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, un à l'Université et l'autre dans le nord. La ville de Montréal se déplace vers le nord et il faudra un centre de diagnostic dans le nord. Rosemont, pour sa part, a déjà fait d'importantes démarches à ce sujet.

M. Lemieux (Wolfe): Je demande au gouvernement s'il y a quelque chose qui s'est fait pour les centres de diagnostic jusqu'ici. L'an dernier, dans les *Comptes publics*, je vois que deux voyages

ont été payés en Europe. Je présume qu'une enquête s'est faite dans la province de Québec et qu'on est allé voir ce qui se fait en Europe. D'après l'aveu même du premier ministre, nous en sommes en 1955 exactement et nous ne sommes pas plus avancés qu'au début. Nous sommes encore en pourparlers avec l'Université de Montréal. Le premier ministre disait que les centres de diagnostic sont faits afin d'aider un plus grand nombre de médecins de famille et les centres universitaires. Le premier ministre dit encore que les hôpitaux sont fermés aux médecins. Dans les Cantons-de-l'Est, les hôpitaux sont loin d'être fermés aux médecins.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que l'accès à un grand nombre d'hôpitaux est fermé à des médecins de la ville.

M. Lemieux (Wolfe): On veut aider les médecins de famille et les individus, et l'on devra descendre à Montréal. C'est impossible. Pour les diagnostics ordinaires, ce qu'il faut, ce sont les radiographies et les examens de laboratoire. Il y a dans la province de Québec d'excellents hôpitaux à Thetford, à Sherbrooke, etc.

Si le gouvernement veut réellement aider le peuple, qu'il fasse servir les centres établis dans nos hôpitaux. Le gouvernement n'a aucun plan établi. Il parle de centres supérieurs de diagnostic, et ce n'est pas ce dont le peuple a besoin. Les \$8,000,000 qu'on va voter vont rester dans le Trésor de la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement nous amène des choses bien drôles. On sait que les principes qu'il prêche actuellement sont de s'occuper des choses urgentes d'abord. En 1951, la Chambre a voté \$6,000,000 pour les centres de diagnostic. Après quatre ans, le gouvernement revient et dit: "Je n'ai pas dépensé un sou."

Il dit encore qu'il n'en a pas assez. C'est fantastique, ça n'a pas de sens. On en est rendu à un point où la responsabilité ministérielle disparaît. Je me demande dans quel Parlement démocratique on accepterait un chèque en blanc sans savoir où l'on va.

On veut bâtir un centre de diagnostic. C'est inconcevable qu'on en arrive à \$8,000,000 sans rien savoir. Le gouvernement a les yeux plus grands que la panse. Il est comme un enfant: il a un dessert, il ne l'a pas encore mangé, et il va en chercher un autre. On ne sait quel montant va être dépensé ni pour la bâtisse, ni pour le terrain, ni pour l'équipement.

M. Noël (Frontenac): Est-ce que les médecins de famille ont été consultés au sujet des centres de diagnostic?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connais bien des médecins de famille, mais il n'y a pas, que je sache, d'association de médecins de famille.

M. Noël (Frontenac): Je crois que le premier ministre est bien intentionné, mais je me demande si on ne rendrait pas plus service à la population en faisant payer par la province les examens radiologiques ou de laboratoire faits dans les hôpitaux. Pour la plupart des examens, nos hôpitaux régionaux sont bien outillés. Mais les examens coûtent trop cher. C'est au point de vue financier surtout que le problème existe et qu'il faudrait aider.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un accord avec les hôpitaux coûterait beaucoup trop cher. Il y aurait des abus énormes. Il faut éviter les abus qui peuvent découler de cette politique. Personnellement, je suis un décentralisateur et un rural par convictions intimes. Je suis en faveur de placer à travers la province le plus d'hôpitaux et de centres de diagnostic possible. Mais il faut bien commencer par là où il y a le plus de population. C'est une expérience et nous verrons par la suite.

M. Noël (Frontenac): J'ai peur que la haute spécialisation du centre qu'on veut établir l'empêche de se répandre.

Les médecins de famille et les malades des autres régions de la province n'en profiteront pas tellement. Ils seront obligés d'aller aux hôpitaux et ce sera très onéreux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une foule de diagnostics qui ne nécessitent pas l'hospitalisation. Il y a trop tendance à la spécialisation, de nos jours, parce qu'on travaille moins.

On voudrait que la maladie respecte les fêtes légales. Et ça coûte trop cher. Je ne dis pas que les spécialistes ne sont pas nécessaires, mais il y a des abus.

M. Lemieux (Wolfe): Nos hôpitaux régionaux sont d'excellents centres de diagnostic pour les cas courants. Ce n'est pas une question d'institution, mais une question d'argent. Le seul remède, c'est l'assurance-santé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'établir dans chaque hôpital régional au moins un embryon de centre de diagnostic où les examens seraient gratuits pour les nécessiteux? Est-ce que nous ne pouvons pas entrevoir le jour où les moyens scientifiques seront mis à la portée de tout le monde?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut qu'il y ait un commencement. On ne peut tout faire du jour au lendemain. Nous allons permettre d'avoir des diagnostics à bon marché: cela rendra service à une grande partie de la population.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement attend déjà depuis quatre ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Connaître l'existence d'un problème, ce n'est pas le régler. On a fait la loi pour l'appliquer. Nous n'avons encore rien dépensé parce que nous n'avions pas les renseignements voulus. Nous voulons procéder dans les meilleures conditions possible.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sur quoi se base-t-on pour demander \$2,000,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons construire un centre de diagnostic à Montréal, sur le terrain de l'université, peut-être un autre dans le nord de la ville, et peut-être un troisième à Québec.

L'interprétation des radiographies est très difficile et les bons radiologues sont rares. Nous voulons avoir les meilleures installations, et les meilleurs experts possible. Nous ne devons pas oublier que tous les hôpitaux ne sont pas équipés pour le travail que nous avons en tête.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que l'on ne pourrait pas au moins établir des centres dans des régions éloignées, comme à Gaspé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut commencer quelque part. Nous allons commencer par le centre le plus peuplé, le plus grand, où les conditions ne sont pas les meilleures. Je crois que nous sommes justifiables de commencer par un centre peuplé comme Montréal, où les besoins sont plus grands. Ensuite, ce sera le tour de Québec.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de la
prévention des incendies**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi de la prévention des incendies.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose: Que l'article 13 de la loi de la prévention des incendies (Statuts refondus 1941, chapitre 151), remplacé par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 30, par l'article 1 de la loi 1-2 Élisabeth II, chapitre 14, et par l'article 1 de la loi 3-4 Élisabeth II,

chapitre 34, soit modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du second alinéa, les mots "sept cent cinquante mille dollars par année" par les mots "huit cent cinquante mille dollars par année".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 5 modifiant la loi de la prévention des incendies soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

NOTE

1. Le *Journal de l'Assemblée Législative* nous indique que c'est M. Lapalme qui a proposé la suspension des articles 615 et 616 du Règlement en vue de présenter la pétition du docteur Marchildon; toutefois, c'est M. Johnson qui va se charger des étapes subséquentes de la pétition et du projet de loi sur la succession de Cécile Marchildon.

Séance du 6 décembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
John Louis Sabbath**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Joseph Sabbath et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de John Louis Sabbath, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Joseph Sabbath et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de John Louis Sabbath.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Somerville (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Johnson), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de The Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de The Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Testament de
Romulus Dufresne**

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Roche), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Pierrette Dufresne, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Romulus Dufresne, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Pierrette Dufresne, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Romulus Dufresne.

Rapports des comités permanents:**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 135 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue;
- bill 151 concernant la succession de John Skillman O'Meara.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 148 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Boissinot à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec;
- bill 136 concernant la ville de Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited;
- bill 116 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;
- bill 115 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 123 changeant le nom de Jacques Antonio Joseph André Gélinas en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Israel Feinchnneider à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Succession

Joseph-Aimé Massue

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession

John Skillman O'Meara

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant la succession de John Skillman O'Meara.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Michel Boissinot

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Boissinot à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pointe-aux-Trembles

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant la ville de Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Pierre

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Côte-Saint-Luc

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Jacques A. J. A. Gélinas

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 changeant le nom de Jacques Antonio Joseph André Gélinas en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Roche (Chambly): J'ai l'honneur, à titre de président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisée à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne;

- de Birgit Solveig Nordstrom, demandant l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de l'art dentaire;

- de la ville de Châteauguay, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Léo Dandurand, demandant l'adoption d'une loi concernant une propriété de Léo Dandurand, promoteur, des cité et district de Montréal;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente;

- de Les Services de santé de Québec, demandant l'adoption d'une loi la transformant en société de secours mutuel;

- de John Wickenden et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant une corporation sous le nom de Corporation du Pont de Trois-Rivières.

Projets de loi:

Pont de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Services de Santé du Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 concernant Les Services de santé du Québec - Quebec Health Services.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Pension
de Pierre A. A. Dufresne**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 autorisant la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Propriété
de Léo Dandurand**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 concernant une propriété de Léo Dandurand, des cité et district de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Birgit Solveig
Nordstrom**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Birgit Solveig Nordstrom à l'exercice de la profession dentaire à certaines conditions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Châteauguay**

M. Laberge (Châteauguay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxe de vente
à Saint-Gabriel-de-Brandon**

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 196 autorisant la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon à imposer une taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Salle de concert
à Montréal**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

C'est un projet dont on parle depuis quelque temps déjà, et je crois que Montréal a besoin de cette salle de concert. L'auditorium de 3,000 places sera construit dans le secteur délimité par les rues Sainte-Catherine, Ontario, Jeanne-Mance et Saint-Urbain, où se trouve présentement l'édifice du siège social de la Commission des écoles catholiques de Montréal, qui sera détruit pour être construit ailleurs. La présente loi a pour but de former un organisme assez vaste pour rencontrer tous les cas et satisfaire tous les besoins.

Cet organisme sera tripartite: il sera formé de représentants du gouvernement, des autorités municipales de Montréal et des souscripteurs. Montréal aura le choix de ses représentants, les souscripteurs nommeront aussi les leurs et le gouvernement, les siens. Le gouvernement a l'intention de payer un tiers du coût de la construction de ladite salle; les deux autres tiers le seront par la ville, et les souscripteurs, dans la proportion que la ville décidera elle-même de fixer.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que la part de la ville sera également d'un tiers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela dépendra de la générosité des souscripteurs. S'ils veulent souscrire plus que la ville de Montréal, cela déduira d'autant la part de la métropole.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Aide aux victimes
du sinistre à Nicolet**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955.

En moins d'un an, la ville de Nicolet a été durement frappée: il y a quelques mois, un désastreux incendie la ravageait et, il y a quelques semaines, un affaissement de terrain provoquait l'écroulement d'édifices publics d'importance et rendait la cathédrale inutilisable.

Déjà, nous avons fait parvenir aux autorités religieuses de Nicolet une souscription versée par un philanthrope à la générosité proverbiale. Le projet de loi que vous avez devant vous a pour but de permettre à toutes les municipalités qui le désireront de souscrire en faveur des sinistrés de Nicolet. Le gouvernement fera sa part et souscrira également. Enfin, un comité de secours sera formé en vertu de la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Salle de concert à Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Adopté.

Aide aux victimes du sinistre à Nicolet

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955.

Adopté.

Substitution de Mélanie Desjardins

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 concernant la substitution de dame Mélanie Desjardins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Lussier, Deschamps et Massue

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant la loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Corporation de gaz naturel du Québec

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 221 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Missionnaires du Sacré-Cœur

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 modifiant la charte des Missionnaires du Sacré-Cœur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Taxe d'éducation à Black Lake

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake, comté de Mégantic, à imposer une taxe d'éducation et leur accordant d'autres pouvoirs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Motions des députés:

Hôtel Reine Elizabeth

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 30 novembre courant, sur la motion du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) proposant que cette Chambre exprime le vœu que les administrateurs des chemins de fer nationaux du Canada désignent sous le nom du fondateur de la ville de Montréal, Chomedey de Maisonneuve, la nouvelle hôtellerie que cette société est actuellement à faire ériger dans la cité de Montréal.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Il serait superflu, à ce moment-ci, d'examiner les

motifs qui sont à la base de la motion en discussion: ils sautent aux yeux. Je crois que cette Chambre et que ceux qui attachent de l'importance à la question sont actuellement fixés sur les motifs qui ont incité le député à présenter sa motion.

En résumé, on demande à la Chambre d'intervenir dans la décision des directeurs du Canadien National de donner le nom de la reine à leur nouvel hôtel. Je n'ai pas à dire, comme citoyen, ce que je pense de cette décision des directeurs du CNR, mais, comme député, j'ai droit d'exprimer une opinion. J'ai à me prononcer sur l'opportunité pour l'Assemblée législative de poser un geste officiel d'intervention sur une décision déjà prise.

La décision de donner le nom de la reine au nouvel hôtel a été prise par un organisme relevant de l'autorité fédérale et notamment du ministre des Transports, en l'occurrence, l'ancien chef de l'opposition libérale à Québec, M. George Marler.

Il y a eu à Ottawa, en octobre, une conférence fédérale-provinciale où se trouvaient réunis les représentants de toutes les provinces et du gouvernement fédéral, et les délégués de la province de Québec ont réaffirmé une fois de plus la position de la province de Québec. Et tous les témoins impartiaux, y compris plusieurs journalistes, ont été unanimes à déclarer que l'attitude de tous les intéressés était de plus en plus conciliante.

Le premier ministre du Québec a affirmé de nouveau la ferme intention de son gouvernement de se mêler de ses affaires, tout en respectant l'autonomie des autres, donnant en même temps au fédéral l'avis de cesser de s'immiscer dans les affaires de la province de Québec.

Au moment où le premier ministre vient de faire cette ferme déclaration aux autorités fédérales, ce n'est pas le temps pour la Législature française de se mêler d'une question qui ne la regarde pas. C'est d'autant moins le temps que la conférence a été ajournée et elle reprendra au cours des prochaines semaines dans une atmosphère de détente; point n'est besoin de dire que l'enjeu de ces réunions est d'une importance primordiale pour la province de Québec.

Pour un, je regretterais de poser un geste qui contredirait l'attitude prise par le premier ministre du Québec durant la conférence fédérale-provinciale. Cette attitude a été souvent approuvée par la Chambre et par le peuple de la province, et approuver actuellement la motion du député de Sainte-Marie serait un geste malheureux. Ce serait un empiètement de la Législature sur le pouvoir fédéral, si les députés votaient la motion. Je propose donc en amendement à cette motion que tous les mots après "que", au

commencement de la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Attendu que la Constitution canadienne reconnaît à la province des droits et des pouvoirs nécessaires à la sauvegarde de ses traditions religieuses et nationales auxquelles elle tient de tout cœur;

Attendu que la Constitution canadienne confère aux autorités fédérales des droits et des pouvoirs explicites en plusieurs domaines, entre autres au sujet du chemin de fer Canadien National;

Attendu que le nom à être donné au nouvel hôtel du Canadien National, à Montréal, ne relève pas de la juridiction de l'Assemblée législative;

Attendu que des pourparlers de la plus haute importance se poursuivent à l'heure actuelle, entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement fédéral, au sujet des problèmes constitutionnels fédéraux-provinciaux;

Attendu qu'un empiètement de l'Assemblée législative dans un domaine fédéral serait de nature à nuire au succès de ces pourparlers très importants pour la province et pour l'unité nationale bien comprise;

L'Assemblée législative, tout en affirmant son intime désir de sauvegarder les droits et les prérogatives de la province, déclare qu'elle entend respecter les droits et les prérogatives des autorités fédérales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas attenter aux prérogatives d'Ottawa que d'exprimer un souhait: celui de la conservation du profil français de Montréal. Il y a environ un an, la Chambre a exprimé un vœu sur une matière qui relevait exclusivement des autorités fédérales: les textiles. Il s'agissait, en l'occurrence, d'une matière fiscale sur laquelle seule l'autorité fédérale avait juridiction. L'Assemblée législative a alors discuté cette motion sans parti pris parce qu'elle voyait la province en face d'un problème difficile, et nous avons tous exprimé le vœu que nous espérons que la situation du textile soit améliorée. Personne n'y a vu une atteinte aux prérogatives d'Ottawa et la motion a été votée unanimement.

Dans le cas de la présente motion, il n'est pas du tout question d'empiéter sur les prérogatives du fédéral. On y exprime seulement un vœu, et l'esprit dans lequel la motion a été présentée était pour conserver à la province, et à la ville de Montréal, son visage, son profil français. À mon avis, il n'est pas nécessaire de discuter longuement la motion en amendement, car personne ne contestera que nous puissions décemment exprimer le vœu que Montréal garde son visage français.

Il n'est pas du tout question de race, de religion, de langue ou de Constitution dans cette affaire. Les membres de la Chambre sont donc libres de voter comme ils l'entendront, car l'esprit de parti ne peut pas tenir dans un cas comme celui-ci. Les députés des deux côtés de la Chambre doivent être libres de voter comme ils l'entendent sur cette question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'amendement fait écho aux sentiments intimes de la province de Québec. Notre population a beaucoup de respect pour son Parlement provincial, et elle sait que, dans les attributions données par la Constitution, il n'est pas du tout question de se mêler des questions que comportent les noms d'hôtel.

Ce n'est pas du tout la même question que la motion sur les textiles. Dans le cas des textiles, 50,000 personnes étaient intéressées, et l'Assemblée législative a été émue avec raison de la situation faite aux ouvriers par la crise du textile. Mais la question actuelle est de donner un nom à un hôtel et la décision ne relève pas de nous. On ne peut certainement pas comparer les deux questions. Je ne pense pas que le chef de l'opposition puisse honnêtement comparer la subsistance de 20 industries du textile employant 50,000 personnes avec la désignation d'un hôtel. Quand il s'est agi d'exercer nos prérogatives, nous n'avons jamais hésité. Par exemple, le solliciteur général a proposé une loi pour changer le nom de Spencer Wood en Bois-de-Coulonge. Et quand il s'est agi de faire écho aux sentiments intimes du peuple québécois et de donner un drapeau à la province, nous n'avons pas hésité non plus. Nous avons donné le drapeau. Il est impossible de trouver une analogie entre la question des textiles et celle soulevée par la motion du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis).

Le gouvernement de Québec est actuellement engagé dans des pourparlers avec le fédéral et les provinces. Nous vivons dans un pays où nous sommes une minorité par le nombre, et il est important de ne rien faire qui provoquerait des froissements et soulèverait des susceptibilités légitimes.

Le problème est simple. Le Canadien National relève du gouvernement fédéral et de l'ancien chef de l'opposition libérale à Québec, M. Marler, ministre des Transports. Le Canadien National a décidé de s'adresser à la reine pour lui demander la permission de donner son nom au nouvel hôtel construit dans la ville de Montréal. La permission a été accordée. Et je comprends les sentiments de gêne de nos compatriotes anglais si la

Législature de Québec posait un acte qui froisserait les sentiments légitimes de la reine et de tous ses loyaux sujets canadiens, qui comprend aussi la population de la province de Québec.

L'amendement du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) devrait rallier l'unanimité de tous les députés, car il fait écho aux convictions intimes du peuple de la province de Québec. Il (l'honorable M. Duplessis) analyse ensuite l'amendement Sauvé, article par article. Pas un député, dit-il, ne saurait s'opposer à un seul de ses attendus.

Le Québec n'a pas changé depuis qu'il a gagné un gouvernement responsable à grands frais. Les sentiments des Québécois à l'égard de la couronne n'ont pas changé au cours des années et sous divers partis politiques. Nos pères se sont-ils battus pour le gouvernement responsable, afin que nous nous mêlions du nom d'un hôtel relevant d'un organisme fédéral? Les Québécois des générations antérieures ne se sont pas battus pour le nom d'un hôtel, mais pour des choses d'une importance encore plus grande et durable.

Quand on exige des autres le respect de nos droits, il faut respecter également le droit des autres. Ce n'est pas le temps actuellement de poser un acte susceptible de nuire à la compréhension que nous désirons dans les circonstances actuelles et de froisser les susceptibilités légitimes des autres.

Ceux qui voteront contre l'amendement Sauvé veulent que l'on nie tout ce qui nous a été accordé par la Constitution. Un vote contre l'amendement sera un vote adverse à la réussite des pourparlers entrepris à Ottawa. Un vote adverse sera le reniement de nos aspirations, de nos devoirs, et de la vérité.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les députés libéraux vont voter contre l'amendement du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) en dépit de tout ce qu'a dit le premier ministre. Nous voterons contre l'amendement, parce que nous avons raison de nous y opposer, et non pas pour renier nos aspirations et nos droits. Il n'est nullement question de renier nos aspirations et nos droits. On vient d'assister à un spectacle qui n'est pas nouveau en cette Chambre. J'ai proposé que la Chambre exprime le vœu que le nouvel hôtel du CNR à Montréal porte le nom du fondateur de la métropole. Je n'y avais pas mis de passion, croyant exprimer les désirs de la majorité de notre population. Je disais alors qu'il serait avantageux de conserver à Montréal son visage français.

Voyons quels sont le sérieux et la force des arguments que vient d'employer le premier ministre. C'est la première fois de ma vie que quelqu'un me dit qu'exprimer un vœu, c'est saboter l'autonomie. Mais voyons! Si le gouvernement passait une loi pour changer le nom de l'hôtel, là il y aurait attaque. Nous exprimons le vœu que l'hôtel change son nom; nous ne changeons pas le nom de l'hôtel. L'autonomie, quand va-t-on cesser d'en parler pour faire du camouflage?

Le gouvernement dit une chose et il fait le contraire. Le gouvernement de l'Union nationale affirme protéger la culture française, mais refuse de prendre position sur une telle question. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a dit que toutes les personnes dans cette province sont fixées sur les motifs de cette motion. Je regrette sincèrement que l'Union nationale ait soulevé un débat sur une question aussi simple. Je crains que le ministre de la Jeunesse, en proposant un amendement à ma motion, ait été inspiré par le premier ministre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député cesse donc de rapetisser un débat.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Le premier ministre n'a pas le droit de dire que je rapetisse un débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que le député rapetisse un débat en tenant de tels propos. Le ministre est capable de présenter lui-même une motion.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Je ne savais pas qu'en parlant du premier ministre, je rapetissais un débat. Je ne vois pas dans l'amendement du ministre une bonne raison de rejeter la motion principale. Je ne vois pas comment on peut s'objecter à une motion qui est au-dessus de toute partisanerie politique, raciale et religieuse. Je regrette que l'Union nationale n'ait pas voulu voter à l'unanimité pour ma motion. Elle avait l'occasion unique de prouver à la province qu'elle était capable de s'élever au-dessus de la partisanerie raciale et politique.

Nous, de l'opposition, avons voulu rester au-dessus de tout débat partisan. Nous croyons qu'il est bon de vivre à Montréal côte à côte avec nos concitoyens de langue anglaise. Nous croyons que le débat n'est pas un débat racial. La revue *Maclean's* et les journaux de la province ont abondé dans le

même sens que nous. Nous aussi, de la Législature de la province, avons à cœur de voir Montréal garder son fait français. Pour cela, je félicite la Ligue d'action nationale¹ de son geste.

J'ai dit que j'aimerais que cette Chambre exprime le vœu que Montréal garde son atmosphère française, que le nouvel hôtel porte le nom de Sieur Chomedey de Maisonneuve. Nous maintenons que nous exprimons ici le vœu général de toute la population de toute la province.

M. Bélanger (Lévis): Je suis scandalisé de la nature de l'amendement du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) qui équivaut à un enterrement de la motion principale. Cette motion de mon collègue de Sainte-Marie (M. Dupuis), même si elle doit être rejetée, aura au moins servi à montrer le vrai visage de l'Union nationale.

Pour le premier ministre, il n'y a ici en jeu qu'une question d'hôtel. Il y a pourtant immensément plus que cela. L'enjeu est bien plus grand qu'un nom d'hôtel. Il s'agit des sentiments de l'immense majorité des électeurs que nous représentons. Il s'agit de savoir si les députés élus par le peuple feront écho aux sentiments de ce peuple qui désire que l'on honore le fondateur de Montréal.

On nous a dit qu'en adoptant la motion principale on violerait les prérogatives du fédéral. Mais il ne s'agit pas ici de dicter une conduite, mais bien d'exprimer un vœu. À diverses occasions, le premier ministre a voté en faveur de motions de ce genre. On peut citer les cas de l'opposition à l'envoi de soldats outre-mer et de la radio française de l'Ouest.

Non, on ne violerait pas les prérogatives fédérales en votant la motion principale, on se prévaudrait plutôt d'une des prérogatives de l'Assemblée législative, qui est d'exprimer l'opinion du peuple. On ne ferait pas non plus injure à la reine. Il n'en est pas question dans la motion. D'ailleurs, nous pouvons l'honorer par des moyens qui soient plus dignes d'elle.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et dans le cas de Maisonneuve?

M. Bélanger (Lévis): Il importe que le plus grand hôtel de la métropole rappelle à l'étranger le nom de son fondateur. Il est bon que les touristes l'apprennent à leur premier contact avec Montréal.

M. Hamel (Saint-Maurice): On aura tout vu avec le gouvernement actuel. Certains députés de

l'autre côté de la Chambre ont prétendu que, sous les libéraux, la province de Québec souffrait d'un complexe d'infériorité et que ce complexe est disparu sous l'Union nationale². Et aujourd'hui, ils nous disent qu'il ne faut pas exprimer notre avis au sujet d'un nom d'hôtel à Montréal parce que ça pourrait nous faire tort.

Mais est-ce que le gouvernement fédéral n'a pas l'esprit plus large que le gouvernement de Québec? Je voudrais bien savoir à qui ça pourrait faire du mal que l'Assemblée législative exprime non pas un ordre, mais un vœu.

Il y a, à Montréal, plusieurs hôtels dont les noms rappellent la famille royale, entre autres l'hôtel Windsor et l'hôtel Queen's. Personne ne s'en formalise parce qu'il s'agit d'institutions privées. Mais la situation n'est pas la même en ce qui concerne cet hôtel qui est financé par les fonds publics du pays. Nous sommes des payeurs de taxes à Ottawa et nous avons parfaitement le droit de faire un vœu sur la façon dont ces taxes doivent être dépensées.

Ça nous ferait tort d'adopter la motion du député de Sainte-Marie? Le régime de crainte institué par l'Union nationale a peut-être contribué à affadir le sang français qui coule dans nos veines, mais ce sang charrie encore assez de fierté pour que ceux qui auront écarté la motion soient jugés avec la plus grande sévérité.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 57.

Contre: MM. Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Pinard, Rochon, Ross, 17.

Ainsi, l'amendement est adopté.

Nombre de circonscriptions électorales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a, sur l'ordre du jour, une motion du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël). Cette motion propose qu'un comité spécial de neuf membres soit institué avec mission de rédiger un bill ayant pour objet de porter de 15 à 25 le nombre de circonscriptions électorales de la région métropolitaine et d'augmenter en conséquence le nombre de députés à l'Assemblée législative.

Il est évident que cette motion est hors d'ordre, car elle équivaut à une demande de dépense d'argent. Le tout est contraire aux dispositions de l'article 155 du Règlement, car toute mesure comportant une dépense d'argent doit être présentée par un ministre. Dix nouveaux députés, cela signifierait, en effet, de nouvelles indemnités parlementaires se montant à \$60,000, ce qui aurait pour effet d'augmenter d'autant la charge du Trésor public,

M. l'Orateur prend le point d'ordre en délibéré.

Je vais étudier la question, dit-il, et je ferai connaître ma décision plus tard.

Projets de loi:

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant la loi de l'électrification rurale soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi autorise le maintien en fonction des membres de l'électrification rurale, après l'expiration de leur terme d'office et porte de \$30,000,000 à \$35,000,000 les crédits destinés à l'électrification rurale.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur,

Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 3 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 3 modifiant la loi de l'électrification rurale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 48, soit modifié en y ajoutant, à la fin dudit article, les mots suivants: "Ces membres restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur terme d'office, jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau, à titre temporaire ou à titre définitif, ou jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés."

Adopté.

2. Que l'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 6, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 6, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 5, et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 6, soit de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le montant total que l'office peut affecter à l'exécution de la présente loi est fixé à trente-cinq millions de dollars."

Adopté.

3. Que les dispositions de la résolution 1 aurent leur effet depuis le 30 juin 1955.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 3 sont, en conséquence, agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 3 modifiant la loi de l'électrification rurale soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand,

Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 3 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Réseau routier

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le réseau routier de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une législation des plus importantes de la présente session, puisque le gouvernement demande de consacrer \$75,000,000 à l'administration de notre réseau routier et des ponts de la province. Le bill est nécessaire à cause de l'immense développement de la province depuis 10 ans, soit depuis l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, dans tous les domaines: agriculture, colonisation, industrie. Ce développement oblige la voirie à suivre et même à dépasser le progrès. C'est une vérité historique, oubliée par ceux qui nous ont précédés à la tête de la province.

Pour faire le point, il faut savoir d'où on est parti. Avant 1936, la voirie moderne était chose presque inconnue dans la province. D'après le rapport de la voirie de 1935, le réseau provincial était de 37,000 milles, dont moins de la moitié, 16,000, étaient à la charge de la province de Québec; et, sur ces 16,000, nous n'avions que 142 milles de chaussée en béton de ciment et 637 milles de béton bitumineux ou asphaltique. Pourtant, en 1935, ce n'est pas remonter au déluge; il y avait 180,000 véhicules automobiles dans la province.

En 1936, le gouvernement de l'Union nationale est arrivé au pouvoir. Immédiatement, il y

a eu un changement de 100 % du réseau routier de la province. D'après le rapport de 1939 publié par le ministre de la Voirie et signé par l'honorable T.-D. Bouchard, qui faisait partie du nouveau gouvernement libéral, il avait suffi de trois ans de gouvernement de l'Union nationale pour que la longueur des chemins entretenus par le gouvernement atteigne 18,200 milles, que la longueur des chemins de béton de ciment passe de 142 à 199 milles, et celle des chemins de béton bitumineux ou asphaltique passe de 637 à 1,521 milles.

En 1939, l'Union nationale a quitté le pouvoir et le parti de nos amis d'en face prit la tête de l'administration en adoptant la même politique qu'avant 1936, et cela, pour cinq ans. Sous le prétexte de la guerre et du manque de matériaux, on a laissé de nouveau aller notre réseau routier. La seule route de quelque importance qui ait été commencée alors fut la voie Sir-Wilfrid-Laurier. On laissa dans le plus complet abandon la voirie rurale.

Il en résulta qu'en 1945, il y avait \$20,000,000 de dépenses à faire pour remettre du gravier sur nos routes, et les chemins d'asphalte étaient dans un très mauvais état parce qu'on ne les avait pas entretenus.

De retour au pouvoir, l'Union nationale retrouva un ministère de la Voirie manquant d'outillage. Tout était dans un état effroyable. Le personnel, qui avait reçu des traitements de famine, était démoralisé. Quarante ingénieurs étaient partis. Le premier ministre, qui avait toujours comparé l'importance d'un réseau routier dans un pays à celle de la circulation du sang dans le corps humain, décida de rendre notre réseau routier digne de la province de Québec.

Ce qui pressait le plus, c'était un plan d'ensemble pour assurer le développement du Québec, en commençant par les besoins les plus urgents. Nous avons commencé dès l'automne de 1944. Nous avons voulu donner à la voirie rurale la première importance. Le chef du gouvernement était convaincu que les cultivateurs ont droit à ces routes qui leur permettent d'aller au marché, de remplir leurs devoirs religieux et sociaux. Sans routes convenables, l'économie québécoise, dont l'agriculture est la pierre d'assise, risquait de périr. Et, à l'heure actuelle, c'est plus de \$100,000,000 que le gouvernement et le ministère de la Voirie ont consacrés à ces améliorations.

Le 31 décembre 1954, nous avons pavé, en ce qui concerne les routes rurales 2,332 milles de chemin, construit ou reconstruit 5,505 milles de ces routes, mis du gravier sur 8,077 milles de ces routes,

asphalté la voie publique dans plus de 1,000 villages. Nous nous sommes chargés de l'entretien de 5,351 milles de nouveaux chemins jusque-là à la charge des municipalités. Nous avons amélioré les grandes routes numérotées, en Abitibi, en Gaspésie, dans la région du Lac-Saint-Jean, dans la Mauricie notamment, ainsi que les routes interprovinciales et internationales.

Notre réseau routier a actuellement une longueur de 41,000 milles, dont le ministère entretient près de 30,000 milles. Le reste est sous les soins du ministère des Mines, du ministère de la Colonisation et des municipalités; sur ces routes, des améliorations considérables ont été faites, si bien que, d'ici quelques années, plus de 10,000 milles de ces chemins pourront être pris à charge par le ministère de la Voirie.

Il n'y a pas un seul comté qui n'ait pas profité dans une large mesure de ce qu'a fait le ministère de la Voirie. Nous avons rebâti les grandes voies de communication unissant les régions les unes aux autres. Nous avons dépensé près de \$40,000,000 pour se rendre en Gaspésie et faire le tour de la péninsule.

Nous avons donné la route Montréal-Mont-Laurier. Et nous améliorons la route Mont-Laurier-Senneterre. La route de Grand'Mère à La Tuque était tortueuse: nous l'avons refaite entièrement, ce qui a coûté \$7,000,000 environ. Placement fructueux pour la province.

J'ai ici une liste des travaux les plus considérables. Elle démontre que nous avons consacré à l'amélioration des grandes routes des sommes atteignant environ \$200,000,000. Et ce qui est étonnant, c'est qu'elles ont été payées avec les revenus de la province.

En 1945, nous avions demandé l'adoption d'une loi mettant \$30,000,000 à la disposition du ministère de la Voirie. Or, le ministre des Finances n'a jamais dû emprunter cette somme. Jusqu'en 1950, toute la voirie a été payée à même les revenus annuels de la province. En 1950, il y eut l'adoption d'une nouvelle loi permettant d'emprunter \$60,000,000 pour le ministère de la Voirie et pour le ministère des Travaux publics. Or, le ministère des Finances n'a emprunté que \$37,000,000 pour la voirie et \$9,600,000 pour les travaux publics; cet emprunt n'a donc pas épuisé les pouvoirs donnés par la loi et il est garanti par un fonds d'amortissement qui, actuellement, s'élève à la moitié de la valeur de l'emprunt.

En 1958, le ministre des Finances aura tout l'argent nécessaire au remboursement, argent

payable seulement en 1970. L'emprunt a été fait dans des conditions extraordinaires sur le marché américain, grâce au crédit dont le Québec bénéficie à l'étranger, par suite de la bonne administration du gouvernement de l'Union nationale. Le gros de nos travaux de voirie est financé à même les revenus courants.

Le but de la loi, c'est de nous permettre de continuer le travail que nous avons fait suivant un plan quinquennal. Malgré le travail immense accompli, il reste beaucoup à faire. Des régions comme la Côte-Nord n'ont pas encore de chemins; il faut leur en donner. La politique passée du gouvernement justifie de passer de nouveaux crédits. Je n'ai aucun doute que cette loi sera reçue avec enthousiasme et approuvée unanimement.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les relevés faits après l'accession au pouvoir du présent gouvernement indiquaient qu'il y avait dans la province 6,200 ponts, dont 1,500 dits permanents. La moitié de ces 1,500 ponts permanents devaient être reconstruits parce qu'ils étaient trop étroits ou trop faibles. Il restait encore 4,700 ponts en bois, tous désuets et la plupart branlants.

Les anciens ponts n'avaient ni la largeur, ni la capacité exigées par les conditions modernes de la circulation. Autrefois, ces ponts étaient construits en vue de la traction animale et l'entretien et la réparation étaient presque entièrement à la charge des contribuables.

J'insiste sur le fait que le gouvernement décida alors, après avoir étudié la situation, que les ponts en bois deviendraient semi-permanents avec une largeur de 20 à 30 pieds et que les ponts permanents seraient construits d'après les nouveaux standards. On exigea des contracteurs que la résistance du béton fût portée de 2,000 à 4,500 livres au pouce. C'était déjà une transformation radicale. Mais nous avons voulu faire encore davantage. L'Union nationale a commencé à reconstruire tous les ponts défectueux. Dans toutes les régions de la province, les vieilles structures ont été remplacées par des ponts modernes. 1,349 nouveaux ponts ont été construits par l'Union nationale.

Voilà un témoignage visible de l'efficacité de la politique de l'Union nationale, grâce au grand bâtisseur de sa patrie qu'est le premier ministre actuel. Ces 1,349 nouveaux ponts ont été construits à 100 % par le gouvernement, ce qui a fait épargner aux municipalités une dépense de \$307,000,000. 8,210 ponts ont été réparés par le gouvernement. Cela a fait épargner aux municipalités une dépense

de \$17,000,000. L'Union nationale a fait tout son devoir et accompli une œuvre gigantesque, sans précédent.

Voici maintenant la liste des ponts construits par régions: Québec, 64; Saguenay, 92; Bas-du-Fleuve, 111; Cantons-de-l'Est, 224; Saint-Maurice, 122; Gaspésie, 158; Outaouais, 198; Montréal, 144; Richelieu, 113; Chaudière, 114; Labelle, Abitibi, Témiscamingue, 109, soit un total de 1,349³.

En dépit de toutes ces immenses réalisations, il faut continuer cet effort vraiment gigantesque. Il est nécessaire au prodigieux développement que connaît présentement la province. Nous avons à faire face à des besoins nouveaux. C'est ainsi que la classification des routes, par rapport au trafic lourd, exige des ponts de plus en plus solides. Il est important de synchroniser la construction du pont avec celle de la route. En effet, aucune route n'est parfaite sans son pont. L'entretien des chemins d'hiver pose un autre problème. Pour répondre à tous ces besoins indiscutables, nous aurons, d'ici quelques années, à envisager une dépense de quelque \$50,000,000 pour la construction des ponts. Naturellement, nous procéderons par étapes et irons au plus pressé.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En lisant la loi, on ne trouve que le montant de \$75,000,000 et la durée de cinq ans pour dépenser cette somme considérable. Il n'y a aucun détail et, au lieu d'avoir un programme pour justifier cette dépense, le gouvernement fait faire son panégyrique par deux ministres.

On a souvent parlé de plan d'ensemble, mais jamais personne ne l'a vu, et cette loi qu'on nous demande de voter n'est que de l'escamotage en face du budget. Il y a une loi qui permet au gouvernement d'emprunter tout l'argent qu'il lui faut pour la voirie. Si cette loi n'est pas bonne, qu'on la fasse disparaître ou qu'on l'amende.

Je veux savoir ce que le gouvernement entend faire avec ces \$75,000,000. Je m'étonne du fait que, l'an dernier, le gouvernement ait demandé la permission de nommer un comité d'experts pour étudier toute la question de la voirie. Les experts n'ont été nommés qu'en septembre. Ont-ils fait rapport? S'ils l'ont fait, que le gouvernement produise le document. Dans la négative, comment le gouvernement peut-il savoir ce qu'il fera avec cette somme énorme? Tout ce que nous savons actuellement, c'est que le gouvernement veut dépenser de l'argent; mais les députés sont élus pour surveiller la dépense, et l'opposition est portée à la

méfiance depuis qu'on a remis des chèques de voirie à des enfants dans le comté de Bonaventure⁴.

Le budget ne compte plus et il est plus que probable que cette somme sera dépensée selon les exigences politiques, et, comme d'habitude, on fera des bouts de chemins ici et là, passant par-dessus les bouts de routes desservant les propriétés des adversaires politiques. Où s'en va-t-on avec ces \$75,000,000? Aux élections de 1956. Les \$75,000,000 demandés seront dépensés pour faire élire les députés de l'Union nationale. Les libéraux sont favorables aux bonnes routes, mais le gouvernement devrait les renseigner sur le fameux "plan d'ensemble" dont on parle souvent mais qu'on ne voit jamais.

Je m'oppose à ce que la Législature donne un chèque en blanc au gouvernement pour cinq ans, et je demande au premier ministre de revenir au système admis par tous les gouvernements du monde de fournir des détails pour toutes les dépenses que l'on veut faire.

Je voudrais savoir si le gouvernement va terminer la voie Sir-Wilfrid-Laurier, qui est la route la plus courte entre Québec et Montréal. Tout le monde réclame cette amélioration. Tout le monde réclame de nouvelles voies d'entrée à Montréal. Est-ce que ce sont là des travaux que le gouvernement entend faire avec les \$75,000,000? Les députés sont en droit de le savoir.

Combien d'argent le gouvernement veut dépenser en 1956? Et en 1957? Quand un gouvernement défonce de \$20,000,000 ou de \$25,000,000 son budget de voirie, il y a lieu de se méfier et d'exiger des détails avant de voter un chèque en blanc. Je ne crois pas aux dépenses imprévisibles dans le cas des grandes routes, comme l'ont dit certains orateurs ministériels. Il peut y en avoir dans la section des ponts, mais pas dans celle de la voirie, sauf dans le cas de certaines routes de l'Union nationale qui ont été rebâties trois fois depuis 1944.

Mon groupe est en faveur de la construction des routes, parce que les routes actuelles ne suffisent plus. Il faudrait des routes à quatre voies au lieu d'une voie double comme aujourd'hui. Mais le gouvernement n'en parle pas dans sa loi, et l'arbitraire sera à la base de toute la dépense de voirie l'an prochain. Je voudrais des détails sur le plan d'ensemble que le gouvernement prétend avoir, et des détails sur les travaux que l'on veut faire avec les \$75,000,000 demandés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition a fait un discours en trois

points. Il a prouvé qu'il n'était pas renseigné. Ses paroles sont des paroles inutiles car tout le monde, dans la province, sait ce qu'il a dit.

Il s'est fait le défenseur du régime qu'il reniait en 1952. L'opposition n'est pas dans une position pour critiquer le programme de construction des routes du gouvernement du Québec. Nous savons quels types de routes ont été construites par les amis de l'opposition lorsqu'ils étaient au pouvoir. Il a parlé du chemin de La Tuque. J'y suis allé, en 1943, et j'ai failli y laisser ma peau.

Le chemin de La Tuque actuel est une amélioration considérable sur l'ancien. Le chef de l'opposition voit des beautés imaginaires dans un chemin tortueux. Il oublie que ce chemin fait la gloire de la province de Québec.

Le chef de l'opposition a parlé des supposés enfants inscrits sur des listes de paie dans Bonaventure. Pas loin de chez lui, dans le comté de Berthier, il y avait, sur les listes de paie, des bébés de deux mois inscrits comme conducteurs d'autobus. Je dis cela en passant pour que le chef de l'opposition cesse de se contredire.

Il dit encore: Pourquoi n'a-t-on pas inscrit les contrats dans le budget? Quand il dit que nous construisons sans autorisation, il manque de connaissance et de logique. L'opposition prétend qu'il n'y a pas de détails dans le bill. Pourtant, celui-ci mentionne que, sur les \$75,000,000 que nous demandons, il y a \$20,000,000 pour les ponts et le reste est pour la voirie. On fournira d'autres détails lorsque la loi sera discutée article par article. Qu'est-ce que le chef a à critiquer cela? Nous ne sommes pas obligés de présenter la loi que nous avons là.

En vertu de la loi, et c'est inscrit dans les Statuts de 1941, le gouvernement peut dépenser par ordre en conseil n'importe quel montant d'argent. Le gouvernement n'applique pas la loi qui lui permet de dépenser sans compter pour la voirie, parce qu'il s'inspire des principes de la démocratie et veut que toutes les dépenses soient approuvées par les représentants du peuple. À l'heure actuelle, dans la province de Québec, le développement est énorme partout. Partout il y a des développements qui nécessitent de nouveaux chemins.

Il y a des choses impossibles à prévoir. Il arrive qu'il y a des chemins qui disparaissent, comme celui de Nicolet. Avec l'érosion et les cataclysmes, il n'y a pas un être humain qui puisse savoir d'avance. Nous n'avons pas une idée du montant ni de l'endroit précis où se feront les travaux. Le projet s'étend sur une période de cinq ans et beaucoup de choses peuvent arriver pendant cette période.

Pourquoi parler de chemins d'élection? Si un gouvernement a fait des travaux de voirie en dehors des élections, c'est bien celui de l'Union nationale. Sous les régimes que défend le chef de l'opposition, il y avait tellement de gens dans le chemin au jour des élections qu'on n'était pas capable de se remuer. Au lendemain de l'élection, on ne voyait plus personne. Si le chef de l'opposition veut savoir, il n'a qu'à voir les *Comptes publics*; il aura là le résumé de tout. Les *Comptes publics* démontrent que les travaux du présent gouvernement se font sans tenir compte des années d'élection. Il a encore parlé du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Il doit savoir que ce boulevard est très étroit. En 10 ans, les ministres des Travaux publics et de la Voirie ont fait plus que n'importe quel gouvernement avant eux.

M. Dupré (Verchères): Si le premier ministre parle de l'entretien des chemins, l'opposition aura le droit de lui répondre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réponds au chef de l'opposition qui s'est plaint de ne pas avoir de renseignements.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas parlé d'entretien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a laissé entendre qu'il ne savait pas où allait l'argent. Je réponds que nous avons amélioré et entretenu 28,000 milles de chemins. D'ailleurs, tous les renseignements sont dans les *Comptes publics*, qui ont été produits dès le premier jour de la session.

Le chef de l'opposition demande aussi pourquoi nous avons nommé une commission d'enquête. C'est parce qu'il y a dans la province, et en particulier à Montréal, une congestion considérable de circulation, qui sera aggravée par la canalisation du Saint-Laurent. C'est un problème compliqué et difficile à résoudre. On étudie la possibilité d'améliorer la situation en construisant des routes de Montréal vers le nord et vers le sud. Ce n'est pas tout de faire des chemins, il faut les payer. Nous n'avons pas les moyens de multiplier les chemins dans les mêmes endroits, quand il y a dans la province des régions qui n'en ont pas. Avant de donner du dessert à celui qui a bien mangé, il faut donner du pain à celui qui n'en a pas.

Les commissaires ne sont nommés que depuis quelques semaines et ils ont déjà fait un travail considérable. Ils se sont rendus aux États-

Unis, où existe le système des routes de péage. Le comité a visité les États-Unis lors d'un voyage d'enquête pour étudier les routes à péage et les systèmes de voies rapides. Considérant les coûts actuels de la construction d'une autoroute, il est impossible pour le gouvernement d'assumer entièrement ces coûts. C'est pour cette raison que la commission a étudié la possibilité de construire des routes à péage ou des routes à voies rapides. Les commissaires ont déjà présenté un rapport préliminaire et ce n'est qu'un début.

Que l'opposition nous serve donc autre chose que des critiques destructives à temps et à contretemps. J'attends d'elle, si elle en est capable, des suggestions et des bons conseils. Nous sommes humains, nous pouvons nous tromper et nous ne demandons pas mieux que de recevoir de bons conseils.

Je demande à l'opposition d'étayer ses critiques sur des faits sérieux. Qu'on fasse une discussion sérieuse. Sinon, j'ai bien peur qu'il ne reste pas grand monde en face de nous après les prochaines élections.

M. Dupré (Verchères) propose que le débat soit maintenant suspendu jusqu'à 8 heures du soir.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures

Réseau routier

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat suspendu ce jour, sur la motion du représentant de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) proposant que le bill 19 concernant le réseau routier de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Dupré (Verchères): Les discours du premier ministre sur ce sujet ne se renouvellent guère d'une année à l'autre. Il a répété cet après-midi les mêmes insinuations. Il a rappelé une fois de plus la loi de voirie de 1922, les développements énormes qui ne permettent pas de prévoir les travaux qui seront requis d'une année à l'autre, etc.

Il a dit encore, ce qui est plus difficile à croire, que l'Union nationale fait plus de voirie entre les élections que les années d'élection. Puis il a parlé des chemins étroits construits par les libéraux, le

boulevard Laurier en particulier, et de la voirie électorale sous les libéraux.

Le chef du gouvernement a voulu taxer le chef de l'opposition d'ignorance. Mais le premier ministre a pourtant fait le plus étrange aveu d'ignorance quand il n'a pu fournir une seule précision sur les travaux projetés à même les \$75,000,000. Le chef de l'opposition avait pourtant demandé des renseignements qu'il était en droit d'obtenir. La façon dont le gouvernement dépense l'argent n'inspire pas, en effet, tellement de confiance. La loi de voirie de 1922 permettant de dépenser des montants d'argent par arrêtés ministériels est probablement mauvaise, mais c'est à se demander pourquoi le gouvernement actuel ne l'a pas abolie. Serait-ce parce qu'il pourrait juger pratique de s'en servir à l'occasion?

Le premier ministre nous a conseillé de lire les *Comptes publics*. Apparemment, lui-même ne les a pas consultés, car il n'aurait pas affirmé que son gouvernement dépense plus pour la voirie entre les périodes électorales que les années d'élection. Si on se réfère aux *Comptes publics*, on peut établir que, au contraire, les années d'élection voient invariablement de substantielles hausses dans les dépenses de voirie, que ce soit au chapitre des immobilisations, des salaires de journaliers (y compris les salaires des enfants, comme dans Bonaventure), des expropriations et des contrats. À propos des contrats, en particulier, sur lesquels on se demande s'il n'y a pas de ristourne pour la caisse électorale, ils n'atteignaient que \$15,000,000, en 1946-1947, ils passaient à \$22,450,000, en 1947-1948, année pré-électorale, et \$34,250,000, l'année d'élection 1948-1949. Le montant de ces contrats tombe ensuite à \$20,800,000, en 1949-1950, à \$16,000,000, en 1950-1951, puis remonte à \$29,500,000, en 1951-1952, autre année pré-électorale, et à \$36,000,000, en 1952-1953, année d'élection.

Il (M. Dupré) cite des chiffres sur les dépôts pour expropriations et sur les achats de matériaux. Pour ces derniers, dit-il, on trouve les sommes de \$787,000, en 1945; \$1,300,000, en 1946; \$2,185,000, en 1947; \$4,489,000, en 1948; \$2,125,000, en 1950; \$4,214,000, en 1951, et \$5,340,000, en 1952. Toujours davantage les années d'élections! Il parle également de la location d'outillage, puis des immobilisations de la voirie: \$10,000,000 dépensés en 1945-1946; \$20,000,000, en 1946-1947; \$21,000,000, en 1947-1948; \$50,000,000, en 1948-1949; \$28,000,000, en 1949-1950; \$24,000,000, en 1950-1951; \$43,000,000, en 1951-1952, et enfin, près de \$60,000,000, en 1952-1953.

Il (M. Dupré) déclare qu'il a rencontré un ministre qui aurait transporté de l'argent pour acheter les électeurs⁵.

Chaque année, dit-il, je me suis levé en Chambre pour demander qu'on continue le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour le finir? La route de la rive-sud a été inaugurée par le gouvernement libéral et c'est la route la plus rapide de Montréal à Québec. Je remercie le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) des travaux qu'il y a fait exécuter cette année. C'est 10 ans en retard; mais je n'attends pas 10 ans pour remercier le ministre. Toutefois, sur les \$75,000,000, quelle somme va-t-on prendre pour le boulevard: \$2,000,000, \$3,000,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le membre peut pauser des questions lorsque nous siégeons en comité plénier.

M. Dupré (Verchères): Le gouvernement libéral a exproprié une bande de terrain de 100 pieds de large pour construire une route à deux voies, mais l'administration actuelle n'a rien fait pour poursuivre les travaux. Le premier ministre s'est plaint de ce que cette route est trop étroite et qu'il s'y tue du monde. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour l'élargir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi l'avez-vous faite comme cela?

M. Dupré (Verchères): Nous l'avons partie. Cette route-là devrait avoir ses deux voies jusqu'à Saint-Hyacinthe. Je demande au ministre de la Voirie combien il va dépenser sur les \$75,000,000.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le député a l'air d'oublier que nous en sommes seulement à la deuxième lecture.

M. Dupré (Verchères): Je suis prêt à attendre un peu pour avoir ce renseignement. Je veux parler de la voirie rurale. Si on appelait ça voirie électorale, ce serait plus juste. Partout, au moment des élections, le gouvernement fait dire aux gens: "Si tu veux ton chemin, montre-le!" Ce sont des choses qu'on ne peut nier. Il (M. Dupré) cite un exemple dans la paroisse Sainte-Madeleine.

Le ministre dit qu'on construit et qu'on refait des chemins, dit-il. J'ai demandé tous les ans qu'on entretienne les chemins, mais on néglige à tel point cet entretien que lorsqu'on décide ensuite de faire

quelque chose, ce n'est plus réparable. On passe la gratte sans remettre de gravier. Au bout de quelques années toute la chaussée est à refaire. Et ça coûte cinq, 10 fois plus cher.

Si l'on entretenait les routes, on pourrait faire beaucoup plus avec l'argent de la voirie. Le gouvernement a suffisamment de revenus pour la voirie. Il a augmenté la taxe sur l'essence de trois sous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas augmenté la taxe sur l'essence.

M. Dupré (Verchères): Dès qu'Ottawa a abandonné la taxe de trois sous, Québec l'a imposée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons fait que reprendre notre bien.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre joue sur les mots. De toute manière, la taxe sur l'essence et les permis d'automobile a rapporté \$75,000,000 au gouvernement. C'est de l'argent, cela! L'automobiliste de la province de Québec est le plus taxé de tout le Canada. Le gouvernement a formé une commission pour étudier la situation du camionnage. Il ne sait pas où dépenser l'argent. Qu'il dise donc qu'il veut \$75,000,000 pour faire des élections.

M. l'Orateur suppléant⁶: Le député n'a pas le droit d'imputer au gouvernement des motifs inavouables.

M. Dupré (Verchères): On peut supposer que ça va servir à faire de la voirie lorsque les députés seront en danger. Aux dernières élections, le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent en voirie dans Verchères. Qu'il continue, cela ne peut que me faire plaisir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prouve que nous faisons des travaux dans tous les comtés, les comtés libéraux compris, et que nous rendons justice à tout le monde.

M. Dupré (Verchères): Oui, mais avec des idées derrière la tête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons nos idées dans la tête.

M. Dupré (Verchères): On peut quand même espérer que la Commission saura suggérer au

gouvernement comment dépenser son argent efficacement. J'espère qu'il rendra la route Sir-Wilfrid-Laurier plus sûre. J'aimerais qu'on nous donne quelques détails. On nous demande \$75,000,000; \$55,000,000 pour la voirie, \$20,000,000 pour les travaux publics. Je ne veux pas demander au ministre tous les détails. Je serai large: sur les \$55,000,000 pour la voirie, je laisserai au ministre \$30,000,000 pour les élections.

Mais il pourrait nous donner des détails pour le reste. Où a-t-il l'intention de les dépenser? Sur la route Wilfrid-Laurier? Sur la route de Montréal-Mont-Laurier? Sur les chemins de la Gaspésie? En Abitibi? Dans les Cantons-de-l'Est? J'ai trop confiance en l'administration du ministre pour penser qu'il nous demande de voter cette somme sans avoir établi des plans préalables. Nous avons le droit de demander des détails indiquant de quelle façon sera dépensé l'argent.

M. l'Orateur suppléant: Comme le temps de parole du député de Verchères est expiré, je le prie de terminer.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) félicite le ministre de la Voirie de son plan d'ensemble de construction de routes. Les renseignements demandés par le député de Verchères, dit-il, l'électeur les lui a donnés en 1952 et les lui donnera de nouveau l'an prochain en renouvelant son mandat au gouvernement.

Dans son discours, le député de Verchères a dit qu'il avait rencontré un ministre qui aurait transporté de l'argent pour "acheter les électeurs". Ce ministre mis en cause, c'est moi. Je suis étonné de voir le député rappeler ces détails. S'il a vu de l'argent dans ma poche, j'ai vu dans le comté quatre voitures remplies de bouteilles...

M. Dupré (Verchères): Je soulève un point d'ordre et demande au député de retirer ses paroles.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Je n'ai rien dit qui visât personnellement le député...

(Bruit des deux côtés de la Chambre)⁷

M. Dupré (Verchères): Le ministre a dit que je me promenais avec des bouteilles dans ma voiture...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande une décision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas l'attitude de l'opposition. Elle passe son temps à injurier le gouvernement...

M. Dupré (Verchères): Je soulève un autre point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète qu'il y avait des voitures remplies de boissons appartenant à l'opposition...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande au premier ministre de retirer ses paroles, et au ministre, d'en faire autant.

M. l'Orateur suppléant: Les députés doivent savoir qu'on ne peut échafauder un point d'ordre sur un autre. Je demande au député de Verchères de me dire les paroles qu'il veut faire retirer au ministre. Je n'ai pas très bien compris tout à l'heure, dans le tumulte et les clameurs de certains députés de l'opposition, exactement de quoi il s'agissait.

M. Dupré (Verchères): Il m'a accusé de transporter de la boisson.

M. l'Orateur suppléant: Le ministre veut-il s'expliquer?

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Il m'a accusé d'avoir apporté de l'argent pour acheter les électeurs. Je ne l'ai pas accusé directement.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre a accusé le député de Verchères de transporter des bouteilles.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Je ne l'ai pas accusé personnellement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande une décision.

M. l'Orateur suppléant: Le ministre n'a pas mis le député de Verchères directement en cause. Il y a eu des insinuations de part et d'autre. Je renvoie le point d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 57.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska) veut reprendre son discours.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai tout à l'heure soulevé un point d'ordre pour demander au premier ministre de retirer ses paroles. Je voudrais avoir une décision.

M. l'Orateur suppléant: La décision rendue précédemment a réglé tout l'incident et il ne saurait être question d'y revenir.

L'honorable M. Labbé (Arthabaska): Le député de Verchères s'étonne qu'il s'exécute des travaux de voirie en temps d'élection. Il s'en exécute en temps d'élection comme en tout autre temps. Doute-t-il de l'honnêteté de nos populations? Va-t-il accuser le peuple de s'être vendu pour des bouts de chemins ou des bouts d'asphalte en face des églises, comme cela s'est déjà fait? Pour ma part, j'ai trop confiance dans nos gens pour les croire capables de se vendre.

Au cours de trois élections, à compter de 1927, j'ai vu placer et déplacer des piquets, à chaque élection, mais ces travaux préliminaires n'aboutissaient à rien. Je me rappelle très bien ce qui se passait dans Vaudreuil et Deux-Montagnes, alors que j'avais à voyager dans ces comtés. Il a fallu que l'Union nationale prenne le pouvoir pour que nous ayons la belle route d'aujourd'hui.

Je me rappelle très bien également ce qui se passait dans les Cantons-de-l'Est et tout

particulièrement dans Arthabaska. Les travaux de voirie commençaient 15 jours ou trois semaines avant les élections. Tous ceux qui voulaient travailler avaient de l'emploi et quel emploi! On fumait le cigare le long des fosses et il y avait des caisses, je n'en dis pas plus long. Et pourtant, le candidat libéral n'avait pas besoin de cela pour se faire élire.

On épuisait tout le budget de la voirie. Ça, c'étaient des travaux d'élection! J'ai exprimé à mon père mon étonnement de pareils procédés et, en 1923, je me suis rangé du côté de l'Union nationale.

Si l'opposition avait un peu de franchise, elle reconnaîtrait ce qui a été fait depuis 11 ans. Celui qui a des yeux et ne veut pas voir est pire qu'un aveugle. Nous avons fait des travaux dans toutes les régions. Ce sont des œuvres qui frappent les yeux de tout le monde.

Il n'est pas étonnant que les populations rurales aient couru vers l'Union nationale. Dans Arthabaska, le comté est resté deux ans et demi sans député parce qu'on avait peur des élections. Dans Arthabaska encore, les libéraux ont fait la route 9, mais ils ont complètement ignoré la voirie rurale.

Le peuple de la province n'est pas à vendre, mais il est reconnaissant. Il veut la vérité, et la vérité, il la trouve dans les œuvres de l'Union nationale. La vérité, ce sont les chemins ruraux, les chemins asphaltés, les grandes voies de circulation, les ponts modernes. L'opposition est allée jusqu'à se vanter d'avoir ouvert la route de La Tuque. Oui, une route pour les orignaux et les "chevreux". Nous, nous avons ouvert une route à la civilisation, une grande artère moderne.

Je me demande pourquoi ces gens-là parlent toujours de voirie électorale. De la voirie, il s'en fait chaque année, même si ce n'est pas une année d'élection. L'opposition presse le gouvernement de questions. Le peuple n'a pas besoin de poser de questions. Il a la réponse dans les réalisations de l'Union nationale. Ici, c'est le parti des réalisations; de l'autre côté, c'est le parti des promesses. Pour réaliser les promesses faites par l'opposition lors des dernières élections, il aurait fallu \$150,000,000.

Les libéraux aiment à parler de scandales. Ils n'en voient pas dans Compton, dans Portneuf, dans les comtés où il y a des élections. C'est toujours ailleurs. Le peuple attend avec impatience les \$75,000,000 que nous allons voter et il est assuré d'avance qu'une bonne partie de cet argent sera affectée à la voirie rurale.

M. Bélanger (Lévis): Si le ministre qui a parlé avant moi veut avoir des précisions sur les

scandales de l'administration actuelle, il est facile de lui en donner. N'a-t-on pas payé des chèques pour un montant de \$3,700 à des enfants dans un seul village du seul comté de Bonaventure? Le député de Richelieu (M. Courmoyer) a exhibé l'autre jour un chèque de \$150 donné à un électeur de Saint-Hyacinthe pour acheter son vote⁸. Voilà un scandale.

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe): L'accusation est absolument fausse. J'ai fait enquête au sujet de ce chèque. Il s'agit tout simplement d'une remise partielle d'amende pour une amende de \$300 imposée à un chasseur qui était pauvre. Le gouvernement lui a remis \$150⁹ et toute la population a applaudi ce geste de générosité.

M. Bélanger (Lévis): Je prends note de la rectification et je transfère le scandale du ministère de la Voirie au ministère de la Chasse. Quand on en est rendu à remettre des amendes à des gens condamnés en justice, c'est un scandale quand même.

M. l'Orateur suppléant: On s'éloigne beaucoup trop du principe du bill. Des députés parlent de voirie électorale. Une décision a été rendue à Ottawa, lors d'un débat sur les allocations familiales. Un député de l'opposition a prétendu que ces allocations constituaient un pot-de-vin aux électeurs. On lui a demandé de se rétracter, et comme il a refusé, on l'a expulsé de la Chambre. Le même principe s'applique ici et je demande qu'on s'en tienne au bill¹⁰.

M. Bélanger (Lévis): Le gouvernement nous demande un chèque en blanc de \$75,000,000. Avant de confier de pareils montants à un administrateur, nous avons le devoir de nous demander comment il a administré dans le passé. On ne veut même pas nous dire ce qu'on va faire avec cet argent. Tout dépendra des caprices du moment. Le premier ministre ne voit pas la différence entre une autorisation générale pour une période de cinq ans et le budget voté chaque année. Il est le seul à ne pas l'accepter. C'est le vote annuel du budget qui permet au peuple et à ses représentants de se renseigner, de suivre la marche des affaires. Ce contrôle des subsides est l'essence même de la démocratie parlementaire. Le régime actuel s'ingénie à saborder le contrôle annuel des subsides.

Dans Lévis, des contrats de voirie ont été signés alors que les travaux étaient déjà terminés. Comment veut-on qu'on fasse confiance au gouvernement? Sous l'administration libérale, les

chemins ne coûtaient que \$7,000,000 à \$8,000,000, et l'on en faisait presque autant qu'aujourd'hui, alors que le coût est de \$80,000,000 par année. On dépense 1,000 % de plus, pour seulement 3 % de chemins de plus.

Le premier ministre dit que la voie Sir-Wilfrid-Laurier est dangereuse. C'est vrai. Elle est dangereuse parce que le gouvernement actuel n'a pas voulu continuer les travaux, parce qu'elle a été négligée pendant 10 à 12 ans. Les accidents mortels survenus sur cette route sont la responsabilité des gens d'en face.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) cite d'abord les montants que la province a dépensés chaque année pour la voirie. Depuis 10 ans, il y a eu augmentation de 400 %, dit-il.

Dans les \$75,000,000 que le gouvernement nous demande de voter pour améliorer nos routes, je ne trouve rien pour leur embellissement. Il (M. Earl) insiste surtout sur la route no 9, ou boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Les touristes qui visitent notre province la trouvent eux-mêmes très pauvre. Le gouvernement de cette province ne peut-il rien faire pour embellir cette route?

M. Savard (Québec-Ouest): Le gouvernement demande à la Chambre un chèque en blanc de \$75,000,000.

Il (M. Savard) réclame la disparition des traverses à niveau qui sont chaque semaine la cause de mortalités et de blessures. Il demande également la disparition des voies ferrées, comme la Chambre de commerce l'a demandé à plusieurs reprises.

C'est bien d'ouvrir de nouveaux chemins, mais il faudrait auparavant, dit-il, terminer ceux qui sont commencés. À ce sujet, le ministre de la Voirie n'a pas terminé l'embranchement qui part du rond-point du pont de Québec pour atteindre la route de Montréal. Il ne restait que quelques centaines de pieds à faire et les travaux ont été terminés le lendemain de l'élection. La fin des travaux sur cette route aurait éliminé le gros trafic de la haute-ville de Québec en envoyant directement vers le bas de la ville le trafic lourd. Il (M. Savard) réclame la finition des travaux sur le boulevard Laurier jusqu'à Drummondville.

M. Pinard (Drummond): Le problème de la route numéro 9 (boulevard Sir-Wilfrid-Laurier) m'intéresse particulièrement. Plus de 100 morts ont été causées par ce boulevard trop étroit et il faudrait le parachever le plus vite possible. Il a une longueur

de 188 milles, sur un terrain plat qui ne présente aucune difficulté. Ce boulevard permettrait à toute une région de se développer au point de vue économique, notamment la région de Drummondville. Les plans sont faits; pourquoi ne pas les exécuter? Il ne reste que 13 milles à compléter.

C'est le devoir du gouvernement de faire ces travaux immédiatement. Cela sauverait les \$12,000,000 déjà engagés dans cette entreprise. Je demande que l'on fasse immédiatement des réparations au pont municipal de Drummondville, ébranlé par la circulation lourde qui emploie le boulevard Laurier depuis que le pont de Trois-Rivières est tombé. Cette circulation lourde dans Drummondville cause des ennuis à la municipalité. Ce pont a été construit en 1907 pour porter des charges de 10 tonnes. Il y passe aujourd'hui des charges de 60,000 livres.

Il (M. Pinard) réclame la construction d'un pont sur la rivière Saint-François pour détourner ensuite vers la route 9 le trafic lourd qui passe par Drummondville. Il n'en coûterait que \$5,000,000 environ pour finir le boulevard et construire le pont sur la rivière Saint-François. Le gouvernement devrait agir.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): J'ai l'intention de répondre brièvement à ce qui a été dit au cours de la discussion. Le chef de l'opposition a lancé le cri que nous attendions: il a parlé de chèque en blanc. Il a dit: "Le premier ministre va nous répondre par la loi de la voirie." Il n'y avait pas d'autre réponse à faire. Le chèque en blanc, le ministre l'a par la loi de la voirie passée en 1922, appliquée par nos amis d'en face. Ce pouvoir a été consigné dans les Statuts refondus de 1925 et ceux de 1940. Nos amis d'en face s'en sont servi et ce sont eux qui l'ont créé.

La loi que nous présentons est une loi respective en un sens. En dépit du droit que nous avons, nous exposons à la Législature que nous voulons faire des dépenses de \$20,000,000 pour les travaux publics et de \$55,000,000 pour la voirie. Est-ce ajouter à la loi ou diminuer? Nous allons faire des travaux de voirie et des travaux de ponts. Le chef de l'opposition n'est pas sérieux ou il a voulu nous tendre un piège. Si nous avions voulu exposer les détails des travaux, il aurait dit: "Nous sommes en deuxième lecture et nous n'avons pas le droit de le faire". Il aurait dit: "Vous êtes des dictateurs, vous êtes soumis à des ordres en conseil." Au Conseil des ministres, nous sommes sous serment et nous n'avons pas le droit de dévoiler ce qui se fait là.

Pour le député de Verchères (M. Dupré), on fait de la voirie électorale. Les *Comptes publics* indiquent que l'Union nationale ne fait pas de travaux uniquement pour l'élection. Dans le comté de L'Islet, en 1952, il ne s'est pas fait un pouce d'asphaltage avant l'élection; tout a été fait après. Les chiffres du député conduisent à des absurdités. Dans la province de Québec, sous l'Union nationale, il s'est fait des travaux d'asphalte comme jamais auparavant. Nous avons fait les trois quarts de ces travaux dans la province. Les revêtements d'asphalte coûtent cher et ne peuvent se poser sur n'importe quoi. Il faut faire des travaux de préparation pendant un ou deux ans. C'est donc dire que, tous les deux ou trois ans, nous faisons un programme d'asphalte. C'est tout à fait naturel d'agir ainsi.

On a parlé beaucoup du boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Cette route est due à la mégalomanie d'un ministre. Si, de 1939 à 1944, on était tellement à court d'argent, il n'était pas raisonnable de bâtir une troisième route entre Montréal et Québec et de dépenser \$190,000 au mille. Cette route est dangereuse parce que le ministre de la Voirie du temps l'a voulu. On ne fait pas de dalles d'asphalte de 11 pieds, on aurait dû en faire moins long, mais le faire plus sûr. Ça été dans le temps le pire scandale de la voirie. S'il y en a un qui n'aurait pas dû parler de cela, c'est bien le député de Lévis (M. Bélanger). Dans son comté, on a bâti un pont en plein champ. Ce pont sert aujourd'hui d'abri pour les vaches.

Pour terminer la route d'après le plan original, il faudrait de \$35,000,000 à \$40,000,000. Je ne suis pas prêt à les dépenser tout de suite. Nous allons continuer à faire certaines dépenses pour éliminer les dangers. Nous allons doubler la voie de 11 pieds dans les années qui viendront.

Le député de Lévis dénonce un gros scandale. Il a parlé de certains contrats qui ont été signés alors qu'une partie des travaux avait été exécutée. Dans chaque cas, il y a eu entente avec le contracteur, tout a été prévu d'avance. On a dû agir ainsi à cause du manque de personnes dans mon ministère. Avant que le contrat ne fût signé, nous n'avions jamais payé un sou au contracteur.

On a parlé du grand scandale dans Bonaventure. Tout ce que l'on a prouvé, c'est qu'une somme de \$3,000 de salaires avait été payée à des enfants. Ces \$3,000 ont été remboursés et la province, elle, n'a pas perdu un seul sou. C'est bien petit que de faire de pareils reproches. Le député de Québec-Ouest (M. Savard) a fait un discours un peu plus constructif. Il a demandé de faire disparaître certains passages à niveau. C'est la Commission des

chemins de fer qui décide sous ce rapport. Malgré tout, des traverses à niveau, nous en avons fait disparaître des douzaines.

La motion proposant que le bill 19 soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 54.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 19 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ajournement

M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. C'est la Ligue d'action nationale (LAN) qui avait lancé la campagne pour faire changer le nom du nouvel hôtel du CNR à Montréal. Au sujet de la LAN, voir la note 1 de la séance du 30 novembre 1955.

2. Voir les propos du député de Bagot (M. Johnson) lors de la séance du 24 novembre 1955.

3. Le ministre des Travaux publics (M. Lorrain) fait apparemment fausse route: les chiffres qu'il présente donnent un total de 1,449 et non de 1,349.

4. Au cours de la campagne électorale de 1952, le ministre de la Voirie, Antonio Talbot, avait remis des chèques en paiement de travaux de voirie à des enfants du comté de Bonaventure.

5. Nous savons, d'après l'intervention dans cette séance du député d'Arthabaska, Wilfrid Labbé, que M. Dupré a parlé d'un ministre qui aurait transporté de l'argent pour acheter les électeurs; toutefois, les journaux utilisés pour reconstituer cette séance ne nous ont pas permis de déterminer précisément à quel moment de son discours M. Dupré a tenu ces propos.

6. Les journaux utilisés pour reconstituer cette séance nous indiquent que c'est le député de Montcalm, Maurice Tellier, Orateur suppléant de la Chambre, qui a fait office d'Orateur pour la séance du soir. Lors de la séance de l'après-midi, c'est l'Orateur habituel, le député de Hull, M. Alexandre Taché, qui présidait la séance.

7. *Le Soleil* du 7 décembre 1955, à la page 21, affirme qu'à ce moment du débat, "La Chambre devient tumultueuse et les paroles des députés se perdent dans le brouhaha."

8. Voir l'intervention du député de Richelieu lors de la séance du 25 novembre 1955.

9. *Le Soleil* du 7 décembre 1955, à la page 35, avance le chiffre de \$300; toutefois, le montant de \$150 rapporté dans le journal *La Presse* du même jour, à la page 9, semble plus plausible, car il s'agit d'une remise partielle d'une amende s'élevant à \$300.

10. *Le Quebec Chronicle* du 7 décembre 1955, à la page 3, affirme qu'à ce moment du débat, c'est l'Orateur Taché qui doit rappeler à plusieurs reprises aux députés de s'en tenir au principe du bill. Cette version contredit les autres journaux qui indiquent que c'est l'Orateur suppléant qui a présidé la séance du soir.

Séance du mercredi 7 décembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte des comptables

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gagné), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de l'Institut des auditeurs publics accrédités et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte des comptables agréés, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de l'Institut des auditeurs publics accrédités et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte des comptables agréés.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 120 constituant en corporation la ville Saint-Elzéar;

- bill 157 concernant St. Lawrence Cement Co.;

- bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Félix-de-Valois et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette;

- bill 224 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

M. Ducharme (Lavolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 117 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Projets de loi:

Charte de LaSalle

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Elzéar

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 constituant en corporation la ville Saint-Elzéar.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

St. Lawrence Cement Co.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 concernant St. Lawrence Cement Co.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Raphaël de-l'Île-Bizard

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 224 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 224 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire de
Saint-Félix-de-Valois**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du village de Saint-Félix-de-Valois et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, comté de Joliette.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Roche (Chambly): J'ai l'honneur, à titre de président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Beauharnois Light, Heat & Power Company, demandant l'adoption d'une loi tendant à valider un acte de vente;

- de H. J. O'Connell Limited et Mont-Gabriel Resort Limited, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de ville de Mont-Gabriel;

- de Roméo Asselin et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de la Mutuelle-Vie de l'U.C.C. ou la Mutuelle-Vie de l'Union catholique des cultivateurs;

- de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation sous le nom de ville d'Anjou;

- des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Pierrette Dufresne, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Romulus Dufresne;

- de la ville de Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Rose-Anna Bélanger, en religion mère Sainte-Angèle, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de constituer en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule.

Projets de loi:**Anjou**

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 207 constituant en corporation la ville d'Anjou.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Jonquière

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 refondant la charte de la cité de Jonquière.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Union canadienne des moniales
de l'Ordre de Sainte-Ursule**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 constituant en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Standard Chemical Ltd.
et Beauharnois L. H. & P. Co.**

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mont-Gabriel

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 constituant en corporation la ville de Mont-Gabriel.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament de
Romulus Dufresne**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 concernant le testament de Romulus Dufresne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 193 constituant en corporation La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Laurent**

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 208 concernant les

commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Cour supérieure
du Québec**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant la Cour supérieure de la province de Québec.

Le gouvernement a adopté depuis quelques années des mesures pour décongestionner l'administration des affaires judiciaires, dit-il. On peut citer en particulier la législation augmentant la juridiction de la Cour de magistrat et celle prévoyant des juges dans chaque région. Mais, en dépit de toutes ces mesures, on nous dit qu'il y a encore congestion des rôles à la Cour supérieure. En vertu du bill soumis par le gouvernement, le nombre des juges pourra être augmenté de quatre au maximum.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si les nouveaux juges seront assignés aux districts de Montréal et de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils seront assignés là où les besoins sont les plus criants. Il ne s'agit pas de favoriser seulement des grandes villes comme Québec et Montréal mais aussi d'autres centres comme Trois-Rivières par exemple, où un juge, l'honorable Émile Ferron, est actuellement malade.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts;
- bill 4 concernant la loi instituant une commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;
- bill 18 concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires.

Questions et réponses:**Nombre de
circonscriptions électorales**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) signale la présence au *Feuilleton* de la Chambre d'une nouvelle motion du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) concernant le nombre de circonscriptions électorales. Il serait bon, M. l'Orateur, de hâter votre décision dans le cas de la première motion afin de pouvoir disposer de la seconde, dit-il¹.

Projets de loi:**Services
de santé du Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 concernant Les Services de santé du Québec - Quebec Health Services soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Propriété
de Léo Dandurand**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 concernant une propriété de Léo Dandurand, des cité et district de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pont de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Pension de
Pierre A. A. Dufresne**

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 autorisant la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Birgit Solveig Nordstrom

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Birgit Solveig Nordstrom à l'exercice de la profession dentaire à certaines conditions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Châteauguay**

M. Laberge (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la ville de Châteauguay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taxe de vente
à Saint-Gabriel-de-Brandon**

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 autorisant la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon à imposer une taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Réseau routier

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 concernant le réseau routier de la province.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra affecter, pour poursuivre le programme d'expansion et d'amélioration du réseau routier de la province, pendant une période n'excédant pas cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, une somme capitale n'excédant pas soixante-quinze millions de dollars dont cinquante-cinq millions pour la construction et la réfection de routes et de chemins et vingt millions pour la construction et la réfection de ponts.

Adopté.

2. Que les montants requis pour l'exécution de ces travaux seront payés à même le fonds consolidé du revenu. Le gouvernement pourra toutefois contracter un ou des emprunts pour en solder le coût en totalité ou en partie. Le terme de chacun de ces emprunts ne devra pas excéder vingt-cinq ans, ni le taux d'intérêt quatre pour cent.

Adopté.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'affecter, en totalité ou en partie, à la garantie du paiement des intérêts et du remboursement de tout emprunt contracté en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, cette portion visée au paragraphe *b* de l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 15, du fonds particulier constitué en vertu dudit article, sous réserve des obligations contractées en vertu de ladite loi.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 19 sont, en conséquence, agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 19 concernant le réseau routier de la province.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 19 concernant le réseau routier de la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement demande de dépenser \$75,000,000, soit \$55,000,000 pour la voirie et \$20,000,000 pour les travaux publics. Au cours du débat sur la deuxième lecture, l'opposition a insisté pour que le gouvernement donne ses plans, qu'il nous dise ce qu'il veut faire.

Il est inconcevable de supposer que le gouvernement ait l'audace de demander \$75,000,000 sans avoir un minimum de plans. On n'a pas pu nous dire comment on va dépenser \$0.05 de la loi actuelle. Un des principes fondamentaux d'un bon gouvernement, c'est prévoir. S'il prévoit, pourquoi refuse-t-il à la Chambre de lui dire ses prévisions et de lui communiquer ses projets?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire des choses

inexactes. Il aurait dû demander des renseignements en comité plénier. Il ne l'a pas fait.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est au gouvernement de justifier sa demande d'argent. En deuxième lecture, on a demandé des précisions, elles ont été refusées. Le ministre, en exerçant son droit de réplique, n'a rien dit. Il a dit que s'il donnait des précisions, il poserait à la dictature. Or, quand et comment va se dépenser l'argent? Il est impardonnable pour lui de ne pas l'expliquer. Le gouvernement détient dans ses mains \$75,000,000. Il dira aux corporations municipales qui en ont besoin: "Venez vous mettre à genoux devant moi." On garde cet argent comme instrument de chantage...

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ses paroles. Il n'a pas le droit de dire cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire. Si le gouvernement ne peut prévoir et qu'il n'a pas de projet, c'est clair qu'il est incompétent. C'est le devoir de l'opposition de refuser un chèque en blanc.

Il propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 19 concernant le réseau routier de la province, soit de nouveau renvoyé au comité plénier, avec instruction de l'amender de façon à préciser la nature et les endroits des travaux qu'il autorise."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement est irrégulier pour plusieurs raisons. L'amendement aurait pour effet, s'il était adopté, d'empiéter sur les prérogatives du lieutenant-gouverneur en conseil, puisque la loi autorise le lieutenant-gouverneur en conseil de décider les travaux qui seront faits.

L'amendement aurait aussi pour effet de changer la destination et l'affectation de deniers publics, le tout contrairement aux dispositions des articles 155 et 482 du Règlement. D'ailleurs, le bill a déjà été accepté en principe en deuxième lecture.

M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier et nul parce qu'il a pour effet de changer complètement la nature du bill à l'étude (articles 172, note 2, et 566 du Règlement).

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thellier, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): L'opposition vient de donner un exemple de sa manière de procéder. Lors de la deuxième lecture du projet de loi, j'ai exposé les grandes lignes du projet. Il s'agissait de se prononcer sur les principes, non sur les modalités du projet. L'opposition s'est plainte de ce que je n'avais pas donné de détails; ces détails, le premier ministre et moi-même avions dit à l'opposition qu'elle pourrait les obtenir lorsque nous discuterions la loi en comité plénier. Or, à ce stade des procédures, personne du côté de l'opposition n'a posé de question, comme les règlements autorisaient à le faire.

On attend que tout soit fini au moment de la troisième lecture pour venir avec un amendement pour qu'on retourne en comité plénier. Et on vient en même temps nous dire: "Vous n'avez pas répondu, vous avez refusé de répondre." Mais pour répondre, il aurait fallu des questions. Et elles ne sont pas venues. Il n'y a pas eu refus de répondre, mais absence de questions.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ajoute encore à cet illogisme, car il se lance avec fougue dans une attaque contre le gouvernement en nous reprochant notre silence. Mais a-t-il lui-même posé une seule question? Son attitude montre le sérieux de son argumentation et de sa manière de procéder en Chambre. Les électeurs sauront le juger à son mérite prochainement, j'espère, et vous pouvez être assuré, M. l'Orateur, de ne plus le revoir en Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En examinant à mon tour l'argumentation du ministre de la Voirie (M. Talbot), je me demande s'il a bien suivi le débat. Tout mon discours en deuxième lecture a été pour demander des détails au gouvernement; l'opposition a déclaré que, si nous n'avions pas ces détails, nous voterions contre le projet de loi. En se prévalant de son droit de réplique, le ministre aurait pu nous donner ces détails. Il ne l'a pas fait; il a même dit qu'il passerait pour un dictateur en donnant des ordres aux employés de son ministère...

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ce n'est pas ce que j'ai dit; j'ai dit que si je répondais aux questions alors que je n'en avais pas le droit, je pourrais être accusé d'être un dictateur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De son côté, le premier ministre a invoqué les prérogatives du lieutenant-gouverneur en conseil pour déclarer hors d'ordre l'amendement de l'opposition. Jamais nous n'avons été capables d'obtenir des détails; on ne nous a fourni de détails à aucun stade de la discussion. Il appartenait au gouvernement lui-même de nous fournir ces détails. Il n'était pas nécessaire que nous les lui demandions: c'est son devoir de renseigner le peuple. C'est parce que nous n'avons pas eu de détails que nous avons voté contre le projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'objectif du projet de loi est simple, tellement simple que même l'opposition devrait le comprendre. Nous voulons fournir les fonds nécessaires pour payer les dépenses engagées pour les nouveaux ponts et les nouvelles routes. Si l'opposition est actuellement dans une situation difficile, c'est de sa faute. Elle n'a pas su respecter les règles de la procédure. Le chef de l'opposition paraît ignorer le chapitre 141 des Statuts refondus de la province. On y lit, à l'article 73, que le gouvernement peut dépenser \$100,000,000, \$200,000,000, sans limites, pour la voirie sans être obligé d'en appeler aux Chambres et sans avoir à fournir de détails. Conformément à cette loi qui figure dans le recueil de lois depuis 1925 et qui a été incorporée aux lois révisées de 1941, le gouvernement est autorisé à faire toute dépense qu'il juge nécessaire pour les routes et les ponts par le biais d'un décret en conseil. Bien que nous ne soyons pas tenus de le faire, nous avons voulu nous présenter devant la Législature, non pas pour \$100,000,000 ou \$300,000,000, mais pour obtenir \$75,000,000 pour la voirie provinciale.

On nous demandera peut-être pourquoi cette loi, qui date de 1922, a été votée. C'est très simple. Nous vivons dans une province lancée dans un développement phénoménal, où les conditions climatiques sont très particulières; il est donc difficile de prévoir à l'avance la nature de tous les travaux qu'il y aura à faire. Il est impossible de prédire quel sera le besoin des routes d'un mois à l'autre ou d'une année à l'autre. Nos hivers causent des dommages considérables aux routes, il faut fréquemment reconstruire ou élargir des routes. Comment alors peut-on prévoir ce qui arrivera, et le dire à la Chambre, quand tout dépend du climat?

Je ne peux pas comprendre l'attitude de l'opposition. Nous qui avons le respect des prérogatives de la Chambre, nous avons présenté un bill. En première et en deuxième lectures, l'opposition s'est déclarée contre l'amélioration de la voirie. Ils ont, les députés de l'opposition, posé certaines questions. Nous leur avons dit de les poser en comité plénier: ils n'en ont rien fait. Et maintenant que l'occasion est passée, en braves après le danger, ils nous font des reproches. Alors que le projet de loi est en troisième lecture, ils veulent ajouter un amendement et ils se plaignent que le gouvernement refuse de répondre à leurs questions. S'ils nous l'avaient demandé à temps, nous aurions pu leur donner un aperçu général des conditions et des intentions du gouvernement. Mais pas plus, car on ne peut nous demander de tout prévoir à l'avance: les tremblements de terre, les éboulements ou les autres cataclysmes. Des dispositions doivent être prises pour répondre à ces urgences.

C'est le gouvernement, par le biais de son cabinet, qui décidera de la façon dont sera dépensé l'argent. De plus, l'opposition devrait savoir que nous ne pouvons pas révéler à l'avance ce que pourrait décider le cabinet.

Et d'ailleurs, l'opposition qui se plaint de manquer de détails s'est servie d'un document fourni par le gouvernement, les *Comptes publics*, pour bâtir certaines thèses. Comment peuvent-ils alors dire qu'ils manquent de détails? La vérité, c'est que l'opposition est mal prise et embarrassée avec les votes impopulaires qu'elle a donnés. Et ce n'est pas la première fois. Elle est contre l'amélioration de la voirie rurale, elle ne veut pas de chemins et ça lui fait peur de voir la politique progressive de l'Union nationale.

M. Bélanger (Lévis): Le débat sur cette loi aura au moins servi à montrer la logique des ministériels. Je me demande quand le ministre de la

Voirie était sérieux, hier ou aujourd'hui? Quant au premier ministre, il ne se rappelle même pas ce qui s'est passé hier. Hier, le débat, du côté de l'opposition, n'a été qu'une suite de questions, et toujours le gouvernement et le ministre de la Voirie ont refusé de répondre à ces questions. Comme comble, le ministre de la Voirie a refusé de répondre en proclamant qu'il était tenu par le secret ministériel. Le premier ministre, pour sa part, reproche à l'opposition de poser des questions, puis il refuse ensuite d'y répondre. Où est la logique?

Le gouvernement a fait grand état du climat pour justifier le manque de plans du gouvernement. Il ne peut pas être question de climat dans la construction des routes. Cependant, quand on demande \$75,000,000 pour des routes, on devrait savoir ce qu'on veut faire du montant réclamé. À Ottawa, le budget donne tous les détails de la dépense des deniers publics dans tout le Canada. À Québec, il est impossible d'arriver à obtenir ces détails. À Toronto, le gouvernement donne tous les détails de la construction des routes dans le budget. À Toronto, on sait où on va. Pas dans la province de Québec où tout est laissé à l'arbitraire du gouvernement.

Le premier ministre a dit que le gouvernement n'était pas obligé de présenter cette loi parce qu'il était autorisé, par la loi de 1922, à dépenser tous les montants qu'il voulait. Si ce n'était pas nécessaire, le gouvernement a fait perdre le temps de la Chambre. Et, si la loi de 1922 n'est pas bonne, il est du devoir du gouvernement de la faire disparaître des Statuts. Il reste que la loi de 1922 exige que les dépenses soient payées par le fonds consolidé du revenu de la province. J'aurais honte d'employer les arguments sur lesquels le gouvernement base son argumentation. En vertu de la loi de 1922, le gouvernement est tenu de produire les arrêtés ministériels à chaque session. En vertu de la loi actuelle, il n'est obligé de le faire qu'après cinq ans.

Au premier ministre qui déclarait précédemment qu'en votant contre la loi, l'opposition libérale votait pour priver les citoyens du Québec de bonnes routes, je dirai que jamais l'opposition n'a refusé de voter les argents nécessaires quand le gouvernement a justifié la dépense. Ce que nous voulons, c'est que les travaux de voirie soient faits de façon rationnelle. Si le gouvernement avait justifié cette dépense de \$75,000,000, l'opposition libérale aurait voté avec plaisir pour la loi.

La motion proposant que le bill soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Tellier, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 19 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant la loi de la prévention des incendies;
- bill 8 modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province;
- bill 13 modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie;
- bill 14 concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité;
- bill 15 concernant la pollution des eaux;
- bill 16 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 21 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond S. Lette à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, et fixant les conditions de cette admission;

- bill 106 changeant le nom de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey;

- bill 109 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond;

- bill 110 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup;

- bill 124 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli;

- bill 125 concernant le titre de propriété d'un emplacement ayant appartenu à Gaspard Collet;

- bill 128 concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Sorel;

- bill 129 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy;

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 102 légalisant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans la cinquième ligne, les mots "(Annexe A)";

b) en biffant, dans la treizième ligne, les mots "(Annexe B)".

Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Projets de loi:

Banque de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 102 légalisant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi

des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Depuis 1944, le gouvernement a apporté à cette loi des amendements nombreux et considérables, qui tous ont eu pour effet d'augmenter les bénéfices versés aux accidentés ou à leur famille.

Le montant annuel maximum, qui pouvait être payé en 1944, était de \$1,333.33, soit les deux tiers d'un salaire de \$2,000 servant de base aux calculs. Après tous les amendements apportés depuis, y compris ceux du présent bill, l'indemnité peut aller jusqu'à \$3,000, soit plus du double. Le montant du salaire servant de base au calcul a été porté à \$4,000 et le pourcentage d'indemnité a été porté d'abord à 70 % pour atteindre 75 % avec le projet de loi actuel.

Avec ce que nous avons fait de 1936 à 1939, on peut dire que l'Union nationale a pris l'ouvrier dans la jungle et qu'elle l'a mis en pleine lumière. Entre 1945 et 1955, le gouvernement de l'Union nationale a multiplié les amendements bienfaisants à la loi des accidents du travail. Les indemnités payables aux veuves et aux orphelins ont aussi été doublées. Et à ces avantages pécuniaires s'en ajoutent d'autres qui concernent la réadaptation, l'hygiène industrielle et les moyens de prévention. En effet, en plus d'effectuer des amendements généraux à la législation, le gouvernement a apporté de nombreuses réalisations dans un double but de prévention des accidents du travail et de réhabilitation des ouvriers blessés au travail. Il (M. Barrette) rappelle l'envoi aux États-Unis de deux jeunes professionnels qui, après un séjour d'études de deux ans dans les universités américaines, ont pris la direction d'une nouvelle division d'hygiène industrielle à la Commission des accidents du travail, en 1946.

La seule année, dit-il, où il n'y a pas eu d'amendement pour augmenter les indemnités, en 1947, nous avons par contre créé une clinique de réhabilitation accompagnée d'un service de réhabilitation pour la réadaptation et le retour au travail des victimes d'accidents industriels, qui a retourné 8,500 ouvriers au travail et donné 1,500,000 traitements de physiothérapie. Il parle de la formation de deux cliniques médicales en Abitibi, pour la prévention de la tuberculose, en 1950.

En vertu du présent bill, dit-il, la période d'attente est aussi réduite de sept à cinq jours. Je ne crois pas que dans une province aussi industrialisée que la nôtre il soit possible de la réduire davantage.

Pendant plus de 20 ans, j'ai gagné ma vie comme mécanicien de chemin de fer. Bien que cela fasse plusieurs années que j'œuvre dans la vie

publique, je suis demeuré sincèrement et profondément attaché à la classe ouvrière, qui le sait et qui sait aussi qu'elle peut compter sur moi². Parlant comme ministre du Travail et comme ancien ouvrier manuel, je puis dire que les améliorations apportées à la loi des accidents du travail ont marché de pair avec le progrès de la province de Québec. Elles ont même été très généreuses. Je suis fier de cette loi.

L'an dernier, les amendements apportés à la loi ont augmenté les bénéfices annuels de \$2,900,000. Et je ne croyais pas qu'il fût possible d'y apporter de nouveaux amendements cette année; c'est le premier ministre lui-même qui a suggéré la présentation de ce projet de loi, montrant par là son désir d'améliorer encore le sort de la classe ouvrière. Les augmentations de bénéfices apportées depuis 10 ans signifieront, pour la seule année 1956, un montant additionnel de \$7,000,000.

Le nombre des ouvriers s'est accru de 25 % dans cette période, mais, à cause du travail de prévention et des cliniques ouvertes un peu partout, le nombre des accidents n'a augmenté que de 5 %. Et la proportion des accidents graves a baissé de 41 % à 26 %.

De sorte que la somme des avantages apportés par les divers amendements et par les initiatives touchant la prévention et la réhabilitation dépasse de beaucoup \$7,000,000 par année.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre du Travail dit que c'est grâce à lui et au premier ministre si la loi des accidents du travail est amendée. N'est-ce pas plutôt grâce à l'opposition qui réclamait ces changements depuis des années? Dans ce domaine-là comme dans tous les domaines, l'Union nationale est réactionnaire; elle ne réalise quelque chose de positif que quand il lui devient impossible de faire autrement.

Le ministre a dit que les bénéfices ont doublé. Oui, mais seulement le 1^{er} janvier 1955. En 1953, la province de Québec arrivait à la queue de toutes les provinces pour les indemnités. L'indemnité pour l'orphelin était cette année là de: \$12.50, dans l'Île-du-Prince-Édouard; \$20, en Nouvelle-Écosse; \$12, au Nouveau-Brunswick; \$25, en Ontario; \$20, au Manitoba; \$25, en Saskatchewan; \$25, en Alberta; \$20, en Colombie-Britannique; \$10, au Québec.

Pour ce qui est des frais funéraires nous sommes encore de quatre ou cinq ans en retard. En 1952, on accordait \$200 à Terre-Neuve, \$200, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et au Manitoba; \$250, en Saskatchewan; \$200, en Alberta; \$250, en Colombie-Britannique; \$175, au Québec. L'augmentation actuelle n'est pas suffisante.

Le ministre ne doit pas se faire d'illusion: 75 % au lieu de 70 % ce n'est pas beaucoup. Dès 1953, en Ontario, c'était le salaire moyen ainsi qu'en Saskatchewan; et dans l'Île-du-Prince-Édouard, on en était déjà au pourcentage de 75 %. Le gouvernement du Québec ne fait quelque chose dans le domaine social que forcé par les circonstances. Même si les améliorations proposées dans le bill sont insuffisantes, l'opposition votera pour la loi, car c'est un pas dans la bonne direction.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député s'est appliqué à critiquer non pas la loi actuelle, mais la loi de 1952 et 1953. Ses statistiques datent de ces années-là. Mais nous avons amélioré la législation chaque année depuis ce temps-là.

Le député, dans sa remarque au sujet du pourcentage de 75 % de l'Île-du-Prince-Édouard, a oublié de dire que ce pourcentage s'applique à seulement \$2,500 dans l'Île du Prince-Édouard, alors qu'au Québec ce même pourcentage s'appliquera à \$4,000.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lemieux, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marquis, Monpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Tellier, 68.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 7 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant l'envoi du bill au comité plénier, je demande qu'on le soumette au comité des relations industrielles pour que les intéressés puissent faire entendre leur voix.

Le bill est renvoyé au comité permanent des relations industrielles.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je propose d'ajourner à la semaine prochaine, étant donné la fête de l'Immaculée Conception. Nous pourrions ajourner à lundi.

Des voix: À mardi! Les comités siègent le matin!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Voir la séance du mardi 6 décembre 1955, où le député de Montréal-Jeanne-Mance a soumis à la Chambre une motion proposant la création d'un comité de neuf membres chargé de rédiger un bill visant à porter de quinze à vingt-cinq le nombre de circonscriptions électorales de la région montréalaise. *La Presse* du 9 décembre 1955, à la page 11, précise que la nouvelle motion du député de Montréal-Jeanne-Mance, déposée le 7 décembre, propose la création d'un comité de onze membres qui réviserait l'ensemble des circonscriptions électorales de la province. Fait à noter, les journaux utilisés pour reconstituer ce débat ne nous ont pas permis de déterminer avec précision le moment précis de la séance où M. Duplessis a fait cette demande à l'Orateur. Toutefois, selon les règlements de la Chambre, une requête de cet ordre doit être faite à ce moment, juste avant l'étude des affaires du jour.

2. Le journal *Le Temps* du 22 décembre 1955, à la page 6, précise à ce sujet que "Le ministre détient encore avec fierté d'ailleurs sa carte de membre dans le syndicat des machinistes."

Séance du mardi 13 décembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Akos de S. Muszka

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gagné), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Akos de S. Muszka, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Akos de S. Muszka, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville;

- bill 105 constituant en corporation le cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville;

- bill 189 concernant la substitution de dame Mélanie Desjardins;

- bill 192 modifiant la loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 174 concernant les commissaires d'écoles de la Commission scolaire catholique de Château-d'Eau;

- bill 216 autorisant les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake à imposer une taxe d'éducation et leur accordant d'autres pouvoirs.

Votre comité fait aussi rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre pour considération du bill 161 concernant les commissaires d'écoles pour la ville de Plessisville et la paroisse de Plessisville.

Le rapport est adopté.

**Décès du député de Roberval,
M. Antoine Marcotte**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est avec beaucoup de chagrin que j'ai appris le décès subit de notre collègue, le député de Roberval². M. Marcotte devait être connu intimement pour être bien apprécié.

J'avais l'avantage de le connaître intimement depuis de nombreuses années et d'apprécier ses hautes qualités à leur juste valeur. Sous des apparences parfois rudes, il cachait un cœur d'or, un dévouement extraordinaire et sans bornes pour ses électeurs.

À sa famille et aux électeurs de son comté, j'offre mes condoléances personnelles les plus vives, ainsi que celles du gouvernement. Et je propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle le fasse en signe de deuil, par respect pour la mémoire de M. Marcotte.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Roberval est mort à un âge relativement jeune. C'est peut-être l'occasion de rappeler que les responsabilités de la vie publique sont parfois lourdes à porter. Nous avons perdu plusieurs collègues en ces derniers temps et il est permis de supposer que la vie politique n'est pas étrangère à leur fin prématurée.

Mes relations avec le député de Roberval ont toujours été des plus cordiales et je seconde de tout cœur la motion du premier ministre.

Projets de loi:**Commission scolaire
de Victoriaville**

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 101 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Cimetière de Saint-Joseph
de Victoriaville**

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation le cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Substitution de
Mélanie Desjardins**

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 concernant la substitution de dame Mélanie Desjardins.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession Lussier,
Deschamps et Massue**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 modifiant la loi concernant les successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 192 sans l'amender.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Taxe d'éducation
à Black Lake**

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 216 autorisant les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake à imposer une taxe d'éducation et leur accordant d'autres pouvoirs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 216 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire catholique
de Château-d'Eau**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 concernant les commissaires d'écoles de la Commission scolaire catholique de Château-d'Eau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Roche (Chambly): J'ai l'honneur, à titre de président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Westmount, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, demandant l'adoption d'une loi lui conférant certains pouvoirs;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:**Sainte-Geneviève
de-Pierrefonds**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Westmount**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 modifiant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de La Tuque**

M. Ducharme (Lavolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 213 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Shawinigan Falls**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 223 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Papier journal
fabriqué au Québec**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province.

Il s'agit d'une législation extraordinaire pour parer à une situation extraordinairement indésirable. Il s'agit d'une loi anormale pour remédier à un état de choses encore plus anormal. Dans la province de Québec, nous sommes gratifiés de ressources forestières qui sont les plus riches en Amérique du Nord. La situation au point de vue forestier chez nous ne se compare pas à celle des autres ressources naturelles, sauf des pouvoirs d'eau, parce que nous occupons une position unique sur le continent. Ces ressources appartiennent à la population de la province et il faut de toute nécessité que les propriétaires et les copropriétaires voient leurs droits respectés par les locataires et par tout le monde également.

Nous avons dans la province une industrie très importante: celle de la pulpe et du papier. Cette industrie, qui occupe une situation particulièrement remarquable, tant par son activité que par son rayonnement, possède des droits, mais elle a aussi

des obligations. Il n'y a pas de droit qui n'ait comme corollaire indispensable une obligation et un devoir. Les forêts de la province de Québec, parce qu'elles constituent la seule ressource possédant des possibilités de renouvellement, doivent être conservées et protégées. Et elles doivent servir d'abord au peuple du Québec, sans injustice pour qui que ce soit et en respectant les droits de tout le monde, mais en n'oubliant pas que les citoyens, et en particulier les éditeurs de journaux, en sont les véritables propriétaires.

(Applaudissements à droite)

Dans l'industrie du papier, dont je connais bien la situation depuis très longtemps parce que je représente une ville qu'on a surnommée avec raison la capitale du papier, il y a beaucoup de gens capables, d'excellents citoyens, qui constituent la grande majorité; mais il y a aussi des gens qui exercent une influence disproportionnée aux qualités qu'ils possèdent et proportionnée plutôt aux défauts qui les affligent, qui ne pensent qu'à adorer le veau d'or, qui ne voient que le côté matériel des choses et oublient les obligations qui leur incombent.

Dans l'ensemble, les magnats du papier comprennent les devoirs qui leur incombent, mais il en est malheureusement qui semblent avoir voué un culte au veau d'or. Ce sont ces derniers qui font qu'un contrôle est devenu nécessaire. Il est juste et raisonnable que chacun reçoive sa part de soleil, mais il n'est pas juste que certains s'en approprient tout le rayonnement, surtout quand il s'agit du soleil de Québec, qui doit luire pour toute la population de la province.

Il est juste que tout le monde reçoive sa juste part de profits et salaires, mais il n'est pas juste que l'on pense à s'accaparer tout le rayonnement d'une industrie lorsque le soleil luit pour tout le monde.

Les journaux accomplissent un rôle très important. Ils sont les soldats d'avant-garde dans la lutte pour les libertés démocratiques. La voix du journal est essentielle, même s'il y a des exceptions, parce qu'elle est l'écho des véritables libertés et sentiments populaires.

Il y a dans l'industrie du papier des gens qui ne voient pas leur devoir et qu'il faut sauver, malgré eux, non pas par considération pour eux personnellement, mais à cause de l'importance de l'industrie dans laquelle ils occupent une situation.

Je me rappelle qu'en 1938, alors que sévissait une douloureuse crise de chômage, une seule industrie fonctionnait régulièrement au milieu de l'inactivité douloureuse: celle du papier. En temps de paix comme en temps de guerre, en période de crise

comme en période de prospérité, cette industrie est toujours nécessaire. Or, en 1938, certains dirigeants, contrairement aux sentiments de la majorité des actionnaires, se sont mis en frais de surproduire, avec la conséquence que nous risquions de voir une accumulation de papier à journal; à tel point que si la chose n'avait pas été arrêtée, des clients auraient été en position de dire: vous allez nous vendre le papier à un certain prix et pour un certain nombre d'années, sinon nous n'achèterons plus de papier.

Ces clients auraient été en position de suspendre leurs achats et d'arrêter du même coup l'activité de nos moulins. Alors, on aurait vu le chômage dans cette industrie s'ajouter au chômage général. J'ai rencontré à ce moment-là le premier ministre de l'Ontario, M. Hepburn³. Même si on ne l'admet pas toujours, l'Ontario et le Québec ont des intérêts communs, même s'il y a des points sur lesquels il peut y avoir des divergences légitimes. M. Hepburn a convenu d'empêcher dans sa province la surproduction qui menaçait d'avoir des conséquences funestes, en même temps que nous l'empêchions dans la nôtre. Nous avons ainsi sauvé l'industrie du papier.

Il y a trois ans, avec mon collègue le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque), j'ai demandé aux fabricants de papier d'accorder aux citoyens du Québec et aux propriétaires de journaux de la province le traitement dû aux copropriétaires de la forêt québécoise. Nous avons alors réussi et je pensais que le problème était réglé, mais je constate aujourd'hui que, chez certaines gens, le goût du gain et les prétentions démesurées remplacent la compréhension désirable. En certains quartiers⁴, on s' imagine qu'on a été nommé pour administrer le domaine public au lieu du gouvernement. Si certaines compagnies pensent qu'elles ont été chargées d'administrer le domaine public, qu'elles se détrompent; cette tâche incombe au seul gouvernement, élu par le peuple.

J'ai rencontré les dirigeants de l'industrie du papier à plusieurs reprises. Je leur ai expliqué la situation et je les ai avertis qu'ils auraient à se rendre compte de leur devoir envers la population et les journaux de la province de Québec. Je leur ai dit: "Si vous voulez que les propriétaires respectent vos droits, vous devez respecter les droits des autres et comprendre vos obligations à l'endroit des journaux de la province de Québec."

L'entreprise privée est une excellente méthode de progrès. Elle est à notre sens la meilleure méthode pour réaliser un programme durable, mais il ne faut pas qu'une partie importante de cette

entreprise privée pose des actes au détriment de la communauté. J'ai cru un moment que tout rentrerait dans l'ordre puis, subitement, une compagnie a annoncé son désir d'augmenter le prix du papier⁵. Ces poussées sont entièrement injustifiables.

Je ne sais pas si c'est une provocation, mais, si c'en est une, elle s'adresse au mauvais endroit, elle rate son effet et elle vient d'une source qui n'a pas à provoquer l'autorité civile de la province. Les gens de l'industrie du papier journal devraient réaliser que je ne suis pas le type d'homme qui ferme les yeux sur de telles provocations.

Le gouvernement s'est rendu à l'évidence et il en est venu à la seule conclusion possible: il s'est décidé à présenter une loi qui est une loi de contrôle, bien que le présent gouvernement soit opposé aux contrôles, quand il y a moyen de les éviter. Il croit que le contrôle de soi-même est le meilleur. Il est nécessaire d'intervenir lorsqu'il y a un manque de contrôle de la part des producteurs. C'est la responsabilité du gouvernement d'intervenir.

J'ai reçu des lettres anonymes m'avertissant que le gouvernement s'attaquait à des gens puissants par l'argent qu'ils possèdent. J'ai reçu plusieurs téléphones anonymes de personnes qui m'avertissaient que les intérêts des industries du papier journal s'uniraient pour essayer de me débarquer du pouvoir. Ces menaces ne m'émeuvent point. Le gouvernement actuel, quand il s'agit de faire son devoir, ne regarde pas la grosseur de la bourse.

Le gouvernement du Québec n'a pas peur des intérêts financiers, si colossaux soient-ils, et il ne se laissera guider que par les intérêts de la justice envers le peuple du Québec. On demande aux gens d'ailleurs de respecter l'autonomie de la province de Québec; il est bien convenable qu'on demande aux citoyens de Québec de respecter l'autorité du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

Le contrôle, si l'attitude des compagnies ne s'améliore pas, touchera la production, la vente et la distribution du papier journal. Le projet de loi couvre toutes les opérations de l'industrie.

Au chapitre de la production, la loi édictera des mesures pour éviter la surproduction du papier et la dilapidation des forêts. La vente du papier journal implique l'obligation de livrer le produit et l'obligation de payer.

En ce qui concerne la vente, la loi fera en sorte que l'acheteur québécois devra payer un prix raisonnable pour le papier. Le prix actuel est raisonnable. Et les producteurs sont avertis que s'ils

veulent hausser le prix du papier, la loi rendra leur décision de nul effet. Nous devons mettre de côté l'augmentation, s'ils ne le font pas volontairement.

Enfin, au chapitre de la distribution, il y a des fabricants qui vendent aux États-Unis et aux pays étrangers et d'autres fournissent leurs clients du Québec. Dans ce dernier cas, c'est une petite partie, ce qui rend la solution du problème plus facile, si on veut être de bon compte. Le pourcentage du papier-journal vendu au Québec est très petit, ce qui représente une autre raison pour laquelle cette question doit être traitée sans recourir à la loi. Il faut également que la distribution soit juste, afin de protéger les droits des propriétaires de journaux du Québec. Un pourcentage important des papiers journaux achetés au Québec vient d'un seul producteur, la Consolidated Paper Company. Un organisme verra à ce que la distribution du papier dans la province de Québec soit faite par tous les fabricants, afin que la perte ne soit pas supportée par un seul. La distribution doit être réalisée en fonction du principe du droit de la population de la province.

La loi établira une régie dans le genre de celle qui dirige l'industrie de l'électricité et qui fixe les taux chargés par les compagnies exploitant nos ressources hydroélectriques. Cette régie aura le droit d'établir les taux, de fixer les prix, de voir, de protéger la forêt, d'assurer des coupes raisonnables et de garantir une distribution équitable aux propriétaires de journaux du Québec. La loi sera sévère; elle aura des dents. Cela ne veut pas dire que le gouvernement veut tout déchirer ou égorger, mais il y aura des sanctions plus sévères que pour la Régie de l'électricité. Et ces sanctions seront assez nombreuses et assez efficaces pour forcer les intéressés à se conformer à la loi. La loi va forcer les producteurs à rétablir les prix tels qu'ils étaient avant les augmentations que l'on vient d'annoncer.

Vendredi dernier, j'ai reçu un téléphone d'un président de compagnie qui me demandait de le recevoir pour discuter de la situation avec lui. Je lui ai répondu que nous avions eu le temps d'en parler, déjà, et que le moment était venu de passer à l'action. Les compagnies ont eu amplement de temps pour parvenir à une décision. Je leur ai demandé à maintes reprises au cours des derniers mois de prendre position et je leur ai suggéré de donner un traitement préférentiel aux éditeurs, mais ils ont apparemment décidé d'ignorer mes demandes. C'est le temps d'agir avec fermeté et le gouvernement y est bien résolu, si c'est nécessaire.

Il (l'honorable M. Duplessis) donne l'assurance qu'il agira à l'égard des sociétés de

papier journal avec un entêtement égal à celui que manifestent certains directeurs de compagnie, à moins que ces derniers ne modifient leur attitude dès après la période des fêtes de Noël et du jour de l'An.

Il (l'honorable M. Duplessis) parle ensuite de l'exportation du bois pris sur les terres de la couronne. Il y en a une grande quantité que l'on envoie dans les autres provinces, dit-il. Il n'est pas besoin de rappeler le désir sincère du gouvernement de Québec de coopérer fraternellement avec les autres provinces, pour leur progrès et leur prospérité. Mais le gouvernement prend actuellement des mesures pour empêcher que pas un seul morceau de notre bois ne soit exporté à l'extérieur de la province. Pour être certains que les intentions du gouvernement ne sont pas contournées, nous voulons nous assurer que le bois du Québec ne sera pas utilisé pour alimenter les papeteries des provinces voisines. Un système sera établi pour rendre justice à chacun, mais en protégeant intégralement les intérêts de la province de Québec d'abord.

La loi que je présente est nécessaire et le gouvernement n'hésitera pas à l'appliquer si, après le jour de l'An, à la reprise des travaux sessionnels, les intéressés n'ont pas posé d'actes qui rendront inutiles les prescriptions du bill. Il est possible que, pendant cette période, les compagnies s'aperçoivent de leurs erreurs et qu'elles acceptent d'accorder un prix préférentiel aux éditeurs québécois. Dans ce cas, la loi ne sera plus nécessaire. Si les compagnies ne reviennent pas aux prix antérieurs aux hausses récemment annoncées, je n'hésiterai pas à leur imposer la régie.

Nous donnons un répit aux intéressés et je n'ai pas d'hésitation à dire que, s'il y a moyen d'éviter cette loi de contrôle, le gouvernement ne procédera pas. Nous ne tenons pas à faire adopter cette loi, mais, si les intéressés ne respectent pas les normes du bon sens, le gouvernement provincial n'hésitera pas à procéder, car la loi deviendra d'une nécessité inéluctable⁶.

(Applaudissements à droite)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'informe du texte de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le bill ne sera pas imprimé avant le jour de l'An. C'est plus facile de demander un texte que de le préparer. Je viens d'exposer les détails du projet et j'ai parlé au nom du gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ressources hydroélectriques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant les ressources hydroélectriques de la province.

Le but de cette loi est de défendre, dans tous les cas, l'aliénation ou la vente de toute chute d'eau pouvant actionner une génératrice d'une puissance de 300 chevaux-vapeur ou plus, pendant six mois. Elle interdit également, à moins d'une loi spéciale, la location ou le bail de ces ressources à toute corporation, sauf aux corporations municipales et à l'Hydro-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université Laval

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant l'Université Laval.

Cette loi a pour but de coopérer davantage au progrès et au développement de l'Université. L'octroi, de \$1,500,000 au cours de trois prochaines années, sera versé à même le fonds consolidé du revenu de la province, à raison de \$500,000 par année, et aux conditions qui seront déterminées de concert entre les autorités de Laval et le gouvernement provincial⁷.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Papier-journal fabriqué au Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 28 concernant la production, la vente et la distribution du papier journal fabriqué dans la province avec les bois provenant du domaine public de la province.

Adopté.

Ressources hydroélectriques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolution relative au bill 29 concernant les ressources hydroélectriques de la province.

Adopté.

Université Laval

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 concernant l'Université Laval.

Adopté.

Anjou

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 constituant en corporation la ville d'Anjou soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Standard Chemical Ltd. et Beauharnois L. H. & P. Co.

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de Romulus Dufresne

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 concernant le testament de Romulus Dufresne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 constituant en corporation La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., compagnie mutuelle d'assurance-vie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Jonquière

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 refondant la charte de la cité de Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 constituant en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Mont-Gabriel

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 constituant en corporation la ville de Mont-Gabriel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit maintenant lu une deuxième fois.

Je veux d'abord souligner qu'il s'agit ici d'une législation véritablement progressive dont les résultats bienfaisants rayonneront dans plusieurs champs d'activité. En vertu de la loi, le

gouvernement remboursera 3 % de l'intérêt aux municipalités qui contracteront des emprunts pour la construction d'un aqueduc ou d'un système d'égout, ou de l'un et de l'autre. Elle prévoit à cette fin une somme de \$10,000,000. Ce n'est qu'un commencement, car cette somme sera forcément dépassée lorsque la loi sera mise en application et que les municipalités commenceront à s'en prévaloir.

Nous croyons que tout peuple qui veut assurer son progrès économique doit l'appuyer sur l'agriculture. On ne connaît aucun peuple qui ait négligé les intérêts de son agriculture sans en subir immédiatement les contre-coups néfastes et sans avoir immédiatement périclité. L'agriculture est essentielle. Elle est la mère nourricière des peuples, elle leur assure l'indépendance économique et il est prouvé qu'une agriculture saine constitue une force humaine incomparable et un facteur indispensable au progrès.

La loi a été conçue pour aider les petits centres de campagne. Dans nos campagnes, nous n'avons pas encore de système d'aqueduc et d'égout convenable, ce qui représente une incontestable lacune au point de vue de la protection contre les incendies. Cette loi vient donc compléter le prêt agricole et l'électrification rurale qui ont déjà contribué à faire demeurer les cultivateurs sur leurs terres.

Pour que les gens de la terre demeurent sur la terre, il faut leur donner l'impression que la sécurité et le confort ne se trouvent pas seulement dans les villes; il faut travailler à diminuer le mirage de la ville et cette loi est un excellent moyen de le faire. Un système d'aqueduc permettant une lutte efficace contre l'incendie donne une impression de sécurité pour la propriété personnelle; un système d'aqueduc et d'égout aidera à une meilleure protection de la santé publique et à l'assainissement des municipalités rurales en particulier. Pour l'instant, la loi sera limitée aux municipalités rurales et semi-rurales dont la population ne dépassait pas 7,000 habitants au dernier recensement fédéral.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas mon intention de faire un long discours sur le principe du bill. C'est un fait reconnu un peu partout que les corporations municipales ont à faire face à un problème difficile et coûteux. Le problème des aqueducs et des égouts est lancinant. C'est tout de même là un problème assez ancien.

En 1947, une commission a été chargée d'enquêter à ce sujet à travers toute la province. Dans le temps, les corporations avaient présenté des

doléances. En leur répondant, on admettait qu'il fallait apporter remède à une situation assez déplorable. Je ne sais pas si la commission a produit son rapport, mais je n'en ai pas entendu parler. C'est donc dire que deux ans après la fin de la guerre, on a vu le spectacle de nombreuses corporations qui sont dans l'impossibilité de donner les commodités mentionnées dans le bill. C'est un problème lancinant non seulement dans les campagnes, mais aussi dans les petites villes dont les populations se rapprochent étrangement de celles mentionnées.

Lorsque le premier ministre dit qu'il veut garder les jeunes à la campagne, il faudrait faire de nos petites villes une sorte de centre d'attraction pour les empêcher d'aller s'installer dans les grandes villes. Lorsqu'une ville de 7,000 âmes, par exemple, passe très vite à une population de 9,000, cela crée des problèmes nouveaux. Des petites municipalités se sont trouvées subitement en face de dépenses astronomiques. Des rues étaient habitées et elles étaient complètement dépourvues de choses essentielles. Il faudrait étendre les modalités du bill à un peu plus que la campagne elle-même. Si l'on pouvait démembrer les grandes villes pour en faire de nombreux petits centres, nous aurions une stabilisation plus grande dans notre population agricole. Il me semble que la loi devrait avoir un peu plus d'étendue.

Lorsque la Chambre siégera en comité, je citerai des exemples d'endroits où la situation de l'aqueduc et des égouts est plus compliquée qu'ailleurs. En certains cas, avec les dispositions actuelles de la loi, il sera impossible pour certaines villes qui entrent dans les cadres de la législation de conclure une entente avec une autre ville voisine dont la population sera juste un peu trop considérable. Ce sont probablement les centres dont la population est inférieure à celle mentionnée dans la loi qui sont les plus surchargés pour l'aqueduc et l'égout. Nous voudrions que, grâce à cette loi, nous soyons finalement en mesure de prendre connaissance du rapport de la commission d'enquête. Pour le moment, nous adoptons le principe du bill.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earle, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane),

Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac) Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 73.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, le terme "corporation" désigne toute corporation municipale qui, lors d'un emprunt contracté pour l'établissement ou l'amélioration d'un service d'aqueduc ou d'égout, exerce sa juridiction sur une municipalité dont la population, au dernier recensement fédéral, n'excédait pas sept mille âmes."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au gouvernement si le comité, chargé par la loi de 1947 de faire un rapport, a effectivement fait un rapport, et si c'est d'après ce rapport que la limite de 7,000 âmes a été fixée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu du comité plusieurs rapports verbaux, mais pas de rapports écrits, et ce n'est pas à sa recommandation que la limite de 7,000 âmes a été adoptée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si nous avions un rapport écrit, nous serions fixés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais que l'on s'en tienne à l'examen du présent projet de loi. Le principal but de la loi est de fournir aux municipalités rurales un service

d'aqueduc et de drainage. Nous voulons limiter cette aide, pour le présent, aux municipalités rurales ou semi-rurales qui en ont le plus besoin. Si nous devons régler tout le problème immédiatement, il faudrait dépenser \$800,000,000 à \$900,000,000 pour donner à toutes les petites municipalités des égouts et des aqueducs adéquats. L'électrification rurale a contribué dans une large mesure à régler le problème des aqueducs.

L'article 1 de la loi stipule que le terme "corporation" désigne toute corporation municipale dont la population au dernier recensement fédéral n'excédait pas 7,000 âmes.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sainte-Foy pourrait bénéficier de la loi tandis que Québec-Ouest ne le pourrait pas, alors qu'elle a un plus urgent besoin de la loi que sa voisine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sainte-Foy a son système d'aqueduc et a de plus les avantages que lui procure la cité universitaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a des cas urgents dans les petites villes dont la population dépasse 7,000 âmes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que nous voulons, c'est de venir en aide aux municipalités qui n'ont presque rien. Il fallait fixer un chiffre. Les Chambres se réunissent chaque année. S'il y a lieu de faire davantage, nous le ferons.

M. Dupré (Verchères): En 1947, à la veille des élections, le premier ministre disait la même chose qu'aujourd'hui, encore à la veille des élections. Et il n'est même pas capable de nous fournir un rapport. Le gouvernement ne dit pas combien de municipalités ont besoin d'aide.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai déjà dit et je le répète: si nous devons répondre à tous les besoins, il nous faudrait dépenser une somme de \$800,000,000 à \$900,000,000.

Un comité d'étude a été nommé pour prendre des renseignements et donner des conseils. Ce comité fait partie du personnel des travaux publics. Il répond aux demandes de toutes sortes qui affluaient au ministère. Ses conseils aux corporations municipales ont rendu d'immenses services.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le comité a eu le temps d'étudier le problème. Je ne conçois pas qu'il n'ait pas encore fait de rapport par

écrit. En vertu de la loi de 1947, il devait "procéder à cette enquête avec diligence et soumettre son rapport au ministre des Travaux publics dans les douze mois de sa nomination".

Il n'y a aucun doute qu'il en coûterait très cher pour remédier à la situation, mais nous n'avons tout de même pas le rapport des gens qui ont fait enquête sur tout le problème. Et ce sont ces gens qui sont penchés, non sur "leur passé", mais sur le problème des aqueducs qui peuvent le mieux nous renseigner. On parle de rapports verbaux. Les membres du comité n'ont même pas fait de conférences. Si la commission avait présenté un rapport écrit, on saurait où aller.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tous les jours, je reçois des rapports verbaux de divers départements. Vais-je préparer un rapport écrit? Les membres du comité étaient des employés du département. Ils n'étaient pas obligés de faire de rapport écrit. Ils recueillaient des renseignements et les fournissaient au ministère des Travaux publics. Comme il y a 2,000 municipalités dans la province, ils auraient été forcés de faire 2,000 rapports écrits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre confond conversation et rapport. Quand la loi de 1947 a été passée, on avait tellement dans l'idée que la Chambre n'était pas au courant de la situation concernant les aqueducs qu'on forma un comité d'experts pour recueillir des renseignements et les fournir à la Chambre. Aujourd'hui, tout ce que nous avons, c'est une déclaration du premier ministre à l'effet qu'il possède un rapport verbal. Les députés ont besoin d'autre chose.

M. Dupré (Verchères): Dans les *Comptes publics*, nous ne voyons rien concernant les dépenses de voyage des membres du comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Verchères ne sait pas lire. À la page 28, il verra qu'un montant est mentionné pour les dépenses de voyage.

M. Dupré (Verchères): Il n'y a rien dans les *Comptes publics* de 1955.

M. Hamel (Saint-Maurice): La discussion de l'article 1 démontre que le gouvernement se fout du Parlement. Il nous demande de voter une loi pour régler le problème des égouts et des aqueducs, alors qu'il y a neuf ans...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rappeler à l'ordre le député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice): On a formé une commission pour étudier le problème des égouts et des aqueducs...

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président demande au député de s'en tenir à l'article 1. Il pourra discuter le problème général à la troisième lecture, dit-il.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Sous réserve de l'article 11, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement à toute corporation municipale, jusqu'à concurrence de trois pour cent, de l'intérêt sur tout emprunt que cette corporation contracte pour l'établissement ou l'amélioration, dans son territoire, d'un service d'aqueduc, d'un service d'égout, ou de l'un et de l'autre."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'aide aux municipalités est laissée à la discrétion absolue du gouvernement. L'article 2 consacre le principe des octrois discrétionnaires et non pas statutaires. Dans certains cas, le gouvernement refusera de secourir une municipalité pour toutes sortes de considérations. Nous demandons au gouvernement: pourquoi ne pas cesser ce système d'octrois discrétionnaires et faire une loi pour qu'une municipalité qui répond aux conditions fixées puisse avoir le montant dont elle a besoin? La nature humaine ne change pas dans le monde.

L'article 2 restant ce qu'il est, on ne peut croire que la politique ne jouera pas dans l'application de la loi. Au lieu de dire "le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement", pourquoi ne pas dire "le lieutenant-gouverneur doit être dans l'obligation d'autoriser le paiement"? Il parle de ce qui se passe déjà avec d'autres lois rédigées de la même façon que le bill 6. Avec ce système généralisé d'octrois discrétionnaires, dit-il, on est rendu au point que tout se règle dans les bureaux du gouvernement. Une fois de plus, tout sera laissé à la discrétion du premier ministre.

Le gouvernement semble totalement opposé aux octrois statutaires; il veut rester le roi et maître

quand il s'agit de décider si telle municipalité recevra ou ne recevra pas une aide. On pourrait croire que le gouvernement a peur des subventions statutaires. Nous demandons donc instamment au gouvernement de dire dans le bill qu'une fois remplies les conditions fixées, le lieutenant-gouverneur en conseil "devra autoriser le paiement". Je serais d'ailleurs bien surpris si le premier ministre acceptait un tel amendement. Pourtant, c'est une question de droit et de justice, et les octrois statutaires sont demandés à travers toute la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le peuple de la province de Québec s'est prononcé clairement. Il a nommé le gouvernement pour administrer, décider, attribuer les crédits publics. Il n'aurait jamais nommé un gouvernement pour représenter les Statuts. Il faut laisser au gouvernement une certaine latitude. Le chef de l'opposition a cinq ou sept enfants: il décide comment les habiller...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est avec mon argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est parce que c'est avec son argent à lui qu'il fait moins de promesses qu'avec l'argent de la province... Il y a 2,000 municipalités au Québec, toutes ayant des problèmes différents; il n'est donc pas possible d'établir une règle générale: tout dépend des circonstances. Nous n'avons pas été nommés au gouvernement pour être des "rubber stamps". Si Outremont et Valleyfield ont besoin d'une aide et qu'il n'y a de l'argent que pour une municipalité, nous allons commencer par aider Valleyfield. Si nous avons de l'argent pour les deux municipalités, nous aiderons aussi Outremont.

Le peuple élit des administrateurs pour administrer, pour qu'ils usent de leur discrétion. Il ne les élit pas pour qu'ils se fassent lier les mains dans des Statuts. C'est justement parce que le peuple se fie mieux à leur jugement qu'il les élit. L'essence même du parlementarisme, c'est la discrétion. Le gouvernement de la province est un gouvernement qui prend ses responsabilités. Sous aucun régime parlementaire, le pouvoir exécutif n'est lié par des Statuts qui équivaldraient à des menottes. Cela limiterait sa liberté d'action.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre dit "nous avons été élus pour administrer et non pour être statufiés, étouffés dans les Statuts". Le premier ministre fait abstraction de la

Chambre. Si le gouvernement a été élu pour administrer seul, les députés, une fois élus, feraient mieux de désigner un gérant et de s'en aller. Mais ce n'est pas le cas. Les députés sont là pour voter des lois qui entrent dans les Statuts, et le gouvernement n'a ni le droit, ni la liberté de faire ce qu'il veut avec l'argent voté. Peut-on imaginer des "allocations familiales" qui seraient distribuées selon le bon plaisir d'un gouvernement? Et si le gouvernement persiste dans son attitude, pourquoi n'arrive-t-il pas avec un budget ne contenant qu'une seule somme \$340,000,000, en disant "Votez-la et nous l'utiliserons comme nous l'entendrons!"

Il existe partout, à travers le Canada, des lois prévoyant des octrois statutaires. Quand il est question de distribution des fonds publics, la seule discrétion qu'il y a, c'est celle de la Chambre. Le premier ministre dit qu'il y a 2,000 municipalités, mais ce n'est pas une raison qui peut motiver des préférences. De toute façon, il faudrait un grand changement dans la province pour qu'il n'y en ait pas avec le "peut autoriser le paiement" de l'article 2. Cette expression nous oblige, comme les municipalités, à passer sous les fourches caudines⁸ du gouvernement. C'est pourquoi nous réclamons des octrois statutaires. Pour les cas d'urgence, une procédure pourrait être établie par la loi elle-même.

Si ça continue, avec cette politique qu'on veut faire adopter par la Chambre, tout sera laissé à la discrétion du gouvernement. Il est à se demander à quoi servira alors la discussion du budget. Il demande à nouveau des octrois statutaires. Il y a eu, dit-il, des précédents dans la législation.

Au cours de son intervention, il (M. Lapalme) fait allusion à des paroles prononcées par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) l'an dernier⁹.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il y a sûrement ici deux conceptions opposées du rôle respectif du gouvernement et de la Chambre. On retrouve dans ce bill toute l'économie de notre législation.

Le chef de l'opposition s'est scandalisé des paroles que j'avais prononcées l'an dernier. Il est évidemment déçu du fait que la population ne l'ait pas élu pour faire partie du gouvernement. Il ne devrait pourtant pas oublier que, si c'est le rôle de la députation de voter les subsides et d'en indiquer la destination générale, c'est au gouvernement qu'il incombe d'administrer et de décider des modalités d'application des lois. Avec la théorie du chef de l'opposition, il n'y aurait pas d'administration possible.

Nos lois comportent des octrois statutaires. C'est vrai, mais il s'agit là de cas exceptionnels. Le gouvernement est en faveur d'octrois statutaires quand il juge qu'ils rendront l'administration de la province plus efficace et plus expéditive. Et d'ailleurs, si les députés pouvaient contrôler jusqu'aux moindres détails des dépenses, pourquoi la procédure parlementaire restreindrait-elle aux seuls ministres de la couronne le privilège de proposer des mesures qui entraînent une dépense d'argent? Non, si les députés peuvent voter les deniers, c'est au gouvernement qu'il appartient de voir à les dépenser.

C'est là toute la différence entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Je n'ai pas dit autre chose, l'an dernier. Si le peuple n'est pas satisfait de l'administration qu'on lui donne il n'a qu'à en confier le mandat à d'autres. Il l'a déjà fait. Le chef de l'opposition n'a pas reçu mandat de participer à l'administration. On l'a élu seulement pour qu'il participe à l'adoption des lois et au vote des subsides.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a ajouté à ses remarques de l'an dernier. Le ministre vient de dire que les octrois statutaires sont des cas d'exception. Il a dit vrai, car tel est bien le cas sous l'administration actuelle. Nous avons actuellement une législation marquée par les pouvoirs discrétionnaires accordés à l'administration.

Mais l'exemple des "money bills" invoqué par le ministre ne convient nullement. Ce n'est pas parce que les députés n'ont pas le droit de participer à l'administration qu'ils n'ont pas le droit de proposer des "money bills", c'est tout simplement que, autrement, le budget du ministre des Finances se trouverait déséquilibré et ne signifierait plus rien.

Ce que nous venons de dire est loin de ressembler à quelque chose du genre. Nous approuvons le principe du bill qui est d'aider les municipalités. Nous disons encore: "Vous avez besoin de tel montant, nous sommes prêts à le voter." Mais alors nous voulons savoir de quelle façon cet argent sera dépensé. On nous répond: "De façon discrétionnaire." C'est ici que nous n'y sommes plus.

Et nous croyons que nous avons droit non seulement de discuter du montant à dépenser, mais des modalités de la dépense. Nous sommes opposés aux octrois discrétionnaires. Nous voulons qu'on établisse une procédure dont on ne devrait se soustraire que dans les cas d'urgence. Nous voulons que l'arbitraire soit l'exception et le statutaire, la règle générale.

M. Bélanger (Lévis): La phrase prononcée précédemment par le premier ministre: "L'essence même du parlementarisme, c'est la discrétion" devrait être encadrée. Cette phrase dépeint bien le premier ministre et son gouvernement. Quand on est rendu à dire cela, il n'est pas surprenant qu'il faille sans cesse courber l'échine devant le gouvernement.

Une foule d'autres lois du gouvernement ressemblent à celle-ci, toutes à base de discrétion. À Ottawa, tous les citoyens sont mis sur le même pied dans les lois. Le gouvernement et la Chambre établissent les conditions et tous ceux qui remplissent ces conditions ont droit aux avantages des lois. Ce n'est pas la même chose à Québec, car on fait une distinction entre les municipalités rouges et bleues. Par surcroît, une foule de municipalités ont perdu leur autonomie à cause de cette façon de procéder du gouvernement.

Discrétion veut dire favoritisme et patronage: c'est ce qui met en péril l'autonomie des municipalités, car cette loi, comme bien d'autres, ne rend pas justice à tous. Il faudra de nouveau que les maires viennent supplier...

M. le président rappelle à l'ordre le député de Lévis.

M. Bélanger (Lévis): L'aveu du premier ministre est une confession de jugement.

M. Dupré (Verchères): L'article 2 laisse au gouvernement la discrétion de rembourser l'intérêt des emprunts. Que pourra faire une municipalité si elle ne sait pas d'avance qu'elle peut ou non bénéficier de la loi?

Elle aura fait des dépenses pour dresser les plans et devis, et on viendra lui dire qu'elle ne peut profiter du paiement des 3 % d'intérêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elle n'a qu'à demander avant au gouvernement si elle peut en bénéficier.

M. Dupré (Verchères): On ne lui donnera jamais l'autorisation d'emprunter sous le régime de la loi, si elle ne présente pas auparavant des plans bien établis. Je demande que la loi soit statutaire et que toutes les municipalités puissent en bénéficier, dès qu'elles auront rempli les conditions, c'est-à-dire, autorisation des plans et devis par le ministère de la Santé.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Toute résolution adoptée pour l'une ou l'autre des fins de l'article 3 entre en vigueur dès son approbation par la Commission municipale de Québec et elle devient alors incontestable."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) et **M. Prévost (Montmorency)** interviennent.

L'article 4 est adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement en signe de deuil en l'honneur du député de Roberval, M. Marcotte

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme), que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de M. Antoine Marcotte, député de Roberval, décédé subitement au cours de la semaine dernière.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 14 décembre 1955, à la page 3, rapporte que "Lorsque la Chambre a repris ses travaux, hier après-midi, il y avait une couronne de fleurs sur le pupitre de M. Antoine Marcotte,

député de Roberval, qui a succombé en fin de semaine à une crise cardiaque". *La Presse* du 13 décembre, à la page 57, précise qu'il s'agit d'"une magnifique couronne de chrysanthèmes jaunes et blancs". Selon le *Montréal-Matin* du 13 décembre, à la page 3, "une couronne de fleurs blanches et bleues ornait le pupitre du regretté disparu".

2. *Le Temps* du 15 décembre 1955, à la page 1, nous informe que le jour de l'Immaculée Conception (8 décembre), M. Marcotte "prenait part à l'inauguration du nouvel hôtel de ville de Mistassini. C'est là qu'il a été frappé par une crise cardiaque. Transporté à l'hôpital, il y succombait samedi matin".

3. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre (libéral) de l'Ontario de 1934 à 1942.

4. L'expression "certains quartiers" est tirée du *Soleil* du 14 décembre 1955, à la page 41, alors que *La Presse* du même jour, à la page 58, rapporte plutôt les mots "certains endroits".

5. Le premier ministre fait ici allusion à la Consolidated Paper Corporation Limited, qui a annoncé le 5 décembre 1955 une hausse de \$4 la tonne de son papier journal, selon *L'Action catholique* du 6 décembre 1955, à la page 1. À l'époque, cette annonce est vue comme une provocation, car elle survient après plusieurs avertissements servis par M. Duplessis durant le mois de novembre au sujet de la mise en place d'une régie du papier journal. Ces avertissements du premier ministre faisaient eux-mêmes suite aux annonces faites en octobre et novembre 1955 par plusieurs compagnies à l'effet qu'elles augmentaient le prix de leur papier journal.

6. D'après le *Quebec Chronicle* du 14 décembre, à la page 1, l'intervention du premier ministre a duré 20 minutes.

7. D'après *La Patrie* du 14 décembre 1955, à la page 14, le premier ministre avait annoncé cette subvention "lors du déjeuner annuel offert par la Séminaire de Québec à l'Université Laval, le 8 décembre. M. Duplessis avait précisé à cette occasion que cette subvention spéciale aiderait notre Université à agrandir les locaux actuels de sa Faculté des sciences devenus trop étroits depuis quelques années."

8. Passer sous les fourches caudines, c'est-à-dire être forcé d'accepter des conditions déshonorantes. Cette

expression vient d'un défilé en forme de fourche près de Caudium, où les Romains ont été vaincus par les Samnites en 321 avant J.-C. et contraints de passer sous le joug, une pique attachée horizontalement sur deux autres piques plantées en terre sous laquelle on faisait passer les vaincus.

9. Nous savons par l'intervention du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, M. Paul Sauvé, que M. Lapalme a tenu ces propos; toutefois, les journaux utilisés pour reconstituer cette séance ne nous ont pas permis de déterminer à quel moment précis de son allocution ces propos ont été tenus.

Séance du mercredi 14 décembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Richmond**

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 181 concernant une propriété de Léo Dandurand, des cité et district de Montréal.

Votre comité a examiné le bill 179 concernant les dames Ursulines, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs intéressés dans ce bill, il a convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre en soit changé en celui de: Loi modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 168 modifiant la charte de la cité de Hull;

- bill 139 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99.

Projets de loi:

**Charte de Québec, article 541,
Les Ursulines**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Propriété
de Léo Dandurand**

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 concernant une propriété de Léo Dandurand, des cité et district de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 181 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Hull

M. Desjardins (Gatineau) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 modifiant la charte de la cité de Hull.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Desjardins (Gatineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Communauté helléno-canadienne de l'Île de Montréal

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Roche (Chambly): J'ai l'honneur, à titre de président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Milton Weinstein, demandant l'adoption d'une loi ajoutant à son nom celui de Winston;
- de dame Régina Sauriol et autres, demandant l'adoption d'une loi relative au testament de feu J.-Ulysse Sainte-Marie;
- de la corporation de la ville de Sept-Îles, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Milton Weinstein

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 pour ajouter au nom de Milton Weinstein le nom de Winston.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession J.-Ulysse Sainte-Marie

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 concernant la succession de J.-Ulysse Sainte-Marie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Décisions de l'Orateur:

Nombre de circonscriptions électorales

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) a inscrit deux motions au *Feuilleton*.

La première se lit comme suit:

"Qu'un comité spécial de neuf membres soit institué avec mission de rédiger un bill ayant pour objet de porter de 15 à 25 le nombre de circonscriptions électorales de la région métropolitaine et d'augmenter en conséquence le nombre de députés à l'Assemblée législative."

La deuxième se lit comme suit:

"Qu'un comité spécial de onze membres soit institué, avec mission de rédiger un bill ayant pour objet de réviser les circonscriptions électorales de la province, de manière à accorder aux régions métropolitaines une représentation adéquate, plus juste et meilleure."

Les deux motions sont hors d'ordre et fondamentalement irrégulières parce que contraires à l'article 483 des règlements de la Chambre. En effet, si adoptées, elles comporteraient une dépense de deniers publics et une charge additionnelle sur le peuple. Or, de telles motions ne peuvent être faites que par un ministre de la couronne, sur la recommandation du lieutenant-gouverneur. Elles sont en conséquence rayées du *Feuilleton*.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnston, Jolicoeur, Laberge, Langlais, Lavallée, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 50.

Contre: MM. Bédard, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hanley, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Projets de loi:

Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Westmount

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant la charte de la cité de Westmount soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 213 modifiant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Aide aux victimes du sinistre à Nicolet

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955, soit maintenant lu une deuxième fois.

La ville de Nicolet a été rudement éprouvée depuis quelques mois. D'abord un incendie désastreux a semé la ruine dans une partie importante du quartier des affaires; puis ce fut au tour d'un affaissement de terrain de faire des dommages considérables dont ont souffert des propriétés religieuses, municipales, scolaires et provinciales. Le gouvernement a aussitôt dépêché à Nicolet des gens pour se rendre compte de l'étendue des dégâts et de l'importance des secours nécessaires et il a fait part immédiatement aux autorités religieuses et civiles de la municipalité de notre désir de coopérer.

Le but de la loi est d'autoriser les corporations municipales, en suivant une procédure simple, à secourir les sinistrés et à voter les fonds nécessaires; elle accorde la même autorisation aux

compagnies. Le bill tend aussi à permettre au gouvernement d'utiliser \$750,000 pour régler les problèmes qui se posent. C'est un montant généreux mais pas définitif, car nous n'avons pas encore tous les renseignements sur la situation. Nous en donnerons plus si c'est légitimement nécessaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'est pas nécessaire de revenir sur ce qui s'est passé à Nicolet. La Chambre entière est prête à venir en aide aux sinistrés et à adopter le principe de la loi immédiatement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Qu'en vue de contribuer généreusement à la solution des problèmes municipaux, scolaires et provinciaux qui sont la conséquence du sinistre mentionné dans la loi qui accompagne la présente

résolution, et de venir en aide généralement aux victimes de ce malheur, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, autoriser le ministre des Finances de la province à payer à ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas trois quarts de million de dollars.

On n'a pu encore établir exactement les besoins, et il n'est pas dit que, par la suite, le gouvernement ne fera pas davantage.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je m'étonne de voir figurer le mot "provinciaux" à la suite de "municipaux" et de "scolaires". Pourquoi avoir mis le mot "provinciaux"? Il est reconnu qu'une partie d'une route a été emportée et que le pont est en danger. Mais, dernièrement, lors du débat sur les \$75,000,000 demandés pour la voirie et pour les travaux publics¹, j'avais compris qu'une partie de cette somme serait pour Nicolet et que la loi à l'étude actuellement serait uniquement pour venir en aide aux sinistrés. S'il faut refaire un chemin ou un pont, je pensais qu'on prélèverait l'argent nécessaire sur les \$75,000,000 votés dernièrement pour la voirie et les travaux publics; le chef du gouvernement l'avait laissé entendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici quels sont les faits. Lors de l'affaissement du terrain, une partie de l'évêché est tombée, une école a disparu, la propriété privée a été endommagée comme la propriété publique. À l'heure actuelle, il est difficile de savoir quels travaux à faire sont de nature provinciale. Nous avons rédigé le bill pour que tous les cas soient prévus. Une partie de chemin peut être municipale, une autre partie provinciale. Dans ce cas, sans la rédaction actuelle de l'article 4, le gouvernement pourrait voir ses efforts bloqués à un moment donné. On a voulu tout prévoir afin que les travaux de réparation ne soient pas arrêtés par un point de technique légale.

Au cours du débat auquel le chef de l'opposition a fait allusion, le gouvernement a parlé des catastrophes de Nicolet, de Gaspé, des chemins endommagés par l'hiver pour montrer que l'imprévisible est toujours possible².

Quant au pont, la nouvelle nous est parvenue qu'il n'est pas en danger, mais il n'y a rien de certain. On a dit que le sol avait été ébranlé à cause des détonations de canon provenant de Baie-du-Febvre. Si c'est vrai, j'espère que les autorités compétentes feront leur part.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je pensais que les \$750,000 prévus dans le bill seraient entièrement pour les sinistrés de Nicolet et non pour des travaux de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas question de reconstruire le pont avec cet argent. Aucune partie de ce montant ne sera affectée à la reconstruction du pont.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pourquoi le bill n'est-il pas uniquement pour aider la municipalité et la commission scolaire? Si la province peut dépenser une partie de l'argent pour ses travaux, cela change la portée du projet de loi.

M. Roy (Nicolet): Je tiens à dire à cette Chambre que le bill présenté par le premier ministre de cette province est très bien fait. Je trouve qu'il couvre tous les besoins actuels. Il (M. Roy) récapitule les dégâts: évêché effondré, disparition de l'Académie commerciale, propriétés privées endommagées, chemin disparu. On ne sait pas encore comment l'argent sera dépensé, dit-il, mais on sait qu'il en faut pour la cathédrale, l'évêché, la commission scolaire. Il en faut pour les sinistrés eux-mêmes, de même que pour suppléer aux dépenses encourues par la ville de Nicolet, et que sais-je encore. Les finances de la ville sont très affectées. La ville de Nicolet doublement éprouvée a besoin d'étudier à fond la situation.

À l'occasion de l'adoption de ce bill, je veux tranquilliser la population. Je tiens à dire que les parents qui ont des élèves chez les révérendes sœurs de l'Assomption, qui comptent parmi les meilleures religieuses enseignantes de la province, ne se privent pas de les envoyer dans cette communauté. Il n'y a pas de danger pour elles. Il félicite les religieuses. Que les parents ne se privent pas non plus, dit-il, d'envoyer leurs enfants au Séminaire de Nicolet, l'un des plus illustres collèges classiques de la province. Là non plus, il n'y a pas de danger.

Une ville deux fois sinistrée dans la même année, c'est beaucoup. On comprend que cela suscite une sympathie grandissante. Je tiens à remercier le premier ministre de cette province, qui s'est empressé de prendre contact avec le député de Nicolet, après le désastre de mai dernier, pour l'assurer de son aide efficace.

Il (l'honorable M. Duplessis) a fait la même chose après la catastrophe de novembre: lui et le gouvernement ont immédiatement promis leur aide aux nicolétains.

Au nom de la population de Nicolet et de ses autorités civiles et religieuses, je remercie grandement, encore une fois, les membres du cabinet et le chef du gouvernement. Je sais que la population de Nicolet leur sera reconnaissante.

M. Hamel (Saint-Maurice): Tous les membres de cette Chambre sont d'accord pour que le gouvernement porte secours aux sinistrés et ils appuient les paroles du député de Nicolet au sujet des sœurs de l'Assomption. Le gouvernement ne précise pas suffisamment la façon dont il entend employer les \$750,000 qu'il fait voter. Il demande \$750,000, mais qu'entend-il faire au juste avec cette somme?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le député de Nicolet de son discours constructif qui jure avec le discours destructif de l'opposition. L'opposition veut toujours embrouiller les questions. Les dégâts sont considérables à Nicolet. Nous voulons prendre à notre charge toutes les réparations qui s'imposent. Si nous n'avions pas mis dans la loi le mot "provinciaux" à côté du mot "municipaux", nous aurions à laisser des travaux de côté. J'ai d'ailleurs reçu à midi les chaleureuses félicitations et les remerciements du maire Ubald Caron et des autorités de Nicolet pour la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement réclame une fois de plus un mandat en blanc sans nous dire comment il emploiera l'argent. C'est encore la politique de l'arbitraire qui se continue. C'est devenu une méthode, pour le gouvernement, que de se faire voter des fonds et de les distribuer comme bon lui semble. Mais je suis convaincu qu'avec de tels procédés, l'an prochain, ce sera le gouvernement qui sera le sinistré...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne parle que de travaux en bloc, de dépense en bloc, de vote en bloc. Je pensais que, depuis le temps, il était débloqué; apparemment, il est encore bloqué. J'ai déjà répondu que la somme que nous demandons aux députés de voter doit servir à aider de façon adéquate les sinistrés de Nicolet: reconstruction des écoles, paiement des dommages privés, réparation de la route effondrée. Nous demandons \$750,000. Ce montant n'est peut-être pas définitif, parce que le gouvernement n'a pas encore en main tous les renseignements voulus. Ce ne sera peut-être pas suffisant, mais pour l'instant nous pensons que nous pouvons fournir une aide efficace à Nicolet avec cette somme. S'il en faut davantage,

nous reviendrons devant la Chambre et nous ferons une nouvelle demande.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955.

Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre survenu à Nicolet en novembre 1955.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Services d'aqueduc et d'égout

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra affecter aux fins de la loi qui accompagne la présente résolution une somme totale n'excédant pas dix millions de dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu ou au moyen d'un ou de plusieurs emprunts que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Finances à contracter, au taux d'intérêt, de la manière et pour le terme et le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera pour chaque emprunt.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon

(Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 6 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

Cour supérieure du Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant la Cour supérieure de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons continuer les progrès réalisés par l'Union nationale dans l'administration de la justice. Nous avons toujours travaillé à la décentralisation de la justice; le gouvernement a déjà pris de nombreuses mesures pour décongestionner les rôles de la Cour supérieure et décentraliser, en général, l'administration de la justice dans la province. Les juges ont trop de travail.

Nous avons déjà amélioré la situation en créant une Cour du magistrat à Montréal et porté sa compétence de \$100 à \$200. Nous avons ainsi soulagé, pour l'an dernier seulement, le rôle de la Cour supérieure de 4,000 causes. À la Cour du

magistrat, une cause peut être entendue trois mois après son inscription.

Nous avons déjà augmenté de six le nombre de juges de la Cour supérieure; nous avons créé deux juges pour le district de Hull et porté de deux à trois le nombre de juges pour le district de Sherbrooke. Nous avons également décrété la nomination d'un juge résidant pour Amos et la région de l'Abitibi.

Les nouveaux juges seront nommés selon les besoins. Le gouvernement décidera où ces nominations devront se faire. Il faut des juges ailleurs qu'à Montréal et Québec; il en faut dans toutes les régions de la province. Il faut plus de juges à Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières, dans le Bas-du-Fleuve...

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'y en a pas assez.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Car l'administration de la justice ne se fait pas seulement par les juges. Il ne faut pas entièrement blâmer le juge pour les dossiers en retard; il arrive souvent aux avocats de ne pas être prêts lorsque leur cas est appelé. Il faut que les plaideurs soient prêts, que les avocats préparent leur cause. Nous voulons rendre la justice accessible à toutes les régions.

Les juges sont nommés par Ottawa, mais la province assume le coût de leurs bureaux et du salaire des employés, et il est impératif que le personnel soit compétent.

M. Hamel (Saint-Maurice): En dépit de la nomination de quatre nouveaux juges, leur nombre restera encore insuffisant. Dans le district de Trois-Rivières, pour citer un exemple, les causes sont en retard de deux ans. Cela s'explique, car il y a 50 ans il y avait deux juges dans ce district et il y en a encore deux, en dépit des progrès remarquables qu'on a notés depuis, non seulement à Trois-Rivières, mais dans des villes comme Shawinigan Falls et Grand'Mère. Il faut un nouveau juge dans Trois-Rivières.

Quatre nouveaux juges, c'est tout à fait insuffisant. Et le gouvernement dit dans sa loi qu'il les nommera à sa discrétion. Je trouve mauvaise cette clause du bill. Pourquoi cette restriction de plus en plus fréquente dans notre législation? Ou bien on a besoin de juges, ou bien on n'en a pas besoin. Dans le premier cas, la loi est inutile et, dans l'autre, qu'on les nomme, les juges.

M. l'Orateur: Je crois que le député entre dans les détails du bill; il devrait se limiter au principe.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je discute du principe d'augmenter le nombre des juges à la discrétion du gouvernement. Qu'on les nomme donc!

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le retard de la justice dans le district de Montréal devient un problème crucial. Les plaideurs doivent attendre de 15 à 18 mois avant de pouvoir se faire entendre, dans le district de Montréal. Le juge en chef lui-même a affirmé qu'il n'avait pas assez de juges, et le gouvernement s'entête à les faire nommer quand même à sa discrétion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition s'ingénie à trouver du mal partout. Ce qu'on fait, c'est toujours trop ou pas assez. Ce que dit l'opposition ne nous intéresse guère et ne nous impressionne pas. Ce qui nous intéresse c'est d'aider les justiciables. Il est facile de nommer des juges, mais avant de le faire il faut trouver des bureaux, nommer un personnel, etc.

Pour des gens qui n'ont pas la responsabilité de l'administration, cela ne signifie rien, mais pour les responsables, c'est un problème à régler chaque fois qu'un juge est nommé. L'opposition cherche à détruire; nous, nous construisons.

Il demande un vote enregistré sur la loi.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 20 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Ouellet, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 20 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ressources hydroélectriques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant les ressources hydroélectriques de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez,

Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 29 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 29 concernant les ressources hydroélectriques de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 3 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) est modifié en remplaçant le troisième alinéa par les suivants:

"Toute vente, cession ou aliénation définitive de force hydraulique faisant partie du domaine public et possédant une puissance naturelle de trois cents chevaux ou plus au débit ordinaire de six mois est prohibée.

"Aucun bail, ni aucune location d'une force hydraulique visée à l'alinéa précédent ne peut être

faite ou consentie autrement qu'en vertu d'une nouvelle loi de la Législature autorisant, dans chaque cas, un tel bail ou une telle location.

"Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et pour le temps qu'il juge à propos de déterminer, bailler ou louer à une corporation municipale ou à la Commission hydroélectrique de Québec toute force hydraulique faisant partie du domaine public."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce bill, dit-il, a pour but d'empêcher certains abus criants commis sous les administrations soi-disant libérales. On vendait alors nos pouvoirs d'eau pour des chansons, souvent à la suite de chantage. Ainsi, la Chute-à-Caron, aujourd'hui une des plus importantes sources d'énergie électrique, a été vendue, non pas louée mais définitivement aliénée pour la somme de \$5 seulement; elle a été revendue par la suite pour des sommes représentant des centaines de millions de dollars. Les intérêts de la province se trouvaient frustrés d'autant.

Sous les régimes libéraux, quand on construisait un barrage, inondant ainsi les forêts du domaine public, les locataires de la forêt étaient indemnisés, mais la province ne retirait pas un sou.

À la suite d'un mouvement suscité par feu le Dr Philippe Hamel³, une loi a été présentée, en 1935, stipulant que le gouvernement ne pourrait pas, sans une autorisation de la Législature, louer des pouvoirs de plus de 300 chevaux-vapeur à d'autres qu'à des corporations municipales.

Or, regardez le truc: on ne mentionnait pas les individus. C'était un trompe-l'œil. La loi que nous présentons est claire et nette.

Elle dit qu'aucun pouvoir de plus de 300 chevaux-vapeur ne pourra, sans une loi de la Législature, être vendu, ni même loué, sauf à une corporation municipale, à l'Hydro-Québec ou à une coopérative d'électricité. Ainsi, toutes les portes sont fermées.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Si l'on enlève les accessoires dans le discours du premier ministre, le plat principal se réduit à pas grand-chose. Si le gouvernement entend corriger une loi qui prêtait à des abus, il a pris bien du temps à le faire. La loi de 1935 stipulait que toute aliénation d'une chute d'eau de 300 chevaux-vapeur ou plus devait se faire par une loi de la Législature, sauf si l'acquéreur était une corporation municipale. L'Union nationale a été au pouvoir de 1936 à 1939 et n'a rien changé.

En 1944, sous une administration libérale, il y a eu un amendement permettant de faire une telle concession à l'Hydro. En 1945, l'Union nationale a présenté un amendement remplaçant le mot "concéder" par l'expression "mettre à la disposition de" l'Hydro. Aujourd'hui, on corrige l'amendement de 1945 pour rétablir les choses dans l'état où elles se trouvaient en 1944: certains mots retirés de la loi initiale par l'Union nationale sont réinsérés dans le texte.

C'est ainsi que, sous l'Union nationale, on fait des lois à la vapeur. On est ensuite obligé de les amender tous les ans. Et c'est pour corriger l'erreur faite en 1945 qu'on remonte jusqu'à 1896 pour parler de ce que valaient les cours d'eau à ce moment-là. Je serai heureux de voter pour une loi qui ne fait que rétablir une loi initialement adoptée par le Parti libéral et que l'Union nationale avait modifiée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'étonne que le chef de l'opposition n'ait même pas relevé ce qui a été dit contre les façons de procéder de ses ancêtres politiques. Il s'est contenté de prétendre qu'il s'agit d'une loi dont le mérite revient aux libéraux. La loi actuelle est beaucoup plus claire que l'ancienne et ne comprend plus aucune échappatoire. Dans son désir de vouloir défendre ses ancêtres politiques, l'opposition s'acharne à ne pas vouloir comprendre.

On se rendra compte que nous avons fait beaucoup depuis que nous sommes au pouvoir. L'opposition nous reproche de n'avoir pas présenté la loi avant aujourd'hui. Si le gouvernement n'a pas présenté l'amendement avant aujourd'hui, c'est que les libéraux ont tellement commis d'erreurs qu'ils continuent à en commettre sans s'en apercevoir. Nous ne pouvons tout corriger du jour au lendemain.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En 1945, le gouvernement décide d'amender la loi. Alors qu'il l'avait dans les mains, c'était le temps de faire les grands changements. Il se contente d'enlever le mot "concédé", pour dire: "mettre à la disposition". Et cela se passait il y a 10 ans. Ce n'est qu'aujourd'hui que le gouvernement s'aperçoit que la loi contient tous les grands maux dont on a parlé tout à l'heure. Ce qui apparaît là-dedans, c'est que la position de l'Hydro n'était pas claire.

Les règlements nous empêchent d'imputer des motifs, mais je me permets de demander si l'on prévoit des emprunts à négocier. Je me demande si ce bill n'a pas été présenté pour cela. Je crois qu'il peut y avoir, sous tout cela, une affaire d'emprunt à contracter⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) explique brièvement l'amendement apporté. Il s'agit simplement, dit-il, de corriger d'anciennes erreurs. Nous ne faisons que corriger la loi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Après 10 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on a affaire à un régime qui a commis des erreurs pendant 45 ans, il est déjà beau qu'on puisse réussir à faire tant de corrections. Même l'opposition ne pouvait pas s'attendre à ce que le gouvernement règle toutes les erreurs commises par l'administration libérale sur une période de 45 ans depuis la courte période que nous sommes au pouvoir. Rien n'a été fait par nos amis libéraux de l'opposition, ce qui signifie qu'il reste beaucoup à faire lorsque nous avons accédé au pouvoir⁵.

Il propose l'amendement suivant à la résolution:

"1. L'article 3 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) est modifié en remplaçant le troisième alinéa par les suivants:

"Toute vente, cession ou aliénation définitive de force hydraulique faisant partie du domaine public et possédant une puissance naturelle de trois cents chevaux ou plus au débit ordinaire de six mois est prohibée.

"Aucun bail, ni aucune location d'une force hydraulique visée à l'alinéa précédent ne peut être faite ou consentie autrement qu'en vertu d'une nouvelle loi de la Législature autorisant, dans chaque cas, un tel bail ou une telle location.

"Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et pour le temps qu'il juge à propos de déterminer, bailler ou louer à une corporation municipale, à une coopérative d'électricité formée en vertu de la loi de l'électrification rurale, ou à la Commission hydraulique de Québec toute force hydraulique faisant partie du domaine public."

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicœur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 29 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicœur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 29 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Université Laval

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 30 concernant l'Université Laval.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que dans le but de coopérer davantage au progrès et au développement de l'Université Laval, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à consentir et à payer à cette Université, à même le fonds consolidé du revenu, dans le cours des trois années suivant la sanction de la loi qui sera basée sur la présente résolution, de la manière et aux conditions qui seront déterminées de concert entre les autorités de l'Université Laval et le gouvernement de la province, une subvention spéciale au montant de un million cinq cent mille dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 30 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant l'Université Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 30 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Courmoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 74.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 30 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demandes de documents:

Voirie et construction de ponts au Saguenay

M. Cournoyer (Richelieu) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, pour l'exécution de travaux de voirie et de construction de ponts dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles par correspondance ou autrement.

Adopté.

Emprunts du gouvernement

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en

conseil de cette province, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, concernant des emprunts de la province, et de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province relativement à de tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts.

Adopté.

Services d'aqueduc et d'égout

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit maintenant lu une troisième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette loi est le portrait du régime de l'Union nationale parce qu'elle est basée sur la discrétion. D'après le texte que nous avons en main, tout est laissé à la discrétion du gouvernement. Nous sommes fatigués de voir le gouvernement fabriquer des lois suspendant sans cesse des épées de Damoclès sur la tête des corporations municipales et scolaires. La loi actuelle donne un privilège et non pas un droit strict, et on retourne ainsi à la situation qui existait en France avant la Révolution française. Tout est privilège dans notre province et cette loi en est un exemple frappant. Le gouvernement dit: "Si vous voulez bénéficier de la loi, faites la génuflexion devant nous." Le peuple dira l'an prochain s'il est prêt à marcher continuellement à genoux ou s'il désire rester debout.

Une aide aux corporations municipales s'impose parce que la province de Québec est la plus taxée de toutes les provinces du Canada.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'administration de cette loi sera mise entre les mains de tous les petits "gauleiters"⁶ de l'Union nationale dans les paroisses. La loi continue d'arracher par lambeaux ce qui reste des libertés du peuple.

Il propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Courmoyer), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 6 intitulé: Loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et

d'égout soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier de façon que le paiement d'une partie de l'intérêt sur les emprunts contractés par les corporations municipales soit obligatoire et non facultatif de la part du gouvernement."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement. Cet amendement, dit-il, est manifestement irrégulier et ne tient pas debout. Je suis fatigué de voir l'opposition persister dans son ignorance des règlements. Vous avez si souvent appliqué l'article 155, M. l'Orateur, que je me demande pourquoi l'opposition s'obstine à vous tenir tête. Il est clair que l'amendement constitue un changement dans la destination des fonds de la province et qu'il augmente les charges publiques prévues par le bill, le tout contrairement aux exigences des articles 155 et 483 du Règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il ne s'agit nullement d'augmenter les charges, car que cet amendement passe ou non, la charge prévue par le bill reste toujours \$10,000,000.

M. Bélanger (Lévis): J'appuie mon collègue de Saint-Maurice sur tous les points, notamment sur le fait que la charge imposée reste toujours à \$10,000,000.

M. l'Orateur: L'amendement est irrégulier pour les raisons mentionnées dans la décision rendue précédemment au cours de la présente séance sur les deux motions du député de Jeanne-Mance (M. Noël), et aussi parce que l'amendement actuel a pour effet de changer complètement la nature du bill (article 172, note 2, du Règlement).

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert,

Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Pinard (Drummond): La loi est insuffisante. Il propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 6 intitulé: Loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier de façon à ce que les avantages de la présente loi s'appliquent à toutes les municipalités de la province dont la population au dernier recensement fédéral n'excédait pas 20,000 âmes."

M. l'Orateur déclare ce deuxième amendement hors d'ordre pour les raisons mentionnées lors de sa décision précédente. L'amendement a pour effet d'augmenter des dépenses publiques, ce qui ne peut être proposé que par un ministre de la couronne, après l'adoption au préalable d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur en conseil (articles 538 et 548 du Règlement).

M. Pinard (Drummond) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée,

Lesage, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 55.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 21.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyez avec quelle désinvolture agissent les membres de l'opposition. Ils persistent à présenter des amendements de plus en plus irréguliers.

M. l'Orateur demande l'adoption du bill en troisième lecture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi peut être considérée parmi les plus progressives de la province de Québec. Il est évident que nous ne pouvons tout faire en même temps. Il est impossible de faire, en une année, toutes les réformes désirables. Les développements réalisés dans la province nécessitent des services publics, des travaux de voirie, des écoles, des hôpitaux nouveaux. Cela nécessite des déboursés publics considérables. Pour la première fois, nous présentons une loi pour répondre aux besoins des campagnes au point de vue de l'aqueduc et des égouts.

Les campagnes n'ont pas les services publics essentiels au confort raisonnable; elles n'ont pas les services capables d'assurer la santé et le maintien des cultivateurs sur leurs terres. En vertu de cette loi, presque toutes les corporations municipales de la province pourront bénéficier des services d'égout et d'aqueduc. Nous avons commencé à poser des jalons nécessaires.

Cette législation est un magnifique complément à la législation déjà existante en vue de garder le cultivateur sur sa terre. L'aide gouvernementale pour la construction d'aqueducs s'ajoute naturellement au crédit agricole, à l'électrification rurale.

Il énumère des améliorations apportées au point de vue de l'électrification rurale. Les peuples appelés à grandir sont ceux qui basent leur économie sur l'agriculture, dit-il. Je ne comprends pas que l'opposition s'oppose à ce progrès. Veut-elle priver les cultivateurs de ces nécessités? Est-ce qu'il n'y a que les gens des villes qui ont droit à des systèmes

d'aqueduc et d'égout? Les gens de la campagne ont droit de bénéficier de ces avantages. Le peuple de la province saura à quoi s'en tenir. Il jugera ceux qui font des promesses et ceux qui les réalisent.

Nous prenons \$10,000,000 pour les mettre à la disposition des paroisses et des villages afin de leur donner les éléments de stabilité et de confort nécessaires. On dirait que l'opposition, lorsqu'il s'agit des cultivateurs, mesquine. C'est parce que les agriculteurs ont massivement voté contre eux aux dernières élections générales.

Les agriculteurs ont voté contre vous aux dernières élections générales, et ils voteront encore contre vous aux prochaines élections générales cet été. Cette loi est demandée par la grande majorité parmi les cultivateurs. Nous commençons par \$10,000,000 pour cet important travail cette année; s'il faut d'autres millions, nous les donnerons. L'opposition lésine parce que nous faisons une demande en faveur des cultivateurs. Lorsqu'ils auront retourné au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale...

(Applaudissements à droite)

...nous continuerons les réformes d'aqueduc et d'égout. Si plus d'argent est nécessaire, nous allons en demander plus lorsque nous serons réélus cet été.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dire que c'est pour arriver à un discours comme celui du premier ministre qu'il y a une Législature dans la province de Québec. Il y en a pour qui l'Assemblée législative est un stade où l'on s'amuse.

Après cela, si nous n'avons pas le droit de dire que la présente loi n'est pas une loi électorale, le premier ministre vient de le dire lui-même. Il a été hors d'ordre presque tout le long de son discours. Il paraît que nous avons besoin d'aqueduc et d'égout pour \$800,000,000... Qui est au pouvoir depuis 15 ans?

Il y a huit ans, le gouvernement est arrivé et a dit qu'il n'y avait pas d'aqueduc. On attend depuis tout ce temps ce que le comité et le gouvernement vont faire. Il n'y a pas de services publics dans les campagnes, c'est pour cela que nous avons voté la loi en deuxième lecture. Nous allons donner au gouvernement, sans protester, un pouvoir discrétionnaire, le pouvoir de jouer avec \$10,000,000. Il y a, dans la province, des petites villes qui paient plus que n'importe qui.

D'ailleurs, toutes les corporations municipales ont demandé des octrois statutaires. J'ai reçu moi-même des rapports verbaux de maîtres et

de présidents de commissions scolaires qui ne veulent pas être obligés de courber l'échine devant le gouvernement. Le gouvernement dit que nous sommes contre les cultivateurs. Que fait-il de toutes les demandes de l'U.C.C.⁷ auxquelles il refuse de répondre? Le discours qui vient d'être prononcé rime à quoi? À la défense de la loi? Je dis que c'est surtout un appel électoral.

Parce qu'il y a des clauses que l'opposition n'aime pas dans le bill, nous ne sommes tout de même pas pour priver les 1,600 ou 1,800 municipalités qui ont besoin du secours du gouvernement. Mais, chaque fois qu'il y aura des pouvoirs discrétionnaires, l'opposition protestera, parce qu'elle est ici la voix de toutes ces corporations municipales qui vont être obligées de subir le joug du gouvernement. La promenade qui se fait ici, chaque jour, est obligatoire parce que le gouvernement le veut ainsi en faisant voter par la Chambre les pouvoirs discrétionnaires contre lesquels nous protestons.

La situation peut être facilement résumée. Le gouvernement n'a qu'à faire disparaître tous les députés; que le premier ministre reste seul à son siège comme gérant de la province. Nous ne combattons personne d'autre que le gouvernement qui garde tout l'argent pour en faire ce qu'il voudra, à sa discrétion.

Le premier ministre a dit que l'opposition ne veut pas donner aux campagnes ce qui existe ailleurs. Nous avons dit en deuxième lecture que nous étions favorables à favoriser les petits centres par tous les moyens possibles, pour éviter que les jeunes quittent la campagne pour les grandes villes. Au moment où se termine ce débat sur ce bill qui va faciliter, par une somme de \$10,000,000, la solution d'un problème qui s'élève à \$800,000,000, comme on l'a dit, je n'ai pas la prétention de croire qu'en votant pour la loi, nous allons sauver le monde, mais même si ce n'est pas suffisant, cela vaut mieux que rien.

Nous votons pour la loi, tout en protestant contre certaines de ses modalités, notamment celle qui a trait à la discrétion du gouvernement, en défendant ceux qui seront obligés, en 1958, de venir faire la promenade à Québec pour obtenir de l'argent qui devrait leur revenir de droit.

La motion principale proposant que le bill 6 soit maintenant lu une troisième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez,

Bertrand, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Tellier, Thibeault, Thuot, 75.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 6 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Voir les séances des 6 et du 7 décembre 1955, lors du débat sur le bill 19 (loi concernant le réseau routier de la province).

2. Voir la séance du 7 décembre 1955, lors du débat sur la troisième lecture du bill 19.

3. Député de Québec-Centre à l'Assemblée Législative de 1935 à 1939, il avait été élu sous la bannière de l'Action libérale nationale en 1935, avant de se faire réélire en 1936, cette fois pour l'Union nationale.

4. Après avoir rapporté ces propos et avant d'enchaîner avec la réplique du premier ministre, *Le*

Soleil du 16 décembre 1955, à la page 6, précise que "le débat se poursuit sur le même ton, pendant quelque temps encore".

5. Le journaliste de la *Gazette* situe ces propos lors du débat sur le bill 6 concernant la construction d'aqueducs; cependant, tous les autres journaux situent ces propos dans le débat sur les ressources hydroélectriques.

6. Les gauleiters étaient des chefs de district dans l'Allemagne nazie.

7. Union catholique des cultivateurs.

Séance du jeudi 15 décembre 1955

Présidence de l'honorable A. Taché et de l'honorable M. Tellier¹

La séance est ouverte à 3 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Propriété de Paul-Émile Laperrière

M. Bertrand (Missisquoi) propose, appuyé par le, que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Paul-Émile Laperrière, demandant l'adoption d'une loi concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Paul-Émile Laperrière, demandant l'adoption d'une loi concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements le bill 153 concernant les Services de santé du Québec - Quebec Health Services.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 190 modifiant la charte de la ville de Châteauguay;

- bill 180 autorisant la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne;

- bill 211 modifiant la charte des Missionnaires du Sacré-Cœur.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 196 autorisant la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon à imposer une taxe de vente.

Votre comité fait rapport qu'il réfère à votre honorable Chambre, pour considération, le bill 182 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Birgit Solveig Nordstrom à l'exercice de la profession dentaire, à certaines conditions.

Votre comité recommande de prolonger au 17 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1^{er} février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Services de santé du Québec

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 concernant les Services de santé du Québec - Quebec Health Services.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 153 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Châteauguay

M. Laberge (Châteauguay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Laberge (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pension de Pierre A. A. Dufresne

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 180 autorisant la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 180 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Missionnaires du Sacré-Cœur

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 211 modifiant la charte des Missionnaires du Sacré-Cœur.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 211 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Taxe de vente à Saint-Gabriel-de-Brandon

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 autorisant la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon à imposer une taxe de vente.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 196 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Roche (Chambly): J'ai l'honneur, à titre de président *pro tempore*, de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation du village de Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Tunnel Champlain inc., demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hubert, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Aldéa Thibeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant les fiduciaires de la succession de feu Paul-Émile Bourret à augmenter le montant de la pension payable à la pétitionnaire;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 17 janvier prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Paul-Émile Bourret

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant la succession de feu Paul-Émile Bourret.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 231 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Thetford Mines

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 217 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Saint-Hubert

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Villeneuve

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 constituant en corporation la ville de Villeneuve.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Tunnel Champlain inc.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 concernant Tunnel Champlain inc.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Juges municipaux suppléants

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 concernant les juges municipaux suppléants.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Démissions:

Orateur de la Chambre, M. Alexandre Taché

L'honorable M. Taché (Hull): Vu ma nomination comme juge de district, poste qui est incompatible avec la fonction de député et d'Orateur de l'Assemblée Législative, je donne ma démission comme député de Hull et comme président de cette Assemblée. Tout heureux que je sois de monter sur le banc, je puis vous assurer que ce n'est pas sans amertume que je quitte mon fauteuil d'Orateur².

(Applaudissements à droite)

M. le greffier informe la Chambre que la charge d'Orateur est vacante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³: Je dois informer la Chambre que c'est le bon plaisir du lieutenant-gouverneur qu'un nouvel Orateur soit

nommé. Je crois faire écho aux sentiments de tous en déclarant que nous voyons partir avec regrets le président qui s'en va occuper de hautes fonctions à Hull où il est devenu nécessaire d'avoir deux juges résidents. Il y a actuellement le juge Boucher, mais les rôles sont encombrés, et il est facile de comprendre que l'administration de la justice ne peut se faire aussi vite avec des juges d'en dehors du district qu'avec un juge résident. Et on sait que j'ai toujours favorisé la décentralisation de la justice dans toute la mesure du possible.

J'étais dans un dilemme. Le député de Hull (l'honorable M. Taché) est un de mes amis personnels qui a rempli ici, pendant un temps record, de hautes fonctions à la satisfaction de tous, et il fallait trouver un nouveau juge. J'ai demandé au député de Hull d'accepter cette fonction et il a acquiescé à ma demande: il a cru de son devoir de monter sur le banc.

Quant au successeur du député de Hull, son choix s'impose à cause de sa personnalité. Il est le fils très digne d'un père illustre qui a joué ici un rôle de première grandeur et qui a occupé de façon remarquable et rempli avec noblesse les hautes fonctions de juge. Si le regretté père du nouvel Orateur vivait encore, il partagerait, je n'en doute pas, avec moi la joie que j'éprouve à proposer la nomination de M. Maurice Tellier, député de Montcalm, comme le nouvel Orateur de cette Assemblée⁴.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Lapalme), que l'honorable M. Maurice Tellier, député du district électoral de Montcalm, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai grand plaisir à seconder cette motion. Elle sera ainsi adoptée à l'unanimité de toute la Chambre.

Je veux présenter au nouvel Orateur mes félicitations les plus sincères. J'ai peine à ne pas recourir au tutoiement qui nous est si familier car, depuis un quart de siècle, nous nous connaissons au Barreau de Joliette⁵. Je félicite le nouvel Orateur pour ses qualités personnelles, car je ne voudrais pas que tout le mérite de sa nomination retombe sur ses ancêtres. C'est en quelque sorte un cadeau du Jour de l'An que la Chambre lui décerne. J'en suis heureux pour lui, bien que je ne puisse pas lui promettre qu'il atteindra ou dépassera le record établi par son prédécesseur.

Quant à l'Orateur qui vient de nous quitter, je lui adresse de loin nos salutations et nos hommages.

Qu'il ait déclaré qu'à la joie de devenir juge se mêle un peu d'amertume, je le comprends, car on ne quitte pas sans regret un milieu comme celui-ci où l'on a travaillé si longtemps, et nous ne pouvons pas ne pas traîner derrière nous une partie de ce que nous quittons. J'espère que la tranquillité et la sérénité de la magistrature le reposeront un peu de la Chambre, où tout ne fut pas toujours aussi calme.

Adopté à l'unanimité.

M. le Greffier déclare la motion agréée *nemine contradicente* et proclame M. Maurice Tellier dûment élu Orateur de la Chambre. Ce dernier est ensuite conduit au fauteuil présidentiel par le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et le député de Matane (l'honorable M. Gagnon).

(Applaudissements)

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses remerciements à la Chambre comme suit:

Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi, je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de la Chambre, pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et nos privilèges, à faire respecter notre Règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée⁶.

Il (l'honorable M. Taché) prend place au fauteuil et la masse est posée sur le bureau.

Projets de loi:

Juges municipaux suppléants

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 concernant les juges municipaux suppléants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Comité des subsides

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Il profite de l'occasion pour présenter ses hommages au nouvel Orateur.

Adopté.

Comité des voies et moyens

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. Daniel Johnson, député du collège électoral de Bagot, soit nommé Orateur suppléant de la Chambre et président des comités pléniers.

Il fait l'éloge du député de Bagot et note qu'il a déjà eu l'occasion d'occuper le fauteuil à diverses reprises et de remplir avec honneur les fonctions qu'on lui confiait. Le député de Bagot, dit-il, a fait preuve des qualités nécessaires à la direction des débats en comité. Il a donné sa démission comme adjoint parlementaire du premier ministre⁷.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande alors au premier ministre s'il avait reçu une démission par écrit du député de Bagot.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'un membre du gouvernement démissionne il remet sa démission à la personne appropriée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Secondé, recommandé et félicité⁸.

La motion est adoptée.

(En voulant reprendre son siège, le député de Montréal-Outremont se heurte la tête sur le pupitre du député de Richelieu, M. Cournoyer, qui siège derrière lui⁹.)

(Rires)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) soulève une question de privilège. Un Orateur, dit-il, lorsqu'il s'adresse à l'Assemblée, devrait être le seul à posséder le privilège de déplacer son fauteuil.

Projets de loi:

Milton Weinstein

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 pour ajouter au nom de Milton Weinstein le nom de Winston soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession

J.-Ulysse Sainte-Marie

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 concernant la succession de J.-Ulysse Sainte-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi de l'électrification rurale;
- bill 9 modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;
- bill 22 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 26 pour venir en aide aux victimes du sinistre de novembre 1955, à Nicolet.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 concernant le réseau routier de la province;
- bill 107 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard;
- bill 108 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Blanka Richter Gyulai à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- bill 115 modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;
- bill 116 modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;
- bill 119 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement;
- bill 123 changeant le nom de Jacques Antonio Joseph André Gélinas en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers;
- bill 126 changeant le nom de Joseph Claude Vézina en celui de Joseph Claude Paradis;
- bill 130 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse du Christ-Roi, dans le diocèse de Joliette;
- bill 144 concernant la corporation du village de Pont-Rouge et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf;
- bill 148 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Boissinot à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec;

- bill 150 concernant Trinity Church-Quebec;
- bill 151 concernant la succession de John Skillman O'Meara;

- bill 156 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Koplewicz-Capelle au nombre de ses membres;

- bill 172 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Toth à l'exercice de la profession d'avocat.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 121 modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la quatorzième ligne du sous-article 3 à la page 2, le mot "dix" par le mot "quinze".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 135 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en insérant après le deuxième paragraphe, à la page 2, le paragraphe suivant:

"À son neveu Edmond Boileau Drolet, pareille pension ou rente annuelle de quinze dollars.

2. L'article 3 est modifié en y ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"Il est également autorisé à effectuer avec le consentement des héritiers actuels toute transaction qu'il jugera dans l'intérêt de la succession avec les ayants droit ou représentants de l'exécuteur qui l'a précédé, sur toute réclamation résultant de l'administration de ce dernier, sur la reddition de ses comptes et sur le paiement de tout reliquat."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 146 concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots "spécial de" par les mots "spécial n'excédant pas".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 162 autorisant la corporation municipale du village de Causapsal à imposer une taxe de vente, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "impôt spécial de" par les mots "impôt spécial n'excédant pas".

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 11 relatif à la juridiction des juges en matière d'assistance publique, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. L'article 266f de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, et modifié par l'article 6 de la loi 15-16 George VI, chapitre 30, est de nouveau modifié:

"a) en retranchant le paragraphe c;

"b) en classifiant comme c et d les paragraphes actuels d et e."

2. L'article 2, qui devient article 3 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "de l'article 1" par les mots "des articles 1 et 2".

3. L'article 3 devient article 4.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes du sous-article 6, les mots "dans un délai de deux ans de la sanction de la présente loi" par les mots "au plus tard le premier janvier 1958".

Projets de loi:

Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 121 modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Joseph-Aimé Massue

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 135 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Marie

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 146 concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Taxe de vente à Causapscal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 162 autorisant la corporation municipale du village de Causapscal à imposer une taxe de vente.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Juridiction en matière d'assistance publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 11 relatif à la juridiction des juges en matière d'assistance publique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Problèmes d'hospitalisation

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 23 modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;
- bill 20 concernant la Cour supérieure de la province de Québec;
- bill 29 concernant les ressources hydroélectriques de la province;
- bill 30 concernant l'Université Laval.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur informe la Chambre que M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, a apporté un second message dont il fait lecture:

Monsieur l'Orateur, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Un député de l'opposition pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y aura séance du comité des relations industrielles et la Chambre pourra s'ajourner à 10 h 30 ou 11 heures, demain.

M. Dupré (Verchères): Aurons-nous le budget avant de partir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le budget c'est pour l'année financière commençant le 1^{er} avril 1955. Nous vous avons donné les *Comptes publics* dès le premier jour de la session. Vous pourrez vous amuser avec cela.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif¹⁰.

Notification du nouvel Orateur

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:

Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

M. l'Orateur, je suis chargé par l'honorable lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, dans votre intelligence et dans votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu, et de vous informer que Sa Majesté vous reconnaît pour Orateur de l'Assemblée législative.

Sanction royale

L'honorable lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi affectant de nouvelles sommes aux prêts agricoles et augmentant le montant de ces prêts;

3 Loi modifiant la loi de l'électrification rurale;

4 Loi concernant la loi instituant une Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels;

5 Loi modifiant la loi de la prévention des incendies;

6 Loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout;

8 Loi modifiant la loi assurant l'établissement de centres médicaux de diagnostic dans la province;

9 Loi modifiant la loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

10 Loi modifiant la loi concernant le droit d'expropriation par certains hôpitaux;

11 Loi relative à la juridiction des juges en matière d'assistance publique;

12 Loi concernant le titre des membres de l'Assemblée législative de Québec;

13 Loi modifiant la loi pour stabiliser la petite industrie;

14 Loi concernant la Commission des accidents du travail de Québec et les régies des transports, des services publics et de l'électricité;

15 Loi concernant la pollution des eaux;

16 Loi modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;

17 Loi concernant l'exécution, en certains cas, des jugements en matière de pétition de droit;

18 Loi concernant la loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires;

19 Loi concernant le réseau routier de la province;

20 Loi concernant la Cour supérieure de la province de Québec;

21 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

22 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

23 Loi modifiant la loi relative aux problèmes de l'hospitalisation;

26 Loi pour venir en aide aux victimes du sinistre de novembre 1955, à Nicolet;

29 Loi concernant les ressources hydroélectriques de la province;

30 Loi concernant l'Université Laval;

102 Loi légalisant un certain acte intervenu entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal et le règlement numéro 2232 de la cité de Montréal;

103 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond S. Lette à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec, et fixant les conditions de cette admission;

106 Loi changeant le nom de Reginald Culmer Harvey-Jellie en celui de Reginald Culmer Harvey;

107 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard;

108 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Blanka Richter Gyulai à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

109 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, comté de Drummond;

110 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Trois-Pistoles, numéro 1 (village), dans le comté de Rivière-du-Loup;

115 Loi modifiant la charte de la ville de Côte-Saint-Luc;

116 Loi modifiant la charte de la ville Saint-Pierre;

119 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-Saint-Sacrement;

121 Loi modifiant la charte du Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau;

123 Loi changeant le nom de Jacques Antonio Joseph André Gélinas en celui de Jacques Antonio Joseph André Gélinas-Desaulniers;

124 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Mont-Joli;

125 Loi concernant le titre de propriété d'un emplacement ayant appartenu à Gaspard Collet;

126 Loi changeant le nom de Joseph Claude Vézina en celui de Joseph Claude Paradis;

128 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la cité de Sorel;

129 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Sorel et Tracy;

130 Loi étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse du Christ-Roi, dans le diocèse de Joliette;

135 Loi concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue;

144 Loi concernant la corporation du village de Pont-Rouge et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf;

146 Loi concernant la corporation du village Sainte-Marie, comté de Beauce;

148 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Boissinot à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec;

150 Loi concernant Trinity Church-Quebec;

151 Loi concernant la succession de John Skillman O'Meara;

156 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Michel Koplewicz-Capelle au nombre de ses membres;

162 Loi autorisant la corporation municipale du village de Causapscaal à imposer une taxe de vente;

172 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Toth à l'exercice de la profession d'avocat.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés, précédés de M. l'Orateur reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Si les noms de deux Orateurs figurent au début de cette séance, c'est que les deux vont présider successivement aux débats de la Chambre, à cause de la démission de M. Taché.
2. *Le Soleil* du 16 décembre 1955, à la page 3, précise que "M. Taché a immédiatement quitté le parquet de la Chambre pour se retirer dans ses appartements." D'après *L'Action catholique* du 16 décembre 1955, à la page 1, "M. Taché était visiblement ému lorsqu'il a fait part de sa démission à ses collègues. Il était Orateur de la Chambre depuis le 7 janvier 1945. C'est lui qui a occupé ce poste le plus longtemps dans toute l'histoire de la province." Le même journal ajoute: "L'accession de l'honorable M. Taché à la magistrature était prévue, mais on ne savait pas qu'elle se produirait aussi tôt. La rumeur de sa démission comme président a commencé à circuler au début de l'après-midi lorsqu'on a appris que l'ouverture de la séance était reportée à 4 heures moins quart." *Le Devoir* rapporte, lui aussi dans son édition du 16 décembre, à la page 3, que "Sa voix était à peine perceptible quand il a terminé sa très brève allocution."
3. "Le premier ministre, suivant le Règlement, s'est adressé au greffier de la Chambre qui doit présider en l'absence d'un Orateur régulièrement nommé", selon *Le Soleil* du 16 décembre 1955, à la page 3.
4. Le père de Maurice Tellier, Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), en plus d'avoir été avocat et juge, a été député à l'Assemblée Législative durant plusieurs années; il a été député de Joliette de 1892 à 1915 et chef de l'opposition de mars 1909 à février 1915.
5. D'après le *Quebec Chronicle* du 17 décembre 1955, à la page 3, MM. Lapalme et Tellier, bien qu'adversaires politiques, sont de grands amis. Le journal précise que leurs familles étaient voisines depuis plus d'une génération à Joliette.
6. Selon *L'Événement* du 16 décembre 1955, à la page 1, "M. Maurice Tellier a employé la formule de remerciements consacrée par l'usage."
7. Le journaliste Pierre Laporte, dans son ouvrage *Le vrai visage de Duplessis* (2e éd., Montréal, Éditions de l'Homme, 1960, 140 p.), nous donne une précision intéressante à propos de cette nomination. Voici ce qu'il en dit (page 69): "Monsieur Daniel Johnson venait d'être nommé vice-président de la Chambre. Après avoir annoncé cette nomination, monsieur Duplessis dit: "J'ai accepté la démission de M. Johnson comme adjoint parlementaire du premier ministre." *Le démissionnaire* eut l'air plus surpris que tout le monde!"
8. Selon *La Tribune* du 16 décembre 1955, à la page 6, M. Lapalme aurait plutôt dit "Je recommande et félicite."
9. Voici comment *Le Soleil* du 16 décembre 1955, à la page 8, rapporte l'incident en question: "S'attendant sans doute à un plus long discours, M. Arthur Dupré, voisin de pupitre de M. Lapalme, avait tiré le fauteuil du chef de l'opposition, pour lui donner plus d'espace. Comme conséquence, le chef de l'opposition dut faire un spectaculaire exercice d'acrobate pour ne pas choir par terre, en voulant reprendre son siège. Toute la Chambre était de belle humeur et l'incident passa quasi inaperçu (sic)." *La Presse* du même jour, à la page 10, nous donne plus de détails; après avoir expliqué le geste de M. Dupré, elle ajoute: "(...) En voulant reprendre son siège, M. Lapalme s'est heurté la tête sur le pupitre de M. Gérard Courmoyer, qui siège derrière lui. Toute la Chambre était alors d'excellente humeur, (...) Et l'incident passa à peu près inaperçu. Tous ceux qui en eurent connaissance, toutefois, ont ri de bon cœur. M. Lapalme a été le premier à se moquer de l'incident." *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2, précise, à propos du geste du député de Verchères (M. Dupré), qu'il a agi "comme il le fait souvent" en retirant la chaise du chef de l'opposition. Toujours selon *Le Nouvelliste*, "Le tout (...) fut accompagné d'une tempête de rires de part et d'autre dans la Chambre. Cet incident caractérise assez bien l'atmosphère qui a régné hier à l'Assemblée Législative."
10. *Le Soleil* du 16 décembre 1955, à la page 3, nous informe que "la séance est suspendue pour permettre à la Chambre haute de disposer de certains projets de loi", et que cette suspension dure 20 minutes.

Séance du vendredi 16 décembre 1955

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des relations industrielles.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 7 modifiant la loi des accidents du travail.

Projets de loi:

**Loi des
accidents du travail**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 7 modifiant la loi des accidents du travail.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du lieutenant-gouverneur:

**Budget supplémentaire
1955-1956 (1)**

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (No 1) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 16 décembre 1955
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire (no 1) qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides:

**Budget supplémentaire
1955-1956 (1)**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de recherches minières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts - Routes (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Résolu qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1955-1956 (1)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1956, il sera permis de tirer du fonds consolidé de la province, une somme ne dépassant pas \$1,920,000.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 1, 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je consens à l'adoption immédiate du budget supplémentaire, à la condition de pouvoir en discuter lorsque viendra,

après l'ajournement des fêtes, le budget de l'exercice 1956-1957.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 refondant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission scolaire de Saint-Hubert

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Villeneuve

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 constituant en corporation la ville de Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Tunnel Champlain inc.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant Tunnel Champlain inc. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Paul-Émile Bourret

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant la succession de feu Paul-Émile Bourret soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 231 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Thetford Mines

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 27 concernant les juges municipaux suppléants;
- bill 7 modifiant la loi des accidents du travail.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

16 décembre 1955

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 32 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

7 Loi modifiant la loi des accidents du travail;

27 Loi concernant les juges municipaux suppléants.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

32 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹:**

Nous pouvons nous rendre le témoignage que, dans cette première partie de la session provinciale, un travail fructueux a été accompli. Nous voilà rendus à la période des fêtes. Il convient, en conséquence, d'échanger les vœux d'usage. Il est raisonnable que les députés puissent passer les fêtes dans leurs foyers. Je souhaite à chacun santé et bonheur. Aux membres de l'opposition, je souhaite en particulier beaucoup de bonheur qu'ils obtiendront par une bonne conduite et beaucoup de patience, de cette patience qu'ils doivent avoir à un haut degré en prévision de ce qui les attend prochainement. Il souhaite une bonne et heureuse année aux ministériels.

Il (l'honorable M. Duplessis) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mardi 10 janvier 1956.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je souhaite bonne santé et du bonheur à tous les membres de l'Assemblée législative. Au premier ministre qui a offert des vœux de patience aux députés de l'opposition, je dirai que cette vertu de patience est fort bien aguerrie du côté des libéraux. Mais il convient, à ce moment, de souhaiter beaucoup de courage aux ministériels en face des orages qui s'amoncellent à l'horizon pour beaucoup d'entre eux. Ils en auront besoin pour résister aux orages que déchainera l'opposition pendant la dernière partie de la session.

La motion d'ajournement est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y aura une séance des comités, ce matin-là, pour étudier la législation privée.

Adopté.

La séance est levée à midi.

NOTE

1. D'après *Le Soleil* du 17 décembre 1955, à la page 3, "L'atmosphère qui prévaut ordinairement dans la Chambre verte était totalement changé (sic) hier midi quand le premier ministre a annoncé son intention de donner congé aux députés d'ici le 10 janvier prochain. On s'interpelait (sic) d'un côté (sic) et d'autre et les adversaires politiques d'hier étaient devenus des amis, échangeant des souhaits de bonne et heureuse année."

Séance du mardi 10 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Bishop's College

M. French (Compton) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Bishop's College, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Bishop's College, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Trans-Canada Pipe Lines Ltd.

M. Roche (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Trans-Canada Pipe Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Trans-Canada Pipe Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited.

André Langlais

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cloutier), que les articles 615 et 616 du Règlement

soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de André Langlais, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat après examens, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de André Langlais, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat après examens.

Propriété de Léonard Dulude

M. Johnson (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Jeannotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Léonard Dulude, demandant l'adoption d'une loi le déclarant propriétaire de certains immeubles, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Léonard Dulude, demandant l'adoption d'une loi le déclarant propriétaire de certains immeubles.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 200 pour ajouter au nom de Milton Weinstein, le nom de Winston;
- bill 186 concernant le testament de Romulus Dufresne;

- bill 152 concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 138 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 223 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;
- bill 164 refondant la charte de la cité de Jonquière;
- bill 208 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent;
- bill 213 modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 173 modifiant la charte de la cité de Westmount;
- bill 169 constituant en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule.

Projets de loi:

Milton Weinstein

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 pour ajouter au nom de Milton Weinstein, le nom de Winston.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 200 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Testament de Romulus Dufresne

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 concernant le testament de Romulus Dufresne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Standard Chemical Ltd. et Beauharnois L. H. & P. Co.

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 concernant la vente d'un lot à Standard Chemical Limited par Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 152 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Shawinigan Falls

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 223 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 223 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Jonquière

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 refondant la charte de la cité de Jonquière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Auger (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Laurent

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 208 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 208 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Westmount

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 modifiant la charte de la cité de Westmount.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 173 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 constituant en corporation l'Union canadienne des moniales de l'Ordre de Sainte-Ursule.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 169 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de F. C. Dillon et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de maîtres opérateurs thermiques de la province de Québec;

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à fixer les taxes municipales;

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Luc Prud'homme et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire confirmer le droit de vente une propriété immobilière;

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Dorval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Roxboro, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de L'Abord-à-Plouffe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de LaSarre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la paroisse de L'Assomption, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la succession Aldéric Brunet, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de disposer d'un immeuble.

Projets de loi:

Charte de LaSarre

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la

charte de la ville de LaSarre et concernant la commission scolaire du village de LaSarre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lauzon

M. Poirier (Bellechasse) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Maîtres opérateurs thermiques

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 des maîtres opérateurs thermiques de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bromptonville

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Aldéric Brunet**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 191 concernant la succession de feu Aldéric Brunet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'Abord-à-Plouffe

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 233 concernant la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Joseph Prud'homme**

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 relatif à la succession de Joseph Prud'homme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Joliette**

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Paroisse de L'Assomption

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Grand'Mère**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Roxboro

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 concernant la ville de Roxboro.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Acquisition de
territoires forestiers**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Subvention spéciale
pour Québec**

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 accordant une subvention spéciale à la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Cour
de bien-être social**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 concernant la Cour de bien-être social.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Institut de microbiologie et d'hygiène,
Université de Montréal**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Taxation municipale et scolaire de
l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Ltd.**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 concernant les contribuables municipaux et scolaires de la cité de Québec et Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited.

Je présente cette loi pour rétablir la justice et pour favoriser les contribuables municipaux et scolaires de la ville de Québec qui ont actuellement des difficultés financières considérables, comme l'expliquera bientôt le ministre des Affaires

municipales. Il y a, parmi ces contribuables, des propriétaires de journaux qui paient, eux, des taxes sans réduction, comme tous les autres citoyens. Pour sa part, l'Anglo-Canadian jouit depuis longtemps d'une exemption de taxes municipales et scolaires, mais certaines autorités de l'Anglo-Canadian se donnent une importance qui justifie de penser qu'elles se croient un État dans l'État. Je ne vois pas pourquoi cette compagnie continuerait à jouir d'un statut privilégié.

L'an dernier, j'ai demandé à plusieurs reprises aux fabricants de papier de penser aux propriétaires de journaux du Québec, de reconnaître leur situation particulière, eux qui sont en même temps les copropriétaires de la forêt. Or, le président de l'Anglo-Canadian, M. Little¹, a fait fi de cette requête et il a augmenté le prix du papier de \$3 la tonne. Avant l'ajournement de la Chambre, en décembre, j'ai présenté une loi de contrôle du prix et de la distribution du papier journal². J'ai formulé l'espoir que ce contrôle, que j'ai qualifié d'anormal, ne deviendrait pas nécessaire à la suite du rétablissement de la situation normale par la compréhension de tous les intéressés; j'avais l'espoir qu'il ne serait pas nécessaire de présenter le projet de loi en deuxième lecture. Mais, après la présentation de notre loi en première lecture, le même M. Little a encore une fois augmenté le prix du papier, ajoutant \$1 à la somme de \$3 déjà annoncée, ce qui faisait une hausse de \$4 la tonne. C'est une véritable provocation aux contribuables de Québec.

Nous avons donc décidé d'abolir les exemptions de taxes dont jouit la compagnie de la part de la cité et de la Commission scolaire de Québec. Cette exemption de taxes porte une valeur globale de \$3,500,000. Nous abolissons cette exemption et nous portons la valeur des biens de la compagnie à \$7,000,000, alors que certains biens de l'Anglo-Canadian sont évalués actuellement à \$3,500,000.

Nous n'allons pas au montant de l'évaluation municipale actuelle qui est de \$7,500,000. De plus, nous forçons la compagnie à payer à la ville et à la Commission scolaire de Québec une somme de \$108,000 avant la fin de la présente année fiscale 1955-1956, et une autre somme égale, de \$108,000, avant le 1^{er} septembre.

Dans l'intervalle, la ville de Québec prendra les mesures voulues pour évaluer les propriétés de la compagnie à leur valeur réelle et la compagnie paiera le montant additionnel de taxes approprié. Les propriétés de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Company seront évaluées sur le même pied que les

propriétés des autres citoyens et, à l'avenir, l'Anglo-Canadian payera ses taxes comme les citoyens ordinaires. Nous verrons cependant à ce que la ville fasse une juste évaluation des biens de la compagnie; nous verrons à ce que la compagnie ne paie pas un sou de taxes de plus qu'elle ne doit payer, mais qu'elle paie au moins autant que les propriétaires de journaux de Québec.

Les réductions de taxes de la cité de Québec à l'Anglo-Canadian sont finies pour toujours. L'Anglo-Canadian devra faire son premier paiement de \$108,000 à la cité de Québec dans les trente jours qui suivront la sanction de la loi. Et veuillez croire que cette procédure ne traînera pas en longueur.

(Applaudissements à droite)

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Bons du Trésor, mars 1955

M. Lapalme (Montréal-Outremont): 1. Quel était le montant total des bons du Trésor de la province en cours: a) le 1^{er} mars 1955? b) le 15 mars 1955? c) le 26 mars 1955?

L'honorable M. Gagnon (Matane): a) \$46,000,000; b) \$43,000,000; c) Aucun.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quel était le montant total des bons du Trésor de la province en cours le 30 novembre 1955?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il est notoire - et le député qui pose la question ne saurait l'ignorer - que les bons du Trésor atteignent, en règle générale, leur point le plus élevé au cours des mois d'octobre, novembre (date mentionnée) et décembre. (Voir *Journaux de l'Assemblée législative 1953-1954*, page 204, et *Journaux de l'Assemblée législative 1954-1955*, page 142) Il convient de noter que les revenus provenant de la taxe sur les corporations (profits et capital) ne sont, en grande partie, perçus qu'en janvier, mars et mai.

Le 30 novembre 1955, les bons du Trésor en cours s'élevaient à \$54,000,000.

Emprunts d'Hydro-Québec

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Le gouvernement a-t-il, au cours de l'exercice clos

le 31 mars 1955, emprunté de l'argent d'Hydro-Québec?

2. Dans l'affirmative:

a) À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?

b) Quel en est le montant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Voir *Comptes publics* 1955, produits dès le premier jour de la présente session, page 2, C-23.

Emprunts de la Commission des liqueurs

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Le gouvernement a-t-il, au cours de l'exercice clos le 31 mars 1955, emprunté de l'argent de la Commission des liqueurs?

2. Dans l'affirmative:

a) À quelle date chacun des emprunts a-t-il été effectué?

b) Quel en est le montant?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Non.

Solde des comptes de banque du gouvernement

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): De quel montant étaient soutirés les comptes de banque de la province le 30 novembre 1955?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Aucun compte de banque de la province n'était soutiré le 30 novembre 1955. Loin de là, la province avait en dépôts en banque, la somme de \$6,481,342.42.

Obligations de la cité de Jacques-Cartier

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Relativement aux obligations de la cité de Jacques-Cartier, au montant de \$1,750,000, que le gouvernement détient dans ses fonds d'amortissement, comme il apparaît à l'État A-17 des *Comptes publics* 1954-1955, de quelle personne ou institution financière le gouvernement a-t-il acheté:

a) les \$750,000 d'obligations à 4 % et à quel prix?

b) le \$1,000,000 d'obligations à 5 % et à quel prix?

L'honorable M. Gagnon (Matane): a) Crédit Interprovincial Limitée à 98.875 %;

b) Crédit Interprovincial Limitée à 97.43 %.

Dépôt de documents:

Rapports de la commission Héon sur les problèmes de la législation agricole

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre six rapports de la commission Héon, dont le dernier est daté du 29 septembre 1955 (Loi relative aux problèmes de législation agricole, 15-16 George VI, chapitre 7). (Documents de la session no 9, 10, 11, 12, 13 et 14).

Voici le rapport Héon. J'espère que l'opposition le lira et surtout le comprendra!

M. Dupré (Verchères): Est-ce que le premier ministre l'a lu?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et compris!

Projets de loi:

Acquisition de territoires forestiers

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

Adopté.

Subvention spéciale pour Québec

L'honorable M. Prévost (Montmorency) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 accordant une subvention spéciale à la cité de Québec.

Adopté.

Cour de bien-être social

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 35 concernant la Cour de bien-être social.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1955-1956 (2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (no 2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 10 janvier 1956
(Document de la session no 2A)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire (no 2) qui l'accompagne.

Adopté.

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1957, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du gouvernement
Québec, le 10 janvier 1956
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les estimés budgétaires pour l'année fiscale 1956-1957 sont déposés. À raison de l'expansion fantastique de la province dans tous les domaines, il est nécessaire de consacrer des montants plus substantiels à des œuvres vitales comme l'éducation, la santé, l'agriculture et la colonisation. On constatera par exemple que, dans le domaine de l'éducation, les dépenses ordinaires, qui s'élevaient l'an dernier à \$46,569,000, s'élèvent cette année à \$57,381,000. Si l'on tient compte des sommes consacrées à l'éducation par les départements autres que celui de l'Instruction publique, on en arrive à un total de plus de \$75,000,000.

Le budget de la santé, qui l'an dernier s'élevait à la somme de \$60,012,000, est porté à \$65,231,000. Des sommes importantes seront consacrées à la construction d'hôpitaux pour maladies mentales et à l'établissement de centres médicaux de diagnostic.

Les nécessités de pourvoir à la législation sociale et à faire face aux nombreuses demandes concernant l'éducation spécialisée justifient l'augmentation des sommes demandées par le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse. L'agriculture et la colonisation, la voirie et les travaux publics sont toujours l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement. L'accroissement des revenus justifie les augmentations budgétaires. Même si les dépenses sont élevées, il n'est pas question d'un budget déficitaire. Le total de \$374,101,427 se divise comme suit: \$289,175,427 pour les dépenses ordinaires, \$56,465,000 pour les dépenses en immobilisations et \$28,461,000 pour le service de la dette.

Il propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant par cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai pas l'intention de reprendre les arguments qui militent en faveur d'un *Hansard*, ou rapport officiel des débats de la Chambre. Le premier ministre a lui-même admis que la question était importante quand, l'an dernier, il a dit qu'il allait "l'étudier sérieusement".

Actuellement, nous devons nous référer aux journaux pour citer des débats antérieurs; nous n'avons rien d'officiel. Certaines choses sont peu rapportées parce que les journalistes y attachent peu d'importance, parce que le débat a été très court, ou pour toute autre raison. Il est donc impossible de nous référer à ces journaux pour nous documenter sur ce qu'un député a pu dire. Les Parlements les plus importants du monde ont un *Hansard* ou, quelle que soit l'appellation que l'on donne à ce document, un compte rendu sténographique de leurs débats. Pourquoi n'aurions-nous pas le même service ici?

La question du coût d'un tel service pouvait être résolue, car au moins une province, la Saskatchewan, a réussi à mettre sur pied un *Hansard* qui ne coûte pas plus de \$10,000 par année. Je suggère au gouvernement de faire dès la présente session une expérience pour que tout le monde sache à quoi s'en tenir.

M. Savard (Québec-Ouest): S'il y avait un *Hansard*, on verrait que je suis souvent intervenu, depuis trois ans, pour obtenir de l'aide du gouvernement pour la ville de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a d'abord un problème de dépenses. La province se développe à un rythme rapide, et cela nécessite des travaux importants, qui sont plus importants que la reproduction de certains discours. Un *Hansard* coûterait de \$50,000 à \$100,000 par année, somme considérable si l'on songe à tous les besoins. Il y a des dépenses plus importantes que celle-là, par exemple la construction des écoles, des routes, des ponts, etc. J'ajouterais qu'il y a peu de sténographes qui peuvent prendre un discours.

Je ne voudrais pas, avec un *Hansard*, faire de la peine à l'opposition en rapportant des discours comme celui du chef de l'opposition qui déclarait que le débat sur le discours du trône, c'était une perte de temps, ou comme celui du député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui déclarait que le Parti libéral tient les gens qu'il contrôle dans la pauvreté. On avouera que je veux ménager l'opposition!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et voilà pourquoi votre fille est muette! Si je voulais suivre le premier ministre sur le terrain qu'il vient de choisir, je lui dirais que nous voulons, nous, que ses discours soient réellement rapportés tels qu'il les prononce; nous voudrions que les paroles du premier ministre puissent être publiées sans fard!

Quant à prétendre qu'un *Hansard* coûterait \$100,000, je crois que c'est exagéré. Je crois qu'il est nécessaire que nous ayons un rapport détaillé de ce qui se passe en Chambre. Un tel rapport rendrait de grands services. Pour le grand public comme pour les députés eux-mêmes, une telle publication comporte de nombreux avantages. Par exemple, quand un électeur veut savoir ce que son député a dit à telle occasion, sur une question quelconque, il peut obtenir facilement le texte de son discours. Autrement, il doit se référer aux journaux qui ne publient souvent qu'un résumé du discours. Le public peut ainsi se renseigner de façon beaucoup plus exacte et certaine. Le *Hansard* facilite également le travail des députés, en particulier du chef de l'opposition, un peu pour les mêmes raisons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On paraît oublier que les documents de l'Assemblée législative fournissent déjà beaucoup de renseignements. Les lois sont imprimées, le procès-

verbal de la session est imprimé, le résultat des votes est imprimé. Et je crois que la parole n'a pas l'importance d'une loi, d'un vote.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre est-il contre un *Hansard*?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis contre une dépense se rapportant à un discours par opposition à un vote se rapportant à une réalisation pour la province. Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle certaines paroles prononcées à Ottawa par le député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je dirai au premier ministre que je n'ai rien à renier de ce que j'ai pu déclarer à Ottawa⁴. Je pense exactement la même chose. L'opposition, contrairement au premier ministre, ne craint pas de voir publier les paroles qu'elle prononce. Le gouvernement craint par-dessus tout que l'électorat soit dégoûté de lui comme il le serait s'il savait réellement ce qui se passe en Chambre.

Nous voulons un *Hansard* parce que, quand on dit à l'un de nos électeurs qu'un membre du gouvernement, que le premier ministre, a dit certaines choses en Chambre, par exemple qu'il a traité un adversaire, un citoyen de "pourceau", on éprouve beaucoup de difficultés à se faire croire.

Les mots que nous leur rapportons leur paraissent incroyables. Les gens nous disent: Mais ça n'a pas de bon sens! Pourtant, ce n'est que trop vrai, hélas! Une telle publication constitue une véritable photographie des débats. Refuser un *Hansard*, c'est faire une économie de bouts de chandelle, car la province, avec un *Hansard*, aurait connu le vrai visage de l'Union nationale et l'aurait chassée du pouvoir après au plus quatre ans, ce qui eût représenté une économie considérable. C'est pourquoi je ne crains pas d'affirmer que si l'Union nationale est au pouvoir depuis 12 ans, c'est parce qu'il n'y a pas de *Hansard*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il fallait avoir un *Hansard*, des paroles comme celles que prononçait le député, il y a quelques années, y seraient consignées. Il disait: "Plus une province se donne aux libéraux, plus elle s'appauvrit".

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre. Si le premier ministre veut citer le *Hansard*, dit-il, je n'ai pas d'objection, mais, s'il lit un rapport de journaux, je dis qu'il est hors d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est parfaitement justifiable de citer le discours du député de Saint-Maurice sans référer à un *Hansard*.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le présent débat porte uniquement sur le *Hansard* et ne doit pas s'étendre aux discours prononcés en dehors de la Chambre.

Depuis le début, nous parlons de rapports officiels, en Chambre, et le député de Saint-Maurice ne veut pas s'écarter du sujet. Si le premier ministre commence à citer des discours sans préciser d'où vient la citation, où cela va-t-il nous conduire?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice prétend qu'il n'a pas changé d'idée depuis les déclarations qu'il a faites à Ottawa. Et le premier ministre a demandé au chef de l'opposition de le surveiller. Le député de Saint-Maurice a déclaré:

"Ce qui peut arriver de pire à une province, c'est de se donner au Parti libéral". Comme il est incapable de nier avoir prononcé de telles paroles et qu'il veut dire quelque chose pour répondre au premier ministre, il dit: "hors d'ordre".

M. Hamel (Saint-Maurice): À la suite du débat qui se poursuit présentement, je crois plus que jamais à la nécessité d'un *Hansard*. Les paroles citées par le premier ministre ont été citées 100 fois dans le comté de Saint-Maurice et les électeurs m'ont donné une majorité de 4,000 voix.

Actuellement, il n'est question que de la création d'un *Hansard*. Tous les députés pourraient alors être traités avec justice. Nous n'aurions pas des rapports synthétisés, mais des rapports complets.

M. le président: Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) s'est objecté à ce que, dans un débat sur le *Hansard*, on cite des découpages de journaux. Je rejette le point d'ordre, car le député de Saint-Maurice a lui-même donné l'exemple en parlant, dans le présent débat, d'un discours rapporté par des journaux et qui n'a jamais été prononcé⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice n'a jamais réussi à se faire réélire deux fois et il ne sera certainement pas réélu aux prochaines élections.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai été élu en 1945 et 1952; le premier ministre ne peut donc pas dire que je n'ai pu me faire élire deux fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas dit que le député ne pouvait pas se faire élire deux fois, mais qu'il ne pouvait pas se faire réélire, ce qui n'est pas la même chose. Ses électeurs l'ont essayé une fois à Ottawa, ils l'ont envoyé promener après quatre ans; il en sera de même la prochaine fois à Québec. Ils l'ont essayé en 1952; ils l'ont vu à l'œuvre, ils ne se risqueront pas à l'envoyer une deuxième fois ici. Ils le renverront chez lui. La prochaine fois, le comté de Saint-Maurice aura un bon député.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mes voix n'ont fait qu'augmenter. En 1944, j'en avais 4,000; j'ai été élu en 1945 avec 9,000; en 1949, j'en avais 12,000 et, cette fois, j'ai été élu avec 15,000. Le premier ministre est sur son déclin, moi, je monte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je m'excuse de donner tant d'importance au député. En 1944, il se présentait à Québec contre l'Union nationale; les électeurs l'ont écrasé. En 1945, ils l'ont élu à Ottawa parce qu'il se présentait contre les libéraux; en 1949, après l'avoir expérimenté, ils l'ont battu. Il se fera encore battre la prochaine fois.

Une publication comme le *Hansard* représenterait une dépense non justifiée, étant donné tout ce qu'on dépense déjà pour les documents de la Chambre, qui fournissent déjà d'amples renseignements. Les milliers de piastres qu'on dépenserait pour le *Hansard* peuvent être consacrés à des fins beaucoup plus pratiques⁶.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le débat est à lui seul la meilleure preuve qu'une publication comme le *Hansard* est nécessaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses - Bibliothèque de la

Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature - Bibliothèque de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Il s'agit surtout de publicité payée dans les journaux. Les officiers de mon département ont donné dans les écoles des conférences pour lesquelles les commissions scolaires ont été grandement reconnaissantes. C'est un mouvement excellent que nous avons l'intention d'intensifier.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai donné, au début de la présente session, certaines suggestions relatives aux enfants qui traversent les rues⁷. Ces suggestions devraient être suivies.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Une expérience a été commencée à Montréal. On a envoyé dans quelques écoles un officier de circulation capable de s'exprimer pour démontrer, à l'aide de sa voiture, les manœuvres de l'automobiliste.

Ce système aurait donné des résultats pratiques. Les améliorations apportées à la suite de la campagne d'éducation menée dans les écoles ont apporté des réductions sensibles dans les taux d'assurance.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai vu un film dans lequel des officiers de la circulation avaient installé, près de certaines écoles, des mâts au bout desquels flottait un drapeau de sécurité. Lorsqu'il arrivait un accident près d'une école le drapeau était descendu. Cela frappait beaucoup l'imagination de l'enfant. L'éducation sur la sécurité des routes est un mouvement qui ne doit être ralenti jamais. Il loue les brigades scolaires et réclame des panneaux-réclames prêchant la sécurité sur les routes à certains endroits stratégiques.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Certaines compagnies attirent l'attention sur la prudence en élevant de ces panneaux-réclames. La campagne d'éducation en ce sens sera intensifiée.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Codification des lois municipales (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Un député de l'opposition demande des explications.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Le premier jet est terminé. Nous avons commencé la révision de la loi des cités et villes. Il restera à exécuter un certain travail de concordance. Il faudra aussi voir si certaines lois statutaires ne peuvent pas

être incorporées. Le travail a débuté en 1946 ou 1947, mais il a été suspendu pendant quatre ans. Une somme de \$45,146.67 a été dépensée jusqu'à ce jour pour la codification. MM. Charles de L. Mignault et J.-L. Doucet, ainsi que votre humble serviteur, n'ont reçu aucune rémunération pour ce qu'ils ont fait.

Un député de l'opposition demande comment les crédits ont été employés.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Je vais répondre en prenant une année au hasard, soit 1950-1951. Quinze mille dollars ont été votés pour cet exercice financier; sur cette somme, \$4,400 ont servi directement à la codification et l'on a payé les salaires de six employés du ministère, notamment le salaire de l'officier en loi Nadeau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me rappelle avoir moi-même parlé autrefois du travail de codification de la Commission formée en 1912. Soixante-dix mille dollars ont été dépensés pour cette commission. Or, le code qu'elle a rédigé est une œuvre pleine de confusion. Il a donné lieu à nombre de procès. À ce propos, le gouvernement est parvenu à en éviter quelques-uns en prenant à sa charge certains travaux. Le Code municipal est si compliqué que nous avons décidé de le modifier. La révision a débuté avec la collaboration d'un expert en affaires municipales, le ministre d'alors, et des employés de son ministère qui avaient de grandes connaissances des questions municipales. Puis on a confié à un seul homme le soin de rédiger le texte définitif.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Tout le monde a à se plaindre du Code municipal. Dix ans pour en arriver à l'exécution d'un travail qui n'est qu'un premier jet, c'est long. Enlevons même quatre années. Restent six ans. Pendant toutes ces années, on aurait pu faire autre chose qu'un premier jet. Apparemment, M. Dussault serait payé à l'année pour faire cela. Le ministre dit qu'il a travaillé à la codification. Je ne conçois pas qu'un ministre puisse avoir du temps pour une telle tâche.

En 10 ans, on a voté \$90,000 pour le travail; sur ce montant, \$45,000 seulement auraient été dépensés. Ce que je critique surtout, c'est que la codification n'ait pas encore été faite. On dirait qu'il s'agit d'une véritable toile de Pénélope qu'on défait au fur et à mesure qu'on la tisse. Le ministre peut-il nous dire quand le travail sera terminé? Ça ne lui prendrait pas trois ans pour l'exécuter lui-même. L'an dernier, le ministre nous avait dit qu'on finissait

le premier jet. Douze mois après, presque jour pour jour, il nous déclare qu'on vient de terminer ce premier jet.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Faisons une petite comparaison. Avant de publier le code de 1916, il a fallu sept ans de travail d'une commission dont deux juges faisaient partie. Et tous reconnaissent que la Commission n'avait pas tellement amélioré le code. Pourtant, l'on disait qu'elle avait accompli un travail considérable. Le travail actuel est bien plus compliqué, car nos problèmes d'aujourd'hui sont beaucoup plus complexes que ceux de 1916. De plus, si l'on veut obtenir un texte meilleur qu'en 1916, il faut apporter au travail plus de soin, plus de minutie, d'attention, d'étude, il faut reprendre plusieurs fois la rédaction de certains passages.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les conseils des gens qui ont travaillé à la codification ont été souvent utiles aux législateurs. Le travail de codification est d'autant plus long qu'il faut tenir compte de suggestions innombrables et parfois contradictoires formulées par des corps publics tels que les municipalités et les conseils de comté. Il faut également respecter l'opinion publique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'urbanisme (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

**Budget des dépenses
1956-1957**

En comité:

Le comité poursuit l'étude des crédits budgétaires.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

22. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inspection et protection (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères)⁸ présente à la Chambre certaines plaintes des pêcheurs gaspésiens qui souffrent de la concurrence des gros chalutiers à moteur venant du Nouveau-Brunswick. Le gouvernement, dit-il, pourrait-il faire quelque chose pour protéger les pêcheurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁹:

La province de Québec n'a aucune juridiction pour empêcher les pêcheurs de la province voisine de pêcher dans la Baie-des-Chaleurs.

M. Dupré (Verchères): Les pêcheurs se découragent devant cette concurrence et ils abandonnent petit à petit leur métier, un métier qui ne les fait plus vivre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nos pêcheurs ont de bons revenus. Il cite des chiffres

démontrant que certains pêcheurs ont vendu du poisson pour des sommes variant de \$15,000 à \$25,000 en 1955.

M. Dupré (Verchères): Ce sont des gens qui ont de gros chalutiers. Ceux pour qui je parle sont les petits pêcheurs des côtes. Ce sont eux qui quittent le métier.

M. Pinard (Drummond) cite les statistiques officielles du gouvernement de Québec pour prouver que le revenu du pêcheur québécois a diminué continuellement pendant qu'il augmente au Nouveau-Brunswick.

M. Bédard (Québec) cite des statistiques pour conclure à une diminution générale de 70 % dans les revenus de la pêche durant les 10 dernières années du gouvernement de l'Union nationale. Les prix ont également diminué pour toutes les sortes de poissons, dit-il. Ce qui explique qu'il y a plus de Gaspésiens à Montréal qu'en Gaspésie. Je suggère qu'on dépense plus d'argent pour aider directement le pêcheur. Un excellent moyen serait d'instituer une sorte d'assurance-chômage pour le pêcheur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le député n'a pas droit de parler d'autre chose que de la protection du poisson, dit-il. L'opposition continue sa tactique d'employer les statistiques pour dénigrer la province de Québec. La Gaspésie, tout comme le Saguenay, se développe à pas de géant. C'est parce que l'industrie requiert plus de main-d'œuvre que les pêcheurs abandonnent leurs barques pour aller dans les usines.

Il y a un autre facteur qui joue au détriment des pêcheurs de la Gaspésie: c'est celui des moyens de communication. Plus le poisson est éloigné, moins il vaut. Par surcroît, la province de Québec a été gravement négligée au point de vue chemin de fer. La Gaspésie et le Saguenay n'en ont point suffisamment.

Le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent pour les chalutiers, les entrepôts frigorifiques, les usines de préparation du poisson. En 1955, sept usines nouvelles ont été établies.

M. Bédard (Québec): Malgré tout cela, le rendement des pêcheries diminue chaque année dans le Québec tout en augmentant au Nouveau-Brunswick. La Gaspésie n'a pas changé de place et elle n'a pas plus de communication maintenant qu'il y a 10 ans. Cependant, il y a 10 ans, les pêcheries du

Québec étaient plus florissantes. Si le pêcheur s'en va à l'usine, c'est que son métier ne paie plus suffisamment pour faire vivre sa famille.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ce n'est certainement pas dans mon comté que les pêcheurs s'en vont à la ruine. La pêche a rapporté \$1,970,000 de plus, en 1955, aux Îles-de-la-Madeleine. Avec les nouvelles usines, les nouveaux bateaux, le nouveau système, les pêcheurs sont encouragés. Si la situation laisse à désirer dans certaines régions, c'est que ces régions sont éloignées des marchés. En général, le pêcheur du Québec est très satisfait. Nous sommes en pleine période d'évolution. Et quand cette évolution sera terminée, nous n'aurons plus rien à envier à d'autres provinces.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis heureux de constater l'optimisme du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Mais je vais compléter le tableau esquissé par le député de Québec-Comté (M. Bédard). Il y a des mystères dans la religion catholique et j'y crois, mais il n'y en a pas dans la vie économique. J'ai ici l'*Annuaire statistique*. Le premier ministre, en m'entendant citer des statistiques, ne manquera certainement pas de dire que je dénigre ma province. L'histoire se répète. En 1935, alors que le gouvernement Taschereau était à la veille de sa chute, la droite ne parlait que de dénigrement.

On ne peut discuter une question de pêcheries sans citer de statistiques. Celles que je vais citer nous diront si l'administration des pêcheries a été un succès ou un fiasco. De 1943 à 1950, dans tout le Canada, la valeur des pêcheries a connu une augmentation annuelle de \$66,468,250. Dans toutes les provinces, sauf Québec, il y a eu augmentation. En Colombie-Britannique, cette augmentation annuelle a été de \$36,500,000. Dans la province de Québec, il y a eu régression annuelle de \$136,000. On a dit que l'Union nationale a dépensé pour les pêcheries plus que les régimes antérieurs. C'est que l'argent n'a pas été bien placé. Ça le condamne davantage. Le gouvernement est en train de causer la disparition de l'industrie des pêcheries de la vie économique du Québec.

L'intérêt des pêcheurs aurait été mieux sauvegardé si le gouvernement, au lieu d'envoyer un sous-ministre faire la campagne électorale en Gaspésie, lors des dernières élections, l'avait mis en face de ses responsabilités comme sous-ministre. Une des raisons du fiasco monumental des pêcheries, c'est précisément qu'on a forcé certains

fonctionnaires, dans certains cas, à négliger leurs fonctions pour aller faire de la politique. Si la situation est telle qu'elle nous apparaît aujourd'hui, c'est que le régime actuel est d'une incompétence notoire. Il est grand temps que le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot) se réveille et découvre pourquoi le Québec ne peut pas faire aussi bien que les autres provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice continue sa campagne de dénigrement, mais je le laisserai à ses tactiques, convaincu qu'il n'en a plus pour bien longtemps à jouer ce rôle malheureux.

En matière de pêcheries, il y a des questions de climat, de marchés, de commerce international sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle. Malgré tout, tout homme de bonne foi conviendra que la province de Québec a progressé à pas de géant dans ce domaine. Le député des Îles-de-la-Madeleine a établi tantôt qu'il y avait eu augmentation de plus d'un million de dollars dans son comté. L'opposition en convient, mais soutient que ce n'est pas la même chose en Gaspésie.

J'ai ici des chiffres qui proviennent du syndicat des pêcheurs de Rivière-au-Renard. La production, qui était de 1,225,540 livres en 1948, a augmenté constamment pour atteindre 3,052,876 livres, en 1954 et les rapports provisoires indiquent une nouvelle augmentation, en 1955.

Si l'on tient compte du fait que la province de Québec est la plus mal servie en fait de chemins de fer et que nous sommes loin des marchés, je dis que, toutes proportions gardées, c'est encore ici que les progrès ont été les plus considérables. Je suis allé plusieurs fois en Gaspésie. Partout, j'ai reçu des autorités civiles et religieuses des remerciements pour le bien immense qui a été fait.

Nous aurons bientôt l'occasion d'aller devant le peuple et de faire cesser une fois pour toutes cette campagne de dénigrement entreprise par nos adversaires. La province de Québec a du cœur. Conformément à sa devise, elle se souvient.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis surpris d'entendre dire que nos pêcheries progressent à pas de géant. J'ai ici l'*Annuaire statistique* de la province, publié par le ministre du Commerce. Sont-ce des menteries qu'il y a là-dedans? J'y lis que la valeur de la production de nos pêcheries a été de \$5,942,700, en 1948, et qu'elle a baissé graduellement par la suite, à tel point qu'elle n'était plus que de \$2,776,000, en 1955. Si ce sont des pas

de géant, ce sont des pas de géant à reculons. Et ce qui est fantastique, c'est qu'on dépense plus d'argent qu'on n'en a jamais dépensé. J'en conclus que plus le gouvernement dépense, moins il produit.

M. Couturier (Gaspé-Nord): L'opposition ne semble pas comprendre qu'il faut des hommes pour pêcher. Il y a aujourd'hui tellement de travail et tellement de développement en Gaspésie qu'il n'y a presque plus de pêcheurs. Les gens préfèrent aller travailler dans des endroits comme Murdochville, où \$45,000,000 ont été investis dans le développement des mines de cuivre. Au temps des libéraux, il y avait plus de pêcheurs, mais ils crevaient de faim. Ils n'avaient que la pêche pour vivre. Tout le bois était entre les mains des compagnies. Aujourd'hui, il y a des syndicats forestiers partout. Il y a des industries et ça paie beaucoup mieux que de pêcher de la morue. On a même de la difficulté à acheter du poisson à Marsoui. C'est vrai que la Gaspésie se développe à pas de géant.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): À en croire les statistiques officielles, Québec tire plutôt la queue à pas de géant dans le domaine des pêcheries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Gaspé-Nord de son discours. Le moment n'est pas bien choisi de critiquer le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot), puisqu'il est malade et retenu à l'hôpital de Gaspé. L'opposition, dit-il, profite de l'absence et de la maladie du député de Gaspé-Sud pour mener le débat d'une manière inqualifiable. Nous dépensons au-delà de \$1,000,000 par année rien que pour l'entretien de 51 entrepôts frigorifiques, dont 17 ont été construits sous l'Union nationale. Nous avons construit 26 chalutiers à \$40,000 chacun pour moderniser notre pêche. Il y a eu des progrès immenses sous le ministre actuel, que je félicite pour son dévouement sans bornes, son intégrité, son travail de tous les instants et sa compétence au service des pêcheurs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est la troisième fois qu'il m'est donné de participer à un débat sur les pêcheries, et c'est la deuxième fois que le ministre est absent. Personne ne doute de l'honnêteté du ministre des Pêcheries, mais ce n'est pas notre faute s'il est malade. Ce n'est pas la première fois que des crédits sont amenés et que le premier ministre prend la place du ministre. Comme question de fait, c'est presque toujours le premier ministre qui fait les débats sur les crédits.

L'an dernier, le ministre des Pêcheries était là et il a répondu à des questions mineures. Aujourd'hui, parce que la soupe est un peu chaude, le premier ministre dit que nous attaquons un homme qui n'y est pas. Ce n'est pas avec la défense du ministre que nous allons régler le problème des poissons.

Le premier ministre dit qu'il est allé en Gaspésie. Moi aussi j'y suis allé, mais je n'y suis pas allé en avion. J'ai pu voir ce qui se passait. J'ai déjà dit qu'il n'y avait plus de pêcheurs en Gaspésie. Nous venons d'avoir par le député de Gaspé-Nord la confirmation que l'Union nationale a fait mourir les pêcheries en Gaspésie. Nous ne sommes pas les seuls à dire que les pêcheurs s'en vont. Quand on s'aperçoit qu'un chancre est en train de détruire une région économique, le premier devoir du législateur est de se pencher sur ce problème et non pas de dire que tout va bien. Je suis heureux de l'intervention du député de Gaspé-Nord.

Sont-ce les centres industriels de la Gaspésie qui font que les Gaspésiens quittent le sol natal? Il y a peut-être plus de Gaspésiens à Montréal qu'il y en a en Gaspésie. Ce n'est pas après 10 ans de prospérité qu'on peut dire que les pêcheries du Québec ont progressé quand elles ont moins rapporté. Comment se fait-il que les Maritimes ont monté pendant que nous descendions? La situation n'a pas changé au Québec et dans les Maritimes au point de vue des voies de communication. La situation est demeurée la même au point de vue géographique et climatique.

Les revenus de cette magnifique industrie n'ont cessé de décliner dans la province. C'est seulement chez nous que nous accusons un recul. On peut se demander si les officiers du département sont incompetents ou libres d'agir. Le problème au sein du ministère vient en grande partie du fait que certains hauts fonctionnaires sont forcés d'effectuer du travail électoral au lieu de vaquer à leurs occupations.

Qu'on commence donc par dire que les chiffres que nous citons ne sont pas vrais! Aux Îles-de-la-Madeleine, il y a eu augmentation. Je dois dire que le député des Îles-de-la-Madeleine a tout fait pour aider les pêcheurs de son comté. C'est vrai qu'il y a eu augmentation là-bas, mais partout ailleurs, il y a eu régression. Quand je pense à la Gaspésie que j'ai visitée, où l'on voyait encore des villages dont la population se composait en partie de pêcheurs, où nous ne voyons plus de barques; quand on revoit la Gaspésie d'autrefois et celle d'aujourd'hui, on s'aperçoit peut-être qu'il y avait moins d'argent

autrefois, mais on voit qu'une partie importante de notre économie est en train de disparaître.

S'il reste encore des pêcheurs, il est encore temps que l'on fasse quelque chose pour que les pêcheurs ne disparaissent pas intégralement. Les Gaspésiens croient qu'il y a des remèdes pour empêcher que se continue cet exode. Pendant ce temps, le premier ministre dit que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

M. Dupré (Verchères) s'informe des conditions auxquelles le gouvernement revend aux pêcheurs les chalutiers qu'il construit lui-même au coût de \$45,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces petits navires sont revendus aux conditions suivantes: 15 % comptant et 12.25 % du produit de la pêche annuelle. Le gouvernement ne charge pas d'intérêt aux pêcheurs.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
26. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École d'apprentissage en pêcheries, Grande-Rivière (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subsides aux compagnies de navigation (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

CONSEIL LÉGISLATIF

17 novembre 1955

Il est résolu que les honorables MM. Baribeau, Barrette, Bovey, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Tardif forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Rivard, et MM. Bélanger, Bertrand, Blanchard, Bousquet, Caron, Ducharme, Gagnon (Matapédia), Hébert, Kirkland, Poirier, Riendeau, Roche et Ross constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les

intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Barrette et Leclerc, et MM. Bellemare, Bertrand, French, Gérin, Marquis, Ross, Roy, Thibeault et Thuot représenteront l'Assemblée législative dans ledit comité mixte; et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Elliott M. Little, président de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper.

2. Voir la séance du 13 décembre 1955.

3. D'après *Le Soleil* du 11 janvier 1956, à la page 12, cette dernière partie du discours du premier ministre a été faite "sur un ton badin."

4. René Hamel a été député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche à la Chambre des communes de 1945 à 1949.

5. C'est "avec humour" que le président du comité plénier (M. Johnson) a justifié le rejet du point

d'ordre, selon *Le Soleil* du 11 janvier 1956, à la page 12.

6. Le *Montréal-Matin* du 11 janvier 1956, à la page 5, affirme que ce débat a duré plus d'une heure et qu'il a été "ponctué de plusieurs point d'ordre que le nouveau vice-président de la Chambre, M. Daniel Johnson (Bagot) a tranchés". *Le Devoir* du même jour, à la page 1, ajoute que, lors de ce débat, "les députés ministériels et ceux de l'opposition se sont dit des choses assez désagréables (...). Commencé sur un ton sérieux, le débat a fini par des personnalités, des points d'ordre, presque du chahut!"

7. Voir la séance du 24 novembre 1955, lors de l'intervention du député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) dans le débat sur l'adresse.

8. Selon *La Presse* du mercredi 11 janvier 1956, à la page 45, "Le débat suscité au cours de l'étude des crédits du ministère de la Pêche a été violent par moments; l'atmosphère de la Chambre était tendue et les mots durs ont émaillé plusieurs discours."

9. *Le Soleil* du 11 janvier 1956, à la page 11, précise que "Le Dr Camille Pouliot étant absent pour cause de maladie, c'est l'honorable Maurice Duplessis qui a donné les explications. Le premier ministre avait à ses côtés le Dr Arthur Labrie, sous-ministre des Pêcheries."

Séance du mercredi 11 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 207 constituant en corporation la ville d'Anjou.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a choisi M. Germain Caron (Maskinongé) pour son président¹.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 231 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville;

- bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi destinée à modifier les dispositions relatives à la nomination de ses membres;

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec incorporée, demandant l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance

professionnelle des chiropraticiens dans la province de Québec;

- de la ville de Bourlamaque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation municipale de Bernierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Grace Hastings, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu docteur R. C. Hastings;

- de Engineers' Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi annulant le capital-actions émis par le club;

- de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Joseph Sabbath et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de John Louis Sabbath;

- du révérend père Marcel Duguay, O.M.I., et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Collège de Rouyn;

- de Samuel Berenbaum et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Jewish Convalescent Centre;

- de la ville de Chapais, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisé à se porter acquéreur d'un système de distribution d'électricité, la propriété d'Opémiska Copper Mines (Québec), Limited.

Projets de loi:

Anjou

M. Barrière (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 207 constituant en corporation la ville d'Anjou.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 207 sans l'amender.

M. Barrière (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 231 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 231 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Victoriaville

M. Lavallée (Berthier) propose, du consentement, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

M. Lavallée (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bernierville

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 215 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chapais

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 concernant la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Robert Clark Hastings

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 concernant la succession de Robert Clark Hastings.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 210 relatif à la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Collège de Rouyn

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 222 concernant le Collège de Rouyn.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Ville de Bourlamaque

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 concernant la ville de Bourlamaque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jewish Convalescent Centre

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 218 constituant en corporation Jewish Convalescent Centre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Hyacinthe

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 concernant la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chiropratique au Québec

M. Chartrand (L'Assomption) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 220 de la chiropratique dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession**John Louis Sabbath**

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 237 concernant la succession de John Louis Sabbath.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Engineers' Club of Montreal

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 230 concernant The Engineers' Club of Montreal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Imposition scolaire
à La Tuque**

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 214 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Richmond

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 236 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Ministère des Mines,
Rapport 1954-1955**

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1955. (Document de la session no 15)

Demandes de documents:**Amélioration des fermes dans Saint-Hyacinthe,
Napierville-Laprairie et Verchères**

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Un état donnant les noms, prénoms et lieu de résidence des personnes des comtés de Saint-Hyacinthe, Napierville-Laprairie et Verchères, sur les propriétés desquelles le ministère de l'Agriculture a exécuté ou fait exécuter des travaux d'amélioration de fermes, au cours des années 1950-1951, 1951-1952, 1952-1953, 1953-1954, avec en regard de chaque nom le nombre d'heures pendant lesquelles des tracteurs ont travaillé chez chacune de ces personnes, le nom de l'entrepreneur qui a exécuté lesdits travaux et le montant payé à chacun de ces dits entrepreneurs.

Adopté.

**Amélioration des fermes
dans Champlain et Berthier**

M. Dupré (Verchères) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Un état donnant les noms, prénoms et lieu de résidence des personnes des comtés de Champlain et Berthier sur les propriétés desquelles le ministère de l'Agriculture a exécuté ou fait exécuter des travaux d'amélioration de fermes, au cours des années 1950-1951, 1951-1952, 1952-1953, 1953-1954, avec en

regard de chaque nom le nombre d'heures pendant lesquelles les tracteurs ont travaillé chez chacune de ces personnes, le nom de l'entrepreneur qui a exécuté lesdits travaux et le montant payé à chacun de ces dits entrepreneurs.

Adopté.

Forces hydrauliques

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation de forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par emmagasinement.

Adopté.

Rivière Bersimis

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1955, relativement aux travaux se rapportant à la construction de barrages, à la construction et à l'aménagement d'usines hydroélectriques, à la construction de lignes de transmission d'électricité, de travaux de coupe de bois ou défrichement, en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, ainsi que copie de tous contrats et ententes en rapport avec la préparation des plans se rapportant aux susdits travaux.

Adopté.

Loi de l'impôt sur les corporations

L'ordre du jour appelle la motion, en date du 14 décembre 1955, du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) proposant qu'il soit

présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'au 30 novembre 1955, se rapportant à la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse de produire les arrêtés ministériels demandés par le député de Westmount-Saint-Georges. Les informations demandées par la motion du député de Westmount-Saint-Georges, dit-il, sont d'ordre confidentiel et privilégié. Il s'agit de documents considérés secrets dans tous les Parlements du monde.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) consent, sur la foi de cette déclaration, à retirer sa motion.

La motion est retirée.

Commission des liqueurs

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste de tous les établissements auxquels la Commission des liqueurs de Québec a émis pour la vente de liqueurs alcooliques des permis autres que des permis d'épicerie ou de banquet pendant l'année 1954.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion peut être accordée sauf en ce qui concerne la police secrète². Il est élémentaire que l'on ne peut fournir des renseignements sur la police secrète.

La motion est adoptée.

Concessions forestières

M. Goulet (Témiscamingue) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

Subsides:**Budget des dépenses
1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose³:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses - Dépenses en immobilisations (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère envisage la construction de trois usines pour la préparation du poisson, usines qui coûteront chacune environ \$100,000.

À ces usines, on procédera à la congélation du poisson, qui sera ensuite tranché pour être vendu sous forme de blocs.

Le ministère a reçu des demandes du Saguenay, de la Côte-Nord, des Îles-de-la-Madeleine et de la Gaspésie. Les sites seront choisis dans ces régions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) déplore le manque de civisme de certaines gens qui semblent s'acharner à détruire le chevreuil et à violer les lois du gouvernement⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁵:

Je déplore avec le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon) le manque de civisme de certaines gens qui semblent s'acharner à détruire le chevreuil et à violer les lois du gouvernement. La situation, toutefois, s'améliore grâce à une plus grande sévérité des juges et à de plus nombreuses poursuites de la part du ministère.

Il n'est pas question de déménager les chevreuils de l'Île d'Anticosti. Le coût d'un tel transfert serait prohibitif.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pisciculture (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il existe cinq centres de pisciculture dans la province, notamment à Tadoussac, Lachine, Saint-Jovite.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quand les riverains réclament des alevins pour un lac, est-ce que le gouvernement en fournit? Est-ce que ces alevins sont vendus?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les alevins sont vendus aux propriétaires des lacs, mais ils sont donnés quand il s'agit d'empoisonner des lacs mis à la disposition du public. Dans ce dernier cas, c'est le biologiste qui prend une décision. Par exemple, pour un lac de Terrebonne, c'est le biologiste de Saint-Jovite qui décide.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserve de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère construit des camps, améliore les installations existantes et paie des gardiens pour empêcher qu'on vide les lacs de tout poisson.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) attire l'attention du gouvernement sur le braconnage en dehors de la saison de la pêche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On signale toujours quelques cas.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Certains restaurants de Montréal vendent illégalement de la truite, du canard sauvage et autres gibiers. Que fait la police? Est-ce que le département poursuit les restaurateurs montréalais?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) parle du problème des eaux polluées, de milliers de poissons qui sont morts dans le lac Saint-Louis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un problème des eaux polluées et le gouvernement s'y intéresse, ce qui explique la formation d'un comité chargé d'étudier la question. Dans certains endroits, la situation s'explique par la négligence de certains établissements, de certaines municipalités. Mais le problème se retrouve partout, notamment en Ontario.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): J'ai vu jeter du bran de scie dans une rivière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bran de scie n'est pas un poison et ne pollue pas les eaux.

M. Goulet (Témiscamingue): Le gouvernement a-t-il entendu parler du cas d'un propriétaire de club, le Club Saint-Amand (lac Témiscamingue), qui s'est opposé à l'existence d'un chemin tracé par une compagnie, qui y a charroyé des pierres et qui a même enlevé un pont?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le sous-ministre de la Chasse, M. Richard, se renseignera sur la question.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je m'étonne que les sommes payées par les visiteurs pour leur chambre ne soient pas sur la liste⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) renvoie le chef de l'opposition à la page 13 au haut

de laquelle on peut lire: "Parcs et réserves: loyers de camps et cabines... \$201,609.80".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que l'administration des parcs nationaux entraîne des déficits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas de déficits. On agrandit et on améliore toujours les installations. Le parc du Mont-Orford, le plus petit de la province, rapporte \$12,000 par an; ses installations ont coûté \$50,000. Dans les autres parcs, y compris celui des Laurentides, on fait des profits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Que devient l'argent provenant des bénéfices d'un parc?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il va au fonds consolidé avant de servir aux améliorations faites aux camps. Il est question d'avoir un parc dans la région de Gatineau.

Sous le titre "Réserves de pêche", on peut voir maintenant les recettes encaissées dans l'année pour qu'on puisse se rendre mieux compte des sommes utilisées. Autrefois, on ne mentionnait que les crédits votés par la Chambre.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Je propose que l'on fasse passer un examen de la vue à tous ceux qui demandent l'émission d'un permis de chasse, tout comme on le fait pour les automobilistes qui demandent un permis de conduire.

On éviterait ainsi beaucoup d'accidents mortels causés par des chasseurs qui ont la vue mauvaise, car si une automobile est une arme dangereuse entre les mains d'une personne qui ne peut pas voir, un fusil est encore bien plus dangereux.

La province émet des permis aux personnes qui désirent conduire une automobile, mais pour obtenir un tel permis, un examen des yeux est requis. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles une personne qui désire avoir un permis de port d'arme devrait être obligée de passer un examen des yeux. Chaque année, nous lisons dans les journaux de nombreux rapports d'accidents de chasse où des gens ont été tués.

Dans pratiquement tous les cas, la personne qui a tiré le coup fatal donne l'excuse de ne pas avoir vu la victime. Je ne sais pas quel type de contrôle devrait être établi pour les permis de chasse, mais il est maintenant temps d'agir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remercie le député de sa suggestion. Elle est très intéressante, dit-il, et le ministère va la prendre en sérieuse considération. Je suis très heureux de voir qu'au moins un membre de l'opposition peut faire des suggestions dignes de considération dans cette Chambre. Je ne peux malheureusement pas dire la même chose de certains autres membres de l'opposition. Je conseille aux autres députés de l'opposition de laisser faire le député de Montréal-Saint-Louis, qui a le mérite de faire des suggestions constructives. Il (M. Duplessis) se demande s'il ne conviendrait pas de faire examiner aussi les yeux de ceux qui siègent à l'Assemblée législative. Ils pourraient peut-être faire examiner leur intelligence et ...

Un député de l'opposition: Et qu'advient-il des députés de l'Union nationale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils seraient tous réélus. Mais je ne pourrais en dire autant des députés de l'opposition.

M. Savard (Québec-Ouest): Je me demande si la loi pour empêcher de tuer la femelle de l'original dans le Québec est efficace. Est-ce qu'on ne pourrait pas empêcher des chasseurs de mauvaise foi de tuer des femelles dans les territoires limitrophes de la frontière américaine? Aux États-Unis, en effet, on peut tuer les femelles d'original. J'ai connu un cas où deux chasseurs s'étaient munis d'un permis américain pour ensuite tuer une femelle dans le Québec en disant qu'elle avait été tuée en territoire américain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) qualifie de beau roman les propos du député de Québec-Ouest. La loi québécoise, dit-il, est efficace pour sauvegarder l'espèce dans la province⁷.

M. Dupré (Verchères): Au cours de la campagne électorale de Saint-Hyacinthe, l'été dernier, le candidat ministériel⁸ avait parlé d'une remise d'amende à un électeur, laissant croire à une manœuvre électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les réductions d'amendes, comme les commutations de sentences de mort en emprisonnements à perpétuité ne sont pas choses rares. Le député de Verchères veut insinuer que les électeurs du comté de Saint-Hyacinthe peuvent se laisser acheter. Je lui conseille de venir dire cela dans le comté aux

prochaines élections. Le député de Verchères est allé organiser une paroisse pour son parti, à l'élection partielle de Saint-Hyacinthe, et cette paroisse nous a donné une majorité. Le candidat libéral a été défait par plus de 4,000 voix et, aux prochaines élections, il perdra son dépôt. Le peuple du Québec, dans Saint-Hyacinthe et ailleurs, est honnête et ne se laisse pas acheter.

M. Dupré (Verchères): Je veux simplement savoir à quel poste des *Comptes publics* figurent les remboursements d'amendes ou bien si le cas de Saint-Hyacinthe constitue un précédent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) renvoie le député de Verchères à un paragraphe du volume des *Comptes publics*.

M. Goulet (Témiscamingue) voudrait que l'on étende au comté de Témiscamingue les primes accordées à ceux qui détruisent les renards tatoués qu'il décrit comme très nocifs. Le comté de Témiscamingue foisonne de renards roux.

Des députés font quelques jeux de mots sur le mot "tatoué"⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet qu'il s'occupera de la demande du député de Témiscamingue. Il n'y a aucune objection de principe, dit-il, à ce que ce comté soit ajouté à la liste en question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) demande des renseignements concernant la distribution des poissons dans les lacs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un peu partout, cette mesure s'est avérée un franc succès.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): S'agissait-il de petits ou de gros poissons? D'après un film que j'ai vu, le Dr Provost a devant lui des poissons transportés dans le lac Missisquoi et il ne s'agit pas de menés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Surveillance des territoires non organisés du Nouveau-Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Des députés échanent quelques remarques amusantes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupré (Verchères): Le Mont Belœil est un des joyaux de la province et on aurait tout intérêt à l'acheter pour le transformer en parc national, d'autant plus qu'une partie du mont pourrait fournir du gravier en abondance à la voirie. On pourrait faire à cet endroit un centre touristique de toute première importance¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le propriétaire demande \$1,000,000 et il faut y penser deux fois avant de faire pareille dépense. Cela me semble exagéré.

M. Pinard (Drummond): Pourquoi la chasse a-t-elle été prohibée dans la région des Bois-Francs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gibier diminue dans cette région et il devient nécessaire de créer une réserve.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il existe dans les Cantons-de-l'Est une fédération de la chasse et de la pêche. Elle surveille attentivement la situation et nous fait des suggestions. La chasse sera

de nouveau permise dès que les conditions le permettront.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissement de pisciculture - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Goulet (Témiscamingue): Depuis quelques années, le conseil de comté de Témiscamingue et les chambres de commerce réclament un établissement de pisciculture. Le tourisme augmente et le poisson diminue. Quand il n'y a plus de poisson, le touriste est moins intéressé à venir dans une région.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien coûte un établissement de pisciculture?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Environ \$500,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

14. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Marquis (Québec-Est) demande des explications sur certaines augmentations de dépenses, notamment à l'item de la Commission des monuments historiques. Il y a, cette année, \$60,000 de plus à ce poste des crédits, dit-il. Pour quelle raison?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Cette somme sera consacrée à des acquisitions ou à des réparations de monuments historiques comme l'église de Saint-Pierre, Île d'Orléans, déjà acquise par la province pour la conserver pour les générations futures. Diverses autres acquisitions du même genre sont au programme de la Commission des monuments historiques, notamment la maison de Mercier¹¹ à Sabrevois, comté d'Iberville, la maison du Pré-Vert à Belœil, etc.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) lance un appel au ministre en faveur du Musée des beaux-arts de Montréal qui est une excellente institution.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) appuie le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme). Le Musée des beaux-arts de Montréal a besoin d'une plus grande assistance du gouvernement. L'année dernière, le Musée a accusé un déficit de \$34,000 et le gouvernement devrait augmenter sa contribution annuelle de \$3,000.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je vais étudier la situation, mais la contribution du

gouvernement ne pourra être aussi élevée que les responsables du Musée le désireraient.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
22. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent vingt-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-six mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Concours artistiques (secrétaire de la province)" pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Marquis (Québec-Est) demande au député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) les raisons du retard apporté à nommer les membres du jury des concours littéraires et artistiques de la province de Québec. Certaines personnes sont allées jusqu'à accuser le ministre de vouloir supprimer ce prix.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il n'y a nullement de ma faute. J'ai toujours eu un grand respect pour M. et Mme Athanase David¹² et j'ai appuyé autrefois la demande de bourse de leur fils Paul. Je n'ai jamais eu l'intention d'abolir le prix David. Il répudie les assertions faites par certains journaux et dénonce surtout un article écrit sur ce sujet par une feuille oppositionniste.

La tâche du jury est difficile, dit-il, et il est aussi difficile de constituer un jury pour départager les concurrents dans un concours de ce genre. Il est arrivé qu'on a demandé par lettre à un maître de participer à ce jugement. Il n'a répondu que deux mois plus tard qu'il ne pouvait pas accepter. J'espère pouvoir nommer le jury de 1956 dans une semaine ou deux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: 26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des beaux-arts de Québec - Dépenses en immobilisations (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Marquis (Québec-Est) s'informe des intentions du gouvernement au sujet de l'École des beaux arts de Québec.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Les plans ont été préparés par deux architectes de Québec, MM. André Gilbert et Pierre Rinfret. Nous allons construire un édifice digne de Québec sur le site de l'ancienne maison Tremblay, au coin de Saint-Cyrille et de Belvédère. Rien ne sera négligé pour en faire un centre de culture artistique, au bénéfice des jeunes de notre ville et de notre province.

Un député de l'opposition demande si l'ancien édifice de l'hôpital du Jeffery Hale sur Saint-Cyrille ne pourrait pas être utilisé. Le gouvernement l'a acheté, dit-il.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Les deux sites ont été étudiés minutieusement, mais celui de la rue Belvédère a été choisi pour ses services d'autobus pour les élèves et son accessibilité à la basse-ville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): rappelle en quelles circonstances le gouvernement s'est porté acquéreur de la propriété du général Tremblay¹³. Cet endroit, dit-il, est tout indiqué pour l'établissement de cette école, au coin le mieux pourvu de moyens de transport publics à Québec.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): La construction de la nouvelle École des beaux-arts commencera au printemps et on poursuivra les travaux avec vigueur.
Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Charte de LaSarre

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSarre et concernant la Commission scolaire du village de LaSarre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lauzon

M. Poirier (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la charte de la cité de Lauzon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Dorval

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la charte de la ville de Dorval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Magog**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant la charte de la cité de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Joliette**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Grand'Mère**

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Roxboro

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 concernant la ville de Roxboro soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Maîtres opérateurs
thermiques**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 des maîtres opérateurs thermiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bromptonville

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Aldéric Brunet**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 concernant la succession de feu Aldéric Brunet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'Abord-à-Plouffe

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 concernant la ville de L'Abord-à-Plouffe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Joseph Prud'homme**

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 relatif à la succession de Joseph Prud'homme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Paroisse
de L'Assomption**

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Trinity Church-Quebec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que le bill 150 concernant Trinity Church-Quebec, ayant pour but des fins d'une nature religieuse, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Cour de bien-être social

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant la Cour de bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de ce bill, le nombre des juges de la Cour du bien-être social sera porté de 10 à 14 dans la province de Québec. Cette Cour joue un rôle très efficace pour résoudre le problème de la délinquance juvénile. Il faut augmenter le nombre des juges à cause du nombre grandissant des cas soumis à leur intention. Le juge Henri Bernatchez, qui siégeait périodiquement à Montréal, a été nommé résidant à Québec pour y remplacer feu le juge Henri D'Auteuil. La loi permet au gouvernement de nommer un juge doyen là où il y a plus d'un juge de la Cour du bien-être social.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Où seront nommés les deux autres juges?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne le sais pas pour le moment.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 35 concernant la Cour de bien-être social.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 266b de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, soit modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Le nombre de ces juges, y compris le juge en chef, ne doit pas excéder quatorze."

La délinquance juvénile est considérable dans la métropole. Il y a certains parents qui n'accomplissent pas leur devoir. Aujourd'hui, on vient au monde à l'hôpital, autrefois cela se faisait à domicile; par ailleurs, les terrains de jeux ont le désavantage de donner l'habitude à certains parents de confier leurs enfants à d'autres. Aux États-Unis, il y a des lois qui punissent les parents qui n'ont pas soin de leurs enfants. C'est un devoir que de coopérer au problème de la délinquance juvénile. Aux États-Unis, il y a des jeunes gens de 17 et 18 ans qui commettent des meurtres pour le plaisir de tuer. Heureusement que nous n'avons pas cela ici. Il y a actuellement des juges de la Cour du bien-être social à Montréal, à Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke; on en demande un à Hull, on nommera un juge itinérant. Un poste demeurera vacant.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): À la Cour du bien-être social de Montréal, il y a des procureurs qui représentent les parents et les enfants par des associations de bienfaisance. Ils n'ont pas l'oreille qu'ils devraient avoir devant ces tribunaux. On devrait avoir plus de condescendance, de sympathie et de justice pour les procureurs des pauvres déshérités, en leur donnant la chance de faire les représentations voulues.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La confusion règne dans l'esprit de plusieurs gens au sujet du caractère de ce tribunal. Les parents exposés ne sont pas à proprement parler devant un tribunal, et les enfants ne sont pas amenés devant un tribunal comme les autres. Les juges du bien-être ont le nom de juge, mais ils n'en ont pas la fonction au sens qu'on l'entend dans d'autres cours.

Le tribunal de la Cour du bien-être social n'exerce pas le rôle d'un tribunal ordinaire. Les juges ne rendent pas des jugements proprement dits. Des enquêtes sont faites par des gens qui sont allés dans les milieux où vit l'enfant. Le juge est plutôt un enquêteur qui examine les faits et fait rapport au ministre. C'est pour cela que les juges ne traitent peut-être pas les procureurs comme devant une autre cour. Le statut et la procédure sont différents.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je partage en partie cette opinion. Il est question de savoir si l'on peut rendre plus service en changeant la procédure. Les procureurs n'ont pas la facilité de faire l'enquête qui pourrait aider la famille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je crois que le député se méprend. Autrefois, on avait affaire à la Cour des jeunes délinquants. Aujourd'hui, nous avons la Cour du bien-être social. Ce changement de nom a créé une ambiance salubre pour aider l'enfant. Le juge agit comme un père.

Nous nous sommes ingéniés à faire siéger le tribunal loin des palais de justice, pour qu'il n'y ait aucune ambiance judiciaire. Ce n'est pas une cause que l'avocat doit entendre. Le but de la loi est de tâcher de relever l'enfant d'abord, lui faire comprendre la situation dans laquelle il se trouve.

C'est une tare pour certaines écoles de n'avoir pas de cour de récréation, où les enfants pourraient prendre normalement leurs ébats. De plus, la tendance de confier les enfants à des terrains de jeux entraîne le fait que les enfants voient rarement leurs parents. Pour en revenir à la loi, la mansuétude des juges fait beaucoup de bien dans certains cas. Dans d'autres cas, il faut sévir si l'on a affaire à des incorrigibles. À Montréal, les juges font leur devoir; ils s'ingénient à améliorer plutôt qu'à sévir.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): On ne tient pas assez compte de l'avocat dans ces cours. Si les membres du Barreau s'occupent de ces causes, ils le font beaucoup plus par désintéressement que par appât du gain. D'ailleurs, tous les employés de la Cour du bien-être social de Montréal m'en ont parlé.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 35 concernant la Cour de bien-être social.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 concernant la Cour de bien-être social.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Institut de microbiologie et d'hygiène,
Université de Montréal**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Institut rend des services signalés et il est dirigé par une célébrité du monde médical, M. le Dr Armand Frappier¹⁴. Actuellement, d'importants travaux se poursuivent en vue de la préparation du vaccin Salk, contre la poliomyélite. L'Institut a aussi commencé la fabrication d'autres sérums importants. Le gouvernement lui a déjà voté un octroi de \$600,000 pour lui permettre de s'agrandir.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:**Budget des dépenses 1956-1957**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trois mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agents généraux de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) entrevoit la possibilité que la province de Québec ait, un jour ou l'autre, un représentant commercial à Londres et à Paris comme elle en a un à New York en la personne de M. Charles Chartier?

Je comprends difficilement que nous ne soyons pas représentés en Europe, et plus particulièrement à Paris. Je ne veux pas seulement envisager l'aspect économique du problème, mais une foule d'autres aspects que je ne veux pas détailler ici.

À Paris et à Londres, on voit plus souvent le nom de la province d'Ontario que celui de la province de Québec. Il est vrai que le Canada a un ambassadeur à Paris et qu'il y a un haut-commissaire

canadien à Londres. Mais ils n'ont pas pour mission de représenter une province plus qu'une autre. Et il ne faut pas laisser aux seules ambassades le soin de représenter la province de Québec. La province de Québec a déjà été représentée à Londres et à Paris à un moment où elle n'était pas ce qu'elle est devenue.

Ce qu'il faut, c'est, à Londres et à Paris d'abord et, si on ne veut pas tenter l'expérience aux deux endroits en même temps, un attaché de la province de Québec qui plaiderait essentiellement la cause de notre province. Je veux que le mot "Québec" soit placé en évidence dans les capitales étrangères, pour attirer l'attention sur notre province.

Beaucoup de Français qui viennent ici avouent découvrir notre pays et, à plus forte raison, notre province. Je pense qu'un attaché du Québec à Paris pourrait notamment s'attacher à faire de la propagande pour notre province et obtenir, par exemple, que l'on passe des films sur le Québec à la télévision française.

Il est nécessaire d'avoir des contacts permanents comme base du commerce international et je crois que la seule présence de ces représentants rapporterait plus que ce que coûteraient leur salaire et leurs dépenses. Dans le commerce international, la concurrence est rude, et il faut être sur les lieux pour lutter avec avantage contre ses concurrents. C'est si vrai que les gouvernements, à côté de leurs ambassadeurs, placent toujours des attachés commerciaux, de même que toutes les maisons de commerce ont leurs voyageurs pour maintenir les contacts avec la clientèle. Il (M. Lapalme) demande que le nom de Québec soit maintenu bien en évidence dans les deux grandes capitales, Londres et Paris.

Oui ou non, demande-t-il, le gouvernement de Québec pense-t-il en venir à cette représentation commerciale à l'étranger?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Dans tous les pays du monde, il y a des organismes dont le rôle est de communiquer avec les pays étrangers. À New York, la province a un bon agent, M. Chartier, qui établit des contacts précieux. Ce qui compte, c'est d'attirer l'attention des industriels et des commerçants étrangers sur la province de Québec. Cette dernière est bien connue à Londres et à Paris, tout comme en Suisse, et nous obtenons notre part des industries nouvelles qui viennent au Canada.

Mon ministère est aussi parvenu à établir de nombreux contacts avec d'autres pays européens comme la Belgique, la Hollande, l'Italie et même l'Allemagne. Des industriels canadiens, soit

individuellement, soit par l'intermédiaire des chambres de commerce, les ont visités, ont créé des liens et développé un courant commercial qui s'avère déjà fructueux.

Les grands industriels ne se fient pas à ce qu'on leur dit. Ils préfèrent venir vérifier sur place. Il faut que les Québécois s'intéressent d'abord à leur province avant de travailler à attirer chez nous les grands capitaines d'industries de l'étranger. Il n'est pas opportun actuellement de dépenser de l'argent pour obtenir des résultats que nous obtenons autrement.

Il (l'honorable M. Beaulieu) annonce qu'une grosse entreprise italienne va venir s'installer dans la province de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il n'est pas suffisant que des hommes d'affaires de la province voyagent en Europe pour faire de la propagande. Les voyageurs ne peuvent pas conserver les contacts qu'ils ont faits lorsqu'ils quittent l'Europe.

Nous pouvons avoir de bonnes relations avec le Board of Trade de Londres, mais cela ne vaut pas un agent de la province de Québec qui serait continuellement sur les lieux à établir des contacts. À mon avis, de tels contacts seraient extrêmement précieux pour notre province.

Si on a jugé bon de nommer un agent de la province à New York, où nous sommes bien connus, il y a encore plus de raisons d'en nommer à Paris et à Londres où on nous connaît moins. Il faut vendre à l'industriel et au commerçant étrangers l'idée de venir dans la province de Québec. Et ces agents nous rapporteraient bien plus que leur salaire et leurs dépenses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les provinces n'ont pas de pouvoirs en matière de commerce international et leurs représentants n'ont pas de rang diplomatique. De plus, il y a la question du numéraire. Bien des industriels européens viendraient s'établir ici s'ils étaient capables de convertir leurs capitaux en dollars. Des agents en Europe ne changeraient rien à la chose. En somme, la situation actuelle est anormale. Peut-être s'améliorera-t-elle plus tard; mais pour le moment, ce serait jeter de l'argent à l'eau que d'établir des agences en Europe.

Je pense aussi que l'on ne peut établir une agence qu'à Paris et Londres; il en faudrait dans d'autres centres. Si le gouvernement était convaincu que les conditions économiques étaient favorables, il n'hésiterait pas à établir ces agences.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne suis pas convaincu des explications du premier ministre. On pourrait au moins faire une expérience en commençant par Paris ou Londres. On devrait au moins essayer le système pendant un an.

Nous avons une agence à New York, qui se trouve à nos portes, et même à Ottawa. Il souligne le travail accompli par M. Charles Chartier à New York. Notre agence dans la métropole américaine, dit-il, ne nous coûte même pas \$50,000; Une agence à Paris ne pourrait pas coûter beaucoup plus. Ceci coûterait peut-être moins cher. À partir d'un bureau de Paris, il serait possible d'envoyer des représentants vers les principales capitales européennes. Des agents sont beaucoup plus nécessaires en Europe qu'à New York ou à Ottawa.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les mêmes obstacles existent pour l'Ontario, qui obtient pourtant de merveilleux résultats avec son agence de Londres. Sur 91 industries britanniques établies au Canada, 85 se sont fixées en Ontario et six seulement dans le Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Sur un ton moqueur) Si la province avait été représentée à Monaco, il y aurait eu plus de chances que le prince Rainier III marie une Canadienne¹⁵.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-huit mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les subventions aux chambres de commerce devraient être statutaires et non discrétionnaires.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il faut examiner chaque situation en particulier.

M. Pinard (Drummond) demande au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable

M. Beaulieu) de prêter à la petite industrie pour l'achat de machinerie et de matériel. Il (M. Pinard) soumet un cas au ministre.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Mon ministère ne consent pas de prêts à la petite industrie, mais il lui accorde des octrois quand c'est nécessaire. Je promets d'enquêter sur le cas que m'a soumis le député de Drummond.

Un député de l'opposition questionne le ministre du Commerce au sujet d'une subvention de \$200 intitulée "Bricolage" dans le registre des *Comptes publics*.
(Rires)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il s'agit d'une subvention pour les cours d'artisanat et de bricolage.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'industrie du sucre d'érable (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):
Dix-sept millions de chaudières ou bidons, utilisés dans l'industrie du sucre d'érable, ont été renouvelés à date, alors que les demandes se chiffrent à 22,000,000. Un montant de \$100,000 est prévu dans les crédits pour continuer l'aide à l'industrie sucrière.

Comme on le sait, les importateurs américains exigent que l'eau d'érable soit recueillie et transportée dans des récipients en aluminium, sans soudure. Le remplacement des récipients était payé à raison de un tiers par Ottawa, un tiers par Québec et un tiers par les producteurs. Nous apprenons que le fédéral a cessé sa contribution à compter du 1^{er} avril 1955. À l'avenir, Québec continuera à payer un tiers et les producteurs devront payer les deux tiers. Le prix de chaque conteneur varie entre 40 et 60 cents.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.
Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 11 heures¹⁶.

NOTES

1. *Le Soleil* du 11 janvier 1956, à la page 1, annonce que "Me Germain Caron, maire de Louiseville et député de Maskinongé à l'Assemblée législative, a été élu ce matin président du comité des bills privés. Il succède à Me Romulus Ducharme, député de Laviolette, devenu assistant parlementaire du ministre des Affaires municipales".

2. Le premier ministre fait ici allusion à une autre demande de documents du député de Richmond qui figurait à l'ordre du jour de cette séance. Cette motion se lisait comme suit: "Qu'il soit produit et déposé sur le bureau de cette Chambre: Une copie de la liste du personnel de la police des liqueurs avec, en regard de chaque nom, la fonction, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, et le district respectif attribué à chacun." Le député de Richmond

(M. Lafrance) avait donc deux demandes à formuler au sujet de la Commission des liqueurs; le premier ministre profite de l'acceptation de la première demande pour faire savoir qu'il ne peut accéder à la seconde, qui porte sur la police des liqueurs. Cette dernière n'a donc pas été étudiée par la Chambre; c'est ce qui explique qu'elle ne figure pas dans cette séance.

3. Au sujet de l'étude des crédits du ministère de la Chasse et des Pêcheries, *La Presse* du 12 janvier 1956, à la page 13, nous dit: "Cette étude des crédits de la chasse et des pêcheries n'a donné lieu à aucun débat d'envergure. Plusieurs points étaient soulevés sans ordre bien logique selon les différents postes successivement soumis à la considération de la députation. Le tout s'est déroulé dans une atmosphère de parfaite harmonie et sur un ton généralement badin." *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2, affirme pour sa part que ces crédits ont été "l'objet d'un long débat qu'on pourrait qualifier de calmement plat." Enfin, le *Montréal-Matin*, lui aussi dans son édition du 12 janvier, à la page 11, affirme que "Le débat (...) a duré près d'une heure et demie et s'est fait la plupart du temps sur un ton amusant."

4. M. Rochon, député de Montréal-Saint-Louis, était critique de l'opposition en matière de Chasse, comme nous le rappelle *Le Nouvelliste* du 12 janvier 1956, à la page 2.

5. *Le Soleil* du 12 janvier 1956, à la page 3, nous rapporte que "C'est l'honorable Maurice Duplessis qui a défendu ces crédits en l'absence du ministre qui est malade dans un hôpital de la Gaspésie. M. L.-A. Richard, sous-ministre du département, assistait le premier ministre en lui fournissant les détails demandés par l'opposition libérale."

6. À propos de cette remarque, *Le Soleil* du 12 janvier 1956, à la page 10, précise que "À la page 7 du chapitre "chasse" des *Comptes publics* de l'exercice financier qui s'est terminé le 31-mars dernier, on constate que les recettes des établissements situés dans les réserves de pêche se sont montées à \$54,780.62; elles provenaient de la vente d'essence, du prix de repas servis aux voyageurs, etc." Pour plus de détails, le lecteur pourra consulter les *Comptes publics 1955* de la province de Québec, Québec, imprimé sous l'autorité de l'Assemblée législative, 1955.

7. Selon *Le Soleil* du 12 janvier 1956, à la page 10, "Suit ensuite une longue discussion entre le premier

ministre et M. Dupré, député de Verchères sur le remboursement d'une amende à un électeur du comté de St-Hyacinthe en période électorale". *Le Montréal-Matin* du 12 janvier 1956, à la page 11, nous apprend que "Le débat sur cette question d'amende s'est prolongé pendant près d'une demi-heure." Le lecteur pourra se référer aux séances du 25 novembre et du 6 décembre 1955, où cette question a été soulevée.

8. Il s'agit de Jacques Bousquet, élu député de Saint-Hyacinthe pour l'Union nationale lors de l'élection partielle du 6 juillet 1955.

9. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas ici du célèbre "Toé, tais-toé" lancé par Duplessis au solliciteur général et ministres des Transports et Communications, Antoine Rivard. Cet incident s'est plutôt déroulé lors de l'inauguration d'une fonderie à Baie-Comeau le samedi 14 juin 1958 et il est rapporté dans *Le Devoir* du lundi 16 juin suivant, à la page 10.

10. *Le Soleil* du 12 janvier 1956, à la page 10, précise que "M. Arthur Dupré, député libéral de Verchères, a profité de la circonstance pour réitérer au gouvernement une demande qu'il avait déjà faite dans le passé au sujet du Mont Beloeil."

11. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

12. Athanase David (1882-1953) a été député libéral de Terrebonne de 1916 à 1936, et en 1939-1940. Secrétaire de la province de 1919 à 1936, c'est durant cette période, en 1922, qu'il créa un prix littéraire, le prix David.

13. Thomas-Louis Tremblay (1886-1951) commanda le 22^e Régiment à la bataille de Courcellette, en France, en septembre 1917. Promu général en 1918, il obtint de nombreuses décorations et distinctions pour héroïsme, y compris la Légion d'honneur française. Après la guerre, il retourna à la vie civile et pratiqua la profession d'ingénieur. Il reprit du service pendant la Deuxième Guerre mondiale avec le titre de major-inspecteur général pour l'Est du Canada. Il fut aussi, à titre honorifique, colonel du 22^e Régiment de 1931 jusqu'à sa mort en 1951.

14. Médecin et microbiologiste, le Dr Armand Frappier (1904-1991) a fondé, en 1938, l'Institut de microbiologie et d'hygiène de Montréal (rebaptisé

Institut Armand-Frappier en 1975) et, en 1945, l'École d'hygiène de l'Université de Montréal, qui était la première école d'hygiène francophone au monde. Reconnu internationalement, il a mené de nombreuses recherches sur les maladies infectieuses et les vaccins. Il reçut plusieurs distinctions honorifiques.

15. Le prince Rainier III de Monaco avait annoncé, à la fin de l'année 1955, son mariage en avril 1956 avec l'actrice américaine Grace Kelly.

16. Selon *Le Nouvelliste* du 12 janvier 1956, à la page 2, la séance a duré cinq heures et demie.

Séance du jeudi 12 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 166 concernant la succession de feu Paul-Émile Bourret.

Et, avec des amendements, le bill 217 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Projets de loi:

Succession Paul-Émile Bourret

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 concernant la succession de feu Paul-Émile Bourret.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Thetford Mines

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 217 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 217 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Bishop's College, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Trans-Canada Pipe Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited;

- de André Langlais, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat après examens;

- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Chambre de commerce de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de Hauterive, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la ville de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Akos de S. Muszka, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la profession d'avocat.

Projets de loi:**Charte
de Nicolet**

M. Roy (Nicolet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 modifiant la charte de la ville de Nicolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 219 modifiant la charte de la ville de Hauterive.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sillery**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 228 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Québec**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Trans-Canada
Pipe Lines Ltd.**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 243 concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

André Langlais

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 244 exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Jacques-Cartier**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 197 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Akos de S. Muszka

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 239 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Akos de S. Muska à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Lachine**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bishop's College

M. French (Compton) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 241 modifiant la charte de Bishop's College.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Bedford**

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 194 modifiant la charte de la ville de Bedford.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Médecins vétérinaires

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de

présenter le bill 99 des médecins vétérinaires de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Impression d'un projet de loi

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) soulève une question de privilège. J'avais déposé chez le greffier en loi, le 15 décembre 1955, un bill relatif aux districts électoraux, dit-il. Hier, je me suis rendu chez le greffier en loi et le bill n'était pas imprimé. Le greffier, Me Paul Roy, m'a dit qu'il avait reçu du chef du cabinet du premier ministre, Me Émile Tourigny, l'instruction de ne pas imprimer le bill.

En vertu des règlements de la Chambre, mon projet de loi aurait dû être imprimé. Je me base sur l'article 548, paragraphe 1, et sur les commentaires qui apparaissent au bas de la page 159².

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) a le droit de soulever une question de privilège, mais il ne peut ouvrir une polémique ou un débat sur une question de privilège sans avoir auparavant exposé clairement à la Chambre ce dont il se plaint. Alors l'Assemblée législative pourra apprécier s'il y a lieu de faire un débat.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Est-ce un point d'ordre?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): C'est une violation de privilège que j'ai voulu exposer; je fais donc, secondé par le député de Westmount (M. Hyde), une motion pour que le bill déposé le 15 décembre 1955 chez le greffier en loi soit imprimé pour le 18 janvier prochain.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La motion du député de Montréal-Jeanne-Mance est irrégulière, car elle n'a pas été annoncée.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) veut inscrire immédiatement la motion demandant à la Chambre le droit de présenter son bill. Je peux présenter une motion non annoncée, dit-il.

M. l'Orateur: Le temps prévu pour les motions non annoncées est passé³.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La motion demandant l'impression du bill est hors d'ordre. Le député de Jeanne-Mance demande de faire imprimer un bill qui n'existe pas. La présentation du projet de loi du député de Montréal-Jeanne-Mance n'était pas régulière.

Il (M. Sauvé) lit les articles 538 et 540 pour étayer sa thèse. L'article 538 dit: "Le droit d'initiative, en matière de législation générale, appartient aux simples députés comme aux ministres, sauf s'il s'agit d'une matière de finances faisant l'objet principal du bill, ou s'il s'agit d'une question de prérogative royale ou de biens de la couronne."

L'article 540 dit: "Tout député qui désire saisir la Chambre d'un bill public doit ou faire une motion demandant la permission de présenter ce bill, ou faire une motion proposant de charger un comité de préparer et présenter ce bill."

L'article 540 est clair. Le député n'a pas fait de motion en ce sens. Il ne peut y avoir de bill public. La motion que vient de faire le député ne signifie rien puisqu'elle réclame l'impression d'un bill qui n'existe pas. Si le député demande à la Chambre le droit de présenter un tel projet de loi et que la Chambre lui en donne l'autorisation, il pourra alors exiger qu'on imprime le bill. Le député peut s'adresser au greffier de la Chambre pour demander d'inscrire un avis au *Feuilleton*.

M. l'Orateur donne raison au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) annonce qu'il présentera une motion à la prochaine séance.

Projets de loi:

Acquisition de territoires forestiers

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que l'article 1 de la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers (15-16 George VI, chapitre 38) soit modifié en ajoutant après le mot "Rimouski", dans la cinquième ligne, le mot "Matapédia".

Il y a, dans le comté de Matapédia, une seigneurie de 50 milles carrés qui appartient en propre à MM.E. Soucy inc. Ces derniers, propriétaires du fonds, peuvent donc expédier le bois en dehors de la province, alors que trois paroisses ont besoin de bois pour des moulins à scie qui font vivre la population.

Les conseils municipaux et des curés de paroisse ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il agisse en ce sens. Le gouvernement va s'entendre avec les propriétaires pour acheter cette seigneurie, soit par échange ou par expropriation, si on ne peut procéder à l'amiable.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je m'oppose au projet de loi à cause du principe qui veut que nul ne soit forcé de céder sa propriété, à moins qu'il ne s'agisse de servir l'intérêt public. Cette loi va plutôt servir l'intérêt privé. Le gouvernement acquiert pour le domaine public une propriété privée, puis il la repassera ensuite à des intérêts privés. On fausse ainsi le principe du droit d'expropriation. Agir de cette façon est extrêmement dangereux.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il ne s'agit pas de forcer la main de qui ce soit. Le gouvernement va rencontrer les propriétaires, leur faire part de son désir de remettre la propriété dans le domaine public et leur offrir soit de l'argent, soit un échange. Actuellement, le propriétaire possède le fonds du terrain et il peut exporter le bois. Aujourd'hui, on ne fait que du bois de pulpe sur cette

seigneurie alors que les paroisses environnantes ont besoin qu'on y fasse du bois de planche. Il y a trois villages qui ont besoin de cela pour vivre. C'est dans l'intérêt du public, puisque la population de la région a besoin du bois qu'on exporte actuellement. Le gouvernement fera un inventaire de la seigneurie avant d'agir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) nie que cette loi sabote le principe fondamental du droit d'expropriation. Si c'est vrai, dit-il, il faut enlever ce pouvoir aux municipalités et aux commissions scolaires. Le gouvernement respecte bien le principe de l'intérêt public, dans cette mesure, puisque la vie de tout un groupe de citoyens dépend de l'exploitation de ce territoire boisé. Et rien dans ce projet de loi ne viole une seule des prescriptions de la loi générale de l'expropriation.

Il s'agit bien d'un cas d'intérêt public, puisque le territoire en question restera la propriété de la couronne et servira à assurer le progrès de toute une région. La loi a rendu d'immenses services à la population du Saguenay et de Rimouski. Elle agira dans le même sens dans Matapédia où trois ou quatre municipalités ont des moulins à scie. Le principe de l'expropriation n'est pas violé.

M. Gagnon (Matapédia) félicite le gouvernement de cette loi. Mon comté, dit-il, la désire depuis quelques années. Cette mesure assurera la décentralisation de l'industrie et empêchera l'exportation du bois à l'étranger. Nos gens retireront de forts montants en salaires de l'industrie qui bénéficiera de la transaction. La mise en force de la loi avantagera des municipalités comme Val-Brillant, Sainte-Paula, Sayabec et Amqui. Le gouvernement répond à ma demande et la population du comté lui en sera reconnaissante.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Ducharme, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Poirier, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 24 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Ducharme, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Poirier, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Ducharme, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Poirier, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 51.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lalonde, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subvention spéciale pour Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 accordant une subvention spéciale à la cité de Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre⁴.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil, à la recommandation du ministre des Affaires municipales, soit autorisé à accorder et à payer à la

corporation de la cité de Québec, à même le fonds consolidé du revenu et aux conditions qu'il déterminera, une subvention spéciale au montant de un million de dollars payable, à compter de l'année 1956, par versements annuels consécutifs de deux cent mille dollars et que cette subvention soit employée au paiement de l'intérêt et à l'amortissement du capital sur la dette municipale de la cité de Québec.

La capitale provinciale a découvert que son revenu était inadéquat au cours des dernières années. Il y a deux ou trois ans, le gouvernement a décidé d'accorder \$250,000 à la cité de Québec pour l'aider à régler ses problèmes d'administration. Il a fait des travaux de grande envergure autrefois, et plus récemment, l'an dernier, des travaux considérables ont été faits dans la côte Saint-Sacrement. Aujourd'hui, le gouvernement veut donner une autre preuve de sa coopération en accordant un octroi de \$1,000,000. Cette nouvelle subvention est une autre preuve de la coopération que le gouvernement veut apporter à la Vieille Capitale.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) se déclare favorable à la mesure. Je veux souligner brièvement les tracas financiers qui sont le lot généralement des villes où siègent des Parlements. L'administration municipale de ces agglomérations bénéficie d'une assistance gouvernementale. Sans entrer dans les détails, le fédéral verse des contributions pour aider Ottawa à supporter les charges que lui vaut l'honneur d'être le siège du gouvernement du pays. Tout le monde a intérêt à ce que les capitales progressent et s'embellissent.

D'autre part, il ne faut pas oublier que le titre de capitale comporte des obligations pour la ville qui le possède. C'est ainsi que les gouvernements possèdent de vastes propriétés qui sont exemptées de taxes et prennent la place de propriétés qui rapporteraient des revenus. Les édifices appartenant à l'administration ne sont pas imposables et de tels édifices sont nombreux à Québec.

Pendant un certain nombre d'années, des montants ont été versés pour l'embellissement de la Vieille Capitale. Aujourd'hui, on nous demande de voter \$1,000,000, payable à raison de \$200,000 par année, à compter de 1956. Je ne suis pas en mesure de dire combien le gouvernement devrait payer à la cité de Québec, à cause de son titre de capitale, mais je suis porté à croire que le montant devrait être plus élevé. Il me semble que la contribution ne devrait pas être limitée à une période d'années. Nous devrions accorder une aide régulière et permanente.

La Vieille Capitale, à cause de son caractère historique et de ses beautés naturelles, occupe une situation unique en Amérique du Nord. Si j'en juge par ce qui se fait ailleurs en faveur des capitales, nous devrions établir en principe que le gouvernement doit accorder à la cité de Québec une aide permanente et probablement plus élevée que celle prévue aujourd'hui.

Est-ce une coïncidence que cette subvention soit accordée à l'approche des élections?

Je vois sourire le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un discours d'opposition. "Un petit peu plus" et "un petit peu plus longtemps", c'est typiquement l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce que je trouve drôle, c'est que la loi arrive à la veille des élections. Je ne puis m'empêcher de le noter.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Comme citoyen de Québec, je veux exprimer ma satisfaction du traitement que la cité de Québec reçoit du gouvernement provincial. Elle bénéficie d'une protection et d'une assistance qu'elle n'a jamais connues dans le passé. Il suffit de considérer ce que le présent gouvernement a fait pour la Vieille Capitale aux heures difficiles, pour lui garder son caractère de vieille ville française, pour se rendre compte que l'administration actuelle n'a pas attendu à aujourd'hui pour lui fournir l'assistance dont elle avait besoin. Le projet répond entièrement aux désirs des administrateurs de Québec.

Le chef de l'opposition a dit que le titre de capitale ne va pas sans certains ennuis et qu'il n'est pas seulement un honneur. Le titre de capitale entraîne des charges, notamment pour les services municipaux, mais ce titre rapporte aussi quelque chose. Il nous vaut la présence dans ses murs, pendant les sessions, des mandataires du peuple. Et cela me fait regretter que l'an prochain de nombreux députés de l'opposition ne seront plus là.

(Rires à droite)

Je voudrais que, grâce à l'assistance fournie par le gouvernement, les administrateurs de la cité de Québec s'efforcent de garder à la Vieille Capitale son caractère particulier, que les vieilles constructions d'un intérêt spécial soient protégées et que les touristes trouvent toujours des raisons indiscutables de venir se promener dans nos vieux murs remplis d'histoire.

M. Savard (Québec-Ouest): Québec est certainement la ville la plus intéressante de la province de Québec, sinon du Canada. C'est le premier coin que nos ancêtres ont considéré comme un endroit où tout pouvait les attirer. Considérant que le Canada est devenu un grand pays, les prévisions de nos ancêtres se sont réalisées. Personne, soit qu'il vienne des États-Unis ou de n'importe quelle partie du monde, soit par affaire, soit en touriste, ne manque de venir à Québec qui a un attrait. Malheureusement, si l'on considère son âge et celui des villes canadiennes plus jeunes, sa situation financière, quoique bonne, est devenue plus difficile.

Le vieux quartier de Québec, qui a pratiquement gardé son cachet d'antan, est entouré du nouveau quartier, ce qui rend son administration plus compliquée. Rues étroites d'une part, rues larges d'autre part. Ses anciennes maisons qui avaient beaucoup de cachet ont dû être abandonnées par les anciens propriétaires pour devenir des édifices commerciaux. Comme question de fait, l'administration de Québec est devenue plus dispendieuse, et le geste du gouvernement dans la présente loi pourra temporairement et partiellement améliorer la situation.

D'ailleurs, dès mon arrivée au Parlement en 1952, j'ai préconisé une aide du gouvernement de Québec pour sa capitale comme le font les autres provinces, et plus particulièrement, le gouvernement central pour sa capitale à Ottawa. Tout de même, il ne faut pas oublier, comme tout le monde le sait, que d'autres avant moi y avaient pensé. En 1941 et en 1942, un gouvernement précédent avait décidé d'octroyer à la ville une somme annuelle de \$100,000. En 1943, ce montant fut augmenté à \$150,000. Pour des raisons que j'ignore, après les élections de 1944, le gouvernement actuel décida de cesser ces octrois, avec le résultat que la ville a été privée de \$2,150,000.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'on se lance dans l'histoire des octrois pour l'embellissement, où va-t-on aller? Qu'on s'en tienne à l'étude du bill.

M. Savard (Québec-Ouest): J'ai prouvé, chiffres en main, en maintes occasions, en Chambre et à la radio, que la ville perdait annuellement une somme d'au-delà de \$550,000 en taxes foncières seulement, sans compter les taxes d'affaires perdues, parce que les propriétés de la couronne ne sont pas taxables. Par contre, la ville de Québec est un facteur immense dans les revenus de la province; elle y attire une foule de gens qui y paient des taxes de vente, etc.

Je voterai certainement en faveur de la loi, mais l'idéal serait qu'on donne aux municipalités des octrois statutaires *per capita* comme la chose est faite presque partout dans les autres provinces du Canada. Que le gouvernement n'attende pas la veille d'une élection pour ce faire. Pourquoi limiter cet octroi à cinq ans au lieu de le rendre statutaire?

J'ai fait d'autres suggestions à l'avantage de la ville par la disparition du trafic lourd autant que possible dans la ville de Québec et surtout dans la partie haute, et j'espère qu'elles se réaliseront même s'il s'agit d'une année d'élection. Le gouvernement, à cette fin, n'aurait qu'à terminer la route déjà commencée qui relie le chemin Sainte-Foy à la route no 2, Québec-Montréal, qui permettrait au gros trafic, qui n'a pas d'affaire à Québec, de passer en dehors.

M. Boudreau (Saint-Sauveur): Je voudrais transmettre au gouvernement les remerciements qui m'ont été adressés par mes électeurs à la suite du geste généreux que constitue la présentation d'une loi qui va aider Québec. Les ouvriers de chez nous sont très contents de voir s'alléger de \$1,000,000 le fardeau municipal. Le conseil de ville a, du reste, officiellement remercié le gouvernement de sa générosité. Un échevin a même formulé l'espoir que le gouvernement fédéral fasse la même chose. Ce n'est pas la première fois que l'Union nationale aide la ville de Québec: il y a eu l'octroi de \$250,000, des travaux de \$125,000 à la côte des Bell⁵ l'an dernier; mais Québec reconnaît qu'il s'agit aujourd'hui d'un fait sans précédent et qu'aucun gouvernement ne lui a jamais manifesté autant de sympathie.

M. Marquis (Québec-Est): À maintes reprises, l'opposition a demandé au gouvernement de venir en aide à la ville de Québec. Depuis trois ans, le député de Québec-Ouest et moi-même n'avons cessé de demander au gouvernement provincial d'aider la ville de Québec qui se trouve dans une situation financière difficile. Nous avons aujourd'hui le plaisir de constater que nos vœux et nos prières ont été partiellement exaucés. Il s'agit d'un acte positif, accompli, il est vrai, dans des circonstances un peu particulières, mais nous siégerons l'an prochain de l'autre côté de la Chambre et nous pourrions faire mieux.

En hébergeant le gouvernement provincial, la ville de Québec a chez elle un hôte très important; mais cela lui coûte très cher comme cela coûte toujours très cher d'avoir chez soi un hôte important. Les biens-fonds non imposables appartenant au gouvernement entraînent une perte pour la

municipalité, perte que ne compense pas la subvention accordée aujourd'hui. Je suis convaincu que la ville perd plus de \$200,000 par année du fait que les nombreuses propriétés achetées par le gouvernement sont exemptées de taxes. Je voudrais bien, moi aussi, que le gouvernement fédéral fasse autant, tout en tenant compte du fait que Québec est la capitale de la province et non pas du pays. Il seconde le député de Saint-Sauveur (M. Boudreau) dans ses remerciements.

M. Cloutier (Québec-Centre) remercie le gouvernement. C'est vrai, dit-il, que Québec n'est pas la capitale du pays, mais il semble qu'Ottawa devrait au moins se rendre au désir des députés fédéraux, qui réclament pour Québec l'exécution de travaux importants.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 accordant une subvention spéciale à la cité de Québec, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane)⁶ propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le rapport du ministère pour l'année fiscale finissant le 31 mars 1955 peut être produit?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il n'est pas encore imprimé.

Des députés engagent un bref débat sur la date du dernier rapport déposé en Chambre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et gages (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des gardes-forestiers, Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures⁷.

NOTES

1. *Le Soleil* du 13 janvier 1956, à la page 6, nous apprend que c'est "L'honorable Paul Sauvé qui dirigeait les travaux de la Chambre basse, en l'absence du premier ministre". Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2, "L'honorable Sauvé s'est acquitté de sa tâche avec beaucoup d'habileté. Dans les couloirs du parlement, hier, il était question qu'il soit le successeur éventuel du premier ministre actuel. M. Sauvé est en fait l'un de plus anciens députés de la Législature du Québec. Il n'avait que 23 ans lorsqu'il fut élu pour la première fois député du comté de Deux-Montagnes, le 4 novembre 1930, à la suite de la démission de son père, l'honorable Arthur Sauvé. (...) Le ministre du Bien-être social est l'un des membres les plus sympathiques du Parlement de Québec. Il a du dynamisme et il est un orateur très apprécié".

D'après *La Presse* du 12 janvier 1956, à la page 3, l'absence du premier ministre est "un événement assez exceptionnel, le premier ministre étant un assidu de toutes les séances. M. Duplessis a révélé aux courriéristes parlementaires, hier soir, qu'il serait dans la métropole aujourd'hui. Il n'a pas voulu préciser l'objet de sa visite en plein travail sessionnel, se contentant de dire qu'il s'agissait d'une "question importante". Selon *Le Soleil* du 13 janvier 1956, à la page 13, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, le voyage à Montréal du premier ministre concernerait un projet de barrage et de centrale hydroélectrique sur l'île Heron. Le *Montreal Star* du 12 janvier 1956, à la page 3, rapporte que M. Duplessis a été aperçu en compagnie d'Arthur Savoie, directeur d'Hydro-Québec, ce qui tend à confirmer qu'il était à Montréal pour discuter d'un projet hydroélectrique.

Quoi qu'il en soit, l'absence du premier ministre est un événement qui ne passe pas inaperçu. Dans son édition du 16 janvier 1956, *Le Nouvelliste* ajoute: "C'était en effet, relate-t-on, la première fois que l'honorable Maurice Duplessis (...) n'était pas présent à une séance de la Chambre depuis qu'il est chef du gouvernement". À ce sujet, *La Patrie* du 13 janvier 1956 précise: "C'est, de l'avis unanime des journalistes parlementaires, la première fois depuis 1944, que le premier ministre s'absente une journée complète de la Vieille Capitale pendant la session". Le *Montréal-Matin*, dans son édition du 13 janvier, à la page 5, affirme lui aussi qu'il s'agit de la première absence de M. Duplessis depuis 1944. Cependant, *Le Devoir* du 21 janvier 1956, à la page 9, affirme "qu'il y a une dizaine d'années, la même chose s'était produite".

2. L'article 548, paragraphe 1 du *Règlement annoté de l'Assemblée Législative* se lit comme suit: "Quand un bill public a pour objet direct et principal l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne, la concession de quelque bien appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en considération en comité plénier et agréée par la Chambre."

3. En effet, d'après l'article 114 du *Règlement annoté de l'Assemblée Législative*, une motion non

annoncée doit être présentée pendant les affaires courantes; le cas échéant, une telle motion vient au quatrième rang par ordre de priorité. Cette discussion a lieu sur une question de privilège qui, comme le veut le même article, est étudiée à la toute fin des affaires courantes: il est donc trop tard pour présenter une motion non annoncée à ce moment, ce qui explique la décision de l'Orateur.

4. Normalement, c'est le ministre des Affaires municipales, Yves Prévost, qui devrait présenter ce projet de loi, mais *Le Soleil* du 13 janvier 1956, à la page 3, nous apprend que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) prend la parole à la place "de l'honorable Yves Prévost, retenu chez lui par la maladie."

5. Le député de Saint-Sauveur parle ici de la Route Bell, devenue Avenue Saint-Sacrement en 1943. Il parle donc des mêmes travaux dont a parlé le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) au début de ce débat, quand celui-ci disait que "des travaux considérables ont été faits dans la côte Saint-Sacrement."

6. *Le Soleil* du 13 janvier 1956, à la page 6, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, affirment que le ministre des Finances et député de Matane, Onésime Gagnon, n'était pas en Chambre pour cette séance. Or, le nom de M. Gagnon apparaît dans la liste des députés présents lors des trois votes enregistrés qui ont eu lieu pendant cette séance et qui sont rapportés dans le *Journal de l'Assemblée 1955-56* (Vol. XCI), ce qui signifie hors de tout doute qu'il était présent au moment de ces votes. Peut-être M. Gagnon s'est-il absenté durant une partie de la séance, ce qui aurait induit les journalistes en erreur.

7. D'après *Le Soleil* du 13 janvier 1956, à la page 3, l'ajournement a eu lieu "un peu avant 5 heures".

Séance du mardi 17 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Sainte-Foy**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Boudreau), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Sainte-Foy, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 221 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec;

- bill 111 concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 112 concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal;

- bill 176 concernant la Compagnie Québec-Autobus et la Compagnie de chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway Light and Power Company);

- bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 193 constituant en corporation La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., compagnie mutuelle d'assurance-vie;

- bill 158 relatif à la succession de Joseph Prud'homme.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 202 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 149 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 159 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;

- bill 184 concernant la ville de Roxboro.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 185 intitulé: Loi modifiant la charte de la cité de Joliette ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Corporation de gaz naturel
du Québec**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 221 concernant la Corporation de gaz naturel du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 221 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Berthe Beauchemin**

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant la succession de dame Berthe Beauchemin, née Gendron.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Saint-Joseph
de Mont-Royal**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant les syndics de la paroisse Saint-Joseph de Mont-Royal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Compagnie Québec-Autobus et
Compagnie de chemin de fer,
d'éclairage et de force
motrice de Québec**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 concernant la Compagnie Québec-Autobus et la Compagnie de Chemin de fer, d'éclairage et de force motrice de Québec (The Quebec Railway Light and Power Company).

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Saint-Hubert**

M. Roche (Chambly) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 199 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 199 sans l'amender.

M. Roche (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**La Mutuelle-Vie
de l'U.C.C.**

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 constituant en corporation La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 193 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Joseph Prud'homme

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 relatif à la succession de Joseph Prud'homme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 158 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Paroisse de L'Assomption

M. Chartrand (L'Assomption) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 202 concernant la corporation de la paroisse de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 202 sans l'amender.

M. Chartrand (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Grand'Mère

M. Ducharme (Laviolette) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Roxboro

M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 concernant la ville de Roxboro.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Hébert (Beauharnois) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Hébert (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Saint-Jean, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des légataires universels des successions de feu Lactance Bouthillette et de feus Diana Trahan et Julien Gervais, demandant l'adoption d'une loi déclarant Julien Gervais propriétaire absolu de certains immeubles;
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Berthierville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Canada Steamship Lines Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de sœur Sainte-Thérèse de la Foi et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Quebec Dietetic Association - l'Association de diététique du Québec;
- du docteur Paul Marchildon, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Cécile Marchildon;
- de Protestant School Board of Greater Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Paul-Émile Laperrière, demandant l'adoption d'une loi concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble;
- de Léonard Dulude, demandant l'adoption d'une loi le déclarant propriétaire de certains immeubles.

Projets de loi:

Charte de Granby

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la cité de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Jean

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Propriété de Paul-Émile Laperrière

M. Bertrand (Missisquoi) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 240 concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble dans la cité de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testaments Lactance Bouthillette et Dina Trahan

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 229 concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Propriété de Léonard Dulude

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 242 confirmant le titre de Léonard Dulude à certains immeubles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Testament Cécile Marchildon

M. Johnson (Bagot) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 235 pour interpréter et préciser le sens du testament de Cécile Marchildon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 concernant la ville Montréal-Nord.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Somerville (Huntingdon) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 234 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Gérin (Stanstead) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Association
de diététique du Québec**

M. Roche (Chambly) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 232 concernant l'Association de diététique du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Canada Steamship
Lines Ltd.**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 concernant les immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Berthierville**

M. Lavallée (Berthier) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 modifiant la charte de Berthierville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Médecins vétérinaires

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 des médecins

vétérinaires de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bernierville

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Robert Clark Hastings**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 concernant la succession de Robert Clark Hastings soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 relatif à la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Collège
de Rouyn**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 concernant le Collège de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Engineers' Club
of Montreal**

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 concernant The Engineers' Club of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession John Louis Sabbath

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 concernant la succession de John Louis Sabbath soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Nicolet

M. Roy (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la charte de la ville de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219 modifiant la charte de la ville de Hauterive soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Trans-Canada Pipe Lines Ltd.

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 concernant Trans-Canada Pipe Lines Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bishop's College

M. French (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 241 modifiant la charte de Bishop's College soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Bedford

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 modifiant la charte de la ville de Bedford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chapais

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 concernant la ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville
de Bourlamaque**

M. Dallaire (Rouyn-Noranda) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 concernant la ville de Bourlamaque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Jewish Convalescent
Centre**

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 constituant en corporation Jewish Convalescent Centre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Hyacinthe

M. Bousquet (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 concernant la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Chiropratique
au Québec**

M. Chartrand (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 de la chiropratique dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Imposition scolaire à La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 concernant l'évaluation et l'imposition des immeubles de Saint-Maurice Power Corporation, pour fins scolaires, à La Tuque, jusqu'au premier juillet 1960, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Richmond

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 236 modifiant la charte de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sillery

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 228 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

André Langlais

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 exemptant André Langlais de la quatrième année d'études d'ordre pratique et autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la profession d'avocat, après examens, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Jacques-Cartier

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Akos de S. Muszka

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 239 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Akos de S. Muszka à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Salle de concert à Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Montréal est la deuxième ville française du monde. Elle se doit donc de figurer en bonne place. Jusqu'ici, elle manquait d'une salle de concert ou mieux d'un centre civique ou culturel que possèdent déjà la plupart des grandes villes européennes ainsi que de nombreuses villes des États-Unis et même du Canada. Il y a donc là une lacune à combler. Le projet de loi soumis aujourd'hui à l'étude des députés poursuit ce but. La loi en question autorisera le gouvernement à souscrire et payer jusqu'à concurrence de \$2,500,000, pour défrayer le tiers du coût de cette construction; la ville de Montréal en

paiera un autre tiers et le troisième tiers proviendra de souscription privées.

Nous voulons connaître l'opinion de tous ceux que la chose intéresse; c'est pourquoi, lorsque le projet de loi aura été adopté en deuxième lecture, nous proposerons de le renvoyer au comité des bills publics, pour que chacun puisse exprimer son opinion. Mais il n'est pas douteux qu'une salle de concert réponde aux besoins et aux désirs de la population de Montréal et, par extension, de toute la province.

On peut déjà souligner que, depuis quelque temps, il s'est fait beaucoup de chemin. Jadis, il n'y avait même pas entente sur le choix du site; les opinions étaient aussi divergentes que nombreuses. L'unanimité est maintenant faite sur ce site: la salle sera située sur Sainte-Catherine, un peu à l'ouest de Saint-Laurent, sur un terrain dont une grande partie appartient à la Commission des écoles catholiques de Montréal et, le reste, à des propriétaires privés. Nous avons cherché à n'inscrire dans la loi que les clauses fondamentales.

En ne précisant pas dans le texte de la loi toutes ses modalités d'application, on pourra l'adapter aux circonstances et aux besoins. Nous voulons que la corporation ait toute liberté d'agir. Le gouvernement n'a nullement l'intention d'intervenir dans quelque matière que ce soit; il veut seulement collaborer.

Pour ce qui est du nom à donner à cette salle, me permettrait-on de suggérer celui de George-Étienne Cartier? Lorsqu'il s'agit de choisir un nom, on assiste souvent à toutes sortes de discussions. Je soumetts celui de George-Étienne Cartier, parce qu'il me semble qu'il a des titres à cela. D'abord, Cartier fut député de Montréal; il fut l'un des éminents Pères de la Confédération; il s'est toujours intéressé aux arts et à la musique. Il est même l'auteur d'un chant patriotique: "Ô Canada, mon pays, mes amours".

Cependant, si on trouve un nom plus approprié, je ne verrai, pour ma part, aucune objection. Mais je pense que nous devons à cette salle de concert ou à ce centre culturel un nom français qui illustre bien l'histoire du Canada français; ce n'est pas un établissement où on louera des chambres et vendra de la bière¹.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je me réjouis de voir Montréal si près de la réalisation d'un projet qui tient tant à cœur à tous ses citoyens. Je trouve, cependant, que l'on a bien tardé. Aux élections de 1952, le premier ministre avait promis d'aider Montréal à se construire une salle de concert.

À la session qui suivit les élections, j'ai demandé au premier ministre quand il passerait aux actes. Il ne me donna qu'une réponse vague et évasive. Je suis revenu à la charge en 1953; il ne me fournit pas plus de précisions. Il laissa seulement soupçonner le projet en 1954. Mais ce n'est qu'en février 1955 qu'il fournit des explications; il ajouta, cependant, que jamais les Montréalais n'avaient demandé une salle de concert, alors que, depuis 10 ans au moins, toutes les associations le demandaient avec insistance.

Tous reconnaissent que Montréal a besoin d'une salle de concert. En souscrivant \$2,500,000, le gouvernement ne fait que restituer à la ville de Montréal une somme d'argent qu'il lui doit. Mais nous sommes néanmoins heureux que les demandes répétées de l'opposition portent des fruits.

Je trouve qu'il est un peu tôt pour déjà baptiser le centre culturel, mais je veux moi aussi que ce soit un nom français. L'opposition est tout à fait favorable à ce projet, à condition que ses promoteurs et réalisateurs ne soient pas uniquement préoccupés du coût de l'entreprise, du choix de l'architecte et des entrepreneurs, etc. Je conclurai en formulant l'espoir que ce projet prenne immédiatement corps et que la société n'attende pas en 1960 pour commencer l'exécution du projet.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) remercie le gouvernement de sa grande générosité. Je tiens à éclaircir un point. Si ce projet de loi arrive à la mi-janvier 1956, le retard n'est pas imputable au gouvernement, mais aux administrations municipales de Montréal, la présente administration comme celles qui l'ont précédée. En 1953-1954, le premier ministre s'engageait à fournir une souscription de \$1,000,000. Mais, à ce moment-là, la cité de Montréal n'était pas prête. On discutait encore la question du site. On a continué ainsi de discuter pendant des années. Et il ne faut pas laisser le public sous l'impression que c'est le gouvernement qui est responsable du retard. Si l'on avait pu s'entendre plus tôt sur le choix d'un site pour cette salle, il y a longtemps qu'elle serait construite. Je tiens à faire remarquer aussi que le premier ministre donne aujourd'hui beaucoup plus qu'il n'avait promis. On peut espérer que la métropole en prendra avantage pour se tourner maintenant vers une autre classe de la société.

Je suis certain que les Montréalais seront satisfaits de la générosité du gouvernement et qu'ils n'auront qu'une voix pour l'en remercier. Je suis convaincu que la salle de concert répondra au but qu'on veut lui assigner.

Il y a lieu d'espérer que la ville de Montréal fera sa large part. Il y a tant de comédiens à l'hôtel de ville qu'une salle de théâtre pourrait même constituer un endroit idéal où siéger².

Montréal attendait \$1,000,000 des autorités provinciales pour la réalisation de sa salle de concert. Le gouvernement lui a donné \$2,500,000. Puisque le gouvernement provincial donne aujourd'hui plus que ne l'espéraient les autorités municipales, celles-ci devraient pouvoir trouver de l'argent pour coopérer à la réalisation d'un stade civique dans la métropole. Un tel centre comblerait les vœux d'une autre partie de la population. Il (M. Hanley) suggère que le gouvernement et la ville de Montréal se préoccupent également des besoins sportifs d'une autre classe de la société qui voit avec angoisse le Forum tomber peu à peu en décrépite.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je me réjouis de voir que l'on s'apprête à doter la métropole d'une salle de concert et à combler ainsi une carence déplorée depuis des années. Il était anormal, en effet, qu'une ville de l'importance de Montréal n'ait pas son théâtre, alors que des centres beaucoup plus petits en possèdent depuis assez longtemps.

J'attache de l'importance non pas tellement au nom de la future salle de concert, du centre civique ou culturel, bien que je souhaite un nom français, mais au côté architectural du monument. Je recommande qu'on soigne particulièrement l'architecture de ce monument, afin que la métropole et la province puissent en être orgueilleuses. Il faut que ce monument se distingue de l'ensemble de notre architecture, dans la province, qu'on a un peu trop négligée, et que son architecture reflète bien l'idée que nous nous en faisons.

Il importera qu'au point de vue extérieur, il remplisse bien sa fonction, qui sera celle d'un temple du théâtre, de la musique et des arts en général. Il est vraiment déplorable que, dans une ville comme Montréal, d'excellentes troupes de théâtre doivent se contenter de salles de fortune, d'où elles peuvent être expulsées en plein succès, comme cela est arrivé si souvent dans le passé.

Je suis heureux que le bill soit référé au comité des bills publics où les intéressés pourront être entendus. Je souhaite que les représentants de la population de Montréal viennent expliquer ce que la métropole désire et que les intéressés viennent nombreux exprimer leur point de vue. Mais, dans cette réalisation, il est un aspect plus important encore, et c'est l'accueil, le soutien que lui donnera

le public quand l'immeuble aura été construit. Il faudra alors que le public se souvienne qu'il dispose d'une salle de concert adéquate.

Si la prochaine salle de concert de Montréal demeure un temple vide, bien des efforts méritoires et des discours sensés n'auront servi à rien. La parole est maintenant à la population de la ville de Montréal et de toute la province, et elle doit accorder sa sympathie agissante à ce théâtre, dont elle devra faire sa chose si elle veut que l'œuvre dure et prospère.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déplore les propos du député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël). Quand un orchestre sera appelé à jouer dans cette salle, il ne faudra pas que le chef d'orchestre invite le député de Montréal-Jeanne-Mance, car il ne connaît que les notes discordantes. Le député a voulu faire de la petite politique avec un projet de cette envergure.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles prononcées par l'honorable premier ministre, alléguant qu'elles ne sont pas parlementaires (article 285, paragraphe 20 du Règlement). Il demande à l'Orateur de forcer le premier ministre à retirer ses paroles.

M. l'Orateur: Il n'y a rien d'antiparlementaire dans ce qu'a dit le premier ministre, et je renvoie le point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répète son accusation.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage,

Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 60.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 19.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Jeanne-Mance semble avoir rêvé être l'auteur de la loi et être celui qui versera les \$2,500,000 en question. Comme question de fait, il y a longtemps qu'on parle d'une salle de concert, mais on n'a jamais pu s'entendre sur un site.

Une telle réalisation, d'autre part, ne peut être uniquement une œuvre gouvernementale. Il faut que les citoyens collaborent. Le gouvernement veut simplement faire sa part, coopérer dans toute la mesure du possible.

Le *Star* de Montréal a mené une enquête sur le coût d'une telle construction. Il l'a fixé à environ \$6,000,000. Le gouvernement, qui veut défrayer le tiers du coût de l'entreprise, est donc généreux en projetant de dépenser jusqu'à concurrence de \$2,500,000. Je remercie en passant M. John W. McConnell³, qui est un des grands philanthropes non seulement de la province, mais du pays et du monde entier, de s'être intéressé à cette initiative et de continuer à s'y intéresser. Sa coopération a largement contribué à rendre le projet réalisable aujourd'hui. Cette coopération restera l'un des gros éléments du succès des plus prometteurs de cette salle de concert. Le gouvernement veut coopérer dans toute la mesure du possible au succès de ce projet.

Il (l'honorable M. Duplessis) demande le vote.

La motion proposant que le bill 25 soit maintenant lu une deuxième fois est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Cournoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup),

Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 79.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose: Que pour l'acquisition du terrain et la construction et l'aménagement des immeubles requis pour les fins de la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à payer à la corporation, aux conditions et de la manière qu'il déterminera, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas deux millions cinq cent mille dollars.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bédard, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Coumoyer, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dupuis, Earl, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Goulet, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marquis, Miquelon, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Ouellet, Paquette, Pinard, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Roy, Sauvé, Savard, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 79.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 25 est, en conséquence, agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 25 pour faciliter l'établissement et l'administration d'une salle de concert à Montréal.

Dépôt de documents:

Ministère du travail Rapport 1954-1955

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1955. (Document de la session no 16)

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Goulet (Témiscamingue): Je voudrais savoir pourquoi le ministère réclame cette année \$150,000 pour l'achat et l'entretien de camions et d'automobiles, alors qu'il n'a rien exigé l'an dernier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La liste était moins détaillée l'an dernier.

M. Goulet (Témiscamingue) veut savoir pourquoi les crédits demandés pour le précédent exercice financier étaient de \$700,000 ou \$800,000 plus élevés.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Au commencement de la saison, on ne peut prévoir les feux que l'on aura. L'été dernier, il a fallu engager 918 gardes pour l'extinction d'incendies de forêt. Les \$25,000 prévus pour l'extinction des incendies en 1956-1957 sont seulement pour les cas d'urgence, pour payer salaires et nourriture.

M. Goulet (Témiscamingue) pose des questions.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Quand des incendies entraînent des frais supplémentaires en salaires et achats de nourriture, les sommes apparaissent dans les budgets supplémentaires.

M. Goulet (Témiscamingue): Est-ce que le ministre prétend qu'il n'y aura pas de mandats spéciaux?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): S'il n'y a pas de feux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on savait où il doit y avoir des feux, il n'y aurait plus d'incendies; on les éteindrait à l'avance.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le ministère demande \$450,000 pour le matériel. Au cours d'une année comme l'an dernier, il s'est perdu

plus de 50 % des boyaux à incendie; ils ont brûlé ou été détruits d'une façon ou d'une autre. Il se perd de nombreux outils, comme les pelles.

M. Noël (Frontenac) veut savoir si les \$250,000 réclamés pour l'arrosage aérien serviront en partie à acheter du matériel.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Ce ne sont que des contributions. Nous payons 50 % du coût de l'arrosage; les compagnies, l'autre moitié.

M. Goulet (Témiscamingue): Pourquoi le ministre demande-t-il seulement \$250,000, soit \$250,000 de moins que pour l'année 1955-1956?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le territoire à arroser pour terminer la Gaspésie est moins grand. L'arrosage de l'an dernier, d'après M. Daviault⁴, a été un succès. Tout est redevenu vert. Et l'on espère que le succès est définitif. On en est à la troisième année d'arrosage.

Des députés parlent de maladies qui affectent le bois franc depuis quelques années.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Tout le bois franc, notamment le bouleau, l'orme et le merisier sont attaqués par des maladies dont on ne connaît pas la cause et qu'on ne peut contrôler. Cette maladie existe également au Nouveau-Brunswick et dans l'État du Maine.

Elle est si grave que, dans le cas de l'orme, il faut abattre l'arbre et le brûler pour empêcher la contamination de se propager.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) si son département collabore avec les grands laboratoires forestiers, au Canada et aux États-Unis, pour tenter de déceler la cause de cette destruction continue de nos bois francs.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Oui, mais malgré cela, l'épidémie fait son chemin. Les laboratoires n'ont pas encore trouvé de remède. Il semblerait que l'épidémie se développe par cycles. Fort heureusement, l'érable n'est pas aussi malade que les autres espèces de bois francs.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Alors, nous allons perdre tout notre bois franc? Le ministre prévoit-il une échéance?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Nous ne le savons pas. Nous n'avons aucun contrôle possible connu sur cette maladie des bois francs.

M. Noël (Frontenac) croit que ce peut être une question de terrain et de climat.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le seul moyen efficace a été le D.D.T.⁵ qui n'agit que sur l'épinette.

M. Noël (Frontenac): On devrait affecter plus d'entomologistes à ce travail de recherches. L'industrie qui emploie le bois franc comme matériau principal, l'industrie du meuble par exemple, est fort inquiète. Il importerait peut-être d'augmenter les crédits aux recherches entomologiques.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il y a trois entomologistes au ministère des Terres et Forêts. Mon département travaille de concert avec les experts du fédéral et des États-Unis, mais sans résultats probants à date. S'il y a un gouvernement qui a attaché de l'importance aux recherches dans ce domaine des maladies de l'arbre, c'est bien le présent gouvernement.

M. Goulet (Témiscamingue) pose des questions.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): En 1955, le nombre des feux de forêts a été de 1,115 et la superficie ravagée représente 410,000 acres. Quant aux pertes, il est difficile de les évaluer pour le moment. L'an dernier également, le gouvernement a dépensé \$1,200,000 pour la protection des forêts et les compagnies en ont dépensé autant. Les associations diverses se chargent de protéger 52,000,000 d'acres.

M. Goulet (Témiscamingue): Le gouvernement intervient-il pour la protection sur les terrains privés?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Non.

M. Goulet (Témiscamingue): Je crois avoir des preuves du contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est clair que lorsqu'un feu menace les terres de la couronne, nous nous efforçons de l'empêcher de traverser la ligne.

Un député pose une question sur l'exportation du bois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a pris le contrôle de nombreux "free holds", précisément pour empêcher que notre bois sorte de la province non ouvré. L'Union nationale est le gouvernement qui a fait le plus dans ce domaine.

M. Goulet (Témiscamingue): Comment se fait-il qu'une compagnie de ma région continue à exporter le bois en Ontario, alors que j'ai déjà mis le gouvernement au courant de la situation et qu'on a accusé réception de ma lettre? L'an dernier, le ministre m'a dit qu'il n'était pas au courant de cela, mais maintenant il l'est.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le contrat entre cette compagnie et le gouvernement a été signé par les libéraux, il y a 48 ans. Il y a aussi la compagnie Fraser qui a un contrat pour exporter au Nouveau-Brunswick. Nous respectons les contrats. On admettra qu'aucun gouvernement n'a autant fait que celui de l'Union nationale pour empêcher l'exportation du bois.

M. Noël (Frontenac) se plaint à son tour de l'exportation aux États-Unis du bouleau coupé sur des terres de la colonisation.

M. Goulet (Témiscamingue) dénonce le pillage des réserves cantonales dans son comté et tente de démontrer qu'un de ses petits-neveux a été victime du favoritisme qu'aurait exercé l'Union nationale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a plusieurs martyrs dans cette famille-là.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service forestier (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Un député pose une question sur les différents systèmes de mesurage des cordes de bois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) soutient que sur les terres de la couronne, la seule mesure qui existe est celle de 128 pieds cubes apparents.

M. Goulet (Témiscamingue) demande au gouvernement de faire en sorte que les compagnies acceptent partout le système de la "mesure apparente".

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Arpentage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reboisement et pépinières (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Goulet (Témiscamingue): L'an dernier, le gouvernement avait octroyé une somme de \$75,000 sur laquelle il a dépensé \$55,700. Présentement, le reboisement couvre à peine de 2,000 à 3,000 acres par année, alors que nous aurions 5,000,000 d'acres à repeupler. Je demande si les contrats accordés sont satisfaisants.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La province doit couvrir un territoire de 80,000 milles carrés. Dans la forêt vierge sous licence, le meilleur reboisement est le reboisement naturel. Tous les techniciens le disent. Quand les autorités provinciales consacrent \$100,000 par an pour le reboisement, il s'agit du reboisement de régions comme celle des Cantons-de-l'Est où il n'y a plus de bois du tout. Pourtant, nous avons planté, l'an dernier, 3,150,000 arbres.

Il cite le cas d'un cultivateur des Cantons-de-l'Est chez qui on a fait du reboisement il y a sept ou huit ans et qui a fait de la coupe cette année pour vendre des arbres de Noël. Des organismes comme l'U.C.C.⁶, les clubs 4-H⁷ et les associations forestières comprennent le problème et collaborent beaucoup au reboisement des forêts, dit-il.

M. Goulet (Témiscamingue): Nos forêts reculent d'une façon désastreuse; les forêts appartenant à des particuliers fournissent 30 % du bois consommé dans les moulins à papier, alors que celles-ci ne représentent que 10 % de l'étendue des forêts publiques. De plus, les forêts privées fournissent 45 % du bois de sciage, soit environ 500,000,000 de cordes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bois de sciage provient aussi des concessions

forestières et des "free holds", les territoires détenus par l'entreprise libre.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Projets de loi:

Charte de Sept-Îles

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que le bill 138 modifiant la charte de la ville de Sept-Îles ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Université de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 concernant l'Université de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des ingénieurs forestiers

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 97 modifiant la loi des ingénieurs forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 concernant l'Université de Sherbrooke.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Pinard), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour étudier l'opportunité d'établir des barèmes d'octrois statutaires en faveur des corporations municipales et scolaires, et des institutions d'enseignement secondaires et des universités de la province."

Actuellement, les octrois sont distribués à l'entière discrétion du gouvernement. C'est un système qui est condamnable et qui répugne à tout honnête homme, à cause de son caractère arbitraire. Les octrois devraient être statutaires, afin que les commissions scolaires ne soient pas obligées de venir faire la génuflexion et prononcer l'éloge du gouvernement chaque fois qu'elles ont besoin d'aide. C'est du pur électoralisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte à cette dernière expression.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) la retire et déclare que le gouvernement fait de la petite politique avec les octrois aux commissions scolaires. Si telle commission, dit-il, a droit à un certain octroi une autre y a droit également. Autrement, c'est le triomphe de l'arbitraire.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Loin de faire de la petite politique, le gouvernement fait de la grande politique éducationnelle. Je dirige ce département depuis douze ans, et personne ne peut dire que j'ai fait de la petite politique. Le député qui vient de parler ne connaît aucunement la situation.

En 1944, la population de la province en était rendue à avoir peur de vivre parce que les amis politiques du député n'avaient pas su lui donner d'écoles. Notre système scolaire était complètement à l'abandon. On ne bâtissait plus d'écoles et les jeunes quittaient leurs études après la quatrième ou la cinquième année. Les salaires étaient ridiculement bas. J'en sais quelque chose: ma propre mère a fait l'école pour \$40 par année. Et elle était obligée d'acheter le bois pour chauffer l'école. Aujourd'hui, nous avons des écoles claires, propres, vivantes. Des porteurs d'eau, nous avons fait des porteurs de diplômés.

Jamais un octroi n'a été basé sur l'arbitraire ou la mesquinerie. Nous tenons compte de l'évaluation, du taux de la taxe, de la capacité de payer. Nous nous basons sur des renseignements précis. La situation varie d'un endroit à l'autre, et c'est précisément la raison pour laquelle il ne peut pas y avoir d'octrois automatiques à la construction d'écoles. Pour les traitements des instituteurs, oui, mais pas pour les constructions d'écoles. C'est impossible parce qu'il y a trop de facteurs à considérer.

Parce que les besoins, l'évaluation foncière, le taux de la taxe et la capacité de payer varieraient trop d'un endroit à l'autre. Si l'on disait aux commissions scolaires: bâtissez n'importe quoi et nous vous donnerons 50 %, ce serait le désordre, la faillite. Il faut un contrôle et les inspecteurs sont là pour renseigner le gouvernement.

En 1944, le gouvernement a payé toutes les dettes scolaires. Depuis, nous avons bâti 2,890 écoles nouvelles, comprenant 11,007 classes. Ça fait mal à l'opposition quand nous parlons des milliers d'écoles que nous avons bâties; c'est parce que l'administration qui nous a précédés, leurs amis, n'en a jamais construit.

Que le député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) cite, s'il est capable, un seul cas où je serais intervenu pour faire de la petite politique et je m'engage à démissionner. Des écoles, nous en avons bâti dans toutes les paroisses, dans les comtés libéraux comme dans les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est surtout là qu'on a besoin d'instruction.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Ce n'est pas nous qui fixons les traitements des instituteurs, mais nous avons un barème d'octrois pour aider au paiement des traitements des instituteurs, et de \$3,000,000 qu'elle était en 1944, la contribution du gouvernement est passée à \$15,000,000 par année.

M. Bédard (Québec): Le 12 avril 1946, quand l'Assemblée législative a voté la loi pour assurer les progrès de l'éducation, le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) a déclaré que la loi avait pour but de régler définitivement le problème des finances scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre en déclarant que la motion en discussion ne porte que sur la question des octrois statutaires.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) a ouvert des portes et les députés de l'opposition lui répondent.

M. l'Orateur: Ce n'est pas le moment d'engager un débat général. On doit s'en tenir à la question des octrois statutaires. Durant la discussion des crédits on pourra élargir la discussion.

M. Bédard (Québec): N'est-il pas étrange d'entendre dire que le gouvernement a donné des écoles aux commissions scolaires et de voir ces mêmes commissions scolaires venir chaque année demander le droit d'imposer une taxe d'éducation pour les payer?

M. l'Orateur rappelle de nouveau le député de Québec à l'ordre.

M. Bédard (Québec): Sur les 10 provinces du Canada, neuf ont un système d'octrois statutaires. Seule la province de Québec a des octrois discrétionnaires. Il cite des exemples d'octrois statutaires de l'Ontario et de l'Alberta. En 1953 la province d'Ontario a distribué \$57,671,000 en octrois aux commissions scolaires; 80 % de ce montant était statutaire. Dans Québec, en 1954, le gouvernement a donné \$41,000,000, exclusivement selon le mode discrétionnaire.

Le ministre a parlé tout à l'heure de porteurs d'eau. Au régime actuel, nos commissions scolaires sont devenues des porteuses de dettes.

L'administration se vante d'avoir construit des milliers d'écoles à la gloire de l'Union nationale, mais on oublie de dire que ces écoles ont été construites au profit des constructeurs.

Les commissions scolaires du Québec doivent leurs dettes à la mauvaise administration du gouvernement. Il réclame l'institution d'un système d'octrois statutaires pour la construction des écoles, pour les salaires du personnel enseignant, pour le transport des élèves. C'est le seul moyen, dit-il, de mettre fin au gaspillage qui existe actuellement. Si les commissions scolaires recevaient des octrois statutaires, le premier bénéficiaire en serait le contribuable parce que, dans bien des cas, il ne serait pas obligé de payer des taxes qui sont imposées par les commissions scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est incontestable et certain que cette motion équivaut à une motion de non-confiance dans le gouvernement. C'est un drôle de moyen, pour l'opposition, de prouver qu'elle considère le problème scolaire sans partisanerie politique. Je n'hésite pas à affirmer que le gouvernement a la confiance non seulement de la majorité dans cette Chambre, mais de l'immense majorité des gens de la province. Ce serait contraire à la vérité que de voter une motion qui équivaut à nier l'évidence.

On demande d'établir un barème pour des octrois statutaires en faveur des corporations municipales. Qu'est-ce que viennent faire ici les corporations municipales? Dans la province de Québec, ce sont les commissaires des écoles qui s'occupent du problème scolaire.

L'opposition semble par ailleurs ne pas connaître l'existence des écoles spécialisées qui jouent pourtant un rôle de premier plan dans la province de Québec, pour le développement de cette province.

Je regrette l'attitude de l'opposition, qui pousse l'esprit de parti jusqu'au point de se permettre une comparaison entre le système scolaire du Québec, où les droits de la minorité sont respectés, avec les systèmes scolaires de l'Ontario et d'ailleurs.

(Applaudissements à droite)

L'opposition est tellement aveuglée par son désir de nuire au gouvernement de l'Union nationale qu'elle est prête à glorifier des gouvernements qui nient les droits naturels des Canadiens français dans les autres provinces. Le député de Québec-Comté (M. Bédard) a cité en exemple les systèmes scolaires de l'Alberta et de l'Ontario. Mais nous n'avons pas à

recevoir de leçon de ces provinces-là. C'est Québec qui leur donne une leçon. Et c'est tellement vrai que, dans un article paru dans le magazine *Maclean*, un adversaire politique, Blair Fraser⁸, reconnaît que, dans la seule province de Québec, la minorité est traitée avec justice.

Il (M. Duplessis) cite le témoignage de félicitations adressé au gouvernement par M. Dunton, président du Bureau des écoles protestantes de Montréal. Je pourrais citer d'autres occasions où, en matière d'éducation, des autorités ont rendu hommage au Québec comme étant le seul endroit au Canada où les minorités sont traitées de façon équitable dans le domaine de l'éducation. Malgré cela, les membres de l'opposition ont le front de suggérer que le Québec adopte le système en vigueur en Ontario et en Alberta.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) veut rappeler le premier ministre à l'ordre en disant qu'il est question d'octrois statutaires et non des droits des minorités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je veux répondre au député de Québec qui citait en exemple un régime responsable d'injustices envers nos compatriotes de langue française des autres provinces, qui sont parfois obligés de faire appel au gouvernement du Québec pour pouvoir se construire et entretenir des écoles pour y enseigner selon leur foi et dans leur langue. Je regrette que nous en soyons rendus à un point où il n'est plus permis de parler des droits des minorités. C'est en vertu de législations qu'invoque le député de Québec-Comté que nos compatriotes des autres provinces n'ont pas d'écoles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre.

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: La question du problème scolaire en Ontario a été soulevée par l'honorable député et l'on conçoit que le premier ministre puisse lui répondre...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je reçois dans mon bureau la visite d'autorités scolaires canadiennes-françaises de l'Ontario et de l'Alberta qui se plaignent amèrement de la situation. Est-ce que les autres gouvernements sont de bons exemples à suivre pour notre province? Je sais

pertinemment que ce ne sont pas des exemples de l'Ontario qu'on devrait citer. D'ailleurs, le barème dans ces provinces est basé sur l'évaluation des biens-fonds dans chaque municipalité, évaluation qui se fait partout de la même manière. Or dans la province de Québec, le mode d'évaluation varie avec les municipalités; et dans certaines de ces dernières, les biens-fonds ne sont même pas évalués au dixième de leur valeur. Le gouvernement provincial fait preuve de la plus grande équité dans la distribution des subventions.

J'ai assisté à la bénédiction de deux nouvelles écoles dans le comté de Québec, la circonscription du député, et le Dr L.-P. Roy, président de la Commission scolaire de Giffard, a pu déclarer que le gouvernement laisse leur pleine autonomie aux commissions des écoles de la province et n'intervenait pas dans l'octroi des contrats. Il mentionne une déclaration analogue du président de la Commission scolaire protestante de Montréal.

Le gouvernement a été élu pour administrer, dit-il, et non pour être statufié. Nous ne serons jamais statufiés.

M. Hamel (Saint-Maurice) félicite d'abord son collègue de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) d'avoir, par son amendement, saisi la Chambre d'un problème capital: celui des octrois statutaires aux corporations municipales et scolaires et autres maisons d'enseignement.

Les discours des ministres que j'ai entendus, dit-il, m'ont convaincu que le régime actuel était sous son déclin. Le secrétaire de la province et le premier ministre ont affirmé que les octrois statutaires n'étaient pas possibles. Le député de Québec-Comté a prouvé de façon claire que les octrois étaient possibles; il s'agit de savoir s'ils sont souhaitables.

L'opposition réclame des octrois statutaires parce que nous considérons que le bureau du premier ministre et ceux de certains députés de l'Union nationale sont devenus des calvaires où la liberté est immolée...

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ses paroles qui sont antiparlementaires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire. Mais me sera-t-il permis de dire que notre système d'octrois a créé une situation telle qu'il n'est pas possible de la définir dans cette Chambre si l'on veut s'en tenir aux règles parlementaires?

Le premier ministre a dit que le gouvernement avait la confiance de l'immense

majorité de la population. Aux élections de 1952, à peine 50 % de la population a voté pour le gouvernement; 49 % ont voté contre. Mais il y a d'autres angles à la question. Je ne mettrai pas en doute les chiffres du gouvernement qui affirme qu'il dépense le plus par tête pour l'instruction publique; si c'est vrai, comment se fait-il que les instituteurs n'ont pas des salaires aussi élevés que ceux des autres provinces...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Le député est hors de question.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me contente d'exposer les raisons pour lesquelles nous condamnons les octrois discrétionnaires.

M. l'Orateur: Les limites du débat ont été fixées à l'origine par l'amendement du député de Jeanne-Mance (M. Noël). Les salaires s'en éloignent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le système des octrois que pratique le gouvernement nous a conduits à la faillite. Comment se fait-il qu'avec ce système proportionnel à la souplesse de l'échine de celui qui vient quémander, on a réussi à faire peser sur nos corporations municipales et scolaires la dette la plus formidable du pays?

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice s'éloigne encore du sujet.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous prétendons que le système d'octrois statutaires permettrait de libérer les commissions scolaires de leurs dettes. Le système actuel nous donne la dette la plus élevée par famille de toutes les provinces du Canada.

Voici les chiffres, par famille: Terre-Neuve, \$53.50; Île-du-Prince-Édouard, \$159.10; Saskatchewan, \$240; Nouvelle-Écosse, \$325; Manitoba, \$410; Nouveau-Brunswick, \$422.60; Ontario, \$473; Colombie canadienne, \$511; Alberta, \$579; Québec, \$650.30.

Le premier ministre et le secrétaire de la province se sont moqués de ceux qui demandaient des octrois statutaires et les ont insultés. C'est enfantin et injuste.

Il (M. Hamel) cite une liste d'institutions d'enseignement, de syndicats ou de corps publics qui ont demandé des octrois statutaires; parmi eux, on relève les étudiants de Laval, l'Université Laval, les collèges Sainte-Marie, Brébeuf et de Sainte-Anne-de-la-Pocatière; la C.T.C.C.⁹, la Chambre de

commerce de Chicoutimi, la Commission scolaire catholique de Ville-Mont-Royal, celle de Trois-Rivières, etc.

Des hommes responsables peuvent-ils dire que c'est impossible quand des hommes responsables, de nombreux éducateurs, réclament ces octrois statutaires? Les statistiques nous démontrent que l'un des postes les plus importants du budget de l'instruction publique est celui du salaire des instituteurs...

M. l'Orateur: Le salaire des instituteurs n'a rien à faire dans la discussion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a laissé entendre que nous approuvions le régime injuste fait aux minorités dans les autres provinces parce que nous réclamions des octrois statutaires. Alors, toutes ces personnes, toutes ces institutions, tous ces corps publics qui le demandent approuveraient aussi ce régime injuste? Il lit la liste qu'il avait lue un peu plus tôt. Des octrois statutaires, dit-il, nous en aurons. L'an prochain, nous les établirons.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis près de deux heures, nous entendons des discours des députés de la gauche, qui nous font assister à un pénible spectacle. Les accents qu'ils ont fait entendre sont-ils les accents de gens qui veulent réellement des améliorations dans le domaine de l'éducation? Ne sont-ils pas plutôt les accents de gens passionnés et enflammés qui n'ont en vue que la soif du pouvoir?

Dans la province de Québec, l'éducation ne s'est jamais réglée dans les injustices et la critique malveillante. Elle se règle dans la coopération des gens de bonne volonté et dans la justice, non seulement celle qui se trouve dans les bouquins, mais aussi dans le cœur. Des améliorations, le présent gouvernement en a faites et il en reste encore à faire. Ce n'est pas en injuriant tout le monde qu'on les obtiendra.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a donné sa mesure lorsqu'il a lancé son cri final: "Demain, nous vous donnerons des octrois statutaires". Comme c'est drôle. Il veut donner ce que les libéraux n'ont jamais donné, qu'ils n'ont jamais pensé à donner. Le député de Saint-Maurice est allé fouiller dans les statistiques. Avec son honnêteté habituelle, il a fait des comparaisons en citant des chiffres basés non sur la dette *per capita*, mais sur la dette par famille. Comme c'est honnête!

Tout le monde sait que c'est dans la province de Québec que se trouvent les familles où il y a le plus d'enfants par famille. L'amélioration, dans l'éducation, ça ne se base pas sur la saloperie. C'est une question à régler en la plaçant au-dessus des attaches de parti.

Le député de Saint-Maurice nous a cité une liste d'institutions ou d'organisations que nous aurions injuriées. Qu'avons-nous dit? Nous avons dit que les octrois statutaires dans la construction des écoles, ça n'a pas de bon sens. Comment la construction d'écoles pourrait-elle faire intervenir le collège Jean-de-Brébeuf? L'attitude du député de Saint-Maurice me dépasse. Je ne puis croire qu'il soit venu au monde comme cela!

Le député de Saint-Maurice parle d'insultes. Les insultes, c'est lui qui les a proférées en disant que les octrois sont conditionnés à la souplesse de l'échine de ceux qui les demandent. Il a insulté des milliers et des milliers de membres des commissions scolaires, il a insulté les commissions scolaires des comtés qui ont élu des libéraux. Il a prétendu que tous ces gens-là étaient des lèche-bottes. On se rappellera de pareille insulte dans la province.

L'éducation ne sera jamais basée sur l'arithmétique et la "slide rule", dans la province de Québec. Si nous avions un système basé sur l'arithmétique et la "slide rule", est-ce que mes honorables amis les députés de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) et de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) recevraient les octrois qu'ils reçoivent de nous?

Le député de Saint-Maurice admet que nous consacrons *per capita*, à l'éducation, une somme plus considérable que partout ailleurs en Amérique du Nord, et il se surprend que tout ne soit pas fait. La question est bien simple. Nous avons commencé à rien.

M. Bélanger (Lévis): De 1936 à 1939?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avons eu trois ans pour tenter de réparer 40 années d'inertie! Je regrette d'être obligé de parler de cela, mais il faut bien répondre. Il a fallu tout refaire, à tous les degrés de l'enseignement.

Nous ne sommes pas opposés à certains octrois statutaires. Nous avons gardé ceux des collèges classiques et nous les avons améliorés en les augmentant. Nous avons d'autres octrois statutaires. Mais les octrois statutaires, pour les commissions scolaires, dans un comté comme le mien, sont impossibles. L'évaluation est basée sur le rôle

municipal. Elle est, selon les municipalités, de 10 %, de 50 % ou de 80 % de la valeur réelle. Il faudrait changer tout le système actuel.

On a aussi parlé de partisanerie politique. Je rappellerai aux députés de l'opposition qu'il s'est construit des écoles dans tous les comtés de nos adversaires: 18 dans Richelieu, 56 dans Québec-Comté, 29 dans Saint-Maurice, 46 dans Témiscamingue, 18 dans Wolfe, 38 dans Drummond, 37 dans Lévis, etc. Que l'on puisse différer d'opinion, j'en suis. Qu'on puisse réclamer des améliorations, j'en suis également. Et l'on constatera que nous en avons fait, des améliorations. Mais que l'opposition change donc le ton, qu'elle cesse de toujours montrer l'oreille du partisan politique!

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)¹⁰ prend alors la parole, à titre de représentant de la minorité catholique de langue anglaise de la province. Il remercie le ministre de la Jeunesse de ses remarques. Je ne comprends pas, dit-il, l'attitude des députés de l'opposition qui s'acharnent à comparer notre province à l'Ontario et à l'Ouest canadien, où leurs compatriotes de langue française reçoivent le traitement injuste qu'ils connaissent bien.

Est-ce qu'on en veut au premier ministre de cette province parce qu'il est à créer l'unité au sein de la population et parce qu'il traite les minorités avec justice? L'argent dépensé pour l'éducation est un excellent placement. Dans la province de Québec, entre 60 % et 65 % du budget va à la santé et à l'éducation. Ce sont là des chiffres éloquentes.

Il rend hommage au secrétaire de la province et au gouvernement pour leur généreuse et juste contribution à l'éducation et cite les témoignages de plusieurs personnalités anglaises du monde de l'éducation dans la province, qui ont parlé dans le même sens. Je déplore, dit-il, que l'opposition n'ait pas apporté au problème en discussion tout le sérieux qu'il commandait.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pour répondre aux affirmations de certains orateurs qui m'ont précédé, je dirai que la motion soulevée par le député de Jeanne-Mance (M. Noël) a trait aux octrois statutaires et non à la guerre des races. Le juste traitement donné par la province de Québec aux minorités n'est pas une invention de l'Union nationale. Il y a 40 ans, depuis même la Confédération, la province accorde aux minorités un traitement qu'aucune autre province n'accorde à leurs minorités. On prend un faux-fuyant et l'on vient parler de la guerre des races. Les grands débats

financiers finissent toujours par des questions de race, de langue et de religion; on les finit toujours par des questions de sentiment.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) soulève un point d'ordre. Le gouvernement, dit-il, n'a cessé de donner justice aux électeurs de mon comté de Montréal-Sainte-Anne.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Avant que le député de Montréal-Sainte-Anne ne soit né, avant l'Union nationale, toutes les minorités étaient respectées. C'est devenu tellement une tradition dans la province de Québec que j'aurais confiance à n'importe qui en cette Chambre, peu importe le parti auquel il appartienne.

Ceux qui ont soulevé des questions de race dans ce débat n'ont pas rendu service à la province. Ce que l'on a fait pour les minorités, on n'a pas besoin de le crier.

Cette année, plus que jamais, ce n'est pas notre faute si le gouvernement est isolé plus que jamais dans sa tour d'ivoire créée par ses octrois discrétionnaires. Le secrétaire de la province a dit qu'il n'était pas un homme sensé qui soit en faveur des octrois statutaires...

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Des octrois statutaires pour la construction d'écoles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je vais prendre la parole du secrétaire de la province. Il (M. Lapalme) cite un article de la revue *Relations* et relève ensuite une parole du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) à l'effet que l'éducation ne doit pas être l'objet de luttes politiques. C'est pour cela, dit-il, que je veux des octrois statutaires.

Il cite un article publié dans *L'Action catholique* du 3 octobre 1953, où le délégué apostolique demandait des allocations fixes pour les maisons d'enseignement¹¹. Une demande semblable, dit-il, a été formulée par la Ligue des propriétaires de la province de Québec à son congrès de 1953. La Ligue demandait au gouvernement d'uniformiser le barème des octrois scolaires.

Il cite également la déclaration du président de la Fédération des commissions scolaires de la province, qui, en 1953, à Trois-Rivières, réclamait des octrois statutaires. Tous ces groupes, dit-il, sont-ils des insensés? Et tous les neuf autres gouvernements provinciaux qui donnent des octrois statutaires sont-ils des insensés?

Le gouvernement de Québec reçoit des résolutions à la douzaine. Partout on réclame des octrois statutaires. Est-ce qu'il n'y a que des insensés dans cette province? Il nie que l'opposition veuille faire de la petite politique avec cette question. C'est le gouvernement qui en fait, dit-il, car, quand une commission scolaire veut bâtir une école, elle doit d'abord s'adresser au député du comté ou au candidat défait par le député libéral, pour obtenir l'aide du gouvernement. Voilà ce dont nous voulons libérer les commissions scolaires. C'est l'Union nationale qui fait passer le système éducationnel après le parti.

Il (M. Lapalme) cite la déclaration du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) au sujet des octrois statutaires aux collèges classiques. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, dit-il, a prouvé par là que ce système est applicable dans la province de Québec. Les collèges classiques n'ont pas tous les mêmes dimensions ni le même nombre d'élèves. Pourtant, on a réussi à établir là un système d'octrois statutaires. Si on a établi ce système de barème pour les collèges classiques, je le réclame aussi pour la petite école.

Le gouvernement se vante d'avoir construit des milliers d'écoles. D'après *l'Annuaire statistique*, publié sous l'autorité du ministère du Commerce, le nombre des écoles de la province n'a pourtant augmenté que de 300 de 1944 à 1951. Mais ce n'est pas là le point. Il est évident que plus la population augmente, plus il faut d'écoles.

L'Union nationale n'a pas à tant se vanter de ses constructions d'écoles, car elle a dû remplacer les petites écoles du début du siècle comme les gouvernements, dans une vingtaine d'années, devront remplacer les écoles construites par l'Union nationale. Les statistiques prouvent qu'en 1939, il y avait 9,000 écoles dans la province. Il en fallait moins quand la population n'était que de 2,000,000. Dans 10 ans d'ici, il faudra encore bien plus d'écoles, peu importe le gouvernement qui sera alors au pouvoir.

Et si nous nous objectons à ce que le gouvernement dise sans cesse: "Nous avons bâti tant d'écoles", c'est pour que justice soit rendue aux contribuables qui les paient, en définitive, ces écoles. Est-ce que ce ne sont pas les contribuables qui les paient, ces écoles? Est-ce que les taxes scolaires n'ont pas augmenté? Est-ce que les dettes scolaires n'ont pas atteint un niveau sans précédent? Si c'est vrai que c'est le gouvernement qui bâtit les écoles, c'est qu'à toutes fins pratiques, les commissions scolaires n'existent plus pour lui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au chef de l'opposition de proposer l'ajournement du débat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que le débat soit maintenant ajourné.
Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement¹².

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le premier ministre fait ici allusion au débat autour du nom du nouvel hôtel que le Canadian National est en train de construire à Montréal et que plusieurs voudraient voir s'appeler "l'Hôtel Maisonneuve". Ce débat a d'ailleurs eu des échos en Chambre: voir les séances du 23 novembre, du 30 novembre, du 1^{er} décembre et du 6 décembre 1955.

2. En plus d'être député de Montréal-Sainte-Anne, M. Hanley est conseiller municipal à Montréal.

3. John Wilson McConnell (1877-1963) était un homme d'affaires prospère et influent, propriétaire du *Montreal Star*, philanthrope et grand ami de Maurice Duplessis.

4. L.-P. Daviault est un employé du ministère des Terres et Forêts.

5. Dichloro-diphényl-trichloréthane.

6. Union catholique des cultivateurs.

7. Fondés en 1942 par l'Association forestière québécoise, les Clubs 4-H du Québec ont pour mission d'éduquer la jeunesse à la protection et à la conservation des ressources naturelles.

8. Blair Fraser était journaliste au magazine *Maclean*.

9. Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.).

10. D'après *Le Soleil* du 18 janvier 1956, à la page 10, le député de Montréal-Sainte-Anne "s'exprime brièvement en français au cours de ses remarques", laissant clairement entendre que la majeure partie de son discours s'est déroulée en anglais.

11. Voir l'article "Aider financièrement nos maisons d'enseignement", dans *L'Action catholique* du 3 octobre 1953, aux pages 1 et 2.

12. À propos de ce débat, *L'Action catholique* du 18 janvier 1956, à la page 1, affirme que "Le plus vigoureux et le plus palpitant débat de toute la présente session s'est engagé hier soir, à l'Assemblée législative, sur une question d'éducation. C'était la première fois que la droite et la gauche s'affrontaient réellement." Selon *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 2, "La question des octrois statutaires revient à peu près tous les ans au Parlement de Québec. À la veille des prochaines élections générales, on s'attendait à ce qu'elle prenne une ampleur inusitée et elle n'a pas manqué de le faire." *Le Soleil*, lui aussi dans son édition du 18 janvier 1956, à la page 3, précise que "Le débat sur cette question [les octrois statutaires] a duré trois heures et il n'était pas terminé à 11 heures, quand la Chambre s'est ajournée (...)."

Séance du mercredi 18 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 134 concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières;

- bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSarre et concernant la commission scolaire du village de LaSarre.

Projets de loi:

Pont de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de LaSarre

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 modifiant la

charte de la ville de LaSarre et concernant la commission scolaire du village de LaSarre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 154 sans l'amender.

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Districts électoraux

L'ordre du jour appelle la présentation par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) d'un bill modifiant la loi concernant les districts électoraux de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande des explications au député de Montréal-Jeanne-Mance

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Le but de la loi est de donner une meilleure représentation à toute la population.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de la présentation de ce bill. Ce bill est une manifestation de mépris à l'endroit des décisions de l'Orateur qui, le 14 décembre 1955, décidait que deux motions, conçues à peu près dans les mêmes termes et présentées par le député de Jeanne-Mance étaient hors d'ordre¹. L'Orateur avait alors décidé que les deux motions étaient fondamentalement irrégulières parce qu'elles comportaient une dépense des deniers publics. En effet, la présentation de ce bill contrevient aux dispositions de l'article 483 du Règlement, qui exige que toute mesure affectant des deniers publics ou imposant une charge sur le peuple soit recommandée au préalable par le lieutenant-gouverneur. À mon avis, le bill va plus loin que la motion et je demande de rayer cette première loi du *Feuilleton*.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) s'objecte à cette interprétation des règlements. Dans le passé,

dit-il, chaque fois qu'il s'est agi de remanier la carte électorale, il n'y a pas eu de résolutions, ce qui voulait bien dire que cela ne comportait aucune dépense d'argent.

Il cite le cas d'une loi pour former le comté de Jonquière-Kénogami. Il en fut de même, dit-il, quand l'Assemblée Législative a donné droit de vote aux femmes. Tout ce que ma loi demande, c'est une meilleure répartition des comtés et elle n'implique pas une dépense d'argent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le point de vue du premier ministre et celui du député de Jeanne-Mance ont déjà été exposés à la Chambre, au mois de décembre. L'Orateur de la Chambre a rendu sa décision à ce moment et le député de Jeanne-Mance en a appelé de ce jugement. La Chambre a maintenu le point de vue du premier ministre et la décision de l'Orateur. Le même principe s'applique au sujet du bill présentement devant la Chambre.

M. Bélanger (Lévis): Les motions du 14 décembre et le bill actuel ne sont pas du tout du même ordre. Les motions demandaient d'augmenter le nombre des députés de 15 à 25 dans la région de Montréal. Il n'est plus question de cela dans le projet de loi qui demande seulement une meilleure répartition avec le même nombre de députés, donc pas de dépense des deniers publics.

M. Ross (Montréal-Verdun) appuie le député de Jeanne-Mance. L'article 538 du Règlement, dit-il, se lit comme suit: "Le droit d'initiative, en matière de législation générale, appartient aux simples députés comme aux ministres, sauf s'il s'agit d'une matière de finances faisant l'objet principal du bill, ou s'il s'agit d'une question de prérogative royale ou de biens de la couronne."

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) annonce qu'il votera avec le gouvernement².

M. l'Orateur: Le projet de loi comporte une dépense d'argent et un simple député n'a pas droit d'en prendre l'initiative. D'ailleurs, la question de principe a été décidée le 14 décembre et cette décision s'applique dans le cas présent. Je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre et déclare le présent bill irrégulier et nul.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Prévost, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Thibeault, Thuot, 58.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Il est ordonné que le bill soit rayé du *Feuilleton*.

Modification de la loi électorale

L'ordre du jour appelle la présentation par le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) d'un bill modifiant la loi électorale de Québec.

Un député invite le représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) à expliquer la portée du bill.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Cette porte sur quatre objets: 1° elle décrète que la confection des listes électorales sera faite par deux énumérateurs, dont un nommé par le chef de l'opposition et qui donnera ses services gratuitement; 2° elle donne droit à deux représentants par candidat dans chacun des bureaux de votation; 3° elle permet au greffier d'agir comme scrutateur en cas d'absence de ce dernier; 4° elle augmente de trois à cinq le nombre des réviseurs, mais les deux autres agiront également gratuitement. Cette loi apportera de grandes améliorations à la loi électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre

de la présentation de ce bill. Cette loi comporte une dépense des deniers publics, même si les officiers que la loi veut ajouter agissent gratuitement. Il faudra plus de papeterie, etc. C'est la province qui paiera...

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): L'opposition fournira volontiers les crayons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ...Dans un tel cas, nulle motion ne peut être mise en délibération, à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait au préalable recommandé l'objet, comme l'exigent les dispositions de l'article 155 du Règlement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) demande au premier ministre d'attendre le texte de la loi avant de se prononcer.

M. Bélanger (Lévis) appuie le député de Montréal-Jeanne-Mance. Ces services gratuits, dit-il, ont surpris le gouvernement car, dans l'Union nationale, personne ne travaille gratuitement.

M. l'Orateur prend le point d'ordre du premier ministre et les objections de l'opposition en délibéré et déclare réserver sa décision.

Questions et réponses:

Achat de génératrices par Hydro-Québec

M. Hamel (Saint-Maurice): 1. Quelle somme l'Hydro-Québec a-t-elle retirée d'assureurs jusqu'à date à la suite de la défectuosité des câbles électriques sous-marins entre Manicouagan et Les Boules?

2. Quel montant, s'il en est, doit-elle encore retirer?

3. Quel montant l'Hydro-Québec a-t-elle dépensé pour des génératrices diesel destinées à remédier dans une certaine mesure à la pénurie de pouvoir dans la Gaspésie découlant de la défectuosité ci-dessus mentionnée?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. La solvabilité incontestable de la compagnie exécutant les travaux constitue une excellente garantie pour le gouvernement de la province et aucune autre garantie n'était nécessaire.

3. Afin de pourvoir au manque d'énergie électrique et à la diminution d'énergie électrique causées par la sécheresse ou la diminution du débit

des eaux alimentant les pouvoirs hydroélectriques de la province, et cela dans plusieurs endroits de la province, le gouvernement s'est procuré huit génératrices au coût de \$939,640.

Dépôt de documents:

Forces hydrauliques

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 11 janvier 1956, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1^{er} décembre 1954 jusqu'au 1^{er} décembre 1955, concernant la concession, la location, l'acquisition ou l'aliénation de forces hydrauliques dans la province, ou la construction, la réparation, l'agrandissement ou la reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par emmagasinement. (Document de la session no 17)

Bureaux pour services administratifs

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi pour diminuer les dépenses publiques, relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement. (Document de la session no 18)

Permis de la Commission des liqueurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 janvier 1956, pour la production d'une liste de tous les établissements auxquels la Commission des liqueurs de Québec a émis pour la vente de liqueurs alcooliques des permis autres que des permis d'épicerie ou de banquet pendant l'année 1954. (Document de la session no 19)

Projets de loi:

Loi des ingénieurs forestiers

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la loi des

ingénieurs forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Granby

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Jean

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 modifiant la charte de la cité de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Montréal-Nord

M. Barrière (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 concernant la ville Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Sherbrooke

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Canada Steamship Lines Ltd

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 concernant les

immeubles de Canada Steamship Lines Limited dans le village de Tadoussac, comté de Saguenay, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Berthierville

M. Lavallée (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de Berthierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Propriété de Paul-Émile Laperrière

M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 240 concernant le titre de Paul-Émile Laperrière à la propriété d'un immeuble dans la cité de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testaments Lactance Bouthillette et Dina Trahan

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 229 concernant les testaments de Lactance Bouthillette et de Dina Trahan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Propriété de Léonard Dulude

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 242 confirmant le titre de Léonard Dulude à certains immeubles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament Cécile Marchildon

M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 concernant le testament de Cécile Marchildon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Écoles protestantes de Montréal

M. Somerville (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 234 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association de diététique du Québec

M. Roche (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 concernant l'Association de diététique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi du notariat

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 96 modifiant la loi du notariat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois immédiatement.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 17 janvier courant, sur l'amendement du représentant de Montréal-Jeanne-Mance (M. Noël) à la motion de l'honorable

député de Matane (M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, est d'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour étudier l'opportunité d'établir des barèmes d'octrois statutaires en faveur des corporations municipales et scolaires, et des institutions d'enseignement secondaire et des universités de la province."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le débat s'est parfois bien éloigné de la question à l'étude, celle de l'opportunité d'accorder des octrois statutaires aux municipalités et aux commissions scolaires et de mettre fin au système des octrois discrétionnaires. Le débat s'est égaré jusqu'à aborder le problème des minorités. Or, il s'agit tout d'abord d'un problème de saine administration; il ne s'agit que de savoir si nous devons continuer à voir la province administrée en distribuant de façon arbitraire l'argent des contribuables ou si l'on va instituer des octrois statutaires.

D'après le secrétaire de la province, aucun homme sensé ne peut accepter le principe des octrois statutaires pour la construction. Pourtant, tous les grands corps publics du Québec, depuis des années, notamment ceux qui reçoivent des octrois discrétionnaires, ont demandé au gouvernement de cesser cette pratique et de la remplacer par la distribution d'octrois statutaires. C'est par exemple le cas de la Commission scolaire de Trois-Rivières, de la Société Saint-Jean-Baptiste, la ville de Montmagny et le collège Jean-de-Brébeuf à Montréal. C'est aussi celui de la Ligue des propriétaires de la province de Québec, c'est-à-dire la ligue des payeurs de taxe foncière. J'ai dit aussi hier qu'un délégué apostolique avait demandé une aide statutaire à l'éducation.

Bref, aujourd'hui, on a dans la province le spectacle d'une foule de gens qui recommandent à l'État de ne plus distribuer à son gré l'argent du peuple. Le gouvernement a reproché à l'opposition de donner en exemple le système scolaire de l'Ontario où l'on ne rend pas justice aux Canadiens français. L'opposition n'a pas voulu donner en exemple un tel système scolaire, mais, avec chiffres à l'appui, elle s'est efforcée de démontrer que, au point de vue financier, le système des octrois

statutaires est réalisable, puisqu'il est en vigueur dans toutes les provinces sauf Québec.

C'est l'avis de tous les grands corps publics de notre province, notamment de la Fédération des commissions scolaires qui est particulièrement compétente pour parler de problèmes financiers. La Fédération des commissions scolaires doit être bien placée, il me semble, pour mesurer les inconvénients des octrois accordés à la discrétion du gouvernement. Ce régime d'octrois arbitraires place les commissions scolaires dans une fausse situation, dans une situation qui cadre mal avec leur autonomie et leur fierté.

On m'a demandé de me battre pour ce problème lorsque j'ai rencontré les autorités de l'école, l'été dernier, lors d'une tournée de la province. Des hommes publics ont dénoncé devant moi, dans des réceptions officielles, le système des octrois discrétionnaires. Je leur ai demandé: Pourquoi voulez-vous des octrois statutaires? Est-ce pour des raisons politiques ou financières? On m'a répondu: Pour des raisons financières d'abord, car toutes les commissions scolaires ont besoin d'argent pour construire, pour administrer.

Pour faire le budget, les commissions ont besoin de savoir à l'avance quelles seront exactement leurs rentrées d'argent. Or, dans l'état actuel des choses, elles l'ignorent toujours, car tout dépend des caprices du gouvernement. Les commissaires sont obligés d'aller voir le député ou le dispensateur du patronage. De là, la demande se rend au ministère et l'on ne sait pas du tout quelle sera la réponse; le député ne connaît pas la réponse du gouvernement. Quand une décision est finalement prise, c'est encore le député ou le patroneux qui est chargé de la communiquer à la commission.

Des octrois statutaires seraient une grande amélioration. En Ontario, il y en a même pour la construction des écoles. Dans *Relations* d'août 1953, un article souligne le fait qu'au dernier congrès de la Fédération des commissions scolaires du Québec, à la question "Les commissions jouissent-elles de leur autonomie?", on a répondu "Oui" pour l'administration des affaires locales; un peu moins pour la construction. Et l'on suggérerait comme remède des octrois statutaires au lieu d'octrois discrétionnaires. C'était en 1953. Le mal a des racines profondes. Il est donc d'autant plus pressé de remédier à l'état de choses.

Il existe aussi des raisons politiques pour lesquelles les octrois devraient devenir statutaires. Un journal mentionne que le déficit d'une commission a été comblé "grâce à l'intervention du

député X..."; un hebdomadaire rapporte une intervention du même genre "de l'ancien député du comté, battu aux dernières élections", un patroneux.

Il (M. Lapalme) cite quelques autres exemples à l'appui de sa thèse: un article de la *Gazette* mentionnant une intervention du secrétaire de la province; un article du *Progrès du Saguenay* de novembre 1954 s'élevant contre la politique gouvernementale des subventions. Dans un mémoire présenté par la Fédération des commissions scolaires à la commission Tremblay en 1954, dit-il, il était dit qu'on pourrait épargner \$1,000,000 par an pour les travaux de construction d'écoles, soit 10 %. L'Association des commissions scolaires d'Amos a noté que les octrois discrétionnaires placent les commissions dans une situation déplorable pour leur autonomie et leur fierté. Ce ne sont pas les gens de l'Ontario qui le disent, mais les gens les plus directement intéressés au problème dans la province de Québec.

Un chèque destiné au "patroneux" de l'Union nationale, dans le comté de Québec, a été adressé par erreur au député libéral de cette circonscription; celui-ci l'a réexpédié à l'expéditeur et, par la suite, a reçu des excuses. On s'excusait de lui avoir envoyé par erreur, lui, député libéral, un montant versé à même les fonds publics pour satisfaire des besoins scolaires de son comté. Et, après cela, le gouvernement prétend qu'il ne fait pas de petite politique!

Il s'agit donc aussi d'un problème de liberté, d'autonomie scolaire. Devons-nous, oui ou non, avoir des octrois statutaires ou garder le système actuel d'octrois discrétionnaires, système répréhensible et dénoncé par tous ceux qui pensent dans la province de Québec? Telle est la question de l'heure. Pour demander un changement, faut-il invoquer les besoins du budget des commissions ou dénoncer "la petite politique" du gouvernement? Je crois que liberté et justice doivent être les premières raisons à invoquer pour réclamer des octrois statutaires.

Il y a au moins 30 ans que, dans le Québec, l'on verse des octrois statutaires aux collègues classiques. Cependant, ces institutions n'ont pas toutes la même grandeur, la même finance et le même nombre d'élèves. Elles ont pourtant formulé la demande d'octrois statutaires. Si le gouvernement est capable de faire cela pour les collèges classiques, pourquoi les petites écoles resteraient-elles orphelines?

Il (M. Lapalme) s'informe si le temps de son discours est terminé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On va vous laisser faire, mais c'est bien long et bien ennuyant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans la loi de l'instruction publique, il y a des octrois statutaires pour les collèges classiques et les municipalités pauvres. Ne serait-il pas bon d'inclure aussi les commissions scolaires pauvres? On dit qu'on ne fait pas de politique avec cela. La preuve? Dans les comtés de libéraux, on en construit des écoles. Si l'on n'en construisait pas, ce serait un crime contre l'éducation. Des propos comme ceux-là, j'appelle cela descendre dans l'échelle de la politique et non pas monter dans l'échelle de l'enseignement. Jamais personne n'a dit publiquement qu'on ne permettrait pas à un comté dans l'opposition d'avoir des écoles. Le gouvernement en est rendu à dire que l'enseignement dans la province, c'est lui qui le fait.

Quels sont ceux qui ont donné des écoles et qui se vantent d'en avoir donné? Qui donc a bâti des écoles et s'est appauvri? Je trouve toujours que ce sont les commissions scolaires qui sont de plus en plus en dette dans la province de Québec. On ne peut faire entrer dans le débat la question des écoles spécialisées: elles sont des écoles de l'État et elles n'entrent pas dans les cadres de la discussion.

Le gouvernement préfère bâtir des écoles et endetter les commissions scolaires. Quand il s'agit de bâtir des écoles, on assiste à quoi? On assiste à la glorification d'un parti politique. Chaque construction est l'occasion de glorifier le parti au pouvoir. Le mot "enseignement" disparaît derrière le mot "Union nationale". Est-ce la glorification d'un parti politique que l'on veut, ou bien la glorification de l'enseignement? Il y a autre chose dans les octrois discrétionnaires. Ils se donnent pour des périodes déterminées. Quand ces périodes sont terminées, tout est à recommencer. Avec des octrois statutaires, on n'aurait pas à revenir chaque fois qu'on en aurait besoin.

Il ne faut pas, en critiquant la situation, oublier qu'il y a quelque chose de constructif à faire. C'est précisément parce que la chose est difficile que nous essayons de la simplifier. Il y a trois problèmes principaux qu'envisagent actuellement les commissions scolaires:

1. Elles font face à des charges fixes annuelles découlant de l'entretien et de la réparation des écoles.
2. Elles ont la responsabilité de la construction des écoles.

3. Enfin, elles doivent envisager le problème du personnel enseignant dont elles paient les salaires.

Déjà, on tente quelque chose de statuaire en ce qui concerne les instituteurs, poursuit-il

(M. Lapalme). Des octrois statutaires devraient être versés pour chacun des problèmes que je viens de mentionner. Il devrait en être ainsi pour les collèges classiques et les universités.

J'avais l'intention de parler assez longuement du problème des corporations municipales. On a vu des villes assez importantes se faire payer par des octrois des réparations de rues. Il (M. Lapalme) réclame que toutes les municipalités soient traitées avec égalité et justice. Ce qu'on a tant demandé en faveur des octrois statutaires pour les commissions scolaires, dit-il, on finira par le demander pour les corporations municipales.

Comment, une année à l'avance, peuvent-elles préparer un budget si elles ne savent pas ce qu'elles recevront du gouvernement? Tandis que si nous avons des octrois statutaires, les commissions scolaires sauraient d'avance à quoi elles ont droit et ce qu'elles recevront. Il ne s'agit pas de discuter chez nous notre système éducationnel, mais plutôt notre système financier dont dépend le système éducationnel. Si la petite école s'est transformée, c'est dû à la marche du temps et du progrès.

Il (M. Lapalme) rappelle les jours où il fréquentait une petite école de campagne et il évoque des souvenirs d'enfance. Nous sommes obligés de remplacer ce qu'il y a à remplacer devant la marée montante du progrès, dit-il. C'est de même partout dans le monde. Qu'est-ce que vous avez fait? Qu'est-ce que vous allez faire? C'est cela que nous vous demandons. Il faut que la vieille méthode soit remplacée par une autre, et cela va se faire. L'opinion publique fera entendre sa voix en remplaçant le parti politique qu'il y a de l'autre côté de la Chambre. La grande question de l'heure est celle-ci: Sommes-nous pour ou contre les octrois statutaires? Nous sommes en leur faveur dans toute la mesure du possible!

M. Lafrance (Richmond): L'actuel débat est l'un des plus intéressants et des plus révélateurs qui se soient déroulés depuis le début de la session. Pour moi, il y a actuellement deux théories en présence: l'une soutient la thèse des octrois discrétionnaires, l'autre celle de l'établissement d'octrois statutaires.

Je ne veux pas, M. l'Orateur, relever les propos du député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) qui a été classé par un juge de la Cour supérieure...

M. l'Orateur: Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Lafrance (Richmond): Je les retire.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) veut se lever pour soulever un point d'ordre.

M. l'Orateur fait remarquer au député de Montréal-Sainte-Anne que le député de Richmond (M. Lafrance) s'est rétracté.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), a dit qu'en 1944, il n'y avait rien de fait dans la province dans le domaine de l'éducation. Ce n'est tout de même pas l'Union nationale qui a construit notre système scolaire. De son côté, le premier ministre a démontré sa faiblesse en soulevant la question des autorités et en invoquant le problème des races au Canada. Et je trouve que le secrétaire de la province a plus de cran que le premier ministre. Il lance des défis, mais il devrait savoir qu'il est toujours dangereux de lancer des défis.

Il a dit que l'on ne faisait pas de politique avec les octrois³. Je pourrais citer des milliers d'exemples pour démontrer le contraire. Je me contenterai de deux ou trois. À Asbestos, ville où le candidat libéral aux dernières élections a obtenu une forte majorité⁴, on n'a donné un octroi que dans la proportion de 30 % du coût de la construction; dans le comté de Champlain, qui est représenté par un bon député⁵, on a reçu \$511,000 pour une construction de \$640,000 soit environ 80 %.

Le premier ministre a dit que pas une personne de bon sens ne peut vouloir des octrois statutaires, mais il y a une foule de gens qui l'ont demandé. Il (M. Lafrance) cite plusieurs témoignages, dont celui de M. Guillaume Tremblay, président de la Fédération des commissions scolaires, et celui du mémoire de la Fédération des commissions scolaires, qui réclamaient que l'éducation soit libérée de toute influence politique. Le régime actuel conduit à la disparition des commissions scolaires et à l'étatisation de l'enseignement, dit-il. Les contribuables qui ont des enfants qui vont à l'école ont le droit de s'exprimer, même devant l'Église et certainement devant l'État.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) provoque tout d'abord quelques points d'ordre, en s'en prenant au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et au secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté)⁶.

Il n'y aura jamais trop de députés qui se lèveront en Chambre pour réclamer des octrois statutaires, dit-il, et pour combattre la politique néfaste des octrois discrétionnaires, telle que

pratiquée sur une haute échelle par le premier ministre, les ministres et les députés de l'Union nationale. La différence entre un octroi statutaire et un octroi discrétionnaire, c'est qu'en démocratie l'octroi statutaire est un droit, tandis que l'octroi discrétionnaire soulève la désapprobation générale. Le régime des octrois discrétionnaires est faux à sa base, parce que l'argent que reçoivent les commissions scolaires provient du Trésor public et que le Trésor public n'est pas le Trésor d'un parti politique.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a cité, hier, une longue liste d'associations ou de corps publics qui ont réclaté des octrois statutaires devant la commission Tremblay. Pour toute réponse, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a qualifié son réquisitoire de "saloperies"⁷.

Les corporations municipales et scolaires sont lasses de faire la courbette pour obtenir des octrois. Ce que je veux, c'est la décentralisation de l'éducation: je la réclame comme le gouvernement réclame la décentralisation des pouvoirs. J'aimerais savoir ce que le gouvernement a à répondre à ces commissions scolaires qui réclament des octrois statutaires pour sauvegarder leur autonomie.

De l'autre côté de la Chambre, on a prétendu que rien n'a été fait, en matière d'éducation, avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Je vais citer l'*Annuaire statistique du Canada*, préparé par le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), et qui doit dire la vérité. Il (M. Dupuis) présente des statistiques pour réfuter les affirmations du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) à l'effet qu'avant l'Union nationale il n'y avait rien dans le Québec au point de vue éducation. Il (M. Dupuis) cite les dates de fondations de plusieurs écoles techniques: Hull, 1924; Montréal, 1907; Québec, 1910; Shawinigan, 1911; Trois-Rivières, 1920; Chicoutimi, 1930; Sherbrooke, 1938. Il cite également un extrait d'une revue: c'était, dit-il, la coutume de Peron⁸ de prétendre qu'avant lui il n'y avait pas d'écoles en Argentine.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis).

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les ministériels ne parlent pas de toutes nos écoles de rang, de nos collèges classiques, de nos universités, qui existaient bien avant eux. Où ont-ils pris eux-mêmes leur éducation? On voudrait nous faire croire

qu'avant l'Union nationale, c'était le néant. Je lis pourtant, dans l'*Annuaire statistique*, qu'il y avait en 1943-1944, 9,372 écoles primaires, 75 écoles normales, 50 collèges classiques, 559 autres écoles et quatre universités. En 1951-1952, il n'y avait encore que 9,522 écoles primaires, soit une augmentation de seulement 200 en huit ans. Il (M. Dupuis) parle du cimetière Saint-Charles-Borromée⁹.

Il n'y a pas de plus grand problème que celui de l'éducation, et aucun domaine n'est plus menacé que celui de l'éducation, à cause de l'intrusion de la politique dans ce domaine. Il est nécessaire d'avoir une campagne à caractère moral dans le domaine de l'éducation. Avec le système actuel, les commissions scolaires qui ont besoin d'octrois doivent envoyer au parlement des délégués qui sont bons avec le député bleu, ou le patronneux. S'il s'agissait de clubs de nuit, passe! Mais pas en matière d'éducation. Il est temps de libérer les commissions scolaires des tentacules de la pieuvre bleue.

Je ne suis pas le seul à réclamer l'autonomie des commissions scolaires. L'actuel ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon) a déjà dit que la centralisation de l'éducation doit trouver chez nous des ennemis acharnés. Ces ennemis acharnés, ils sont du côté de l'opposition. La question des octrois statutaires est maintenant devant l'opinion publique et il appartient aux ministériels de prendre là-dessus une attitude bien définie.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

M. l'Orateur au fauteuil

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote sur l'amendement¹⁰.

L'amendement à la motion: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 18.

Contre: MM. Barré, Barrette, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Hébert, Johnson, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Poirier, Raymond, Riendeau, Roche, Roy, Sauvé, Talbot, Thibeault, 41.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Marquis (Québec-Est) demande au gouvernement de passer une loi pour verser des pensions suffisantes aux instituteurs qui sont à la retraite et qui ont des pensions ne leur permettant pas de vivre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Sous le gouvernement Godbout, l'administration provinciale ne consacrait que \$200,000 par an pour le fonds de pension des instituteurs. Aujourd'hui, c'est \$700,000 par an que l'Union nationale affecte aux pensions. Un décret ministériel a réglé le cas d'un retraité qui a passé toute sa vie à se dévouer pour la cause de l'enseignement. La situation s'est améliorée considérablement. Pour le moment, c'est tout ce qu'on peut faire.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande si on rembourse aux instituteurs qui quittent l'enseignement ce qu'ils ont versé pour le fonds de pension.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Il y a remboursement seulement pour ceux qui ont passé plus de 10 ans dans l'enseignement.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) veut savoir si le surintendant de l'Instruction publique a produit ses rapports annuels pour les années 1953-1954 et 1954-1955.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je pense que le rapport de 1953 a été produit; pour celui de 1954, je n'en suis pas sûr.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Il y a dans les Statuts une loi qui oblige le surintendant à présenter un rapport annuel. Je suis surpris qu'on viole ainsi ouvertement les Statuts de la province. A-t-on peur de produire ces documents? A-t-on quelque chose à cacher? Je le crois.

M. le président: Le député sait qu'il n'a pas droit de prêter d'intention malveillante. Il doit retirer ses paroles.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Je les retire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'attitude du député est souverainement injuste. Je connais peu d'hommes plus travaillants que le surintendant de l'Instruction publique qui est de plus un homme extrêmement compétent. M. O.-J. Desaulniers fait un travail quasi surhumain. Nous avons bâti, depuis 1945, 2,800 écoles environ et, dans chaque cas, le surintendant a dû étudier les plans.

En plus de ses fonctions au sein du Conseil de l'Instruction publique et du comité catholique, le surintendant doit aussi représenter le département de l'Instruction publique à de nombreux congrès. Il a également eu à s'occuper de la classification des employés. Ce travail a valu à ces derniers une augmentation de salaires globale de \$400,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre est hors d'ordre. La question en litige ici est de savoir si le surintendant a produit ses rapports comme la loi le lui prescrit.

M. le président: Le premier ministre parle sur le poste de l'Instruction publique. Il a le droit de parler de ce qui se fait dans ce département.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je rétablis les faits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les Statuts sont-ils violés, oui ou non?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà expliqué que la personne chargée dans le département de faire les compilations nécessaires avait été malade et qu'on n'aurait point gagné de temps à engager quelqu'un d'autre pour le faire à sa place. Il a été humainement impossible de faire davantage.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On est en face d'un malaise général. On ne parvient plus à obtenir les rapports des ministères. La question est de savoir si les Statuts sont violés ou non. Si chacun veut prendre prétexte de son travail pour violer les lois, où s'en va-t-on? Comment veut-on enseigner le respect des lois quand celles-ci sont violées dans cette Chambre? Quand on demande au premier ministre pourquoi des rapports ne sont pas produits, il répond que le surintendant a beaucoup d'ouvrage. Comme si on pouvait se soustraire aux lois quand on a trop d'ouvrage. Il n'est pas question ici de l'honnêteté ou de l'esprit de travail du surintendant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On soulève une tempête dans un verre d'eau. L'opposition n'est pas logique. Elle prétend parfois que les rapports des ministères, en général, ne sont pas lus; mais quand l'un tarde à paraître, elle proteste. Jamais aucun gouvernement n'a fourni autant de documents et ne les a produits aussi rapidement que le gouvernement actuel. Les informations du rapport du surintendant sont contenues au neuf dixièmes dans les *Comptes publics*. Il y a ici cas de force majeure. La personne préposée au travail a été malade. Si le chef de l'opposition connaissait son droit, il saurait que la force majeure est une excuse.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Et voilà comment on explique que la loi ne suive pas son cours. Ou la loi est bonne ou elle ne l'est pas. Si elle ne l'est pas, qu'on l'amende, mais en attendant, qu'on la suive. Tant qu'une loi est dans les Statuts, on devrait s'y conformer.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Je viens d'être informé que le rapport de 1953-1954 a été déposé et que celui de 1954-1955 est à l'impression.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas treize millions deux cent vingt et un mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions et à des particuliers (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions annuelles - Collèges classiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions annuelles - Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École supérieure de commerce (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions annuelles - Université de Montréal

(Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École des hautes études commerciales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "École polytechnique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-deux mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions annuelles - Université McGill, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention annuelle - Bishop's College, Lennoxville (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de bibliothèques pédagogiques et scolaires; de cours de perfectionnement et d'exams (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Savard (Québec-Ouest) demande si une partie de cette somme est pour les bibliothèques publiques.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):
Non, le tout est pour les bibliothèques scolaires.

M. Savard (Québec-Ouest): Y a-t-il un autre item relatif aux bibliothèques publiques?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non.

M. Savard (Québec-Ouest): On se plaint de ce que notre province est trop pauvre en bibliothèques. Il cite un article paru dans *L'Action catholique* en 1954 rapportant certaines statistiques de l'Association canadienne des bibliothèques de langue française. Il y a, dit-il, 281 bibliothèques gratuites en Ontario, et 43 dans le Québec. Chaque ville ontarienne de 10,000 âmes et plus a une ou plusieurs bibliothèques; seulement 29 des 42 villes de même importance du Québec ont une bibliothèque. Il y a 716,000 livres pour enfants en Ontario, et 29,398, au Québec. Peut-on faire quelque chose pour améliorer la situation?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):

Le député oublie de dire que le gouvernement a fait mieux encore: il a fondé 789 bibliothèques de commission scolaire. En Ontario, il n'y en a aucune. Dans les 789 bibliothèques en question, on trouve 800,000 volumes fournis par le gouvernement; et dans nos bibliothèques publiques, 29,000. Il faut être juste et honnête quand on fait des comparaisons avec l'Ontario. Je préfère avoir des bibliothèques dans les écoles que dans les villes de 10,000 âmes. Les bibliothèques scolaires sont plus utiles encore jusqu'à un certain point que les bibliothèques publiques.

M. Bélanger (Lévis): Sur quoi se base-t-on pour dire qu'il n'y a pas de bibliothèques dans les écoles de l'Ontario? Sur rien. Il (M. Bélanger) réclame des bibliothèques dans toutes les villes de 10,000 âmes au moins. Pour les bibliothèques, dit-il, il se dépense une moyenne de \$0.50 par personne au Québec, et une moyenne de \$147, en Ontario. Il faut penser à la foule de ceux qui sont obligés de quitter l'école très jeunes, les 75 % des enfants qui quittent la petite école après 15 ans. Ils n'ont pas le bagage intellectuel suffisant pour la vie. Ils ont besoin de continuer à se cultiver. Il demande au secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) de prendre les moyens nécessaires pour remédier à la situation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

20. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-six

mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Revue éducationnelles et pédagogiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique - Dépenses en immobilisations (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lemieux (Wolfe) veut savoir si les augmentations de salaire sont basées sur la compétence, le rendement et les années de service.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut se baser sur les seules années de service. Les salaires des gardes-malades, des médecins, des chimistes et autres ont été augmentés. L'augmentation annuelle totale des salaires, après les augmentations de cette année et de l'an dernier, est de \$170,000. Toute augmentation fait suite à une enquête de la Commission du service civil. Les choses ont été grandement améliorées.

M. Lemieux (Wolfe): Certaines augmentations de salaire n'ont correspondu ni au rendement, ni à la compétence, ni aux années de service des employés concernés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme le contraire¹¹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté¹².

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Voir la séance du 14 décembre 1955. On pourra également consulter les séances du 6 et du

7 décembre 1955, où cette question des districts électoraux a été abordée.

2. Comme on pourra le constater en consultant la séance du 14 décembre 1955, le député de Montréal-Sainte-Anne avait voté avec l'opposition sur cette question des circonscriptions électorales.

3. Le député de Richmond fait ici allusion aux propos tenus par MM. Sauvé, Duplessis et Côté lors du début de ce débat, durant la séance de la veille.

4. M. Lafrance parle ici de lui-même, car la ville d'Asbestos fait partie du comté de Richmond. M. Lafrance y a été élu, en 1952, avec une majorité de 341 voix (8,156 contre 7,815).

5. En disant "bon député", M. Lafrance veut sans doute parler d'un député de l'Union nationale, car le comté de Champlain est représenté par l'unioniste Maurice Bellemare.

6. À ce sujet, le *Montréal-Matin* rapporte que "M. Dupuis a été rappelé à l'ordre au moins trois ou quatre fois et a dû, à quelques reprises, aussi, retirer des paroles jugées antiparlementaires".

7. Voir la séance du 17 janvier 1955.

8. Juan Peron, dictateur qui gouverna l'Argentine de 1946 à 1955 et de nouveau, en 1973-1974.

9. Le député de Montréal-Sainte-Marie commet manifestement un lapsus en parlant du cimetière Saint-Charles-Borromée; en effet, *Le Temps* du 19 janvier 1956, à la page 1, précise: "Il voulait, tout le monde l'a compris, parler du vénérable Séminaire de Sherbrooke, devenu, l'an dernier, le siège d'une université."

10. D'après *Le Nouvelliste* du 19 janvier 1956, à la page 2, "Le débat s'est prolongé encore durant tout l'après-midi d'hier, mais l'opposition y a subitement mis fin aux toutes premières minutes de la séance du soir. Le premier ministre a alors profité d'un moment de répit pour demander le vote sur la motion." *La Presse* du même jour, à la page 14, précise que "Le débat (...) a pris subitement fin au début de la séance d'hier soir, quand aucun orateur ne s'est levé pour le poursuivre."

11. *Le Nouvelliste* du 19 janvier 1956, à la page 2, rapporte que "les députés, après avoir discuté

pendant un bon bout de temps sur les salaires de quelques employés civils, ont décidé d'ajourner (...)", laissant entendre que le débat sur les salaires a duré plus longtemps que ce que les journaux en ont rapporté.

12. *Le Soleil* du 19 janvier 1956, à la page 3, affirme: "(...) en l'absence du ministre et du sous-ministre de la Santé, le chef de l'opposition, M. Georges Lapalme, a proposé d'ajourner la Chambre. M. Duplessis a accepté et la séance s'est terminée à 10 heures du soir". *Le Soleil* précise également que le ministre de la Santé, l'honorable Albiny Paquette, "n'était pas en Chambre pour cause de maladie". M. Paquette a subi deux arrêts cardiaques dans les mois précédents.

Séance du jeudi 19 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds;
- bill 191 concernant la succession de feu Aldéric Brunet;
- bill 170 constituant en corporation la ville de Villeneuve.

M. Caron (Maskinongé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 160 modifiant la charte de la cité de Magog;
- bill 142 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Projets de loi:

Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant la corporation du village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Jeannotte (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Aldéric Brunet

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 concernant la succession de feu Aldéric Brunet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Thibault (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ville de Villeneuve

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 constituant en corporation la ville de Villeneuve.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 170 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lauzon

M. Poirier (Bellechasse) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 modifiant la charte de la cité de Lauzon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

M. Poirier (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Permis de recherches minières au Nouveau-Québec

M. Lapalme (Montréal-Outremont): 1. Quels sont les noms de sociétés, compagnies ou corporations auxquelles le gouvernement a accordé des permis d'exploration et d'exploitation des gisements de fer et autres minéraux dans le territoire du Nouveau-Québec, depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'au 30 novembre 1955?

2. Pour quelle étendue de territoire dans chaque cas?

3. Quel montant annuel a été exigé dans chaque cas:

- a) pour permis d'exploration;
- b) pour permis d'exploitation?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil): Depuis le 1^{er} janvier 1950 jusqu'au 30 novembre 1955, dates mentionnées dans la question, aucun permis d'exploitation et aucun permis d'exploration n'a été accordé.

Des permis de recherches ont été accordés à Fenimore Iron Mines Limited, sur une étendue de 375 milles carrés, à raison de \$10 le mille carré et autres conditions; à Atlantic Iron Ore Limited, sur une étendue de 160 milles carrés, à raison de \$10 le mille carré et autres conditions; à International Iron Ore Limited, sur une étendue de 600 milles carrés, à raison de \$10 le mille carré et autres conditions.

Emprunts par émission d'obligations

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): 1. La province a-t-elle contracté des emprunts au moyen d'émission d'obligations depuis le 1^{er} avril 1955?

2. Dans l'affirmative:

a) À quelle date?

b) Pour quel montant?

c) Quel a été le produit net de chacun de ces emprunts?

3. La province a-t-elle racheté des emprunts depuis le 1^{er} avril 1955?

4. Dans l'affirmative:

a) À quelle date?

b) Pour quel montant?

c) Quelle était la date d'échéance de chacun de ces emprunts?

d) Quel était le montant du fonds d'amortissement de chacun de ces emprunts?

e) Quelle partie des nouveaux emprunts a été utilisée pour des rachats d'emprunts?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. Depuis le 1^{er} avril 1955, la province a effectué deux emprunts, mais uniquement pour solder à échéance ou racheter avant échéance des emprunts en cours.

2. a) Ces emprunts ont été effectués le 1^{er} juin 1955 et le 1^{er} juillet 1955.

b) Le premier était pour un montant en capital de \$23,250,000, et le deuxième, pour \$37,750,000.

c) Le produit net du premier emprunt a été de \$22,757,100 et, du second, de \$37,161,100.

3. Oui.

4. (Voir le tableau à la page suivante)

(a)		(b)	(c)		(d)
Date du remboursement		Montant	Date de l'échéance		Fonds d'amortissement
15 juin	1955	\$ 15,000,000.00	15 juin	1955	\$ 2,130,194.80
1 ^{er} juillet	1955	9,800,000.00	1 ^{er} juillet	1957	1,709,259.57
15 juillet	1955	1,000,000.00	15 juillet	1955	En série
25 juillet	1955	10,000,000.00	25 juillet	1955
1 ^{er} septembre	1955	9,725,000.00	1 ^{er} septembre	1957	1,685,233.91
15 septembre	1955	10,000,000.00	15 mars	1959	2,721,298.54
25 septembre	1955	15,000,000.00	25 septembre	1955
		<u>\$ 70,525,000.00</u>			<u>\$ 8,245,986.82</u>

e) Le produit total des deux nouveaux emprunts plus \$2,360,813.18 prélevés sur le fonds consolidé du revenu a servi au remboursement des emprunts énumérés ci-dessus.

Ces deux emprunts effectués à un taux d'intérêt de 2½ % et 3¼ % ont permis à la province, en rachetant avant échéance des emprunts en cours, de faire une économie de \$1,136,641.14.

Dépôt de documents:

Rivière Bersimis

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 janvier 1956, pour la production d'une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province ou l'Hydro-Québec, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1955, relativement aux travaux se rapportant à la construction de barrages, à la construction et à l'aménagement d'usines hydroélectriques, à la construction de lignes de transmission d'électricité, de travaux de coupe de bois ou défrichement, en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, ainsi que copie de tous contrats et ententes en rapport avec la préparation des plans se rapportant aux susdits travaux. (Document de la session no 20)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte des impressions législatives

CONSEIL LÉGISLATIF

18 janvier 1956

Ordonné: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Boulanger, Bovey, Brillant, Connors, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Raymond, Renaud et Tardif, auxquels avait déjà été confié la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session;

Et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Projets de loi:

Université de Sherbrooke

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 concernant l'Université de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est importante à cause de son objet. L'Université de Sherbrooke a été incorporée il y a deux ou trois ans, et elle a besoin de se développer pour mieux servir la jeunesse étudiante. La province

de Québec bénéficie de développements considérables qui ouvrent des carrières prometteuses aux jeunes qui veulent étudier les divers génies. On manque d'ingénieurs dans le monde. Le problème n'est pas particulier à la province de Québec. Aux États-Unis seulement, il manquait l'an dernier 30,000 ingénieurs.

Il n'y a pas de doute que les carrières d'ingénieur minier, d'ingénieur en électricité, d'ingénieur chimiste, etc., offrent des avantages aux jeunes qui veulent étudier les divers génies et jouer un rôle de premier plan dans le développement des ressources naturelles de notre province. Mon gouvernement a fait beaucoup pour aider les jeunes à acquérir les sciences nécessaires. C'est l'Union nationale qui a voté \$6,000,000 pour la reconstruction de l'École polytechnique à Montréal. Les travaux sont commencés et ils vont bon train. À Québec, le gouvernement a construit une École de sciences qui fait honneur à la province et à l'Université Laval. Un octroi de \$1,500,000 a été donné à Laval à cet effet et le nombre des élèves y augmente sans cesse.

L'Université de Sherbrooke est jeune et remplie d'ambitions. Elle est située dans un endroit stratégique et elle mérite qu'on lui accorde tout notre encouragement. On m'a demandé un octroi pour construire une École de sciences. Nous avons décidé, à la demande du député du comté (l'honorable M. Bourque), de donner \$750,000 en 10 ans, et je n'ai pas de doute que l'opposition votera cette loi avec nous.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le devoir des hommes publics et des gouvernements, aujourd'hui, est d'encourager l'enseignement universitaire et, surtout, l'enseignement des sciences. Il n'y a pas assez d'ingénieurs et je suggère que l'on organise une propagande dans les collèges.

Nous manquons d'ingénieurs dans la province de Québec. Les ingénieurs canadiens-français ne représentent qu'un très faible pourcentage dans l'ensemble de la profession au Canada. Non pas parce que nous sommes moins doués que les autres pour les sciences, mais parce que nos préoccupations sont ailleurs. Encore l'an dernier, trop peu de finissants ont embrassé les carrières industrielles. De 1946 à 1955, nos universités n'ont formé que 306 ingénieurs, soit 8.2 % du total canadien. Nos universités n'ont formé que 84 ingénieurs chimistes, que 56 ingénieurs miniers, que 40 géologues, que 21 ingénieurs en métallurgie, que 202 ingénieurs en mécanique. Certaines branches d'ingénierie sont

totalement ignorées par nos gens. La voie choisie par les élèves des collèges est la même que celle choisie par leurs devanciers. Il importe de changer cette façon d'agir, dans l'intérêt même de la nation.

Je me réjouis de voir que l'Université de Sherbrooke va construire une École des sciences. Il faut à tout prix faire une propagande auprès des jeunes. Il faut attirer l'attention des finissants dans les collèges sur les possibilités des carrières du génie. Ce faisant, nous aurons accompli une œuvre utile pour la province de Québec et pour la nation.

M. Savard (Québec-Ouest): Je suis fort heureux d'appuyer cette loi qui favorise l'Université de Sherbrooke. Lorsque j'étais élève à Sherbrooke, une foule de mes compagnons de classe étaient des fils de Canadiens français émigrés aux États-Unis. Ils revenaient étudier au pays de leurs ancêtres. J'espère que cette initiative de l'Université de Sherbrooke qui crée une École des sciences favorisera ces fils américains de père et mère canadiens-français et qu'ils reviendront nombreux étudier dans la province de Québec, à côté des jeunes de chez nous qui ne manqueront pas de profiter de l'opportunité nouvelle qu'ils trouveront dans la capitale des Cantons-de-l'Est.

Le gouvernement, par cet octroi de \$750,000, ne fait que reconnaître les services rendus par le Séminaire et par l'Université de Sherbrooke à la nation canadienne-française. Au nombre des anciens élèves de Sherbrooke, il y a des ministres et des députés, notamment le député de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque). Le premier ministre du Canada, le très honorable Louis Saint-Laurent, est également un ancien du Séminaire Saint-Charles Borromée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): À titre de député de Sherbrooke, je tiens à apporter mon appui à la loi et mes remerciements au premier ministre pour cet octroi de \$750,000 à une institution de haut savoir. Sherbrooke est placée dans une situation idéale et l'aide du gouvernement va largement contribuer à inciter les jeunes des Cantons-de-l'Est à fréquenter son université.

Récemment, l'Université de Sherbrooke a offert un doctorat d'honneur au premier ministre. C'est le plus haut titre de gloire que l'Université pouvait décerner à un homme qui le mérite bien et qui a toujours favorisé les Cantons-de-l'Est. J'ai demandé au premier ministre de donner un octroi substantiel à notre Université et il a consenti à passer cette loi qui donne \$750,000 à l'Université pour

construire une École des sciences. Les gens des Cantons-de-l'Est vous remercient sincèrement, M. le premier ministre.

Au cours de sa déclaration, le premier ministre a insisté auprès des jeunes pour qu'ils se consacrent aux carrières du génie sous ses diverses formes. Cent quarante élèves fréquentent déjà l'École des sciences et ils y sont à l'étroit dans un édifice trop exigü. Il y a 60 élèves en troisième année. C'est magnifique et le gouvernement ne regrettera pas d'aider à faire de Sherbrooke une cité universitaire.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 42 concernant l'Université de Sherbrooke.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que pour faciliter le développement et le progrès de la Faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accorder et à payer à la corporation de l'Université de Sherbrooke, à même le fonds consolidé du revenu, aux conditions qui seront déterminées entre les autorités de cette université et le gouvernement de la province, une subvention spéciale de sept cent cinquante mille dollars payable, à compter de l'année 1956 inclusivement, par versements annuels consécutifs de soixante-quinze mille dollars chacun.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement fera un premier paiement de \$71,000 dès cette année.

M. Lafrance (Richmond) demande au premier ministre si les autres octrois promis par le gouvernement au Séminaire et à l'Université de Sherbrooke ont été payés en entier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond dans l'affirmative.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 42 concernant l'Université de Sherbrooke soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Noël), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas jugé opportun de présenter de mesure législative en vue d'accorder une allocation de maternité aux mères de la province de Québec."

Les problèmes sociaux sont aujourd'hui à l'ordre du jour. Au centre de tous ces problèmes, on retrouve la famille, car elle est la cellule vitale de la société. On parle beaucoup des besoins de la famille en particulier, et l'on fait de grands discours pour vanter la mère canadienne-française. Pour que cette

cellule se maintienne et progresse, il vaudrait mieux aider la famille canadienne-française par des actes positifs que par des discours. Je pense beaucoup moins aux familles à l'aise qu'aux familles d'ouvriers, de cultivateurs et de colons, qui sont continuellement aux prises avec des problèmes économiques. La naissance d'un enfant, qui devrait être une occasion de réjouissance, devient trop souvent pour elles une source de tracas financiers.

C'est pourquoi de nombreux pays ont voulu remédier à cette situation par une forme spéciale d'assistance. Il y a actuellement 32 pays qui versent des allocations de maternité. Je crois que la catholique province de Québec est de celles qui devraient donner l'exemple en ce domaine. Avec un taux de naissance de 29,8, comparativement à 27,2 pour l'ensemble du pays¹, notre province se classe au troisième rang de la Confédération, après Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick. Nous avons de belles familles nombreuses. C'est un fait exprimé par les statistiques que nous comptons le plus grand nombre de familles nombreuses.

Mais les familles les plus nombreuses sont habituellement parmi les moins fortunées. En vertu de la législation actuelle, une certaine partie des comptes d'hôpitaux est défrayée par le gouvernement. Il est vrai qu'en beaucoup de cas les comptes d'hôpitaux sont acquittés par l'assistance publique, mais ce n'est pas suffisant. L'*Annuaire statistique du Canada* révèle que dans tout le pays notre province est celle où la plus forte proportion de naissances, soit 47 %, ont lieu au foyer plutôt qu'à l'hôpital; seulement 53 % des naissances ont lieu dans les hôpitaux, comparativement à la moyenne nationale qui est de 79 %. Pour les naissances au foyer, les familles ne peuvent bénéficier de l'assistance publique.

Des allocations de maternité auraient aussi des avantages du point de vue de la santé publique. Nos statistiques démographiques sont en constante amélioration, mais notre province reste celle qui a le plus fort taux de mortalité infantile et de mortalité maternelle au Canada, soit 50 par 1,000 de population, comparativement à 31 en Ontario et à 38 pour tout le pays, en 1952. Le manque de soins adéquats en est la cause. Dans ces conditions, le gouvernement de Québec poserait un geste d'une haute portée sociale, digne de servir d'exemple à tout le pays s'il instituait par exemple une allocation de maternité de \$50 ou \$60 à la naissance d'un enfant. Ce serait un grand soulagement pour les familles pauvres.

Comme nous avons environ 125,000 naissances par année, il en coûterait environ

\$6,000,000 au Trésor public, soit seulement 2 % de notre budget annuel, pour assurer la continuité et la survie de la famille canadienne-française. Une telle prime de maternité devrait être versée à tous ceux qui la demandent. Ce serait un acte tangible en faveur de la famille canadienne-française et de notre capital humain.

Une telle initiative, déjà mise en vigueur dans 32 pays du monde, sera toute à la gloire de la province de Québec et de son gouvernement, qui se vante toujours d'être le gardien jaloux de nos plus belles traditions religieuses, nationales et sociales, selon l'expression consacrée du député de Trois-Rivières.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Cet amendement est présenté sous la forme d'une motion de non-confiance. Il demande donc à la Chambre de censurer le gouvernement sur la façon dont il administre l'aide gouvernementale dans le domaine social. Il est donc nécessaire d'examiner quelle a été l'attitude du gouvernement en ce domaine.

Cette motion vient à la quatrième session, qui est normalement la dernière avant les élections. Pourquoi à ce stade-ci? Toute la Chambre a le droit de se le demander. La motion est sans aucun doute une tactique électorale pour impressionner les électeurs avant les prochaines élections provinciales. Depuis 1952, les libéraux parcourent la province en plaçant la justice sociale en tête de leur soi-disant programme politique. Mais il est amusant de constater que toutes et chacune des mesures d'assistance sociale qui existent dans la province sont l'œuvre de l'Union nationale. Aucune n'est due à l'initiative de nos amis d'en face.

Nous avons les pensions aux aveugles, les allocations aux mères nécessiteuses, les allocations aux vieillards, les pensions aux invalides et les pensions aux personnes de 65 à 70 ans. Tout cela a été inauguré, soit de 1936 à 1939, soit depuis le retour de l'Union nationale au pouvoir en 1944. Et, sous prétexte d'ajouter une autre mesure sociale à cette liste, on voudrait que la Chambre condamne le gouvernement pour toutes celles qui existent déjà?

Les contribuables de la province de Québec ont le droit de se demander quels sont les motifs qui font agir les hommes politiques publics et d'apprécier leurs paroles à la lumière de ce qu'ils ont fait dans le passé. Jusqu'en 1936, pendant neuf ans, nous avons payé des taxes pour les vieux et les vieilles des autres provinces, alors que les nôtres ne recevaient rien. De 1939 à 1944, l'administration

libérale aurait pu démontrer son souci pour les œuvres sociales. Or, non seulement elle n'a rien ajouté à ce que nous avons fait dans nos trois premières années d'administration, mais elle a même diminué les allocations aux mères nécessiteuses.

Il n'y a pas de doute que le monde traverse une ère de socialisation et que, dans tous les pays, les gens demandent à l'État de les soulager de responsabilités qui appartiennent normalement à l'individu. Il y a dans ces revendications des choses justifiables. Mais il n'appartient pas aux gouvernants, ou à ceux qui aspirent à gouverner, de créer des appétits dans la population. Il y a des limites qu'on ne peut pas dépasser.

Nous avons, dans le Québec, un système social qui se compare avantageusement avec tout ce qui existe dans les autres provinces du Canada. À la dernière conférence fédérale-provinciale, M. Saint-Laurent² a fourni un tableau démontrant que notre province est, de beaucoup, celle qui consacre les sommes les plus considérables à l'assistance sociale. En 1954-1955, l'Ontario consacrait à ces fins \$12,600,000 pour une population de 5,046,000 âmes. Dans le Québec, le montant a été de \$22,700,000 pour une population de 4,388,000 âmes. Avec une population moindre, nous faisons presque le double de ce que fait l'Ontario.

Il existe dans le Québec un système différent basé sur une mentalité différente. Nous ne pouvons pas calquer toutes nos institutions sur celles des autres. Nous avons, par exemple, des œuvres de service social qui n'existent sous la même forme en aucune autre province et qui sont défrayées par l'État. N'oubliez pas que lorsque vous examinez le programme de sécurité sociale en vigueur au Québec, vous devez prendre en considération les services qui sont offerts par les institutions et les organismes privés, mais qui sont payés par le gouvernement. Ces services ne figurent pas au programme parrainé directement par le gouvernement, mais il faut les considérer de la même façon, car ils sont payés par le gouvernement.

Avec le résultat que nous faisons un effort social plus considérable que celui de n'importe quelle autre province. Il y a cependant une limite au fardeau que le contribuable peut porter. Et l'on ne peut pas semer indéfiniment des appétits dans la population sans essayer d'apercevoir avec quelles sources de revenus nous pourrions y faire face. La province de Québec est en pleine expansion économique, ce qui est une bonne chose, mais cette expansion comporte des pénalités qui sont entièrement portées par la province, alors que les

bénéfices sont partagés entre diverses autorités. Les membres de l'opposition pourraient employer leurs efforts à de meilleures fins si, au lieu de stimuler les demandes auxquelles ils ne peuvent pas répondre, ils faisaient pression sur leurs amis libéraux à Ottawa de donner à Québec et au reste de la province une juste part de l'argent des contribuables.

Nous avons fait notre large part et nous continuerons à la faire dans la mesure de nos moyens. Mais il y a une limite à la socialisation. On en est rendu à vouloir socialiser la procréation. Je crois que c'est là une responsabilité que l'individu doit continuer de porter.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne) se prononce contre la motion, qu'il ne trouve pas sérieuse. Je considère l'amendement irrégulier, dit-il, parce qu'il comporte en réalité, selon moi, une dépense d'argent.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a soutenu que, dans la province de Québec, on dépense plus pour l'assistance sociale que dans les autres provinces. J'ai étudié le problème. Ma conclusion est entièrement différente. Le ministre nous reproche la forme que nous avons donnée à la motion, mais, si nous étions arrivés devant cette Chambre en demandant de voter des allocations de maternité, on nous aurait fait remarquer: "Votre motion est irrégulière". Le ministre a déclaré que les seules mesures sociales dont bénéficie la province de Québec, c'est l'Union nationale qui les a prises. Il est faux de dire cela.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit seulement que les lois d'assistance sociale en vigueur actuellement ont été votées par le gouvernement de l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Même cela n'est pas exact. Qui peut dire que la loi de la gratuité scolaire n'était pas une loi d'assistance sociale, que la loi des accidents du travail n'était pas une loi d'assistance sociale, que la loi de l'assistance publique n'était pas une loi d'assistance sociale? Toutes ces lois ont été votées par des administrations libérales. Le gouvernement libéral a accordé la gratuité scolaire et l'Union nationale l'a abolie.

L'Union nationale est un régime réactionnaire; elle ne prend pas d'initiatives. Elle ne fait quelque chose dans le domaine social que quand il lui est absolument impossible de faire autrement. La loi de l'assistance aux vieillards a été passée par l'administration Godbout en 1936³.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas eu de loi d'assistance aux vieillards, passée par Godbout. La seule loi d'assistance aux vieillards date d'il y a deux ans.

M. Hamel (Saint-Maurice): La première loi des pensions de vieillesse a été passée par le régime Godbout en 1936...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député montre son ignorance en histoire parlementaire. En 1936, c'était le régime Taschereau⁴.

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais M. Godbout lui a succédé. On a parlé de la loi des aveugles, de la loi des pensions de vieillesse. Pas une de ces lois n'est due à l'initiative de l'Union nationale. Pas plus que la loi des pensions des infirmes. Le gouvernement provincial ne les a présentées qu'après que le gouvernement fédéral en eût passé de semblables. L'Union nationale n'a pas à se vanter de ses lois sociales...

La loi pour donner des pensions aux mères nécessiteuses est la seule loi sociale pour laquelle l'Union nationale n'a pas eu la main forcée par Ottawa. Conséquence: c'est la loi la plus mesquine de toutes les lois semblables. Savez-vous ce qu'elle donne?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Deux millions de dollars de plus que l'Ontario.

M. Hamel (Saint-Maurice): Un dollar par enfant par mois, après le montant initial de \$35 pour la mère et le premier enfant. Quatre fois 25 sous par mois. Ça c'est le régime social de l'Union nationale.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a dit que ce n'était pas tout de dépenser mais qu'il fallait avoir les revenus nécessaires. Y a-t-il un moyen de payer des allocations sociales plus généreuses dans la province de Québec? Le gouvernement sait-il que l'administration provinciale réussit, dans deux ou trois provinces, à ajouter un boni de vie chère aux pensions de vieillesse? Qu'il ne prétende pas faire mieux en matière sociale que les gouvernements des autres provinces! Il se peut qu'il ne soit pas opportun de payer l'indemnité après la naissance du premier enfant: mais peut-être est-il possible de la payer après la naissance du deuxième ou du troisième enfant?

Le budget annuel du gouvernement est de \$350,000,000 et le gouvernement peut suivre les conseils de l'auditeur de la province qui lui conseille depuis sept ou huit ans...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de s'en tenir à la motion.

M. l'Orateur: La discussion doit porter sur la motion et non sur le rapport de l'auditeur.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je dis que vous devriez suivre les conseils de l'auditeur et acheter aux prix les plus avantageux...

M. l'Orateur rappelle le député de Saint-Maurice à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je crois qu'il serait facile de faire des économies. Je suis convaincu que le gouvernement de l'Union nationale gaspille...

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: Le député pourra discuter la politique financière du gouvernement lors de l'étude des subsides.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse nous dit que cette motion est de nature à créer des appétits stériles. Mais il faut vivre avec le peuple et auprès du peuple pour savoir ce qu'une naissance peut causer d'angoisse dans les familles pauvres. Est-ce qu'il ne vaut pas la peine d'y penser? Je crois que les allocations de maternité s'imposent actuellement. Je voudrais qu'au moins, dans ce domaine, le Québec ne soit pas la dernière des provinces de la Confédération...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il est dangereux pour un député de laisser percer dans ses discours ses sentiments intimes. Vous avez constaté, dit-il, que les discours du député de Saint-Maurice, son ton, ses inflexions de voix, dénotent son unique désir de nuire au gouvernement...

Des voix de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice ne connaît même pas son histoire politique récente. Il ne sait pas que c'est M. Taschereau qui dirigea la première session de 1936. Il démissionna en juin puis prorogea les Chambres⁵. M. Godbout, qui l'a remplacé, fut défait jusque dans son propre comté. Et, dès notre première

session, celle de l'automne 1936, nous avons commencé la réalisation de notre programme social, et c'est l'Union nationale qui a payé les premiers chèques de pension de vieillesse.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a aussi parlé de la gratuité des livres. Mais à quoi sert la gratuité des livres si l'on n'a pas d'écoles, si l'on ne paie pas les professeurs, si on laisse les commissions scolaires sans ressources? Le gouvernement a consacré \$110,000,000 au rachat des dettes des commissions scolaires. Ça c'est de la législation sociale. En 10 ans, nous avons résorbé la tuberculose, construit des hôpitaux, ajouté 16,000 nouveaux lits pour les malades dans la province; ça, c'est de la législation sociale. En 1944, le gouvernement Godbout accordait \$4,500,000 à l'assistance publique, c'est-à-dire à l'hospitalisation et aux soins des pauvres dans les hôpitaux; nous avons porté cette somme à \$74,000,000; ça, c'est de la législation sociale. Le député ne devrait pas parler à la légère comme il fait. Notre législation sociale, nous l'avons étendue à la classe agricole en instituant le prêt agricole, en électrifiant les campagnes...

M. Bélanger (Lévis): Je soulève un point d'ordre, le premier ministre s'écarte du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas moi qui ai commencé à parler de législation sociale; c'est le député de Saint-Maurice. Je ne fais que lui répondre.

M. Pinard (Drummond): Vous avez, M. l'Orateur, rendu votre décision au sujet du député de Saint-Maurice qui s'était écarté du débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai été entraîné par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse qui a élargi le débat à la législation sociale.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Vous avez rappelé à l'ordre le député de Saint-Maurice. Le premier ministre s'est lui aussi écarté du débat.

M. l'Orateur: Lorsque le député de Saint-Maurice a parlé de la gratuité des livres et de la loi des accidents de travail, je ne l'ai pas arrêté, car il rapprochait cela de la législation sociale. Je l'ai arrêté lorsqu'il a commencé à parler du rapport de l'auditeur. C'était nettement hors d'ordre. Le premier ministre répond au député de Saint-Maurice en citant des exemples tout comme il l'a fait. Le point d'ordre n'est pas justifié.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne pourrai citer tout ce que nous avons fait dans le domaine de l'assistance sociale. Les \$75,000,000 que nous avons consacrés à l'aide à l'habitation, afin de permettre aux ouvriers des villes de se construire des maisons à bon marché, n'est-ce pas là encore une mesure de législation sociale? Les millions consacrés aux écoles spécialisées pour permettre aux enfants du peuple d'apprendre un métier, n'est-ce pas de la législation sociale? C'est nous qui avons établi les pensions aux mères nécessiteuses. M. Godbout, en arrivant au pouvoir, a diminué toutes les pensions d'assistance sociale.

Dans aucune province, on n'a fait plus que dans la province de Québec. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a cité des chiffres qui le démontrent. Ce n'est pas nous qui avons dressé ces statistiques; c'est le gouvernement fédéral. L'opposition accepte les statistiques fédérales lorsque cela fait son affaire. Elle s'inspire d'Ottawa, et jusqu'au député de Saint-Maurice qui s'en inspire. C'est presque risible, quand on connaît son passé politique⁶.

Quand donc l'opposition cessera-t-elle de créer des appétits? Elle mène une campagne non seulement socialisante, mais déprimante. Notre peuple est trop fier pour accepter de toujours demander et quémander sans cesse auprès du gouvernement. Le gouvernement est prêt à l'aider, à faire son devoir, mais il ne peut tout faire. Et le peuple de la province a confiance en nous. Il nous le montrera une fois de plus aux élections. Nous y attendons l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La motion présentée par le député de Lévis (M. Bélanger) a été élargie par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé). Quand il s'agit de faire quelque chose, on répond par ce qu'on a fait. Dans la motion, nous regrettons que telle chose ne soit pas faite; nous parlons d'une chose dont nous avons parlé depuis des années. Cela est reconnu que l'opposition n'a pas le droit de passer une motion impliquant des dépenses, car cela revient au gouvernement. On voudrait qu'il comprenne la nécessité d'accorder les allocations de maternité.

Nous regrettons qu'on n'ait pas pensé aux mères de famille de la province. La motion a été présentée sous forme négative, mais elle revient à dire que c'est un vœu que nous exprimons pour que celles qui ont sauvé les Canadiens français soient enfin récompensées. Si, dans la province, nous avons survécu, c'est à cause de la revanche des berceaux. Nous nous devons de continuer dans la voie tracée et de protéger la famille.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse n'a pas dit qu'il était pour, ni qu'il était contre les allocations de maternité. Il a dit qu'il avait peur, qu'il y avait des limites au fardeau que les contribuables pouvaient supporter. Au moment où l'on se penche sur un cas humain, même à la veille d'une élection, on vient invoquer à ce moment le fardeau du contribuable. D'ici la fin de la session, on votera des millions de plus que l'on ne voudrait pour d'autres items moins importants.

Est-ce que l'assistance publique n'indique pas que nous avons plus de misère ici qu'ailleurs? Si nous avons de l'assistance publique, à plus forte raison devrions-nous avoir des allocations de maternité. Encore, si l'on nous avait dit qu'il est impossible de dépenser \$1,000,000 ou \$2,000,000 de plus... il n'y a pas de danger qu'on nous le dise à la veille des élections. Ne pourrait-on pas consacrer quelques millions de notre budget de \$350,000,000 aux mères de famille?

La seule question qui se pose: Est-ce que le gouvernement est pour ou contre les allocations de maternité? Elles sont indispensables dans les circonstances présentes. Là-dessus, il ne s'est pas prononcé de façon nette, claire. Fidèle à son habitude, il a pris des tangentes, des faux-fuyants. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse dit que nous sommes dans une ère de socialisation. Nous sommes plutôt dans une ère où nous commençons à comprendre le problème social. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a encore parlé de la socialisation de la procréation. Si les libéraux avaient voté autrefois des allocations de maternité, on aurait eu des chances que le premier ministre soit marié aujourd'hui⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne se marie pas pour des questions monétaires.

M. Dupré (Verchères): Le premier ministre n'a-t-il jamais été en amour?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand je regarde le député, je m'aperçois que je ne pouvais pas en avoir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La naissance d'un enfant vient instituer dans un grand nombre de foyers un problème financier. Le salaire moyen au Canada varie entre \$50 et \$60 par semaine. Avec ce qui se passe aujourd'hui, le salaire de la semaine ne suffit plus. Le point de vue médical intervient; c'est un problème énorme soulevé par les

sociologues partout dans le monde. Il ne faut pas que la première arme de survie au Canada français soit affaiblie.

Comment se fait-il que l'on nous oppose des considérations purement d'ordre matériel, que l'on vienne dire que l'on crée des appétits stériles? On nous dira qu'il n'y avait pas d'allocations de maternité du temps de nos pères. Ils étaient comme nous, ils voulaient qu'en quittant la vie, la situation soit un peu meilleure. Sommes-nous obligés de laisser les ouvriers de la province de Québec dans les mêmes difficultés? L'opinion publique forcera le gouvernement de la province à verser des allocations aux mères du Québec. Est-ce là créer des appétits stériles?

Ceux qui disent cela n'ont jamais été aux prises avec la naissance d'un enfant. Je ne peux pas croire que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, que le premier ministre et qu'un seul député en cette Chambre soient contents de voir qu'il n'y a pas d'allocations de maternité dans la province de Québec.

M. Johnson (Bagot) reproche aux libéraux leur mentalité et leur opportunisme. L'opposition veut acheter les votes de la population québécoise en proposant \$50 en prime de maternité.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande que le député de Bagot retire l'accusation.

M. Johnson (Bagot) retire ses paroles. Si les libéraux sont sincères, dit-il, pourquoi ne vont-ils pas faire pression auprès du chef du Parti libéral unifié - le provincial et le fédéral ne font qu'un maintenant⁸ - pour réclamer un allègement de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement fédéral prend d'une main et donne de l'autre. Après l'adoption des allocations familiales, le gouvernement fédéral a réduit l'exemption de base pour chaque enfant, en la faisant passer de \$400 à \$150.

Le Parti libéral unifié en est rendu à taxer les allocations familiales dans une proportion de 54 % à 70 %, pour ceux qui ne gagnent pas plus de \$3,000. C'est ainsi qu'un père de famille de deux enfants de six et 13 ans, qui gagne \$3,000, reçoit \$156 en allocations et paie \$120 en impôts. Si les enfants sont en bas de six ans, il reçoit \$120 d'allocations et doit payer \$85.

Dans tout le Canada, le fédéral perçoit \$4,340,800,000 en taxes, dont \$1,299,200,000 dans Québec et ne remet que \$111,000,000 en allocations. Il est difficile de croire au sérieux du Parti libéral

unifié. Si le Parti libéral unifié veut aider les petits, il n'a qu'à suivre l'exemple de l'Union nationale en ce qui regarde l'impôt sur le revenu. Le gouvernement de Québec a démontré qu'il aide réellement les petits. Les évêques ont demandé que les exemptions soient portées à \$1,500 pour les célibataires et à \$3,000 pour les personnes mariées, ce que fait l'Union nationale.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre, alléguant que le député de Bagot s'écarte de la question en discussion.

M. Johnson (Bagot): Je tente de démontrer que les affirmations des libéraux, qui prétendent défendre la justice sociale, ne sont pas justifiées.

M. Pinard (Drummond) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de ces paroles, alléguant qu'elles ne sont pas pertinentes au sujet actuellement débattu⁹. Les règlements, dit-il, sont-ils les mêmes pour la gauche et la droite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit, dit-il, de critiquer les décisions de l'Orateur.

M. l'Orateur: Le député de Bagot ne fait que répondre aux commentaires faits par certains députés de l'opposition sur des lois fédérales. Le chef de l'opposition a lui-même élargi les cadres de la discussion, et la Chambre l'a laissé parler. En conséquence, je renvoie le point d'ordre soulevé par le député de Drummond (article 273 du Règlement) et je maintiens celui du premier ministre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemenare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, French, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette,

Plourde, Poirier, Poulin, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, 59.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Cournoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Rochon, Ross, Savard, 20.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit.

M. Johnson (Bagot) demande aux libéraux de prendre l'exemple de l'Union nationale en matière de taxation et d'être plus modestes lorsqu'ils parlent de justice sociale. En 1952, dit-il, dans tout le Canada, on est venu chercher chez les gens qui ne gagnent pas \$3,000 par année, des gens que les libéraux unifiés feignent de vouloir aider, \$220,824,180, dont la somme énorme de \$45,000,000 dans la province de Québec. Aucun gouvernement ne s'est montré plus secourable aux petits et aux malades que le gouvernement de l'Union nationale.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie) reproche au député de Bagot d'être sorti de la question principale, celle des allocations de maternité, pour se lancer à fond de train dans une attaque contre le fédéral. C'est encore l'Ottawamanie, dit-il.

Ce n'est pas à Ottawa qu'on doit surtout s'adresser pour soulager le fardeau du père de famille dans la province de Québec. C'est au gouvernement de l'Union nationale qui fait payer les livres de classe, qui a enlevé la gratuité de l'école, qui taxe les remèdes des enfants et les repas du père de famille, qui taxe l'huile à chauffage. Pourquoi le père de famille du Québec est-il placé devant un problème angoissant quand son épouse donne le jour à un enfant? C'est parce qu'il est surtaxé par le gouvernement de la province de Québec.

Toute la question est là et rien ne sert de tenter de la détourner en parlant de l'impôt sur le revenu imposé par Ottawa. Il n'y en a pas d'impôt sur le revenu dans les autres provinces. Seule la province de Québec l'a imposé. Encore une fois, la droite préfère répondre par des faux-fuyants quand l'opposition soulève une question sérieuse. Les ministériels tentent de détourner les yeux d'un problème angoissant. C'est une honte. Pour notre part, nous allons continuer le débat pour que la province se rende compte de la différence entre le

Parti libéral et l'Union nationale, pour que la population sache qui de ces deux partis prend l'intérêt de la mère et de l'enfant.

Le député de Lévis (M. Bélanger) a exposé froidement la question des allocations de maternité et il n'a pas attaqué le gouvernement. Mais la guerre a pris parce que cette proposition ne faisait pas l'affaire du gouvernement qui ne veut pas donner des allocations de maternité. Il est temps que la mère de famille du Québec entende la voix du gros bon sens, et elle va se rendre compte de la mauvaise volonté du gouvernement quand elle constatera que 32 pays déjà paient cette allocation de maternité, et quand elle se demandera pourquoi un gouvernement de Québec, qui surcharge le peuple de taxes, ne veut pas l'aider en lui payant les allocations réclamées par le député de Lévis. Le gouvernement du Québec pourrait payer ces allocations avec une petite partie des \$75,000,000 votés pour la voirie.

Il (M. Dupuis) parle des relations du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) avec George Drew¹⁰.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion en amendement du représentant de Lévis (M. Bélanger) proposant que le tous les mots après "que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que le gouvernement n'ait pas jugé opportun de présenter de mesure législative en vue d'accorder une allocation de maternité aux mères de la province de Québec", amendant la proposition du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) que l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Les allocations de maternité éloigneront certainement le

peuple des idées socialisantes. Le gouvernement doit dire s'il est pour ou contre ces allocations de maternité. Quant au Parti libéral, il les approuve et toute l'opposition votera en faveur de la motion Bélanger.

M. Noël (Frontenac): Cette allocation aux mères de famille est l'une des mesures sociales les plus importantes réclamées par les libéraux, car la mère est le centre de la famille, l'éducatrice des enfants. Elle remplit admirablement ce rôle depuis 1760, et le gouvernement doit le reconnaître. Si l'Union nationale s'obstine à refuser ces allocations, le Parti libéral les donnera à la population du Québec. C'est en campagne que le besoin des allocations de maternité se fait le plus sentir car il y a à peine 4 % ou 5 % des mères qui peuvent aller à l'hôpital.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): Les tenants du conservatisme social doivent heureusement battre en retraite. Il en reste encore malheureusement qui se montrent sceptiques et sourient quand les libéraux soutiennent que le gouvernement serait en mesure de verser des allocations de maternité.

On nous reproche, de l'autre côté de la Chambre, des tendances à vouloir socialiser la procréation, on nous reproche de vouloir créer des appétits stériles. Mais, si on a le courage, qu'on fasse donc le même reproche aux nombreuses associations religieuses ou autres qui nous appuient dans ces revendications.

Non, Québec a une natalité enviable et toute mesure pour la garder à ce niveau respectable doit être encouragée. À titre de représentant des familles ouvrières de Jeanne-Mance et de Montréal en général, je me fais un devoir d'approuver la motion en discussion.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je comprends mal l'invitation de certains membres de la gauche à ceux de la droite qu'ils ont priés de voter pour la motion. On a présenté, en somme, une motion de censure. Voudraient-ils que le gouvernement se censure lui-même? Il s'agit bien d'une motion de non-confiance. Comment peut-on s'imaginer que le gouvernement pourrait accepter une telle motion sans se condamner lui-même pour tout ce qu'il a fait? Les gens de l'opposition sont de mauvaise foi ou pensent comme des enfants s'ils prétendent que nous pouvons voter pour une telle motion.

Nos adversaires voudraient-ils que nous fassions plutôt confiance aux successeurs d'un

régime qui, pendant neuf ans, a refusé les pensions à nos vieillards? Pas un seul chèque de pension n'a été payé avant l'avènement au pouvoir de l'Union nationale. Toutes les lois sociales appliquées actuellement dans la province sont des mesures du gouvernement actuel. Qu'on essaie de prouver le contraire. Ce sont toutes des mesures de l'Union nationale. Toutes ces lois sociales ont été adoptées de 1936 à 1939, et de 1944 à date. Pas une ne vient d'un régime libéral.

Et l'on voudrait que nous condamnions toutes ces initiatives en votant pour la motion. Le régime Godbout, qui s'est intercalé entre les deux administrations de l'Union nationale, non seulement n'a pas adopté de mesure sociale nouvelle, mais il s'est appliqué à saboter ce que nous avons fait. On l'a démontré plus tôt. Les libéraux du temps ont annulé des milliers de demandes de pension et réduit les pensions aux vieillards à \$15.76, et les pensions aux mères nécessiteuses tombèrent de \$40 à \$26.15.

Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a fait des comparaisons avec l'Ontario. Avec un budget beaucoup plus élevé que le nôtre, l'Ontario paie \$6,600,000 par an aux mères nécessiteuses, tandis que celles-ci reçoivent \$8,200,000 par an dans le Québec. Quelle est la province la plus généreuse? Personne, du côté de la gauche, n'a contredit ces statistiques.

Nous pouvons en parler, nous, des mesures sociales. Nous savons ce que c'est. Au fait, le gouvernement actuel dépensera, cette année, huit fois plus qu'en 1944 au chapitre des allocations, des pensions et de l'assistance publique. Les allocations de maternité existent déjà. Par l'entremise de l'assistance publique, les mères qui en font la demande reçoivent de \$4 à \$5 par jour lorsqu'elles sont hospitalisées.

Les libéraux, qui n'ont jamais su ce qu'est la justice sociale, voudraient la prêcher aujourd'hui. C'est nous qui la leur avons apprise. Non seulement ils n'ont fait voter aucune des lois sociales actuellement en vigueur, mais ils se sont empressés de les saboter lorsqu'ils sont revenus au pouvoir. La population ne les prendra sûrement pas au sérieux. Le peuple aura plus confiance à un gouvernement qui a multiplié les preuves de son esprit social. On dépense \$100,000,000 par an dans le Québec pour les mesures sociales, soit plus que n'importe quel autre gouvernement du Canada. Et l'on pourrait parler de la générosité du gouvernement dans le cas des accidentés du travail, mais je crois qu'il n'est pas besoin d'insister, les contribuables sachant déjà où est la sincérité dans ce domaine.

J'invite les députés de l'opposition à présenter un amendement de non-confiance lors de la discussion de mon budget, afin de me permettre de montrer à toute la province l'œuvre que le gouvernement a accomplie dans le domaine de la législation ouvrière et sociale.

À propos des allusions du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) à mes relations avec M. Drew, je n'ai pas honte d'avoir participé à des campagnes électorales fédérales. Si je l'ai fait, c'était pour défendre l'autonomie provinciale, réclamer un ambassadeur au Vatican quand nous en avons déjà un en Russie et en Pologne, réclamer un drapeau canadien et un hymne national, de même que pour protester contre l'envoi de fourniture et de camions en Russie¹¹. J'ai cru que c'était mon devoir.

Le député de Montréal-Sainte-Marie a dit que pour la droite, les libéraux, c'étaient les "méchants"¹². Si le jeune député croit nous intimider, il se trompe. Le député se croit peut-être méchant, je le considère inoffensif. Si nous le laissons parler à volonté, c'est justement que nous sommes convaincus que personne n'attache beaucoup d'importance à ses propos. Qu'il le sache donc une fois pour toutes.

Mais que l'on sache aussi, de l'autre côté, que nous ne laisserons rien sans réponse. Qu'ils ne s'imaginent pas, cependant, que nous les craignons: ce serait du dernier ridicule. Les députés de l'opposition mettent tout simplement en vedette, dans ce débat, leur manque de sincérité¹³.

M. Lafrance (Richmond): Je me propose de parler des allocations de maternité. Jusqu'ici, on a parlé de toutes sortes de choses, de Bennett, de Drew, de Bracken¹⁴...

M. l'Orateur: Nous en avons fini là-dessus, je demande au député de Richmond de rester sur la question.

M. Lafrance (Richmond): Je félicite le député de Lévis (M. Bélanger) pour son exposé sobre et objectif. La requête libérale aura un double mérite: elle fera connaître une grande méconnue et une grande inconnue. La méconnue, c'est la famille. On aura attiré l'attention de la province sur elle, elle qui constitue le premier apport de l'État et l'on verra quel est le sort qui lui est réservé. L'inconnue, c'est l'Union nationale. C'est une véritable découverte pour moi. Nous avons vu son vrai visage, nous avons été renversés par les arguments apportés en particulier par le grand moraliste de l'Union nationale, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

J'ai été humilié que la seule Législature catholique et française d'Amérique ait fait des déclarations aussi maladroites. Quand on songe que nous sommes dans une province aux richesses fabuleuses, quand on songe au rôle créé par la famille, à l'héroïsme de nos parents, on s'étonne que c'est ici que l'on vienne déclarer que nous suscitons des appétits, que nous faisons la socialisation de la procréation, parce que nous avons réclamé des allocations de maternité de \$50. Quelle théorie embourgeoisée! Je suis fier de siéger de ce côté-ci de la Chambre.

Lorsque nous réclamons de telles allocations, nous sommes avec la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, l'Union catholique des cultivateurs, les mouvements d'Action Catholique, les Semaines Sociales du Canada, les *Relations*¹⁵ des Jésuites, la doctrine sociale de l'Église, les encycliques.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé), avec ses déclarations, témoigne de son ignorance de la question sociale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je soulève un point d'ordre. De telles paroles ne créent pas un bon renom à la Chambre, et ce n'est pas une politesse exquise de parler d'ignorants.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre ne cesse du matin jusqu'au soir et du soir jusqu'au matin...

M. l'Orateur: Le député, quand il aura quelque chose à relever, soulèvera un point d'ordre en temps opportun.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a fait des déclarations étranges. Il a parlé de socialisation: voilà de l'embourgeoisie. Je crois que c'est Jaurès¹⁶ qui disait que quand on aura attaché l'épithète de socialisme à toutes les mesures réclamées par le peuple, on aura fait un grand pas vers le socialisme. On a dit que l'Union nationale a fait le plus pour l'assistance publique: je me demande ce que dira demain la province.

Comment se fait-il que nous n'ayons pas d'allocations de maternité? On viendra nous dire qu'on n'a pas d'argent quand on vient de voter \$75,000,000 pour la voirie en plus de 75 autres millions que l'on votera. Nous sommes pour les allocations de maternité parce que c'est un devoir de

justice sociale. Il y a de la misère dans des milliers de familles; ceux qui vivent loin du peuple ne le savent pas. Soixante-quinze pour cent de nos pères de famille gagnent moins de \$3,000 par année. Les allocations deviennent une nécessité nationale. Dans les provinces où il y a des allocations, le taux de la maternité a augmenté...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Dans quelles provinces?

M. Lafrance (Richmond): Dans les provinces où il y en a. Non seulement on devrait en accorder, on devrait créer au Québec un ministère des Affaires familiales. J'ai confiance que demain nous l'aurons. Je félicite notre chef de nous avoir donné comme devise: "Être libéral c'est être particulièrement juste envers la famille."

M. Bédard (Québec): Nous nous attendions à entendre les députés de la droite parler d'allocations de maternité. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a parlé d'un peu de tout. Il a tenté de faire croire que la loi des accidents de travail était une initiative de l'Union nationale.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais prétendu cela. Tout ce que j'ai dit, relativement à la loi des accidents de travail, c'est que nous l'avions améliorée.

M. Bédard (Québec): Si le Parti libéral a réduit le taux des pensions après 1940, c'est qu'il remplaçait un gouvernement qui avait dilapidé les finances de la province. Le gouvernement prétend que la province dépense plus que l'Ontario pour les mères nécessiteuses. C'est tout simplement parce que nous avons chez nous un plus grand nombre de mères nécessiteuses. Et le gouvernement s'en vante! En Ontario, une mère de cinq enfants reçoit \$110 par mois, alors qu'au Québec une mère ayant le même nombre d'enfants reçoit \$39. Les mères nécessiteuses du Québec ne reçoivent que \$8,000,000...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Elles reçoivent un autre \$8,000,000 en services sociaux de toutes sortes.

M. Bédard (Québec): Le nombre des familles et le nombre d'enfants diminuent dans Québec. C'est que les parents n'ont plus les moyens de nourrir leurs

enfants et d'en voir naître d'autres. Le système d'allocations de maternité existe ailleurs. Pourquoi ne serait-il pas possible chez nous? Sur un budget de \$374,000,000 et qui sera sans doute porté à \$400,000,000, il n'y a pas de raison pour qu'on ne puisse pas trouver \$6,000,000 pour le consacrer à la famille. Si le gouvernement refuse de prendre l'initiative d'accorder des allocations maternelles, il en portera toute la responsabilité et le peuple lui répondra aux prochaines élections.

M. Marquis (Québec-Est): Les allocations de maternité sont réclamées par la majorité de mes électeurs. Il (M. Marquis) rappelle l'histoire politique de la province au sujet des pensions de vieillesse. Il est vrai, dit-il, que le gouvernement Taschereau s'est fait prier pour les donner et que c'est l'Union nationale qui a payé les premiers chèques. Mais le gouvernement Taschereau a été battu parce qu'il a refusé pendant des années ce que le peuple réclamait. La même chose arrivera à l'Union nationale qui refuse les allocations de maternité.

Je réclame ces allocations depuis 1952, et j'ai demandé chaque année, depuis, au gouvernement provincial de les instituer. Je félicite le député de Lévis (M. Bélanger) d'avoir présenté la motion. L'ouvrier, avec le salaire qu'il gagne dans la province de Québec, n'a pas le moyen de payer pour l'hospitalisation de sa femme.

M. Lemieux (Wolfe) se déclare en faveur des allocations de maternité. Je me base, dit-il, sur des raisons médicales et sur la nécessité d'aider les mères de famille lors de leur délivrance. Le problème se pose de façon aussi aiguë à la ville comme à la campagne, et ce sont les petites gens qui ont de la misère, même si on se vante de leur aider avec les argents de l'assistance publique.

Plusieurs mères de famille prennent des risques effroyables au moment de la naissance de leur enfant, uniquement parce qu'elles n'ont pas les moyens de se faire hospitaliser. Je crois que les allocations de maternité diminueront certainement la mortalité infantile et la mortalité des mères de famille. Il cite des statistiques à ce sujet. Les chiffres prouvent, dit-il, que les mères et les enfants n'ont pas toujours les soins nécessaires. Je suis d'avis que les allocations de ce genre permettraient d'établir des petites maternités dans les campagnes. Cette innovation rendrait de grands services.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise¹⁷.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bédard, Bélanger, Courmoyer, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Ross, Savard, 19.

Contre: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane), Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Poulin, Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 53.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Lemieux (Wolfe): Comment se fait-il que des appareils de rayons X parvenus depuis longtemps aux sanatoria des comtés de Compton et de Wolfe demeurent dans leur boîte et donc ne servent pas? Est-ce que c'est là la triste façon de faire usage d'instruments pour le dépistage de la tuberculose?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ces appareils sont sous contrôle des sanatoria locaux. Je sais cependant que les appareils dont parle le député sont actuellement installés. L'organisation du travail, le "follow up" des cas de tuberculose dépend du sanatorium local.

M. Lemieux (Wolfe): Les cas d'assistance publique en cas de maladie coûtent excessivement cher, tant au gouvernement qu'aux municipalités et aux hôpitaux. Je sais que des organisateurs politiques profitent de cette circonstance, durant les campagnes électorales, pour faire le tour de certains comtés où les comptes de médecins sont très élevés, pour faire payer ces comptes par le gouvernement dans le seul but de capter des votes.

On en est rendu à un point où près de 80 % de la population est dans l'impossibilité de défrayer les frais d'hospitalisation sans grever dangereusement le budget familial. En 1951, 30 % de la population était assurée. Ce nombre augmente, mais quand même les dépenses encourues par les autorités gouvernementales et municipales augmentent encore plus. Est-ce que le gouvernement songe à une assurance-santé? Cela devrait-il être une assurance d'État ou encore une assurance laissée à l'entreprise privée mais légalisée par l'État? Le gouvernement devrait sérieusement songer à instituer une assurance-santé.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Cela ne relève pas du budget du ministre. Il faudrait que le député présente une motion.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que ce serait le temps de demander ce qui s'est passé à Ottawa¹⁸?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Ottawa, il a été question de l'assurance-santé. Il n'y a pas eu d'entente. Un tel programme national coûterait entre \$600,000,000 et \$700,000,000. Certaines provinces ne pouvaient payer les contributions, comme les Maritimes. En Saskatchewan, l'assurance-santé en vigueur a reçu un dur choc. On l'a vu dans deux consultations populaires où la grande majorité des électeurs ont voté contre l'assurance-santé. Nous n'avons pas encore pris de décision au sujet de l'assurance-maladie.

Nous continuons à examiner les divers aspects du problème et à nous tenir au courant de ce qui se fait ailleurs au Canada. Le 23 prochain, il y aura une conférence à Ottawa, où le Québec sera représenté par le ministre de la Santé, le sous-ministre et le contrôleur du revenu.

M. Frost¹⁹ d'Ontario a proposé un commencement, un début. Certaines provinces ont trouvé que ce n'était pas assez; d'autres, comme je l'ai dit tantôt, ont déclaré ne pas être capables de payer. Quant à la politique du gouvernement, nous l'avons énoncée dans le discours du trône.

C'est dans le Québec qu'il y a le plus d'argent consacré à l'assistance publique. Nous avons considérablement augmenté les taux d'aide aux hôpitaux. Chose curieuse, plus on augmente les octrois aux hôpitaux, plus l'hospitalisation coûte cher.

M. Noël (Frontenac): Il n'est pas exact de dire que, dans les cas d'assistance publique, le gouvernement paie 85 % des frais d'hospitalisation, car les taux sont calculés d'après le nombre de jours d'hospitalisation, et ce que paie l'assistance publique ne comprend pas les médicaments, la salle d'opération et autres frais accessoires.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ce que dit le député est inexact. Le montant versé par l'assistance publique en vertu de la loi générale comprend tout le compte d'hôpital.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En certains endroits, des patients reçoivent des comptes alors que tout a déjà été payé par l'assistance publique.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je tiens à dire les choses bien clairement, pour que les députés et toute la population le sachent. Quand un cas d'assistance publique est accepté par la municipalité et suit la filière ordinaire, les taux que nous payons comprennent absolument tout. L'institution doit donner non seulement le lit et la pension, mais aussi tous les traitements sans aucuns frais supplémentaires. C'est ça que dit la loi.

Je ne veux faire aucune insinuation sur l'honnêteté des institutions, mais la loi est formelle. Le montant payé par l'assistance publique comprend tout et le malade ne doit recevoir aucun compte supplémentaire. Si le cas n'est pas accepté par la municipalité, il peut arriver que le gouvernement paie un compte en tout ou en partie pour rencontrer des situations spéciales, comme celle par exemple d'un bébé qui vient de sortir de l'hôpital après un séjour de 13 mois pour la polio et dont les parents ont reçu un compte de \$5,050. Mais il s'agit là de cas d'exception.

M. Bélanger (Lévis) fait des observations.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est absolument contraire à l'esprit de la loi d'inciter les gens à se mettre sous l'assistance publique. Les cas spéciaux soumis par les députés, qu'ils soient de la

droite ou de la gauche, sont examinés sans parti pris. Nous essayons de faire le mieux possible selon la charité chrétienne, et non pas selon les attaches politiques.

M. Pinard (Drummond): Chaque fois que je me suis adressé au ministre pour lui soumettre un cas, il m'a conseillé d'envoyer le réclamant au juge ou aux autorités municipales. Par contre, le ministre paie des comptes d'hôpitaux de gens qui auraient les moyens de les acquitter et qui possèdent même des autos, parce que ce sont des amis de l'Union nationale. Il (M. Pinard) dit que son enquête a révélé qu'il se paie plus de comptes d'hôpitaux par permis spécial que de la façon normale.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Tous obtiennent justice.

M. Pinard (Drummond): C'est une comédie. On a de nouvelles preuves chaque jour. Je dis que c'est un grand scandale. C'est du patronage politique qui se fait au ministère de la Santé. J'accuse le ministre lui-même de tolérer cette situation. Ce n'est pas moi qu'on maltraite quand on refuse de prendre en considération une de mes demandes en faveur des pauvres, ce sont les pauvres qu'on maltraite. C'est une politique systématique, pour le ministère de la Santé, de refuser d'accéder aux demandes des députés libéraux qui représentent pourtant les 47 % de la population. C'est là la plus grande des injustices sociales.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Charte de Joliette

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que le bill 185 modifiant la

charte de la cité de Joliette ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 11 heures du matin. Vous pouvez être certains de siéger toute la journée demain si vous persistez dans ces déclarations insensées.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures²⁰.

NOTES

1. Les taux de naissance sont toujours exprimés en nombre de naissances pour 1,000 habitants.

2. Louis Saint-Laurent, premier ministre (libéral) du Canada de 1948 à 1957.

3. Adélard Godbout, libéral, fut brièvement premier ministre du Québec du 11 juin au 26 août 1936, puis de nouveau de 1939 à 1944. Toutefois, le député de Saint-Maurice commet manifestement une erreur en attribuant cette législation à Adélard Godbout, car la Chambre ne siégeait pas durant les quelques semaines où ce dernier a été premier ministre à l'été 1936. C'est bel et bien Louis-Alexandre Taschereau qui était premier ministre quand la loi concernant les pensions de vieillesse (l'Édouard VIII, 1936, chapitre 1) a été sanctionnée le 10 juin 1936.

4. Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

5. À ce sujet, voir les explications de la note 3.

6. René Hamel a été député du Bloc populaire pour la circonscription de Saint-Maurice-Lafleche à la Chambre des communes de 1945 à 1949.

7. M. Duplessis était célibataire.

8. Le député de Bagot soulève ici la question des liens entre le Parti libéral fédéral et le Parti libéral provincial, une question qui soulève d'importants débats à l'époque et qui mérite quelques explications. De la Confédération jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les organisations du Parti libéral fédéral et de son équivalent provincial se confondent. À partir de 1942 et du référendum sur la conscription qui se tient cette année-là, les deux organisations, qui ont des vues différentes sur cette question, commencent à prendre leurs distances; cette tendance s'accroît dans les années qui suivent. En novembre 1955, les libéraux provinciaux fondent la Fédération libérale provinciale (FLP) afin de consolider leur parti et de développer leur autonomie face aux libéraux fédéraux; cette autonomie sera définitivement et officiellement consacrée en 1964. Toutefois, lors du congrès de fondation de la FLP en novembre 1955, plusieurs têtes d'affiche du Parti libéral fédéral sont présentes, et les libéraux s'efforcent de projeter une image d'unité et de bonne entente.

C'est sans doute ce qui explique la remarque du député de Bagot, bien que cette remarque ne corresponde plus à la réalité au moment où M. Johnson la formule. Pour plus de détails, on pourra consulter les *Mémoires* de Georges-Émile Lapalme (Ottawa, Éditions Leméac, 1970, 3 vol.) et la thèse de doctorat (histoire) de M. Michel Lévesque, *Le Parti libéral du Québec et les origines de la Révolution tranquille: le cas de la Fédération libérale du Québec (1950-1960)*, Montréal, UQAM, 1997, 2 vol.

9. D'après *L'Action catholique* du 20 janvier 1956, à la page 13, le député de Drummond ne fait qu'appuyer le député de Saint-Maurice dans son point d'ordre, mais n'en soulève pas un lui-même. Cependant, le *Journal de l'Assemblée* du 19 janvier 1956 indique que M. Pinard a bel et bien soulevé un point d'ordre.

10. Il s'agit de George A. Drew, premier ministre (conservateur) de l'Ontario de 1943 à 1948 et chef de l'opposition à Ottawa de 1948 à 1954 et de nouveau en 1955-1956. Il nous a été impossible de déterminer, à l'aide de nos sources, à quel moment de son discours le député de Montréal-Sainte-Marie a parlé des relations entre Drew et le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Nous savons seulement qu'il a tenu certains propos à ce sujet (voir

l'intervention de M. Barrette après la reprise en soirée).

11. Selon *L'Action catholique* du 20 janvier 1956, à la page 13, et le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 9, le député de Joliette aurait parlé de l'envoi de fourniture et de camions en Pologne plutôt qu'en Russie. Tous les autres journaux parlaient de la Russie.

12. Les journaux que nous avons utilisés pour reconstituer cette séance ne rapportaient pas ces propos du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis). D'ailleurs, il n'est pas certain que ces propos ont été tenus en Chambre; peut-être le député de Joliette (l'honorable M. Barrette) réagit-il à un discours fait par M. Dupuis en dehors de la Chambre.

13. À propos du discours de M. Barrette, *L'Action catholique* du 20 janvier 1956, à la page 1, affirme: "Le ministre du Travail, tout en restant fidèle à la meilleure tradition parlementaire, a prononcé un discours d'une grande vigueur". Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 9, ajoute que le ministre du Travail "a prononcé un discours d'une grande vigueur, qui a provoqué des tonnerres d'applaudissements à droite".

14. Pour George Drew, voir la note 10. Quant aux deux autres, il s'agit de Richard B. Bennet, premier ministre (conservateur) du Canada de 1930 à 1935 et de John Bracken (conservateur), premier ministre du Manitoba de 1922 à 1942 et chef de l'opposition à Ottawa de 1945 à 1948. Nos sources ne nous ont pas permis de savoir qui a parlé de MM. Bennett et Bracken, ni à quel moment de la séance. Quant à M. Drew, les députés de Montréal-Sainte-Marie (M. Dupuis) et de Joliette (l'honorable M. Barrette) en ont parlé dans leurs interventions respectives.

15. Le député de Richmond veut sans doute parler de *Relations*, la revue des Jésuites.

16. Politicien, philosophe et historien français, Jean Jaurès (1859-1914) fut député et chef du parti socialiste français. Il lutta pour plusieurs lois ouvrières et laissa des écrits sur le socialisme.

17. D'après *La Presse* du 20 janvier 1956, à la page 46, le débat sur les allocations de maternité a duré "un peu plus de quatre heures. Commencé à la séance de l'après-midi, il s'est prolongé jusqu'à 10 heures en soirée". Selon le *Montréal-Matin* du

même jour, à la page 9, il était "dix heures moins quart" quand la motion Bélanger a été mise aux voix.

18. Le chef de l'opposition fait ici référence à la conférence fédérale-provinciale tenue à Ottawa du 3 au 6 octobre 1955, qui portait sur l'assurance-santé.

19. Leslie M. Frost, premier ministre (conservateur) de l'Ontario de 1949 à 1961.

20. *La Patrie* du 20 janvier 1956, à la page 12, note que "la discussion allait reprendre lorsqu'on fit remarquer qu'il dépassait 11 heures, heure d'ajournement réglementaire de la séance".

Séance du vendredi 20 janvier 1956

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Subsides:

**Budget des dépenses 1956-1957
et budget supplémentaire 1955-1956 (2)**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre millions six cent quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des pauvres, contributions, construction, etc., hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

L'honorable M. Paquette (Labelle) dit qu'il veut répondre aux accusations portées la veille contre son département par le député de Drummond (M. Pinard). J'avais cité auparavant, dit-il, certains cas où l'on se prévalait d'un article spécial de la loi. Le député de Drummond a prétendu que nous avions adopté une méthode de favoritisme¹.

S'il a présenté des cas inacceptables, il en a l'entière responsabilité. Je le répète, il n'y a pas de considérations partisans dans l'application de la loi. Aucun facteur politique, aucun favoritisme n'interviennent dans l'application de la loi de l'assistance publique. Les injures que l'opposition me lance n'intimideront personne.

Le Parti libéral essaie de jouer à la politique dans toutes les sphères administratives du gouvernement. Le Parti libéral a mené les affaires du gouvernement selon la ligne du parti depuis tellement longtemps que ses membres ne peuvent pas

comprendre que la présente administration ne s'abaisse pas à ce genre de politiquerie.

On dirait que le député de Drummond veut présenter ses électeurs comme des quémandeurs. Au nom des honnêtes citoyens de Drummond, je voudrais réfuter cette accusation. Ce n'est pas vrai. D'ailleurs, Drummond a eu sa très large part des fonds de l'assistance publique. Au seul hôpital de Drummond, l'assistance publique a versé tout près de \$500,000 en cinq ans. Il a eu \$122,000 au cours des 12 derniers mois. Les cas spéciaux du député n'en étaient pas. Ce n'étaient pas des miséreux qu'il voulait faire aider, mais des amis politiques.

M. Pinard (Drummond): En premier lieu, ce n'est pas \$122,000 qui a été donné par l'assistance publique à Drummond, en 1954-1955, mais \$162,000. Mais cela ne représente que 24 %. Le ministre a qualifié les cas que je lui ai soumis d'inacceptables. Je crois qu'ils étaient aussi sympathiques que ceux soumis par les ministériels.

Selon lui, le ministre déforme ses remarques. Il nie les accusations du ministre de la Santé qui tente de donner l'impression que tous les électeurs du comté de Drummond sont des mendiants.

De toute façon, je répète l'accusation que je formulais hier à l'effet que l'assistance publique "spéciale" est un organisme conçu et préparé pour les députés ministériels ou les "patronneux" de l'Union nationale. Quand je suis intervenu, on m'a toujours référé à l'assistance publique "ordinaire". Le ministre sait que la plupart des municipalités refusent de signer les cartes d'assistance publique et que d'ailleurs les individus n'aiment pas étaler leurs misères devant les conseils municipaux.

Le ministère paie davantage par l'assistance publique spéciale que par l'assistance publique ordinaire. Ça prouve le travail des patronneux. En grande partie, les candidats ministériels se servent d'octrois du ministère pour se faire élire. On joue sur le dos de l'indigent. J'ai découvert seulement en 1955 la "formule rose", formule uniquement à l'usage des députés ministériels et des candidats battus du gouvernement. On se sert d'un article de la loi qui permet de régler par humanité certains cas spéciaux pour payer les comptes d'hôpitaux des patients recommandés par les députés ministériels ou les administrateurs du patronage. À tel point que l'exception est devenue la règle et qu'il n'y a plus de cas réguliers.

Si je pouvais assigner ici des témoins, ils seraient forcés de témoigner contre le ministre. Ainsi, je peux présenter des évidences qui pourraient forcer le ministre à démissionner. Quand les députés libéraux interviennent auprès du ministère, on les réfère à l'assistance ordinaire et l'on garde l'assistance spéciale pour les députés et les "patroneux" de l'Union nationale. Les cas que j'ai soumis au ministère de la Santé ont été refusés sans exception. J'ai l'impression que le ministre a donné des ordres formels de refuser les comptes présentés par des députés de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis fatigué des accusations non fondées que formulent les députés libéraux. Si vous voulez assigner des témoins, vous n'avez qu'à convoquer le comité des comptes publics. Vous pourrez porter là des accusations, citer des témoins. Nous pourrions alors découvrir une fois pour toutes si vos accusations sont fondées ou non. Nous n'avons pas peur et nous vous attendons. Ce n'est pas le gouvernement qui sera confondu et qui perdrait la face.

Des députés s'interpellent.

M. Pinard (Drummond): J'ai l'impression bien nette que le ministre a donné instruction de refuser les comptes présentés par les députés libéraux.

M. le président: Je demande au député de retirer cette expression. Si le député ne s'exécute pas comme il en a reçu l'ordre, je ferai rapport à l'Orateur.

M. Pinard (Drummond): Je la retire. À tout événement, j'ai des lettres pour prouver ce que j'avance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député retire ses paroles et continue en disant qu'il a des preuves. Je demande au président du comité de faire rapport à l'Orateur de la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) et l'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) interviennent.

M. Pinard (Drummond): On ne m'a pas laissé le temps de terminer ma phrase. Je veux lire des lettres de certaines personnes. Je ne donnerai pas de noms pour ne pas les exposer aux foudres du gouvernement.

M. le président: Le député doit retirer ces paroles.

M. Pinard (Drummond): Je les retire. Je disais donc que les députés oppositionnistes n'ont pas de traitement équitable. On préfère passer par l'intermédiaire du patronneux. On fait trop de politique par l'intermédiaire du service; je sais que si des officiers du département étaient interrogés sous serment, ils seraient obligés de témoigner contre le ministre.

J'ai aperçu, sur un bureau du ministère de la Santé, une pile de "formules roses" pour des cas d'assistance publique faisant l'objet de recommandations de membres de l'Union nationale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Drummond vient de prononcer un discours qui a passé par toute la gamme du ridicule. Il a notamment dit qu'il lui a fallu quatre ans pour comprendre l'Union nationale. Ce n'est pas brillant pour un avocat.

M. Pinard (Drummond): Je n'ai jamais dit cela. J'ai affirmé qu'il m'avait fallu quatre ans pour découvrir la formule rose et le double jeu de l'Union nationale.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) répète ses propos.

M. Pinard (Drummond) demande au président d'ordonner au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) d'accepter sa mise au point.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le Règlement ordonne d'accepter la mise au point seulement quand il s'agit de paroles prononcées en dehors de la Chambre. Mais j'ai entendu le député dire que cela lui avait pris quatre ans pour comprendre l'Union nationale.

M. Bélanger (Lévis): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) a fait une mise au point tantôt et nous l'avons acceptée. Pourquoi un traitement différent?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les allégations de l'opposition seraient drôles si elles n'étaient pas tragiques. Le député de Drummond reproche au ministre de la Santé de ne pas s'être occupé de ses demandes. Cela lui fait mal au député

de Drummond, parce que le ministre a prouvé le contraire. Il n'aime pas cela. Il se plaint ensuite que le ministre a voulu faire passer ses électeurs de Drummond pour des quêteux. Puis il se plaint du rôle du "patronneux" dans son comté. Cela revient à dire que quelqu'un a plus d'influence que lui dans Drummond.

Cela se comprend facilement. C'est probablement parce que ses électeurs ont découvert qu'ils ont fait une erreur en votant pour lui. Le député se plaint ensuite que le ministre ait révélé que son comté a reçu 24 % des argents de l'assistance publique, puis il se plaint que le ministre ait ignoré le comté de Drummond parce qu'il y avait un député libéral. Le député se contredit.

Les membres de l'opposition se gardent bien de prétendre que leurs comtés n'ont pas reçu une part généreuse des fonds de l'assistance publique. Du reste, les chiffres sont là qui prouvent le contraire. Tout ce dont ils se plaignent, c'est de ne pouvoir distribuer ces fonds à leur guise. Ils déplorent que des gens aient plus d'influence qu'eux dans leurs comtés. Cela se comprend facilement.

L'essentiel est que les indigents soient soignés gratuitement, quel que soit l'intermédiaire. On ne peut se faire de la publicité sur le dos des indigents. Tous les cas, cas spéciaux ou autres, lorsqu'ils relèvent de l'indigence pure et simple ou de personnes qui n'ont pas le moyen de payer leurs comptes, sont valables.

On doit s'adresser d'abord à la municipalité; si la municipalité accepte le cas, celui-ci est référé au ministre qui paie sa part et l'hôpital, qui reçoit une subvention du gouvernement au chapitre de l'assistance publique, doit aussi payer la sienne.

Le député de Drummond a déclaré qu'il a vu sur le pupitre d'un officier du ministère de la Santé une pile de formules roses. Je me demande comment le député a pu savoir qu'il s'agissait de recommandations du groupe ministériel.

Le député affirme sans preuve où il a fouillé dans les papiers et il n'est pas étonnant que le ministre de la Santé ait refusé de recevoir un homme qui se permet cette façon d'agir. Il faut féliciter plutôt le ministre de lui fermer sa porte.

La vérité vraie, c'est que Drummond est un comté de l'opposition et, à l'honneur du ministre, ce comté a reçu 24 % des argents de l'assistance publique. Je n'ai pas eu cela dans mon comté.

M. Dupuis (Montréal-Sainte-Marie): Vous avez reçu 100 %, et je le prouverai par vos propres chiffres.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ridicule; 100 % cela voudrait dire que les curés, les maires, les conseillers municipaux, etc., ont reçu les secours de l'assistance du gouvernement.

Le député de Drummond a voulu soulever une tempête dans un verre d'eau. Au lieu de parler comme un bébé, il devrait parler comme un homme.

M. Pinard (Drummond): Encore une fois, aux accusations portées par l'opposition, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse répond par des calembours et des farces.

Je déclare que si seulement ceux qui ont réellement droit à l'assistance publique recevaient l'aide du gouvernement, cela ne coûterait pas \$80,000,000 par année; \$10,000,000 seraient suffisants. C'est le capital politique qui coûte cher, et c'est là qu'est le vice et l'injustice sociale. C'est ce qui fait que les pères de famille sont surtaxés. Les deniers publics ne sont pas employés à leurs fins. Ils servent à créer du capital politique.

Pour revenir aux formules blanches et roses, j'ai soumis des cas, mais ma signature ne pouvait apparaître dans le dossier du ministère. Alors, au ministère, on m'a suggéré de passer par le curé. On a répondu au curé de faire passer le demandeur devant le tribunal. Je suis revenu pour expliquer que c'était le ministère de la Santé qui avait suggéré de faire signer la demande par M. le curé. Alors on m'a suggéré de la faire signer par la supérieure de l'hôpital. C'est ce qui a été fait mais, encore une fois, on n'a pas voulu prendre la demande en considération. C'est évident, il fallait passer par le patronneux. Il faut passer par le député battu afin de lui donner des chances pour la prochaine élection.

M. Caron (Maskinongé) et M. Lesage (Abitibi-Ouest): La formule rose, on ne l'a jamais vue!

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député ne semble pas vouloir comprendre le bon sens. Jamais un député de l'Union nationale n'a eu de formule rose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je demande, si le député de Drummond continue sur le ton qu'il a déjà employé, de faire rapport à l'Orateur.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il est malheureux que, sur une question aussi importante, qu'il faudrait étudier avec sang-froid, l'on adopte un

ton aussi regrettable. La loi de l'assistance publique est administrée par le ministère d'une façon juste et honnête. Chaque cas est examiné à son mérite. La justice et la charité chrétienne sont les seuls motifs qui entrent en ligne de compte. Le député voudrait avoir le prestige du "patronneux", comme il dit.

Nous avons payé, au cours de l'année 1955, \$707,000 en assistance publique dans le seul comté de Drummond. Si l'on compare ces chiffres à ceux des autres pays, on trouvera que ces chiffres sont généreux. On ne peut tout de même pas nous accuser de visées partisans. Si nous traitons le comté de Drummond de cette manière, c'est la preuve que nous ne nous laissons guider que par les besoins réels de la population.

Voilà un comté de l'opposition représenté par un homme qui devrait avoir, sinon de la reconnaissance, car nous n'en attendons pas tant, au moins le soin de juger avec justice. Au lieu de cela, il vient porter des accusations directes contre le ministère de la Santé.

Nous avons fait généreusement notre part, mais ça lui fait mal parce qu'il aurait voulu que cela puisse lui donner un prestige qu'il a perdu. Ce n'est pas de ma faute si le député de Drummond n'a pas dans son comté l'influence qu'il voudrait avoir. Qu'il ne compte pas sur ça pour se faire réélire; ce n'est pas pour ça, l'argent du ministère de la Santé, c'est pour aider les indigents.

Revenant aux formules roses, je dirai que jamais, à aucun député, nous n'avons remis cette fiche. J'ai tout aussi confiance en la parole de mon sous-ministre qu'en celle du député, et je crois bien que ce n'est pas en agissant comme il le fait que le député augmentera son prestige.

Pour notre part, nous allons continuer à faire notre devoir, et moi je continue à faire confiance à mon sous-ministre, le docteur Jean Grégoire, qui peut se placer au-dessus des contingences de la politique. C'est un honnête homme et je pense que sa parole vaut celle d'un député. Je demande à l'opposition de ne pas le mettre en cause. Ce serait lâche, car il n'a pas le droit de répliquer en cette Chambre².

M. Bélanger (Lévis): Sous le régime actuel, le régime d'exception est généralisé. Cela comporte des dépenses 10 fois plus considérables. Et le régime d'exception ne joue qu'en faveur des députés ministériels et des députés battus. Dans les hôpitaux, la formule rose est pour les indigents recommandés par l'Union nationale. Un de mes organisateurs a eu de la maladie dans sa famille. Cet homme gagne au

moins \$10,000 par année. La note d'hôpital s'élevait à \$200 ou \$300.

Un "patronneux" est allé le trouver et lui a dit: "Apportez-moi votre compte. Nous le paierons". Le but est évident. Et cela prouve que tout le monde est au courant du système, même si le ministre prétend qu'il n'en sait rien. Dans les hôpitaux, on dit "Veuillez présenter le compte à monsieur X ou à monsieur Y". Et ce n'est jamais le député libéral du comté.

Ce qui est mauvais, c'est la distinction qu'on fait entre le député ministériel ou le "patronneux" et le député libéral.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Ah oui, c'est ça qui est bien mauvais!

M. Bélanger (Lévis): Dans la loi de l'assistance publique, il est dit que pour profiter de l'aide gouvernementale, il faut être indigent, c'est-à-dire "une personne qui ne peut subvenir ni directement, ni indirectement à son entretien, par elle-même ou par des personnes tenues de lui fournir des aliments ou des soins". C'est le conseil municipal ou, en cas de refus, le tribunal qui doit décider qui doit être déclaré indigent. Mais, en vertu de l'article 37 de la loi, on peut passer par-dessus l'autorité du conseil ou du tribunal.

Dans un but d'humanité et de protection publique, il est loisible au service de l'assistance publique, sous l'autorité du ministre, de payer en tout ou en partie l'hospitalisation de cette personne. Or, on a tellement multiplié les exceptions qu'elles sont devenues la règle. L'exception est devenue aujourd'hui la règle générale, et la règle générale, l'exception. Il y a même des "patronneux" qui offrent aux gens de faire solder leurs comptes d'hôpitaux par le gouvernement.

Les millions qu'on vote pour l'assistance publique, et cette année c'est \$8,000,000 de plus, sont surtout votés en vertu de l'article 37. Le gouvernement se vante que la prospérité est inouïe. Il devrait donc y avoir moins d'indigents. Dans mon comté, en 1945, le ministre jugeait bon de dépenser \$20,000 pour l'assistance publique. Cette année, on dépensera \$444,012.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Est-ce trop?

M. Bélanger (Lévis): Je ne dis pas que c'est trop, loin de là. Mais je dis que cela se passe à la veille des élections et qu'il n'y a pas plus d'indigents aujourd'hui qu'il y en avait en 1945. C'est 22 fois

plus qu'il y a 10 ans. Est-ce que le nombre des indigents a augmenté à ce point? Ce qui a augmenté, ce n'est pas l'indigence, mais le patronage.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Lévis de retirer ses paroles.

M. Bélanger (Lévis) retire ses paroles.

Des députés débattent des expressions et de la conduite non parlementaires.

M. le président: J'avertis la Chambre que je verrai à faire appliquer intégralement les règlements. Je profite de l'occasion pour avertir un certain député de l'opposition de cesser ses grognements constants.

M. Bélanger (Lévis): La gauche est accusée de vouloir se faire du capital politique. Si nous demandons le même traitement que celui qui est accordé aux députés ministériels et aux patronneux, c'est donc qu'ils font du capital politique. Peut-on nous reprocher de vouloir rendre à nos électeurs le même service qu'ils reçoivent des patronneux? Les députés qui ont été élus avaient la confiance du peuple.

Il cite ensuite des documents dans le but de démontrer que les frais de l'assistance publique proprement dite n'ont pas augmenté de façon considérable. Ce qui a augmenté, dit-il, c'est le fardeau de l'assistance spéciale, en vertu de l'article 37. C'est cette aide spéciale, non l'aide régulière, qui a tant augmenté les dépenses de l'assistance publique.

À Amos, 50 % ont bénéficié de l'assistance publique. À Gaspé, 68 %. À Matane, 74 %. Aux Îles-de-la-Madeleine, 88 %, à Blanc Sablon, 100 %.

M. Ouellet (Saguenay): C'est faux.

M. Bélanger (Lévis): M. le ministre de la Santé, je note que le député de Saguenay vous attaque en disant que, dans vos rapports, vous avez écrit des faussetés.

Est-ce que tous ces cas rencontraient la définition du mot "indigent"? Alors, il est temps plus que jamais d'instituer un système d'assurance-santé, afin de donner justice à tout le monde, non pas simplement à ceux qui trouvent grâce devant l'administrateur du patronage.

Va-t-on prétendre qu'il y a autant d'indigents que cela dans la province et que les conseils municipaux sont prêts à faire de telles admissions?

Là où l'on dépensait \$20,000 en 1945, on en dépense \$400,000 aujourd'hui, et il n'y a pas plus d'indigents qu'auparavant. Si tous les cas sont unifiés, il est plus temps que jamais d'instituer un système d'assurance-santé. Qu'on arrête donc de payer les comptes d'hôpitaux sur la simple recommandation des "patronneux". Qu'on cesse donc de faire servir à des fins politiques l'argent voté pour la santé publique. Je n'ai aucune objection que 100 % des indigents bénéficient des avantages de la loi, mais qu'on respecte les conditions exigées par la loi.

La droite s'obstine à nier que nous avons raison de prétendre que les cas "spéciaux", les cas où l'assistance est accordée à la suite de l'intervention des "patronneux", sont la majorité. Il n'y a qu'un moyen de savoir qui dit la vérité: c'est de produire la liste des gens qui ont bénéficié de l'assistance publique en montrant dans chaque cas qui a fait la recommandation. La gauche ne déplore pas que les gens soient aidés, elle déplore simplement que l'on fasse du patronage politique avec l'argent destiné aux indigents³.

M. Noël (Frontenac): Quel montant a été payé pour les cas d'assistance ordinaire recommandés par les municipalités?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il y a au moins 400,000 cas d'assistance publique chaque année, et ce serait un travail formidable que de distinguer ceux qui ont été approuvés par les municipalités, ceux qui résultent d'une décision judiciaire et les autres.

M. Noël (Frontenac): S'il était possible de dénombrer les cas suivant les catégories, on s'apercevrait que l'exception est devenue la règle générale et que les cas spéciaux sont les plus nombreux.

La recommandation du député ou de l'administrateur du patronage ne porte pas sur l'indigence du patient, mais sur son allégeance politique, ou du moins, sur les espoirs qu'on a d'influencer son vote. Ce ne sont pas les officiers supérieurs du département que je blâme, car il existe un mot d'ordre qui vient de plus haut qu'eux. Quand des membres de l'opposition vont les voir, il faut que l'entrevue se fasse à la cachette et qu'il n'en reste rien dans les dossiers. Tout cela nous démontre que l'assurance-santé est devenue absolument nécessaire pour que tout le monde soit traité sur le même pied.

L'an dernier, j'avais exhibé en Chambre une carte rose et le ministre de la Santé a prétendu qu'il

ne connaissait pas ça. Il ne disait pas la vérité et il le savait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre et je demande que le député retire ses paroles sans restriction.

M. Noël (Frontenac): Je les retire, mais je poserai une question directe au ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Au ministre de la Santé) Ne répondez pas⁴.

M. Noël (Frontenac): Alors il est bien inutile de poser la question, mais ce que vient de dire le premier ministre est un aveu. Si toutes les dépenses portées au compte de l'assurance publique sont justifiées, il est plus que temps d'instituer un système d'assurance-santé où tout le monde sera traité sur le même pied.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi de l'assistance publique a été faite par M. Taschereau⁵, il y a une trentaine d'années. Elle a rendu service. Elle fixe certaines règles. Mais elle donne au gouvernement la discrétion nécessaire pour une bonne application. Comme la loi des pensions de vieillesse, la loi des pensions des mères nécessiteuses, et celle des pensions des aveugles que nous avons passées, elle permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'intervenir dans certains cas quand la charité chrétienne le justifie, même si ces cas ne rencontrent pas toutes les exigences de la loi. Cela est indispensable pour lui laisser son aspect humain.

J'affirme ici, de mon siège de député, que jamais je n'ai fait de politique avec la santé publique. Souvent j'ai transmis des demandes au ministère, en recommandant de les examiner à leur mérite, et elles ont été suivies d'un refus.

Il insiste sur l'effort du gouvernement pour soulager la misère et il souligne l'existence d'œuvres et d'institutions telles que le Service familial de Montréal, qui dépense \$6,000,000 par an, et par l'entremise desquelles les autorités provinciales aident encore les pauvres.

Je ne comprends pas l'opposition. Tout ce que veulent les libéraux, c'est avoir le patronage. Pour nous, ce qui est plus important, c'est que les malades soient soignés et traités. Les propos de l'opposition ne sont pas de nature à aider les malades et à accroître son prestige. Je suis prêt à recevoir toujours un député de l'opposition qui a une

demande à formuler; mais, s'il passe son temps à injurier et à dénigrer, il restera à la porte de mon bureau.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1956-1957 et budget supplémentaire 1955-1956 (2)

En comité:

La Chambre poursuit l'étude de la résolution du ministre des Finances (l'honorable M. Gagnon):

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-quatre millions six cent quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des pauvres, contributions, construction, etc., hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Noël (Frontenac): Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé sur l'assistance spéciale et quel montant a-t-il dépensé et entend-il dépenser à l'item de l'assistance publique ordinaire?

Nous voulons qu'on aide les indigents, mais nous disons que le gouvernement dépense plusieurs millions pour aider des amis politiques alors qu'ils n'en ont pas besoin. J'ai une liste de personnes qui ont été refusées et, d'après les renseignements que j'ai obtenus, il s'est dépensé trois fois plus en assistance spéciale qu'en assistance ordinaire. Quand on est rendu au caprice du patronage politique, je me demande où l'on va dans la province de Québec. Après avoir exposé la situation au ministère, je ne comprends pas qu'on parle de charité.

Il cite le cas d'un fils de cultivateur pour lequel il veut obtenir le service de la "carte rose". Il lit une lettre signée par un ministre, disant aux destinataires des notes d'hôpital de les faire approuver par le ministère de la Santé. Ce qui se passe dans les hôpitaux, dit-il, est de nature à me faire croire que le gouvernement ne protège pas ceux qu'il devrait protéger.

Je me demande comment il se fait qu'on n'aborde pas franchement la question. Si le ministre ne peut donner des chiffres précis, qu'il me donne au

moins un pourcentage de l'assistance spéciale et de l'assistance ordinaire.

M. Lemieux (Wolfe): Plusieurs octrois que j'ai demandés pour des pauvres de mon comté ont été refusés. Il lit la lettre d'une religieuse qui réclame l'aide du gouvernement pour un patient qui se trouve dans l'incapacité de payer son compte.

En temps d'élections, dit-il, des cabaleurs vont trouver des électeurs à qui l'on a payé des comptes d'hôpital et leur demandent d'être reconnaissants. Certains hôpitaux vont même jusqu'à dire à leurs patients d'aller voir les distributeurs de faveurs politiques pour se faire payer leurs factures. Cela ne devrait pas arriver avec la santé. Jamais, avec la santé et la pauvreté, je n'irai chez ces gens-là demander de la reconnaissance!

Il demande au ministre de traiter également les pauvres de l'opposition et les pauvres du côté des ministériels.

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance): La loi des Statuts refondus de 1941 indique deux sortes d'indigents: les reconnus et les non reconnus. On blâme le gouvernement de mal administrer quand il s'agit des indigents non reconnus, car les indigents non reconnus dépendent d'un pouvoir discrétionnaire de la part de l'assistance publique.

Quand on demande: quelle somme avez-vous payée, on nous répond qu'on n'a pas de chiffres. Nous avons le droit de nous demander si les 400,000 indigents avaient le droit d'être défendus par l'État.

La politique de l'Union nationale est du marchandage sur la santé des miséreux dans la province de Québec. Les responsables sont ceux qui organisent le système de double jeu qui est condamnable. On favorise les indigents non reconnus, qui privent les autres d'une aide à laquelle ils ont droit.

Est-ce que des conditions doivent être attachées à la "carte rose", et ces conditions sont-elles fixées par un député ou par le ministre de la Santé?

L'honorable M. Paquette (Labelle) cite le cas d'une personne ayant un revenu raisonnable qui se fait hospitaliser sans demander l'assistance publique. Au bout d'un certain temps, dit-il, cette personne s'aperçoit qu'elle devra demeurer à l'hôpital beaucoup plus longtemps qu'elle ne le pensait. Dans ce cas, le ministère ne contribuera au paiement de l'hospitalisation qu'à partir du moment où il recevra la "carte rose".

M. Noël (Montréal-Jeanne-Mance) continue à dénoncer l'application de la loi de l'assistance publique.

M. Savard (Québec-Ouest) dit qu'il ne veut soulever qu'un cas sur l'application de la loi. Il parle d'un père d'une famille de neuf enfants, dont l'aîné a 13 ans. En juin dernier, dit-il, une petite fille a été blessée et a dû être hospitalisée. Le compte d'hôpital a été refusé à l'hôtel de ville parce qu'il y avait eu des retards. Le cas a ensuite été soumis devant le tribunal. Je crois que la chose serait beaucoup simplifiée si l'on adoptait un système d'assurance-santé⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions sept cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Bélanger (Lévis) interroge le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

L'honorable M. Barrette (Joliette):

L'augmentation de \$1,395,000 à \$1,525,000 prévue au poste du service civil est justifiée par des augmentations de salaire, de personnel et de frais de bureau en général.

M. Bélanger (Lévis) veut savoir ce que comporte le crédit de \$615, inscrit à la rubrique "gratification de Noël".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Chaque ministère, à l'occasion de Noël, donne un bonus de \$25 aux personnes mariées et de \$15 aux célibataires. À l'époque de M. Taschereau ce bonus fut d'abord de \$1.50 et fut ensuite porté à \$3.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Bélanger (Lévis): Combien de fois le Conseil supérieur du travail s'est-il réuni depuis un an?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le Conseil supérieur du travail peut se réunir quand il le désire. Il n'est pas nécessaire que le gouvernement le convoque.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dois-je comprendre que le Conseil ne s'est pas réuni depuis un an?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il s'est réuni pour la première fois il y a quelques mois.

M. Bélanger (Lévis): Sur quels points ses suggestions ont-elles été suivies par le gouvernement? On n'a pas tenu compte de son avis au sujet des bills 19 et 20⁷. Pourquoi le conserver, si on ne suit jamais ses avis?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il y a des cas où il n'est pas nécessaire de demander l'opinion du Conseil. C'était le cas des amendements à la loi des accidents de travail, parce que les membres du Conseil pouvaient venir témoigner devant le comité parlementaire des relations industrielles.

M. Bélanger (Lévis): Les grands syndicats réclamaient un Conseil supérieur du travail depuis 1924; le gouvernement le lui a donné en 1943 ou 1944. Le ministère du Travail devrait le consulter.

L'honorable M. Barrette (Joliette): On consulte le Conseil en chaque circonstance importante.

Lorsqu'en 1944 le gouvernement libéral a institué la loi des relations ouvrières, il ne l'a pas consulté. Le gouvernement a fixé à 60 % de l'effectif des ouvriers d'une entreprise le nombre nécessaire à la constitution d'un syndicat. Mais, en 1945, lorsque le gouvernement d'Union nationale a amendé cette loi pour réduire ce pourcentage à la majorité absolue, c'est-à-dire à 50 % plus un de l'effectif des ouvriers d'une entreprise, il l'a consulté.

Il aurait été pourtant plus important de consulter cet organisme en 1944. L'amendement de l'Union nationale fut bien plus avantageux pour la classe ouvrière que la loi initiale l'avait été. Le Conseil ne se réunit peut-être pas aussi souvent depuis quelques années, à cause sans doute de l'existence du comité parlementaire des relations industrielles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai beaucoup de respect pour ce comité. Je ne veux pas en dire plus à son sujet. Pour moi, le Conseil supérieur du travail est un organisme de très grande importance. Son nom est lui-même impressionnant; mais aussi sa composition qui groupe des représentants du travail organisé, du gouvernement et des sociologues. Je verrais ce Conseil d'abord comme un aviseur, mais aussi comme initiateur de législation sociale. Il ne joue pas ce rôle d'initiateur, peut-être parce qu'on ne le lui demande pas. Pourtant, pas un ne sait plus que le ministre du Travail que le mouvement du travail doit être suivi.

Les syndicats viennent une ou deux fois par année devant le gouvernement lui faire leurs suggestions; les associations patronales aussi. Mais le Conseil supérieur doit quand même jouer son rôle. Il semble présentement inutile; mais c'est avec regret que je le verrais disparaître. Le Conseil supérieur du travail devrait être la grande chose du travail; il devrait en partir, des initiatives. Pour moi, il devrait être, par excellence, l'organisme qui, sans être créateur absolu, pourrait jouer un rôle primordial. Sa composition le justifierait.

M. Bélanger (Lévis): Les *Comptes publics* démontrent que l'activité du Conseil supérieur va diminuant. On a dépensé à ce poste, en 1945, \$14,311.59 alors que, l'an dernier, on n'a dépensé que \$600. Dans le rapport du ministère pour 1953-1954, on mentionnait qu'il avait donné son avis sur les bills 18, 19 et 22⁸. On ne fait aucune mention de cet organisme dans le rapport 1954-1955. Le ministre qui a écrit un article dans la revue *Contact* n'en parle pas non plus.

M. Hamel (Saint-Maurice) pose une question.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les représentants des chemins de fer sur le Conseil, MM. Saint-Pierre et Vincent, ont donné leur démission, mais n'ont pas été remplacés.

Le Conseil supérieur peut se réunir sans invitation du ministre. S'ils ne se sont pas réunis comme groupe depuis les bills 19 et 20, c'est probablement parce qu'il n'y a pas eu de législation nouvelle dans le domaine proprement dit des relations patronales-ouvrières. Le gouvernement de l'Union nationale a accepté 80 % des suggestions du Conseil, tandis que l'ancien gouvernement n'en a pas accepté une seule.

Il (M. Barrette) cite des cas où les 24 membres qui composent le Conseil supérieur du travail n'étaient pas tous d'accord. Il y a même des cas, dit-il, où les représentants des ouvriers ne s'entendaient pas entre eux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si on avait présenté leur rapport en Chambre, les députés auraient pu en prendre connaissance.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les membres du Conseil ont demandé eux-mêmes que rien ne transpire de leurs délibérations. Ils n'ont pas voulu qu'on produise de rapport.

M. Hamel (Saint-Maurice) On aurait pu, sans faire état de délibérations, produire le texte des résolutions finales sur lesquelles ces gens, après compromis, s'étaient entendus. Il aurait été utile de connaître leurs décisions.

Le Conseil supérieur a produit, il y a quelques années, un projet de code du travail. Je trouve inconcevable que le gouvernement ait refusé de le produire. Ce projet aurait dû au moins être soumis aux membres du comité parlementaire des relations industrielles.

Ce comité parlementaire est devenu une autre cour où l'on doit venir faire des courbettes devant l'administration. Il (M. Hamel) réclame un code du travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle à l'ordre le député de Saint-Maurice. Le député, dit-il, s'est éloigné de l'item en discussion.

M. Bélanger (Lévis): Les journaux ouvriers ont signalé que le Conseil avait été unanime à réprouver les bills 19 et 20.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Il n'y a pas eu unanimité chez les membres du Conseil, pas même chez les délégués ouvriers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales-ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous avons, dans la province, diverses commissions pour appliquer la loi des relations patronales-ouvrières: la Commission des relations ouvrières, la Commission du salaire minimum, la Commission des accidents du travail. Leurs membres doivent représenter les ouvriers, les patrons et le public en général. Ils ont des pouvoirs quasi judiciaires. Ces commissions devraient jouir d'un prestige incontestable. Or, il arrive que ce n'est pas toujours le cas. Il y aurait moyen d'accroître ce prestige. Prenons le cas de la Commission des accidents du travail...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rappeler le député à l'ordre. Le sujet que le député veut aborder, dit-il, n'a rien à voir avec la demande de crédits à l'étude. En effet, il existe un fonds collectif pour les trois commissions mentionnées et ça ne coûte rien à la province.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre peut-il nous dire quand nous pourrions parler de ces commissions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien simple. Vous n'avez qu'à présenter une motion. Si j'avais le temps, j'en ferais une pour l'opposition.

M. Bélanger (Lévis): L'étude du budget devrait certainement permettre de parler des commissions.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il n'y avait pas lieu de me rappeler à l'ordre, car la rédaction du poste 5 "Relations patronales-ouvrières: \$110,000" est vague et, dans les explications de la page suivante, on lit même "Divers". Je soutiens que j'ai le droit de parler de la façon d'accroître le prestige de la Commission des relations ouvrières. C'est une question de justice.

M. le président (M. Bertrand, Missisquoi)⁹ rappelle à l'ordre le député. Il n'est question, dit-il, que d'honoraires, de frais de voyage, mais non des commissions relevant du ministère du Travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont des honoraires d'arbitres, de conciliateurs. Il y a un fonds collectif pour les commissions. Si l'on veut parler des commissions il suffit de faire une motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je regrette, M. le Président, je suis obligé d'en appeler de votre décision.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur l'item 5 des crédits du ministère du Travail: "Relations patronales-ouvrières", le député de Saint-Maurice (M. Hamel) veut engager un débat sur les activités des différentes autres commissions, telles les commissions des accidents du travail, du salaire minimum et autres.

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre et dit que le débat ne doit porter que sur ledit item 5, tel que détaillé à la page 96.

Vu, entre autres, la note 2 de l'article 381, je maintiens le point d'ordre de l'honorable premier ministre.

Le député de Saint-Maurice en appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Bousquet, Caron, Chalifour, Chartrand, Cloutier, Côté, Cottingham, Couturier, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Élie, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon (Matane) Gagnon (Matapédia), Gérin, Hébert, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska) Labbé (Mégantic), Langlais, Lavallée, Lesage, Lizotte, Lorrain, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poirier, Raymond, Riendeau, Rivard, Roche, Roy, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, 53.

Contre: MM. Bédard, Bélanger, Dupré, Dupuis, Earl, Goulet, Hamel, Hyde, Lafrance, Lapalme, Lemieux, Marquis, Montpetit, Noël (Frontenac), Noël (Montréal-Jeanne-Mance), Pinard, Ross, Savard, 18.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le comité poursuit l'étude de la résolution des crédits budgétaires qui se lit comme suit:

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

M. Bélanger (Lévis): N'y aurait-il pas moyen de dresser une liste de personnes qui pourraient agir comme arbitres?

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai soumis le problème aux associations patronales et ouvrières et je n'ai pas encore reçu de recommandations. Il s'agit d'un problème difficile à régler. Quand une personne a rendu une décision contre une association ou un groupement, on s'objecte à la voir de nouveau sur le tribunal.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction des centres d'apprentissage des métiers du bâtiment (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1957.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suggère à la Chambre d'adopter le budget supplémentaire, pour faciliter le travail sessionnel, ce qui n'empêchera pas une discussion plus tard sur le même budget¹⁰.

La Chambre, toujours en comité des subsides, étudie le budget supplémentaire des dépenses ordinaires de la province de Québec, (No 2), pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration de fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général: Assistance aux cultivateurs éprouvés par la sécheresse (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour la prévention de la délinquance juvénile: aménagement du manoir Charles de Foucauld (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse: Parachèvement de la reconstruction du manoir Charles de Foucauld - Dépenses en immobilisation (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Parcs nationaux - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réserves de pêche - Dépenses en immobilisations (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation - Dépenses en immobilisations (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Agrandissement de l'entrepôt de Québec et

construction d'un entrepôt à Notre-Dame-du-Lac - Dépenses en immobilisations (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et divers - Bureau du revenu (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de bureau - Bureau des assurances (Finances)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions six cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires: constructions, réparations, etc. (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions à certaines institutions: constructions, réparations, etc., dans les centres non organisés (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage et de recherches minières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines, ponts, etc. - Dépenses en immobilisations (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Constructions diverses - Dépenses en immobilisations (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses

d'études au personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique - Dépenses en immobilisations (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, archives et services culturels divers (secrétaire provincial)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique: amélioration des immeubles, matériel, fournitures scolaires et dépenses spéciales de cours (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire: augmentation du nombre de classes (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Salaires et main-d'œuvre: service forestier et protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts: prévention des incendies (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Transports et Communications)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts-Routes (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont sur la rivière Richelieu entre Richelieu et Chambly - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont interprovincial sur la rivière Ottawa entre Pembroke, Ont., et Île aux Allumettes, Qué. - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Pont au village de Châteauguay - Dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1956.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions (budget 1956-1957 et budget supplémentaire (No 2) 1955-1956) et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1955-1956 (2)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Bertrand (Missisquoi)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1956, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$13,612,500.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

Loi des subsides No 2, 1955-1956

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du

gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1956, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 24 modifiant la loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers;
- bill 34 accordant une subvention spéciale à la cité de Québec;

- bill 35 concernant la Cour de bien-être social;

- bill 36 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal;

- bill 101 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville;

- bill 105 constituant en corporation le cimetière de Saint-Joseph de Victoriaville;

- bill 136 concernant la ville de Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited;

- bill 139 modifiant la loi 16 George V, chapitre 99;

- bill 180 autorisant la Commission scolaire catholique de la cité de Longueuil à payer une pension viagère à Pierre Antoine Avila Dufresne;

- bill 196 autorisant la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon à imposer une taxe de vente;

- bill 211 modifiant la charte des Missionnaires du Sacré-Cœur;

- bill 216 autorisant les commissaires d'écoles de la ville de Black Lake, comté de Mégantic, à imposer une taxe d'éducation et leur accordant d'autres pouvoirs.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 120 constituant en corporation la ville Saint-Elzéar, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 33 est modifié en remplaçant le sous-article 522 par ce qui suit:

"522. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité, est taxée à un montant n'excédant pas les 0.45 % de l'évaluation municipale, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales.

"Telle terre ne peut être évaluée à plus de cent dollars l'arpent si elle a une superficie de 10 arpents ou plus. Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur et dont la valeur n'excède pas \$10,000, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre.

"Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre qui en a été détachée comme lot à bâtir et est devenue ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle d'évaluation et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au rôle."

Projets de loi:

Saint-Elzéar

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 120 constituant en corporation la ville Saint-Elzéar.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 117 modifiant la charte de la ville LaSalle, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles 3, 4, 5, 6 et 7 sont biffés;

2. L'article 8, devenu article 3, est amendé dans le sous-article 497*a* en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots "Le conseil et le bureau de révision sont dispensés" par les mots "Le conseil est dispensé";

3. Les articles 9 et 10 sont biffés;

4. L'article 11 devient article 4;

5. Les articles 12 et 13 sont biffés;

6. Les articles 14, 15, 16 et 17 deviennent articles 5, 6, 7 et 8.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 147 modifiant la charte de la ville d'Asbestos, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant le premier paragraphe par ce qui suit: "Le conseil municipal peut, sur simple résolution, accorder annuellement des frais de représentation au montant de \$1,800 pour le maire et de \$800 pour chaque échevin";

2. L'article 4 est modifié en ajoutant à la fin du sous-article 502*a* ce qui suit:

"S'il le fait, le conseil, sur preuve qu'il a effectivement évacué le local, doit rayer son nom comme locataire ou occupant dudit local et, si un nouveau locataire ou occupant en prend ensuite possession, inscrire le nom de ce dernier pour avoir effet à compter de cette prise de possession. Celui-ci est dès lors assujéti à la taxe pour la proportion de l'année restant à courir. Le locataire ou occupant précédent, s'il a donné ledit avis, n'est responsable de cette taxe que pour la partie de l'année pendant laquelle il a occupé le local et, s'il a payé la taxe pour une plus longue période, il peut obtenir de la municipalité le remplacement de ce qu'il a payé au-delà de la période d'occupation."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 153 concernant les Services de santé du Québec - Quebec Health Services, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 11 est modifié en insérant, à la douzième ligne de l'alinéa *e*, après les mots "à la date", les mots "et au lieu";

2. Ce qui suit est ajouté à la fin de l'article 12 comme deuxième paragraphe: "La société peut aussi déposer ses fonds à une caisse populaire dite Desjardins, constituée en corporation en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec.";

3. Ce qui suit est ajouté, après l'article 13, comme article 14:

"14. L'article 86 de la loi des assurances de Québec ne s'applique pas à la société.";

4. L'article 14 devient article 15.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 168 modifiant la charte de la cité de Hull, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 15, comme article 16:

"16. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en y ajoutant, après l'article 151a, le suivant:

"151b. Le conseil peut réglementer la subdivision de lots situés dans les limites de la municipalité; obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, un mois avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité.";

2. Les articles 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 deviennent articles 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 190 modifiant la charte de la ville de Châteauguay, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 4, comme article 5:

"5. L'article 426 de la loi des cités et villes est amendé en ajoutant, après le paragraphe 1, le suivant:

1^oa Prescrire la manière de demander un permis de bâtir pour l'octroi de ce permis, tel droit ne devant en aucun cas excéder \$50.";

2. Les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 deviennent articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11;

3. L'article 11, devenu article 12, est modifié en ajoutant à la fin du sous-article 439, ce qui suit: "ou de leur évaluation";

4. Les articles 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 deviennent articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 224 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié, en remplaçant le sous-article 392b, par le suivant:

"392b. Prescrire la manière de demander un permis de bâtir et fixer une échelle de droits à payer

pour l'octroi de ce permis, tel droit ne devant en aucun cas excéder \$50.";

2. L'article 4 est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "spéciale de" par les mots "spéciale, n'excédant pas";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du dernier paragraphe à la page 4, le mot "corporation" par le mot "municipalité".

Projets de loi:

Charte de LaSalle

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte d'Asbestos

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 147 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Services de santé du Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 153 concernant les Services de santé du Québec - Quebec Health Services.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Hull

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 modifiant la charte de la cité de Hull.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Châteauguay

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 190 modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 224 concernant la corporation de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi du contrôle de la fabrication, de la vente et de la distribution du papier a été préparée dans sa forme définitive, et elle sera discutée dès la semaine prochaine par les députés. Il s'est glissé des erreurs dans la première rédaction du projet de loi. J'ai réparé ces erreurs et je ferai parvenir lundi au chef de l'opposition une copie du nouveau bill.

Le gouvernement présentera également une loi pour donner force de loi à une nouvelle division des pouvoirs d'eau sur la rivière Outaouais. Le gouvernement Godbout et le gouvernement Hepburn¹¹ s'étaient entendus pour diviser cette rivière dans le sens de sa longueur, de sorte que chaque province avait une partie des chutes. Nous allons changer cela et diviser la rivière dans le sens de sa largeur.

Un député interroge le premier ministre sur les travaux qu'entreprendra la Chambre mardi prochain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les députés seront appelés à continuer l'étude des crédits en premier lieu, pour donner une chance d'examiner la nouvelle loi du contrôle du papier. Cette loi et celle qui concerne l'évaluation de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper seront ensuite étudiées.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Voir l'intervention du député de Drummond (M. Pinard), lors de la séance du 19 janvier 1956.

2. À ce sujet, *La Patrie* du 21 janvier 1956, à la page 20, nous apprend que le sous-ministre, M. Grégoire, se trouve aux côtés de M. Paquette, "selon une coutume qui veut que le ministre soit assisté de son sous-ministre pendant la discussion de son budget".

3. D'après *Le Nouvelliste* du 21 janvier 1956, à la page 2, M. Bélanger a parlé "pendant environ trois quarts d'heure".

4. Dans *Le Devoir* du 11 février 1956, à la page 1, le journaliste Pierre Laporte, dans le cadre de sa chronique "Ce qu'on dit et ce qu'on ne dit pas dans nos arènes politiques", rapporte cet incident. Selon lui, M. Duplessis aurait plutôt dit à M. Paquette: "Réponds pas, Albiny!"

5. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre (libéral) du Québec de 1920 à 1936.

6. *La Presse* du 20 janvier 1956, à la page 1, qualifie ce débat de "débat orageux, où affirmations et dénégations se sont entremêlées au milieu de rappels à l'ordre du président du comité des subsides et des interpellations qui fusaient des deux côtés de la Chambre". *La Tribune* du 21 janvier 1956, à la page 13, affirme que "Le débat a été assez animé par moments et il y eut de vifs échanges de mots entre l'honorable Paul Sauvé et M. Bernard Pinard".

7. Le bill 19 (ou loi modifiant la loi des relations ouvrières), sanctionné le 28 janvier 1954, faisait perdre son accréditation à tout syndicat qui tolérât

dans ses membres un communiste, alors que le bill 20 (ou loi modifiant la loi des différends entre les services publics et leurs salariés), également sanctionné le 28 janvier 1954, entraînait la même conséquence pour un syndicat qui faisait une grève illégale.

8. Pour le bill 19, voir la note 6. Le bill 22 (ou loi pour supprimer les retards dans le règlement des différends entre employés et employeurs), sanctionné le 18 décembre 1952, décrétait que les décisions de la Commission de relations ouvrières et les décisions des conseils d'arbitrage sont sans appel et ne peuvent être révisées par les tribunaux. Quant au bill 18, plusieurs journaux utilisés pour reconstituer cette séance en font mention quand ils rapportent cette intervention de M. Bélanger, mais il s'agit probablement d'une erreur de la part des journalistes. Nos recherches ne nous ont pas permis de trouver, entre 1944 et 1959, un seul projet de loi se rapportant de près ou de loin aux relations de travail et portant ce numéro.

9. *Le Soleil* du 21 janvier 1956, à la page 11, nous apprend que c'est à ce moment Jean-Jacques Bertrand, député de Missisquoi, qui préside la séance du comité des subsides. Pourtant, le député de Bagot, Daniel Johnson, qui devrait en tant que vice-président de l'Assemblée présider cette séance (comme il l'a fait le matin), est présent en Chambre lors du vote enregistré qui clôt cet incident. Peut-être M. Johnson s'était-il absenté de la Chambre pour quelques instants pour ne revenir que pour le vote. Les journaux utilisés pour reconstituer cette séance ne nous ont pas permis de le déterminer avec précision.

10. D'après le *Montréal-Matin* du 21 janvier 1956, à la page 5, il était 5 h 30 quand les députés ont voté le deuxième budget supplémentaire.

11. Adélard Godbout (1892-1956), premier ministre (libéral) du Québec de 1939 à 1944, et Mitchell F. Hepburn (1896-1953), premier ministre (libéral) de l'Ontario de 1934 à 1942.

